

INTRODUCTION GENERALE

-

Ecouter avant de codifier, laisser s'exprimer plutôt que de questionner, être attentif aux mots et aux signes autant qu'aux réponses formalisées¹

La présente étude effectuée dans le cadre du doctorat de géographie et dont les aspects méthodologiques, les référents théoriques et les résultats empiriques seront exposés tout au long des développements suivants, porte sur l'action des organisations non gouvernementales (ONG) au Burkina Faso. La matière des réflexions et analyses structurant ce document provient à la fois d'une littérature spécialisée examinée avec attention et d'études de cas conduites sur le terrain même où s'exercent les interventions des ONG. Ce pays fut tout d'abord retenu puisqu'il concentre, outre les caractéristiques difficiles d'une économie du Sud, un grand nombre d'organisations du développement. Ce foisonnement apparaît comme difficile à coordonner. Pour P. de Senarclens : « Avec la prolifération des ONG, l'idée même de stratégie de développement cohérente devient impensable »².

Entre travail caritatif et solidarité exacerbée, les ONG s'engagent donc sur ce complexe terrain du développement qu'est le Burkina Faso.

De plus, sur cet espace, les ONG cristallisent les dynamiques sociales caractéristiques de la région. Elles représentent à la fois le lieu d'expression d'identités locales fortes, le médiateur entre les populations et les autorités publiques et la forme locale des préoccupations socio-économiques internationales.

¹ Fremont A., 1977, *L'espace vécu et la notion de région*. Communication prononcée à la conférence de l'Université de Würzburg, janvier 1977, Centre d'Etudes régionales et d'Aménagement, Université de Caen, 18p.

² Senarclens P. (de), 1999, *L'humanitaire en catastrophe*. Presses de Sciences Po./La Bibliothèque du citoyen. 146p.

1- CADRES THEORIQUES ET ENJEUX DE LA RECHERCHE

Cette thèse naquit en fait d'un intérêt contradictoire : Le « Burkina des ONG » exprime des forces contraires : tout d'abord, un dynamisme et une réelle volonté affichés, servis par une communication importante qui en font un exemple pour les autres pays africains, mais aussi une certaine incapacité à développer des résultats positifs clairs, visibles, bref à prouver son efficacité.

Cette recherche s'inscrit dans la continuité d'une maîtrise et d'un D.E.A de géographie tous deux consacrés aux organisations du développement au Burkina Faso.

Ma maîtrise effectuée à Gorom Gorom au Nord du pays avait pour titre « *Les organismes à Gorom Gorom au Nord du Burkina-Faso, Sources de développement ?* ». Il s'agissait de se demander si le développement de la commune était en rapport avec le nombre d'organisations qui interviennent ou qui sont intervenues. Quels étaient les réussites et les échecs observés ? D'autres interrogations concernaient la satisfaction des bénéficiaires face aux multiples projets et le suivi et l'évaluation de ces derniers. La difficulté liée au milieu, les conflits entre agriculteurs et pasteurs, les forts taux d'analphabétisme, l'absence de coordination des acteurs tentent d'expliquer en partie les nombreux échecs essuyés.

La problématique de mon DEA, annonçait plus directement ce travail de thèse. Elle élargissait le terrain d'intervention à l'échelle du pays et s'articulait autour d'une typologie détaillée des ONG nationales et étrangères étant donné qu'elles ont acquis un statut reconnu par les autorités et qu'elles sont manifestement intégrées dans les préoccupations publiques et de plus en plus favorisées. Ainsi, après avoir analysé l'espace non gouvernemental et défini les concepts liés au champ de la recherche, les domaines et les espaces de prédilection des organisations étaient appréhendés de même que les rapports qu'elles établissent entre elles et avec l'administration centrale.

Bien que les ONG apparaissent très autonomes, P-J. Roca, géographe et agronome, estimant ainsi que « les ONG représentent des acteurs libres, n'ayant de comptes à rendre à personne », nous observons toutefois qu'elles constituent des relais et s'ancrent fortement au sein d'un système plus global comprenant les bailleurs de fonds, les intermédiaires sur le terrain appelés également courtiers du développement³ et les populations bénéficiaires.

³ Olivier de Sardan J-P., 1995, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris. APAD, Karthala, 221p.

A partir de l'observation du fonctionnement et du terrain d'action des ONG dans l'ex-Haute-Volta, cette thèse prétend évaluer leur impact.

2- POSTURE DE RECHERCHE ET PROBLEMATIQUE

La thématique du présent travail d'enquête et d'analyse se développe dans le périmètre pouvant se définir par les expressions ONG, bénéficiaires, projets et espaces d'interventions.

Le « développement » (son langage, ses populations, ses infrastructures, ses ressources) apparaît comme une donnée fondamentale du paysage africain contemporain, rural comme urbain. Les interventions menées par les ONG mettent en contact deux univers distincts : le monde des destinataires, des personnes bénéficiaires, les communautés rurales ; celui des institutions de développement et leurs opérations et ce par le biais de ces agents de développement constituant l'interface incontournable entre un projet et ses destinataires.

Un des intérêts de cette recherche est d'appréhender le développement du pays avec tour à tour le point de vue des responsables d'ONG, le point de vue des animateurs, des intermédiaires sur le terrain et enfin les impressions des principaux intéressés, les bénéficiaires de l'aide face aux projets.

Sorte d'« espace-laboratoire » du caritatif en Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso éveille donc légitimement la curiosité.

Nous sommes partis d'une situation a priori paradoxale : nous constatons un nombre très important d'ONG augmentant chaque année au Burkina, se proclamant même comme porte-parole de la « société civile » et pourtant, les taux de développement enregistrés nationalement restent toujours parmi les plus faibles au monde. Leur dynamisme et leurs multitudes de projets dans des domaines clés sont constamment mis sur le devant de la scène internationale et malgré tout, les difficultés du pays ne régressent pas. Au-delà de leur « mythologie » si souvent mise en scène lors des grandes conférences dans la capitale (sommet de la francophonie, colloque sur la coopération internationale et décentralisée, etc.), quelle pourrait être véritablement leur efficacité au Burkina Faso ? Obtiennent-elles des résultats plutôt positifs et quels sont les facteurs d'échecs ?

Depuis les phases des interventions d'urgence du début des années 80, est-on véritablement passé au Burkina, comme cela s'affiche partout, de la relation assistant/assisté à une vraie relation de partenariat avec les populations bénéficiaires ?

3- QUESTIONNEMENTS ET HYPOTHESES

Un première période s'est caractérisée par la mobilisation d'hypothèses de travail et par l'élaboration de notre problématique. Une deuxième période fut consacrée pour l'essentiel à l'exploitation d'informations et à la collecte de données établies par nos enquêtes de terrain.

La troisième séquence consista à la rédaction du manuscrit en parallèle de nouvelles lectures sur le sujet.

Ces différentes séquences furent toutes ponctuées par des missions plus ou moins longues sur le terrain.

- *Questionnements de recherche :*

S'agissant avant tout d'une réflexion sur les actions des ONG, il est apparu opportun de débiter le corpus par cette question : Pourquoi le Burkina représente-t-il, pour les observateurs internationaux, « un pré carré » des ONG ?

L'omniprésence des institutions de développement constitue une particularité au Burkina et nous pouvons formuler un ensemble de préoccupations à l'égard de ces ONG. Que font-elles ? Dans quels secteurs ou domaines ? Quelles sont les zones privilégiées ? Quelles grandes tendances apparaissent ? Usent-elles de méthodes appropriées pour intervenir sur des zones aussi complexes et variées ?

- *Hypothèse centrale*

Le corps des hypothèses que cette étude se propose de tester a déjà été largement dévoilé au cours des paragraphes précédents dans les listes successives de questions.

Notre hypothèse centrale consiste à penser que les ONG au Burkina Faso se voient de plus en plus créditées, par l'opinion publique et par les bailleurs de fonds, d'une efficacité qui manifestement reste à prouver. En effet, jamais le rôle des ONG n'a été aussi prééminent au Burkina malgré des résultats toujours très peu visibles.

- *Hypothèses secondaires*

Les principales hypothèses subséquentes reviennent entre autre à suggérer qu'il n'existe pas un mais plusieurs « Burkina », tant chaque région possède ses propres spécificités géographiques, ethniques, sociales et culturelles.

La distribution inégale des ONG sur le territoire contribue à créer des déséquilibres régionaux et accroît les inégalités en matière de développement.

Le système d'aide au développement du Burkina, mis en œuvre tant par les coopérations publiques que par les ONG, évolue sans mécanismes rigoureux de contrôle et de régulation de qualité. Nous pouvons donc supposer que ce manque de rigueur constitue un frein au développement.

Enfin le dernier postulat émis suggère que ce système, prôné par les grandes agences du développement, s'avère toujours avantageux pour les bailleurs et les ONG qui continuent à abonder.

Il semble utile, à ce point de l'exposé introductif d'évoquer brièvement les conditions techniques et matérielles de cette recherche ainsi que le cadre logique et analytique dans lequel elle s'est déroulée. Un premier travail de balayage bibliographique, d'identification problématique et d'analyse partielle sur le même thème avait été effectué, on l'a vu, en amont, dans nos travaux de recherche précédents. Parallèlement à d'autres activités professionnelles, une série de missions de plusieurs mois chacune ont permis la collecte de données documentaires, statistiques, techniques sur les ONG oeuvrant dans ce pays et également la réalisation d'une série d'enquêtes de terrain dont les principaux résultats ainsi que les aspects méthodologiques sont précisés dans le cours des développements formant la partie III de cette thèse. Les retours du Burkina Faso ont permis l'analyse des données empiriques et leur mise en perspective avec les travaux d'une abondante littérature spécialisée sur la question.

Ce rapide rappel de notre trajectoire personnelle et institutionnelle ne se justifie que parce qu'elle est directement liée à la démarche poursuivie dans cette étude.

4- METHODOLOGIE : UNE ECOUTE DU TERRAIN

Notre démarche vise donc à identifier la diversité des ONG impliquées dans le développement à plusieurs échelles.

La lecture des systèmes de l'aide, le positionnement des acteurs et l'analyse des actions des ONG et de leurs réseaux ont été réalisés sur la base de nombreuses observations *in situ* (réunions de travail, interventions sur le terrain, etc.) et grâce à plusieurs sources d'informations produites tantôt à la faveur de la bibliographie existante sur le sujet, des rapports d'activités ou financiers d'ONG, tantôt à la faveur de monographies provinciales.

Les enquêtes de terrain constituèrent l'occasion de saisir la rareté et parfois le manque des données directement exploitables. La quasi-absence de mémoire écrite au sein des ONG, les délais nécessaires pour obtenir des rendez-vous et ensuite se voir accepté comme observateurs de leurs opérations s'avéra compliqué⁴. De plus, les difficultés à consulter les personnes-ressources, les problèmes parfois à faire comprendre aux populations bénéficiaires notre rôle « d'apprenti-chercheur » ont marqué ce travail de terrain et justifient certains manques dans les données notamment concernant les budgets de ces organisations.

5-TERRAINS D'ETUDES

Concernant le travail de terrain, plusieurs échelles spatiales ainsi apparaissent intéressantes. L'échelle nationale constitue la première référence afin d'obtenir une vision large du « champ du développement ». L'espace d'intervention des ONG concerne essentiellement le monde rural même si plusieurs communes et notamment Ouagadougou et Bobo-Dioulasso ont également été retenues.

Vouloir suivre l'ensemble des projets d'ONG sur les 45 provinces serait une gageure. Selon des critères géographiques, socio-économiques, ethniques et culturels précisés au cours de la partie II, cinq zones d'études ont alors été privilégiées :

- Le Nord Burkina et la province de l'Oudalan
- Le Plateau central avec le Kadiogo, le Bazéga ainsi que le Mouhoun
- Le Nord-Ouest et la province du Yatenga
- L'Est et la province du Gourma
- Le Sud-Ouest et les provinces du Houet, de la Comoé, du Kéné Dougou et du Ioba

Parmi les 353 ONG officiellement recensées au DSONG⁵ fin 2003, 100 ONG ont été privilégiées selon plusieurs critères de nationalité, d'activités, de zones d'intervention. Des enquêtes constituées sous formes d'entretiens ont alors été réalisées durant toutes nos missions de janvier 2002 au mois d'août 2006.

Après le choix de notre typologie et de nos zones d'étude, le troisième travail a consisté à

⁴ Boutrais J., 1983, pp.91-92, révélait déjà le manque de documentation des ONG : « Les rapports d'activité, les bilans, les comptes rendus des opérations relèvent de services techniques [...]. Ces rapports sont rarement archivés et conservés, notamment s'ils concernent une opération qui a échoué ».

⁵ Direction de Suivi des ONG

établir un échantillon représentatif d'ONG et à nous rendre dans les provinces concernées afin d'analyser les actions des différents projets. Le choix porta sur 13 ONG aux nationalités, tailles, ressources financières et humaines disparates.

Après avoir interrogé les responsables d'ONG puis les agents de développement et afin de compléter l'étude, un des intérêts de ce travail consista à interroger les bénéficiaires sur les effets de l'aide. Ainsi, dans le but d'obtenir le panorama le plus large possible, plusieurs catégories de populations ont été ciblées pour nos entretiens. Composés essentiellement d'agriculteurs, agropasteurs, artisans ou commerçants, ces groupes mixtes d'interlocuteurs ont tous été choisis au hasard.

6- OBJECTIFS ET JUSTIFICATION DU PLAN DE LA RECHERCHE

On aura compris, à la lumière des brèves indications de méthodes livrées ci-dessus, que la logique d'exposition de la thèse n'épouse pas la chronologie réelle du travail de recherche, fait d'acquisitions empiriques, de lectures théoriques ou comparatives, qui se mêlent et se succèdent dans un certain désordre, on l'espère positif.

Quatre parties composent ainsi cette thèse.

La partie I - traitant *des organisations non gouvernementales et du Burkina Faso comme un terrain d'étude privilégié au sein d'un contexte difficile* vise à « planter le décor », à expliciter les causes d'un engagement aussi massif des ONG sur des espaces du territoire très diversifiés.

La partie II - relative *aux ONG de l'étude et à leur représentation kaléidoscopique* montre toute la diversité des ONG du Burkina et tente d'expliquer leur inégalité de peuplement sur le territoire.

La partie III - porte sur *l'approche terrain et l'impact : Des ONG vers les populations bénéficiaires*. Par ces multiples coups de sondes à des échelles locales, cette partie s'attache à saisir les modes d'intervention des ONG burkinabè et internationales et à analyser leurs effets sur les espaces d'engagements.

Enfin, la dernière partie met en exergue *la politique des ONG et ouvre une perspective en évoquant leur évolution au sein du paysage de « l'aide burkinabè »*. Cette ultime partie propose de montrer les limites de l'engagement des ONG tout en soulevant des perspectives quant à leurs actions futures.

**PARTIE I : LE BURKINA ET LES ORGANISATIONS NON
GOUVERNEMENTALES, UN TERRAIN D'ETUDE
PRIVILEGIÉ AU SEIN D'UN CONTEXTE DIFFICILE**

CHAPITRE I : UN PAYS DE TRANSITION PAUVRE AUX SPÉCIFICITÉS SOCIO SPATIALES : LA COEXISTENCE DE PLUSIEURS BURKINA

Avant d'évoquer le Burkina et ses multiples facettes, rappelons brièvement le contexte historique de ce pays spécifique.

Parcouru par de profondes mutations politiques et migratoires qui engendrèrent peu à peu l'Empire Mossi (le Moogho)⁶, l'espace voltaïque puis burkinabè est qualifié aujourd'hui par les observateurs de « pays stable politiquement ». D'après R. Otayek, « dans un environnement régional marqué par d'incessants bouleversements socio politiques, la société Mossi ou *moaga* a su préserver son intégrité notamment face à l'Islam qui s'y attaqua à maintes reprises »⁷. Ceci explique qu'aujourd'hui, on ne considère pas vraiment le Burkina comme une terre d'Islam.

Les rois Mossi ont toujours manifesté leur opposition à une unification d'un pays Mossi mais ces royaumes représentaient une véritable cohésion sociale, religieuse et déjà une stabilité

⁶ Après plusieurs changements de statuts sous la période coloniale, la Haute Volta accéda à l'indépendance en 1960 avant de prendre le nom de Burkina Faso (« patrie des hommes intègres ») en 1984.

⁷ Otayek R., 1996, *L'islam et la révolution au Burkina Faso. Mobilisation et reconstruction identitaire*, in *Social Compass*, Dynamiques religieuses en Afrique Noire, Vol 43, n°2, juin 1996.

politique exceptionnelle : ils se maintinrent jusqu'à la conquête française à la fin du XIXe siècle. Au moment de la colonisation, deux modèles sociaux s'imposent dans la région. Le premier est donc un modèle étatique centralisé et hiérarchisé autour des royaumes Mossi, avec Ouagadougou au centre de l'actuel Burkina Faso, et gourmantché à l'Est plus quelques villes et principautés au Nord. Le second est un modèle communautaire prééminent dans l'Ouest et dans le Sud avec les Lobi Dagara qui parviennent à conserver leur forme d'organisation sociale non hiérarchisée jusqu'à la colonisation. La colonisation intervient en 1898. Un ensemble administratif est formé, le Haut Sénégal-Niger. En 1919, un nouveau découpage administratif entraîne la création de la Haute-Volta. A partir des années 30, la Haute Volta se trouve profondément marquée par son utilisation comme réservoir de main d'œuvre destinée à la côte davantage industrialisée et riche en plantations (Côte d'Ivoire) avec Bobo Dioulasso comme centre administratif et militaire.

Selon J-B. Khietega de l'Université de Ouagadougou, « l'impact colonial produisit l'effet d'un cataclysme sur les sociétés traditionnelles burkinabè comme sur celles de l'Afrique en général. Les vecteurs essentiels des profondes transformations qui s'opèrent progressivement dans tous les domaines au XXe siècle furent l'école, la santé, les religions ainsi que l'économie⁸ ».

En 1960, la Haute Volta accède à l'indépendance.

Le coup d'Etat de 1983 par Thomas Sankara, faisant suite à plusieurs autres (1980 et 1982 notamment) marque une profonde rupture idéologique dans l'histoire du pays. Concrètement, la révolution se traduit par la mise en place des CDR (Comités de Défense de la Révolution) censés exercer le pouvoir jusque dans les villages, et notamment renverser les pouvoirs traditionnels.

Blaise Compaoré ayant renversé Thomas Sankara en 1987, la fièvre révolutionnaire diminue peu à peu. L'épisode révolutionnaire prend définitivement fin en 1991 avec l'adoption par référendum d'une Constitution suivie d'élections présidentielles (décembre 1991) puis législatives (mai 1992).

Si le pays apparaît aujourd'hui épargné par les affrontements communautaristes, religieux ou culturels, le Burkina Faso n'en est pas moins désigné comme l'un des pays les plus pauvres au monde. La majeure fraction de la population est paysanne ou vit du secteur informel. L'économie du Burkina s'avère essentiellement agricole. Les principaux produits d'exportation sont le coton, les produits d'élevage, l'or, les fruits et les légumes, les cuirs et les peaux.

Original d'un point de vue historique, le Burkina se singularise également par sa position géographique et les contraintes qui en résultent.

⁸ Khietega J-B, 1999, *L'enseignement de l'histoire au Burkina Faso*, in Madiéga G et Nao O : Burkina Faso. Cent ans d'Histoire, 1895-1995 ; Karthala, PUO, p. 47-60.

1- Des espaces géographiques singuliers

a- Un pays de transition aux régimes climatiques variés

Le Burkina est un pays enclavé d'Afrique de l'Ouest d'une superficie totale de 274 000 km² et son climat s'insère dans les traits caractéristiques des climats de la ceinture tropicale que vient particulariser sa position en Afrique de l'Ouest (situation en région sahélienne). Cette caractéristique lui confère un climat de type sahélien caractérisé par une saison des pluies et une longue saison sèche⁹.

Figure n°1 : Un territoire au cœur de l'Afrique de l'Ouest



Source : Site Internet Arte, www.arte.tv (20 novembre 2003)

Par sa latitude, il se situe sous un climat tropical de type soudanien dans lequel alternent deux saisons de longueurs inégales. Une longue saison sèche (octobre à avril), due au passage d'un flux d'air sec (harmattan) originaire des hautes pressions sahariennes, suivie d'une courte saison humide (mai à septembre) due aux flux provenant des hautes pressions océaniques de l'hémisphère Sud qui déclenchent la saison des pluies.

⁹ Ouedraogo A, *Les traits régionaux du climat du Burkina Faso*, www.mediaterrre.org/afrique, 13 mars 2006

Les précipitations sur tout le Burkina varient fortement d'une année à l'autre, et au cours de la même saison, d'une zone à une autre. Depuis une vingtaine d'années, on note une période de sécheresse avec translation des isohyètes vers les zones méridionales.

La durée de la saison des pluies et la pluviométrie totale annuelle permettent de distinguer quatre grandes zones climatiques où interviennent les ONG de l'étude. En effet, nos terrains d'étude ont été privilégiés en fonction de ces zones aux climats variés :

- Une zone sahélienne située au Nord du 14ème parallèle reçoit environ 400 à 600 mm de pluie par an. La saison des pluies a une durée moyenne de 3 à 4 mois. La province de l'Oudalan, située à l'extrême nord du pays appartient à ce domaine.

- La zone sub-sahélienne située au nord du plateau Mossi entre le 13ème et le 14ème parallèle reçoit une pluviométrie annuelle de 600 à 750 mm pour une durée de 4 mois. La province du Yatenga et Ouahigouya, se situent dans cet espace de transition.

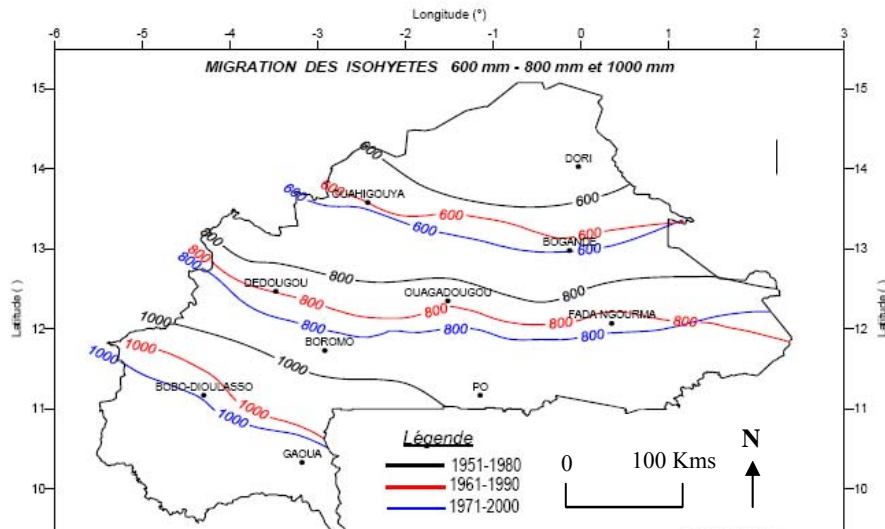
- La zone Nord-soudanienne couvre la région centrale du pays entre 11°30' et 13°4' Nord. Elle reçoit une pluviométrie comprise entre 750 et 900 mm pour une saison d'environ 4 à 5 mois. Le Kadiogo et Ouagadougou de même que Fada n'Gourma appartiennent à cet espace.

- La zone Sud-soudanienne située au Sud du 11°30' Nord reçoit une pluviométrie comprise entre 1 000 et 1 300 mm et la saison des pluies s'étale sur au moins 5 mois. Les provinces du Sud Ouest à partir de Bobo Dioulasso (Houet, Comoé, Kéné Dougou) font partie de cette zone.

Les amplitudes journalières et annuelles des températures augmentent du Sud vers le Nord. Les maxima sont de l'ordre de 38°C au Sud et 42°C au Nord durant les mois de mars-avril, cependant que les minima correspondent à 13°C au Sud et 10°C au Nord au cours des mois de décembre janvier.

L'évapotranspiration, élevée, varie entre 1 854 mm/an à Bobo (1 134 mm de pluviométrie) et 2 225 mm/an à Dori (560 mm de pluviométrie).

Figure n°2 : Migration des isohyètes 600 mm, 800mm et 1000 mm au cours des 50 dernières années au Burkina Faso



Source : Direction de la météorologie, 2005, Ouagadougou

Comparativement à la période allant de 1951 à 1960, on note un net recul de la moyenne des quantités d'eau de pluie de la période 1961-1990 qui passe de 400 mm à 300 mm au Nord et de 1300 mm à 1100 mm au Sud.

Les vicissitudes de la nature qui se manifestent par un cycle persistant de la sécheresse contraignent le Burkina Faso. Ce phénomène a pris de l'ampleur à partir des années 1970 durant lesquelles le pays fut régulièrement soumis à des cycles de sécheresses et de pénuries alimentaires. Cependant, tout le territoire ne demeure pas soumis aux mêmes réalités climatiques et on parlera davantage de spécificités climatiques selon les régions observées que d'un climat homogène.

b- Un couvert végétal hétérogène

La prédominance des formations végétales peu fermées et l'existence d'une strate herbacée marquent la végétation sur l'ensemble du territoire. Quatre grands types de végétation

sont répartis en bandes parallèles aux isohyètes avec de légères variations en fonction des conditions pédologiques¹⁰ :

- la bande sahélienne caractérisée par une steppe arborée de Balanites et acacia radian avec un tapis de graminées sur les dunes et le long des dépressions ;
- la bande sub-sahélienne, formée de savanes arbustives et de formations herbeuses (Andropogon) etc. ;
- la bande nord-soudanienne, composée d'une juxtaposition de formations, résulte de la diversité des conditions pédologiques. La forte densité de peuplement fait que l'on rencontre rarement des formations ligneuses d'origine ;
- la bande Sud-soudanienne localisée au Sud-Ouest et au Sud-est se compose de forêts claires et des galeries forestières en bordure des cours d'eau permanents¹¹.

Le climat de la région Centre, de type soudanien et sahélien se caractérise par une pluviométrie annuelle variant de 600 à 900 mm du Nord au Sud.

La végétation évolue des steppes au Nord, aux savanes soudanienne et forêts claires au Sud. Dans la partie septentrionale de la zone, on rencontre des steppes herbeuses et arbustives, une savane arbustive à arborée. Au niveau de la partie méridionale et en progressant vers les zones Sud de la région, les arbres éparpillés acquièrent une densité plus importante. Dans la partie Sud, davantage humide, on rencontre encore quelques étendues de formations naturelles, avec des galeries forestières le long des cours d'eau. Les cours d'eau, peu nombreux se limitent au Mouhoun (permanent), au Nazinon, au Nakanbé et à la Sissili.

Dans la zone Est, le climat est du type soudanien au Sud et sahélien au Nord. La zone est comprise entre les isohyètes 400 mm et 1100 mm. Les sols ferrugineux tropicaux, les sols hydromorphes et les sols à caractère vertique constituent les principaux types de sols de la région. La végétation est dominée par une savane arbustive au Nord et par la savane arborée au Sud.

Au Sud Ouest, la végétation se caractérise par une savane arbustive au Nord et une savane arborée au Sud.

¹⁰ Yeye S., 2000, *Monographie nationale sur la diversité biologique du Burkina Faso*. 126p.

¹¹ Les informations ci-dessus ont été tirées de la Synthèse Régionale – Conférence Ouest-Africaine sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau, Ouagadougou, 3-5 mars 1998.

Deux grands domaines phytogéographiques se partagent la région Nord Ouest :

- le **domaine sahélien** peu anthropisé est caractérisé par des formations arbustives à arborées généralement assez lâches et des fourrés.

Au Nord du quatorzième parallèle s'individualise le secteur nord sahélien caractérisé par des essences sahariennes et sahéliennes que l'on trouve beaucoup plus rarement dans les secteurs plus méridionaux. On peut citer entre autre *Acacia ehrenbergiana*, *Acacia nilotica* ou *Acacia raddiana* pour les ligneux.

Entre le treizième et le quatorzième parallèle s'étend le secteur Sud sahélien. Des éléments soudaniens enrichissent les essences sahéliennes et sahariennes. Les treizièmes parallèles marquent la limite Nord du domaine des savanes. On y trouve entre autres *l'acacia laeta*, *l'acacia nilotica* et *l'acacia senegal*.

Les essences soudaniennes sont assez représentées dans ce secteur : *Acacia macrostachya*, *Combretum glutinosum*, *Combretum nigricans*...

- le **domaine soudanien** avec des savanes arborées, des forêts galeries.

Sa végétation se développe au Sud du treizième parallèle. Les formations steppiques sont progressivement remplacées par les savanes soudaniennes. La densité des ligneux s'accroît en même temps que s'étoffe le tapis herbacé, plus haut et plus dense.

Du Nord au Sud de ce vaste domaine, la physionomie de la savane peut successivement devenir herbeuse, arbustive, arborée, et boisée pour tendre finalement vers une forêt claire dans l'extrême Sud Ouest.

Le secteur Nord-soudanien apparaît entre les treizième et douzième parallèles. Le paysage de type « parc » dominé par de grands arbres appartient aux essences protégées agro-forestières telles que *l'acacia albida*, *adansomia digitata*, *vitellaria paradoxa*...

Les espèces pérennes s'intensifient dans la strate graminée. Au niveau des ligneux, on note une strate arbustive plus importante dans laquelle les *combretaceae* sont bien représentés.

On note la présence d'îlots de forêts denses sèches constituant souvent des « bois sacrés ». Les pratiques animistes exercées dans ces bois ont souvent permis leur préservation. Ces bois sont dominés par *anogeissus leiocarpus*, *diospyros mespilifomis*, *celtis integrifolia*, *acacia pennata*, *pterocarpus erinaceus*...

Le secteur Sud-soudanien bénéficie du climat le plus humide du pays et comporte les formations forestières les plus denses. De nombreuses essences ligneuses arborées ou arbustives sont associées telles que *Acacia polyacantha*, *acacia campylacantha*, *acacia sieberiana*, *anogeissus leiocarpus*, *burkea africana*.

Dans l'extrême Sud-Ouest du pays apparaissent des éléments de flore de la zone guinéenne, notamment le long des cours d'eau telles que *Carapa procera*, *Chlorophora excelsa*, *Monodora tenuifolia*, *Voacanga africana*.

Aujourd'hui, cette hétérogénéité climatique et paysagère a bien entendu des conséquences sur la répartition de la population inégale mais non figée.

c - Un territoire inégalement peuplé et une croissance démographique urbaine et rurale

- *Une répartition spatiale disparate*

Les populations se répartissent très irrégulièrement sur le territoire national. À des aires quasiment vides dans le Sud-Ouest, le Nord-Ouest et le Sud-Est, s'opposent les fortes concentrations du plateau central, où les densités rurales dépassent 60, voire 100 habitants au km².

Depuis la colonisation et la mobilisation consécutive de la force de travail Mossi, ce réservoir humain est l'un des grands foyers alimentant les migrations, d'abord à destination des plantations cacaoyères de l'ancienne Gold Coast (Ghana), puis vers les régions de plantation de la Côte-d'Ivoire, où vivent environ deux millions de Burkinabè.

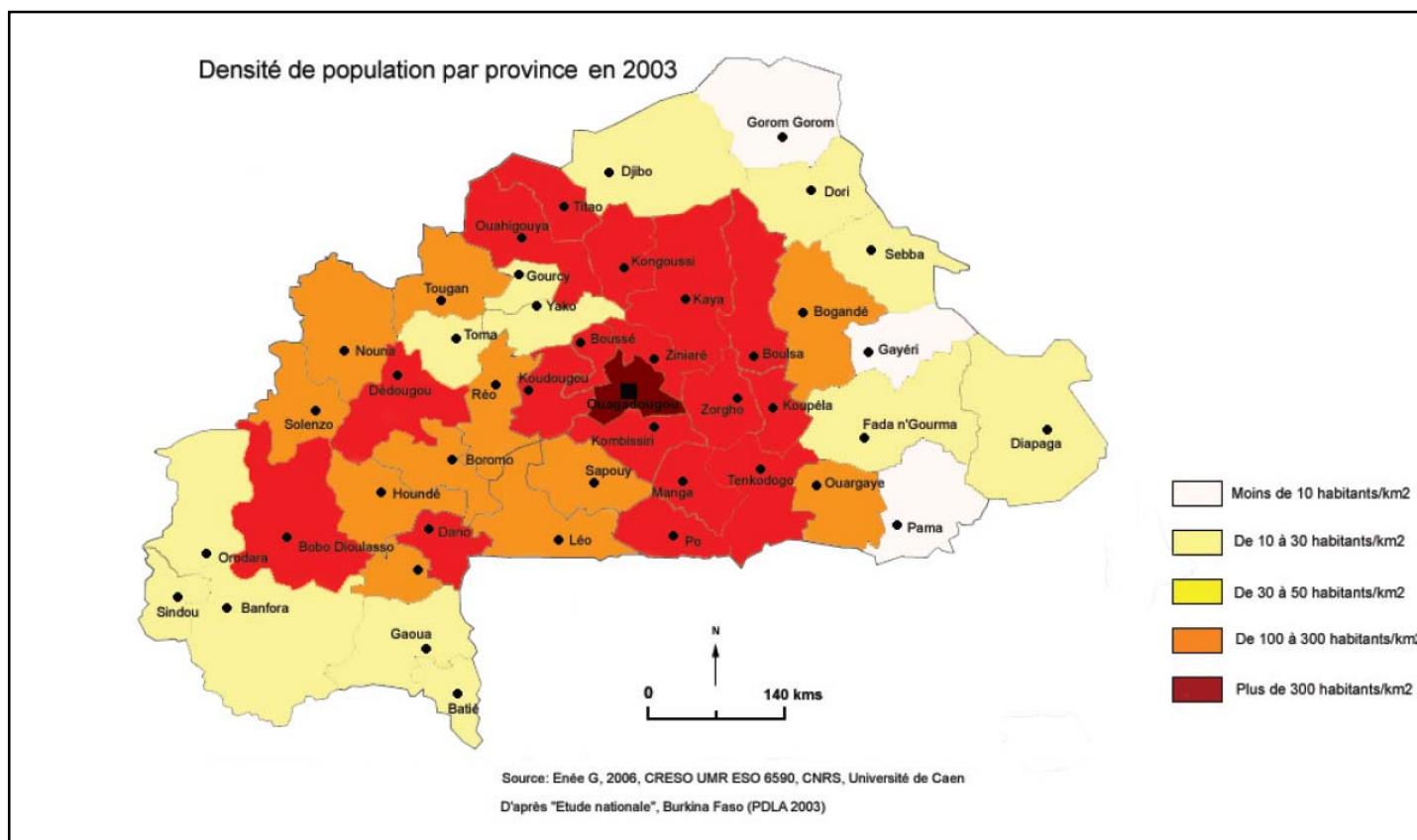
La densité moyenne, de 49 habitants/km² connaît de forts contrastes régionaux. Sur les plateaux du Centre, la forte concentration représente environ 80 habitants/km² ce qui a provoqué une surexploitation des ressources naturelles et une dégradation accentuée du milieu. Dans les zones de l'Est et de l'Ouest, la faible densité inférieure à 30 habitants/km² attire de plus en plus d'immigrés occasionnant une dégradation des ressources naturelles¹².

¹² Ky Kileo J-M., « *Agro-écologie et sécurité alimentaire* » séminaire atelier du cadre de concertation des Organisations Non Gouvernementales sur l'Agro-écologie-rapport général du séminaire sur l'Agro-écologie tenu de 15 au 19 décembre 1997 Ouagadougou, 1997, 121 pp. et Annexes.

En 2003, la carte des densités livre l'image d'un peuplement toujours fortement déséquilibré (densité moyenne du pays : 49 hab./km² contre 38 hab. en 1996) entre une vaste zone centrale présentant des densités supérieures à la moyenne nationale (Centre-Est : 58, Centre-Nord : 46,8, Centre-Ouest : 43,4, Nord : 59) et des espaces périphériques moins peuplés (Sud-Ouest : 30, Ouest : 31,2, Est : 18,5)¹³.

Ce maintien des disparités régionales, malgré la forte mobilité interrégionale, est une donnée majeure de l'analyse du peuplement mais aussi de la répartition des organismes de développement.

Figure n°3 : Densité de population par province en 2003



Le Plateau central, à dominante Mossi, est la zone la plus peuplée du pays en nombre d'habitants mais aussi en densité devant le Sud-Ouest même si celle-ci regroupe davantage de provinces. Plus du tiers de la population du pays vit sur cet espace où la densité varie de 100 à 350 habitants au km². La capitale, Ouagadougou (980 000 habitants¹⁴) englobe une grande partie

¹³ Institut National de la Statistique burkinabè

¹⁴ Idem

de la population totale de cette zone. Le tissu urbain plus dense, la forte pression humaine sur le milieu, la dégradation des surfaces cultivables, la proximité du siège, la facilité pour rencontrer d'autres partenaires et les bailleurs de fonds expliquent sans doute cet empressement qu'ont les ONG à intervenir sur le Plateau et à s'établir dans la capitale.

Ainsi, sur 207 interventions des ONG de l'étude qui ont été répertoriées, plus du tiers des interventions sont effectuées sur le plateau central.

Relativement peu peuplée, la région Est concentre seulement 16% de la population totale sur neuf provinces. L'Est regroupe plus de 60 % des concessions de chasse, réserves de faunes et parcs nationaux du Burkina. Cette partie orientale se compose de trois grands ensembles topographiques : une vaste plaine couvrant 34.908 km², soit 75 % de la région, des reliefs résiduels sous forme de chapelets dont la superficie est de 4 675 km² soit 10 % du territoire régional et des bas-fonds situés dans l'extrême Sud de la région, le long de la rivière Pendjari. Essentiellement agropastorale, l'agriculture de subsistance reste largement pratiquée. Les principales activités économiques de la région dépendent de l'agriculture, de l'élevage, de la chasse et de la pêche. Elles constituent des sources essentielles de revenu des populations. L'agriculture à elle seule mobilise environ 80 % de la population.

La région Nord-Ouest concentre 10% de la population sur 4 provinces seulement et la province du Yatenga abrite la majorité d'entre eux. L'agriculture pratiquée est traditionnelle, de subsistance et la gestion de la terre laissée à l'appréciation des communautés villageoises. L'élevage extensif sous forme de pastoralisme et d'agro pastoralisme est la seconde activité principale.

Le Sahel se caractérise par une faible présence humaine au regard de la densité nationale de 14 hab. au Km². Le taux d'urbanisation est parmi les plus faibles du pays (7 %).

L'agriculture constitue une des principales activités de la population active du Sahel. Les principales spéculations sont les cultures céréalières, les cultures de rente et les cultures maraîchères. On pratique au total une agriculture traditionnelle avec un faible niveau d'équipement, une faible utilisation des intrants et une pratique extensive des superficies emblavées. La région septentrionale, réputée comme « zone d'élevage » par excellence comprend des effectifs des bovins, ovins, caprins et camélidés représentant respectivement 12 %, 21 % et 100 % des effectifs nationaux en 2002. L'élevage, pratiqué en activité principale et secondaire, contribue de plus pour 61 % du revenu des ménages.

Le deuxième tiers des habitants vit dans les régions Sud et Ouest avec Bobo Dioulasso comme capitale économique (350 000 habitants). Selon notre découpage territorial, 17 provinces composent cette région, la plus favorisée sur les plans du climat et du sol à la densité également beaucoup moins forte que sur le plateau central. Néanmoins, la province du Houet, avec 35 habitants/km² s'affirme comme l'une des provinces les plus peuplées de cet espace ; autour de Bobo-Dioulasso les fortes densités s'égrènent le long des voies de communication reliant la capitale, vers l'Ouest et vers le Nord, en direction du Mali. En dehors de ces axes, la dispersion de l'habitat s'accroît. Depuis le milieu des années 70, le Nord de la province fait l'objet d'une migration de Mossis venus du centre du pays, attirés par les meilleures conditions climatiques et des terres vacantes¹⁵.

Relativement peuplée au Nord, la zone Sud-Ouest possède une activité économique dominée par l'agriculture, l'élevage et le commerce. Le coton, une des cultures de rente de la région occupe plus de 78% de la production totale des cultures de rente. Plus on descend vers le Sud de cette zone et plus les densités de population sont faibles.

Le secteur agricole attire de plus en plus d'actifs du fait d'une certaine mécanisation avec le coton. Les principales cultures céréalières sont le maïs, le mil, le sorgho et le riz. Elles couvrent plus de 80 % des cultures pluviales de la région.

- Un peuplement fortement rural

Quel que soit l'indicateur démographique retenu, cette réalité s'impose :

Au recensement de 1996, la population rurale représente 84,5 % de la population totale (en 1985, c'était 87,3 %, et 93,5 % en 1975). Cet ordre de grandeur se retrouve dans l'ensemble des régions à deux exceptions près (la région Centre, où la population urbaine atteint 51,6 % avec la présence de la capitale Ouagadougou, et la région des Hauts-Bassins, où l'on note 32,6 % de population urbaine avec Bobo-Dioulasso). Les régions de forte immigration conservent des taux d'urbanisation très faibles (région Est : 4,6 %, Mouhoun : 7,3 %), éloignés de la moyenne nationale (15,5 %), ce qui indique que les migrations internes se dirigent, en dehors des deux grandes villes, pôles économiques du pays, vers le milieu rural.

Les migrations internes se font aussi bien vers les centres urbains (exode rural) à la recherche de l'emploi que de certaines zones rurales vers d'autres régions relativement plus propices aux activités agricoles (migrations rurales).

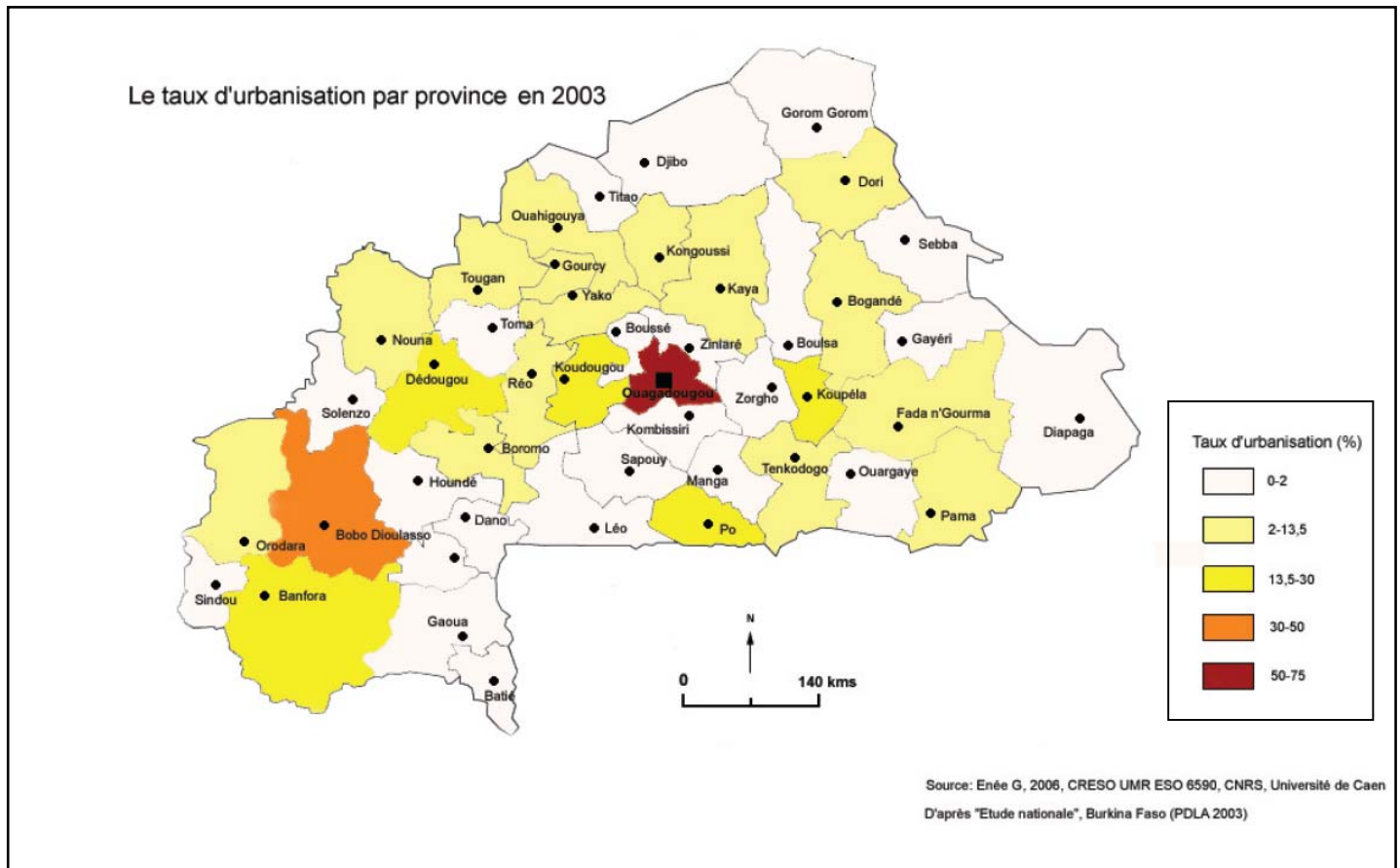
¹⁵ Meunier A., 2000, *Système de soins et organisation du territoire au Burkina Faso*, Laboratoire d'Etudes des Régions Arides (LEDRA).

Tableau n°1 : Population des zones d'intervention observées : Un territoire hétérogène

Zone d'intervention	Nombres de provinces par grande zone	Population estimée en 2001	Pourcentage du total
Ouaga et le Plateau central	11	4 474 766	36,5%
La zone Nord	4	770 407	6,2%
La zone Nord Ouest	4	1 225 275	10%
La zone Est	9	1 942 841	15,8%
La zone Sud et Ouest	17	3 859 000	31,5%
Total	45	12 272 289	100%

Ce territoire apparaît comme très contrasté et plus on se rapproche du plateau Mossi et plus les densités de populations s'élèvent pouvant atteindre 350 habitants/km² dans le Kadiogo. A l'Ouest, elles n'excèdent pas 50 habitants/km² notamment dans les provinces du Tuy ou des Balé ce qui égale la moyenne nationale. Les zones Nord et extrême Est, quasi vides de populations affichent des densités bien inférieures à 10 habitants/km².

Figure n°4 : Le taux d'urbanisation par province en 2003



Sans tradition urbaine, le Burkina Faso demeure un pays rural mais la croissance des villes s'accélère rapidement (+ 25 % entre 1985 et 1995) : Bobo-Dioulasso atteint 320.000 habitants, et la capitale, Ouagadougou, rassemble 900.000 habitants [1998]. Les autres villes importantes sont Koudougou (105.000 hab), Ouahigouya (52.000 hab), Banfora (50.000 habitants), Fada (31.000 hab).

Le taux d'urbanisation du pays est passé de 6,4% en 1975 à 15,5% en 1996. Il est aujourd'hui de 18% (Banque Mondiale, 2005).

Depuis 1970, la densification du « semis des petites villes burkinabè » constitue plus de 90% des centres urbains¹⁶. En 1975, les corrélations se généralisent : les fortes densités du plateau Mossi se traduisent par un semis plus dense. Depuis le début de la décennie 1980, cette urbanisation semble, de plus, alimentée par des migrations de retour, les flux de population entre

¹⁶ Giraut F., Moriconi-Ebrard F., 1991, *La densification du semis des petites villes en Afrique de l'Ouest*, Mappemonde 4/91, p12-16.

la Côte-d'Ivoire et le Burkina Faso étant devenus favorables à ce dernier selon les enquêtes démographiques récentes. Le Burkina s'inscrit comme un pays très rural, mais les gens viennent de plus en plus dans les deux villes principales : Ouagadougou, la capitale, et Bobo-Dioulasso. La progression de l'urbanisation s'est effectuée essentiellement à partir des années 70 à Ouagadougou.

Entre 1975 et 1996, la croissance annuelle de Ouagadougou a été de 7 % (Beauchemin, Le Jeune et al. 2002). Ainsi, la capitale qui n'abritait que 3 % de la population nationale en 1975, en abrite 7 % en 1996. Le taux d'urbanisation a augmenté passant de 8,4 % en 1975 à 20,3 % en 1996 (Tableau 1). Le rôle joué par Bobo Dioulasso apparaît comme l'une des spécificités du système urbain burkinabè, la deuxième ville du pays. Depuis 1975, elle est restée six fois plus grande que Ouahigouya (troisième ville). Bobo Dioulasso a grandi au rythme de 5 % par an entre 1975 et 1996 (Beauchemin, Le Jeune et al. 2002).

**Tableau n°2 : Evolution et projection du milieu urbain au Burkina Faso, 1975-2006
(Population urbaine et nombre de villes)**

	1975	1985	1996	2006 (Projection)
Ouagadougou	172 661	441 514	709 736	1 391 500
Bobo Dioulasso	115 063	228 668	309 771	366 383
Villes secondaires	184 791	508 875	1 079 600	-
Total milieu urbain	472,515	1 179 057	2 099 107	-
Total Burkina	5 638 203	7 964 705	10 312 609	13 117147
Taux d'urbanisation	8.4 %	14.8 %	20.3 %	-
Taux de primatie¹⁷	60.9 %	56.8 %	48.6 %	-
Nombre de villes¹⁸	13	31	59	-

Source : Beauchemin, Le Jeune et al., 2002, d'après les données de recensements et les projections INSD

La concentration croissante de la population dans les grandes villes a conduit les pouvoirs publics à concevoir des politiques destinées à réduire la migration vers celles-ci. Ces politiques se justifiaient par le fait que la croissance rapide des grandes villes supposait engendrer des effets négatifs, comme l'augmentation du chômage et du sous-emploi (Todaro, 1997). De fait, diverses études effectuées au Burkina Faso rapportent des taux de chômage élevés à Ouagadougou (Lachaud 1994) et la progression du secteur informel dans la capitale et à Bobo Dioulasso (Calvès et Schoumaker, 2004). De plus, la croissance des grandes villes doit être relativisée car

¹⁷ Rapport entre la population des grandes villes (Ouagadougou et Bobo Dioulasso) et l'ensemble de la population urbaine.

¹⁸ Définies comme les localités de plus de 10 000 habitants.

elle est généralement bien inférieure à celle des villes secondaires qui ne cessent de se multiplier (Giraut, 1999). Au Burkina Faso, le nombre d'établissements urbains (à l'exception de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso) est ainsi passé de 13 en 1975 à 59 en 1996, leur taux de croissance ayant été constamment plus élevé que celui des deux villes principales (Cf. Tableau n°1).

Ce phénomène d'urbanisation a d'énormes conséquences au niveau de l'approvisionnement en eau, du développement de l'habitat précaire, et de déstructuration des sociétés traditionnelles, entraînant entre autre l'arrêt de la transmission des savoirs oraux.

Depuis l'Indépendance en 1960, les investissements publics dans les zones rurales visent indirectement la réduction de l'émigration rurale. Au cours des dernières décennies, plusieurs actions de développement rural ont été élaborées avec des objectifs similaires : le Plan National de Lutte Contre la Désertification (PNLCD, 1986) prend la responsabilité de l'installation de divers équipements ; le Programme Cadre d'Amélioration des Conditions de Vie (PCACV, 1991) vise notamment à accroître le nombre de puits, d'écoles et de centres de santé ; le Plan d'Action National pour l'Environnement (PANE) propose de développer des infrastructures dans les zones rurales pour y retenir les émigrants potentiels (Burkina Faso 1994). Le cadre Stratégique de Lutte contre La Pauvreté (CSLP) a également pour objectif, entre autres, de construire des routes en vue de créer des emplois temporaires et de désenclaver les zones rurales, dans le but notamment de réduire l'émigration rurale (2000). Enfin, la réduction de l'émigration rurale représente l'un des objectifs explicites de la politique de population du Burkina Faso qui recommande, à cet effet, le développement d'activités génératrices de revenus et l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales (Ministère de l'Economie et des Finances, 2001).

En résumé, l'amélioration des conditions de vie et la diversification des opportunités économiques dans les zones rurales sont souvent considérées par les décideurs comme des moyens d'enrayer la migration vers les grandes villes.

La stratégie de dispersion urbaine¹⁹ fait également partie des mesures prises par le Burkina Faso pour réduire la croissance de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso. La récente politique nationale de population spécifie par exemple qu'il faut encourager les investissements

¹⁹ La stratégie de dispersion urbaine, également appelée « politique d'urbanisation diffuse » (De Jong et Harbison 1981), vise à accroître les opportunités économiques et à améliorer les conditions de vie dans les villes secondaires afin (1) d'améliorer leur pouvoir d'attraction aux dépens de celui grandes villes et (2) d'accroître leur capacité de rétention des populations (Adepoju 1983 ; Becker, Hamer et al. 1994).

du secteur privé dans les villes secondaires pour contribuer à une meilleure distribution spatiale de la population (Ministère de l'Economie et des Finances, 2001). Dès la fin des années 1980, une politique de promotion des villes secondaires (Bolay, 2000) a été mise en place, en phase avec les recommandations de la conférence du Centre des Nations Unies pour les Établissements Humains de 1985 (CNUEH-Habitat). Le Programme de développement des villes secondaires visait à améliorer les infrastructures (routes, marchés, etc.) et le logement, tout en contribuant à la multiplication des petites et moyennes entreprises. Prenant la forme d'une action intégrée de développement d'un nombre limité de villes, ce programme devait être plus efficace que les investissements dispersés qui avaient prédominé jusqu'alors, sans grands effets (Ganne, Ouedraogo et al., 1988). Des programmes sectoriels (électrification, 1984 ; adduction d'eau, 1985) étaient également destinés à renforcer les villes secondaires. De plus, la décentralisation de certaines activités gouvernementales de Ouagadougou vers les villes secondaires (1987-1988) avait pour objectif d'y créer des emplois et d'améliorer la qualité des services publics.

A l'heure actuelle, les effets migratoires de toutes ces actions n'ont pas été évalués même si l'on observe de plus en plus un mouvement de la population du plateau central qui n'a pas accès aux terres vers des zones davantage propices comme à l'Est ou au Sud Ouest. La dégradation des terres surexploitées au Centre accentue cette évolution.

d - L'enclavement et le phénomène des migrations: Une réalité plus ou moins marquée selon les provinces

En dépit de son enclavement, la position géographique du Burkina en fait un pays « Carrefour ». En effet, il constitue une voie de passage intense en direction du Niger, du Mali, du Togo, du Bénin et de la Côte d'Ivoire, il abrite les sièges de plusieurs organisations ou institutions régionales : CILSS, CEBV, Programme de lutte contre l'onchocercose, OOAS, UEMOA, UIDH, CIERRO, CAMES, Autorité de Développement intégré du Liptako Gourma. Il accueille de nombreuses manifestations à caractère régional ou international : FESPACO et SIAO.²⁰

Pour les bailleurs de fonds, les femmes font l'objet d'une discrimination économique et socioculturelle, surtout dans les zones rurales les plus enclavées où les traditions et les coutumes profondément enracinées régissent la vie quotidienne. Celles-ci ont également de très faibles chances de participer aux grandes entreprises économiques.

²⁰ Stratégie OMS de coopération avec le Burkina Faso 2002-2005, OMS, Bureau régional de l'Afrique, Brazzaville.

Les conséquences d'une telle situation se matérialisent également par des phénomènes de migrations.

[...] Il y a un peu plus d'un mois, j'étais à Batié, au Sud-Ouest du Burkina Faso, invité par le responsable de la mini laiterie. Nous avons fait une réunion avec une trentaine d'hommes, âgés de 30 à 50 ans, représentants les campements peuls de Batié et des environs (jusqu'à 30 km). Au cours de cette réunion, j'ai posé la question : "Qui parmi vous est né à Batié ou dans ses environs ? " Personne ! " Tous venaient du nord (Djibo, Yako, Koudougou...). Ainsi, par manque d'espace, ces peuls avaient quitté définitivement leur lieu de naissance pour se sédentariser dans la région de Batié. Or Batié, est à l'extrême Sud du Burkina Faso, dans cette sorte de prolongement situé entre la Côte d'Ivoire et le Ghana.

Oudet M., 1996, Et si les peuls étaient en train de changer de stratégie ! Extrait de « abc Burkina » n°181, Koudougou, le 3 avril 2006.

Les migrations rurales s'effectuent comme suit :

- Les départs individuels ou collectifs se font des régions infertiles ou surpeuplées vers les zones plus favorables (Houet, Mouhoun, Tapoa, Kossi).
- Les départs spontanés s'effectuent vers des espaces où s'offrent de réelles possibilités de se faire des revenus substantiels (ex : sites d'or), observés dans les provinces du Sanmatenga, du Passoré, du Séno et du Soum.
- Les migrations organisées par l'Etat se font vers des endroits aménagés à des fins d'exploitation agricole. Ce sont les cas de la plaine aménagée dans la province du Sourou, de la plaine des barrages de la Kompienga et du Bagré.

L'implantation des populations dans ces zones se fait de manière anarchique. Toutefois, en ce qui concerne les migrations organisées, l'Office Nationale d'Aménagement des Terroirs (ONAT) tente d'organiser l'installation des migrants.

Comme d'autres pays africains, une situation de croissance démographique marque le Burkina Faso : l'effet se fait sentir sur les structures actuelles de la population ainsi que sur les perspectives d'évolution à moyen terme. Une population jeune résulte du mouvement de croissance démographique continu sur plusieurs décennies : taux annuel de croissance de 1,7 % entre 1960 et 1975, de 2.7% entre 1975 et 1985, de 2,6 % de 1985 à 1991, de 2,4 % de 1991 à

1996. Le niveau élevé de la fécondité impulse le dynamisme de la population (ISF : 7,2 en 1985, 6,8 en 1996) et se traduit par une structure par âge de la population où les moins de 15 ans représentent près de 50 % de la population.

Sur le plan des disponibilités foncières, il est évident que, pour une population fortement rurale l'accroissement démographique se traduit, de manière mécanique, par l'augmentation des besoins en terres agricoles. Or, entre 1975 et 1996, le nombre de ruraux passa de 5.200.000 (93,5 % de la population totale) à 8.700.000 (mais « seulement » 84,5 % du total de la population).

Au cours des trois dernières décennies, la croissance démographique s'est accompagnée de notables mouvements migratoires entraînant des variations importantes selon les régions. L'évolution 1975-1996 ou 1985-1996, selon les données, permet d'identifier les principaux mouvements :

- **la croissance des principaux pôles urbains** : la population urbaine passe de 362.610 habitants en 1975 à 1.011.074 en 1985 et à 1.601.168 en 1996. L'essentiel des migrations se fait en direction de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso dont les régions connaissent les plus forts taux de croissance (1985-1996 : Centre : + 3,3 %, Hauts-Bassins : + 3 %). Même si le taux d'urbanisation reste à un niveau modeste (15,5 %), la présence de deux villes importantes entraîne l'existence d'un marché urbain susceptible d'être un débouché pour la production agricole.

- **un mouvement de migrations rurales vers les espaces périphériques du pays** entraîne un vaste mouvement de colonisation agricole. La recherche de terres agricoles disponibles apparaît comme le moteur essentiel de ces déplacements depuis les zones anciennement peuplées du pays. Ces déplacements de population, étudiés comme élément de la mobilité interrégionale, soulignent l'importance de l'attractivité du milieu rural qui reçoit 65,8 % du total des migrants (données du Recensement Général de la Population de 1996). Certaines destinations privilégiées apparaissent pour ces migrations rurales : provinces du Banwa, du Mouhoun, du Houet, du Tuy, donc les provinces de l'Ouest du Burkina (zone cotonnière), mais aussi plus récemment des provinces du Sud comme la Sissili et le Ziro.

Au-delà d'une mobilité déclenchée par les disparités naturelles entre régions (toutes les analyses montrent le rôle joué par les sécheresses de 1973 et 1984 comme accélérateur du mouvement migratoire), l'ampleur même des migrations (elles touchent 12,9 % de la population née et résidant au Burkina Faso au moment du recensement de 1996) indique qu'il s'agit d'un mouvement structurel entre régions aux potentiels contrastés :

- les régions du Nord et du Centre, densément peuplées et soumises aux aléas pluviométriques, paraissent profondément marquées par l'émigration : rapport de masculinité défavorable, vieillissement de la population, féminisation des activités agricoles.
- les régions de la bande méridionale du pays, mieux arrosées, aux terres disponibles, attirent les migrants et connaissent des rythmes de croissance forts plus ou moins rapprochés, qui, à terme, peuvent entraîner une situation de saturation foncière.

Dans les zones rurales, deux variables sont hautement significatives et positivement corrélées à la probabilité d'émigrer : les routes et les services de santé. Les habitants des villages accessibles par une route praticable en toute saison sont 2,3 fois plus susceptibles de migrer à

Ouagadougou ou à Bobo Dioulasso que ceux qui vivent dans des endroits moins bien reliés au réseau routier (Beauchemin C., Shoumaker B., 2004). Il semble que l'effet facilitateur d'une route sur la migration fait plus que contrebalancer son effet potentiel de rétention. Cette conclusion se révèle en contradiction avec les déclarations contenues dans le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté du Burkina Faso qui prône la construction de routes pour endiguer l'exode rural²¹.

2- Un espace multi culturel (religion, ethnies, langues, habitats)

a- Un pays multi ethnique

Une de nos hypothèses de travail consiste à voir comment les ONG interviennent différemment selon la complexité du milieu d'intervention. Les impacts des ONG en termes d'efficacité sur le terrain seront sans doute liés à l'organisation de la société appréhendée. Nous pouvons donc imaginer que plus la population ciblée est fortement organisée socialement et solidement hiérarchisée, plus l'efficacité des réalisations sera optimisée.

²¹ Ministère de l'Economie et des Finances, Burkina Faso (2000), *Poverty Reduction Strategy Paper*. Ouagadougou.

Ce chapitre restitue la recherche dans le contexte socio-démographique et culturel du Burkina. Certaines caractéristiques du pays permettent de renforcer notre argumentation. Les pesanteurs sociales et culturelles et les profondes difficultés économiques du pays constituent naturellement des freins majeurs au développement. Notre objectif ici est d'explicitier ces différents éléments.

Ce point de chapitre permet donc de définir les milieux culturels dans lesquels interviennent les ONG de l'étude et d'appréhender les ethnies en présence sans toutefois prétendre à l'exhaustivité. Les rapports qu'entretient la population ciblée avec son organisation sociale ainsi que son appartenance ethnique pourront être un facteur déterminant dans la mise en place des actions du développement. L'ambition de cette partie est donc de déterminer les différents contextes ethniques dans lesquels interviennent les ONG de notre étude afin, par la suite, de mieux comprendre les résultats obtenus, positifs ou négatifs. Les ONG interviennent-elles de la même manière dans les zones peules les plus septentrionales que sur le plateau Mossi ou dans la région Dagara ? Existe-t-il un lien entre l'organisation sociale de l'ethnie et l'efficacité des actions des ONG ? Procèdent-elles à des ajustements entre les activités menées (pour les ONG ayant plusieurs terrains d'interventions) ou ont-elles un modèle qu'elles reproduisent quel que soit l'espace appréhendé ?

Ces différents milieux qui façonnent le territoire burkinabè se composent d'une soixantaine d'ethnies vivant sur des aires géographiques différentes, en milieu urbain comme en milieu rural. Ces ethnies n'occupent pas toujours des aires géographiques fixes, les limites entre elles n'apparaissent pas très nettes, des migrants vont vers les villes et il existe des ethnies plus commerçantes que d'autres. L'aire géographique de certaines de ces ethnies déborde largement celle des frontières d'Etat. Compte tenu des conquêtes, des migrations, la plupart des régions ont une population hétérogène. Malgré l'importante émigration des Mossi, le Burkina possède également la densité la plus élevée parmi les pays francophones d'Afrique Occidentale.

Nos cinq terrains d'étude sont ainsi composés d'ethnies diverses aux codes et à l'organisation sociale variés mais dans chacun d'eux, une ethnie domine par son nombre et par son influence.

Ces diverses ethnies cohabitent et se distinguent les unes des autres par des pratiques culturelles spécifiques. Malgré cette pluralité ethnique, le Burkina n'a pas connu de conflit majeur à caractère ethnique²².

²² Kaboré E-M, *Quelles pratiques et politiques culturelles pour le Burkina Faso aujourd'hui ?*, mémoire de DESS développement culturel et direction de projet, Lyon, ARSEC, Université Lumière Lyon 2, 2002, 68p.

Les sociétés traditionnelles occupant le territoire du Burkina Faso peuvent être schématiquement divisées en deux types :

- Les sociétés à organisation centralisée (Mossi, Gourmantché, Peul)

Différents groupes sociaux composent la société *Mossi* villageoise qui se définissent par des fonctions politiques, professionnelles ou religieuses, mais aussi par leur rapport à la chefferie et par la position dans l'ordre des installations sur le site de résidence. Dans les provinces du Yatenga (Izard 1985) comme dans l'Oubritenga (Gruénais 1983), la structure sociale est fondée sur une bipartition entre les détenteurs du pouvoir et les maîtres de la terre (*têngbiise*, sing. *tênbiiga*). Les premiers proviennent des populations allochtones *moose nakombse* originaires de Gambaga, alors que les seconds correspondraient aux populations autochtones²³.

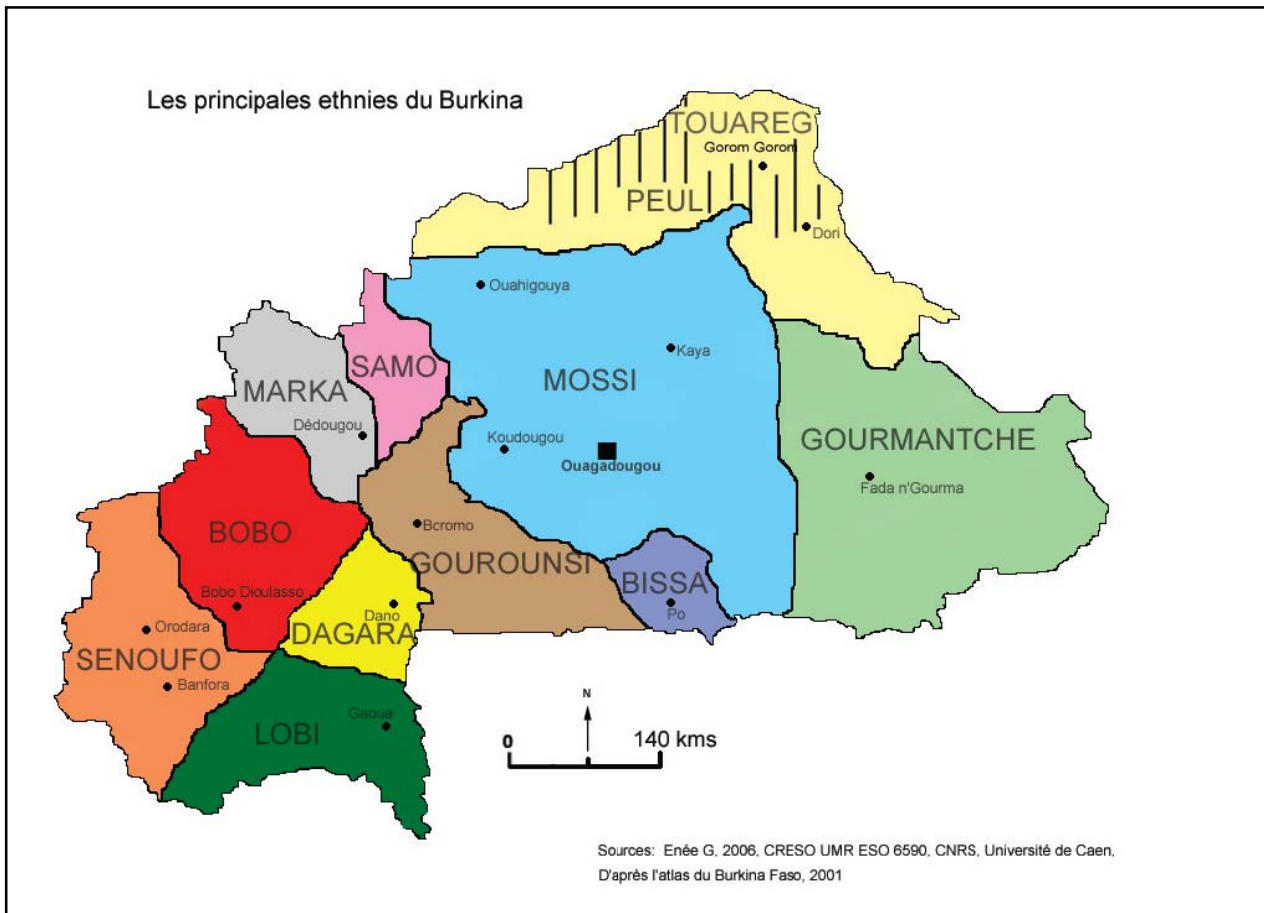
- Des sociétés davantage rurales et plus autonomes (Lobi, Dagara, Bobo, samo....)²⁴

Dans le Sud-Ouest, la structure villageoise procède moins de la conjonction entre une population autochtone et des conquérants que d'une succession de migrations de lignées ou d'individus originaires du Mogho central.

²³ Vinel V, *Etre et devenir Sikoomse. Identité et initiation en pays moaaga* (Burkina-Faso), *Cahiers d'études africaines*, 158, 2000 <http://etudesaficaines.revues.org>

²⁴ Madiéga G, *Esquisse de la conquête et de la formation territoriale de la colonie de Haut-Volta*. Bulletin de l'IFAM n° 3-4 1981, p. 219)

Figure n°5 : Les principales ethnies du Burkina Faso



De manière générale, la répartition s'établit comme suit :

- au Centre, les Mossi, les héritiers de l'empire. Ils forment à peu près la moitié de la population burkinabè ;
- au Nord, les populations du Sahel, telles que les Peuls et les touaregs, ils représentent environ 8 % de l'ensemble ;
- à l'Ouest, les Bobo, le groupe le plus anciennement installé, avec les Sénoufo ;
- à l'Est, les Gourmantché ;
- au Sud-Ouest, les populations du Mouhoun, l'ancien fleuve Volta noire, notamment les Dagara, Lobi, et Sénoufo.

Le regroupement de ces ethnies en grande famille se base sur plusieurs critères, notamment la parenté de langue, les coutumes et traditions, l'organisation sociale, les méthodes

de mise en valeur du milieu, l'habitat et « les genres de vie » en général. Il est donc important que le tissu associatif en présence ait une large connaissance de ces critères qui fondent la société avec laquelle ils coopèrent.

- Les ethnies de nos zones d'étude

Nous pouvons dire que le pays dispose d'une structure sociale fortement hiérarchisée. Le groupe Mossi est le groupe ethnique le plus important. Selon Philippe Lippens, les Mossi apparaissent en 1972 comme l'épine dorsale » du pays²⁵. Les Mossi ont suscité de nombreux travaux de recherche ethnologiques ou sociologiques. Encore aujourd'hui, ils représentent près de 53% de l'ensemble des groupes ethniques²⁶.

De plus, il est le groupe le plus structuré avec ses empires, ses royaumes et ses chefferies de cantons. Albert Balima, cité dans le rapport sur le développement humain durable du Burkina estime que « les Mossi ont une mentalité totalement disciplinée de l'ordre, aimant s'effacer devant leurs chefs en présence desquels ils adoptent des attitudes humbles et parfois humiliantes »²⁷. Les Mossi sont un des rares peuples à avoir établi dans le passé un Etat centralisé et hiérarchique, très bien organisé de telle manière que le système colonial n'a fait que se plaquer sur le système traditionnel. On retrouve l'ethnie Mossi en très grande majorité sur le plateau central, de Ouahigouya au Nord-Ouest jusqu'à Léo, située au Sud à la frontière Ghanéenne [Cf. Figure n°5]. Les autres groupes, bien qu'ils ne connaissent pas une structuration aussi rigoureuse, ont toujours un chef de village dont l'autorité est incontestée.

Bien que certains puissent montrer que deux grandes catégories subsistent dans la société Mossi (les guerriers Mossi et les autochtones), nous pouvons toutefois distinguer : les nobles, les guerriers, les autochtones possesseurs de la terre et les gens de métier. La société s'articule donc essentiellement entre les gens du pouvoir (naam) et les gens de la terre (tengbiise) (Laurent 1998b; PNUD 2000).

²⁵ Lippens P., *La République de Haute Volta*, IIAP, Berger-Levrault, 1972, p9-10.

²⁶ INSD, Analyse des résultats de l'enquête démographique ; 1991, 2^{ème} édition juin 1995.

²⁷ Rapport humain durable du Burkina Faso, 2000, p136.

La société Mossi connaît une hiérarchie de deux types :

- La structure de l'administration coutumière comprend le canton (regroupement de villages), le village composé de quartiers, et à la basse échelle, les concessions qui composent les quartiers.
- Le type clanique se base sur la division sociale du travail.

Le concept d'autorité revêt une importance toute particulière chez les Mossi. Le régime d'inégalité intrinsèque entre les hommes, comme fondement de l'autorité est l'un des éléments majeurs de la croyance Mossi. De plus, on croit ici qu'une inégalité foncière apparaît comme nécessaire à la vie sociale et en est même la base. Malgré les évolutions, la famille représente la cellule de base, ce qui justifie la forte influence sociale dans ce milieu. « Les groupes façonnent et socialisent les individus en leur imprimant leur mode de faire et de penser. Les individus imitent également les actes, les paroles, les interventions de leur supérieur fondant ainsi les règles de la société » (Guiao, 1995). Dans cette société, le couple se voit contraint de faire un nombre d'enfants assez élevé pour répondre aux exigences familiales et sociales.

C'est alors que l'autorité, comprise comme le pouvoir de se faire obéir, représente dans la société Mossi la base fondamentale de tous les rapports sociaux et particulièrement de l'éducation ; cette réalité demeure présente partout : dans la vie sociale, dans la vie politique, religieuse, familiale...etc. Elle règle même les rapports entre les sexes, entre les groupes d'âge et lie en dernière analyse le monde des vivants à celui des morts et des ancêtres, dépositaire de l'autorité originelle dont procède l'autorité sociale. Il s'agit donc d'une autorité d'origine divine qui s'impose à tous et à chacun selon son rang, de manière impérative.

Le Mogho Naaba se trouve au sommet de la pyramide du pouvoir central. Une vingtaine de « ministres » aux attributions bien précises composent le Gouvernement central qui siège tous les jours en conseil, le plus souvent sous la présidence effective du Mogho Naba.

Les Mossi fédèrent autour d'eux les autres ethnies, contribuant ainsi à renforcer la cohésion sociale du pays.

Selon V. Ridde, trois points permettent de résumer l'organisation sociale des Mossi actuellement²⁸ :

- Une solidarité toujours importante mais qui s'effrite ;
- Une organisation sociale hiérarchique, stricte et qui recherche la stabilité ;
- Une croyance à l'inégalité « naturelle » entre les êtres humains, indispensable à l'harmonie sociale.

²⁸ Ridde V., 2005, *Politiques publiques de santé et équité en Afrique de l'Ouest. Le cas de l'Initiative de Bamako au Burkina Faso*, Thèse de doctorat en santé communautaire, Université de Laval. 683p.

L'ethnie gourmantché connaît une rigueur hiérarchique comparable. Sa zone d'influence couvre toute la partie Est du territoire Burkinabè avec Fada n'Gourma comme ville principale. Les chefs traditionnels se présentent plus comme des leaders d'opinion qui servent d'intermédiaires entre les organisateurs de campagnes et les populations.

La cellule familiale connaît une organisation rigoureuse. Les enfants sont éduqués dans le strict respect des aînés et des personnes âgées. Ceci explique en partie pourquoi les populations respectent la tradition dictée par les aînés et la famille. Par exemple, pour éviter de transgresser les lois sociales, certains fonctionnaires ne s'opposent pas à leurs parents qui prennent l'initiative d'exciser leurs filles. Ces exemples démontrent que, quel que soit le statut, il semble souvent difficile de contourner les traditions. Les organisations du développement qui n'auront pas appréhendé ces usages risquent d'être confrontées à des difficultés. L'influence sociale rend ainsi l'individu fortement dépendant.

A l'extrême Nord du pays, en zone sahélienne, le particularisme tribal est présent et l'ethnie Peule en voie de sédentarisation, majoritaire.

Au Burkina Faso, comme dans les autres pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, la situation des éleveurs traditionnels, les Peuls, paraît de plus en plus difficile. La population du Burkina double tous les 25 ans et la surface agricole utile tend à se rétrécir. Les conflits entre éleveurs et agriculteurs se multiplient. Des communautés s'affrontent avec mort d'hommes, comme dans le Sud du pays, il y a quelques mois²⁹. A tel point, que le Ministère des Ressources Animales du Burkina Faso n'hésite pas à écrire : « Les éleveurs traditionnels risquent de disparaître avec les conditions de plus en plus difficiles d'accès aux ressources pastorales et aux terres de cultures »³⁰.

Bien que le fait d'être éleveurs leur donne un mode de vie différent, les Peuls s'intègrent pourtant sans grande difficulté à la vie nationale. Egalement présents dans le Sud du pays, ils suivent les troupeaux lors de la grande et la petite transhumance. Une des manifestations de ce repli des Peuls sur eux-mêmes, c'est leur refus de l'école et de l'alphabétisation en fulfulde et en français. Il ne s'agit néanmoins pas d'un refus total. Mais alors que le taux d'alphabétisation des adultes au Burkina dépasse les 20 %, celui des Peuls est probablement de l'ordre de 2 à 3 %. Les populations touaregs vivent, elles, davantage leur différence en marge de l'ethnie Mossi.

A l'échelon local, nos missions sur la commune de Gorom Gorom ont permis de vérifier que celle-ci est peu touchée par les conflits agriculteurs-éleveurs et autres conflits fonciers. Cela

²⁹ Oudet M, 2005., *Allons-nous assister, impuissants, à l'ethnocide, voire au génocide, des éleveurs traditionnels, les Peuls ?* www.abcburkina.net, janvier 2005.

³⁰ Plan d'Actions et Programme d'investissement du secteur de l'Elevage, Révision Draf1 - Novembre 2004.

s'explique par le fait que les populations pratiquent une agriculture urbaine et côtoient peu les éleveurs qui préfèrent s'installer dans les quartiers périphériques et les villages environnants afin d'éviter les accrochages avec les autres habitants. L'activité agricole est pratiquée par l'ensemble de la population y compris les Peuls et les touaregs qui répugnaient autrefois le travail manuel et préféraient se consacrer à l'élevage.

Au niveau de l'organisation dans l'espace, les campements Peuls sont tous situés à la périphérie de la commune de Gorom-Gorom.

L'essentiel des activités de la population de la province de l'Oudalan et de la commune de Gorom-Gorom réside dans l'agriculture et l'élevage. Il n'y a pas de chef de terre à Gorom-Gorom comme cela se voit un peu partout dans les terroirs du Burkina.

On assiste cependant à une gestion lignagère des terres de culture, consécutive à l'antériorité de l'installation des lignages dans la ville. Depuis 1984, la loi portant sur la réorganisation agraire et foncière instituant le régime foncier moderne diminue la marge de manœuvre des chefs traditionnels ou des chefs de lignages chargés par les coutumes de redistribuer les terres. Néanmoins, les textes de la réorganisation agraire restent relativement incompris et ignorés par la population.

Le Nord Ouest et la province du Yatenga représentent une zone intermédiaire et frontalière de « transition ethnique », c'est-à-dire un espace composite, peuplé majoritairement de Mossi et de Peuls. Nous avons privilégié cette région pour notre étude étant donné le nombre important d'ONG. Citons plusieurs ONG de l'étude présentes sur cet espace : Développement Sans Frontières (DSF), FNGN, Groupement de Volontariat Civil (GVC) basés à Ouahigouya. D'autres ONG telles que Jeremi ou Africare interviennent également sur cette zone.

Sur le plan socio culturel, dans la plupart des groupes ethniques du Yatenga, la structure sociale reconnaît une hiérarchie qui consacre le chef traditionnel et ses ministres comme détenteurs de pouvoirs décisionnels et responsables des destinées des populations. La société Mossi du Yatenga est une société à pouvoir politique centralisé, une organisation sociale hiérarchisée où coexistent des « Nakomsé » ou gens du pouvoir. C'est de ce groupe qu'est issu le Yatenga Naba. Il nomme les chefs de commandement villageois relevant de son ressort territorial. L'accession au trône du Yatenga Naba est fonction de l'appartenance à la dynastie royale. Quant aux chefs des villages, ils sont nommés par le Yatenga Naba et reçoivent délégation de pouvoir contrôlant la vie sociale et politique du village.

Dans le Yatenga, l'Islam prédomine aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. L'Islam est officiellement suivie par l'animisme et ne concerne que 2,7% de la population totale, le catholicisme venant en troisième position.

La société villageoise est inégalitaire, selon le sexe et les classes d'âges : Comme généralement en Afrique, les hommes dominent les femmes, les aînés dominent les cadets. De plus, quoique ce ne soit pas précisé, on peut supposer l'existence de rapports de sujétion entre Peuls et Riimaybe (captifs en fulfulde).

Dans la partie Ouest du pays, depuis les recherches entreprises par G. Le Moal, de nombreux éclaircissements ont été apportés à la connaissance des peuples du Burkina et en particulier des Bobo, longtemps confondus avec les Bwa. Ils vivent à l'Ouest des Bwa, au Nord-Ouest du Burkina Faso et au Mali.

Majoritairement agriculteurs, les Bobo comme beaucoup de peuples du Burkina Faso, mis à part les Mossi et les Marka Dafing, n'ont pas d'organisation politique centralisée³¹. Un conseil des anciens des différents lignages du village oriente les affaires de la communauté. C. Roy souligne que « seules les pratiques religieuses ont été épargnées et se sont poursuivies selon la tradition ».

Depuis les trente dernières années, la région Sud Ouest a fait l'objet d'une immigration forte des populations venant du nord du pays. Deux groupes principaux dominent dans ces flux migratoires, les agriculteurs Mossi et les agro pasteurs Peuls. Ces populations ont quitté leurs régions d'origine du centre et du Nord du Burkina pour vivre mieux au Sud. Selon l'idée reçue, ces flux migratoires vers le Sud sont les conséquences directes de la dégradation des terres en général, et de la sécheresse en particulier.

Aujourd'hui, de nombreux villages dans les provinces du Poni, du Kéné Dougou, du Noubiel ou de la Comoé ont un « campement peul » sur leurs terroirs. La plupart des Peuls qui résident à la lisière des villages de cette région comme dans la région septentrionale du pays pratiquent la transhumance du bétail bovin combinée avec une agriculture céréalière de subsistance. Les Peuls se différencient des agriculteurs aux identités ethniques diverses par leur rapport à l'économie, l'utilisation de l'espace et l'organisation sociopolitique.

Un des terrains d'étude de cette thèse couvre la zone Sud Ouest du territoire, avec le suivi d'ONG telles que « OCADES » au Sud de Bobo, « Save the children » dans la région de Banfora, « Oxfam Intermon » entre Bobo Dioulasso et Orodara, puis « Action of Disability and Development » à Orodara. Cette zone comprend l'ethnie Bobo mais également les Sénoufo. Cette dernière se répartie sur quatre provinces : Le Houet, le Kéné Dougou, la Léraba et la Comoé. Les Sénoufo comptent, une cinquantaine de « sous-ethnies » aux particularités marquées. Le village est l'unité de référence la plus large de l'organisation sociale et rituelle de cette société lignagère

³¹ Le Moal G, 1980, *Les Bobo, nature et fonction des masques*. Paris, ORSTOM. 538p.

à forte accentuation matrilineaire. Les Sénoufo vivent dans des villages isolés n'entretenant de relations qu'avec leurs voisins immédiats. Ces villages forment autant de terroirs autonomes et indépendants sans véritable pouvoir hiérarchisé ou centralisé.

Au sein d'une famille, l'aîné exerce une ascendance morale et spirituelle sur les autres membres.

Ces caractéristiques semblent intéressantes à prendre en compte pour les ONG et projets de développement intervenant dans ces provinces. Il semble ainsi impossible d'initier des projets dans ces régions sans tenir compte des spécificités socio culturelles de l'espace envisagé et pourtant une multitude d'organisations (associations, jumelages...) continuent d'y développer des actions sans préparation spécifique.

Il existe d'autres ethnies comme les Bwa qui vivent à l'Ouest du Burkina flanqué à l'est par les Marka Dafing et à l'Ouest par les Bobo.

Au Sud-Est, on retrouve les ethnies regroupées sous le nom de « Gurunsi ». Leur système politique est non centralisé comme chez les Kurumba par exemple. En outre, la société se divise en trois « pseudo castes » endogames (on ne peut se marier à l'extérieur de la caste à laquelle on appartient) : les paysans, les forgerons et les griots qui remplissent des tâches spécifiques au sein de la communauté. La dénomination « Gurunsi » a été employée à tort jusqu'à aujourd'hui pour désigner un ensemble d'ethnies distinctes qui vivent au Sud-Ouest du plateau Mossi. Comme les Mossi, ils sont originaires du Nord Ghana.

La coexistence entre les groupes ethniques ne fonctionne pas au mieux.

Citons Sten Hagberg décrivant les agriculteurs de Banfora dans la région de la Comoé et les agro pasteurs Peuls connaissant des rapports conflictuels depuis les années 1980³² : « Les disputes dues aux dégâts dans les champs, à l'accès aux points d'eau et aux passages des troupeaux, sont fréquentes, mais elles ne se limitent pas seulement à des causes matérielles ; les identités ethniques et les droits des citoyens burkinabè représentent également des enjeux. Les disputes entre individus ou familles se sont transformées en conflit violent entre communautés villageoises et, pire, entre groupes ethniques ». Dans ce cas, la distinction entre les « autochtones » et les « étrangers » s'accroît rapidement. En effet, les « gens de Banfora » (*banforakanw*) sont localement représentés comme des personnes partageant un héritage culturel commun, et par ailleurs engagés dans la résistance historique contre toute tentative de centralisation de la part des envahisseurs Dyula et de la colonisation française, le culte aux ancêtres et à la terre et l'organisation sociopolitique décentralisée (Dacher 1987, 1997 ; Hagberg

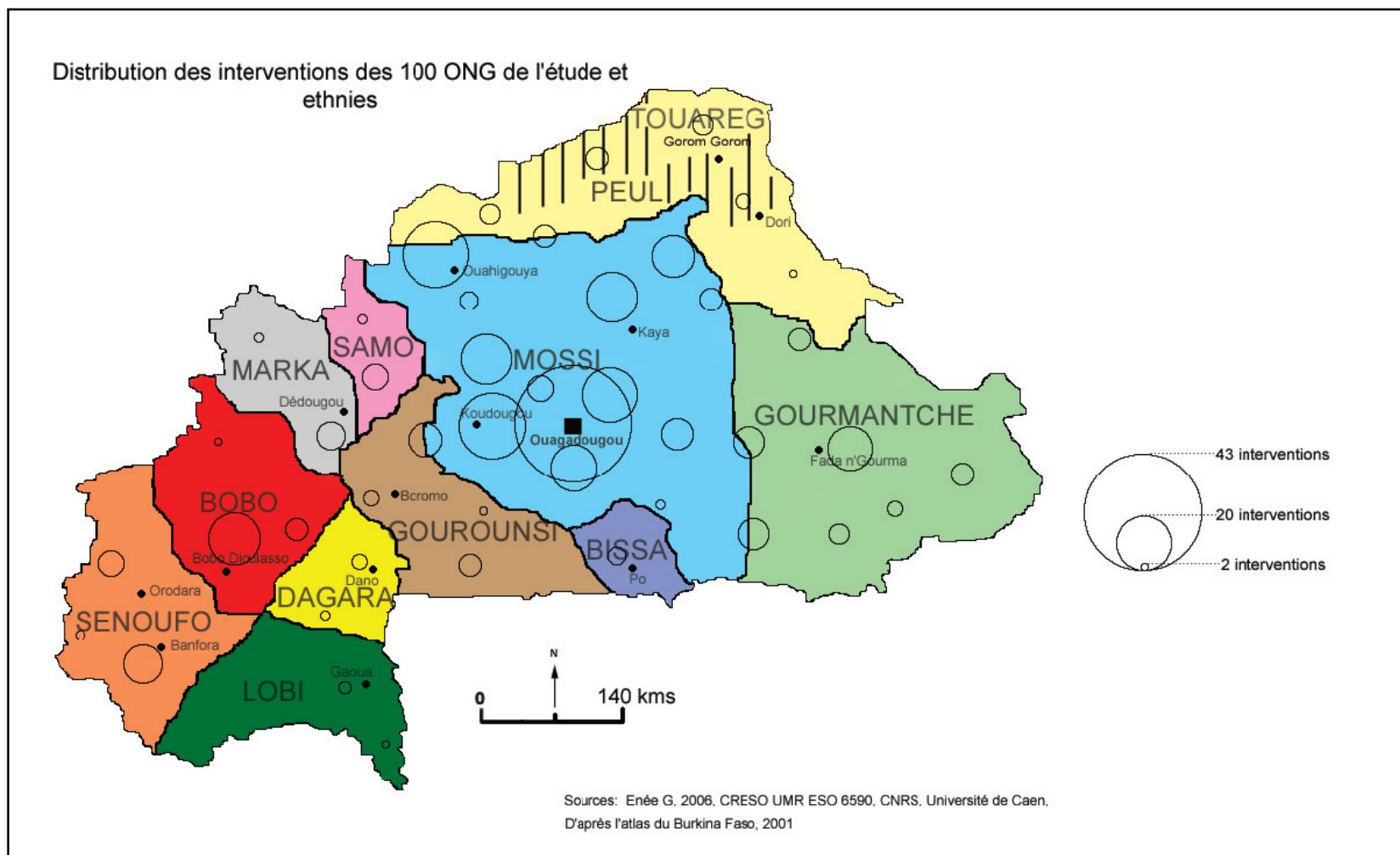
³² Hagberg S, 2001, *À l'ombre du conflit violent, Règlement et gestion des conflits entre agriculteurs karaboro et agro-pasteurs peul au Burkina Faso*, Centre d'Etudes Africaines, 2001.

1998 ; Lavaud 1991). Les « étrangers » sont perçus comme différents religieusement (beaucoup d'entre eux sont musulmans), politiquement (organisation politique plus centralisée) ou socialement. Il est fréquent d'entendre dire : « On ne peut pas être voisins des Peuls ».

- *Les relations « ONG de l'étude/ethnies » relativement contrastées*

Les actions des ONG n'apparaissent pas seulement guidées par la nature des besoins sur le territoire. D'autres facteurs peuvent appuyer ou refreiner le projet d'une organisation d'intervenir dans telle ou telle province.

Figure n°6 : Distribution des interventions des 100 ONG de l'étude et ethnies



En observant cette carte de la distribution des interventions des 100 ONG sur le territoire associé à la répartition des ethnies, on se rend compte que l'essentiel des actions se concentre sur le plateau Mossi. Près de 200 actions sont ainsi menées sur cet espace représentant en superficie environ le quart du territoire national. De nombreux facteurs expliquent ce nombre important comme la forte pression humaine, la dégradation des sols cultivés ou encore des indices de développement plutôt faibles [cf. Chapitre I]. Cependant, durant nos enquêtes, les responsables des ONG abordent toujours le facteur ethnique lorsqu'il s'agit d'évoquer les rapports qu'ils entretiennent avec les populations locales. Avant d'insister sur les conséquences d'une telle hétérogénéité dans l'espace, soulignons tout d'abord les causes.

Le plateau central est peuplé essentiellement par l'ethnie Mossi détenant actuellement le pouvoir. Cette situation politique est bien souvent rapportée par les responsables des ONG interrogés qui intervenaient sur cet espace, mais également par les populations bénéficiaires consultées. Selon le coordonnateur de l'ONG GRAAP, des personnes influentes sur le plan politique (maires, députés, conseillers municipaux, chefs coutumiers...) font venir plus facilement les projets et incitent les bailleurs à intervenir dans leurs villages ou leurs provinces. En effet, certains hommes politiques arrivent à mobiliser les médias plus facilement et aussi « capter d'éventuels partenaires ».

L'autorité du Naaba peut également jouer dans la détermination des zones d'intervention. Le directeur d'ADD explique que « beaucoup d'ONG souhaitent se rapprocher des pouvoirs de décision et préfèrent agir de Ouagadougou bien que l'ouverture d'une antenne engendre d'autres dépenses ».

Pourtant, les responsables des ONG DSF, FNGN, GVC, interrogés ne répondent pas en terme d'opportunités pour intervenir dans cette zone mais en terme de besoins réels appréhendés grâce aux indicateurs de développement.

Certains responsables parlent de « Mossi habitués à se déplacer, à étendre leur zone d'influence », d'autres de « plateau central beaucoup plus urbanisé et peuplé » et tous les interrogés reconnaissent unanimement « la suprématie de l'ethnie Mossi » sur le territoire.

Au niveau des actions dans le Sud-Ouest, plusieurs responsables estiment que les ethnies Bobo, Dagara ou Lobi sont moins hiérarchisées ce qui a pu accentuer la réticence des ONG à agir dans cette zone. Ces réticences sont toutefois nuancées par un autre discours consistant à dire que « ces populations mettent sans doute plus de temps à s'organiser mais par la suite s'impliquent souvent davantage que les populations du plateau habitués à côtoyer des projets de tous genres chez les Mossi.

Plusieurs coordinateurs d'ONG interrogés dans le Sud-Ouest expliquent « qu'il est nettement plus difficile d'intervenir dans cette zone puisque les habitants et notamment les anciens n'avaient jamais, selon leurs dires, sollicité d'aides extérieures et n'étaient pas en contact avec le milieu associatif. Aujourd'hui, « le manque de structuration des groupements locaux ralentit considérablement les projets ». Concrètement, la complexité à organiser des comités, à être présents aux assemblées et les difficultés parfois pour les populations à exprimer leurs idées en public contribuent d'après les ONG, à ralentir les projets.

Selon le représentant de l'ONG GRAAP à Bobo Dioulasso, le chef coutumier en « milieu Bobo » a moins de pouvoir et celui-ci se diffuse davantage au sein de la société. Il souligne de par son expérience de terrain « la différence de public en terme de nombre lors des animations et des actions de sensibilisation entre les Bobo et les Mossi, les Mossi étant plus nombreux et davantage influencés par le chef ». En outre, selon la directrice d'Aide à l'Enfance, « les ethnies du Sud Ouest du pays ne sont pas issues de sociétés acéphales et il est nécessaire de nuancer étant donné le brassage inter ethnique ». La coordinatrice du Fond pour l'Environnement Mondial (FEM/ONG) affirme « qu'il n'existe pas d'esprit communautaire dans la zone Sud-Ouest. La hiérarchie apparaît beaucoup moins présente chez les ethnies Bobo, Sénoufo ou Lobi. Cela se traduit par un manque d'autorité sur les groupements de paysans ».

Sans gouvernement centralisé, ils sont organisés en lignages dont les membres les plus âgés forment le conseil des anciens chargé de prendre les décisions. La notion de chef leur est profondément étrangère et ils la jugent dangereuse, portant « une atteinte grave à l'ordre des choses tel qu'il a été fixé par Wuro (le dieu créateur) » (G. Le Moal, 1980).

Toutefois, le représentant résident de Terre des Hommes Lausanne (TDH) explique « que leur intervention dans la province du KénéDougou, pourtant au Sud Ouest du pays, reste particulièrement délicate puisqu'il est très difficile, selon lui, pour les jeunes ciblés de s'affranchir de la tutelle paternelle ». Le responsable de l'ONG belge Broederlijk Delen ajoute que son ONG a souhaité ouvrir une antenne à Gaoua, « capitale du pays Lobi », mais que le manque de partenaires sur place limiterait la portée des actions.

Le chargé de programmes du Plan de Développement Local de la Région Ouest (PDLRO) insiste sur l'aspect culturel particulièrement déterminant dans les projets. Selon lui, les approches demeurent différentes d'une ethnie à une autre. « Chez les Sénoufo, tout le monde ne prend pas la parole, il existe une obligation : Le plus âgé communique au moins âgé... Tout passe ainsi par l'aîné qui transmet les informations et, de plus, les femmes parlent toutes sous le contrôle des hommes ». Il estime que des ethnies comme les Dagara ou les Lobi, très longtemps considérés comme « les indiens du Burkina » s'ouvrent de plus en plus à l'extérieur.

Plusieurs responsables soulignent les difficultés à agir dans certaines zones du pays. Un grand nombre estiment que ces motifs explicatifs d'un impact moins important ou de projets plus difficiles à mettre en place étaient valables il y a quelques années lorsque de forts facteurs d'enclavement ou d'éloignement de la capitale pouvaient expliquer des spécificités locales très fortes. Selon eux, ils n'ont plus cure aujourd'hui excepté le « pays Lobi » qui manifestement représente (pour l'ensemble des interrogés) toujours un espace à part culturellement et socialement au sein du pays. Plusieurs personnes parlent de « population très longtemps marginalisée, peu confrontée aux projets de manière générale ».

Selon le coordonnateur de l'ONG hollandaise SNV, « il n'existe pas de différences majeures entre les zones d'actions de l'organisation » qui intervient plutôt dans la grande partie Ouest et Sud Ouest du pays. Il pense « qu'une fois les capacités des populations déterminées selon leurs critères, alors le SNV peut intervenir ».

L'analyse de ces éléments culturels ne peut être évacuée. Elle montre à quel point la hiérarchie joue un rôle crucial dans l'organisation de la société et combien elle doit influencer les comportements face aux ONG.

Le rôle de l'Etat se présente comme un autre élément essentiel pour expliquer les difficultés rencontrées par les organisateurs du « renforcement des capacités » ou « des campagnes de sensibilisation » par exemple. Pourtant, ces difficultés ne résultent pas seulement des réalités de l'administration mais aussi de facteurs économiques tels que la persistance de revenus très faibles par exemple qui peuvent obliger certains groupes à privilégier les activités domestiques ou champêtres à des cours d'alphabétisation ou à l'envoi des enfants à l'école.

Les organisations sociales différentes ainsi prises en compte expliquent les actions des ONG. De la sorte, on n'intervient pas de la même façon sur le plateau Mossi qu'auprès de populations peules. La nécessité d'une bonne adaptation de l'ONG sur son milieu d'intervention semble donc de mise.

b- Une diversité linguistique : L'importance des intermédiaires et de la traduction

Pays francophone, le Burkina compte en plus du français comme langue officielle, une multitude de langues locales (une soixantaine en tout). Le français reste la langue officielle, mais il n'est réellement compris que par environ 20 % de la population. Malgré le poids démographique imposant des langues nationales au Burkina, le statut de langue officielle et celui

de langue internationale font en sorte que le français pèse progressivement dans la vie sociale et économique du pays. Cela dit, la langue véhiculaire à Ouagadougou reste le moré parlé par les Mossi. La mosaïque des langues dans le pays comme le mooré des Mossi, le dioula des Bobo, le gulmacema des Gourmantché ou encore le fulfuldé des Peuls morcelés en d'innombrables dialectes justifie le recours à une langue de communication interethnique.

La difficulté pour les ONG interrogées est d'intervenir dans certaines régions où coexistent plusieurs langues vernaculaires.

Lorsque l'ONG CECI intervenait encore dans la province de l'Oudalan, l'animateur du projet, maîtrisant le fulfulde devait compter sur le chauffeur pour traduire une troisième langue, le sonrhaï parlée par la population d'un des villages ciblés. La responsable locale, canadienne, et ne maîtrisant que le français éprouvait quelques difficultés pour retranscrire dans sa langue.

Toujours dans cette province, l'ONG Action for Greening Sahel (AGS), pilotée par des responsables japonais ne maîtrisant que partiellement le français connaît de grandes difficultés à communiquer avec les populations concernées. La qualité et la durée des actions s'en trouvent ainsi affectées.

Le français constitue l'unique véhicule de l'enseignement. Il est, de plus, par sa neutralité (c'est-à-dire langue d'aucun groupe ethnique burkinabè) le seul trait d'union entre les différents groupes ethniques en présence sur le territoire burkinabè.

De plus, la télévision nationale du Burkina diffuse massivement en français et dans six langues nationales (mooré, dioula, fulfulde, bissa, dagara, gulmacema) des bulletins d'information. La presse écrite, dont six quotidiens et plusieurs hebdomadaires, ne paraît qu'en français.

C'est seulement à la suite des différents efforts de sensibilisation de l'UNESCO sur l'importance des langues nationales dans le développement des pays africains que le Burkina s'est engagé dans la lutte pour la promotion de ses langues à partir de 1972³³.

La population la plus nombreuse étant les Mossi, leur langue est logiquement la plus parlée.

Quant au Dioula, aussi très utilisé, il s'agit de la langue des Bambara, originaires du Mali, importée par les commerçants. Même dans les villages, il est rare de ne pas trouver au moins une personne qui parle Dioula, ce qui facilite les échanges interethniques.

Selon certains linguistes, les langues originellement parlées au Burkina se divisent en plusieurs groupes principaux : les langues dites « gur » ou « voltaïque » puisent leur origine commune dans le bassin des trois Volta (Mossi, Gourmantché, Lobi, Dagari, Birifor, Gan,

³³ Poth, J, 1997, *L'enseignement des langues maternelles*, UNESCO.

Gourounsi, Turka, Sénoufo, Bwa, Lella...) et les langues Mandé (Dioula, Bissa, Samo, Tyéfo...). La langue des Touaregs, le tamacheq et celle des Peuls, le fulfulde achèvent le tableau.

Parmi la cinquantaine de langues parlées, trois revêtent le statut de langue nationale : le mooré (ou Mossi), le dioula et le fulfulde (ou fulbé appelé aussi poular ou peul, selon les régions). Le mooré, parlé par 53 % de la population du Burkina est surtout la langue des Mossi et des Gourounsi. Avec les migrants du Ghana, de la Côte d'Ivoire et du Mali, nous pouvons estimer le nombre de locuteurs du mooré à cinq millions.

Le dioula (8,8 %), dérivé du bambara, est la langue véhiculaire de l'Afrique de l'Ouest, connue et utilisée historiquement du Sénégal au Nigeria par tous les commerçants; on estime que de trois à quatre millions de personnes peuvent s'exprimer dans cette langue (langue maternelle et langue seconde). Les Bobo parlent une langue mande, à la différence des Bwa ou des Mossi qui parlent des langues voltaïques. Au nombre de cent mille au Burkina Faso, les Bobo sont également installés au Mali. Suivent des langues comme le bissa (3 %), le Lobi (2,7 %), le lyélé (2,1 %) et le marka (1,9 %). Parmi ces dernières langues, le fulfulde des Peuls serait parlé par au moins quatre millions de locuteurs dans le reste de l'Afrique.

La gestion du secteur de l'éducation dans chaque province s'effectue par des Circonscriptions d'Enseignement de Base (CEB) qui assurent l'organisation pratique des activités d'éducation (formelle et non formelle). Cette stratégie fait appel aux différents opérateurs (ONG, associations, collectivités locales) pour le travail effectif d'alphabétisation sur le terrain, l'Etat conservant le rôle d'organiser et de contrôler le travail de ces opérateurs.

Selon les services de statistiques de l'Institut National d'Alphabétisation (INA), l'alphabétisation des adultes s'appuie sur de nombreuses langues : le sissala, le kasena, le gulmacema, le dioula, le dagara, le lobi, le san, le sonraï, le tamachek, le bwamu, le cara, le zarma, le haoussa, le cerma, le samo, le Bobo, le bissa, le nankana, le liyé, le sikité et le winen.

Concernant les langues nationales, on parle volontiers d'alphabétisation et non de scolarisation. Selon l'INA, 24 % des burkinabè étaient capables en 1994 d'écrire et de s'exprimer dans l'une des 24 langues maternelles faisant l'objet d'un enseignement, mais surtout en mooré, en dioula et en fulfulde. Le taux d'alphabétisation est passé à 26 % en 1997, et un plan décennal d'enseignement de ces langues mis sur pied devrait permettre d'augmenter le nombre d'alphabétisés en langue maternelle d'ici 2010.

Pourtant, l'introduction des langues africaines dans le dispositif éducatif constitue l'un des facteurs clés de la rénovation du système éducatif. Dans le domaine de l'alphabétisation-formation, les manuels sont disponibles en 22 langues et mis à la disposition des Centres

Permanents d'Alphabétisation et de Formation (CPAF) par les divers opérateurs en alphabétisation.

La question est de savoir à quoi sert d'apprendre à lire dans sa langue s'il est très difficile par la suite de trouver des documents écrits dans cette même langue. Le plus souvent, c'est qu'aucun effort n'est fait pour alimenter en aval ces locuteurs-lecteurs.

La diffusion des informations est diffusée via les émissions radiophoniques, produites en français et dans une dizaine de langues nationales. Les différentes stations de radios, tant publiques que privées, ont aménagé des plages horaires consacrées aux informations en langues nationales dans leur programme ; les journalistes ont droit à une quinzaine de minutes pour présenter leur « journal parlé » aux locuteurs de la langue locale qu'ils utilisent (dioula, mooré, fulfulde, etc.).

Étant donné qu'une grande partie de la population ne sait pas lire, les politiciens jettent leur dévolu sur la radio qui couvre tout le territoire national, contrairement à la télévision qui n'atteint que quelques villes du pays. Par exemple, lors des campagnes électorales, les militants de différents partis livrent leurs messages en français aux auditeurs tout en laissant aux journalistes et aux « crieurs publics » (individus sans formation désignés pour jouer les interprètes) le soin de traduire et de commenter à la population les propos en langues nationales. Malheureusement, la plupart des informations données dans les langues nationales sont très souvent détournées car les journalistes ne reçoivent aucune formation particulière. Leur recrutement se fait « sur le tas », alors que la véritable qualification s'attache aux langues nationales. Les journalistes communiquant en français sont considérés comme des professionnels, tandis que les journalistes utilisant les langues nationales sont perçus comme étant de « seconde zone ». A ces divers handicaps, il faut ajouter qu'à cause du faible tirage et de la mauvaise distribution des journaux, la presse n'atteint qu'exceptionnellement les campagnes demeurant le privilège des centres urbains. Il n'existe donc pas de presse écrite nationale, c'est à dire de journaux couvrant effectivement l'ensemble du territoire, s'adressant à l'ensemble des communautés qui y vivent et pouvant être compris par celles-ci³⁴.

La conséquence d'une telle situation n'est pas étrangère à la non prise en compte de leur préoccupation. Avec le taux d'analphabétisme le plus important de la sous région (76%), l'oralité persiste comme le principal moyen de communication entre « les populations bénéficiaires » et les ONG. En effet, comme on l'a vu plus haut, à de rares exceptions près, la barrière de la langue ne serait pas une gêne pour les 100 ONG interrogées. Or, tous les rapports d'activités ou

³⁴ Bouyairé D., 2004, *Le cas de la planification familiale, du sida et de l'excision. L'approche communicative des campagnes de sensibilisation en santé publique au Burkina Faso.*

financiers de ces organisations sont rédigés en français, langue, on l'a vu, seulement maîtrisée par 20% de la population. La langue ne peut que contribuer ainsi à renforcer les inégalités entre l'ONG et sa population ciblée.

Nombreuses sont les ONG rencontrées dont les animateurs ou les chargés de mission ne maîtrisent pas les langues des populations locales. Les enquêtes, entretiens ou évaluations doivent souvent passer par des intermédiaires maîtrisant tant bien que mal les deux langues ce qui peut engendrer des erreurs sur les résultats. Le responsable national de l'ONG française « Peuples Solidaires » estime que « la langue bwaba des populations bénéficiaires, situées dans la province du mouhoun, représente, contrairement au mooré, un frein à l'activité de l'organisation car il ne la maîtrise pas. L'interprétation des animateurs sur le terrain constitue, selon lui, un obstacle supplémentaire également pour les bailleurs de fonds.

Pour l'ONG Fond de Coopération au Développement (FCD), « il faut avant tout dialoguer avec les chefs locaux. Les animateurs et les initiateurs du développement se doivent de maîtriser « la langue des chefs » afin qu'ils puissent sensibiliser à leur tour les populations cibles. Ils représentent « les messagers au niveau du village ». Selon A. Napon, toutes les expériences concernant l'utilisation des langues sont l'œuvre d'ONG, d'associations et d'institutions internationales.³⁵

Toutes les actions de toutes les ONG de l'étude sont menées sur le terrain en langue locale. A de rares exceptions près, les animateurs étant issus de la région d'intervention, l'usage de la langue ne pose pas de problèmes. Les difficultés apparaissent dans la remontée de l'information entre les animateurs de terrain et le coordonnateur pouvant entraîner des erreurs, notamment dans la formulation des rapports d'activités.

Si dans la pratique quotidienne du développement, la barrière de la langue ne pose pas de véritable problème, le fossé continue pourtant de se creuser entre des responsables de projets, des animateurs, des agents du développement, locaux ou expatriés maîtrisant, grâce à la langue, les dossiers, et les bénéficiaires tenus à distance ne pouvant donc avoir une vision plus large de l'ONG et de leur fonctionnement.

³⁵ Napon A., 2003, *La problématique de l'introduction des langues nationales dans l'enseignement primaire au Burkina Faso*, Université de Ouagadougou. 156p.

c- Les ONG au sein d'un champ spirituel contrasté

Il n'existe aucune religion dominante au Burkina. Si certaines ONG sont confessionnelles, les projets et actions qu'elles élaborent touchent toute la population sans distinction ethnique ou religieuse. Il est donc important de rappeler le contexte religieux dans lequel interviennent les ONG de l'étude. Notons que les officiels du gouvernement appartiennent à toutes les principales religions.

Le gouvernement estime que 55 à 60 % de la population pratiquent l'islam, environ 15 à 20 % pratiquent le catholicisme, environ 5% sont membres des diverses dénominations protestantes et 20 à 25% pratiquent exclusivement ou notamment les religions indigènes traditionnelles. Les statistiques sur l'affiliation religieuse restent approximatives puisque les croyances et pratiques syncrétiques sont répandues tant chez les Chrétiens que chez les Musulmans. Tous les citoyens burkinabè croient à un ordre surnaturel et l'athéisme est virtuellement inexistant.

Schématisons la représentation des religions sur le territoire : Les burkinabè pratiquent en bonne intelligence trois religions :

- *L'islam*

L'islam va traverser le Sahara au gré des voyages des caravanes et se dissoudre dans les pratiques animistes à partir du XIIIe siècle. Durant des siècles, un islam africain va se fondre dans la société voltaïque, s'adaptant et se superposant parfaitement aux pratiques ancestrales.

Contrairement à ses voisins sahéliens, le Burkina n'est pas « quasi exclusivement » musulman. Cette situation s'explique sans doute par les puissantes dynasties qui ont régné sur le pays pendant des siècles et qui étaient profondément animistes et imperméables à toutes nouvelles influences, du simple fait qu'ils pensaient tirer leur pouvoir de leurs religions traditionnelles.

Quelques places fortes musulmanes se créèrent au Burkina à l'Est puis à l'Ouest. Il en est de même pour les régions occidentales, qui, un moment sous la domination des Dioula de Kong, se convertirent à l'islam. Les régions orientales, quant à elles, se présentent traditionnellement

comme musulmanes, car occupées par les Peuls et touaregs dont l'islam est la confession naturelle.

La conquête française facilita la diffusion pacifique et progressive de l'islam au Burkina. Selon Pierre Ilboudo, l'une des raisons de cette avancée fut la propagande anti européenne jouée par les musulmans. Effectivement, « afin d'obtenir la conversion du Mogho Naba, les musulmans s'efforcèrent de convaincre ce dernier et ses sujets que leur conversion à l'islam constituait le seul moyen efficace pour empêcher le maintien de l'occupation du pays par « les blancs ». La conversion à l'islam des Mossi devait ainsi provoquer le départ des français »³⁶.

L'islam fit son apparition au sein de l'ethnie Mossi seulement à cette époque et la grande majorité des musulmans du pays appartient à la branche Sunnite de l'Islam.

Parmi les grandes ethnies du pays, les membres du groupe ethnique dominant, les Mossi, appartiennent aux trois principales religions.

Les groupes ethniques Peuls et dioulas sont majoritairement musulmans. Il y a peu de corrélation entre la religion et l'affiliation politique ou le statut économique.

L'affiliation religieuse semble ne pas être en rapport avec l'appartenance du parti au pouvoir, le Congrès pour la Démocratie et le Progrès ou à tout autre parti politique.

Soulignons que la ville de Ouagadougou comprend une population mixte de chrétiens et de musulmans alors que Bobo-Dioulasso est majoritairement musulmane. Le pays possède une petite communauté d'immigrants, syriens et libanais, pour la plupart commerçants dont les membres sont majoritairement (plus de 90%) chrétiens.

De plus en plus d'ONG se déclarent islamistes (« Ligue Mondiale Islamique », « Fatawa Islamique El Haïra » pour les ONG saoudiennes, l'ONG soudanienne « Organisation Da'Awa Islamique », l'ONG libyenne « Association mondiale de l'appel islamique »).

Des groupes de missionnaires islamiques actifs dans le pays comprennent actuellement l'Agence des Musulmans d'Afrique, le Mouvement Mondial de l'Appel à l'Islam, la Ligue Islamique Mondiale, et l'Ahmadiya (communauté islamique)³⁷.

Prenons l'exemple de l'organisation de la société Peule à Dori dans le Nord du pays qui est telle qu'elle génère une cohésion structurelle et que les événements sociaux (mariages, baptêmes, funérailles, etc.) sont réglementés par l'islam. Dans ces conditions, il apparaît difficile pour un individu de prendre la liberté d'être chrétien.

³⁶ Ilboudo P., *Croyances et pratiques religieuses traditionnelles des Mossi*, Recherches Voltaïques 3, Paris, CNRS, 1966, p47. Le peuple Mossi.

³⁷ Ambassade des Etats-Unis au Burkina Faso, site Internet, 2006.

Selon le curé de la paroisse de Dori, grâce au travail que fait l'ONG « Union fraternelle des croyants (UFC) », la cohabitation entre les musulmans et les chrétiens sur la zone est plus facile. Fondée par le Père Lucien Bidaud, l'UFC est, selon lui, « un instrument de pastorale islamo-chrétienne très fort. « On vit ensemble, on prie ensemble, à l'occasion de Noël, Pâques, du Ramadan et de la Tabaski, on se rend visite »³⁸.

Depuis quelques années, on assiste également à l'émergence d'un islamisme plus radical avec la construction d'écoles coraniques, de mosquées et des femmes voilées marquent de plus en plus fréquemment les rues de Ouagadougou.

- Le christianisme

Dans la première moitié du XX^{ème} siècle, la croissance du christianisme va être spectaculaire et aujourd'hui, les chrétiens représentent environ 20% de la population sur un modèle plutôt urbain réparti à travers des églises d'obédience protestante très libérales dans le culte ou catholiques et plus traditionnelles.

C'est à la fin du XIX^{ème} siècle que l'on peut situer l'implantation du christianisme au Burkina Faso avec l'arrivée des Pères Blancs et le début de la colonisation. C'est d'abord dans un premier temps l'évangélisation de l'Afrique sahélienne qui est tentée en partant de l'Algérie.

Puis une incursion dans l'ancien Soudan en 1875 et 1881, se solde par le massacre des missionnaires par les Touaregs. C'est ensuite le tour du Sénégal où la pénétration est plus que timide avec la prédominance de l'islam. C'est au tour de l'actuel Mali en 1895, avec l'installation à Ségou et à Tombouctou dans le « Grand Nord » de Pères blancs. En 1889, est fondée la mission de Fada n'Gourma au Burkina et en 1890 c'est au tour de Koupéla et de Ouagadougou d'accueillir les Pères Blancs. La capitale des Mossi voit ainsi l'installation du Vicariat apostolique du Soudan français.

Par la suite de nombreuses missions s'implantent à travers le pays. Grâce à toutes ces installations, les missionnaires installent des bases solides au Burkina Faso, leur permettant une évangélisation tous azimuts du pays. C'est ainsi que de nombreuses institutions, séminaires, écoles religieuses, dispensaires voient le jour.

L'action de ces premiers missionnaires au delà de l'évangélisation eut également un « aspect humanitaire et éducatif avant la lettre », car nous pouvons considérer que c'est grâce à

³⁸ San Evariste Barro et Issa K. Barry, journal « L'observateur Paalga », janvier 2004.

eux que le Burkina Faso a pu disposer de ses premières infrastructures médicales fiables et créer un enseignement général et technique de qualité à travers tout le territoire. L'action des Pères blancs s'accompagne de fortes personnalités telle Monseigneur Joanny Thévenoud du missionariat français (1878-1949). En 1934 est construite la cathédrale de Ouagadougou. A travers ce monument se pérennise la présence de l'église catholique au Burkina Faso. Plus tard, l'événement le plus mémorable pour le Burkina Faso, reste le passage du Pape dans la capitale, d'où en 1980, il lança son « fameux appel de Ouagadougou » pour les peuples les plus déshérités. En 1992, c'est au tour de l'église « Notre Dame des Apôtres » de voir le jour toujours dans la capitale burkinabè.

- *L'animisme*

Les « animistes » sont les pratiquants de la religion traditionnelle. Comme dans toute la sous région, les premières croyances se fondent sur l'animisme. Les croyances animistes sont transmises oralement et d'un village ou d'un peuple à l'autre, les croyances, les pratiques varient même si de nombreuses similitudes touchent les pays africains.

Pour l'ensemble des religions du pays, on superpose facilement une couche d'animisme. Jusqu'en 1960, les chiffres officiels faisaient état de 60% d'animistes. En 2002, on évalue ce chiffre à 25% ce qui représente un net recul. Il passa de 68,7 % en 1960-1961 à 25,9 % en 1991.

L'animisme au Burkina Faso, religion encore pratiquée par plus d'une soixantaine d'ethnies, continue de nos jours à sacrifier aux génies, aux ancêtres et à toutes les divinités du pays.

Elle se localise plus particulièrement dans certaines provinces : Poni 85 %, Tapoa 68 % et Nahouri 69,3 %.³⁹

Prenons l'exemple de l'ethnie Senoufo⁴⁰ qui possède une structure religieuse très riche en matière de symboliques et de rites, liée à une organisation initiatique reposant sur les classes d'âge masculines (le poro). Cette organisation, qui comporte un système de prestations économiques réciproques différées entre aînés et cadets, ainsi que de strictes obligations rituelles, structure la totalité de l'univers quotidien et religieux. Etayée par la loi du secret, elle s'inscrit territorialement dans des « bois sacrés » situés à la périphérie de chaque village.

³⁹ Ministère de la culture, des arts et du tourisme, 2006, site Internet www.culture.gov.bf

⁴⁰ L'ethnie Sénoufo est présente dans les provinces du KénéDougou, Leraba, Comoé, Houet, cf. carte des ethnies du Burkina.

Une autre institution, plutôt féminine et s'apparentant à une structure sociale, le sandoho, assure l'unité et la pérennité des matrilineages par sa fonction de contrôle du respect des règles d'alliance et par le fait qu'elle se recrute en ligne matrilineaire, tout en fournissant les devins. Les funérailles, « spectaculaires », sont l'expression privilégiée de ces deux institutions majeures d'une société qui attache une importance essentielle à la « bonne mort ».

- *Les autres religions*

Mais au-delà de ces trois religions dominantes, d'autres églises s'implantèrent au Burkina Faso, c'est le cas des Protestants qui ont créé de nombreuses missions à travers le pays.

Les églises et mouvements évangéliques au Burkina-Faso ont une histoire de sept décennies. Au début du XX^{ème} siècle, des églises issues du mouvement de réveil d'origines américaine et canadienne commencèrent à s'installer en Haute-Volta, ce sont:

- La mission des Assemblées de Dieu, 1921
- La mission Alliance Chrétienne, 1923
- La mission à l'intérieur du Soudan (SIM), 1930
- La World Wide Evangelical Crusade (WEC), 1937
- La mission de Pentecôte du Canada, 1945
- La mission Baptiste vers 1955

Ces missions, à l'approche des indépendances des états africains, permirent aux églises qu'elles avaient fondées de s'autogérer.

Un peu plus tard, des églises créées par des Burkinabè virent le jour :

- Eglise de la mission apostolique, 1959
- Eglise apostolique, 1965
- Eglise de Pentecôte Sambin, 1959

D'autres mouvements évangéliques arrivèrent par la suite. Une société biblique fut créée en 1983. Citons quelques groupes de missionnaires anglo-saxons également actifs dans le pays et englobant "the Assemblies of God, the Campus Crusade for Christ, the Christian Missionary Alliance, Baptists, the Wycliffe Bible Translators, the Mennonite Central Committee, Jehovah's

Witnesses, the Pentecostal Church of Canada, the World Evangelical Crusade, the Society for International Missions, Seventh-day Adventists", et de nombreuses organisations catholiques.

Le développement des Églises et groupes charismatiques au Burkina Faso se présente donc comme le résultat d'une rencontre entre l'expansion de ces Églises venues de la côte, et par-delà, des États-Unis, et des contextes de conflits locaux dans lesquels le politique et le religieux s'entremêlent. Cette rencontre est à l'origine de stratégies individuelles matérialisées par des changements d'adhésions religieuses⁴¹.

La possibilité qu'ont les ONG de s'appuyer sur les églises locales peut ainsi constituer un atout aussi bien pour l'ONG que pour les bénéficiaires.

Parmi les 100 ONG de l'étude, quinze sont confessionnelles et issues de ces mouvements religieux. Nous verrons précisément dans le deuxième chapitre ce qui fait leur spécificité au sein de notre échantillon et s'il existe des différences dans les méthodes d'interventions.

Durant les entretiens avec les responsables des ONG confessionnelles, l'appartenance d'un groupement à une religion différente ne sembla jamais être un frein pour les ONG confessionnelles qui affirmaient agir sans a priori religieux.

⁴¹ Fancello S, Otayek, R (sous la direction de), *Dieu dans la cité : dynamiques religieuses en milieu urbain ouagalais*. Talence, Centre d'études d'Afrique noire, 1999, Cahiers d'études africaines, 165, 2002. <http://etudesafricaines.revues.org>

3- Des régions aux potentialités de développement disparates (infrastructures, activités, culture/élevage)

a- Un accès à l'eau inégal

Si l'eau reste un problème fondamental en Afrique de l'Ouest notamment au sein de grandes villes côtières telles que Accra ou Lomé, elle l'est encore davantage au sein de l'espace sahélien.

Deux risques sanitaires majeurs se posent : les quantités d'eau disponibles pour les ménages font défaut pour répondre aux besoins liés à l'hygiène et la qualité de l'eau consommée est douteuse. Or, si les maladies liées à l'eau ont largement été éliminées dans les pays riches, elles restent l'une des plus importantes causes de décès dans les pays du Sud et notamment au Burkina.

Le Burkina cumule les handicaps par l'absence de grands cours d'eau, par l'irrégularité des pluies selon les zones, par son enclavement. Sa population continue pourtant à croître de façon soutenue notamment sur le Plateau central (cf. Chapitre I-1).

S'il existe des spécificités selon les espaces abordés, la réalité de l'eau demeure un problème majeur et pour tous. La zone Nord, la moins favorisée sur le plan climatique et hydrologique comprend un faible nombre de cours d'eau et de mares pérennes. Toutefois, les difficultés liées à l'eau ne paraissent pas être une réalité uniquement et purement sahélienne mais bien généralisée à tout le pays. Citons ainsi quelques-unes des ONG de l'étude qui oeuvrent exclusivement ou partiellement sur ce problème de l'eau : Eau vive, Water Aid, CECI, l'UFC Gorom, Mains Unies du Sahel, OCADES, les Puisatiers, Cathwel, ADRA. Certaines d'entre elles telles Water Aid ou l'UFC n'interviennent que dans ce domaine précis ce qui prouve l'enjeu d'un tel secteur.

Ibrahim Kaboré, Secrétaire général du ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques, estime que « Seule la mobilisation de tous les acteurs (l'Etat, les bailleurs de fonds, les collectivités locales, les ONG et associations, le secteur privé), dans un élan de partenariat et d'engagement, peut contribuer à trouver des solutions durables à la maîtrise de l'eau ». Selon les chiffres du ministère, le Burkina enregistre actuellement un taux d'accès à l'eau de seulement 61% de la population, soit 7,2 millions d'individus.

Selon S. Dos Santos, Ouagadougou fait *a priori* figure de contre-exemple, puisque 97 % des habitants déclarent une source d'eau potable⁴². Toutefois, si l'on dépasse la seule statistique du type d'approvisionnement, pour voir plus précisément les modalités de l'accès à l'eau, c'est-à-dire la distance ou le temps de collecte ainsi que le coût inhérent à l'achat de l'eau, des facteurs à l'iniquité sont alors nettement criants et se jouent dans les usages domestiques de l'eau. 44% des ménages utilisent l'eau des puits traditionnels alors que 75% des ménages ne disposent d'aucune forme de toilette et seulement 24% utilisent les latrines simples⁴³.

En outre, pour l'accès à l'eau courante, la capitale burkinabè enregistre l'un des plus faibles taux de raccordement des ménages de la sous-région. Or, il s'avère que ce type d'approvisionnement assure le maximum de sécurité sanitaire et reste plus généralement porteur d'équité sociale. En plus d'être réservé à quelques privilégiés, cet accès à l'eau courante reste également très temporaire. Dans un contexte de stratégie de survie, le dilemme des choix place la priorité dans l'accès à la propriété qui se fait bien souvent dans des zones où le réseau d'adduction d'eau n'est pas parvenu.

Au sujet de l'eau potable, le pays a adopté plusieurs stratégies dont une Loi d'orientation sur la gestion de l'eau en 2001, un Plan d'action pour la gestion intégrée des ressources en eau en 2003, un Plan d'action 2004-2008 pour l'approvisionnement en eau potable des centres urbains, et la création d'un Conseil national de l'eau en mai 2004.

⁴² Dos Santos S., 2005, *Enjeux socio sanitaires de la quête de l'eau à Ouagadougou* (Burkina Faso), Thèse de doctorat en démographie, Université de Montréal.

⁴³ Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, MEF, septembre 2000.

Figure 7 : Un espoir...le barrage de Ziga

Le barrage de Ziga, inauguré en juillet 2005, constitue un grand espoir pour le pays. Construit pour Ouagadougou (1,3 millions d'habitants), le barrage, qui s'étalera sur 80 km, desservira également, à terme, plusieurs villes secondaires traversées par des canalisations. Réalisé sur le fleuve Nakambé, à 40 Kms de la capitale, celui-ci coûta 279 millions de dollars.

« Même en saison sèche, il y aura toujours une capacité suffisante pour subvenir aux besoins de la capitale », affirme Mady Kaboré, un cadre de l'ONEA.

Au regard de la croissance démographique, la demande en eau dans Ouagadougou et ses environs passerait de 25,8 millions de mètres-cubes en 2010, à 30,9 millions de mètres-cube en 2015 selon l'ONEA.

D'une capacité de stockage de 200 millions de mètres-cubes, le barrage de Ziga a permis à l'ONEA de lancer, en 2005, une opération spéciale de branchement pour 50.000 abonnés privés supplémentaires, et la construction de 400 nouvelles bornes-fontaines publiques.

Début 2006, les bailleurs de fonds, partenaires au développement du Burkina Faso, ont donné le feu vert pour la construction du barrage de Samandéni, dans l'Ouest du pays, sur le fleuve Mouhoun.

D'un coût de 340 millions de dollars environ, ce nouveau barrage, qui sera l'un des plus grands projets jamais réalisés au Burkina Faso, permettra, selon les autorités, de créer une zone humide sur 150 kilomètres carrés à la fin de l'année 2006.

Selon le sociologue Ibrahim Kinda, « les statistiques montrent que des progrès ont été réalisés en matière d'accès à l'eau potable. Mais, force est de constater que beaucoup reste à faire. Il faut une tarification sociale pour permettre l'accès à l'eau potable pour tous ».

Statistiquement, basé sur un inventaire de 1996 et projeté à 2003, la population du Burkina Faso est bien équipée en forages avec un taux de desserte globale de 105.6%⁴⁴. Dans ce document on note certaines régions encore mal desservies, mais lorsque les programmes en cours seront achevés, le besoin additionnel en nouveaux forages devrait être minimal.

Cependant, la norme utilisée par l'administration de l'hydraulique pour aboutir à ce taux de couverture ne représente pas la réalité sur l'approvisionnement en eau potable. On sait qu'une grande part de la population la plus défavorisée en milieu rural consacre des heures entières

⁴⁴ Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques, secteur eau et assainissement au Burkina Faso, MAHRH, 2003

chaque jour à la corvée de l'eau. D'autre part, le développement incontrôlé des nouveaux quartiers périphériques fait que de nombreux secteurs des villes semi urbaines ne disposent pas de systèmes d'approvisionnement en eau appropriés. Ils sont desservis de façon rudimentaire depuis des ressources éloignées par des charrettes pour des prix exorbitants. Les plus pauvres sont les premières victimes de cette situation et nécessitent le plus d'assistance.

La géologie représente très largement les débits rencontrés. Ainsi dans la zone de socle qui constitue plus de 80 % du territoire, les débits moyens obtenus dans les forages sont de l'ordre de 2 m³/h. Dans ces zones, les gros besoins (aires urbaines, industries, irrigation) apparaissent donc difficiles à satisfaire. Par contre dans les zones sédimentaires, on rencontre fréquemment des débits très importants pouvant aller quelques fois à plus de 100 m³/h. Les zones fortement peuplées comme Ouagadougou ou Bobo Dioulasso sont situées dans ces zones.

Dans les provinces du KénéDougou, du Houet ou encore de la Comoé, les provinces les plus favorisées climatiquement, l'accès à l'eau est encore réellement problématique. Plusieurs paysans de la Comoé m'ont d'ailleurs confié « boire l'eau de pluie ruisselant à même la roche » étant donné que « le puits est contaminé et que le forage est gâté ». Mêmes constats dans certains villages comme Dembam ou Débééré dans l'Oudalan où certains paysans m'ont parlé de villages encore plus enclavés où la seule façon de boire était celle citée ci-dessus. La région Est semble connaître les mêmes difficultés.

Le Plateau central, en revanche, ne connaît pas le même sort. Issa Traoré, ingénieur en hydraulique souligne : « Il y a toujours des disparités entre les régions ce qui fait que d'une région à une autre, il y a un fossé. Il faut donc travailler à niveler les taux d'accès à l'eau potable dans toutes les zones »⁴⁵.

Pourquoi relève t-on de telles contraintes similaires aux deux extrémités du pays ? A des explications purement physiques et relatives au milieu, s'ajoutent des réponses davantage anthropiques et liées à l'intervention ou non de l'homme. Ainsi, et j'y reviendrai dans la partie historique, l'Etat burkinabè, les ONG, les associations locales n'interviennent pas de façon homogène sur le territoire. Certains espaces représentent encore aujourd'hui de véritables « déserts associatifs » dans ce pays pourtant « modèle » sur ce plan.

⁴⁵ Extrait du Journal « le Faso », www.lefaso.fr

b- Une zone cotonnière en essor

Le coton, la principale culture de rente, pratiquée dans la boucle du Mouhoun (Kossi, Mouhoun, Sourou, Nayala) couvre également les Hauts Bassins. L'Ouest couvre largement plus de la moitié de la production du pays. La province du Mouhoun, agricole par excellence, occupe le 3^{ème} rang des provinces productrices de coton après la Kossi et le Houet. Plusieurs usines d'égrenage de coton existent dans la région (Bobo-Dioulasso, Houndé, Dédougou, Solenzo). Les cultures de rente mettent également en évidence le sésame dont la culture au Burkina est concentrée dans la Comoé, le Kéné Dougou à l'Ouest et le Centre Nord du pays. Les régions productrices d'arachides à l'Ouest sont la Kossi, le Houet et la Léraba. La production de canne à sucre est quant à elle concentrée à Banfora (Comoé). L'Est émerge dans la production de coton, une culture restée jusque-là l'apanage de l'Ouest. La progression de la culture du coton dans cette partie du pays est rapide et les terres affectées à cet effet connaissent d'année en année une augmentation.

La vente du coton représente 50% des devises du Burkina, il fait vivre 20 % de la population du pays, par conséquent le coton est le principal moyen de réduire le déficit chronique de la balance commerciale.

Mais, les facteurs favorisant son exportation, et les rentrées de devises sont soumises à plusieurs aléas :

- Irrégularité des pluies
- Variations des cours mondiaux,
- Concurrence mondiale qui ne respecte pas le jeu du libre marché puisque les producteurs américains du « coton belt » sont subventionnés par l'Etat fédéral (D'où le blocage à l'OMC, à Cancun). Cette dépendance de l'économie du Burkina à un seul produit crée un handicap de plus.

c- Une situation sanitaire contrastée

Un autre indicateur montrant les dissemblances entre les provinces est celui de la santé. Selon Picheral, « la répartition géographique des ressources sanitaires contribue à l'organisation de l'espace et détermine le niveau de desserte, d'accessibilité et de recours aux soins de la population »⁴⁶.

⁴⁶ Cahiers GEOS, n°2, 1996.

L'organisation du système de santé s'articule autour de trois niveaux : Le niveau central, s'organise autour du ministère de la santé. Le niveau intermédiaire comporte 13 régions sanitaires organisées en directions générales de la Santé chargées de la coordination et de l'appui aux districts. Le niveau périphérique comprend 53 districts sanitaires dont les équipes cadres gèrent les services de santé de base.

Les structures publiques de soin sont organisées en quatre niveaux :

- les centres de santé et de promotion sociale ou CSPS (759)
- les centres médicaux avec antenne chirurgicale ou CMA (34)
- les centres hospitaliers régionaux ou CHR (9). Ex : Hôpital de Fada n'Gourma
- les hôpitaux nationaux (3). Ex : hôpital Yalgado à Ouagadougou

L'essor du secteur privé et des cliniques est important depuis 1985 puisque de 19 structures en 1985, leur nombre passa à 211 en 2000. Ce secteur comprend également les ONG et les associations locales de santé. Citons parmi les ONG de l'étude la Croix Rouge, Medicus Mundi, HKI.

De plus, le code de la santé publique reconnaît la médecine traditionnelle et la pharmacopée depuis 1994 et ces derniers jouent toujours un rôle majeur, notamment en zone rurale.

Le Burkina Faso connaît à l'heure actuelle des transformations rapides caractérisées par la mise en oeuvre de réformes dans tous les domaines de la vie nationale y compris le secteur de la santé. L'Etat burkinabè ne semble pas en mesure de prendre en charge la santé de sa population. Bien que le secteur sanitaire ait enregistré des progrès notables, la situation reste globalement préoccupante.

L'insuffisance de personnel et de compétence rendent indisponibles beaucoup de prestations de soins notamment au niveau des formations sanitaires (Zougba A, 2002 : 3)⁴⁷.

La répartition des centres sanitaires est inégale et les infrastructures ne couvrent pas l'ensemble du pays. Ainsi, au Kadiogo (au centre), les populations parcouraient en moyenne 3,1Kms pour atteindre un centre sanitaire alors que dans le Séno au Nord ou dans le Gourma à l'Est, la distance était de 16 Kms en moyenne⁴⁸.

⁴⁷ www.africansocietes.org/n3/fr_dic2002

⁴⁸ Bougaïré D, 2004, *L'approche communicative des campagnes de sensibilisation en santé publique au Burkina Faso. Les cas de la planification familiale, du Sida et de l'excision*. Thèse de Doctorat en communication (Sous la Dir. de Balima S). Centre d'expertise africain sur les médias et la communication (CERAM), Université de Groningen, Pays Bas.

On observe une insuffisance des effectifs de santé dans les centres sanitaires publics au regard des normes préconisées par l'Organisation Mondiale de la Santé. On compte en 2000 4 médecins pour 100 000 habitants contre un pour 10 000 recommandé par l'OMS (REMEDI, Réseau Médicament et Développement).

Les prix élevés des médicaments conduisent les malades à s'auto médicamenter et à utiliser les contrefaçons vendues dans la rue au risque de mettre leur vie en danger.

Concrètement, ces lacunes se traduisent par de nombreuses pathologies couvrant le territoire. Les maladies infectieuses et parasitaires telles que le paludisme, les maladies diarrhéiques, les affections liées à l'eau prédominent. Les vagues épidémiques telles que la méningite cérébro-spinale ou la rougeole sont chroniques. Une recrudescence de la méningite fut d'ailleurs enregistrée dans l'Oudalan en 2003 avec officiellement plusieurs centaines de victimes dans la province. Les ONG développant un « volet santé » (AMURT à Déou, Opérations Oasis sahélien à Markoye, Save The Children) sont quasi-absentes dans la région au profit des ONG aux « volets agricoles ». Très peu d'ONG présentes n'ont semble-t-il pu prévenir à temps cette épidémie et les soins ont davantage été dispensés par les structures étatiques appuyées par l'OMS.

Si comparativement à d'autres pays sub-sahariens, le Burkina connaît une « maîtrise relative de l'épidémie, le Sida demeure un problème majeur de santé public.

Un plan multisectoriel de la lutte contre le sida impliquant une nouvelle approche des différents acteurs a conduit à mettre en place un Cadre Stratégique de Lutte contre le VIH/Sida (CSLS) pour la période 2001-2005. Le Programme d'Appui au Monde Communautaire et Associatif (PAMAC) sous l'égide du PNUD, à travers une « professionnalisation » et une « coordination du monde communautaire », engendra un renforcement des capacités de prévention et de prise en charge⁴⁹. Cet engagement allant du plus haut niveau de l'Etat aux structures communautaires a permis l'obtention de résultats très significatifs dans la lutte contre le VIH/Sida : 2,3% de séroprévalence au Burkina Faso en 2005 (source : ONUSIDA). Un nouveau CSLS pour 2006-2010 a été mis en place en novembre 2005.

⁴⁹ Rapport du PNUD 2005

Tableau n°3 : Evolution du nombre de cas de SIDA recensés au Burkina Faso de 1986 à 2000

Année	Nombre de cas de l'année	Nombre de cas cumulés
1986	10	10
1987	21	31
1988	394	425
1989	351	776
1990	202	978
1991	835	1813
1992	1073	2886
1993	836	3722
1994	1892	5614
1995	1684	7298
1996	1838	9136
1997	2216	11352
1998	2166	13518
1999	2031	15549
2000	1532	17081

Source : Rapport de surveillance épidémiologique des cas de Sida DMP/SPCNLS/IST, mars 2001.

L'analyse des tendances démographiques et de l'impact de l'épidémie du VIH SIDA sur leur évolution montre qu'un effet palier apparaît à un moment de l'épidémie. Il n'est pas possible de prévoir à quel moment et à quel niveau sera atteint le palier pour le Burkina Faso.

Cependant, au sein des zones urbaines, la prévalence parmi les jeunes femmes enceintes est passée d'environ 4% en 2001 à un peu moins de 2% en 2003⁵⁰.

Trois scénarii peuvent être envisagés :

- le pessimiste considérant certaines similitudes avec l'Afrique Australe pourrait faire redouter un pallier de stabilité autour de 15 % ;

- le scénario intermédiaire mais encore relativement pessimiste, laisserait entrevoir une poursuite de l'endémie qui n'atteindrait son pallier qu'autour du seuil de 11-12 % vers 2008 ; - enfin, une réduction de la prévalence à court ou moyen terme du fait de l'efficacité des mesures préventives chez les jeunes notamment, pourrait être observée, couronnant les efforts entrepris et encourageant la poursuite du partenariat national et international.

⁵⁰ Ces dernières conclusions ont été publiées dans *Le point sur l'épidémie de SIDA 2005*, le rapport annuel du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) et de l'OMS.

L'implication croissante des ONG dans le champ de la lutte contre le sida s'inscrit dans une dynamique préexistante étant donné la densité du tissu associatif du pays. Elle est également récente puisque les premières associations en lutte contre le sida apparaissent à partir de 1994, principalement concentrées en milieu urbain (plus de 85%) (PNUD : 130).

Aujourd'hui, seules 38% des ONG et associations burkinabè déclarent mener des activités de prévention de la transmission du VIH. La plupart des ONG internationales qui ont intégré la lutte contre le Sida dans leurs programmes respectifs, sont présentes au Burkina Faso et travaillent aux côtés des structures communautaires.

Les ONG du Nord interviennent dans les trois principaux domaines de la lutte contre le Sida, à savoir celui de la prévention des IST/VIH/Sida et de la sensibilisation des populations (dons de préservatifs, formation en éducation et communication, etc.), celui du dépistage volontaire et anonyme du VIH (formation des conseillers, promotion, appui au fonctionnement des centres de dépistage, etc.) et celui de la prise en charge globale des personnes vivant avec le VIH (médicale, psychologique, sociale, économique, alimentaire, juridique).

Toutefois, on note que l'accent semble actuellement mis sur le soutien psychologique et médical aux personnes vivant avec le VIH, et en particulier sur l'accès aux traitements antirétroviraux alors que la mise en place des programmes de prévention sont de plus en plus laissées à la charge des structures locales ou des organismes de coopération internationale.

Toutefois, la dénomination générique « d'association de lutte contre le sida » ne permet pas de rendre compte du caractère polymorphe de leurs activités. Ainsi, les ONG de l'étude telles que la Croix Rouge, MSF, l'ABBEF, Pengwende, Pharmaciens Sans Frontières, l'association de médecine préventive, PSI, FCI, SDI, Terre des Hommes, Médecus Mundi, Fonds de Coopération au Développement possèdent un volet « lutte contre le sida » tout en intervenant dans d'autres secteurs d'activités, santé ou autres. Malgré le taux de prévalence préoccupant, aucune des ONG de l'étude ne se consacre exclusivement à ce fléau.

Un des projets semi étatiques ayant une dimension nationale et intervenant strictement dans cette lutte est le projet de marketing social des condoms (Promaco) qui a démarré ses activités en septembre 1991⁵¹. Une étude réalisée récemment par le projet révèle que trois villages sur quatre disposeraient au moins d'un point de vente de préservatifs.

⁵¹ Promaco est sous l'égide du Conseil National de Lutte contre la Sida et les IST (CNLS-IST). Le projet a recours aux méthodes de marketing conventionnel : il s'agit de rendre accessibles et abordables des préservatifs de haute qualité et de convaincre les populations de la nécessité de leur utilisation pour prévenir le Sida.

Néanmoins, au niveau national, certaines associations de santé bien structurées, travaillent en partenariat avec des organisations internationales tandis que d'autres manquent de capacité et de moyens pour réellement développer des activités ou simplement de les mener correctement⁵².

En matière de santé de la reproduction, les ONG restent les principaux partenaires de l'Etat burkinabè. On peut distinguer celles qui offrent des services en santé de reproduction et celles qui ont un rôle plutôt de conseil et d'appui technique et/ou financier⁵³. Au niveau de la première catégorie, citons l'ABBEF, affiliée à l'International Planned Parenthood Federation (IPPF). Parmi les ONG de l'étude qui intègrent la santé de la reproduction, on peut citer Save the children, Plan ou FDC.

À une organisation publique du système de santé, il convient d'ajouter des soins offerts par le secteur privé, à but lucratif ou non. Malheureusement, il n'existe que très peu de données contemporaines sur ce secteur d'activité au Burkina Faso (Nougara, Ouedraogo et al. 2001).

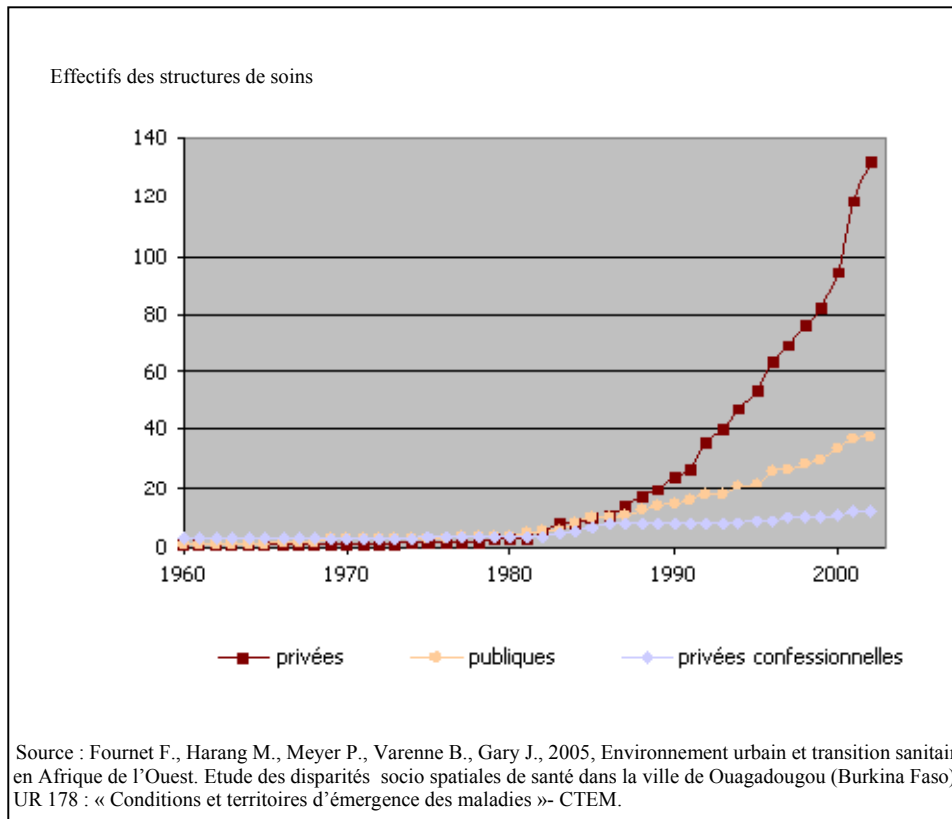
Notons quand même que les formations sanitaires privées sont inégalement réparties sur le territoire avec 60% d'entre elles situées à Ouagadougou, et à Bobo Dioulasso⁵⁴.

⁵² Achilli L, Hejoaka F, *Les associations dans la réponse à l'épidémie VIH/Sida au Burkina Faso*, in revue *Face à Face, Regards sur la santé*, n°7, juin 2005.

⁵³ Guiella G, *Santé Sexuelle et de la Reproduction des Jeunes au Burkina Faso: Un Etat des Lieux*, Occasional Report No. 12, Mai 2004

⁵⁴ Rapport d'activités du ministère des finances et du budget, 2003.

Figure n° 8 : Evolution des structures de soins à Ouagadougou entre 1960 et 2003



L'étude du développement des établissements de soins depuis 1960 montre que le secteur privé a explosé dans les années 1990.

Si les Centres de Soins Primaires (CSPS) ont été multipliés par deux en moins de dix ans, les établissements de soins supérieurs ont connu un rythme de croissance plus limité. La dynamique et la géographie des hôpitaux nationaux et régionaux montrent une étroite dépendance avec les chefs lieux administratifs.

Selon Aude Meunier, on assiste à un paradoxe sanitaire : Alors que le réseau sanitaire se densifie, le nombre de patients dans les établissements publics diminue ; la médecine traditionnelle est préférée aux soins dits modernes⁵⁵.

⁵⁵ Meunier A, 2000, *Système de soins et organisation du territoire au Burkina Faso*, Revue Mappemonde 60

4- Des indicateurs économiques et sociaux variables selon les provinces

Afin de mieux comprendre l'entreprise des ONG de l'étude, il me semble important de rappeler dans ce premier chapitre, le contexte économique et social dans lequel le pays se trouve actuellement. Nous verrons par la suite si les contextes varient selon les provinces du pays.

a- Caractéristiques du « développement durable » au Burkina

Les institutions étatiques et les ONG de l'étude luttent toutes sous la bannière du « développement durable », pour la promotion du monde rural. Il s'avère alors indispensable qu'elles instaurent entre elles d'une part, puis entre elles et leurs clients d'autre part, des concertations périodiques en vue d'harmoniser le contenu des formations et d'échanger leurs expériences dans l'intérêt des populations⁵⁶.

Le recours aux compétences locales, auxquelles peuvent être associés des bénévoles et les acteurs de la coopération décentralisée permet de réduire le coût financier. Dans une dynamique de responsabilisation des citoyens et/ou des collectivités territoriales dans la définition des stratégies de développement et de leur mise en œuvre, cette démarche ascendante peut révéler bien de potentialités et impulser bien de secteurs d'activités dans notre pays. L'Etat veillera à ce que des déséquilibres régionaux, qui existent, ne soient pas criants, par la mise en place de mécanismes de solidarité interrégionale (Source : Sagnan B.).

Les indicateurs humains font état d'une situation socio-économique difficile : espérance de vie à la naissance de 52 ans, couverture sanitaire estimée à 50 %, accès à l'eau potable pour 46 % de la population, taux brut de scolarisation de 38 % (1996), taux d'alphabétisation de 22 % (1994). Le niveau de développement humain dans le secteur rural est inférieur respectivement de 20 % et 56 % par rapport au niveau national et au milieu urbain. Ces disparités se retrouvent également entre les hommes et les femmes. Si l'on réfère aux données sur les revenus, environ 55 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté estimée à 420 \$ par personne et par an.

⁵⁶ FAO 2001, *La situation de la communication pour le développement au Burkina Faso*, Tome 1.

Sur le plan économique, les chiffres officiels caractérisent une nette avancée de 1982 à 1987, marquée par un taux de croissance du PIB d'environ 4,5 % par an, le PIB par habitant ayant reculé de 9 % en termes réels entre 1988 et 1994. En 1995, le PIB par habitant et par an était estimé à moins de 250 \$ et la part du secteur primaire dans la formation du PIB atteignait 40 % en 1996. La dette extérieure, évaluée en 1992 à 310 \$ par habitant dépassait 39 % du produit national brut en 1993. Ces chiffres davantage destinés à promouvoir un afflux des organisations internationales qu'à refléter une quelconque réalité montrent à quel point l'Etat semble dépendre de l'aide extérieure. Ces paradigmes des Nations Unies et de la Banque Mondiale ne cherchent pas à rendre compte d'éventuelles dynamiques régionales constructives mais jouent « la politique du verre à moitié vide » et de pauvreté sans cesse martelée qu'on ne retrouve pas toujours sur le terrain.

Si l'on en croit la BM, la pauvreté absolue à grande échelle des populations engendre des types de comportements humains préjudiciables à l'environnement notamment l'accentuation de la pression sur les ressources naturelles (eau, sol, végétation) et partant du processus de désertification. Le rapport 1992 de la Banque Mondiale estime à 800 km² le niveau de déboisement annuel au Burkina Faso entre 1981 et 1985.

Plusieurs grandes stratégies sectorielles sont actuellement mises en place. Nous avons privilégié les domaines d'activités de l'étude⁵⁷ :

- Dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage

La Lettre de Politique de Développement Agricole Durable (LPDAD) (juillet 1996) se veut reformuler de façon plus cohérente la politique de développement agricole de 1992 afin de mieux intégrer les aspects de réformes institutionnelles et économiques, de développement durable, de façon à assurer une adéquation entre agriculture, environnement et population. A travers ces objectifs, la LPDAD tient compte des engagements pris par le Burkina Faso pendant la conférence de Rio et ceux dégagés par le Gouvernement, notamment les six engagements de juin 1994.

- Dans le domaine de l'eau

La maîtrise de l'eau au Burkina Faso s'impose comme l'une des conditions de base du développement économique et social et de l'amélioration de la santé des populations. Pour ce faire, la politique de l'eau s'appuie sur une meilleure connaissance des ressources en eau, dont

⁵⁷ Rapport sur le développement durable du Burkina Faso, mars 2004, www.nssd.net.

l'exploitation tient compte des priorités suivantes : boisson et besoins domestiques ; hydraulique agricole et pastorale ; développement de ressources énergétiques ; pêche ; industrie.

- Dans le domaine environnemental

L'objectif logique de la politique forestière tend à contribuer à la lutte contre la désertification, à l'atteinte de l'auto-suffisance alimentaire et à la satisfaction des besoins nationaux en énergie, bois de service et bois d'oeuvre.

Les options retenues sont : la réduction de façon significative du déséquilibre entre l'offre et la demande en bois-énergie ; la réhabilitation des forêts dégradées ; l'amélioration du cadre de vie.

- Dans le domaine de l'assainissement/amélioration du cadre de vie

Le Burkina Faso a adopté en janvier 1996, sa politique nationale d'assainissement dont les principes directeurs sont entre autres : l'implication de toutes les couches sociales au processus de planification et le renforcement de leurs capacités d'intervention ; le partage de responsabilité de gestion dans les arrangements institutionnels entre les administrations, le secteur privé, les ONG et les communautés de base ; la prise en compte de l'assainissement dans les politiques et stratégies de développement.

Les difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre du processus du développement durable, également évoquées au sein des rhétoriques de la FMI et de la BM, sont nombreuses et multifformes. Les principales sont :

- La dépendance vis à vis des ressources extérieures due à l'insuffisance des moyens humains et financiers.
- Les contraintes institutionnelles favorisées par l'insuffisance de concertation entre services publics d'une part et entre services publics et services privés d'autre part, afin de créer une synergie dans les interventions à tous les niveaux ;
- L'insuffisance d'information et de sensibilisation du public par rapport à la problématique du développement durable et des grands accords internationaux ;
- Le problème de « pauvreté » qui contraint davantage les populations à exercer des pressions de plus en plus importantes sur les ressources naturelles renouvelables ;
- La dévaluation du franc CFA intervenue en 1994 a rendu inaccessible certains biens de consommations et les produits de santé, ce qui a entraîné un regain d'utilisations des produits de la pharmacopée, source de destruction des ressources naturelles ;

- La faiblesse du secteur privé ;
- Les problèmes de disponibilité et de gestion de l'eau.

L'ensemble de ces points « aux profils BM ou FMI » mérite évidemment une certaine pondération. Ainsi, le champ lexical de « la pauvreté » paraît amplifié volontairement, « justifié » par la dévaluation ou d'autres facteurs externes afin sans doute d'attirer toujours plus de bailleurs internationaux. Cette accentuation du « misérabilisme » sans relation directe avec la politique étatique ponctue généralement l'ensemble des rapports et des écrits officiels sur le développement du pays.

b- Des indices de développement inégaux selon les provinces

Un des facteurs « prétextant l'intervention des ONG » est la situation de pauvreté du pays qui d'après les discours internationaux semble s'aggraver d'années en années. Deux indices permettent de mieux appréhender ce phénomène : L'IDH et l'IPH.

L'IDH est un indice composé qui mesure le degré moyen de réussite d'un pays en tenant compte de trois dimensions du développement humain. D'abord, la possibilité d'avoir une vie longue et en santé en se fondant sur l'espérance de vie à la naissance. Ensuite, le niveau de connaissances, évalué à partir du taux d'analphabétisme et d'enrôlement dans le système scolaire. Enfin, le standard de vie, calculé à partir du Produit intérieur brut per capita en tenant compte de la Parité du Pouvoir d'Achat (PPA).

La faiblesse du niveau de développement humain peut toutefois cacher des disparités régionales. C'est pourquoi, il convient de décomposer l'IDH entre les provinces du Burkina. La province moyenne atteint un niveau de développement estimé à 0,332. La province des Balé (Centre Sud du pays) a un IDH identique à la moyenne des provinces. Elle serait donc un concentré des caractéristiques de l'ensemble des provinces du Burkina. La dispersion des niveaux de développement est faible car l'écart type est estimé à 0,4%. Il existerait donc une certaine homogénéité de DHD entre les 45 provinces. La valeur maximale est affectée à la province du Kadiogo (0,492).

Tableau n° 4 : Niveau de développement en 2001

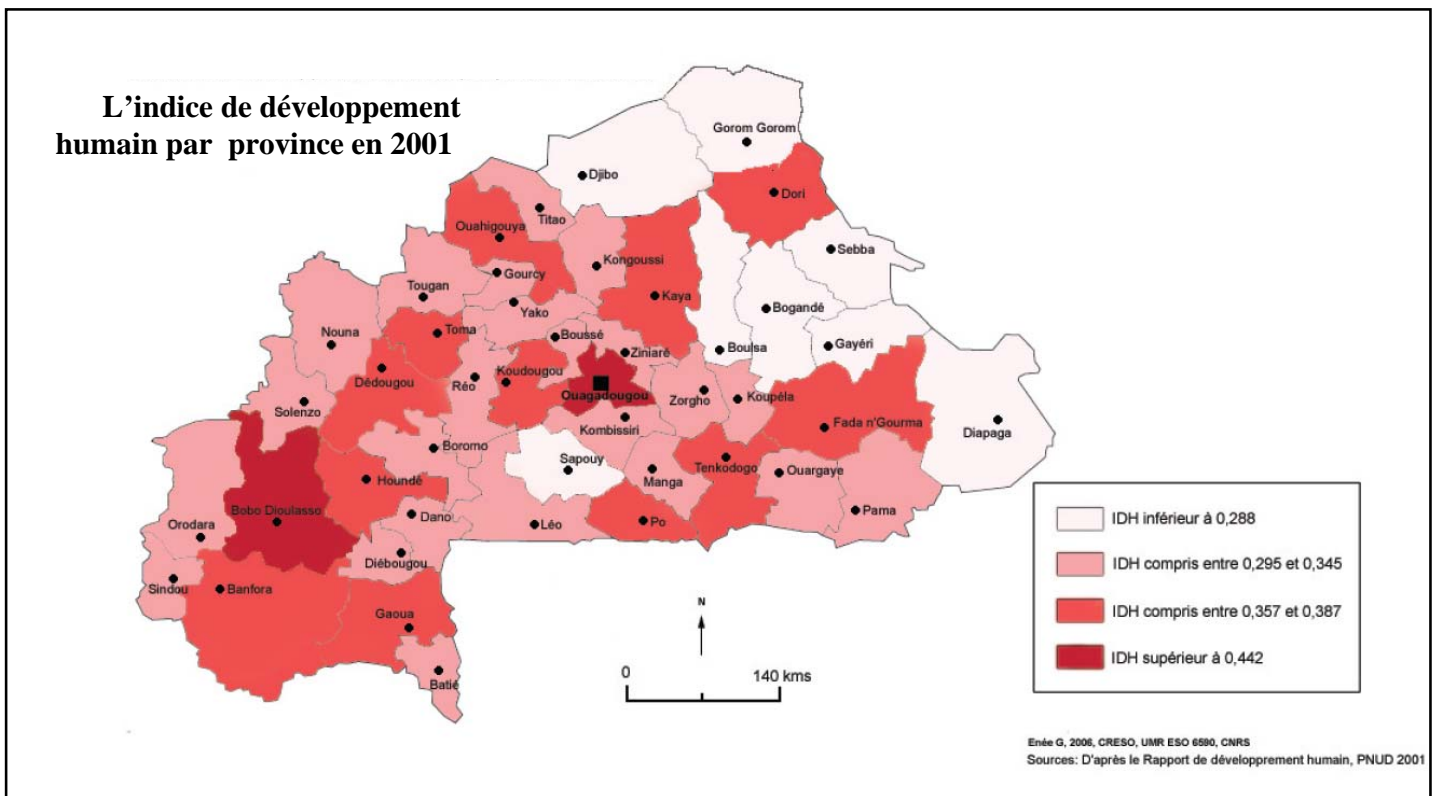
Province	IDH 2001		
Kadiogo	0,492	Kéné Dougou	0,328
Houet	0,442	Kourwéogo	0,324
Nahouri	0,387	Oubritenga	0,322
Comoé	0,382	Kossi	0,318
Yatenga	0,381	Noumbiel	0,316
Boulkiemdé	0,375	Banwa	0,315
Mouhoun	0,368	Bam	0,307
Poni	0,366	Ioba	0,307
Boulgou	0,352	Ganzourgou	0,304
Gourma	0,349	Bazéga	0,304
Sanmatenga	0,346	Kompienga	0,299
Seno	0,329	Koulpélogo	0,298
Nayala	0,377	Sissili	0,296
Tuy	0,357	Bougouriba	0,295
Sourou	0,345	Oudalan	0,288
Zandoma	0,344	Tapoa	0,286
Kouritenga	0,342	Komandjari	0,278
Zoundweogo	0,339	Gnagna	0,278
Balé	0,332	Ziro	0,276
Sanguié	0,331	Soum	0,275
Leraba	0,33	Yagha	0,274
Passoré	0,329	Namentenga	0,269
Loroum	0,328		

moyenne	0,332
écart type	0,044

La faiblesse du niveau de développement humain peut cacher des disparités régionales. C'est pourquoi, il convient de décomposer l'IDH entre les provinces du Burkina. La province moyenne atteint un niveau de développement estimé à 0,332. La province des Balé (Centre-Sud du pays) a un IDH identique à la moyenne des provinces. Elle serait donc un concentré des caractéristiques de l'ensemble des provinces du Burkina. La dispersion des niveaux de développement est faible car l'écart type est estimé à 0,4%. Il existerait donc une certaine homogénéité de DHD entre les 45 provinces. La valeur maximale est affectée à la province du Kadiogo (0,492).

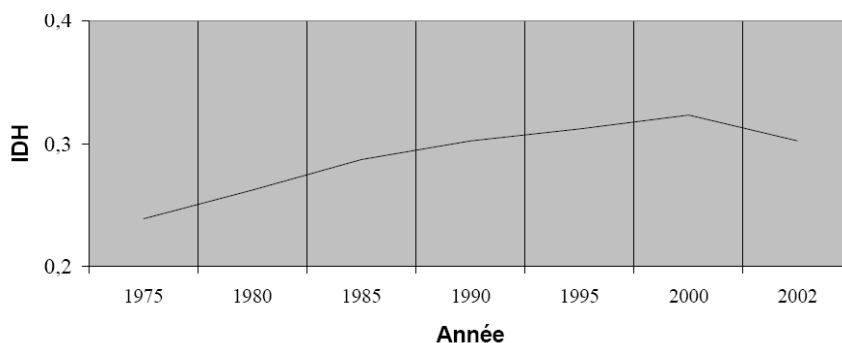
Le Namentenga a un niveau de revenu par habitant (PPA) estimé à 464 dollars supérieur par exemple à celui de la Sissili (435), il s'en différencie pourtant par la faiblesse de son taux de scolarisation (25% contre 47%) et de son taux d'alphabétisation (18,8 contre 25,5%). Le niveau de développement humain des provinces se différencie du niveau de revenu des provinces. Le Namentenga a un niveau de développement humain quasi identique à celui du Burkina du début des années 80.

Figure n°9 : L'indice de développement humain par province en 2001



Selon les chiffres officiels des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Burkina se caractérise comme un pays dont le niveau de développement humain est des plus faibles et des plus fragiles en Afrique subsaharienne. Au cours des 10 dernières années et en dépit d'un taux de croissance réelle du PIB de l'ordre de 5,5% en moyenne pour la période 1995-2002, les enquêtes burkinabè sur les conditions de vie des ménages de 2003 indiquent que l'incidence de la pauvreté n'a pas cessé de croître. Ainsi, il est passé de 44,5% en 1994 à 45,3% en 1998 et à 46,4% en 2003.

Figure n°10 : Evolution de l'IDH au Burkina de 1975 à 2002



L'IDH, de 0,300 en 2001 passa à 0,302 en 2002. Cette baisse de l'IDH apparaît après une période de hausse tendancielle observée depuis 1975 : en 2002, l'IDH retrouverait son niveau de 1990. Cette baisse s'explique pour l'essentiel par les évolutions du taux d'alphabétisation des adultes : 12,8% en 2002 [PNUD 2004] après 24,8% en 2001 [PNUD 2003], soit une baisse de 12 points de pourcentage en un an.

Source : Ponty N., 2004, *Mesure de l'Indicateur de Développement Humain (IDH): le cas du Burkina*, rapport du PNUD Burkina.

Le rapport mondial 1997 sur le développement humain a développé un indicateur composite de la pauvreté humaine (IPH), qui tente d'appréhender la dégradation de la qualité de la vie sous ses différents aspects, afin de fournir un instrument homogène d'évaluation de la pauvreté dans une communauté : l'IPH.

Comme la pauvreté dépend du contexte dans lequel les individus vivent, il s'agit de traduire la faim, la soif, la misère, l'analphabétisme et la pénurie en services de santé dans un indicateur appelé IPH.

L'indicateur à calculer s'attache à agréger trois types de pénuries humaines implicites dans les indicateurs de développement humain. Il s'agit :

- de la pénurie en espérance de vie (P1) qui est représentée par la frange de la population susceptible de mourir avant l'âge de 40 ans. C'est un déficit en terme de vie précoce. Il est caractéristique des pays en développement qui connaissent des taux de mortalité et de morbidité relativement forts malgré les progrès sanitaires réalisés depuis 2 décennies.

- du manque d'instruction ou de communication appelé analphabétisme (P2).

- des difficultés économiques (P3) qui se composent de trois variables agrégées en moyenne arithmétique à égale pondération :

- l'inaccessibilité à l'eau potable
- l'inaccessibilité aux services de santé
- le pourcentage d'enfant de moins de cinq ans souffrant de malnutrition

La valeur maximale des IPH est de 67,6%. On l'a rencontre dans la province de la Gnagna. Dans cette province 67,6% de la population souffrent de carence dans les trois domaines de l'IPH. La valeur minimale est affectée à la province du Kadiogo où en moyenne 33,6% de la population souffre de pénurie économique, de déficit en communication et est susceptible de mourir avant l'âge de 45 ans.

En moyenne, les provinces du Burkina connaissent un IPH de 61,7%. Ces statistiques indiquent que plus de la moitié des populations des provinces du Burkina, exception faite de la province du Kadiogo, souffrent de cette « hyper pauvreté ».

Nous remarquons que les provinces qui ont des indicateurs de pauvreté extrêmement élevés recouvrent celles qui ont des indicateurs de développement humain très faibles. Plus les carences, définies au travers de l'IPH sont fortes, et plus les potentialités d'un accroissement du développement humain durable de cette province sont faibles. Dans chacune des provinces du Burkina, une frange importante de la population ne peut participer au processus de développement.

Concernant l'éducation au Burkina, les années 80 ont été marquées par un phénomène de déscolarisation dû à l'accroissement démographique, à la crise économique et aux politiques d'ajustement structurels, tandis que les années 90 ont amorcé une légère reprise.

Le taux de scolarisation au Burkina demeure l'un des plus faibles au monde. Il était de 47,5% en 2003.

Au cours de ce chapitre, nous avons montré qu'il n'existe pas « un » mais « plusieurs Burkina Faso ». En effet, le Burkina est un pays original au sein de la frange sahélienne. C'est un espace caractérisé de complexe de par sa construction historique mais aussi de par sa diversité géographique et démographique, religieuse, ethnique, économique et environnementale. Le Burkina est un pays de transition où les réalités au Nord sont différentes de celles du Sud. Nous

n'avons donc pas « un » mais « des » contextes locaux qui s'agrègent pour former ce territoire. Si le Burkina est qualifié de « pays pauvre » par les observateurs internationaux et leurs indices de développement, cette pauvreté n'est pas uniformément vécue mais revêt, on l'a vu, des spécificités selon les régions.

Cette situation est importante car elle va conditionner et expliquer la mise en place du tissu associatif et l'intervention des organisations non gouvernementales sur le territoire.

CHAPITRE II : LE BURKINA FASO, PAYS DES ORGANISATIONS DU DEVELOPPEMENT

Au cours des années 60, le Burkina s'est trouvé confronté à d'immenses besoins à satisfaire. Au même moment, de nombreuses organisations créées pour aider à la reconstruction de l'Europe dévastée par la guerre se tournèrent vers l'Afrique et l'Amérique du Sud. Si aujourd'hui, la société civile au Burkina se structure autour d'un réseau dense d'associations, de groupements de paysans, d'ONG, cette connexion entre un pays demandeur et des organisations volontaires s'est effectuée par étape.

1- Concept de société civile en Afrique sahélienne

« Devenu l'étiquette de toutes sortes de marchandises, ou parfois même le label du vide, « société civile » forme un lieu commun où les commodités d'un mot de passe permettent de se parler sans savoir ce que l'on dit, ce qui évite de trop se disputer »⁵⁸

⁵⁸ Colas D, 1992, Le glaive et le fléau. Généalogie du fanatisme et de la société civile, Paris, Grasset, p.44.

Ce concept ressemble à un passe-partout. Ainsi, « aussi bien les courants néolibéraux que les idéologies liées au marxisme abordent positivement la notion de société civile ». ⁵⁹

Généralement, cette société s'organise selon trois grands secteurs, soit le secteur politique comprenant l'Etat et les partis politiques, le secteur des affaires comprenant les opérateurs économiques et la société civile composée d'associations et de mouvements à base sociale. Ces trois secteurs non étanches inter réagissent constamment.

Figure n°11 : La société civile...

La société civile...

« Dans les pays démocratiques, la science de l'association est la science mère ; le progrès de toutes les autres dépend des progrès de celle-là [...]. Pour que les hommes restent civilisés ou le deviennent, il faut que parmi eux l'art de s'associer se développe et se perfectionne dans le même rapport que l'égalité des conditions s'accroît. »

Alexis de Tocqueville, De la démocratie en Amérique, Tome II, Paris, Garnier-Flammarion, 1981, p.141.

D'après le sociologue J-C Icart, la société civile comprend généralement les associations et mouvements à base sociale qui ne recherchent ni n'exercent le pouvoir politique ou le pouvoir économique⁶⁰.

Elle représente en premier lieu un espace d'initiative citoyenne entre le gouvernement et le marché, hors du domaine domestique et au-delà de la vie familiale. Il s'agit donc d'un espace public, non gouvernemental et non soumis aux strictes lois du marché. La société civile ne recherche et n'exerce pas le pouvoir politique ou économique.

Une société civile n'est ni homogène, ni monolithique. Au Burkina, elle reflète le pluralisme de la société, des intérêts et des valeurs différentes que l'on y trouve.

On y distingue :

⁵⁹ Montagner M., 2005, *Les acteurs non étatiques du Sud instrumentalisés par la Commission Européenne*, in Institute for a new reflection on governance. www.institut-gouvernance.org

⁶⁰ Icart J-C, 2002, Le mouvement associatif dans la Société Civile. Manuel de formation n°2. ACIDI. p.13.

- *Les groupes religieux :*

Généralement institutionnalisés, ces groupes offrent aux fidèles un cadre de rassemblement, de réflexion et d'action.

- *Les associations économiques :*

On pense d'abord aux coopératives de production, de commercialisation et aux cercles d'épargne ou d'emprunt (notamment les tontines). Les associations patronales ou les syndicats appartiennent à la société civile, les syndicats étant considérés comme leurs véritables fers de lance au Burkina. En effet, malgré le faible nombre de salariés (250.000 en 2003), les syndicats ont toujours joué un rôle de premier plan dans le renforcement d'un esprit citoyen indépendant des pouvoirs politiques.

Entre la Confédération Générale du Travail Burkinabè (CGTBF), le Mouvement Burkinabè des droits de l'Homme et des Peuples et l'Association Nationale des Etudiants du Burkina, des liens très étroits existent dans le cadre de la lutte contre l'impunité et pour l'amélioration des conditions de vie dans le pays.

- *Le secteur associatif et les ONG :*

On parle ici des groupes structurés comme les ONG mais aussi tous les groupes informels de citoyens. Emanation de la société civile et moteurs de la société civile burkinabè, les ONG ont une importance croissante dans le processus de développement du pays.

Les associations culturelles et sportives en font parties créant des liens individuels et nourrissant la vie communautaire.

- *Les associations traditionnelles et locales*

En Afrique subsaharienne, il faut également inclure dans la société civile ces associations traditionnelles ou groupements villageois. Elles représentent une base importante de solidarité développant et enracinant le mouvement associatif. D'après J-C Icart, ces organisations sont « ascriptives », c'est à dire dans lesquelles on naît, auxquelles on appartient de part sa naissance ou son origine sociale. Avec le développement de la société civile notamment au Burkina, on note une certaine perte d'influence de ces groupes :

« [...]L'acteur social africain ne se contente pas de subir des regroupements collectifs auxquels il appartient de par sa naissance, son origine sociale, sa tribu ou son âge ; il a de plus en plus tendance à construire sa participation aux mouvements sociaux auxquels il adhère. Car il définit lui-même ses nouvelles normes de solidarité, ceci en fonction de ses intérêts ou de ses choix religieux, philosophiques ou spirituels. »

Monga C., 1994, *Anthropologie de la colère. Société civile et démocratie en Afrique noire*. Paris, l'Harmattan, 1994, p.110.

- *La presse*

Malgré toutes les contraintes et toutes ces limitations, le rôle des médias demeure fondamental. En Afrique subsaharienne et au Burkina Faso, la seule existence d'une presse indépendante conforte l'existence même d'une véritable sphère publique. Cette présence demeure essentielle pour la société civile car elle entretient dans l'esprit des populations la culture de la sphère publique non gouvernementale.

Au Burkina Faso, les ONG représentent les dernières-nées de la société civile. L'hétérogénéité des organisations qui la composent en fait d'une certaine manière une garantie de son indépendance.

Leur importance depuis vingt ans les a conduit parfois à se considérer comme les seuls représentants de cette société civile ce qui n'est pas le cas. Cependant, cette importance leur

confère des responsabilités marquées comme la meilleure coordination de leurs interventions et le renforcement de l'ossature de la société civile. Ainsi, dès 1990, la Conférence internationale sur la participation populaire dans le processus de redressement et de développement en Afrique, tenue à Arusha (Tanzanie), formulait un ensemble de recommandations en vue de renforcer les processus participatifs. L'initiative de cette conférence est venue d'une proposition soumise par les ONG.

2- Les ONG au Burkina : Notions empiriques variées

Les pouvoirs publics au Burkina Faso comptent de plus en plus sur l'implication de la population pour initier davantage d'actions de développement. Des espaces se sont progressivement libérés depuis les années 60 pour les ONG d'abord étrangères intervenant dans des activités liées à l'urgence (santé, hydraulique villageoise, agriculture...).

a- définition et choix de l'objet de l'étude

Au préalable, notons qu'il n'existe pas de définition consensuelle du concept d'ONG. La Direction de Suivi des ONG (DSONG) définit l'ONG comme : « Une association (nationale ou étrangère) à but non lucratif, menant des activités à caractère économique, social et culturel. Elle contribue directement ou indirectement à l'amélioration des conditions de vie des communautés villageoises ou urbaines ».

Pourquoi ce choix des organisations non gouvernementales comme objet de thèse ?

En premier lieu, par le lobbying qu'elles exercent en se regroupant régulièrement lors de conférences mondiales à Paris en 1991 ou à Manchester en 1994, par l'activisme tous azimuts dont elles font preuve, les ONG ont en quelque sorte mis en demeure les Etats d'enregistrer leur présence, de les considérer comme de nouveaux mais de véritables opérateurs

de développement, de faire référence à leurs actions⁶¹. Leur implication dans le champ du développement est transposée lors de grandes manifestations internationales telles que le *Sommet Planète Terre de Rio* (1992) ou lors de la *Conférence mondiale sur les femmes de Pékin* (1992). Lors du *Sommet de la francophonie à Ouagadougou* (2004) enfin où de nombreuses ONG furent représentées.

En deuxième lieu, la littérature abonde sur le sujet, notamment après chaque catastrophe naturelle majeure ou conflit armé (Tsunami du 26 décembre 2004, crise au Darfour depuis 2004, conflits en Ituri en RDC sont parmi les plus récents) et le Burkina, pourtant présenté comme une terre d'accueil des ONG, recelant un nombre croissant chaque année d'ONG n'offre que peu de travaux scientifiques et universitaires sur le sujet comparativement aux inventaires, bilans, études menés au Mali [Raghavan :1992], à Madagascar [Droy :1998], et au Congo-Brazzaville [Dorrier-Appril :1998] et notamment dans la discipline de la géographie sociale.

Le Burkina Faso qui pointe ainsi tous les ans dans les derniers rangs au niveau des indicateurs de développement (Cf. rapports PNUD), voit son nombre d'ONG augmenter chaque année⁶². De 273 ONG recensées par la Direction de Suivi des ONG en 2000, leur nombre est passé à 353 fin 2003 ce qui représente une augmentation de 30% en trois années⁶³.

Cette passion intense pour le Burkina Faso de même que la véritable attraction exercée par ce pays sur les ONG ont renforcé l'idée de rédiger cette thèse de Doctorat.

En troisième lieu, mon travail à Gorom Gorom sur l'efficacité des projets de développement au cours de ma maîtrise m'a permis d'étudier ces organisations de la société civile et de comprendre le rôle clé qu'elles jouent au sein d'un espace déterminé⁶⁴. Nous avons suivi les associations, ONG et autres jumelages afin de comprendre leur fonctionnement. En mesurant les progressions et parfois les ratages, je souhaitais obtenir un panorama élargi de la situation des organisations du développement sur le pays. Il était donc important, étant donné les « manques scientifiques » d'étendre ce travail pour une thèse de doctorat à l'échelle du territoire national.

⁶¹ Piveteau A, 1998, *L'évaluation des petites opérations des ONG : Une analyse économique à partir d'actions agricoles réalisées au Burkina Faso*. Thèse de doctorat es Sciences économiques, Centre d'économie du développement, Université Montesquieu, Bordeaux IV, 372p.

⁶² Direction de Suivi des ONG, 2003, Répertoire synoptique des ONG.

⁶³ Direction de Suivi des ONG, 2000, Répertoire synoptique des ONG.

⁶⁴ Enée G, 2001, *L'action des organismes de développement sur la commune de Gorom Gorom (Nord Burkina)*, Mémoire de maîtrise (sous la direction de M.Roupsard), Centre de Recherche sur les Espaces et les Sociétés, Université de Caen, 118p.

La BM définit les ONG comme des « organisations privées qui ont pour activité de soulager la souffrance, promouvoir l'intérêt des pauvres, protéger l'environnement, fournir des services sociaux de base ou de susciter le développement en général⁶⁵ ».

Ces ONG font partie des objets de recherche qui ont encouragé l'ouverture des relations internationales à certaines interrogations issues de la sociologie et de la science politique générale. Il n'est que peu de réunion à l'heure actuelle sur le développement sans que le terme d'ONG ne soit cité. Dans les pays du Nord, une compétition de plus en plus farouche se développe entre ces organisations au sein de collectifs et au Sud par l'intermédiaire d'associations locales.

Au Burkina, il ne se passe pas une semaine à Ouagadougou sans qu'une « conférence, séminaire, colloque, réunion, assemblée ou autre symposium » n'ait lieu sur le thème des ONG ou en leur présence. Nous exposerons dans la sous partie suivante les éléments de cette place remarquable acquise par ces ONG. De nombreuses études ont été menées sur les ONG et l'on se demande comment aborder un travail sur ces organisations de l'ex-Haute-Volta.

La simplification de la notion « ONG » représente comme dans beaucoup de domaines, la conséquence de flous sémantiques. Ainsi, le terme « ONG » donne lieu à de nombreuses interprétations, pour certaines erronées.

Il n'existe aucune base juridique (et a fortiori aucun organisme d'enregistrement des ONG) qui permette de dire si telle organisation se définit comme ONG. Formulé pour la première fois en 1945 par le Conseil économique et social (Ecosoc) de l'ONU, le terme d'ONG visait initialement à distinguer les organisations gouvernementales des organisations non gouvernementales, qu'il convenait d'associer aux discussions sur des questions internationales.

En France, la perception la plus répandue des ONG reste cependant celle de structures non lucratives, issues d'une mobilisation militante et citoyenne à caractère privé, agissant pour des causes sociales (généralement dans trois principaux domaines : solidarité internationale, droits de l'Homme et environnement), avec une dimension internationale. Sur le plan strictement juridique, l'essentiel de ces organisations sont des associations loi 1901 (quelques rares organisations ont le statut de fondation, comme la fondation « France Libertés » par exemple).

Un autre terme, « humanitaire », est également source de confusions. Il n'existe pas de définition unique de ce qu'est une action humanitaire. Par ailleurs des Etats mènent eux aussi des opérations humanitaires, brouillant davantage les repères. En fait, le terme d'« humanitaire »

⁶⁵ Malena C, 1995, *Working with NGO's*, A practical guide to operational collaboration between the World Bank and Non-governmental organizations. Washington: Operations policy Department, World Bank. 132p.

regroupe des réalités très différentes : trop souvent limité aux actions d'urgence, il comprend par ailleurs l'appui au développement pour les populations les plus vulnérables (au Nord comme au Sud). Au terme souvent réducteur d'organisations humanitaires, les acteurs français préfèrent donc en général l'appellation d'Organisations de Solidarité Internationale (OSI).

Telles que nous les avons définies, les ONG africaines locales peuvent être qualifiées d'organisations intermédiaires et, dans une certaine mesure, de « courtiers du développement »⁶⁶.

Outre les types d'activités et les publics-cibles, nous pensons qu'il est éclairant de caractériser ces ONG d'une part selon le type de soutien extérieur, et d'autre part à travers leurs rapports à la sphère politico-étatique.

Concrètement, lorsqu'un « partenaire du développement » arrive au Burkina, il commence d'abord par prospecter « le secteur des ONG » en mobilisant un bureau d'études (le plus souvent constitué d'ailleurs en...ONG). Sur base de cette étude, le « partenaire » sélectionne un certain nombre d'ONG actives dans un domaine d'intervention spécifique. Ces ONG sont invitées à participer à une série de séminaires où l'on inculquera les règles élémentaires de la bonne gouvernance associative internationale. Elles concernent à la fois la manière dont l'association doit être gérée quotidiennement, les projets rédigés et appliqués, les relations à développer avec le personnel, etc. Cette succession de séances de formation permet aux « partenaires » de sélectionner les ONG.

Parce que l'action humanitaire se déploie à distance et dans l'international, le choix des lieux pertinents est rendu plus complexe. C'est ce qui engage une stratégie d'observation qui ne se limite pas au siège mais privilégie également le terrain. Cette observation met au jour, à partir de sites géographiques restreints, les savoirs pratiques des acteurs de la solidarité internationale et les différents espaces dans lesquels ils évoluent. Envisager l'action humanitaire à partir de ce que font les acteurs sur le terrain, c'est tenter de s'imprégner des représentations et des pratiques des acteurs de l'humanitaire.

L'analyse et l'observation au « ras du sol » permettent de redéployer les contextes pertinents de l'action des humanitaires observés⁶⁷.

La démarche empirique s'est centrée autour de plusieurs catégories d'ONG, impliquant une dimension de développement. Elle a consisté à multiplier les points de vue empiriques sur plusieurs ONG.

⁶⁶ Bierschenk T, Chauveau J-P, Olivier de Sardan J-P, 2000, *Courtiers en développement, Les villages africains en quête de projet*, APAD-Karthala, Paris, 328p.

⁶⁷ Dauvin P, Siméant J, 2002, *Le travail humanitaire, Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, C.A.H.I.E.R, Presses de sciences Po, p23.

b- Rapide historique du mouvement associatif et caritatif mondial

Cette partie, loin d'être exhaustive étant donné les nombreux écrits sur le thème, permet de resituer notre objet dans le contexte historique du long mouvement caritatif⁶⁸. Nous insisterons plus avant sur les conditions spécifiques de leur arrivée au Burkina.

La notion d'ONG date de plusieurs siècles mais afin de trouver des associations tournées vers la solidarité, il convient d'aborder le monde religieux. Une des toutes premières ONG recensées, toujours active aujourd'hui notamment au Burkina, est l'Ordre Souverain Militaire et Hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte, plus communément appelé l'Ordre de Malte. Cet ordre fut créé en 1099 conçu à l'origine pour accompagner les pèlerins en Terre Sainte, les soigner et évangéliser les populations locales.

Plus proche de nous, la dimension humanitaire fut davantage mise en avant. On peut citer en 1775 la ligue contre l'esclavage, en 1863 le Comité International de la Croix Rouge, la Ligue des droits de l'Homme en 1898. La dimension religieuse fut moins soulignée même s'il subsiste un ancrage culturel dans de nombreuses ONG (Cathwel, l'OCADES, l'Union Fraternelle des Croyants pour le Burkina).

Durant la première moitié du XX^{ème} siècle, le rôle des ONG s'avère relativement restreint, le monde étant partagé entre capitalisme et communisme. Elles n'existent bien souvent que pour assurer des actions de lobbying ou de propagandes.

Après la seconde guerre mondiale et les mouvements de décolonisation, elles réapparaissent sur le devant de la scène internationale. « Depuis la guerre froide, les ONG explosent et jouent un rôle croissant sur la scène internationale [...]. Pourfendeurs de la mondialisation, les ONG en sont pourtant les principales bénéficiaires. La prolifération du mouvement associatif est en effet un pur produit de la mondialisation » [S. Brunel, 2003].

Ainsi, le paternalisme du temps des colonies fit peu à peu place à l'aide et à l'assistance durant les années 60. Plus l'image des Etats néocolonisés se ternit et plus les communautés locales sont censées être porteuses de leur propre salut. Les très grands projets sont progressivement remplacés par des actions de taille plus modeste. Pour le Burkina, Cathwel ou Terre des hommes sont des ONG représentatives de cette période.

Le « sans frontiérisme » (années 70) et le « droit d'ingérence humanitaire » (années 80) deviennent des réflexions de plus en plus répandues dans l'opinion de pays du Nord. Les seules

⁶⁸ Cf Rubio F (2003), Dauvin P, Marousseau G, Folacci E (2005)

missions humanitaires sont peu à peu privilégiées au détriment de missions davantage militaires ou religieuses. C'est la période des « Médecins sans Frontières, Médecins du Monde, Pharmaciens sans Frontières, Oxfam, Save the children toutes présentes au Burkina. D'après B Hours, l'arrivée de ces organisations marque une rupture profonde, idéologique, technique également puisqu'elles remettent en œuvre les modèles de développement proposés par les ONG de développement inspirés par le tiers-mondisme⁶⁹. Cette idéologie débute avec la conférence des non alignés à Bandoung en 1955, et se termine en 1985 à cause de la fondation néo libérale, « Libertés sans frontières », filiale de MSF. L'idéologie Sans frontiériste représente un courant majeur de l'existence des ONG puisqu'au cours des décennies 60 à 80, les ONG se transforment peu à peu en véritables opérateurs finançant des projets de développement. Durant ces années, on assiste ainsi à une croissance spectaculaire du poids et de la reconnaissance de ces organisations. Plus proches du terrain et des bénéficiaires, elles représentent alors des agents de sensibilisation du public à la problématique Nord/Sud⁷⁰.

La fin du XX^{ème} siècle voit également poindre la génération du professionnalisme chez les ONG qui délaissent et parfois même dénigrent à la fois les interventions d'urgence, les actions bénévoles (jumelages...) et les initiatives militantes antérieures, moins organisées. La fin de la guerre froide marque un réel tournant. Rappelons qu'en France, 1960 représente l'année des premières micro-réalisations du Secours catholique et aussi celle où se constitue le Comité Français Contre la Faim (CFCF) et le Comité Catholique Contre la Faim qui devient le CCFD.

Dans les années 90, face à la persistance de la pauvreté dans de nombreux pays du Tiers monde, l'efficacité des ONG est remise en question⁷¹. Certaines ONG vont s'inspirer peu à peu du secteur privé notamment dans les méthodes d'évaluations⁷².

Sous l'effet des grands bailleurs de fonds (Banque Mondiale et sa filiale l'Association Internationale de Développement accordant des prêts sans intérêts aux pays les plus pauvres, USAID, Union européenne...), la rigueur et l'organisation des projets furent accentuées de même que le recrutement de personnel hautement qualifié.

Aujourd'hui, la crise mondiale et la montée de la pauvreté au sein des pays du Nord, la perception de l'échec des actions des ONG dans les pays du Sud par les donateurs découragés qui

⁶⁹ Hours B, 1998, *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*. Paris, L'Harmattan.

⁷⁰ Berthoud O, 2001, *Entre compassion, chiffres d'affaires et solidarité, les ONG de coopération du Nord et le développement social du Sud*, *Bulletin de Medicus Mundi Suisse*, n°80, avril 2001.

⁷¹ Roger C, Riddell, 1998, *Etudes synthétiques des évaluations des ONG : méthodologie et impact des actions*, OCDE/CAD, Ministère des affaires étrangères de Finlande, Helsinki.

⁷² Fowler A, 1997, *Stricking the Balance, a guide to enhancing the Effectiveness of Non-Governmental Organisations in International Development*, Earthscan, London.

voient la pauvreté progresser malgré tout dans de nombreux pays, les durées jugées longues des projets de développement finissent par démobiliser le grand public.

Ajoutons le phénomène de la médiatisation très importante pour les grandes catastrophes très brutales (tremblement de terre de Bam en Iran en 2004, séisme au Pakistan en 2005, tsunami fin 2005) qui font beaucoup plus d'audience que les misères annoncées (génocide du Rwanda en 1994, pénurie alimentaire au Niger en 2005 liée aux criquets, Crise du Darfour en 2005) et qui exigent des organisations spécifiques dans un temps très long. Ainsi, au niveau des financements, au sein des organisations multilatérales, les crédits alloués au titre de l'aide au développement ont tendance à baisser tandis que ceux attribués à l'aide humanitaire augmentent constamment. « Les ONG d'urgence en sont les premiers bénéficiaires et les ONG, hier dites de développement, sont obligées de faire la queue aux mêmes guichets que les urgentistes qui ont revu à la baisse leurs attentes néo-libérales radicales faute de résultats miraculeux ou durables⁷³ ».

A l'heure actuelle, au Nord comme au Sud, les ONG se voient remises en question. Leur insertion au sein de la mondialisation, leur position par rapport aux enjeux politiques locaux et notamment leur place au sein des mouvements de coopération décentralisée suscitent un certain nombre d'interrogations. Nous verrons dans cette section le paradoxe qui crée des tensions et qui existe au sein de la société civile entre des ONG devenues « ultra professionnelles » et des associations locales dont la principale activité peut se résumer à leur survie dans le champ du développement. En effet, derrière leur appellation commune se cache une très grande diversité. Que ce soit au Nord ou au Sud, une multitude de petits groupes locaux, constitués pour soutenir un unique projet, coexistent avec des ONG de grandes envergures.

⁷³ Hours B., 1998, *ONG et idéologies de la solidarité : du développement à l'humanitaire* in « *ONG et développement* », (sous la dir. de Deler, Fauré, Piveteau & Roca), *Société, économie, politique*, Paris, Karthala, 684p.

c- Enjeux pour les associations locales au Burkina

En Afrique sub-saharienne et au Burkina, nous pouvons dire que la multiplication des ONG est un phénomène récent. Les associations locales foisonnent et restent difficilement chiffrables (il en existerait entre 15000 et 20000 au Burkina).

Au Burkina, les leaders actuels du monde associatif sont souvent d'anciens membres des comités de défense de la révolution (CDR) de l'époque sankariste.

Il est également important de signaler la présence des chefferies traditionnelles, notamment Mossi qui représentent une influence non négligeable sur le territoire bien qu'elles soient hors du paysage politique contemporain.

Les groupements et associations locales sont investis dans chaque quartier de chaque village du pays. Leurs fonctions, diverses et variées vont des groupements de producteurs de coton aux groupements pour la gestion des périmètres maraîchers, groupements de pêcheurs, groupement de femmes à la recherche d'activités génératrices de revenus, groupement de jeunes destinés à réaliser des activités sportives ou culturelles...

Prenons l'exemple d'une ONG de l'étude, « le CERVOD » qui appuie des structures de jeunes déjà organisées au sein des villages⁷⁴. Cette ONG travaille auprès de nombreuses associations locales dont le dénominateur commun concerne la jeunesse. Nous pouvons citer l'association de liaison universelle basée à Tampouy, quartier de Ouagadougou et initiant des actions en faveur du droit des enfants, l'association dynamique des jeunes écologistes à Sig Noghin, autre quartier de la capitale. Des actions de soutiens à des associations également initiées en province comme l'association SOS Jeunesse à Kaya dans le Sanmatenga œuvre selon ses dires dans l'alphabétisation et la « sensibilisation des jeunes » sur divers volets de santé ou d'hygiène ou encore le Réseau des Jeunes de Sissili et du Ziro intervenant dans la santé reproductive et sexuelle des jeunes.

Toutes ces petites associations locales, grâce aux cotisations des membres et à l'aide du CERVOD développent également des petites activités de revenus et financent ainsi des céréales, promeuvent des activités artisanales ou de micro crédit.

⁷⁴ Entretiens réalisés auprès de membres de ces associations locales en janvier 2005

Au vu de ces exemples, il semble difficile de dissocier fonction économique et fonction sociale des groupements. Ce que les membres attendent de l'ONG qui les appuie, ce sont des aides, des formations, des appuis extérieurs mais également le fait d'être davantage reconnu, d'avoir une existence au-delà du simple groupement à la base.

Ces groupements ou associations appelés « endogènes », issus de l'initiative de leurs membres, par exemple quelques femmes, mettent en place une structure d'entraide et de solidarité autour de jardins maraîchers ou de quelques artisans ou paysans qui se regroupent pour organiser la commercialisation de leurs produits. Le regroupement et l'unité garantissent une certaine force et assurent la résolution plus aisée des problèmes. L'habitude prise par les bailleurs de fonds de ne venir en aide qu'aux personnes organisées en groupements a sûrement fortement contribué à la naissance de nombreux groupements endogènes notamment au Burkina.

Les personnes extérieures et parfois les intéressés eux même ne font pas toujours la différence entre les groupements et les associations locales. Le groupement reçoit l'agrément dans le cadre de la réglementation coopérative alors que l'association se déclare dans le cadre de la loi 10. La réglementation coopérative étant placée sous la tutelle du ministère de l'agriculture, on peut supposer que les groupements agissent davantage en milieu rural et les associations plutôt en milieu urbain. Il faut préciser que de nombreux groupements qui n'ont pu obtenir l'agrément des services de l'agriculture se sont déclarés en tant qu' « association », sans oublier tous ceux qui poursuivent leur existence sans se soucier d'être reconnus.

La politique de l'Etat burkinabè s'appuie depuis longtemps sur la constitution de ces groupements à travers les différents projets et par l'action de ses services régionaux (Directions provinciales). Ainsi, dans les années 60, le BDPA, la SATEC, la CFDT mettent en place des groupements. La mise en place d'un groupement villageois (GV) par village s'effectue en 1974. Dans les zones cotonnières l'obtention des crédits de campagne soumise à l'appartenance à un GV assure son succès. L'implication de l'Etat conduit bien souvent à ne reconnaître que les GV qui travaillent effectivement pour ses services. C'est seulement sous la pression des producteurs de coton que l'Etat va s'engager vers une pluralité des groupements, pluralité entérinée par la loi coopérative de 1999.

La distinction faite par le DSONG entre ONG étrangères et ONG burkinabè vient de la loi de 1992. Il n'apparaît pas évident que cette distinction soit réellement pertinente puisque certaines ONG étrangères peuvent transférer les responsabilités d'administration et de gestion à des cadres burkinabè tandis que des ONG nationales paraissent parfois très dépendantes de partenaires étrangers.

Les associations locales dans l'ex Haute-Volta sont très nombreuses, on l'a vu, et souvent nées d'une initiative locale. Certaines ont développé des partenariats durables avec des communautés paysannes.

De manière générale et sans faire de raccourcis trop rapides, on peut dire que ces structures sont toutefois fréquemment handicapées par leur jeunesse et certaines se font opportunistes. Souvent très liées à la personnalité de leur fondateur, elles peuvent se développer rapidement grâce à un bailleur de fonds qui s'appuie sur elles pour une action auprès d'organisations paysannes, puis peiner à exister lorsque le financement tarit.

Lorsque ces associations locales se fédèrent entre elles, elles représentent alors de véritables unions qui acquièrent parfois une dimension nationale. Ainsi, la nécessité pour ces associations de même que pour les groupements de s'unir pour élargir leur audience et renforcer leur capacité d'action a été perçue pour un certain nombre depuis une vingtaine d'années. Peu d'unions sont cependant véritablement endogènes : leur structure reste souvent fortement liée à des structures d'appui souhaitant construire une organisation capable de représenter les intérêts des paysans.

Nous pouvons citer l'exemple de la plus ancienne et la plus célèbre de ces initiatives que sont « les groupements Naam », structurés en unions puis en Fédérations des Unions des Groupements Naam (FUGN) dès le début des années 60, rebaptisés il y a quelques années Fédération nationale des groupements Naam (FNGN)⁷⁵.

⁷⁵ Pigé J, 2000, Les organisations de la société civile et la sécurité alimentaire : Contexte et premier panorama des organisations de la société civile au Burkina Faso, Réseau Européen de Sécurité Alimentaire, IRAM-AEDES, www.resal.org

Figure n°12 : Les groupements Naam

Les groupements Naam, dans leur forme moderne, sont nés dans le Yatenga à partir de 1967. Leur nom vient d'une forme traditionnelle d'entraide des jeunes de la société Mossi, au sein de laquelle elle constituait une structure égalitaire. L'idée est de s'appuyer sur cette forme traditionnelle pour créer des organisations à la base ancrées dans la culture locale plutôt que reproduisant des modèles de fonctionnement extérieurs.

En 1976, on compte 124 groupements Naam. Le concept réconciliant tradition et modernité, va connaître un développement spectaculaire grâce entre autre au travail de Bernard Lédéa Ouedraogo qui s'en fait le promoteur et entreprend de les organiser en unions. Il bénéficie pour cela d'appuis extérieurs qui se concrétisent notamment dans la création d'une ONG, le Six S. celle-ci sera longtemps le principal bailleur de fonds des groupements Naam.

Concrètement, le développement des groupements Naam ne peut se faire sans un certain volontarisme. Parti de la base, il se propage depuis Ouahigouya, stimulé par les financements du Six S (Se Servir de la Saison Sèche en Savane au Sahel) . La Fédération des Unions des Groupements Naam (FUGN) naît ainsi au milieu des années 80 et va contribuer au développement du mouvement hors du Yatenga.

Toutefois, après avoir bénéficié d'un appui financier du Six S de 1987 à 1990, l'union voit ses moyens diminuer depuis une quinzaine d'années et doit chercher d'autres financements. Le siège à Ouahigouya semble d'ailleurs être devenu une coquille vide puisque les moyens manquent aux animateurs des différentes cellules (hydraulique, agriculture...). Ainsi, sur les 12500 FCFA d'adhésion versés pour chaque groupement, 2500 FCFA restent à l'union tandis que 10000 FCFA vont à la fédération, devenue entre temps fédération nationale (FNGN) et regroupant désormais 80 unions.

Parce qu'il fait figure de pionnier, le mouvement Naam restera emblématique du développement des organisations paysannes au Burkina. Mais peut-être aussi emblématique des fragilités qui menacent ces organisations : personnalisation extrêmement forte de la structure, croissance liée aux financements extérieurs, centralisme excessif autour d'une idéologie très forte, voire utilisation politique puisque le mouvement Naam a notamment servi de tremplin à Bernard L. Ouedraogo pour devenir maire de Ouahigouya en 1995.

Son existence semble fortement liée à la personnalité de son président fondateur, Bernard Lédéa Ouedraogo, et aux appuis qu'il a su trouver auprès de l'ONG Six S.

Aujourd'hui, les ONG ont tendance à créer leurs propres groupements ou structure endogènes suivant leurs critères afin de mieux les encadrer et les appuyer. La tendance au Burkina est à la diminution des créations de structures à la base et à l'appui de celles qui existent déjà.

3- Contexte de l'émergence des ONG au Burkina et rôle de l'Etat

a- Identification des facteurs de l'arrivée des ONG

La société civile au Burkina Faso se structure autour d'un réseau dense et relativement ancien d'associations, ONG, fédérations paysannes, groupements villageois et autres organisations de base. Environ 6 000 associations et 12 000 groupements villageois pré-coopératifs et coopératifs sont ainsi enregistrés aujourd'hui dans le pays.

Rappelons que la première phase d'installation des ONG au Burkina se situe dès le début des années 60 avec des ONG confessionnelles telles que la CARITAS (1956) devenue l'OCADES aujourd'hui, CATHWEL (1960) et l'UFC (1969). Parallèlement, des associations locales voient le jour, telles que Amitiés Africaines (1959) ou EFB (1969) encore peu structurées et peu reconnues [BM, 1988, p.7]. Ces associations furent parfois présentes depuis les années 40 au Burkina, bien avant les premières ONG internationales.

Plusieurs facteurs ont concouru au cours des années à favoriser une émergence plus massive:

Tout d'abord, la sécheresse de 1973 qui toucha l'ensemble de la zone sahélienne fut l'élément déclencheur de « l'afflux » des ONG sur le territoire burkinabè. Devant la gravité de la situation et les faibles moyens du pays, ces organismes privés se multiplient et augmentent le nombre de leurs interventions. De 17 ONG en 1973, leur nombre passa à 73 en 1980. Selon A

Piveteau, plus de 44% des 129 ONG actives au début des années 90 se sont implantées durant les années 80⁷⁶.

Embryonnaires au début, elles croissent par leur nombre et par leur aide apportée. Le gouvernement burkinabè accueille volontiers cette aide de type essentiellement internationale. Au vu des besoins du pays, les interventions portent sur plusieurs domaines comme la distribution de vivres, la facilitation de l'accès à l'eau, la lutte contre l'érosion, le développement de banques de céréales ainsi que la mise en place d'antennes médicales.

En plus des acteurs du Nord viennent se greffer des associations burkinabè telles que l'Association des Volontaires pour le Développement (AVD) chargée d'organiser des chantiers d'aide en milieu rural.

A cette époque s'organise l'action des Eglises en faveur du développement : Création de l'ODE (Office de Développement des Eglises évangéliques) par les protestants en 1972, et du BEL (Bureau d'Etudes et de Liaison) par les catholiques en 1973.

Durant cette période d'urgence, on observe une certaine complémentarité entre l'administration voltaïque et les ONG étrangères ou nationales. Ces actions pallient un certain nombre de carences de l'Etat. Des facilités aux ONG sont également accordées par l'Etat qui voit arriver cette manne intérieure et extérieure d'un très bon œil.

De nombreux fonctionnaires en profitent pour diversifier leurs activités et se voient bien sûr acteurs du développement une fois sortis du bureau.

Jusqu'en 1976, les ONG internationales n'étaient soumises à aucune autorisation administrative pour intervenir en Haute Volta [BM, 1988, p.63]. Une convention avec le Ministère des Affaires Etrangères puis avec le Ministère du Plan et de la Coopération devenu le Ministère des finances et du Plan fut par la suite obligatoire.

Pendant ces années 70, on assiste à la création des groupements dans les villages. L'idée germe que chaque communauté doit se réunir et s'organiser afin que le développement passe.

Puis, le coup d'Etat de 1983 propulse une seconde phase dans l'émergence d'une forme « de société civile » puisque le régime cherche à sensibiliser les jeunes et les paysans et à en faire des acteurs du développement. Il invite les ONG qui oeuvraient sur le plan social à se focaliser sur le plan économique. Malgré quelques interrogations sur l'arrivée massive d'ONG (une deuxième période de sécheresse sévit au début des années 80), le gouvernement crée le BSONG

⁷⁶ Piveteau A., 1994, *ONG et développement agricole au Burkina Faso. Présence majeure et effets mineurs*. ORSTOM (France) et MESSRS (Burkina Faso).

qui servira d'interlocuteur au sein de l'appareil étatique. Cela se traduit par la mise en place d'un statut d'ONG accordés par le BSONG, donnant droit à des avantages fiscaux et douaniers. En échange, l'ONG se doit de fournir des rapports d'activités annuels, des comptes rendus d'assemblées générales, les statuts et les règlements intérieurs...). Il s'agit bien plus d'un label garantissant auprès des bailleurs de fonds, le sérieux des associations et surtout leur facilitant les contacts internes et extérieurs. Officiellement, le BSONG doit consulter les ministères techniques et favoriser le suivi de chaque projet. Aujourd'hui, les moyens du DSONG ne lui permettent pas d'assurer un véritable suivi. Son action se limite essentiellement à enregistrer les ONG et à gérer leurs demandes d'exonérations : les dossiers des différents plans d'activités et des programmes d'investissement de chaque ONG lui sont présentés afin qu'il transmette à l'administration des douanes la liste des investissements pouvant prétendre à l'exonération.

Nous pouvons ajouter que la création d'un véritable ministère de l'eau en 1984 et la priorité donnée à l'hydraulique villageoise vont être des facteurs amplifiant l'intervention des ONG.

Après le renversement de Thomas Sankara par Blaise Compaoré en 1987 et sous la pression des bailleurs de fonds, le pays s'engage sur la voie de l'ajustement structurel. Après l'adoption par référendum d'une constitution en 1991, un processus de décentralisation démarre aboutissant à des élections municipales dans 33 communes de plein exercice en février 1995⁷⁷.

Le processus de décentralisation, entamé en 1995, offre également un champ d'intervention élargi et novateur aux 120 comités de jumelage franco-burkinabè agissant sur le terrain. Les ONG internationales appuient la création ou le renforcement d'ONG et d'associations locales. Aujourd'hui, nombreuses sont ainsi les associations burkinabè soutenues au niveau institutionnel et financier par des partenaires étrangers.

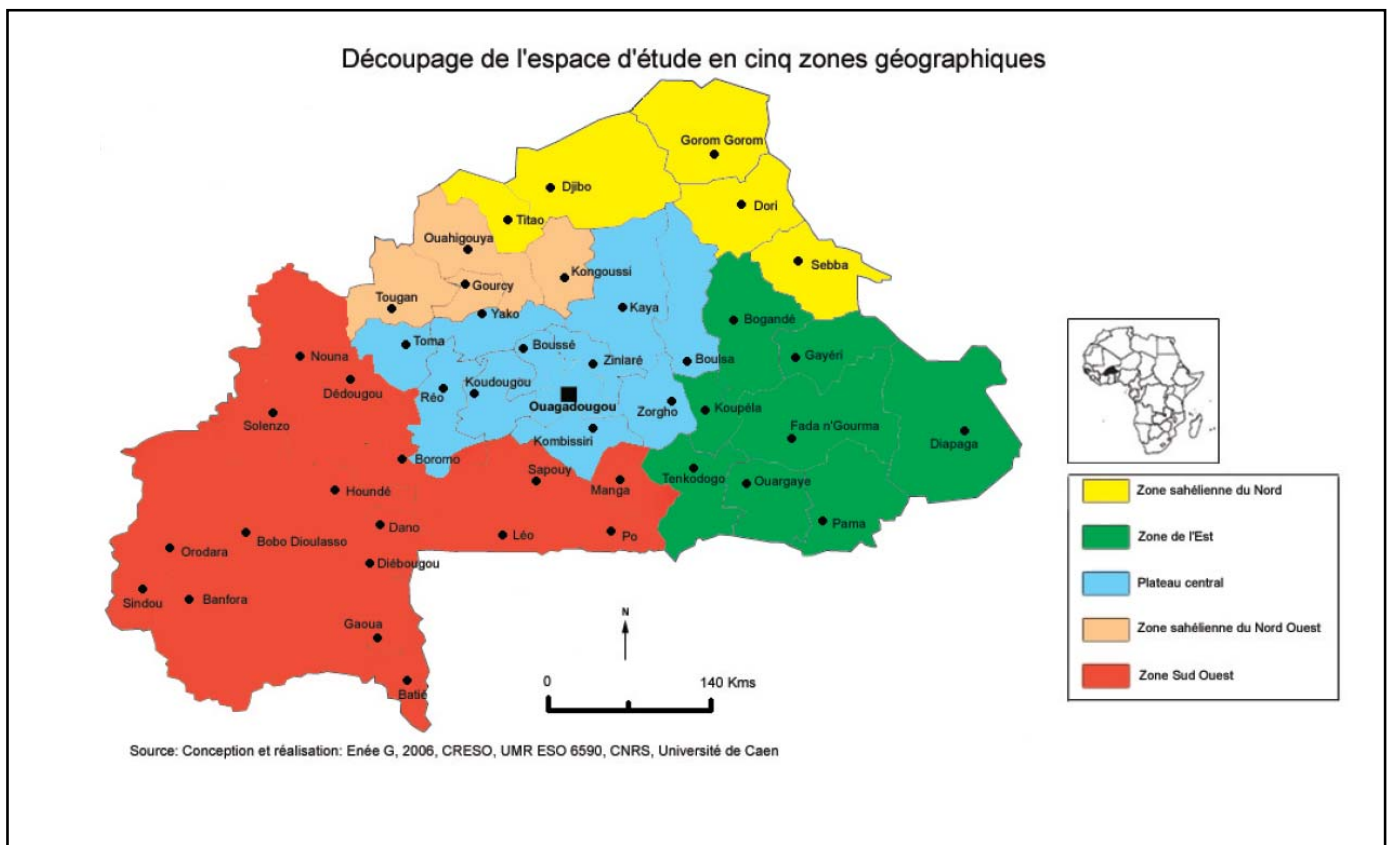
Actuellement, étant donné le processus de décentralisation en cours et la création de communes rurales (2006), chaque ONG doit redéfinir son positionnement sur son terrain d'action. L'aspect purement opérationnel s'efface peu à peu laissé aux ONG locales et les ONG faïtières jouent davantage le rôle de collecteur de fonds auprès des grands bailleurs étrangers.

⁷⁷ Pigé J, 2000.

b- Répartition spatiale des ONG

Les 45 provinces sont regroupées en 13 régions (2001). Afin de faciliter la représentation des actions des ONG de notre étude, nous avons choisi de découper l'espace burkinabè en 5 grandes zones géographiques. Ce découpage se fonde sur des facteurs historiques, climatiques, anthropiques et environnementaux.

Figure n° 13 : Découpage de l'espace d'étude en cinq zones géographiques



La région Centre se compose administrativement de trois provinces ; nous avons décidé, pour les besoins de l'étude, d'étendre cette zone étant donné les similitudes enregistrées tant sur le plan culturel et de l'éthnie (majoritairement Mossi) que des densités de population ou des secteurs d'activités (le sorgho et le mil sont les cultures dominantes). Les provinces qui composent les marges Nord, Est, Sud et Ouest de ces provinces ont donc été agrégées aux provinces du centre.

La zone septentrionale, Nord-Ouest, Est et Sud Ouest correspondent également à des entités particulières. La zone Nord-Ouest, espace sahélien de transition majoritairement Mossi et peut se partager en quatre provinces : le Yatenga, le Sourou, le Zondoma et le Bam.

La zone Est se compose majoritairement de l'ethnie gourmantché. Cet espace comprend le Kouritenga, la Komondjari, la Tapoa, la Kompienga, le Koulpelogo, le Boulgou, le Gourma, la Gnagna. Enfin, la zone la plus vaste de l'étude, la région Sud Ouest comprend le Nahouri, le Zoundweogo, le Ziro, la Sissili, le Ioba, les Balé, le Mouhoun, le Banwa, la Kossi, le Kéné Dougou, le Tuy, le Houet, la Comoé, la Léraba, le Poni, le Noumbiel, le Bougouriba.

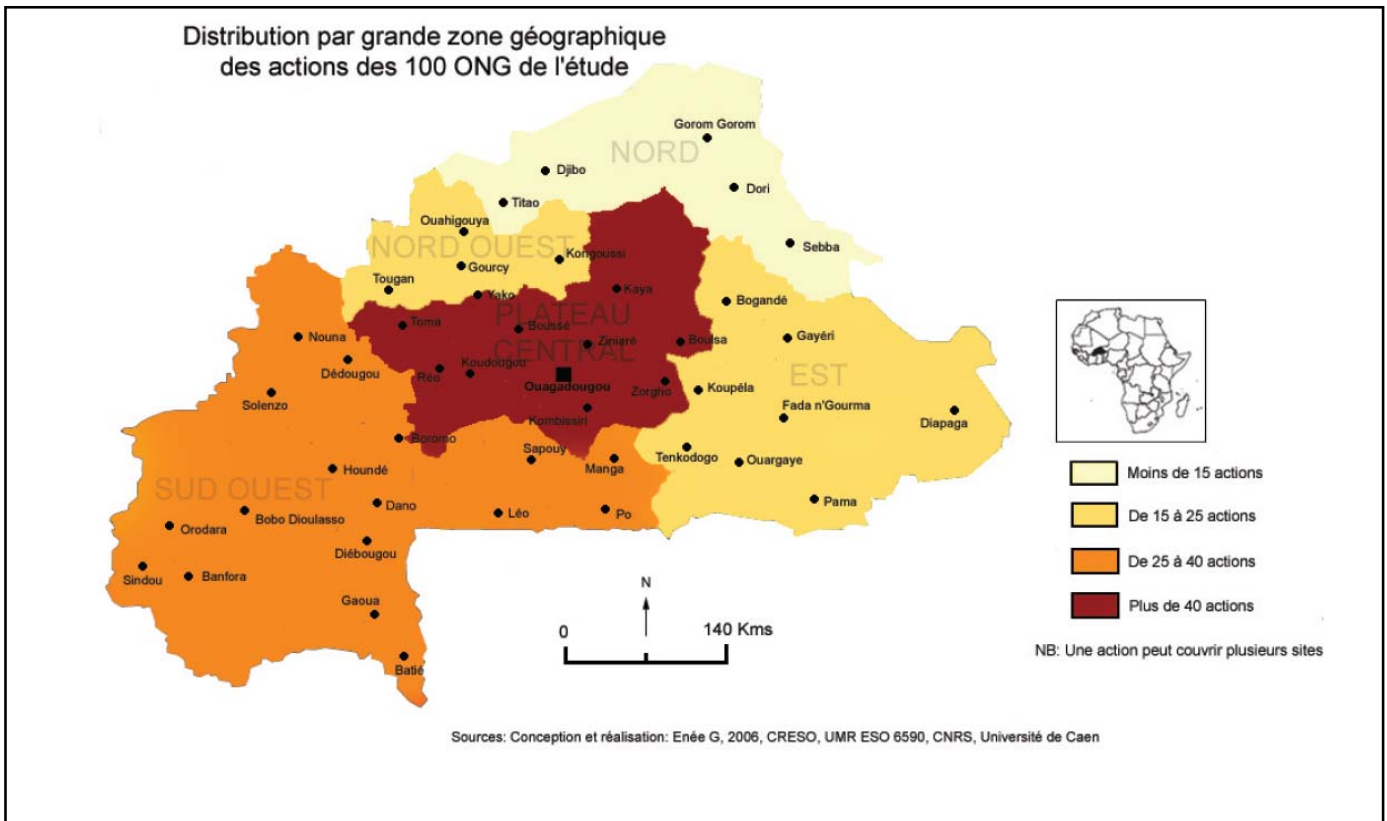
Ce découpage représente en outre le reflet des réponses obtenues au cours des différents entretiens. Nos interlocuteurs associent généralement leurs lieux d'intervention à ces espaces.

Le champ d'action des ONG représente de façon quasi exclusive le Burkina rural⁷⁸. Le taux d'urbanisation étant faible, élever le niveau de vie des campagnes semble être un objectif prioritaire.

La carte représente les ONG de l'étude, c'est-à-dire 100 organisations sur les 353 que recense le DSONG [DSONG, 2003].

⁷⁸ A noter qu'une ONG peut intervenir sur plusieurs zones

Figure n°14 : Distribution par grande zone géographique des actions des 100 ONG de l'étude



Le plateau central regroupe aujourd'hui la majorité des ONG sur une superficie relativement réduite comparée à la zone Ouest et Sud-Ouest. Des provinces telles que le Yatenga avec Ouahigouya et les régions proches de Ouagadougou (la capitale étant un cas à part car elle regroupe à elle seule un dixième de la population burkinabè) accueillent également de nombreuses ONG.

Nous observons que les ONG se situent principalement en zone urbaine (essentiellement à Ouagadougou) alors que les associations basées en province apparaissent nettement isolées.

Cette installation au sein de la capitale du Burkina leur permet de côtoyer également un grand nombre de bureaux représentatifs des organismes du complexe développeur international ainsi que l'essentiel des ministères burkinabè⁷⁹.

⁷⁹ Comme le constate l'étude de l'USAID : « les lieux de localisation des ONG sont déterminés par les opportunités financières, aussi les ONG-mères sont souvent concentrées dans les zones urbaines, les zones rurales abritant la plupart du temps des antennes. » (USAID, 1998 : 52).

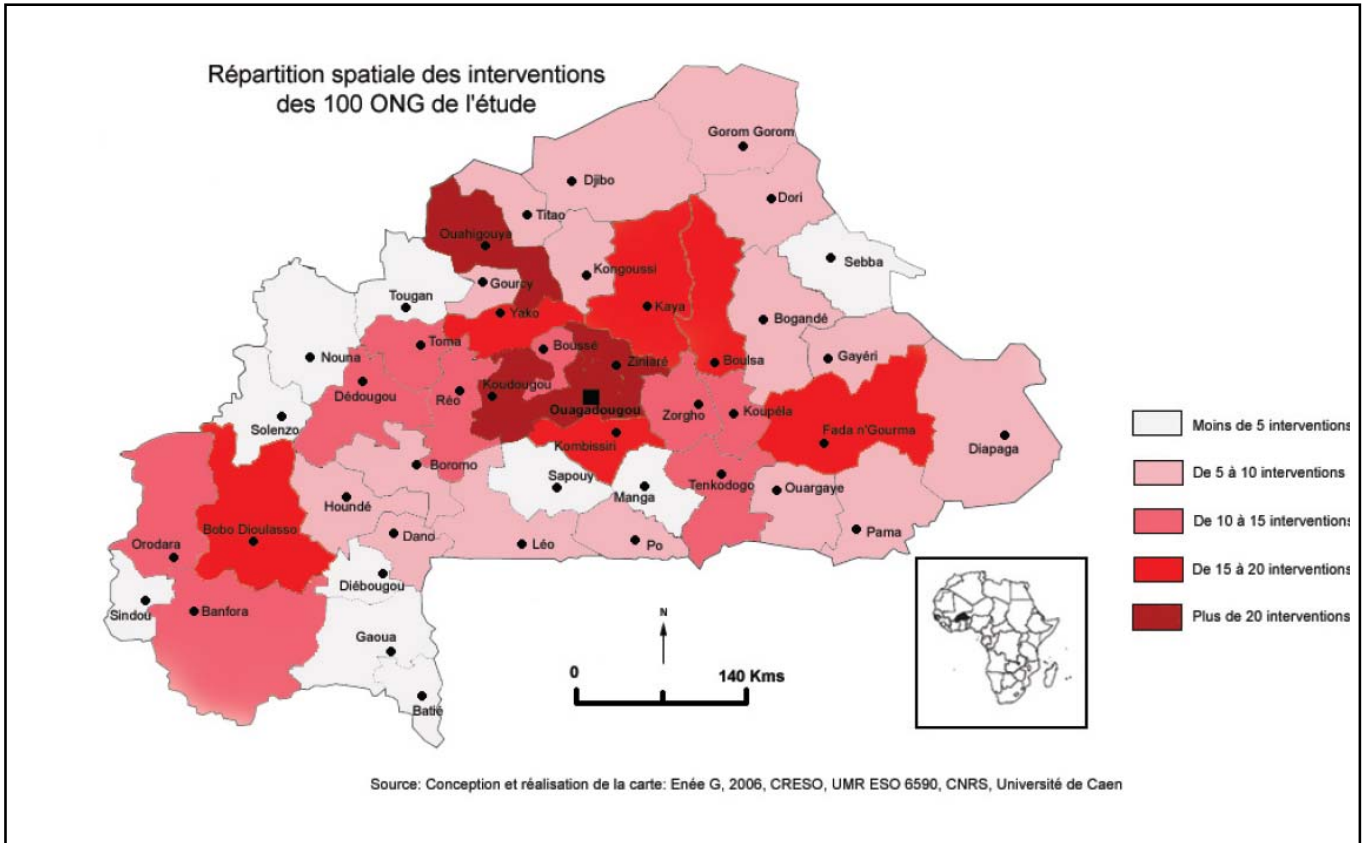
Photo n° 1 : Siège de l'ONG « Coordination pour un Développement Durable » (COPROD) au centre de Ouagadougou (quartier Bogodogo, juillet 2006)



Ce phénomène attractif des villes semble tout à fait compréhensible pour des organisations en relation continue avec des bailleurs de fonds du Nord, consommateurs des services et des fonctions du centre urbain, orientant indirectement le champ géographique de leurs interventions qui se concentrent alors dans un environnement proche du siège.

En 1988, l'observation principale quant aux zones de concentration de l'aide était un déplacement des ONG de la zone sahélienne vers le Sud et l'Ouest du pays. Les auteurs de l'époque expliquaient ce mouvement naissant par le fait que certaines ONG, suite à un constat d'échec réorientaient leur aide vers des régions à plus fort potentiel. De plus, des actions préventives furent décidées notamment dans les régions de l'est pour préserver l'environnement fortement dégradé dans le Nord. Toutefois, les différentes raisons pour lesquelles certaines régions accueillent davantage d'ONG que d'autres, restent sans doute à préciser.

Figure n°15 : Répartition spatiale des interventions des 100 ONG de l'étude



Ainsi, certaines provinces défavorisées économiquement et socialement, telles l'Oudalan à l'extrême Nord, ne comptent que très peu d'ONG contrairement à d'autres provinces au Sud du pays comme le Houet notamment.

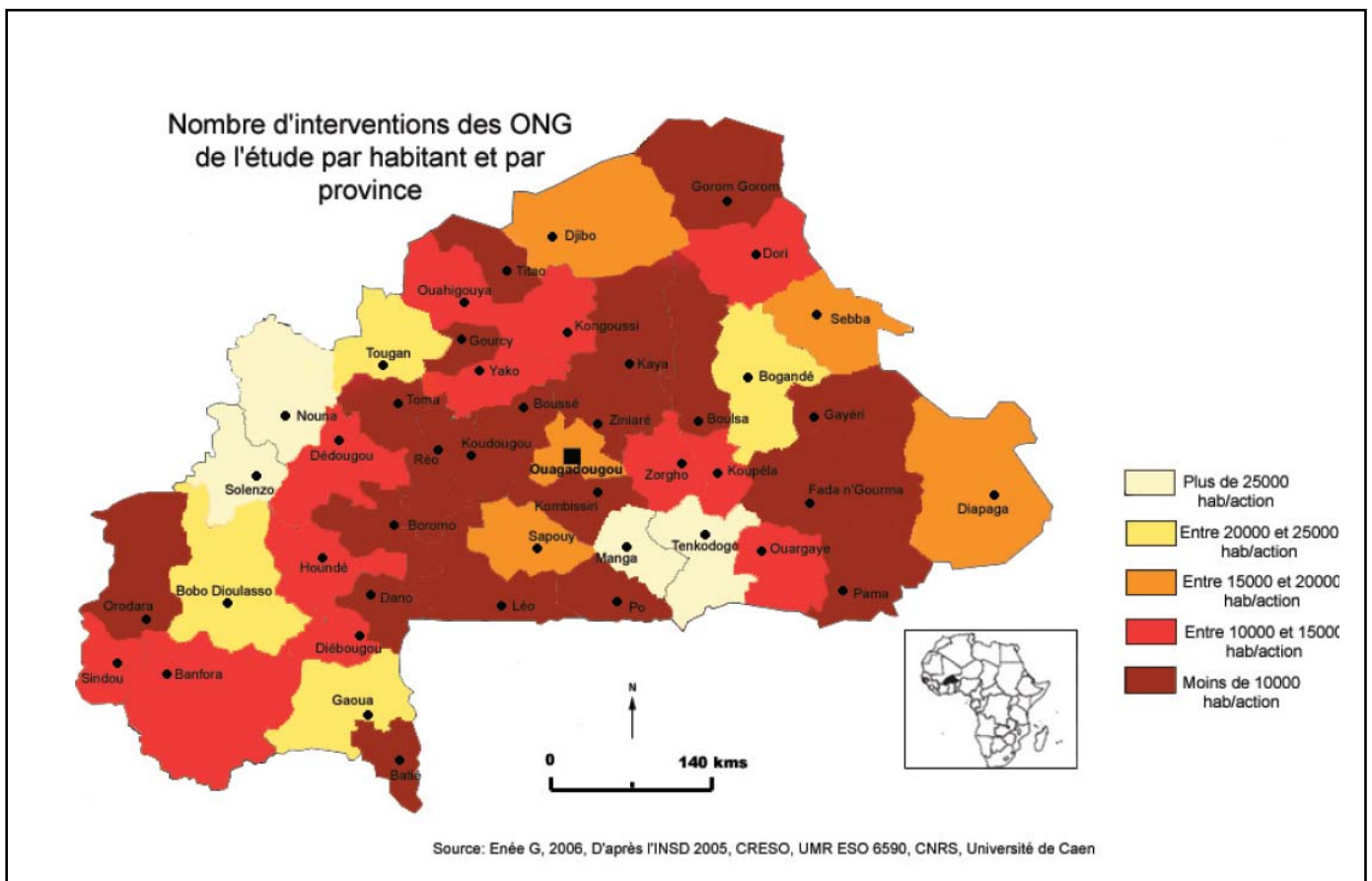
Actuellement, en observant la carte de notre échantillon, on s'aperçoit que la tendance ne s'inverse pas. Nous n'avons pas de redistribution complète des terrains d'intervention des ONG mais une sorte de repli vers le Plateau Mossi. Ce plateau que nous avons volontairement limité à onze provinces, c'est-à-dire regroupant un quart des provinces du pays, apparaît aujourd'hui comme récipiendaire de la majorité des actions des ONG du Faso. A la concentration humaine répond une concentration associative. Plus on s'écarte de cette zone et moins les actions semblent prégnantes. Si les provinces de l'extrême Nord bénéficiaient les premières de l'aide, nationale et internationale, cela n'est plus le cas aujourd'hui.

Les marges du pays semblent peu à peu délaissées au profit des régions du centre. A des vides de populations succèdent donc des vides caritatifs sur ces zones souvent parmi les plus

enclavées du pays. Si durant les années 70 puis 80, les provinces sahéliennes ont concentré parfois plus de 80% des actions des ONG, elles concentrent aujourd'hui, à elles quatre, moins de 15 interventions parmi les 162 interventions totales des ONG de notre étude ce qui représente moins de 10%.

A une échelle plus fine, nous pouvons ajouter que certains acteurs interviennent dans les limites du territoire communal, certains dans la commune et dans les départements avoisinants, et d'autres encore dans la commune et dans plusieurs provinces ou départements, voire dans les deux à la fois. Cet aspect du territoire d'intervention est capital parce qu'il conditionne le nombre d'interlocuteurs représentant les circonscriptions administratives ou les collectivités locales.

Figure n°16 : Nombre d'interventions des ONG de l'étude par habitant et par province



Mise à part la province du Kadiogo et sa concentration très importante de population, on s'aperçoit, avec la construction de ce nouvel indicateur par habitant, que le plateau central recueille toujours un grand nombre d'actions et certaines provinces plus lointaines, parfois quasiment vides de populations (Oudalan, Kéné Dougou, Nounbiel, Komondjari) concentrent une intervention d'ONG pour moins de 10000 habitants.

En revanche, même si les interventions des ONG apparaissent relativement nombreuses dans la province du Houet et à Bobo-Dioulasso, le rapport au nombre d'habitants en fait une province relativement déshéritée.

Ce constat de rééquilibrage général, obtenu par la prise en compte d'une variable démographique, ne doit pas cacher que certaines provinces semblent totalement absentes de l'espace de l'aide au développement. Dans ces provinces (Kossi, Boulgou, Zoundweogo, Banwa), on dénombre une action d'ONG pour plus de 25000 habitants.

Plus on s'écarte de l'axe Gorom Gorom-Banfora et plus le nombre d'interventions semble diminuer.

c- Stabilité politique et panorama associatif en effervescence

« Le Burkina Faso s'apparente au pays des ONG ». Voici une des phrases que l'on peut entendre des observateurs, faisant parti ou non du milieu associatif, d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale lorsqu'on évoque le « pays des hommes intègres ». La réputation du Burkina Faso en matière de « quantité d'ONG, d'associations locales, de jumelages, de groupements villageois et de projets » en tous genres ne semble plus à faire. Nous disons bien « en quantité » puisqu'il apparaît très difficile, même au Burkina, de mettre un nom sur tous ces différents « acteurs » !

L'avance du Burkina sur les autres pays africains dans le domaine associatif contribue à faire de celui-ci un modèle. Sorte de référence, de nombreuses ONG d'Afrique Centrale et notamment du Tchad ou du Cameroun envoyèrent ainsi des leaders paysans au Burkina essentiellement durant les années 80.

Ainsi, un des paradoxes observés montre que le nombre d'ONG recensées au Burkina est moins important que d'autres Etats notamment en Afrique australe. Comme le précise A. Piveteau, au cours de la décennie 1980, les ONG ont par ailleurs fourni entre 10% et 20% de l'assistance totale reçue par le Burkina Faso⁸⁰.

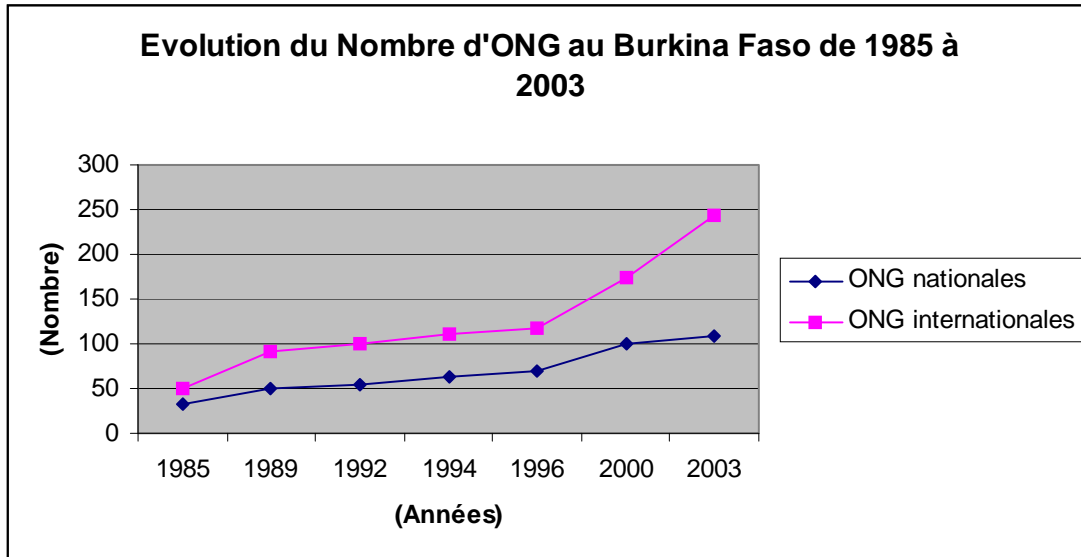
⁸⁰ Piveteau A, 1998, *Les ONG au Burkina Faso : De la réputation à l'évaluation*, n°spécial *Afrique contemporaine*, 4^e trimestre 1998.

Sur le plan économique, les ONG, collectifs et réseaux d'ONG contribuent fortement à la mobilisation de ressources financières pour l'exécution de leurs programmes. Vers la fin des années 90, on a ainsi estimé à près de 15 milliards de FCFA, la contribution des ONG au budget de l'Etat burkinabè (BSONG 1998).

Une des raisons de cette « effervescence associative » résulte dans la stabilité politique du pays. L'arrivée de ces ONG s'inscrit dans un cadre particulièrement bienveillant initié par l'Etat burkinabè dès la période d'auto ajustement du régime de Thomas Sankara à partir de 1983⁸¹. Le Conseil National de la Révolution (CNR) détermine peu à peu des grandes orientations qui définissent de façon plus précise l'espace d'intervention de cette aide extérieure. Plusieurs priorités furent retenues comme le choix de certaines activités plutôt que d'autres ainsi que le recours à la main d'œuvre nationale comme source de financement du programme de base. Des conditions se posent donc quant à l'arrivée de ces acteurs internationaux qui pour elles se déterminent largement favorables et incitatrices à intervenir dans la Haute Volta de l'époque. Sankara décrète la mise en place du Bureau de Suivi des ONG qui deviendra par la suite DSONG. Cet organisme va permettre aux ONG d'avoir un interlocuteur au niveau gouvernemental [AFVP 1984 : 2]. Les activités de ces ONG doivent s'inscrire dans le plan quinquennal. Jusqu'à la fin du régime sankariste, en 1987, le BSONG dépendait directement de la Présidence du Faso. Aujourd'hui, celui-ci dépend du ministère de l'Economie et des Finances (Cf. Chapitre III).

⁸¹ Zagré Production, 1994, *Les politiques économiques du Burkina Faso*, Paris, Karthala.

Figure n°17 : Evolution du nombre d'ONG au Burkina Faso de 1985 à 2003



Sources : Enée G, 2006, D'après le BSONG puis DSONG, 1985, 1989, 1992, 1994, 1996, 2000, 2003

Depuis 25 ans, nous remarquons une forte augmentation du nombre d'ONG à la fin des années 80 qui montre l'intérêt du statut « d'ONG » notamment pour les organisations internationales. Leur nombre total passe ainsi de 87 en 1985 à 156 en 1992. Le passage d'actions d'urgence à des activités de développement fut également pour un grand nombre d'ONG comme un détonateur à une intervention plus massive au Burkina.

Les ONG internationales mobilisent davantage de ressources financières, logistiques et humaines que les ONG nationales ce qui explique leur très forte augmentation de plus de 106% notamment depuis 1996 contre 58% pour les ONG nationales sur la même période.

Une des conséquences de cette progression, après l'afflux des ONG dans l'ensemble de la zone sahélienne durant les années 70, est le regroupement de nombreuses structures au sein de collectifs d'ONG. Le premier fut le Secrétariat Permanent des ONG (SPONG), crée en 1975. Aujourd'hui au nombre de 75, le SPONG regroupait 17 ONG à cette période. Il appartient également à de nombreuses organisations de concertation au niveau national et régional⁸². Le SPONG fait cependant l'objet de nombreuses critiques devenant une structure lourde et coûteuse, ne tenant que grâce à l'aide du PNUD.

⁸² Le SPONG appartient à la cellule nationale de la société civile, au Conseil économique et social, à la commission nationale de coopération décentralisée, à la commission nationale de secours d'urgence (CONASUR), au réseau Afrique 2000, à Solidarité Canada Sahel, Enda Tiers-monde.

Certaines ONG ont mis en place d'autres structures de coordination. Certaines sont thématiques comme le Réseau de Communication, d'information et de formation des femmes dans les ONG (RECIF/ONG) et ont été créées durant cette période.

RECIF/ONG-BF vise ainsi à contribuer au renforcement de la position et du pouvoir de décision des femmes dans les ONG et associations à travers des actions de communication, d'information et de formation afin que ces femmes soient davantage prises en compte, intégrées et reconnues à part entière dans la société.

Le BLONGA (Bureau de Liaison des ONG et associations) constitué en 1989, affiche la volonté d'avoir une action plus politique que le SPONG. Son rôle offre un espace de concertation non seulement aux ONG mais également à des associations locales ne bénéficiant pas de ce statut. A partir de cinq ONG fondatrices, le BLONGA a réussi à rassembler 86 membres, toutes des structures burkinabè.

Les réseaux confessionnels aux mannes financières plus régulières complètent le panorama associatif du pays et constituent des lieux de solidarité importants : Communauté évangélique des Eglises protestantes, solidarité entre les musulmans, associations adventistes ou projets baptistes. Les diverses communautés chrétiennes constituent les relais de terrain des grandes ONG confessionnelles que sont l'OCADES, l'Office de Développement des Eglises (ODE), le CESA0 (Centre d'Etudes Sociales d'Afrique de l'Ouest), créée par les Pères Blancs à Bobo Dioulasso ou encore l'INADES (Institut Africain pour le Développement Economique et Social), créée par les jésuites d'Abidjan et présents actuellement au Burkina.

4- Les ONG au Burkina : Une exemplarité dans le champ du développement africain

Pour de nombreux auteurs, le Burkina Faso demeure « un pré carré » de l'action des ONG avec une tendance, on l'a vu, à leur augmentation. Selon les pays limitrophes, le Burkina reste une terre d'accueil pour des projets de développement en tout genre.

a - La représentation des ONG au Burkina : Des acteurs visibles sur le terrain

Le Burkina n'est pas le pays d'Afrique qui accueille le plus grand nombre d'ONG puisqu'en terme de quantité, d'autres nations telles que le Mali ou Madagascar sont davantage pourvues.

Les ONG du Burkina se font certes remarquer par leur nombre, toujours plus impressionnant d'une année pour l'autre, mais également grâce à la variété de leurs nationalités, par leurs domaines d'intervention, leur importance en terme de budgets, leurs différents réseaux de partenariats, leur prégnance au sein du tissu associatif local.

Le paysage urbain, autre preuve visible, est fortement marqué par « l'empreinte ONG » puisque de nombreuses plaques des sièges ornent les villes principales du pays, notamment le long des parties goudronnées, zones privilégiées d'établissement des sièges. Ces sièges se concentrent dans plusieurs quartiers, plutôt aisés de la ville. On peut citer Zogona, Koulouba, Goughin, Cissin, la Patte d'Oie et plus récemment Ouaga 2000.

Par sa politique d'ouverture vers l'extérieur, sa stabilité et son habileté diplomatique, le Burkina a su se bâtir petit à petit une solide réputation en termes d'organisations du développement. Depuis plusieurs années, la fréquence des réunions, conférences, colloques ou symposium à Ouagadougou augmente vertigineusement et rares sont les ONG de l'étude, à ne pas en faire régulièrement partie. Nous constatons, notamment pour une personne arrivant au Burkina, la multitude de banderoles, d'affiches et de reportages télé sur des ouvertures de projets ou des séminaires où les ONG sont présentes. Le nombre de véhicules (essentiellement des 4/4) dont le logo représente l'ONG augmente constamment dans le paysage du pays, notamment à Ouagadougou.

Photo n°2 : La représentation des ONG au Burkina : des sièges visibles dans la capitale





Photo n°2bis : La représentation des ONG au Burkina : sièges visibles à Bobo-Dioulasso



La Maison de la Coopération Décentralisée (MCD) inaugurée en 2004 illustre une autre preuve de la volonté de dynamiser le tissu associatif puisqu'elle permet de capitaliser et d'assurer le suivi-évaluation de toutes les associations et jumelages français mais aussi internationaux qui désirent connaître l'efficacité de leurs actions.

Cette plate-forme d'échanges, soutenue par le ministère de la décentralisation, travaille en partenariat avec les collectivités territoriales, communes et associations souhaitant connaître leur impact au Burkina. Plusieurs régions françaises coopèrent déjà telles que le territoire de Belfort ou le département de la Vienne.

Pour de nombreux observateurs étrangers et notamment pour les autres pays d'Afrique de l'Ouest, le Burkina demeure comme une « référence » en terme de présence sur les différents fronts du développement. Il est cité en exemple comme si un nombre toujours plus important d'acteurs du développement constituait déjà une réussite par rapport à d'autres pays ayant les mêmes difficultés mais sensiblement moins pourvues tels que le Tchad ou le Niger.

b - Un nombre toujours croissant dans un champ de la solidarité toujours plus vaste

A l'échelle planétaire, nous recensons de 20000 à 30000 ONG selon l'UAI (Union des Associations Internationales). D'après cet organisme, il n'y avait que 30 ONG en 1874 puis 450 en 1914 et 1500 en 1954 ce qui démontre une progression fulgurante⁸³.

Sur la scène internationale, on voit de plus en plus apparaître des entreprises qui, via des fondations, oeuvrent en tant qu'ONG (Microsoft dans la Fondation Bill Gates ou l'association Rockefeller), toutes deux présentes également au Burkina.

Dans le contexte historique burkinabè, on distingue deux grands courants de la société civile :

- Les organisations à la base comprenant les groupements ou associations, leur spécificité étant que leurs membres sont les principaux bénéficiaires de leur action.
- Les structures d'appui appelées ONG où les membres sont regroupés pour des interventions vers d'autres groupes non membres, souvent les populations rurales.

⁸³ Folacci E, Marouseau G., 2005, *ONG et développement durable : entre solidarité et instrumentalisation*, journée Développement Durable-AIMS-IAE d'Aix en Provence-11/05/2005

Si le nombre d'ONG augmente constamment depuis plusieurs années, la part des autres organisations du développement continue également de progresser en Afrique de l'Ouest et au Burkina.

Ainsi, on évalue à plus de 10000 le nombre des associations locales et à plus de 15000 le nombre de groupements villageois pré-coopératifs et coopératifs. Avec des échelles spatiales, des origines et des préoccupations multiples, des groupements se créent, se donnent des activités, se complètent ou se concurrencent, croissent ou s'étiolent⁸⁴. Insistons sur le rôle de ces structures puisqu'au Burkina Faso, chaque village, chaque quartier compte ainsi son ou ses groupements. Leurs fonctions sont multifformes : groupements de producteurs de coton, groupements pour la gestion des périmètres maraîchers, groupements de femmes à la recherche d'activités génératrices de revenus, groupements de jeunes destinés à réaliser des activités sportives ou culturelles.

Parmi ces groupements, il existe des groupements endogènes, c'est à dire des structures nées à l'initiative de leurs membres, par exemple des paysans qui se regroupent afin d'organiser leur approvisionnement ou la commercialisation de leurs produits. L'accroissement de ces organisations au Burkina doit maintenant être perçue comme un phénomène social à part entière, comme l'émergence de nouvelles formes de structuration sociale dans un contexte qui évolue rapidement.

Le fait de se regrouper joue comme un réflexe et permet de faire bloc face à certains aléas. Seulement, on oublie parfois que la création d'un groupement constitue un problème d'action collective organisée, qu'il pose la difficulté de la coopération et de l'interdépendance entre acteurs poursuivant des intérêts divergents sinon contradictoires [Grazier et Friedberg, 1977, p.21].

Le regroupement s'effectue également dans l'espoir d'obtenir une aide éventuelle, un financement ou des conseils. En effet, désormais, toutes les ONG présentes au Burkina, sans exception, ne mènent des actions qu'auprès de personnes organisées en groupements ce qui favorise la multiplication de ces milliers de structures endogènes sur le territoire national. La difficulté réside parfois dans l'appellation de ces structures. En effet, elles peuvent être à la fois groupements ou associations car beaucoup de membres à la base ne différencient pas un groupement agréé dans le cadre de la réglementation coopérative et une association déclarée dans

⁸⁴ Lavigne Delville P., 1992, Groupements villageois et processus de transition in Cahiers des Sciences humaines n°28 (2), p 327-443

le cadre de la loi 10. Il existe d'ailleurs certainement davantage de groupements en milieu rural puisque cette réglementation coopérative reste placée sous la tutelle du ministère de l'agriculture, les associations étant davantage situées en ville.

Sans oublier les structures non déclarées qui représentent certainement plusieurs centaines de cas.

La seconde catégorie de groupements concerne les structures encadrées par les services administratifs. La politique de l'Etat, à travers l'action de ses services déconcentrés s'est longtemps appuyée sur la constitution de groupements. A partir de 1974, l'option du développement communautaire vise la mise en place d'un groupement villageois par village. C'est ainsi que sous la pression des producteurs de coton, l'Etat s'engagea en 1999 vers la reconnaissance d'une pluralité de groupements par village.

Avec le désengagement de l'Etat, la différence entre groupements nés de l'initiative de l'Etat et les autres groupements tend à s'estomper : Désormais tous peuvent bénéficier de l'appui des projets et des services de l'Etat, à condition d'avoir obtenu un agrément dans le cadre de la réglementation coopérative. On peut ajouter que la tendance générale des projets est désormais plutôt d'appuyer les groupements en place que de favoriser la création de nouvelles organisations à la base.

Certaines ONG, tout comme l'Etat créent également leurs propres groupements, suivant leurs critères afin de les appuyer. Certaines ONG pensent que les GV représentent un symbole de la tradition communautaire villageoise. Elles considèrent donc leur existence comme une preuve de motivation pour l'action collective et elles en font une condition d'intervention.

La tendance actuelle au Burkina va à l'appui des groupements existants plutôt qu'à la création de nouveaux.

Pour compléter ce paysage associatif, notons que plusieurs centaines de jumelages, majoritairement français tissent des liens de coopération avec des communes et des villages du pays. Ils enregistrent une constante progression. Toutes les communes urbaines sont jumelées à des localités françaises comme Ouagadougou avec Loudun, Ouahigouya et Chambéry, Zingan avec Contrières ou Gorom Gorom avec Querqueville.

c - Entre compétition et concurrence : Quand les ONG « professionnelles » côtoient les ONG « amateurs »

Les ONG occupent une grande partie de l'espace burkinabè de par leurs actions et de par leurs réseaux de connaissances et d'échanges sur le territoire. Si l'on se réfère aux ONG de l'étude, la très grande majorité affirme ne pas tenir compte des interventions des autres projets de développement. Selon nos interviews, 80% des responsables d'ONG affirment ne pas subir ou au contraire initier telle ou telle compétition ou concurrence.

Cependant, on observe des formes de concurrence entre ONG qui se matérialisent par une appropriation des ressources des donateurs la plus rapide possible, souvent au détriment même des populations cibles, du moins sans consultation avec la population locale [Callamard et Kent, 2004].

Durant notre étude de terrain, nous remarquons que les grandes ONG, du point de vue de la taille, du budget et du nombre de projets travaillent davantage avec des ONG jumelles, soit des structures leur ressemblant sur ces derniers points. Les ONG caractérisés de « professionnelles » sont présentes au Burkina (du Représentant Résident au gardien en passant par les secrétaires) rémunérés durant toute la durée du projet.

Au contraire, les membres d'ONG « amateurs », toutes des ONG locales, sont en principe bénévoles. Les appuis reçus vont directement au projet, au fonctionnement du siège et aux réalisations physiques. Des per diem sont par ailleurs attribués aux membres lors de déplacements sur le terrain contribuant à susciter des vocations toujours plus nombreuses dans ce domaine.

Afin de mieux visualiser les rapports qu'entretiennent les ONG sur le terrain, il semble donc intéressant de citer plusieurs exemples parmi notre échantillon.

Selon le directeur de l'ONG internationale Oxfam Québec, les différences dans les dynamiques associatives sont marquées selon la localisation de l'intervention en milieu urbain ou en milieu rural. Il estime qu'à l'extérieur des grands centres, les ONG, alors peu nombreuses mobilisent beaucoup de membres. Il décrie le manque de « rappel à l'ordre » de la part des autorités sur les « coquilles vides » qui composent le champ associatif national. Il dénonce également la raison politique de l'existence de beaucoup d'organismes. Selon lui, ces partenaires ne possèdent pas une « bonne base sociale ».

Cette critique de la concurrence permet à cette ONG comme à de nombreuses autres de légitimer davantage leur action de l'extérieur tout en affirmant les carences associatives locales. Représentant le volet québécois de l'ONG internationale, Oxfam travaille prioritairement et plus naturellement avec ses partenaires Oxfam Intermon (Espagne) et Oxfam Belgique. Des rencontres mensuelles avec ces organismes sont organisées. Les actions sont ainsi coordonnées et les plans d'action concertés. Le fait d'appartenir à la « même famille » permet de conserver des politiques relativement similaires quant à l'approche terrain et de calquer les types d'actions qui fonctionnent sur « le petit frère » tout en évitant de reproduire d'éventuelles erreurs.

Une collaboration existe également avec l'ONG RECIF dont Oxfam Québec reconnaît la bonne formation. Les ONG Tin Tua, Diakonia et la Coopération suisse représentent les autres partenaires d'Oxfam Québec. Certains partenaires opèrent plus ponctuellement tels que l'ONG française Pain pour le monde ou NOVIB, le partenaire hollandais. Ici encore, des missions collectives peuvent s'organiser afin de planifier des actions communes.

En ce qui concerne les relations de l'ONG avec les jumelages, il estime que les risques sont importants pour une ONG de collaborer avec ce type de partenaire. Selon lui, la commune répond à un besoin de la commune du Nord, c'est à dire du donateur.

Ainsi, Oxfam ne souhaite visiblement pas développer d'autres formes de partenariats associés à une forme de concurrence, et souhaite conserver ses « prés carrés ».

Si de nombreux acteurs sont présents sur le territoire burkinabè, les « relations de voisinage » peuvent varier selon les types d'ONG rencontrées. Ainsi, d'autres ONG, davantage modestes, n'auront pas forcément de réseau identique à l'exemple précédent.

Prenons le cas d'une autre ONG de l'étude, SOS Sahel Burkina, née en 1981 dont nous avons interrogé le directeur. Cette ONG intervient auprès du milieu scolaire et gère des écoles dans les quartiers pauvres (et traditionnels) de Dapoya et du secteur 15, au cœur de la capitale mais aussi un Centre de Soins Primaires (CSPS), au Sud, sur la route de Pô. A l'inverse d'Oxfam Québec, nous pouvons qualifier cette structure de relativement réduite de par le nombre de ses membres, ses financements et ses activités sur le terrain.

Après la dissolution de SOS Sahel Belgique dont elle était l'antenne burkinabè, SOS Sahel Burkina oeuvra avec SOS Sahel Pays-Bas. Mais l'ONG hollandaise était dirigée par des personnes relativement âgées et la relève n'a pas eu lieu.

Des consultants permettent toutefois d'aider à la recherche de fonds. Quant à l'ONG allemande MEDEOR, elle aide matériellement et ponctuellement SOS Sahel en envoyant des médicaments pour le CSPS. Membre du collectif SPONG, l'association participe peu aux différentes réunions d'information et de concertation et demeure peu présente dans « le tissu associatif » burkinabè.

Contrairement à Oxfam, cette petite structure n'a pas « les reins » suffisamment solides pour étendre son réseau de partenaires. Tributaire du partenaire européen, l'autonomisation s'effectua beaucoup trop rapidement et nombreux sont les partenaires financiers qui se désengagèrent.

Si l'on multipliait les exemples relatifs aux ONG de l'étude, nous verrions sans grande surprise que plus l'ONG se développe en terme de structure, de personnel, d'activités et de financements et plus son réseau de partenaires s'étend sur le plan national et international.

d - La question du partenariat et du risque d'instrumentalisation⁸⁵

Philippe Ryfman, Professeur en Sciences Politiques à la Sorbonne et spécialiste de l'action humanitaire et du développement, évalue le nombre d'ONG en 2006 entre 20 000 et 30 000 pour le Nord, et entre 200 000 et 300 000 pour le Sud⁸⁶. Ce nombre pouvant paraître très positif par les combats que ces acteurs mènent peut parfois avoir un caractère plus sombre notamment par ses partenariats et par l'instrumentalisation dont elles peuvent faire l'objet. Ainsi, apparaît la domination des ONG du Nord, devenues des multinationales du cœur⁸⁷, sur celles du Sud et l'existence d'ONG financées par des gouvernements (les « GONGOS », pour « Gouvernement oriented NGOS »). Cette notion « d'instrumentalisation » concernant le grand registre de l'humanitaire fut évoquée par Médecins Sans Frontières : « assumer ses responsabilités de puissance occupante envers la population acquiert le statut d'aide humanitaire par la magie de l'appareil de propagande » [MSF, 2004].

Cette notion d'instrumentalisation relatée par P. Ryfman est péjorative. Elle souligne le pouvoir de contrainte de l'entité détenant les ressources financières.

Nous observons au Burkina que les capacités de planification et l'ensemble des initiatives des ONG sont parfois muselées par les bailleurs de fonds qui imposent leur ligne directrice. Les grandes ONG internationales telles Cathwel, PLAN ou Handicap International (HI) évoquent leurs partenaires locaux en omettant de souligner la domination exercée sur ces structures qui, vulnérables financièrement, n'ont que peu les moyens d'imposer leurs conceptions. C'est le cas

⁸⁵ Le terme « instrumentalisation » signifie ici l'utilisation des ONG locales par les ONG internationales afin d'atteindre leurs objectifs au détriment de l'identité et du mandat des premières.

⁸⁶ Ryfman P, 2006, *Les ONG, nouveaux acteurs des relations internationales* in « Questions internationales », n°19, mai-juin 2006, La Documentation Française.

⁸⁷ *Les multinationales du cœur, les ONG, la politique et le marché*, La République des idées, Seuil, 2004.

de l'ABPAM, ONG nationale financièrement fragile agissant en faveur des malvoyants et partenaire de HI sur des micro projets de formations d'enseignants. Associée à d'autres structures locales pour ce projet, son intérêt pour sa survie et pour une plus grande notoriété passent par ce genre d'interventions même si ses responsables se disent conscients du profit et de la large couverture médiatique que s'octroie HI.

Comme Eric Folacci et Gilles Marouseau dans leur communication, nous pouvons étendre ces réflexions aux autres ONG de l'étude⁸⁸.

Comme le souligne ces auteurs, « les ONG donnent parfois l'impression de remplir le vide laissé par l'Etat ». Les ONG altèrent la conscience publique...elles forment une sorte d'amortisseur entre le gouvernement et le public...elles peuvent devenir les arbitres, les interprètes, les entremetteuses [Roy, 2004]. D'après les responsables d'organisations du développement interrogés, ce fait semble bien réel au Burkina même s'il reste difficile à vérifier sur le terrain.

L'arrivée en masse des ONG au Burkina depuis une trentaine d'années coïncide avec le processus de démocratisation en cours en Afrique de l'Ouest. Il semble intéressant de savoir si ces partenariats profitent aux populations locales ou bénéficient aux ONG du Nord. Ces ONG locales ne sont-elles pas de simples antennes de programmes finalement conçus et pensés hors du Burkina ?

Au Burkina, les ONG nationales ainsi que les acteurs de la coopération internationale (ONG internationales, agence des Nations Unies...) travaillent en partenariat sur les projets de développement. Ce partenariat évoqué par l'ensemble des ONG ressemble davantage à un appui de la part des ONG internationales vers les locales. D'ailleurs, peut-on véritablement parler de partenariat, notion très présente dans le domaine associatif burkinabè ? Faut-il évoquer des relations de partenariat lorsqu'il s'agit de dépendances financières ?

Comme le suggère Joaquim Oliveira Mucar, coordinateur de l'ONG « Magariro » (Association pour le Développement Communautaire) à propos des ONG mozambicaines, ne faut-il pas une égalité de traitement, des visions et des objectifs communs, une réciprocité de bénéfices et des valeurs partagées entre les différents acteurs⁸⁹ ?

L'ensemble des ONG internationales de notre étude fonctionne en relation avec des ONG, groupements ou associations locales déjà existantes. Si certaines ONG internationales fonctionnent avec leurs propres priorités dictées par les bailleurs de fonds, nombreuses sont celles qui acceptent des propositions de projets basées sur les besoins des populations ce qui tend

⁸⁸ Folacci E., Marouseau G, 2005.

⁸⁹ Mucar J-M., 2005, *Le cas des ONG mozambicaines*, journal Hémisphères, n°29.

à renforcer les capacités organisationnelles des organismes nationaux et transférer les savoir-faire.

La peur des ONG de devenir dépendantes d'un bailleur de fonds privé les incite parfois à agir de façon ponctuelle, sans construire de stratégie à long terme avec des organisations internationales ou des entreprises. La plupart des ONG de l'étude envisagent d'établir des partenariats avec des entreprises « éthiquement correctes ». Ainsi, l'ONG WWF collabore depuis plusieurs années avec la société « Lafarge », leader mondial de matériaux de constructions et Greenpeace développe un partenariat avec l'entreprise « Lapeyre ». Médecins Sans Frontières ne tolère pour sa part aucun partenariat avec des entreprises impliquées dans la vente des armes et peut refuser des offres parfois intéressantes financièrement.

Au Burkina, les responsables de Handicap International admettent rechercher par exemple plutôt des entreprises qui ont un « comportement citoyen » pour des programmes pédagogiques dans les écoles. Nous soulignons en pratique que les sociétés partenaires de l'ONG sont principalement des banques, des chaînes de grande distribution ou encore des sociétés de transport aérien ce qui fatalement finit par influencer la pratique de l'ONG.

La possibilité de choisir ses partenaires constitue l'apanage des grandes ONG internationales et médiatiques.

Nous observons que la plupart des ONG de l'étude doivent autofinancer leur fonctionnement. Nous pouvons citer par exemple l'association « Les puisatiers », l'ONG CIDI ou encore Médecins Sans Vacances (MSV). Le SECOS/ONG (Savoir être un collectif sahélien) ne reçoit que quelques aides ponctuelles de l'Etat.

En essayant d'éviter les pièges d'une mauvaise influence quelconque, ces petites ONG, peu connues ont peut-être intérêt à développer ces formes de partenariats avec des entreprises afin de prendre une ampleur nouvelle.

Les jeunes ONG de type « CERVOD Afrique » ou « la Brique » tentent ainsi de rentrer à tout prix dans le cadre de référence incité par les bailleurs. Il s'agit ainsi pour elles de répondre à leurs exigences ce qui contredit tout projet de développement dont les initiatives sont censées partir des populations bénéficiaires. Seulement, ont-elles le choix de leur propre politique de développement ? N'ayant pas les bases financières suffisamment solides et nous les verrons au cours de la troisième partie en abordant les budgets, ces organisations sont obligées de se plier aux exigences des bailleurs. Actuellement, nous constatons en nous rendant sur le terrain que les ONG nationales ont en grande majorité tendance à tout accepter pourvu que les financements suivent, sans prendre en compte leurs capacités de gestion et d'exécution des différents projets.

Si certaines ONG étrangères peuvent parfois profiter de la fragilité et de la jeunesse d'associations locales pour les manipuler et instaurer des conditions de dépendances, on ne peut toutefois le généraliser à l'ensemble du tissu associatif de notre étude étant donné le « grand réservoir de bailleurs » [Cf. Chapitre V].

Pour se prémunir contre ce risque d'instrumentalisation, les ONG doivent diversifier leurs sources de financements et assurer un meilleur contrôle de leurs actions afin de préserver leur crédibilité auprès de l'opinion publique⁹⁰. Sans une certaine faculté d'adaptation, les ONG au Burkina se couperont des bailleurs de fonds mais aussi des populations locales. Ce passage semble indispensable afin qu'elles conservent leur autonomie.

⁹⁰ Massart G, 2005, *Le secteur associatif africain, autonome ou instrumentalisé ?*, association Songes, journal Hémisphères, n°29

CONCLUSION DE LA PARTIE I

-

Le Burkina Faso, espace de transition géographique, fortement rural, très enclavé est considéré par les observateurs internationaux comme un des Pays les Moins Avancés et comme le pays des organisations non gouvernementales en Afrique de l'Ouest.

Si les sécheresses au début des années 70 et 80 ont représenté le point de départ pour un grand nombre d'organisations du développement, d'autres pays comme le Sénégal, le Niger ou le Tchad ont connu ces mêmes difficultés sans pour autant rencontrer un engouement semblable. Cette évolution apparaît également en constante augmentation.

Plusieurs facteurs ont ainsi accéléré ce processus donnant une place tout à fait particulière au pays des hommes intègres dans ce domaine. Des facteurs géographiques, historiques, politiques, sociologiques contribuent à alimenter cet engouement.

Aujourd'hui, le tissu associatif du pays est relativement dense et parfois ancien. Seulement, si les ONG se multiplient, leur répartition sur le territoire semble inégale et ne correspond pas toujours aux réels besoins exprimés par la base. De plus, un certain flou s'opère autour de ces structures très disparates autour desquelles gravitent souvent une multitude de partenaires intéressés à agir sur des espaces qualifiés à l'extérieur de « pauvres ». Même si ce schéma perdure par endroit, le temps semble révolu où les associations aidaient chaque famille ou chaque personne individuellement. Les bénéficiaires se rassemblent sous formes de groupements et beaucoup d'ONG font parties de réseaux, de collectifs ou de plateformes de concertation.

**PARTIE II- LES ONG DE L'ETUDE : UNE REPRESENTATION
KALEÏDOSCOPIQUE**

Les ONG se sont, comme partout en Afrique, autoproclamées « porte-parole de la société civile ». Nées pour un grand nombre d'entre elles à l'initiative de fonctionnaires locaux voulant s'investir dans le monde du développement en plus de leur travail, elles témoignent d'un fort engagement d'individus en dehors des cadres de l'Etat.

Bien que l'on distingue communément donateurs privés et publics dans la littérature spécialisée et les débats, on a fait peu d'efforts jusqu'à présent pour créer un classement utile des ONG⁹¹.

On peut se demander si les ONG au Burkina constituent un univers organisationnel homogène. Quelle est la valeur des catégorisations auxquelles elles ont donné lieu ?

Quelles classifications sont mises en jeu ? Cette mise en ordre est-elle pertinente, rend-elle compte des réalités, des homogénéités et des différenciations, permet-elle d'éclairer sur les résultats pratiques d'intervention ?

De nombreux essais de classifications, de typologies ont été tentées soit par l'Etat, par l'intermédiaire du DSONG, soit par différents acteurs de la société civile.

La loi de 1992 appliquée par le DSONG différencie les ONG nationales des ONG étrangères. Cette classification, pas suffisamment précise ne reflète pas la complexité du tissu associatif local mais a tout de même le mérite de poser une première distinction, de catégoriser quelque peu les acteurs de notre étude.

Un deuxième mode de classement possible et relativement courant s'appuie sur les secteurs d'activités ainsi que sur les zones ciblées. Le DSONG utilise ce traitement de même que plusieurs organismes de coordination d'ONG telles que le SECOS ou le SPONG.

Malheureusement, cette typologie ne rend pas compte des ONG qui soutiennent plusieurs domaines d'activité et qui multiplient également leurs zones d'interventions. Ces ONG, largement majoritaires au Burkina complexifient la tâche.

Afin de montrer la diversité de cette formidable effervescence associative et de dresser une typologie suffisamment objective, un ensemble de critères bien définis a été retenu.

Le chapitre III s'attachera à identifier les caractéristiques chez les ONG de la thèse ce qui établira une première taxinomie, le chapitre suivant se concentrera sur l'aspect « activités » de ces entités tout en évoquant en filigrane l'aspect « stratégie » de leurs interventions. Les autres chapitres de cette partie seront consacrés au volet « budget » ainsi qu'aux espaces d'interventions des ONG de l'étude.

⁹¹ Les auteurs qui ont tenté de le faire ont généralement distingué les ONG internationales des ONG. Bien qu'il y ait d'importantes différences entre ces deux catégories, cette typologie n'est pas assez représentative pour tenir compte des écarts à l'intérieur de la catégorie des ONG internationales.

CHAPITRE III : LA DIVERSITE DES ORGANISATIONS DE L'ETUDE : ESSAI D'UNE TYPOLOGIE AUTOUR DE 100 ONG

Avant de dresser le panorama des acteurs que nous avons échantillonné pour ce travail, il est important de rappeler que notre premier critère de classement fut de répertorier uniquement les organisations ayant le statut « d'organisation non gouvernementale » ce qui exclut de fait toutes les associations locales, les groupements de paysans ainsi que les structures étatiques ou semi-étatiques. Notons que pour cette étude nous avons considéré la SNV et le DED, services de coopération respectivement hollandais et allemands, comme des ONG. En effet, d'une part, la nature de leurs interventions s'inscrit dans la lignée des actions des ONG présentes et d'autre part, le DSONG les associe à leur recensement annuel au même titre que les autres ONG. Nous nous sommes donc basés sur la liste officielle du DSONG de 2003 afin de dresser un premier inventaire des futurs ONG de l'étude. Malgré les critiques des critères de suivi du DSONG et de la légitimité de ce classement, nous obtenons une première base de données qui est mise à jour tous les trois ans environ⁹².

Cette base de données est composée fin 2003 de 353 ONG répertoriées. Parmi ces ONG, 100 furent échantillonnées⁹³.

⁹² Cf. Chapitre I.

⁹³ Cf. Méthodologie utilisée

1- Constat d'un panorama éclectique⁹⁴

a- Les ONG liées à un réseau international

Puisque de nombreuses ONG internationales ont participé au développement du pays depuis une quarantaine d'années, des liens se sont fatalement créés avec les structures nationales. Il en va de même des réseaux d'organisations enracinés dans le tissu associatif local et dont les ramifications s'étendent à l'étranger.

Ces ONG ont également contribué au développement de multiples organisations de base, soit directement en incitant leur création, soit indirectement en accompagnant des initiatives endogènes. Au Burkina, la mise en place de ces réseaux constitue une alternative permettant d'influencer les politiques et les pratiques du développement.

Au sein de cette catégorie, nous trouvons des ONG rattachées à un réseau ou à des organisations étrangères exerçant sur ces dernières un certain contrôle tout en les appuyant.

Elles jouent aussi le rôle de plates-formes, sortes d'espaces de communication constitués d'associations locales déterminant entre elles leurs programmes de recherche-action et d'échanges entre paysans et techniciens. Parmi elles, plusieurs ont été suivies dans le cadre de notre étude et disposent d'une réelle autonomie.

Tout d'abord spécialisée dans la formation, le CESAO (Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Afrique de l'Ouest), basé à Bobo Dioulasso, apparaît comme ONG suisse dont l'action s'étend sur plusieurs pays voisins.

Ensuite, née de la nécessité d'équilibrer les rapports entre le monde des techniciens et celui des paysans, l'ONG belge Diobass exécute des projets au Burkina depuis 1990. Sa démarche au Faso découle des réflexions menées pendant la programmation des activités des Unions des groupements Naam de Koumbri et de Gourcy.

Les plates-formes Diobass combinent des réseaux d'associations paysannes, d'ONG, de groupes de recherche-actions et de personnes ressources, investis dans les processus de recherche et d'action. La coordination internationale Diobass et les coordinations de plates-formes constituent

⁹⁴ Les exemples de cette sous partie proviennent des divers entretiens réalisés avec les responsables des ONG, des différents rapports d'activité et de l'annuaire des ONG du Burkina, édition 2000.

un réseau de personnes ressources aptes à donner des appuis méthodologiques ou d'animation. Elles organisent ainsi conjointement des programmes de formation dans le but de renforcer leur expertise et de développer le réseau Diobass à travers le Burkina et l'Afrique.

Parmi les ONG reliées à un réseau international, nous pouvons rattacher les grandes structures de développement des Eglises :

Ainsi, l'OCADES (Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité) coordonne les efforts de l'Eglise catholique burkinabè depuis 1999. Membre du Secours catholique en France, elle compose ses actions autour de 13 diocèses situés dans les villes les plus importantes du pays. Par ce réseau d'actions, environ 2 millions de personnes sont touchées par le développement d'OCADES.

Figure n°18 : L'OCADES et son réseau développé

ONG catholique fondée en 1998, elle est le produit de la CARITAS et du Bureau d'Etudes et de Liaison (BEL). L'objectif principal est « le partage et la solidarité permettant de promouvoir le développement de l'homme : justice sociale ».

Tout le territoire est quadrillé : 13 diocèses formant un véritable réseau de communication. C'est le seul réseau parmi les autres ONG allant du national au village.

Membres du SPONG, l'OCADES paye une cotisation et participe à des réunions internationales et aux conseils d'administration. Il est également affilié au BSONG.

Des associations françaises et allemandes financent l'OCADES et notamment des organismes catholiques comme le Secours Catholique.

Les « secteurs privilégiés » par l'ONG : La santé, le social, l'hydraulique, l'environnement, l'éducation (création d'écoles nouvelles). Le travail se fait avec les structures à la base (village, groupements, paroisse) autour de plusieurs départements:

- Le département «solidarité et partage» qui s'attelle aux secours d'urgence en cas de catastrophes naturelles, de calamité et de détresse (disettes, épidémie etc.). Cette mission consiste à, réhabiliter la prise en charge des situations d'urgence et de détresse. Il distribue des vivres aux nécessiteux et laissés-pour-compte dans la société, aux réfugiés, émigrés, aux malades et aux économiquement faibles (veuves, personnes âgées, etc.).

- Le département "développement et promotion humaine" a pour mission d'appuyer toutes les initiatives d'où qu'elles viennent en faveur du développement politique, économique, social et culturel. Ce département appuie les diocèses dans l'élaboration, la planification, la mise en oeuvre et l'évaluation de leurs plans et programmes de pastorale sociale. Aussi, élabore-t-il les stratégies d'auto prise en charge, de former, d'informer les agents animateurs de la pastorale sociale pour un développement intégral et durable.

Dans ce sens, les activités suivantes sont la toile de fond du département : hydraulique villageoise, alphabétisation de base, construction d'écoles, de centres agricoles ou ménagers, développement économique et social.

L'OCADES appuie également d'autres ONG en appui-conseil, en évaluation. Il soutient toutes les structures et organisations d'Eglise par une action durable au profit des populations sans discrimination ethnique, régionale ou confessionnelle.

Il faut souligner cependant que ce soutien part dans la pratique, tout d'abord vers les populations d'obédience catholique.

Son objectif final est d'accéder progressivement à l'autonomie matérielle et financière. Car cette Eglise dépend presque entièrement de ses bailleurs de fonds étrangers qui sont : en Italie, (Cor Unum, Caritas internationalis); en Allemagne (Misereor, Missio, Caritas), en France (Secours Catholique) aux Etats-Unis (Cathwell), etc., le rôle de ces partenaires est surtout d'apporter des financements.

L'Office de Développement des Eglises Evangéliques (ODE), rattachée à la Fédération des Eglises et Missions Evangéliques (FEME) regroupe dix églises protestantes. Elle tente de répondre à l'aspiration de ces églises en déployant des activités agro écologiques, d'hydraulique et de formation sur tout le territoire.

Certaines structures se relient à des réseaux internationaux non confessionnels. La Solidarité et Entraide Mutuelle au Sahel (SEMUS) se présente comme un exemple d'une organisation créée par des structures paysannes et des fonctionnaires pour venir en appui aux groupements paysans de trois provinces en 1991. C'est une ONG reliée au mouvement Emmaüs International. Celle-ci détenant le statut d'ONG étrangère reconnue par le DSONG, le SEMUS n'a pas éprouvé la nécessité d'exister autrement que comme « association ordinaire ». Ses activités, nombreuses et diversifiées, touchent le secteur social et économique.

Les réseaux d'ONG constituent donc des acteurs qui mobilisent et communiquent plus facilement auprès de la base étant donné leur proximité aux différents problèmes locaux⁹⁵. Ils possèdent également une vision plus large du développement, présentent une force de plaidoyer et de lobbying importante auprès des bailleurs de fonds tout en s'appuyant sur la gestion des projets, en favorisant la concertation des populations cibles et en facilitant leur formation.

b- Les associations locales devenues ONG

Afin de simplifier notre typologie, nous n'avons retenu que les organisations possédant le statut d'ONG.

Parmi elles, de nombreuses organisations burkinabè, nées d'une initiative locale et parfois devenues ONG ont aujourd'hui développé des partenariats durables avec des communautés paysannes. Essentiellement pour des raisons matérielles et d'exonération des taxes douanières, en devenant ONG, les associations locales développent une plus grande reconnaissance juridique ainsi qu'une meilleure représentation dans le pays. Intégrant des réseaux de concertation, certaines initient des actions qui ont une couverture géographique parfois très large.

Cependant, les initiatives de réseautage ou d'actions concertées apparaissent très limitées. Les difficultés réelles de fonctionnement de réseaux, la faiblesse des compétences en matière d'actions concertées et le désir d'autonomie de chaque organisme expliquent ces problèmes. Les collectifs d'ONG nécessitent des moyens importants auxquelles les associations locales n'ont pas toujours accès.

⁹⁵ Sawadogo F., 2003, *Portrait des Collectifs et Réseaux d'ONG au Burkina Faso, Unité d'Appui à la Coopération canadienne*, janvier 2003, p7.

« En dehors des ONG étrangères, inter-africaines ou internationales qui sont relativement prospères et dotées de ressources budgétaires conséquentes pour faire face à leurs missions, la plupart des organisations de la société civile connaît une pénurie de ressources matérielles et financières qui les empêchent de remplir efficacement leur mission »⁹⁶

Jusqu'au milieu des années 70, les associations locales se préoccupaient surtout d'améliorer leur condition de vie et d'apporter une assistance à leurs membres situés en zone urbaine. Elles devinrent davantage des organismes catalyseurs du développement régional suite à la grande sécheresse que connut la Haute Volta de l'époque⁹⁷. Avec l'afflux des ONG internationales durant cette décennie, les associations locales devinrent naturellement des structures d'appui et des interlocuteurs privilégiés.

Leur connaissance des populations, des langues locales et des réalités du terrain ont permis d'accroître leur popularité auprès des ONG étrangères.

Certaines ONG burkinabè pourront se voir qualifiées d'organisations intermédiaires et, dans une certaine mesure, de « courtiers du développement » [cf. Olivier de Sardan].

Dans plusieurs provinces, ces ONG locales deviennent partenaires locaux d'ONG internationales basées en Europe ou aux Etats Unis et qui se limitent au rôle de bailleur de fonds plutôt qu'à celui d'organisation d'appui.

Leur siège fut, pour une meilleure efficacité et pour continuer à jouir de la crédibilité auprès de la population et de leurs partenaires financiers, transféré dans les chefs lieux des provinces d'intervention⁹⁸.

D'après les derniers chiffres du recensement du DSONG, les associations ayant le statut d'ONG sont au nombre de 353 au Burkina Faso. Les ONG nationales représentent la minorité d'entre elles avec 109.

37 ONG burkinabè sur les 109 furent appréhendées pour notre étude ce qui représente environ 34%. Parmi celles-ci, certaines sont des associations locales ou des structures paysannes qui ont

⁹⁶ Texte tiré d'un document cadre pour le renforcement des capacités des organisations de la société civile au Burkina Faso, janvier 2002.

⁹⁷ Bouthier M., 1996, *Un aspect des relations ville-campagne au Burkina Faso : L'impact d'une ONG urbaine sur le monde rural. Le cas de l'ONG Six S de Bobo Dioulasso et du groupement Relwende de Samandéni* in « Interdépendances Villes campagnes en Afrique » (sous la dir. de Coquery-Vidrovitch, d'Almeida, Topor et Sénéchal). L'Harmattan 1996.

⁹⁸ Idem

obtenu le statut d'ONG, d'autres sont des ONG internationales dont la direction expatriée se retire au profit d'une représentation burkinabè.

Parmi ces 37 ONG, 29 ont leur siège ou une représentation à Ouagadougou. Les autres résident essentiellement dans les chefs lieux des provinces d'intervention.

Une des plus anciennes ONG faisant partie de notre base de données, l'association des volontaires pour le développement (AVD) a initié ses projets de santé, d'environnement, d'hydraulique dès le début des années 70. Les responsables disent l'avoir créé à partir de l'aspiration profonde des populations des terroirs. Des réflexions ont émergé de la base et ont abouti à la création d'organisations démocratiques dans les villages appelées « brigades de développement » et regroupant jeunes, vieux, femmes, agriculteurs, éleveurs et utilisateurs de la terre. L'AVD, fondée au départ pour mieux coordonner l'ensemble de ces structures, s'appuie aujourd'hui sur des bénéficiaires assistés techniquement par des volontaires attachés aux projets et concernant la défense, la protection, la restauration, et la gestion rationnelle de l'environnement, la santé et les MST...En pratique et pour des problèmes officiellement financiers, ces grandes théories n'auront eu qu'un impact limité dans l'espace et dans le temps.

Citons également l'Association Burkinabè d'Action Communautaire (ABAC), créée à l'initiative de jeunes cadres burkinabè en 1987 et reconnue officiellement ONG en juillet 1988. Partie du constat que la promotion de l'économie burkinabè marquait le pas, la réflexion de cette ONG a débouché sur la volonté de contribuer plus efficacement au processus de développement. Les actions se sont orientées vers la création de séchoirs, l'appui à la commercialisation des produits séchés ainsi que l'appui au montage d'unités artisanales de séchage des fruits et légumes. Celle-ci intervient en 2005 dans 5 provinces du pays.

D'autres ONG locales initient des actions davantage localisées. L'Association en faveur de la Veuve et de l'Orphelin (AVOB) n'agit depuis 1974 que dans un quartier précis de la capitale (Cité « An III »). Ayant obtenu le statut d'ONG en 1977, l'AVOB a fondé un centre pour recueillir les orphelins. Ce centre à vocation sociale permet l'apprentissage du tissage, de la couture. Une école maternelle permet également de soutenir l'association puisqu'en plus de jeunes orphelins, d'autres enfants du quartier peuvent s'y inscrire.

L'Association qui milite en faveur de la réhabilitation des handicapés moteurs du Burkina, l'Union Nationale Pour les Personnes Handicapées de Ouagadougou (UNPPHO) possède également un centre permettant aux personnes handicapées d'exercer des activités

rémunératrices telles que la couture, la menuiserie, la soudure, la maroquiner tout en suivant des sessions d'alphabétisation. Actuellement, environ 70 handicapés se forment dans ce centre.

Réservé aux handicapés de Ouagadougou pour éviter un afflux massif, la portée des actions demeure localisée. Ces structures apparaissent toutefois fréquemment pénalisées par leur manque d'expérience et certaines se font régulièrement reprocher leur opportunisme. Souvent très liées à la personnalité de leur fondateur ou de leur responsable influent, elles se développent rapidement grâce à un ou des bailleurs de fonds puis peinent à exister lorsque les financements tarissent.

c- Les ONG confessionnelles de l'étude

Tableau n°5 : « Carte d'identité » des ONG confessionnelles de l'étude

	CONFESSION	PAYS	SECTEUR D'ACTIVITE	ZONE D'INTERVENTION
AEAD	catholique	Burkina	Education	Ouaga, Zondoma, Boulkiemdé
ODE	protestant	Burkina	Promotion rurale	Tout le pays
UFC	Catholique et musulman	Burkina	hydraulique villageoise	Oudalan
OCADES	catholique	Burkina	Santé Education Promotion rurale	Tout le pays
PHYTOSALUS	catholique	Burkina	Santé	Milieu urbain
GRAAP	catholique	France	Renforcement des capacités	Tout le pays
ATD ¼ MONDE	catholique	France	Education	Ouaga, Kouritenga
ADRA	protestant adventiste	USA	Environnement	Kadiogo, Kossi, Bazéga, Houet
CATHWEL	catholique	USA	Education Santé Hydraulique Promotion rurale	Tout le pays
CREDO	protestant	USA	Promotion rurale	Ouaga, Sissili
PB	protestant baptiste	USA	Hydraulique	Houet, Kaya, Tenkodogo
LWR	protestant luthérien	USA	Promotion rurale Santé	Boulgou, Gourma
CCFC	protestant	Canada	Education Santé	Zandoma, Yatenga, Lorum, Tuy, Boulkiemdé, Kadiogo, Oubritenga, Boulgou, Bazéga, Sanmatenga, Koulpelogo
GREEN CROSS	catholique	Suisse	Environnement	Région de Ouahigouya, plateau central, Banfora
CESAO	catholique	Suisse	Renforcement de capacités	Plateau central, Sud Ouest
LA BRIQUE	protestant	Suisse	Education, Santé	Ouagadougou, Tapoa
BD	catholique	Belge	Renforcement de capacités	Plateau central, Yatenga
ZWO	protestant	Pays Bas	Promotion rurale	Bam, Kadiogo, Kéné Dougou,

Plusieurs facteurs majeurs peuvent expliquer la forte implication des Eglises dans les actions de développement au Burkina. Premièrement, la mauvaise situation économique et sociale du pays devant laquelle, ONG chrétiennes mais aussi, et dans une moindre proportion, ONG musulmanes n'ont pu rester insensibles.

Deuxièmement, l'héritage missionnaire du XIX^{ème} siècle où les œuvres jouèrent un rôle déterminant avec l'envoi des missionnaires à la fois médecins, ingénieurs, enseignants ou infirmiers, philosophie toujours d'actualité au XXI^{ème} siècle où s'ajoutent logisticiens ou autre ingénieurs hydrauliciens.

La défaillance de l'Etat et des grandes agences de développement ainsi que la sécheresse des années 70 accélérèrent la multiplication des ONG à l'initiative des Eglises.

L'augmentation des organisations confessionnelles s'explique également par la relative autonomie que les églises laissent aux individus, qu'il s'agisse des pasteurs ou des laïcs.

En 1967, l'encyclique sociale *Populorum Progressio* est publiée et appelle les catholiques et « chaque homme de bonne volonté » à agir pour favoriser « le passage, pour chacun et pour tous de conditions moins humaines à des conditions plus humaines » [Piveteau, 1991]. De même en 1968, les églises protestantes, via le conseil œcuménique des églises lancent l'appel d'Uppsala dans lequel elles reconnaissent la nécessité de verser une part de leurs ressources pour le développement [Joly, 1985, p 20]. La FEME aura joué un rôle capital dans la prise d'initiative des pasteurs et laïcs protestants en matière d'engagement dans les structures non gouvernementales de 1972 à 1988.

Sur les 100 ONG de notre échantillon, 17 sont de confession religieuse. Ceci est le fruit du hasard puisque cette variable n'a pas été prise en compte dans notre tirage au sort initial. Sur les 353 ONG que compte le pays, une petite centaine peut être qualifiée de confessionnelle ou d'origine confessionnelle.

Si les ONG nationales relèvent de la confession catholique, les ONG anglo-saxonnes sont toutes protestantes adventistes, baptistes, luthériennes ou pentecôtistes.

Faisons immédiatement une différence parmi les ONG d'origine confessionnelle. Ainsi, l'Adventist Development and Relief Agency International (ADRA) se réclame des Adventistes du septième jour et le statut de l'ONG, selon l'ensemble des responsables interrogés, se sépare largement de la mission adventiste. Ils ajoutèrent d'ailleurs que seule une minorité de son personnel appartient actuellement à la religion adventiste.

Des ONG telles que ATD ¼ monde, le Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Afrique de l'Ouest (CESAO), Lutheran World Relief (LWR), la Brique, Green Cross, issues d'institutions protestantes ou de pères catholiques s'appuient sur des Eglises bailleurs de fonds tout en développant cependant des activités laïques. Parmi les 39 ONG nationales interrogées, 5 revendiquent leur confession religieuse et n'hésitent pas à faire du prosélytisme au cours de leurs actions auprès des populations. Parmi ces 5 ONG, une seule (Office de Développement des Églises Evangéliques) est d'obédience protestante. 2 d'entre elles (AEAD, OCADES) interviennent dans le secteur de l'éducation religieuse.

La religion catholique, par l'intermédiaire des ONG confessionnelles permet d'avoir un impact relativement fort sur la société burkinabè. Ainsi, grâce à des récupérations politiques des communautés religieuses, les responsables d'ONG peuvent influencer la vie politique locale⁹⁹. Même si notre échantillon apparaît relativement limité, la multiplication de réalisations physiques dans les domaines sanitaires, économiques et sociaux démontre l'influence grandissante de ces ONG catholiques. De plus, dans le contexte actuel de décentralisation, le rôle de l'Eglise, par l'intermédiaire de ces acteurs, se révèle très important notamment en ce qui concerne « la bonne gouvernance » où la rigueur de la gestion en ressource humaine et en gestion économique prévalent.

Selon René Otayek, les mouvements de développement catholique, « dans ce contexte de décentralisation, cherchent à conquérir les pouvoirs locaux pour la gestion du sacré et des ressources dont ils disposent ». Il s'agit des ressources sous forme d'écoles, d'infrastructures sanitaires, etc. Il ajoute qu'elles contribuent, en même temps que les autres confessions religieuses à la mise en oeuvre efficace de la décentralisation qui repose sur l'entreprise et la participation communautaire. Selon lui, le prosélytisme demeure un « objectif primordial ».

Le Groupement de Recherche pour l'Appui et l'Auto Promotion (GRAAP) est une ONG française catholique produisant du matériel pédagogique (des séries éducatives) adapté à l'animation des groupes paysans. Il consacre plusieurs « séries de textes religieux » qui sont des réflexions de foi à partir de la parole de Dieu aux chrétiens qui le désirent¹⁰⁰.

Le GRAAP forme régulièrement des animateurs de nombreuses structures d'église en Afrique de l'Ouest et notamment de l'OCADES au Burkina. Citons également quelques partenaires financiers tels que le Comité Catholique de Lutte contre la Faim (CCFD), la Fondation Jean Paul

⁹⁹ Doli O., 2001, *Les églises chrétiennes dans la vie politique du Burkina Faso de 1983 à 2000*, Mémoire de Maîtrise Sous la direction de M Some, Maître-assistant, Ouagadougou, décembre 2001.

¹⁰⁰ Cf. Brochure de présentation GRAAP Afrique, Bobo Dioulasso.

Il pour le Sahel mais aussi des partenaires techniques de terrain comme l'OCADES, les Eglises et autres congrégations religieuses. De même, l'Union Fraternelle des Croyant (UFC) de Gorom Gorom dont le responsable est également prêtre à l'église de la paroisse communale, intervient en milieu musulman quasi exclusif (zone nord sahélienne du pays). L'UFC, comme nous aurons à en reparler fut créée en 1969 à Dori par le père Lucien Bidaud. Elle regroupe des membres des communautés musulmanes et chrétiennes et lutte contre l'insécurité alimentaire dans la province du Séno et de l'Oudalan essentiellement. Les actions liées à l'hydraulique villageoise atteignent donc les populations locales sans distinction religieuse.

Tous les responsables sans exception affirment cependant que le caractère religieux de leur ONG n'influence nullement les actions menées. Qu'elles soient d'obédience musulmane, catholique ou protestante, les personnes interrogées séparent la nature de l'ONG de leurs missions sur le terrain totalement dénouées d'un quelconque prosélytisme. Pourtant, elles insistent toutes sur leur obédience constituant sans aucun doute une véritable porte d'entrée du développement au Burkina.

Si en théorie, nous constatons une unanimité à ce propos, la réalité semble différente pour les ONG qu'elles soient catholiques ou protestantes. Au cours de nos entretiens, nous nous apercevons rapidement qu'il existe toujours un volet consacré « à l'évangélisation permettant aux structures religieuses de s'affirmer » pour l'Association Evangélique d'Appui au Développement (AEAD) et son responsable pasteur, un volet « œuvres spirituels » pour le Christian Relief And Development Organization (CREDO), « l'appui des structures d'Eglise » pour l'OCADES ou « des séries évangiles » dans le matériel pédagogique du GRAAP. Quant à l'ONG néerlandaise ZWO, elle base son engagement sur les évangiles. Cathwel s'inspire dans son action des encycliques « *Humanae Vitae* » et « *Veritatis Splendor* » notamment en ce qui concerne ses positions sur le contrôle des naissances, l'avortement ou la contraception¹⁰¹. Si chaque responsable se défend de tout prosélytisme, ces exemples tendent donc à prouver le contraire.

¹⁰¹ Rubio F, 2004, Dictionnaire des ONG, Paris, p123.

Figure n°19 : Une ONG confessionnelle : L'Association Evangelique d'Aide au Développement

« Nous sommes reconnus en 1992 par l'administration territoriale, par le DSONG et le SPONG. Au départ, nous étions une association puis nous sommes devenus ONG ce qui permet une exonération. Cela dépasse le niveau de l'association ».

OBJECTIFS

« L'éducation, la formation, le développement économique, l'évangélisation (chrétien) car le Burkina est un pays laïc qui permet aux structures religieuses de s'affirmer ».

PERSONNEL

« Nous sommes 8 personnes en tout. Nous sommes appelés à augmenter, nous envoyons le personnel aux Etats Unis (notre comptable est en Floride présentement), en Grande Bretagne. Nos écoles et notre collège ont leur personnel. Nous les déclarons à la caisse de sécurité sociale. En 1992, nous avions un comité de 6 personnes. Nous recevons une contribution des membres pour les structures et notre siège est à Pissy (quartier Sud Ouest de Ouaga). Il est nécessaire d'accompagner l'apprentissage ».

L'EDUCATION

« Notre vision est d'aider à manifester l'amour de Dieu par des actions concrètes afin de diminuer la pauvreté. Nous souhaitons partager. Pour diminuer la pauvreté, il est nécessaire de favoriser l'éducation afin de pouvoir choisir. Nous avons commencé avec l'éducation de base. Nous avons 4 écoles (3 sur Ouaga et une en province dans le Zangouma au Nord Est du plateau) : 2 maternelles, une primaire et un collège reconnus par les ministères de tutelles : 470 enfants en tout. Ces écoles sont appelées à grandir ».

FORMATIONS

« Pour les plus âgés ou ceux qui ne peuvent accéder à ces écoles, nous faisons des centres d'alphabétisation. Nous utilisons nos structures religieuses pour accueillir les participants. Nous avons créés des hangars spéciaux.

Nos centres sont situés sur Ouaga et dans le Zandoma (nous y avons certains projets depuis longtemps). Pour qu'un projet dure, il faut de bonnes relations. Cette année, 9 centres d'alphabétisation et un seul a fonctionné : des personnes venues pour réaliser des projets sont

venues pour l'alphabétisation, l'institut national d'alphabétisation (INA) : Font un travail sur le terrain. Nous envoyons des encadreurs au niveau des projets. On paye les encadreurs 50000 FCFA pour une session (40 à 70 jours)

C'est un volet pratique, moins cher mais très efficace. Nous sommes implantés dans beaucoup de villages. Pour l'évaluation de l'alphabétisation, c'est la DPEBA qui fait l'audit sous forme d'examens. Nous faisons des formations et des conférences sur le thème du développement (sida, planning familial, éducation, social...). Nous organisons des séminaires d'ordre spirituel (éthique, paix...). Nous souhaitons simplement montrer pourquoi nous sommes chrétiens : Beaucoup d'enfants sont animistes, catholiques, musulmans. Nous sommes seulement libres de prier. C'est ouvert à tout le monde ».

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

« Nous ciblons les hommes. Nous avons un projet d'élevage consistant à équiper les paysans et à leur permettre d'acquérir des bœufs. C'était un projet pilote qui a réussi. Le projet a lieu dans les villages choisis par le comité qui s'occupe du développement du village (Zandoma et Boulkiemdé). Nous n'imposons pas d'idées. Tout le monde participe à la culture attelée, le compost est là, nous faisons des bénéfices et nous achetons ».

VOLET SANTE

« Nous faisons de l'appui dans la construction de dispensaires. En 2002, ouverture d'un dispensaire au secteur 18 à Ouagadougou. Nous cherchons un terrain pour faire construire. Nous avons une stratégie dans la lutte contre le sida. Nous avons l'ambition de construire un centre médical pour les vaccinations avec une antenne chirurgicale. Nous avons besoin d'un infirmier, d'aides soignantes »

VOLET PRODUCTION MARAÎCHERE

« Nous essayons dans les Balé avec la mise en place d'une bananeraie. Production et vente de bananes. S'il y a des bénéfices, on les injecte dans les fermes afin de lutter contre les famines ».

MICRO CREDIT

« Le projet est en attente. Nous avons besoins de fonds. Il existe beaucoup de groupes mais il faut leur donner une formation. Tout le monde n'a pas l'accès au crédit au Burkina ».

EVANGELISATION

« Nous montrons des films évangéliques. Nous avons une équipe mobile qui présente les films. Il y a un partage de la foi. Ce sont les villages qui font la demande ».

BAILLEURS DE FONDS

« Nous sommes soutenus à 60% de l'extérieur. Des ONG confessionnelles anglaises (TEARFUND UK) nous aident de même qu'une association allemande. Le reste vient des membres. Les fonctionnaires donnent une partie de leur salaire pour l'association. Certains prêtent leur véhicule ».

IMPACT

« Nous avons des structures avec des bâtiments définitifs, des équipements. Nous ne faisons pas de distinction. Certains imams nous aident. Quand nous pratiquons les activités dans les villages, tout le monde s'entraide ».

SUIVI

« Nous avons plusieurs sortes d'évaluation :

- évaluation interne à mi-parcours : nous faisons une discussion entre les différents comités.
- nous faisons de l'audit comptable. Nous produisons des documents montrant nos forces et nos faiblesses. C'est un audit indépendant fait par un bureau d'études. Le problème est le coût élevé. Un coopérant anglais est venu de l'extérieur ».

CONSTATS

« Des activités comme la production nécessitent une amélioration car nous avons besoin d'une motopompe pour puiser dans la rivière. Dans le domaine de l'éducation, l'alphabétisation a réussi. Dans le domaine de la santé, nous avons besoin d'un apport financier. Tout dépend de la mobilisation des membres, des acteurs. Les difficultés sont dues à un manque d'information et d'appui. Un échec reconnu : Problème sur un forage qui persiste ».

Source : Enée G, 2006, Extrait de l'entretien effectué auprès du responsable de l'AEAD, Ouagadougou.

L'analyse du mouvement associatif protestant permet néanmoins de faire quelques regroupements. Nous distinguons tout d'abord les organisations sous tutelle de la FEME. D'autres ONG s'engagent directement sous le couvert d'églises ou de Missions Évangéliques. Aujourd'hui, l'ODE, rattachée à la FEME regroupe dix Églises protestantes.

Les domaines d'activité principaux regroupent la santé, l'éducation, la promotion rurale, l'hydraulique villageoise, l'environnement mais aussi le renforcement des capacités des structures à la base.

Elles agissent généralement dans plusieurs domaines d'intervention en couvrant des zones très variables. Ainsi, l'OCADES, l'ODE ou Catholic Relief Service (CRS) sont présents sur toutes les provinces du territoire alors que l'UFC qui réalise des barrages ou des boulis n'intervient que dans la province de l'Oudalan¹⁰².

A l'échelle nationale, l'ODE tient la première place, comme en témoignent ses interventions portant sur l'hydraulique villageoise, l'hydraulique agro-pastorale ainsi que pour les écoles primaires et les dispensaires. Plus d'un milliard et demi de FCFA sont en moyenne investis annuellement dans le développement rural. En matière d'actions en direction de l'enfance par contre, ce sont le Canadian Christian Children Funds (CCFC) et le CREDO qui arrivent avant les autres associations de sensibilité protestante.

Les Eglises protestantes, dans leurs actions de développement définissent une méthodologie d'intervention auprès d'un public cible bien déterminé. Si les ONG de confessions protestantes s'adressent principalement aux populations rurales indigentes sans favoritisme, dans la pratique, on observe néanmoins une étroite corrélation entre implantation protestante et intervention. On peut alors souligner que le dynamisme protestant et la stratégie d'occupation de l'espace vont de paire. Par exemple selon un relevé d'intervention de l'ODE, la quasi-totalité des interventions, soit 112, a préalablement fait l'objet d'une demande formelle introduite au nom de groupements villageois. Cependant, on observe que les Assemblées Pentecôtistes représentaient les populations les plus touchées par les activités de l'ONG. Cette corrélation très forte confirme l'idée selon laquelle ils interviennent très souvent selon la nature des demandes.

En prenant l'exemple du CREDO, nous nous apercevons que celui-ci finance plus d'un milliard de FCFA/an en faveur des enfants des rues au Burkina : Plus de 3400 enfants démunis

¹⁰² Le bouli ou bùli est une zone surcreusée, sorte de réserve hydrique permettant de conserver un maximum d'humidité durant la saison sèche afin de développer des cultures de contre saison. Les boulis sont principalement aménagés dans la zone sahéenne du Burkina Faso.

étant inscrits dans les écoles évangéliques se font parrainer par le CREDO en 2005. En plus de ces actions à « vocation humanitaire », le CREDO finance également une radio chargée, en plus d'informer et de sensibiliser sur des grands thèmes d'actualité, de répandre l'évangile à Ouagadougou ainsi qu'à Léo dans une province du Sud à majorité chrétienne. Ces activités intègrent « le département des œuvres spirituels de l'ONG ». Des formations « renforcent les capacités » des pasteurs locaux et des campagnes d'évaluation sont lancées afin de mesurer l'ampleur du christianisme dans la région. Selon le responsable du CREDO, actuellement, de nombreux musulmans se convertissent au christianisme dans leurs zones d'intervention où « des leaders chrétiens se chargent d'y apporter la bonne parole ».

Les fonds importants de cette ONG proviennent quasi exclusivement des églises américaines et hollandaises.

Ce discours idyllique renforce les raisons expliquant la bonne performance actuelle des ONG d'origine évangélique qui sont, d'une part la culture organisationnelle des églises protestantes, et d'autre part et surtout, la capacité qu'ont les promoteurs d'associations à mobiliser les ressources financières externes, et le niveau d'alphabétisation, d'instruction et d'information des communautés de base¹⁰³.

Les modes d'intervention des ONG ainsi que les moyens qui viendront renforcer les logiques et pratiques de développement des associations issues du milieu protestant burkinabè révèlent aujourd'hui qu'il existe une réelle volonté de changer les comportements des bénéficiaires.

¹⁰³ Yaro G-J, *De l'évangélisation au développement local ; Spécificités des ONG d'inspiration protestante au Burkina Faso*. ONG et développement (sous la direction de J-P Deler, Y-A Fauré, A Piveteau , P-J Roca), 1998, pp143-154.

Figure n°20 : Règlement interne de l'ONG chrétienne « La Brique »

Article 1 : Demande d'admission de membre.

La personne intéressée s'adressera au président ou à un membre du conseil qui lui remettra une copie de la confession de foi, des statuts, de la déclaration du règlement interne et une demande d'adhésion. Ensuite, la personne adressera au conseil une lettre contenant un résumé de son expérience chrétienne et professionnelle et les raisons pour lesquelles elle désire faire partie de cette association. Le conseil fixera un rendez-vous pour un entretien avec la personne. Le conseil délibérera et pourra faire une recommandation à l'assemblée suivante.

Article 2 : Choix des membres du conseil

Il faut qu'il soit membre d'une église et qu'il ait démontré par sa vie un réel désir de servir le Seigneur et qu'il cherche par son témoignage à gagner des âmes au Christ. Il faut que sa candidature soit soumise au conseil avec la recommandation du pasteur et de son assemblée. Le conseil étudiera la candidature et pourra la soumettre à la décision de l'association lors d'une assemblée générale. Le nom du candidat sera affiché pour la consultation par les membres, au moins deux semaines avant une élection.

Article 3 : Discipline d'un membre

Dans le cas où une situation de désordre apparaîtrait dans la vie d'un membre de l'association, la règle serait celle de notre Seigneur dans Matthieu 18 :15-17.

S'il n'y a pas confession et repentance devant l'assemblée, le conseil convoquera une assemblée extraordinaire à cet effet. La recommandation de radiation sera faite par le conseil et la décision sera ratifiée par l'assemblée (1Co 5 :1-9, 11, 2Th 3 :6).

Il sera souligné qu'en tout moment une repentance et une correction de la situation ouvre la porte à la communion dans l'assemblée selon la recommandation du conseil (2Co 2 :5-11).

Article 4 : Création d'un centre pouvant permettre d'atteindre nos buts. Un règlement interne sera élaboré par le bureau exécutif et accepté par le comité de gestion.

Article 5 : Participation aux activités de l'association

Seuls les membres pourront être chargés de responsabilités dans les divers postes de l'association (présidence, direction, enseignement, entretien des locaux, éducation des enfants, etc.)

Source : Extrait de la brochure de présentation de l'ONG « La Brique ». Ouagadougou 2006.

Malgré l'ouverture affichée par l'ONG suisse La Brique, s'affichant avant tout comme culturelle et apolitique, « la religiosité » des membres apparaît comme indispensable. Si la communication de l'ONG occulte volontairement son caractère confessionnel notamment sur le site Internet afin d'élargir son cercle de donateurs, les membres qui prendront les futures décisions de l'association doivent adhérer à cette sensibilité protestante. Ce double discours semblant ménager toutes « les susceptibilités », s'avère ainsi relativement fréquent chez ce type d'ONG.

Ce qui caractérise toutes ces institutions semble être le fait qu'elles évitent toutes formes de compétition interne avec d'autres structures de la même confession.

Actuellement, on constate que des partenariats sont très souvent admis entre ces ONG. Par exemple le CCFC travaille avec l'ODE sur les questions du parrainage. L'OCADES initie des projets de formations avec le CESAO.

Le CREDO développe des cadres de concertation avec l'ODE et l'ADRA.

L'OCADES « antenne Ouaga (quartier Cissin) » travaille en collaboration avec Chrétiens pour le Sahel, ONG luxembourgeoise pour la conservation des eaux et des sols mais aussi la fondation Jean Paul II pour le Sahel. L'OCADES « antenne Fada n'Gourma » collabore entre autres avec deux ONG de l'église catholique italienne Misereor et Chrétiens pour le Sahel.

Qu'elles soient catholiques ou protestantes, les Églises constituent donc un appui aux ONG (agents chargés de l'animation) pour atteindre les populations cibles au Burkina Faso. L'animateur ou facilitateur de l'ONG mobilise ainsi la population autour des actions de développement.

Des financements très importants sont drainés par ces ONG de manière générale, nous y reviendrons d'ailleurs dans le chapitre V. Provenant d'organismes variés des pays du Nord comme les Ordres religieux, les congrégations d'évangélisation, les fondations et les grandes ONG confessionnelles notamment anglo-saxonnes, certaines exagérations peuvent également être commises¹⁰⁴. Des structures comme le CESAO ou le GRAAP préfèrent, d'une part mettre l'accent sur la mobilisation de ressources locales, former des cadres et des animateurs endogènes et d'autre part, faire participer financièrement les populations bénéficiaires aux réalisations des projets. Ceci a le mérite de limiter au maximum les risques d'assistanat en le remplaçant par de l'auto-promotion.

Pouvoir s'appuyer sur les églises locales à la base constitue un atout non négligeable pour toutes ces ONG même si les religieux et pasteurs sur place ne sont pas autochtones contrairement aux animateurs des ONG laïques.

¹⁰⁴ Pérennes J-J, *La participation des Églises d'Afrique au développement*.

Directement en rapport avec les partenaires occidentaux, ces structures parviennent à mobiliser davantage de ressources financières ce qui leur confère, auprès des populations déshéritées du Burkina, un rôle de bienfaiteur et une image plutôt positive ¹⁰⁵.

2- Taille et personnel : Des ONG à des échelles différentes

Les ONG qui emploient plus de 50 personnes dans leur siège demeurent très peu nombreuses. Les grosses ONG d'urgence type Médecins Sans frontières, Médecins du Monde ou Action contre la faim, travaillent avec 50 à 70 salariés aux sièges, des volontaires ainsi que des bénévoles. En France, le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD) fait figure de leader national dans ce domaine puisqu'il emploie 150 personnes au siège à Paris et des délégués en région.

Au Burkina, il existe une grande disparité en terme de taille d'organisation. Entre « l'OCADES » et ses 150 agents du développement, présent depuis plusieurs dizaines d'années, rayonnant sur une grande partie du territoire par l'intermédiaire de ses diocèses et l'association française « les Puisatiers », petite ONG coordonnée par une personne, menant des activités d'hydraulique à Tanghin-Dassouri, il existe tout un éventail d'ONG de tailles variées même si la tendance semble être à une certaine augmentation des structures de taille relativement réduite.

a- Un constat au Burkina Faso : la prolifération des micro ONG

Il semble difficile de parler des ONG au Burkina puisque l'éventail de ces organisations est devenu particulièrement large. Des associations naissent et meurent tous les jours par dizaine rien qu'à Ouagadougou. Le grand nombre d'organisations ainsi que leurs diverses tailles expriment certainement en partie cette situation confuse : On l'a vu, certaines sont de type presque familial alors que d'autres, de grande taille, comptent des décennies d'expérience et des centaines d'employés et sont gérées telles des grandes entreprises multinationales.

Nous pouvons ajouter que le comportement et les capacités de travail des ONG sont fortement influencés par leur « taille », par l'importance de leurs revenus annuels et l'étendue de leur

¹⁰⁵ Yaro G-J, idem

« capital social », c'est à dire l'ensemble des relations tissées par l'ONG. « Ce capital social » peut parfois représenter une ressource immatérielle décisive.

Plus le personnel de l'ONG sera important et plus la capacité de celle-ci à étendre son réseau de partenaires, de bénéficiaires sera important.

La tendance enregistrée au Burkina Faso et parmi les ONG de l'étude est donc la préférence donnée à la micro dimension, c'est à dire à des structures suffisamment légères (de quelques personnes tout au plus) et parfois relativement flexibles, c'est à dire ayant des budgets de fonctionnement quasi nuls au niveau des sièges (lorsqu'ils existent) et des animateurs sur le terrain parfois bénévoles. L'intégralité des financements part donc exclusivement dans les projets.

Parmi les 100 ONG de notre recherche représentant 2461 personnes, 64% d'entre elles comprennent 20 ou moins de 20 personnes dans leur équipe¹⁰⁶. Ces chiffres représentent l'ensemble du personnel de l'ONG, qu'il soit au siège ou sur le terrain. Il ne prend pas en compte les bureaux d'études ou autres prestataires de services dont certaines ONG ont recours lorsqu'elles cherchent des experts notamment en terme de suivi/évaluation d'activités de terrain. Ce chiffre montre bien à quel point « les équipes légères » semblent avoir pris le pas sur des groupes plus importants. On peut ajouter que 17% des ONG disposent de moins de 5 personnes dans leur effectif en moyenne.

¹⁰⁶ Enquêtes réalisées auprès des responsables des ONG entre 2003 et 2005.

Tableau n°6 : ONG de l'étude dont le personnel est inférieur à 5 personnes

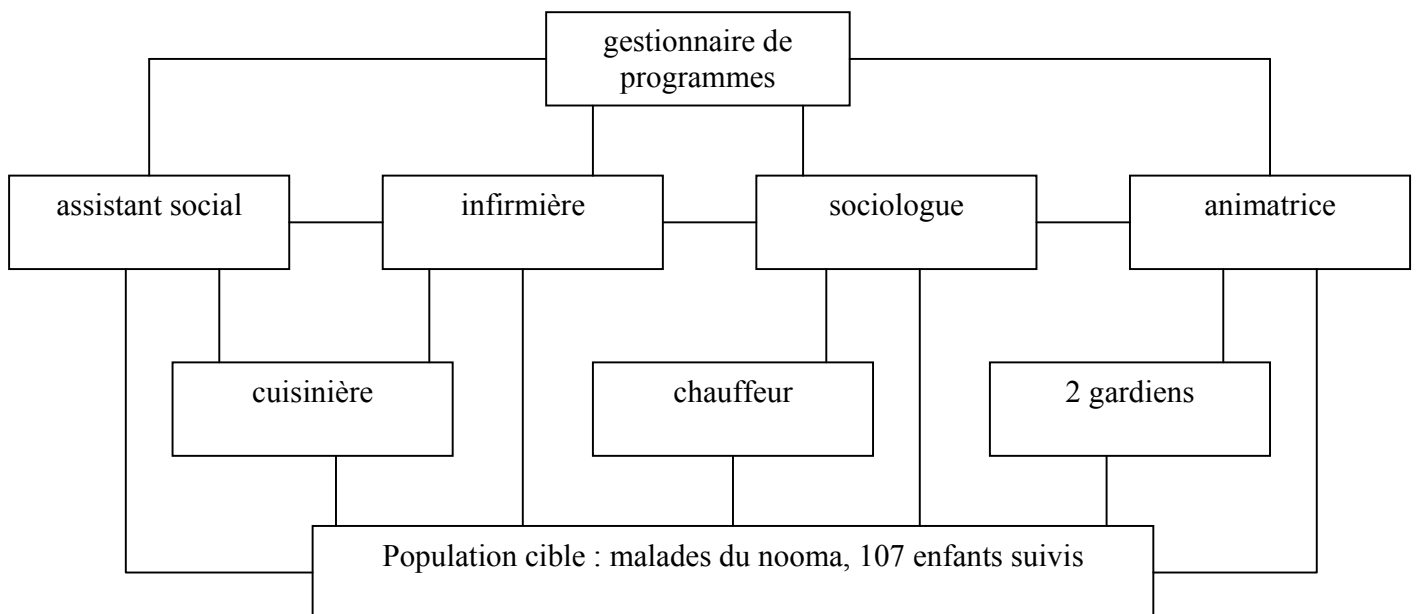
ONG	PERSONNEL
AVD	1 personne
UNION FRATERNELLE CROYANTS GOROM GOROM	1 personne
ASSOCIATION JEUNESSE D'ACTION POUR LA JEUNESSE ET LA SOLIDARITE	1 personne
PEUPLES SOLIDAIRES	1 personne
LES PUISATIERS	1 personne
TERRE DES HOMMES GENEVE	1 personne
FONDS DE COOPERATION AU DEVELOPPEMENT	1 personne
BROEDERLIJK DELEN	1 personne
RESEAU AFRIQUE 2000	3 personnes
FEM ONG	3 personnes
LUTHERIAN WORLD RELIEF	3 personnes
ASSOCIATION ZWO	3 personnes
SECOS	4 personnes
FONDATION NATURE ET VIE	4 personnes
WORKSHOP FRANCE	4 personnes
SOCIETE CIVILE SAHEL	4 personnes
ENFANTS DU MONDE	4 personnes

Deux raisons peuvent expliquer ce résultat. D’abord pour des raisons économiques. L’ONG n’a pas les moyens financiers d’engager une grosse équipe sur le terrain et travaille avec une ou plusieurs personnes relais, pas davantage. C’est, on l’a vu le cas pour « les Puisatiers » dont le coordonnateur, déjà salarié à l’extérieur, est simplement dédommagé de ses frais. Autrefois comprenant plusieurs agents de développement, l’UFC n’a plus qu’une personne relais sur la commune de Gorom Gorom à cause de problèmes financiers et réoriente davantage ses actions à partir de l’UFC Dori.

Le responsable de « WORKSHOP », petite ONG de quatre personnes attachée à la protection de l’environnement dans le Nord du pays, met en avant la facilité d’action d’une telle structure pour agir rapidement tout en prenant les décisions de Ouagadougou. Cette ONG passe par des formateurs qui oeuvrent de façon ponctuelle et suivent les besoins dans les villages ciblés.

Voici un exemple d’organigramme proposé par l’ONG suisse « Sentinelles », comprenant 10 personnes et active dans les actions de santé et notamment dans la lutte contre le noma.

Figure n°21: Organigramme de l’ONG « Sentinelles »



Malgré l’importance des grandes ONG dans les secours humanitaires et les situations d’après conflits, ce sont davantage les petites ONG qui sont attirées en plus grand nombre dans des pays plus stables. À cause de leur manque de notoriété et de la gamme limitée de leurs donateurs individuels, ces organisations ont souvent besoin de beaucoup de temps avant de se

lancer dans un projet puisqu'elles doivent auparavant s'occuper des divers processus d'autorisation et obtenir des visas de voyage. Leurs revenus annuels limités et le caractère aléatoire de leurs ressources rendent ces organisations beaucoup plus fragiles et précaires. Cependant, ne dépendant pas de grands bailleurs de fonds, l'obligation de résultats et la tenue de rapports d'activité sont forcément moins primordiaux, moins exigées ce qui peut attirer des associations basées par exemple davantage sur des valeurs d'amitié ou de solidarité avec des populations locales.

Leur niveau d'expérience et de familiarité avec l'État hôte varie énormément d'une association à l'autre. Mais si des organisations à l'allure moins « professionnelle » sont généralement en mesure d'obtenir des financements privés lorsque les besoins caritatifs atteignent leur paroxysme, notamment dans les pays en crise tel au Soudan ou exsangue tel au Libéria, cela devient plus difficile pour des pays plus stables politiquement comme le Burkina faso. Ceci tend à expliquer ainsi le caractère aléatoire de la réussite des projets de ce genre de structures.

A travers nos entretiens, il fut possible de tracer « un bref profil sociologique » des dirigeants associatifs burkinabè.

La création d'ONG au Burkina ne semble pas motivée par le besoin de répondre à un enjeu précis. Le recours au secteur associatif constitue indiscutablement une source de revenu ou une activité de reconversion pour certaines personnes.

De jeunes diplômés, parfois au chômage, maîtrisant parfaitement les outils théoriques, la rhétorique des institutions du développement, constituent « le profil type » des responsables des ONG de l'étude. Sachant orienter leurs activités en fonction des demandes institutionnelles, ils restent en moyennes quelques années avant de rebondir sur d'autres types de postes plus intéressants financièrement. Dans un pays au secteur public totalement affaibli et où le secteur privé s'avère encore très restreint, les ONG apparaissent moins comme une véritable passion altruiste que comme une opportunité non négligeable et souvent un tremplin pour des activités plus rentables et notamment la politique. Certaines ONG se voient créées par des hommes politiques ou des hauts fonctionnaires à la retraite mais toujours connectés à des réseaux influents capables de séduire facilement les bailleurs du Nord. Nous pouvons par exemple citer la Fondation Nature et Vie conçue il y a quelques années par l'épouse du Premier Ministre P. Ernest Yonli ou encore l'ONG FNGN pilotée par l'ancien député B. Lédéa Ouedraogo.

Ainsi, dans ces pays sahéliens où les indicateurs économiques et sociaux sont au plus bas, l'ONG se révèle un débouché professionnel intéressant et les « vocations développementalistes » se multiplient.

Figure n°22 : Exemple d'intervention d'une micro ONG : Les Puisatiers

PRESENTATION

« ONG française dont le siège se situe à Pont à Mousson (Territoire de Belfort). Nous intervenons à Nabiitenga, quartier situé sur la commune de Tanghin Dassouri (jumelée à Belfort) à une quinzaine de kilomètres de Ouagadougou ».

OBJECTIFS

« Soutenir le développement communautaire. On a signé une convention « Entraide à partir de l'amour de ton prochain » + association de jeunes. Pour éviter les conflits de personnes, la gestion va être assurée par les femmes.

Ces activités que nous menons ont pour but d'assurer l'autosuffisance alimentaire des paysans. Il faut réorienter la mentalité des paysans. 600 habitants sont touchés mais cela profite aux autres villages.

Nous avons voulu que cela ne soit uniquement l'affaire des paysans : des comités sont nommés : un groupe pour chaque activité :

- un groupe pour le groupe électrogène*
- un groupe pour le maraîchage »*

RESULTATS

- Réalisation d'un forage équipé d'une pompe électrique immergée*
- Aménagement d'un demi-hectare pour des cultures maraîchères*
- Electrification de salles de classes*
- Distributions de vêtements, de fournitures en 2001 et 2002*
- Installation d'un moulin à grain en 2002*

« Les résultats sont mitigés. Il existe des conflits produits par les cultures maraîchères. Nous avons des difficultés à passer à un développement communautaire. Pour le moment, c'est chacun pour soi. Il faut d'abord réussir à rentabiliser, il faut travailler dans l'intérêt commun. Il est également plus facile de travailler avec des personnes plus âgées. Nous n'avons pas de contacts avec le jumelage Tanghin-Belfort. A Sanon, ancien projet rizicole au Nord Ouest de Ouagadougou, abandonné pour mauvaise gestion, les Puisatiers tentent de relancer l'action. Il existe toujours des problèmes quotidiens de subsistance. Le raisonnement se fait au jour le jour ».

Source : Enée G, 2003, Extrait de l'entretien effectué auprès du responsable des Puisatiers, Tanghin Dassouri.

D'autres ONG ont également une équipe légère mais pour d'autres raisons. En effet, certaines d'entre elles telles que Terre des Hommes Genève, Broederlijk Delen (Entraide et Solidarité) ou le Fonds pour la Coopération au Développement (FCD) coopèrent et s'appuient soit sur des structures locales déjà en place, soit sur des associations étrangères. Certaines ont parfois des financements très importants comme LWR qui préfère néanmoins fonctionner avec simplement trois personnes : Un secrétaire exécutif, une chargée de programmes et une secrétaire présents au siège dans la capitale.

L'ONG « Réseau Afrique 2000 » pratique, quant à elle, des campagnes afin de sélectionner les projets qu'elle soutiendra. Cette ONG n'est pas opérationnelle sur le terrain et fonctionne comme une coordination et une plate forme d'assistance technique regardant la faisabilité de tel ou tel projet. Le « Réseau Afrique » travaille en moyenne avec 30 à 40 partenaires. Par sa taille, elle rentre donc dans la catégorie des petites structures mais son rayonnement est national par l'intermédiaire de ses nombreux partenaires.

Ces ONG n'ont qu'une représentation permettant simplement de « garder le cap » et de tenir leurs objectifs. Les ressources humaines sont donc ailleurs, soit au sein d'associations locales, de groupements paysans ou de bureaux d'étude et le rôle des sièges et de la coordination est de les utiliser au mieux.

b- Les « méga ONG »

A l'autre extrémité de notre échelle de taille des ONG et à la vingtaine d'ONG de taille moyenne (c'est à dire comprenant entre 20 et 50 personnes) s'ajoutent de grandes organisations. Elles représentent 13% de notre base de données. Celles-ci rassemblent exactement entre 50 personnes pour l'ODE et jusqu'à 150 personnes pour l'OCADES répartis sur l'ensemble de ses 13 diocèses.

Tableau n°7 : ONG de l'étude dont le personnel est supérieur à 50 personnes

ONG	PERSONNEL
OFFICE DE DEVELOPPEMENT DES EGLISES	50
HANDICAP INTERNATIONAL	53
DEVELOPPEMENT SANS FRONTIERE	60
SAHEL SOLIDARITE	65
EMMAUS BURKINA	75
ASSOCIATION BURKINABE POUR LE BIEN ETRE FAMILIAL	80
GROUPE DE RECHERCHE ET D'ACTION POUR LE FONCIER	80
TERRE DES HOMMES ALLEMAGNE	86
CATHOLIC RELIEF SERVICE	100
PROJET BAPTISTE	120
CHRISTIAN RELIEF AND DEVELOPMENT ORGANIZATION	120
PLAN	140
OCADES	150

Les 13 ONG les plus importantes par la taille de notre étude représentent d'ailleurs la moitié du personnel total. Plusieurs grandes ONG, semblables à des entités multinationales se financent à partir des pays du Nord et engagent des opérations simultanées dans de nombreuses régions sous développées ou en guerre. Handicap International, Catholic Relief Service, PLAN International, Terre des Hommes en sont de bons exemples. Ils agissent donc de façon massive dans les zones d'urgence humanitaire et sont également présents dans des régions plus stables politiquement comme au Sahel et au Burkina.

Pour la plupart opérationnelles sur le terrain, elles font leur propre recrutement et engagent des salariés pour mener les actions. Il en est de même pour la partie suivi/évaluation où des experts internes à l'ONG s'acquittent de cette tâche.

Certaines grandes organisations de renommée mondiale telle que Save The Children, Médecins Du Monde ou Oxfam ne figurent pas parmi les plus importantes ONG en terme de personnel puisqu'elles font parties d'un réseau au sein du Burkina. Il existait cinq « Save » au Burkina (Canada, Luxembourg, Pays Bas, Etats Unis, Suède basée à Dakar mais intervenant au Burkina) jusqu'en 2004 où deux antennes ont fermé.

De même pour Oxfam présent par l'intermédiaire de quatre antennes de nationalité différente (Oxfam Québec, Pays Bas, Espagne, International) puisque « Oxfam Grande Bretagne » s'est retirée en 2005.

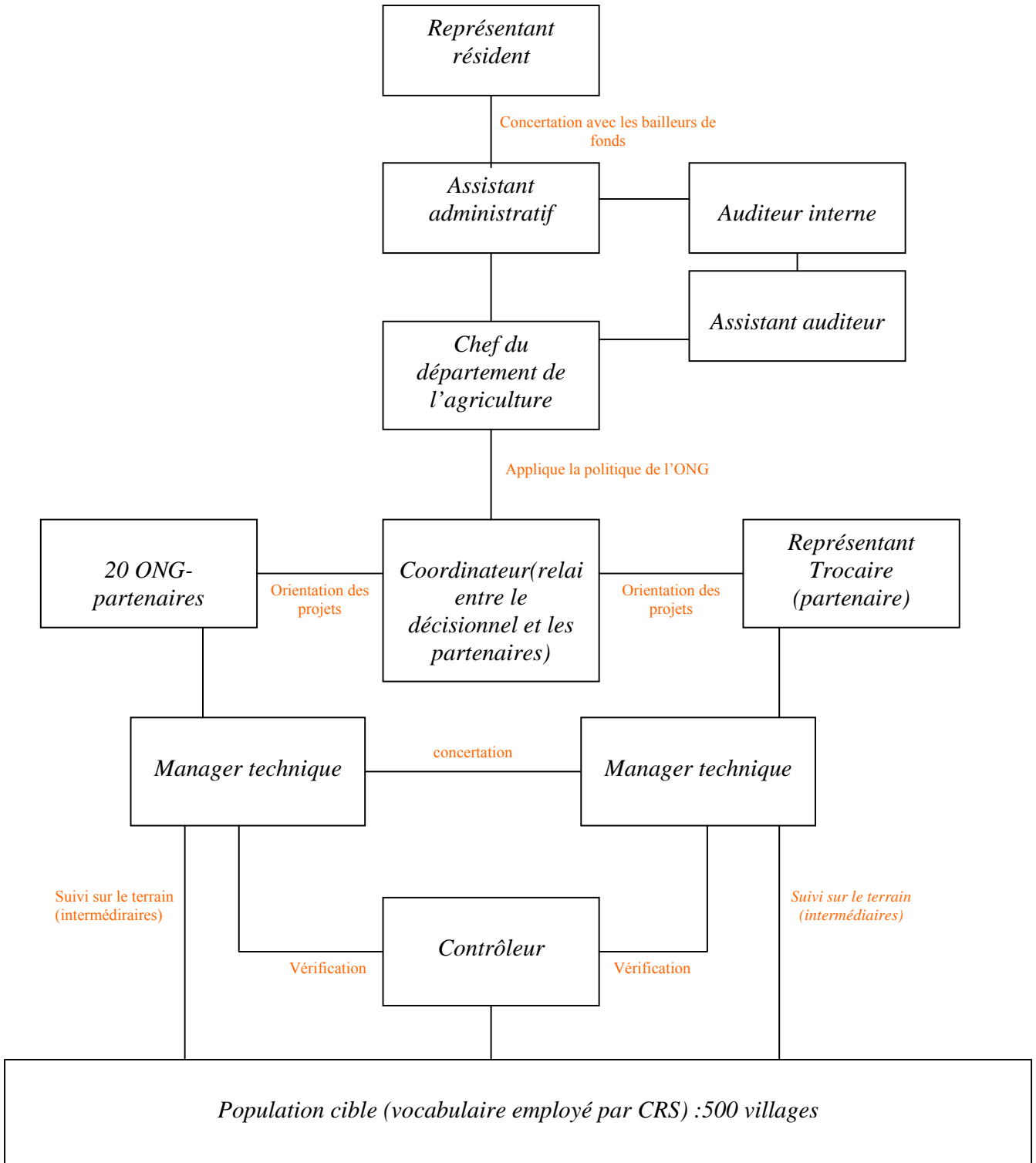
Ces phénomènes de réseaux permettent à ces ONG de quadriller l'ensemble des régions ciblées. Chaque entité est autonome mais des partenariats se font régulièrement sur des types d'action précis et des cadres de concertation sont organisés afin de ne pas doubler les interventions par exemple.

Intéressons nous au cas de CATHWEL, Secours Catholique américain, arrivé en 1960 et qui comprend, en 2006, 100 personnes à temps plein ou partiel. Son personnel est exclusivement salarié et reste intégré au sein de diverses cellules thématiques :

- Santé
- Education
- Agriculture
- Micro finance
- Justice
- Aide humanitaire
- urgences

L'organigramme qui suit est construit autour d'une cellule, celle de l'agriculture. Il faudrait reproduire le schéma à toutes les cellules en apportant les variations adaptées pour construire l'organigramme total de l'ONG.

Figure n°23 : Organigramme d’une grande ONG internationale présente au Burkina Faso : CATHWEL et le volet agriculture



Contrairement à l'organigramme de l'ONG « Sentinelles », celui-ci permet une approche davantage professionnelle étant donné les moyens plus importants mis en œuvre. Chaque projet est ainsi contrôlé et soumis à l'approbation d'auditeurs. Une fois les activités démarrées, elles sont vérifiées puis évaluées sous l'expertise du coordonnateur qui rend compte à son chef de département. L'organigramme montre l'absence de proposition de projets de la part des bénéficiaires, l'ONG cherchant à appliquer les actions décidées en concertation avec les bailleurs de fonds. La notion de partenariat apparaît totalement absente.

Dans le cas de CATHWEL, ajouter des niveaux de hiérarchie minimise certainement les risques de mauvaise gestion des projets.

c- Vers une augmentation du personnel local

Les personnels locaux sont de plus en plus présents au Burkina comme dans les pays en développement depuis une vingtaine d'années. Les ONG internationales ont réduit considérablement le nombre de leur personnel expatrié tandis que le nombre d'ONG locales continuait à augmenter.

Ainsi, le personnel expatrié ne possède plus, dans la majorité des cas de rôle opérationnel au sein des projets. Rattachés au siège de l'ONG, ils occupent désormais des postes de coordination et de représentation résidente en contact direct avec les bailleurs de fonds. Ainsi, l'Association Française des Volontaires du Progrès a par exemple réduit son personnel opérationnel dans ses provinces d'intervention au profit de structures locales existantes.

Tableau n°8 : Nombre de salariés et de volontaires français à l'AFVP

	Salariés	Volontaires	Total
1996	70	40	110
2005	20	20	40

De 40 volontaires français il y a quelques années, ils sont en 2005 une vingtaine simplement répartis dans les différentes antennes. L'AFVP passe dorénavant le relais à des bureaux d'études, à des associations locales ainsi que des bureaux de coopération décentralisée.

La présence d'un volontaire sur chaque zone d'intervention de l'ONG permettait une remontée régulière d'informations de plus en plus difficile dorénavant.

A Dédougou, dans la boucle du Mouhoun, région cotonnière du Burkina, L'antenne de l'AFVP appuie une union de producteurs de coton (PANISE), née en 2002. Ce projet vise à améliorer le niveau de vie des producteurs adhérents grâce à la rationalisation de leur système d'exploitation par des outils de gestion suffisamment appropriés. Cette aide vise également à accompagner une réflexion afin d'apporter un appui technique à la production. L'intervention se fait sur quatre départements relativement éloignés les uns des autres où les conditions géographiques sont différentes. Des évaluations régulières sont faites pour connaître l'impact de l'union de producteurs sur les familles.

En plus d'accompagner les paysans, une mise en place d'une réflexion sur l'amélioration du conseil de gestion et notamment sur l'approche méthodologique est engagée. La redynamisation du système de gestion est assurée par une équipe burkinabè et la consolidation des capacités des responsables paysans est développée par le volontaire français en poste.

En 2006, seul un appui institutionnel à l'union PANISE est exercé par l'AFVP et son volontaire sur le terrain.

Un autre exemple de ce travail en appui à des structures locales de l'AFVP se situe à Dano dans la province du Ioba, à la frontière ghanéenne. Le volontaire prend la coordination du plan de développement local (PDL) tout en faisant parti de l'équipe d'appui conseil de Dano. Cette équipe est chargée sur sept départements de la province du Ioba et du Tuy de mettre en place des comités de décisions locaux, des rédacteurs locaux et des femmes ressources. En 2004, le programme s'est investi dans les activités économiques avec les premiers micro projets féminins avec une implication de plus en plus forte de femmes ressources garantissant le succès du projet.

L'accent est mis également sur l'augmentation des capacités productives locales en organisant des formations techniques en élevage, agriculture, maraîchage...

Actuellement, un nouveau dispositif doit être mis en place pour continuer le programme de développement puisque l'AFVP s'est retiré de son rôle d'opérateur dans la zone (l'antenne a fermé ses portes début 2006).

Ces deux exemples montrent le changement de cap des ONG au Burkina qui développent de plus en plus les initiatives locales tout en structurant et appuyant des comités ou groupements à la base.

Au Burkina, du missionnaire au coopérant en passant par le volontaire, la variété et le statut des acteurs demeurent étendus, et chaque intervenant s'insère dans une institution. Aujourd'hui, les acteurs liés au système d'aide sont de plus en plus nombreux dans le pays. Ainsi, les activités des ONG couvrent presque tous les secteurs socio-économiques : santé et assistance sociale, éducation et alphabétisation, animation et formation, environnement et promotion rurale, hydraulique villageoise, promotion féminine, etc.

Ces ONG contribuent sinon à une création d'emplois, à une dynamisation des structures paysannes masculines et féminines. Etant donné le peu de débouchés professionnels notamment en milieu rural, elles représentent pour les populations locales un espoir de réussite sociale, une légitimité plus grande, parfois même un tremplin pour des activités davantage politisées. Ainsi, lorsque des membres des classes populaires obtiennent une fonction dans une ONG, cela constitue généralement un passeport pour la classe moyenne. Il s'agit alors d'une véritable ascension sociale.

En 1996, le nombre total d'emplois occupés par les burkinabè représentait 88% du total des emplois des ONG. Seuls 12% des postes étaient occupés par des expatriés. Depuis une dizaine d'années, ces chiffres ont continué à progresser étant donné que l'appui organisationnel et le transfert de compétences aux tissu associatifs locaux représentent une grande partie du travail des ONG actuellement au Burkina.

Selon Sylvie Brunel, géographe, économiste et ancienne présidente d'Action Contre la Faim, « les humanitaires ne sont pas vraiment formés aux territoires où ils sont envoyés et changent souvent de lieux. Ils n'ont pas le temps de connaître le pays dans lequel ils sont. Ils arrivent avec des compétences dans un domaine précis, ils ont lu un dossier de cinq pages sur le pays, font preuve de bonne volonté, appliquent des techniques connues à partir de kits tous prêts (puits, centres nutritionnels...) et quand ils sont les plus compétents sur ce terrain là, ils sont envoyés sur une nouvelle mission, ailleurs. Il est donc fondamental d'utiliser les savoirs locaux. Sylvie Brunel conclut que plus que jamais transparence et évaluation seront les moyens de la régénération de l'action humanitaire »¹⁰⁷.

¹⁰⁷ Brunel S, *A quoi servent les famines ?*, Institut français de géopolitique, mai 2003.

3- Statut et nationalité

Les ONG sont composées d'acteurs parfois très différents socialement et intervenant dans le monde du développement en demeurant autonome vis à vis des gouvernements. Elles ont leur origine au sein de la société civile¹⁰⁸.

a - Conditionnalité au statut d'ONG au Burkina

Le concept d'ONG n'a pas de fondement juridique. Certains assimilent les ONG aux associations reconnues d'utilité publique, équivalence établie par la Zatu 024 (similaire à notre loi 1901) sur la liberté d'association. Seulement, la loi de 1992 ne l'a pas maintenue et ne fait pas référence aux ONG.

Les associations ayant le statut d'ONG présentent trois caractéristiques suivantes :

- L'organisation est créée par un groupe de personnes et n'est pas instituée par un organe gouvernemental ou intergouvernemental.
- L'organisation est autonome et indépendante vis à vis de l'Etat et jouit d'un statut officiel qui l'habilite à mettre en place un conseil d'administration.
- L'organisation poursuit des buts non lucratifs, dispose d'un fond propre et agit au nom de la solidarité.

Afin d'éviter les actions trop disparates, de les canaliser, d'éviter les gaspillages et d'harmoniser les projets avec ceux de l'Etat, plusieurs instruments ont été conçus :

Tout d'abord, la convention d'établissement ou « agrément » pour les ONG internationales est l'instrument juridique de coopération liant chaque ONG au gouvernement tout en définissant leurs engagements réciproques.

L'ONG obtient donc un statut même si en théorie, elle ne constitue plus de groupe spécifique d'un point de vue juridique. En pratique, grâce à la convention d'agrément, évoquée plus haut et acquise au DSONG, l'association locale obtient le statut d'ONG.

Les associations étrangères doivent, quant à elles, signer directement une convention d'établissement avec le ministère de l'économie et des finances.

¹⁰⁸ Voir Alternatives Sud, vol 5 (1998), n°1.

Les conventions permettent de définir les droits et les obligations des ONG.

Du point de vue de l'État, les ONG sont les structures régulièrement enregistrées par la Direction de Suivi des ONG. Ce sont en principe toutes des structures associatives, qui, par le biais du DSONG, bénéficient d'exonérations douanières et fiscales. Il s'agit donc avant tout d'un statut fiscal particulier.

Afin d'obtenir ce statut d'ONG, il faut donc que l'organisme prouve qu'il mène bien des activités concrètes par la rédaction annuelle de rapports d'activités, de comptes rendus d'assemblées générales, de statuts et de règlements intérieurs.

Comme vu précédemment, le Bureau de Suivi des ONG, devenu récemment Direction de Suivi des ONG (DSONG) fut créé en mai 1984 afin de soutenir et d'améliorer l'efficacité des actions des ONG [Cf. Chap I, section 2] . Il est le principal outil mis en place par le gouvernement en accord avec les ONG pour faciliter l'interaction entre eux¹⁰⁹.

Le DSONG représente une réelle volonté du gouvernement burkinabè d'allier ONG et politiques publiques. Ces efforts de coordination des ONG par l'Etat ont été ressentis sur le plan international comme une volonté positive de gérer cette forme de coopération par essence très fluide.

En théorie, les activités permanentes dévolues au DSONG se résument comme suit en 2004 et 2005¹¹⁰:

- Les études et avis sur les demandes de récépissés des associations
- Les études et avis sur les demandes d'établissement des ONG
- Les études et avis sur les demandes d'exonération de TVA et de douanes des ONG
- Mise à jour du répertoire synthétique des ONG intervenant au Burkina
- La participation aux réunions thématiques des ONG ou de l'administration publique
- L'accueil et l'assistance/accompagnement des ONG dans leurs diverses démarches

En pratique, le suivi de la part du DSONG est quasi inexistant. N'ayant pas suffisamment de moyens et de personnel disponible (le Directeur travaille simplement avec deux chargés de projets et l'unique véhicule est perpétuellement en panne), le DSONG se borne donc à un maigre travail de capitalisation des rapports d'activités des ONG lorsque celles ci acceptent d'en fournir un.

¹⁰⁹ Contribution du Burkina Faso sur le rôle des organisations non gouvernementales actives dans le domaine du développement, Rapport de la Commission des Affaires Economiques du Burkina Faso, janvier 2001.

¹¹⁰ DSONG, Rapport d'activités 2004 et programme d'activités 2005, décembre 2004

Au niveau des actions, le DSONG a par exemple permis la collecte d'informations relatives aux programmes triennaux 2004-2006 des ONG ainsi que le recensement de leurs bilans d'activités 2003. Un dossier de recueil d'information fut élaboré et adressé aux ONG par lettre du Ministre de l'économie et du développement. Sur 370 ONG listées, 270 ont d'abord été touchées par ces documents et seules 178 ont retourné les fiches dûment remplies. Lors d'un bilan publié en 1996, 30 ONG sur les 216 listées n'avaient pas répondu au questionnaire de « suivi administratif » [BSONG, 1996 :14]. Aucune centralisation documentaire n'a donc véritablement lieu. En effet, nombreuses sont les ONG rencontrées ne comprenant pas très bien la véritable vocation du DSONG et estimant que celui-ci ne remplit pas son rôle de coordonnateur et de système de suivi.

Le DSONG estime au contraire que la récolte des données est très difficile puisque bon nombre d'ONG ne mentionnent pas à temps leur départ ou la suspension de leurs activités. Il en est de même pour les modifications d'adresses ou de téléphones qui ne sont pas répercutées à la Direction.

Parmi les dysfonctionnement et difficultés du DSONG pour l'exécution du programme 2004, on peut citer :

- La non tenue des « journées de programmation »
- La non finition du bilan annuel des activités des ONG
- La non acquisition des ressources humaines et matérielles

Selon le directeur, la mission du DSONG sera remplie de manière satisfaisante si, en plus des activités permanentes exécutées, elle parvenait, par davantage de moyens humains, matériels et techniques à palier les difficultés citées plus haut et à rendre moins opaque le déroulement de leurs activités.

a- Les ONG internationales

Nous qualifierons ici d'internationales, les ONG dont la stratégie d'ensemble est définie en dehors du Burkina Faso. Elles demeurent très diverses dans leurs modes d'intervention et peuvent disposer d'une plus ou moins grande autonomie. Elles n'en restent généralement pas moins marquées par leur appartenance étrangère.

Selon le DSONG, début 2004, sur les 353 ONG que compte le pays, elles sont au nombre de 244.

Ces ONG des pays du Nord, souvent qualifiées d'ONG internationales ou occidentales apparaissent relativement méconnues des populations burkinabè. Plusieurs raisons expliquent cela :

- Le secret dont elles entourent leurs mécanismes de prise de décisions
- Les relations qu'elles entretiennent avec leur gouvernement
- La complexité de leur base auxquelles elles doivent rendre des comptes
- Les relations historiques de domination entre leur pays et l'Afrique
- Leur refus d'être évaluées par leurs partenaires africains¹¹¹.

Il existe en effet un certain flou autour de ces organisations étrangères toutes différentes et dont le fonctionnement n'est pas toujours compris, on l'a vu par le DSONG, les organisations à la base et par les bénéficiaires eux-mêmes.

Parmi les ONG occidentales de l'étude, certaines ont des relations particulières avec leur gouvernement.

De concert avec les trois autres instruments de la coopération allemande (GTZ, KFW et Inwent) et d'autres organisations de la société civile, le DED intervient au niveau du développement rural dans le cadre de projets partenaires de l'agriculture, de la gestion des ressources naturelles et du renforcement des capacités organisationnelles des populations rurales. De même que la SNV, le service de coopération néerlandais, le DED n'est pas une ONG d'un point de vue juridique mais une organisation d'envoi de personnel qualifié du Ministère de la Coopération Economique et du Développement allemand, qui trouve son origine dans la proclamation de la décennie de « l'aide au développement » par les organisations des nations unies¹¹². Puisque celle-ci opère comme une véritable ONG sur le terrain et puisqu'elle est représentée à la fois à la Direction de Suivi des ONG et au Secrétariat Permanent des ONG, nous la considérons donc comme « ONG » dans le cadre de notre étude.

Si ces ONG reçoivent une proportion de plus en plus grande de leur financement de la part de leur gouvernement, et si une partie des financements provient d'entreprises privées, le terme « non gouvernemental » devient donc inexact.

Il en est de même avec les fonds de l'Union Européenne ou de l'USAID étant donné qu'ils sont publics et officiels. Là encore, la notion de « non gouvernementalité » n'est plus appropriée.

¹¹¹ Tandon Y, *Un point de vue africain sur les ONG étrangères en Afrique : leurs et succès*, Revue Propeace, n°2, déc 1990, p61.

¹¹² DED, Rapport d'activités Burkina Faso, 2006.

Les ONG du Nord disposent de ressources et de pouvoir d'influence plus importants¹¹³. Le fait qu'elles puissent mobiliser des fonds en faveur du développement souvent beaucoup plus conséquents que les ONG locales accentue davantage le fossé.

Il était important de souligner la grande diversité qui existe parmi les ONG au Burkina Faso et notamment parmi les ONG étrangères. Notre échantillon de 100 ONG souligne l'aspect hétérogène de ces acteurs. L'hétérogénéité se situe au niveau de leur taille et de leur personnel, de leur budget, de leur nationalité, de leur rayonnement dans le pays. Au travers des tableaux ci-dessous, nous dressons la liste de ces ONG internationales qui constituent notre panel et que nous avons suivies au cours d'entretiens réguliers. Certaines ont été étudiées au sein de leurs zones d'intervention, nous y reviendrons plus précisément dans la troisième partie de cette thèse.

Parmi l'ensemble des ONG internationales recensées au Burkina, les ONG françaises sont les plus nombreuses. Elles représentent environ 20% du total des ONG du pays. Nous en avons retenu 14 suivant des critères de taille, de budget, de zone d'intervention afin de constituer notre échantillon.

Tableau n°9 : ONG françaises de l'étude et nombre de personnel

1	AFRIQUE VERTE	12 personnes
2	ASSOCIATION DE JEUNESSE ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE	1 personne
3	ASSOCIATION VOLONTAIRE DU PROGRES	35 personnes
4	EAU VIVE	7 personnes
5	GROUPE D'AUTO PROMOTION PAYSANNE	17 personnes
6	HANDICAP INTERNATIONAL	53 personnes
7	ATD ¼ MONDE	6 personnes
8	PEUPLES SOLIDAIRES	1 personne + sous fédérations
9	PHARMACIENS SANS FRONTIERES	30 personnes
10	ASSOCIATION MEDECINE PREVENTIVE	5 permanents
11	PUISATIERS	1 permanent
12	WORKSHOP F	4 personnes
13	JEREMI	5 personnes
	TOTAL EFFECTIF	187
	MOYENNE ARRONDIE DES EFFECTIFS PAR ONG	13

¹¹³ Buturo J, NGOs, *Democracy and Sustainable development in africa*, dans la revue *Voices from Africa*, n°5, juin 1994, 29-36.

13 ONG françaises sur 89 que compte le Burkina (environ 15%) ont été interviewées à plusieurs reprises et à quelques mois d'intervalle selon nos missions.

Parmi les ONG françaises présentes et recensées sur le listing du DSONG, très peu furent joignables durant la période de ma mission. Il est à noter que l'action française est présente par l'intermédiaire de la coopération bilatérale, des associations (qui n'ont pas le statut d'ONG) et des jumelages. Parmi ces 14 ONG françaises, 11 ont leur siège sur la capitale.

De taille relativement modeste avec moins d'une quinzaine de personnes en moyenne au sein de leur effectif, elles connaissent des situations variées et ces ONG couvrent tous les secteurs d'activités que l'on rencontre sur le territoire à savoir l'hydraulique, l'environnement et le domaine agricole avec « Afrique Verte », Workshop, « les puisatiers », « l'Eau Vive », « l'AFVP », la santé avec « Handicap International », « Jeremi », « l'association de médecine préventive », « Pharmaciens Sans frontières », l'éducation, l'alphabétisation et le renforcement des capacités des groupements paysans avec « le GRAAP », « l'AJAC », « ATD ¼ monde ».

Si « les Puisatiers » ou « Workshop » sont des structures réduites et mènent des actions très localisées, « Peuples Solidaires (PS) » ou « l'association de Jeunesse pour l'Action Communautaire (AJAC) » sont particulièrement ancrés dans le tissu associatif auprès d'unions de paysans pour la première et d'associations de jeunes pour la seconde. Le fait qu'ils ne soient pas directement opérateurs réduit donc leur équipe. L'AFVP travaille avec plus d'une centaine de personnes si l'on compte les groupements locaux alors que leur équipe effective ne compte « que » 40 personnes.

En revanche, certaines ONG françaises ont une dimension internationale telles que Afrique Verte, présente dans l'ensemble des pays sahéliens. Pharmaciens sans Frontières (PSF) s'engage dans une trentaine de pays et appuie 16 associations labellisées françaises ce qui représente en tout 26 permanents au siège, 50 expatriés travaillant en collaboration avec 250 personnes employées dans les missions locales.

Avec plus de 2000 collaborateurs à travers le monde, 65 pays d'intervention en 2005, Handicap International possède également cette dimension internationale et rayonne sur une partie du territoire burkinabè.

24 ONG américaines interviennent au Burkina au début 2004. 15 ONG américaines ont été retenues ce qui représente 62% du total. Toutes les ONG américaines interrogées ont leur siège à Ouagadougou.

Tableau n°10 : Personnel des ONG américaines de l'étude

1	ADVENTIST DEVELOPMENT RELIEF AGENCY	35 personnes
2	AFRICARE	38 personnes
3	CATHWEL	100 personnes
4	PLAN	140 personnes
5	PROJET BAPTISTE	120 personnes dont 108 missionnaires
6	VOISINS MONDIAUX	20 permanents
7	CHRISTIAN RELIEF AND DEVELOPMENT ORGANIZATION	120 permanents
8	HUNGER PROJECT	11 permanents
9	POPULATION SERVICE INTERNATIONAL	30 personnes
10	HELEN KELLER INTERNATIONAL	9 personnes
11	SAVE THE CHILDREN US	10 personnes
12	RESEAU AFRIQUE 2000	3 personnes
13	FEM ONG	3 personnes
14	FAMILY CARE INTERNATIONAL	8 personnes
15	LUTHERIAN WORLD RELIEF	3 personnes au siège + BE
	TOTAL EFFECTIF	650
	MOYENNE ARRONDIE DES EFFECTIFS PAR ONG	43

Contrairement aux ONG françaises, les ONG américaines sont de grande taille comprenant plus de 40 personnes en moyenne et initient quasiment toutes des actions dans d'autres pays notamment en Afrique de l'Ouest. Parmi ces 15 ONG, un tiers est de confession religieuse, catholique ou protestante.

« Réseau Afrique 2000 » constitue une coordination régionale rattachée au PNUD à New York, rayonnant dans 13 pays et appuyant tout un réseau d'autres ONG en faisant appel à des consultants extérieurs. Une quarantaine d'associations, groupements, ONG sont partenaires de Réseau Afrique 2000 au Burkina. Le fait d'être une ONG leur permet de développer leur capacité de partenariat.

Lutherian World Relief (LWR) fait également appel à des consultants extérieurs et notamment des bureaux d'étude pour mener leurs évaluations ce qui explique leur taille réduite.

A l'instar de Réseau Afrique 2000, fonctionnant avec une équipe permanente réduite, le FEM/ONG, constitue également un programme du PNUD et exerce un appui technique et financier à de nombreuses ONG et communautés de base.

A l'inverse, certaines grandes ONG mondiales telles que PLAN International, le CREDO ou Cathwel opèrent avec leur propre personnel recruté et qualifié. Cathwel, membre du réseau Caritas International est directement présent dans 80 pays et compte 2800 salariés à travers le monde. Leurs équipes pluri disciplinaires comptent en effet plus d'une centaine de personnes aussi bien au niveau du siège que pour des missions de terrain.

Tableau n°11 : Personnel des ONG britanniques de l'étude

1	ACORD	10 personnes
2	TREE AID	7 personnes
3	WATER AID	8 personnes
4	ACTION ON DISABILITY AND DEVELOPMENT	10 personnes
	TOTAL EFFECTIF	35
	MOYENNE ARRONDIE DES EFFECTIFS PAR ONG	9

Peu nombreuses au Burkina avec seulement dix organisations, quatre ONG britanniques ont été choisies pour leur durée dans le pays et pour leurs secteurs d'activité représentatifs. Avec une moyenne de 9 personnes par équipe, elles sont de taille moyenne et bien implantées dans toute la sous région avec des actions d'appui aux éleveurs peuls pour ACORD, des opérations environnementales avec TREE AID, hydrauliques avec WATER AID et d'aide et de réinsertion aux personnes handicapées avec ADD.

Tableau n°12 : Personnel des ONG canadiennes de l'étude

1	AIDE A L'ENFANCE	30 personnes
2	CENTRE CANADIEN D'ETUDE ET DE COOPERATION	30 personnes
3	OXFAM QUEBEC	14 personnes
4	SOCIETE CIVILE BURKINA	4 personnes
5	CHRISTIAN CHILDREN'S FUND OF CANADA	10 personnes
	TOTAL EFFECTIF	84
	MOYENNE ARRONDIE DES EFFECTIFS PAR ONG	17

9 ONG canadiennes sont présentes au Burkina en 2005. Nous en avons sélectionné 5 qui pratiquent un réel partenariat de proximité sur le terrain et travaillent en synergie avec leurs

partenaires locaux. La plupart des ONG canadiennes interviennent au Burkina depuis plus d'une décennie et leurs activités sont essentiellement financées par l'ACDI.

Tableau n°13 : Personnel des ONG suisses de l'étude

1	CENTRE D'ETUDES ECONOMIQUES ET SOCIALES	20 personnes
2	ENFANTS DU MONDE	4 personnes
3	HYMNE AUX ENFANTS	15 personnes
4	CENTRE SCHWEITZER	37 personnes
5	SECOURS DENTAIRE INTERNATIONAL	10 personnes
6	TERRE DES HOMMES GENEVE	1 personne
7	TERRE DES HOMMES LAUSANNE	22 personnes
8	GREEN CROSS	6 personnes
9	LA BRIQUE	25 personnes
10	LES SENTINELLES	10 personnes
	TOTAL EFFECTIF	140
	MOYENNE ARRONDIE DES EFFECTIFS PAR ONG	15

10 ONG suisses sur 17 ont été choisies car elles sont suffisamment représentatives des activités des ONG du pays.

Ce sont des ONG de taille moyenne développant des opérations variées liées aux thèmes de l'enfance, de la santé, de l'agro écologie, de l'éducation qui sont parmi les grandes thématiques privilégiées pour cette thèse. Terre des Hommes Lausanne ne compte qu'un permanent puisqu'elle vient en appui à des projets locaux notamment par du renforcement institutionnel. Des ONG telles que « Hymne aux enfants », « la brique » ou le « Centre agro écologique Albert Schweitzer » mènent leurs activités directement.

Tableau n°14 : Personnel des ONG belges de l'étude

1	OXFAM BELG	10 personnes
2	AQUADEV	10 personnes
3	DIOBASS	10 personnes
4	CROIX ROUGE DE BELGIQUE	22 personnes
5	FONDS POUR LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT	1 personne
6	MEDECINS SANS VACANCES	Équipe mobile et variable
7	BROEDERLIJK DELEN	1 représentant expatrié
8	ILES DE PAIX	25 personnes
	TOTAL EFFECTIF	69
	MOYENNE ARRONDIE DES EFFECTIFS PAR ONG	10

14 ONG belges sont actives au Burkina. Nous avons choisi d'en sélectionner environ la moitié. Elles sont parfois regroupées au sein de véritables consortium comme Aquadev (consortium Atifa), Médecins Sans Vacances (consortium Acord), Broederlijk Delen (consortium Komyuniti) ou la Croix Rouge de Belgique et le Fonds pour la Coopération au Développement (consortium DTS).

Elles y exécutent des projets cofinancés principalement dans les secteurs du développement rural, de la sécurité alimentaire et de la santé.

Dotées d'effectifs moyens, elles compensent en développant des synergies entre les acteurs locaux, régionaux, nationaux et internationaux.

Tableaux n°15-16-17-18 : Personnel des ONG espagnoles, italiennes, néerlandaises et allemandes de l'étude

1	MEDICUS MUNDI	7 personnes
2	OXFAM ESP	4 personnes

1	SERVICE ALLEMAND DE COOPERATION	30 assistants techniques et 10 au siège
2	TERRE DES HOMMES ALLEMAGNE	86 personnes

1	TERRE DES HOMMES ITALIE	22 personnes
2	GROUPEMENT DES VOLONTAIRES CIVILS	10 personnes

1	ASSOCIATION ZWO	3 personnes
2	SERVICE HOLLANDAIS DE DEVELOPPEMENT	35 personnes

Très peu représentées au Burkina par rapport aux autres nationalités, il était important de les intégrer à l'étude puisqu'elles constituent un réel poids au sein de la société civile burkinabè de par leur durée ancienne dans le champ du développement national mais aussi par leur rôle d'appui et d'autonomisation d'innombrables structures locales. De plus, elles sont solidement reliées aux coopérations bilatérales qu'entretiennent leurs pays avec le Burkina. De par leur rôle de formateur et d'accompagnateur de pouvoirs locaux dans le cadre de la décentralisation, de groupements paysans, d'associations diverses, elles représentent un poids réel dans le système associatif du pays.

Cette présentation des ONG étrangères de la thèse indique deux aspects :
 Premièrement, on note une certaine diversité dans leurs origines, leur taille, leurs confessions, leur philosophie. Issues de pays, de mouvements sociaux ou religieux différents, elles s'engagent sur ces missions de développement parfois pour des raisons variées.
 Deuxièmement, leurs similitudes sur de nombreux plans comme les activités toutes regroupées autour des cinq ou six mêmes grandes thématiques (santé, environnement...). Certaines travaillent davantage en réseaux et autonomisent des structures à la base, d'autres exécutent des projets de manière directe sans intermédiaires.

CHAPITRE IV : UNE INTERVENTION MULTIFORME ARTICULEE AUTOUR D'ACTIVITES TRES VARIEES

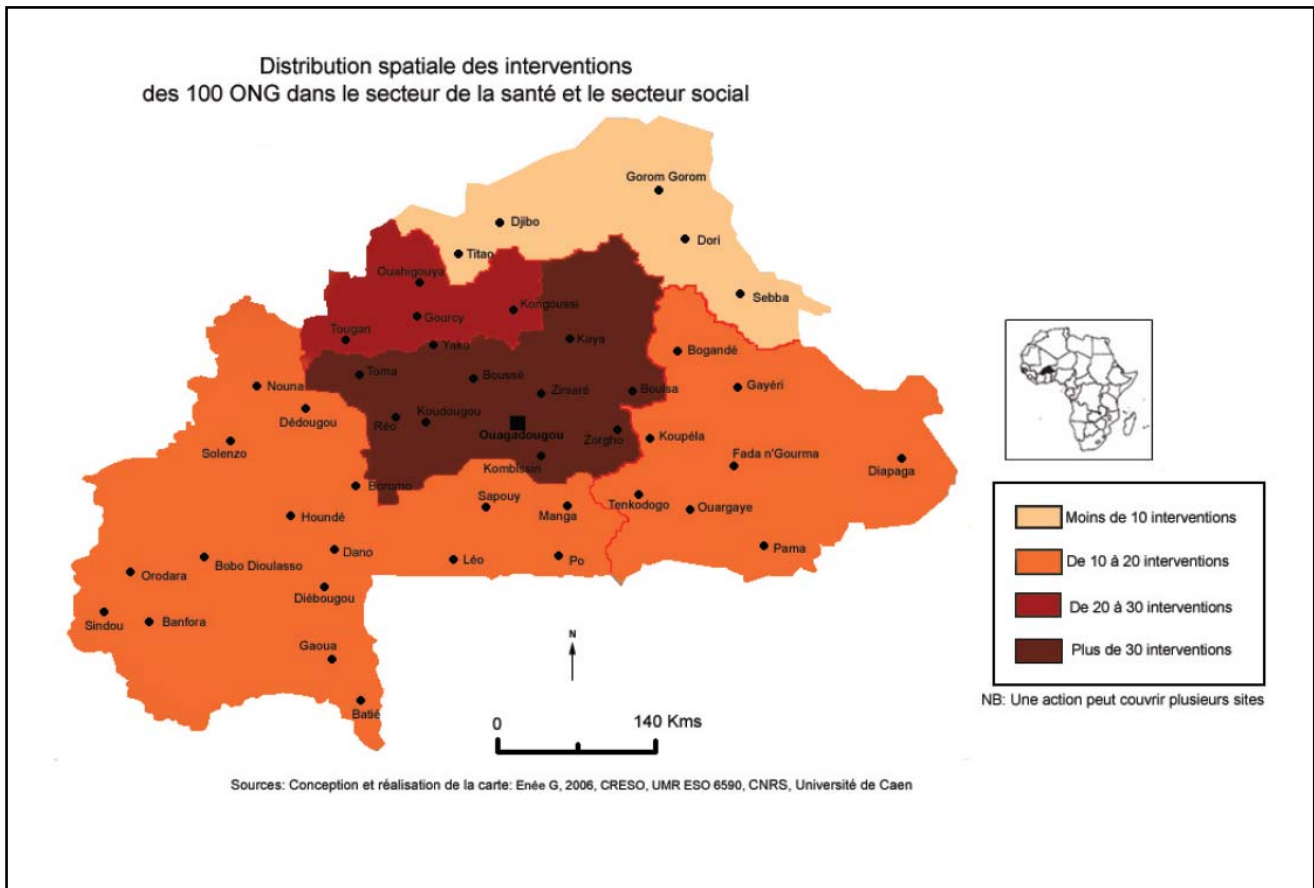
1- Des volets d'activités multiples

Les activités des ONG au Burkina révèlent une grande variété ; en observant l'ensemble des ONG recensées au DSONG, nous pouvons remarquer plusieurs secteurs clefs. Elles vont du secteur de la santé à l'appui institutionnel en passant par l'éducation ou la promotion rurale. Cette partie met en lumière les ONG en zoomant sur leurs différents types d'actions.

J'ai donc privilégié pour cette étude cinq grands domaines d'interventions directes: *La santé, l'éducation, l'hydraulique, l'agriculture, l'environnement* et un domaine plus indirect à savoir *l'appui institutionnel et le renforcement des capacités*. Les éléments recueillis dans cette section proviennent de plusieurs sources d'informations ; ils nous ont été tout d'abord fournis par les responsables ou les membres des ONG lors des multiples entretiens ; les rapports d'activités fournis par l'ONG ou glanés dans les centres de documentation et d'archives d'organismes ont permis de compléter les données.

a- La santé, un domaine prépondérant des ONG de notre étude

Figure n°24 : Distribution spatiale des interventions des 100 ONG dans le secteur de la santé et le secteur social



La santé comprend des actions directes telles que les consultations médicales, les campagnes de vaccination, les constructions de dispensaires, mais également les actions plus indirectes telles que la sensibilisation sur certaines maladies ou sur l'amélioration de l'hygiène. Parmi les 100 ONG de notre échantillon, 42 initient des actions de santé (santé, sanitaire et social).

Le nombre d'actions de santé est en rapport avec la concentration de la population puisque la majorité des interventions s'effectue sur le plateau central. Plus on s'éloigne du Kadiogo et de Ouagadougou et moins la couverture de santé par les organisations ne s'effectue.

Les ONG demeurent les principaux partenaires de l'Etat burkinabè dans le domaine de la santé et de la reproduction. A Ouagadougou, 159 associations exerçant une ou des activités de santé ont été répertoriées. Parmi ces associations, 87 ont le statut d'ONG.

Les tableaux ci-dessous synthétisent les divers volets de la santé exercés par les ONG ainsi que leurs autres activités principales ou annexes. Cette méthode nous permet de mieux visualiser le champ des activités des ONG de notre échantillon représentatif.

Tableau n°19 : ONG burkinabè et secteur de la santé

ONG burkinabè	Activités de santé	Autres actions pratiquées par l'ONG
SOS Burkina Secours	Secours d'urgence Dispensaire gériatrique Pharmacie	-
Abushis	Aide aux Handicapés	-
ABBEF	Planification familiale Sensibilisation Centres cliniques	-
AVD	Lutte contre le Sida Centre de soins primaires Achat de matériel thérapeutique	Environnement et lutte contre la désertification Education
ABPAM	Prévention des maladies des yeux grâce à un véhicule ophtalmologique en milieu rural. Détection des cataractes et soins notamment en vitamine A	Education
ARHBF	Aide aux handicapés	-
Croix Rouge Burkina	Projets enfants des rues Projets d'aide aux femmes Projet Centre handicapés, Sida Opérations ponctuelles (ex : rapatriés de Côte d'Ivoire)	-
Mains Unies du Sahel	Réalisation d'un centre de soins et de promotion sociale Réalisation de postes de santé primaire	Hydraulique Education Promotion rurale Environnement Renforcements de capacités
Phytosalus	Coopérative d'herboristerie Production en phyto-médicaments	-
OCADES	Mise en place de CSPS Mutuelles pharmaceutiques Comité de santé villageois Séances d'animation	Hydraulique Agriculture et élevage Environnement Activités génératrices de revenus Education
SOS Sahel Burkina	Appui de centre de soins primaires	Education
EMMAUS Burkina	Sensibilisation VIH	Promotion rurale Education
AVOB	Planification familiale Consultations gynécologiques	Education
AMPO	Projets handicapés	-
Pengdwende	Sensibilisation au VIH	Environnement Activités génératrices de revenus

La santé demeure un secteur très privilégié puisqu'il arrive en première position dans notre échantillon. Chaque ONG utilise plusieurs volets (planification familiale, handicap, prévention MST, hygiène, soins d'urgence...). Outre ABUSHIS et ARHBF dont les activités s'orientent vers l'aide aux personnes handicapées et la réinsertion sociale, les autres organismes de la santé ont un volet « lutte contre le Sida ».

Nous pouvons dire que la diversité des volets reflète parfaitement la tendance générale des ONG au Burkina. Cela se traduit par un développement de plus en plus important des projets dits intégrés comprenant plusieurs domaines, permettant d'élargir « l'éventail » des financements alloués. Le problème réside dans l'approche des besoins des personnes bénéficiaires. Il n'existe pas toujours une adéquation entre les activités proposées et les besoins à la base. Environ 30% des activités principales des ONG nationales concernent le secteur de la santé¹¹⁴. Ce secteur représente l'activité unique pour plusieurs ONG telles SOS Burkina Secours, la Croix Rouge Burkinabè ou encore Phytosalus.

SOS Burkina Secours concentre ses efforts dans les secours d'urgence notamment pour les accidents de la route. Grâce à plusieurs véhicules adaptés et à un personnel formé, ils peuvent ainsi suppléer les pompiers lors d'accidents graves dans le Sud Ouest du pays. ABUSHIS et ARHBF interviennent auprès des personnes handicapées pour l'appareillage et la réinsertion professionnelle.

L'ONG nationale « ABBEF », affiliée à l'International Planned Parenthood Federation (IPPF) qui, de même que l'Association pour la Veuve et l'Orphelin (AVOB) s'implique dans la planification familiale et la sensibilisation auprès des jeunes. En 1995, les autorités burkinabè reconnaissent l'ABBEF comme ONG d'utilité publique. Cette reconnaissance intervient suite à la mise en œuvre de son programme des pairs éducateurs dénommé programme « Jeunes pour Jeunes » dont la première phase s'est déroulée de 1992 à 1994 à travers le SEATS Project (Service Expansion And Technical Support) financé par l'USAID. Les activités sont axées sur des « prestations de services-conseils en éducation à la vie familiale et à la planification familiale à l'intention des jeunes de 12 à 20 ans ». Sa mise en œuvre a permis de créer deux centres-cliniques pour jeunes à Ouagadougou et Bobo Dioulasso.

Il existe au Burkina une certaine synergie entre les ONG oeuvrant dans le domaine de la santé de la reproduction. Citons ainsi la Coopération technique allemande, la GTZ qui mena une étude avec l'ABBEF en 1996 sur « les besoins spécifiques des jeunes en matière de santé ».

¹¹⁴ Voir en annexe des tableaux et figures.

Ajoutons que l'OCADES, par la mise en place de centres de santé, de mutuelles pharmaceutiques et grâce aux comités de santé autonomes dans les différents villages d'intervention, couvre l'essentiel des besoins de santé.

L'Association Mains Unies du Sahel (AMUS) réalisa également un Centre de Soins et de Promotion Sociale (CSPS) ainsi que sept centres de santé primaire ; l'objectif poursuivi étant de rapprocher les populations des centres de soins en vue de limiter les longues distances à parcourir.

Tableau n°20 : Les ONG françaises et le secteur de la santé

ONG française	Activités de santé	Autres actions pratiquées par l'ONG
Handicap International	Aide aux handicapés et Réinsertion sociale	-
ATD Quart Monde	Aide aux handicapés Aide médicale aux enfants des rues	Education avec les bibliothèques de rues Apprentissage de techniques agricoles
Pharmaciens Sans Frontières	Organisation des filières d'approvisionnement en médicaments sur des régions sanitaires ciblées.	-
Action de Médecine Préventive	Formation d'agents de santé, management et vaccins	-
JEREMI	Education nutritionnelle Dépistage des enfants séropositifs	-

D'après notre graphique (Voir en annexe), nous observons que 40% des activités des ONG françaises sont liées à la santé. Chaque ONG déterminée conduit ses actions propres mise à part ATD Quart monde qui prend en charge un volet éducation dans ses opérations de développement en plus du volet santé.

Sur le terrain, des équipes agissent avec les familles très défavorisées qu'elles rencontrent. Elles développent des actions destinées à maîtriser un projet familial (droit à un habitat décent, droit à des ressources régulières, droit à la santé,...), l'accès à la connaissance en favorisant des projets fondés sur le partage du savoir et permettant l'accès aux nouvelles technologies (bibliothèque de rue, pré-école, club du savoir et de la solidarité, maison des métiers...), l'exercice de la prise de parole et de la vie publique.

Les populations les plus vulnérables, notamment les personnes handicapées (estimées entre 8 à 10 % de la population)¹¹⁵, bénéficient d'un soutien négligeable du secteur public et participent peu aux activités sociales et économiques, ce qui aggrave leur exclusion sociale et leur paupérisation croissante.

Handicap International (HI) redynamise des activités de réadaptation par la création d'un système de soins qui allie les acteurs privés et publics, accompagne à l'autonomisation de l'association gérant le petit centre de santé mentale, réalise un projet pilote d'élimination de la filariose lymphatique au Burkina Faso. Ces projets sont exécutés en partenariat avec la coordination nationale maître d'œuvre du projet, en mettant l'accent sur la réduction de la morbidité et sur la prévention des situations de handicap.

A ce volet santé vient s'ajouter un volet éducatif avec l'intégration scolaire d'enfants handicapés, par la mise en œuvre d'un projet pilote en éducation inclusive dans un département proche de Ouagadougou.

Pharmaciens sans frontières (PSF) permet quant à elle une meilleure accessibilité du médicament:

- Par un choix rationnel des sites d'implantation de dépôts pharmaceutiques ;

- Par une accessibilité financière du médicament en respectant strictement les prix nationaux.

L'utilisation rationnelle du médicament se trouve également encouragée de même que la participation communautaire : La mise en œuvre d'une politique de recouvrement des coûts, la prise en charge de la formation sanitaire, de sa gestion, par des comités villageois, « la prise de conscience par les populations de leurs propres besoins » doivent, selon l'ONG, leur conférer une autonomie en matière de Santé.

L'Association pour la Médecine Préventive (AMP) possède la vocation de promouvoir la médecine préventive par des moyens d'action appropriés dans le domaine de la vaccinologie et des maladies transmissibles. A cette fin, l'AMP développe des actions d'expertise, de recherche appliquée en vaccinologie, de formation en épidémiologie et gestion des programmes de santé publique. L'AMP assure également l'organisation de réunions scientifiques et techniques ainsi que la diffusion de connaissances sur des thèmes touchant à la santé et à la vaccinologie.

Les actions de Jumelage et Rencontre pour l'Entraide Médicale Internationale (JEREMI Rhône Alpes) ont un impact à visée économique au niveau du centre hospitalier de Ouahigouya avec notamment l'aide à la constitution d'une bibliothèque médicale dans le service de pédiatrie. Un volet sanitaire et social semble également prévu avec une aide à l'amélioration des conditions

¹¹⁵ Ministère de la santé (rapport 2005)

d'hygiène et de propreté du service de pédiatrie et la fourniture de produits pharmaceutiques ciblés pour les familles les plus démunies.

Une approche éducative permet également un accompagnement des jeunes français dans la préparation de leur mission d'été au Burkina. Cet organisme, inscrit et reconnu par le DSONG et ressemblant davantage à un jumelage, bénéficie du statut d'ONG depuis quelques années.

Tableau n°21 : Les ONG américaines et le secteur de la santé

ONG américaines	Activités de santé	Autres actions pratiquées par l'ONG
ADRA	Clinique dentaire	Environnement Promotion rurale hydraulique
Cathwel	Programme de santé-éducation pour lutter contre les carences et avitaminoses.	Agriculture Education Micro finance Justice Aide humanitaire
PLANInternational	Programme de lutte contre l'excision Projet VIH Sida Vaccination Moustiquaires	Education Projet micro crédit Projet Hygiène
PSI	Programme prévention VIH Moustiquaires Fourniture en produits de réhydratation	-
Helen Keller International	Lutte contre le trachome et l'onchocercose Programme de lutte contre les avitaminoses Prévention de la cécité	Jardinage scolaire
Save the children US	Actions de déparasitage Actions de santé scolaire Prévention VIH	Education Agriculture Hydraulique villageoise
Family Care International	Amélioration des conditions de la femme dans la santé maternelle, de reproduction	Renforcement des capacités socio économiques des femmes
Lutherian World Relief	Sensibilisation au VIH	Promotion rurale Micro crédit

30% des activités des ONG américaines sont répertoriées dans le domaine de la santé. Seules deux ONG, PSI (Population Service International) et FCI (Family Care International) orientent leurs activités exclusivement dans ce domaine.

PSI axe son travail auprès des enfants, forme le personnel sanitaire rural dans la planification de la famille, la gestion diarrhéique de la maladie et la lutte contre le paludisme. Le but est de fournir les produits de haute qualité aux populations (rurales) les plus vulnérables (sels de réhydratation, préservatifs, pastilles de traitement de l'eau, insecticides...).

FCI a mené une évaluation des besoins en maternité sans risque dans quatre districts du Burkina (100kms au Nord de Ouagadougou), en collaboration avec la Direction Régionale de la Santé de la Région de Kaya et Save the Children/Pays Bas. FCI a assisté l'Ecole Nationale de Santé Publique (ENSP) dans sa conduite d'une évaluation des besoins en formation en santé reproductive à différents niveaux ; l'élaboration des modules de santé reproductive ; l'intégration des modules dans le programme global déjà existant ; la formation de leurs formateurs et des coordonnateurs de stages. Les modules de santé reproductive de l'ENSP serviront aussi de base au développement des programmes de formation internes aux services pour différentes catégories de personnel, au sein du Ministère de la Santé.

Concernant les autres ONG américaines de notre échantillon, il faut souligner qu'elles possèdent un volet santé sur l'ensemble de leurs actions. C'est le cas de « l'Adventist Développement and Relief Agency » (ADRA) qui gère une clinique dentaire à Ouagadougou ainsi qu'un dispensaire dans le Bazéga, province du plateau central.

Cathwel développe des programmes dans les cantines au sein des écoles en promouvant l'utilisation de vitamines et de l'iode dans les repas pour les enfants, exemple de « projet intégré » où l'on incite les parents à envoyer leurs enfants à l'école dans des zones particulièrement rurales et enclavées en offrant des repas le midi.

Initié par PLAN Burkina, en 2001, le Centre de dépistage anonyme et volontaire de Gaoua est un projet pilote pour la lutte anti-SIDA dans le pays. Ses activités se décentralisent jusqu'aux villages les plus reculés de cette région (Sud Ouest). Un programme communautaire pour promouvoir l'usage des moustiquaires imprégnées a également été mis en place.

En terme de développement intégré, Helen Keller International allie des actions en faveur de la santé avec la lutte contre le trachome et l'onchocercose ainsi que des actions de maraîchage dans les écoles afin d'améliorer la nutrition (soutien en vitamine A notamment). Un spécialiste coordonne chaque domaine. Les domaines sont liés puisque les interventions se concentrent dans les écoles et les jardins, exploités par les enfants qui tirent des bénéfices des potagers. Des dépistages « anti trachomes » sont régulièrement effectués dans les salles de classe par l'ONG.

Tableau n°22 : Les ONG canadiennes et le secteur de la santé

ONG canadiennes	Activités de santé	Autres actions pratiquées par l'ONG
Aide à l'enfance Canada	Projets jeunes et VIH	Education, Alphabétisation non formelle Défense des droits de l'enfant
Christian Children's Fund of Canada	Bilan annuel de santé des enfants, médicaments dans les écoles	Cantines scolaires Volet jardin d'enfants

Tableau n°23 : Les ONG suisses et le secteur de la santé

ONG suisses	Activités de santé	Autres actions pratiquées par l'ONG
Les sentinelles	Lutte contre le noma	Suivi scolaire
Enfants du Monde	Secours d'urgence Appui d'associations locales de santé	Education
Hymne aux Enfants	Lutte contre le noma	-
Secours Dentaire International	Soins dentaires	-
Terre des Hommes Lausanne	Santé maternelle Aide aux enfants malnutris	Lutte contre l'exploitation commerciale et le travail des enfants Sensibilisation et formation

L'ONG « Sentinelles » concourt à la détection et à la prise en charge d'enfants souffrant du noma. Cette maladie d'origine bucco-dentaire, touchant en priorité les enfants, est une gangrène qui se développe d'abord dans la bouche avant de s'étendre à d'autres parties du visage. C'est une maladie à évolution rapide ; en moins de trois semaines, tous les stades peuvent être développés et le taux de mortalité est très élevé. Les enfants atteints de séquelles légères à moyennes peuvent être opérés sur place par des chirurgiens burkinabè ou lors de missions chirurgicales. Les enfants atteints de séquelles gravissimes sont transférés pour la plupart en Suisse mais aussi en France où ils bénéficient de soins chirurgicaux.

Tableau n°24 : Les ONG belges de l'étude et le secteur de la santé

ONG belges	Activités de santé	Autres actions pratiquées par l'ONG
Aquadev	Lutte contre le VIH	Micro Finance
Médecins Sans Vacances	Opérations chirurgicales	-
Croix Rouge Belge	Encadrement psychosocial des enfants des rues Sensibilisation au VIH Unité de désintoxication	-

Tableau n°25 : Les autres ONG de l'étude intervenant dans le secteur de la santé

ONG	Activités de santé	Autres actions pratiquées par l'ONG
Action on disability and Development	Projets handicap	-
Groupement des Volontaires Civils	Actions auprès des centres de soins primaires	Sécurité alimentaire Micro crédit hydraulique
Medicus Mundi	Dépistage des MST et VIH Sensibilisation notamment auprès des jeunes Formation de personnel de santé	-

Parmi les 42 ONG intervenant dans le domaine de la santé. On distingue deux catégories :

- *Les ONG intervenant uniquement dans la santé*

Ce sont des ONG « mono activités ». Ainsi, « SOS Burkina » et « Enfants du Monde » représentent les seules ONG à pratiquer davantage les secours d'urgence auprès des accidentés de la route pour la première et auprès des enfants des rues de Ouagadougou pour la seconde.

« Phytosalus » constitue, pour sa part, la seule ONG de l'échantillon à valoriser la pharmacopée traditionnelle. Implantée dans toutes les grandes villes du pays, elle promeut la médecine par les plantes à un prix social.

« Médecins Sans Vacances » initie des sessions de chirurgie générale aux populations rurales des provinces dépourvues d'antennes chirurgicales notamment dans les provinces du Tuy.

« Secours Dentaire International » permet l'envoi d'unité dentaire mobile en milieu rural à 50kms autour de Ouagadougou. SDI travaille avec deux ONG, « les Sentinelles et l'Hymne aux Enfants » spécialisées autour du noma.

Parmi les autres volets des « ONG mono activités », on retrouve l'aide aux personnes handicapées avec des structures importantes telles que handicap International (HI) et Action on Disability and Development (ADD) et plus modestes telles que ABUSHIS et ARHBF. Ces ONG réinsèrent socialement ces personnes grâce à des activités génératrices de revenus.

L'Association Burkinabè du Bien Etre Familial (ABBEF) gère quant à elle des questions liées au planning familial en milieu urbain par l'intermédiaire de centres situés dans les villes importantes du pays. Elle a pour but principal de contribuer à l'amélioration qualitative de la vie de la population avec comme objectifs spécifiques : Agir sur la fécondité et l'infécondité afin de contribuer à la promotion de la santé de la mère, de l'enfant et du couple ; Informer sur les problèmes liés à la procréation, échanger sur les problématiques concernant la famille.

Pharmaciens Sans Frontières (PSF) initie et appuie des filières d'approvisionnement des médicaments essentiels génériques (MEG) auprès des districts sanitaires tandis que SOS Burkina Secours dispose d'un dépôt pharmaceutique permettant d'alimenter la population la plus indigente de Bobo Dioulasso.

Le dernier domaine abordé par ce type d'ONG est l'aide à l'enfance. Cette aide se matérialise de plusieurs façons parmi les ONG de l'étude : soit par le suivi des jeunes, le plus souvent en milieu urbain, avec la création de centres d'accueil comme pour la Croix Rouge Belge, soit par l'éducation nutritionnelle initiée par l'ONG JEREMI à Ouahigouya.

Enfin, certains acteurs développent au sein même du secteur de la santé un éventail important de projets. Ainsi, la Croix Rouge burkinabè est polyvalente en oeuvrant dans la réinsertion sociale de jeunes en difficulté et initie des actions directes comme des campagnes de vaccination. Elle développe quatre programmes : Un programme de secours et de préparation aux

catastrophes, un programme chargé de la communication en matière de santé, une coordination des actions de santé et un appui aux « groupes vulnérables ».

- *ONG développant d'autres activités que la santé*

La deuxième catégorie d'ONG de la santé regroupe les acteurs ayant un éventail d'activités plus large, exerçant d'autres initiatives de développement que la santé. Quinze au total, elles agissent parfois dans des domaines variés. Seules trois ONG burkinabè sur dix pratiquent d'autres actions. Le manque de capacités organisationnelles ou financières de l'ONG mais aussi le choix stratégique élaboré en amont peuvent être incriminés.

On constate au contraire que les ONG nord américaines déployant des actions de santé sont également polyvalentes et interviennent en plus sur d'autres types d'activités souvent variés comme l'agriculture, l'hydraulique ou le micro crédit (Catwel, ADRA, PLAN, LWR). Certaines de ces ONG l'intègrent à leur programme global tels que « HKI ou FCI » qui font intervenir l'aspect santé sur des volets « éducation ou jardinage » préexistants. De même, Cathwel vise à distribuer les micronutriments et certains médicaments de base aux élèves du primaire. En 2001, en collaboration avec le Ministère de l'Enseignement de Base (MEBA), Cathwel a procédé au déparasitage de plus de 180 000 élèves dans 32 villages sur 10 provinces d'intervention. En plus de cela, 234 écoles ont reçu des troussees médicales contenant des produits essentiels pour le traitement des maladies usuelles.

En opérant de la sorte, ces ONG intègrent des activités variées tout en conservant les mêmes populations cibles ce qui développe une certaine proximité entre l'ONG et cette population.

Un des domaines transversaux pour un grand nombre d'acteurs du développement est la lutte contre le VIH/Sida. Compte tenu de l'importance de l'argent de l'aide dans ce domaine, plus du tiers des ONG de l'étude mènent ce combat.

En effet, le taux de prévalence est estimé en 2003 à 4,2% [ONUSIDA 2004]. Si comparativement à d'autres pays sub-sahariens, le Burkina connaît une « maîtrise relative » de l'épidémie, le sida y demeure un problème majeur de santé publique¹¹⁶. D'après l'Onusida, 23 structures sanitaires sont habilitées à distribuer les traitements contre le sida et les maladies

¹¹⁶ Achilli L, Hejoaka F, 2005, *Les associations dans la réponse à l'épidémie VIH/Sida au Burkina Faso*. Revue Face à Face-UB2 Sociétés, Santé, Développement, n°7, juin 2005.

opportunistes au niveau local et régional, mais seulement 400 médecins consultent dans ce pays de 13 millions d'habitants, soit un médecin pour 32 500 personnes. Si en 2001, le PNUD recensait 150 associations intervenant dans la lutte contre le sida, plus de 80% d'entre elles ont été créées entre 1994 et 2000. Elles sont en outre principalement concentrées en milieu urbain (plus de 85%) [PNUD 2001 : 130].

Aujourd'hui, 38% des ONG et associations burkinabè déclarent mener des activités de prévention de la transmission du VIH.

Depuis l'augmentation du nombre d'individus et de foyers affectés par la maladie, les réponses sociales s'organisent, notamment sous forme de mouvement associatif. Depuis le début des années 1990, on observe l'éclosion d'un nombre important d'associations qui se consacrent, exclusivement ou presque, à la lutte contre le sida. On peut citer par exemple pour notre étude « Medicus Mundi ». D'autres ONG, préoccupées par une situation qu'elles jugent alarmante intègrent donc un volet sida à leurs activités qui, à l'origine ont un objet différent. Nous pouvons citer Emmaüs Burkina ou LWR dont « les chevaux de bataille » sont davantage l'éducation pour la première et la promotion rurale pour la seconde et qui ont développé peu à peu un « volet sida ». Toutes ces ONG profitent donc de la dramatisation médiatique d'une situation qu'elles orchestrent au mieux de leurs intérêts.

Il est intéressant de remarquer que le cadre de la nationalité est largement dépassé en ce qui concerne l'intervention des ONG et qu'il n'existe heureusement pas de clivage entre pays francophones et pays anglophones dans le domaine de la lutte contre le sida.

Le milieu associatif a commencé à se mobiliser pour lutter contre l'épidémie dès 1986, année de l'apparition des premiers cas de sida au Burkina Faso selon le PNUD. Mais il a fallu plusieurs années avant que son rôle soit reconnu grâce à la création du Comité National de Lutte contre le Sida (CNLS) né en 1990 et présidé par le ministre de la santé.

Les ONG internationales interviennent dans les trois principaux domaines de la lutte contre le Sida, à savoir celui de la prévention des IST/VIH/Sida et de la sensibilisation des populations (dons de préservatifs, formation en éducation et communication, etc.), celui du dépistage volontaire et anonyme du VIH (formation des conseillers, promotion, appui au fonctionnement des centres de dépistage, etc.) et celui de la prise en charge globale des personnes vivant avec le VIH (médicale, psychologique, sociale, économique, alimentaire, juridique).

L'accent semble aujourd'hui mis sur le soutien psychologique et médical aux personnes vivant avec le VIH, et en particulier sur l'accès aux traitements antirétroviraux (même si son adaptation pose problème), tandis que la mise en place des programmes de sensibilisation et

l'organisation des campagnes de prévention paraît de plus en plus laissée à la charge des structures locales comme le PAMAC¹¹⁷ ou des organismes de coopération internationale comme l'OMS. Cathwel soutient quant à elle, des initiatives locales telles que SOS Sida qui a mis en place depuis 1998 un programme de Scolarisation des Orphelins du Sida (PASO) avec l'aide d'autres grands partenaires comme l'ONUSIDA ou la Coopération Française.

Depuis le début des années 1990, on observe une multiplication des initiatives privées dans le domaine du sida, ce qui a conduit le CNLS, avec la collaboration de PLANInternational à mettre en place une structure de coordination des associations et ONG agissant dans le domaine de la lutte contre le sida, afin d'harmoniser les différentes interventions.

Les nouvelles associations locales spontanées et auto promues qui apparaissent à Ouagadougou dans le domaine du sida sont issues d'une volonté personnelle ou d'un groupe d'individus qui désirent s'investir socialement. Souvent, c'est la prise de conscience du danger que représente l'épidémie pour la population et le vécu d'une expérience personnelle, le décès d'un proche par exemple, qui sont le moteur d'une telle initiative¹¹⁸.

Cette tendance à la lutte contre les IST représente-t-elle une réponse aux besoins du terrain ou simplement un moyen de captation de financements extérieurs, le domaine du sida étant devenu un véritable enjeu dans la sous-région ?

Si l'onchocercose est officiellement éradiquée du Burkina depuis quelques années, notons qu'aucune des ONG locales interrogées ne soutient d'actions véritables contre le paludisme, première cause de mortalité en Afrique sub-saharienne avec plus de 800 000 décès par an!

Deux ONG de notre étude simplement sensibilisent au paludisme. « PLAN » fournit les populations les plus nécessiteuses en moustiquaires imprégnées et PSI sensibilise à ces problèmes en subventionnant aussi des moustiquaires et des désinfectants pour l'eau.

Il est donc étonnant que pour un problème de santé public aussi grave que le paludisme, seules 2 ONG tentent de développer, au milieu d'autres volets d'actions, des mesures de prévention. D'après ces dernières, il semble clairement plus facile de trouver des partenaires et d'initier des actions dans le domaine du sida étant donné la mondialisation et la médiatisation de ce fléau. De plus, suite à la reconnaissance de l'épidémie, les autorités burkinabè ont élaboré la politique nationale de lutte contre le sida. La mobilisation de la société civile s'inscrit au sein de

¹¹⁷ Le Programme d'Appui au Monde Communautaire at Associatif sous l'égide du PNUD a vu le jour en mars 2003. Son objectif est de contribuer à la lutte contre le VIH-Sida, à la réduction de son impact sur le développement à travers une coordination du monde communautaire [Cf. Site du PNUD].

¹¹⁸ Aventin L., 1994, *Etude des associations auto-promues et les mouvements de solidarité dans la lutte contre le Sida à Ouagadougou*. CNLS, Burkina Faso, ORSTOM, Mémoire de DESS, Institut d'Etudes du Développement Economique et social, Paris I, 50p et annexes.

cette trame institutionnelle [Achilli L, Hejoaka F : 2005]. Ceci démontre bien qu'elle n'existe pas en tant que telle mais à travers l'action des ONG.

La diversité des volets reflète parfaitement la tendance générale des ONG au Burkina à savoir un développement de plus en plus important des projets dits intégrés comprenant plusieurs domaines, permettant d'élargir « l'éventail » des financements alloués. Par exemple, l'ONG « HKI » développe des projets intégrés autour du thème de l'éducation dans les campagnes en créant des jardins autour de l'école que les enfants peuvent exploiter afin d'accroître les revenus de la famille. L'école sert aussi de lieu d'éducation à la santé, de prévention mais aussi de soins avec des séances régulières de vaccination ou de déparasitage.

Le problème réside dans l'approche des besoins des personnes bénéficiaires. Il n'existe pas toujours une adéquation entre les activités proposées et les besoins à la base.

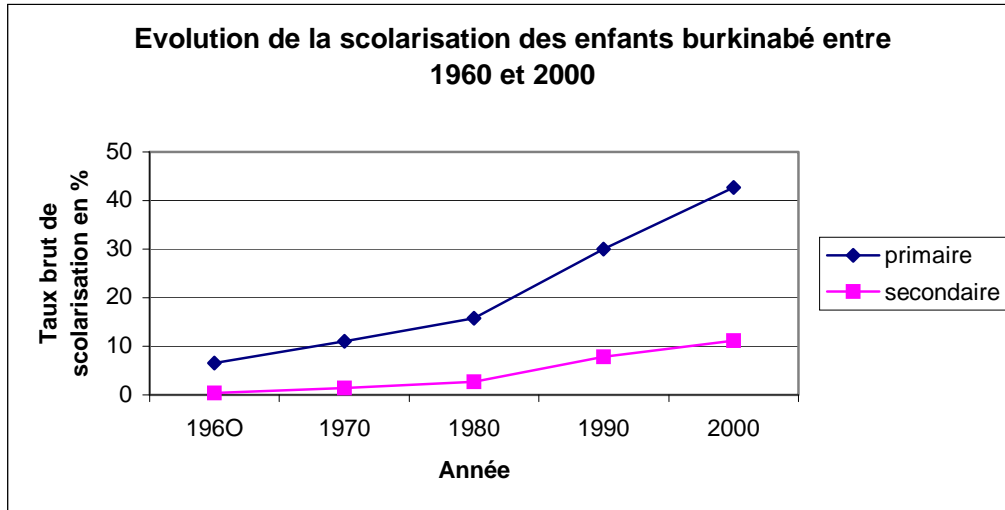
b- Le domaine de l'éducation

Avant d'établir une synthèse des ONG de l'étude dans le domaine de l'éducation, il convient de rappeler la situation très délicate que vit le Burkina en matière d'éducation.

L'éducation permet un accès à tous les messages diffusés. Elle s'avère donc un facteur décisif pour permettre la sensibilisation des populations. Or, la réalité en matière d'éducation au Burkina Faso nécessite une préoccupation plus importante.

Le terme d'éducation recouvre ici un terme générique qui nous permet de regrouper l'ensemble des actions liées à la scolarisation mais aussi les sessions d'alphabétisation ainsi que le parrainage.

Figure n°25 : Evolution de la scolarisation des enfants burkinabé entre 1960 et 2000



Source : M. Pilon., 2002

En 2002, le taux net de scolarisation était de 33,9% au niveau national, ce qui en fait l'un des plus faibles au monde. Les filles sont scolarisées à 29% et les garçons à 38,6%¹¹⁹. Des facteurs essentiellement économiques et culturels expliquent ces chiffres très bas ; il convient d'ajouter le fort taux d'analphabétisme : Seulement 24,8% de la population de plus de 15 ans sait lire et écrire en 2002 [OCDE, 2002]. Que ce soit au niveau de l'alphabétisation ou de l'éducation, le Burkina souffre de grandes disparités sur son territoire.

Ainsi, alors que le taux d'alphabétisation des plus de 15 ans représente 56% dans la province du Kadiogo en 2001, il n'est que de 21% dans l'Oudalan. Seuls le Houet et le Kadiogo possèdent des taux supérieurs à 40%. Le Gourma et le Yatenga ayant des taux situés entre 20 et 25%.

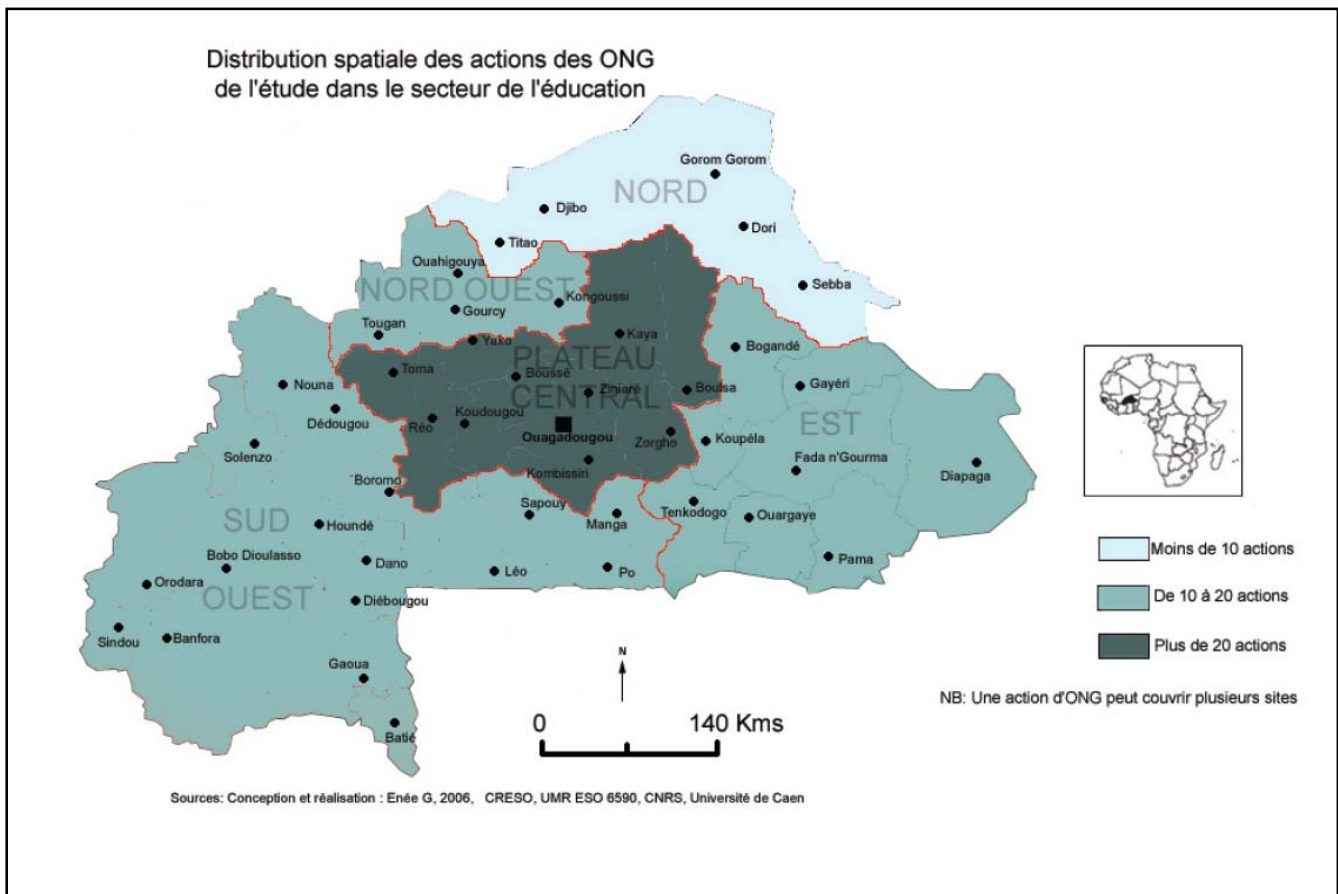
L'écart entre les provinces les plus urbanisées et les autres provinces reste similaire en ce qui concerne le taux de scolarisation des moins de 15 ans. Il atteint respectivement 90 et 70% pour le Kadiogo et le Houet et seulement 27% pour l'Oudalan. Le Yatenga distance le Gourma avec cet indicateur car il affiche 56% contre 36% seulement pour le Gourma.

Le Plan Décennal de Développement de l'Éducation de Base (PDDEB) qui a débuté en 2001 a pour but d'accroître l'offre en éducation et de scolariser 70% des enfants en 2010. Il tente d'atténuer les disparités entre les sexes en scolarisant 65% des filles mais aussi les inégalités spatiales en augmentant l'offre en milieu rural. Les autorités souhaitent aussi atteindre les 40%

¹¹⁹ Statistiques scolaires DEP/MEBA, 2002.

d'alphabétisation dans le pays. La formation des femmes rurales est quantitativement et qualitativement limitée, qu'il s'agisse d'enseignements techniques ou d'alphabétisation fonctionnelle. Très souvent, la formation des femmes est directement liée aux activités agricoles et pastorales. Or, l'encadrement s'adresse généralement aux hommes, démotivant de ce fait les femmes. En 2003, les hommes sont 2 à 3 fois plus encadrés que les femmes¹²⁰.

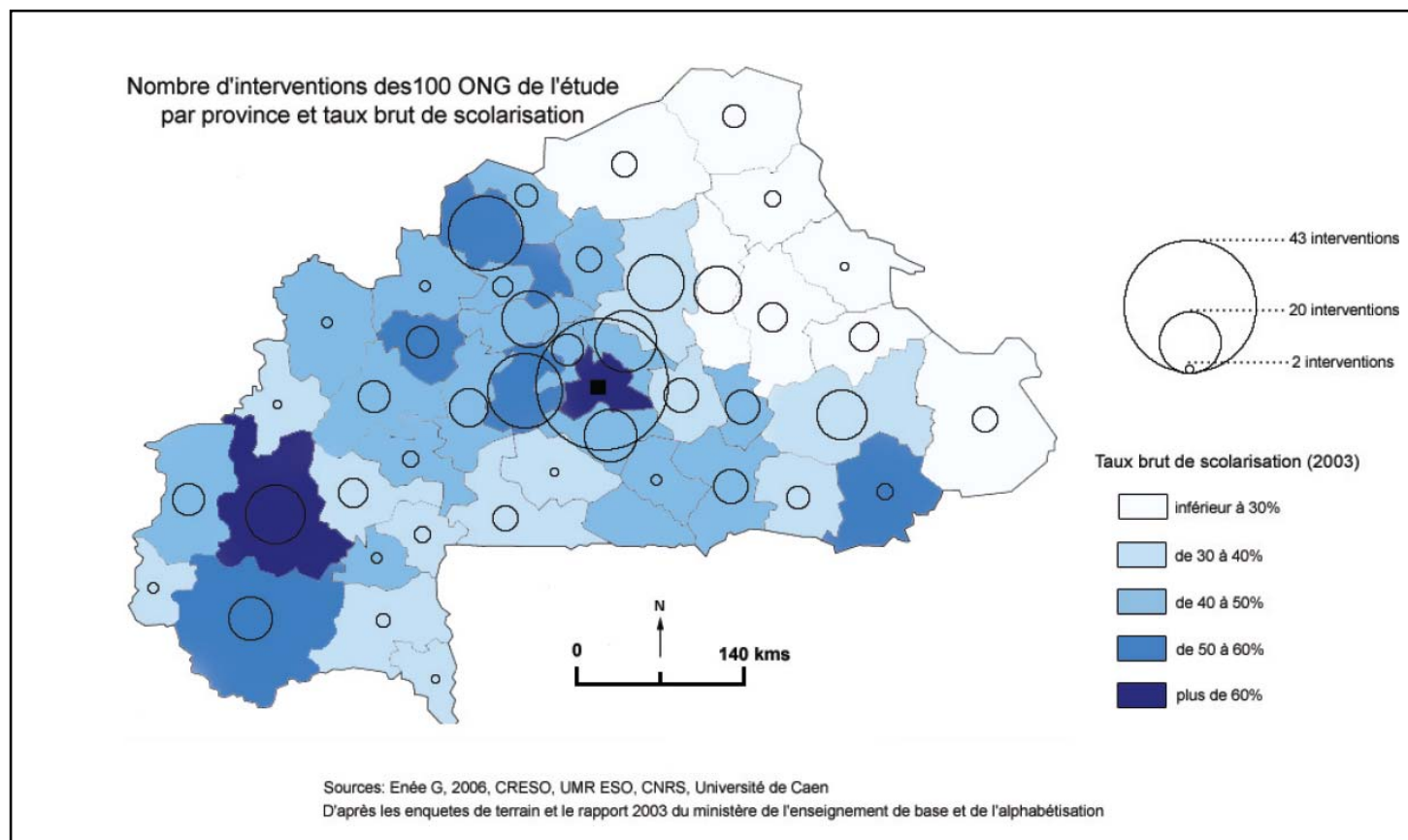
Figure n°26 : Distribution spatiale des actions des ONG de l'étude de l'éducation



Même si le nombre d'opérations des ONG de l'étude dans le domaine de l'éducation semble relativement limité sur des régions aussi vastes, ce panorama général des actions des ONG donne tout de même une indication de répartition des interventions en montrant toujours cette même concentration des actions sur les provinces centrales davantage peuplées.

¹²⁰ Bougaïrè D, 2003, *L'approche communicative des campagnes de sensibilisation en santé publique au Burkina Faso. Le cas de la planification familiale, du sida et de l'excision*. Thèse de doctorat en communication. Université de Groningue. 256p.

Figure n°27 : Nombre d'interventions des 100 ONG de l'étude par province et taux brut de scolarisation



En couplant les variables du taux de scolarisation et de l'intervention des ONG, toutes activités confondues, nous n'observons pas de lien direct. Les ONG ne semblent pas intervenir où les besoins en éducation sont les plus forts et surtout ne semblent pas influencer sur ces taux provinciaux. Les provinces situées au Nord et à l'Est apparaissent faiblement couvertes par leurs actions. Nous remarquons plutôt une attirance de ces dernières pour les centres urbains où les taux sont déjà les plus élevés étant donné que les moyens, notamment fournis par l'Etat (infrastructures scolaires, détachement d'enseignants) y sont les plus importants.

Tableau n°26 : ONG nationales et le secteur de l'éducation

ONG burkinabè	Activités dans l'éducation	Autres actions pratiquées par l'ONG
AVD	- Organisations de stages à des élèves - Alphabétisation	Santé Environnement et lutte contre la désertification
ABPAM	Formation scolaire dans le primaire et le secondaire en méthode braï	Santé
AVOB	Scolarisation en maternelle des enfants Alphabétisation pour adultes	Activités rémunératrices des femmes (tissage, couture)
AEAD	Construction d'Ecoles maternelles Constructions d'Ecole primaire Constructions de Collège Centres d'alphabétisation Conférences et débats sur des thèmes variés	Production maraîchère Micro crédit Evangélisation Santé
Association Tin Tua	Alphabétisation et post alphabétisation	Sécurité alimentaire Développement institutionnel
CREDO	Lutte contre les enfants des rues Appui aux frais de scolarité Formation des enseignants Parrainage Centres de nutrition et d'éducation	Sécurité alimentaire Département des œuvres spirituels Programme micro crédit Environnement
SOS Sahel Burkina	Construction d'écoles primaires et d'un centre d'accueil	Appui aux centres de soins primaires
Mains Unies du Sahel	Participation à la construction d'écoles et de logements des maîtres dans l'enseignement primaire et secondaire.	Hydraulique Santé Promotion rurale Environnement Renforcements de capacités et appui institutionnel
OCADES	Département Développement et promotion humaine avec la Construction d'écoles, l'alphabétisation de base	Département droits humains Département Solidarité et partages Département justice et paix Environnement et sécurité alimentaire
Emmaüs Burkina	Parrainage d'orphelins	Promotion rurale Santé
CIDI	Alphabétisation	Promotion rurale Renforcement des capacités
Développement Sans Frontières	Alphabétisation Distribution de fournitures Programme cantines scolaires	-
Pengdwende	Construction d'écoles	Renforcement des capacités Santé Environnement

12 ONG locales sur les 39 que comprend notre échantillon participent à des interventions dans le domaine socio-éducatif ce qui représente 31%. Ce domaine relativement large regroupe plusieurs sous secteurs variés comme la construction d'écoles, l'alphabétisation, le parrainage mais aussi la distribution de fournitures. 9 ONG sur les 10 rencontrées pratiquent des activités autres que celles de santé ; pour l'une d'entre-elles, Développement Sans Frontières (DSF), l'éducation représente son unique terrain d'action.

L'alphabétisation représente le dénominateur commun aux activités de ces ONG. Chacune de ces organisations consacre un volet à l'alphabétisation notamment des adultes comme l'Association des Volontaires pour le Développement (AVD), l'Association en faveur de la Veuve et de l'Orphelin (AVOB), le Centre d'Initiatives et de Développement International (CIDI) et l'OCADES. L'Association Tin Tua travaille exclusivement sur ce thème prenant en compte tous les aspects d'alphabétisation et de post alphabétisation couvrant toute la zone Est du pays. L'alphabétisation se fait auprès d'adultes et de jeunes en langue locale (gourmantché) et en français. 1000 centres sont créés chaque année depuis 1988 pour compenser le faible nombre d'écoles dans cette région. Cela représente plus de 25 000 apprenants en tout et plus de 1500 acteurs d'alphabétisation formés.

Généralement, les ONG proposent trois types :

- Alphabétisation initiale
- Alphabétisation complémentaire
- Alphabétisation

28 bibliothèques villageoises sont ainsi gérées par des néo alphabétisés.

« Christian Relief Development Organization » (CREDO) lutte notamment contre l'illettrisme et la maltraitance des enfants. Un centre d'accueil à Ouagadougou a été construit afin de nourrir et de scolariser les enfants des rues. Selon le directeur du CREDO, « certains restent longtemps et apprennent un métier ». Une éducation alimentaire est également donnée au sein des CREN, les centres éducatifs de nutrition afin que l'enfant puisse diversifier sa nourriture avec des produits riches en vitamines.

Dans certaines écoles chrétiennes, les enfants reçoivent un parrainage. Plus de 3400 enfants démunis inscrits dans les écoles évangéliques étaient parrainés en 2006. Selon le directeur, « le taux de réussite au CEP atteindrait 100% dans ces écoles ».

A Ouahigouya, DSF estime que la formation des enseignants est insuffisante et agit afin de tester et renforcer les capacités de ces personnels d'éducation. Intégré au Cadre de

Concertation des ONG pour l'Education de Base, l'ONG intervient également auprès de 30 écoles de treize départements de la province du Yatenga en y favorisant l'accès et en distribuant des fournitures aux enfants. Selon le responsable, en 2005, il manquerait 80 professeurs dans le Yatenga. Dans un certain nombre d'écoles, DSF organise le projet « mouton contre fourniture », projet existant déjà au Mali. Un mouton mâle est donné à l'enfant et ce mouton doit pouvoir financer les fournitures de l'enfant. Le taux de réussite serait de 90%.

Le secteur éducatif passe également par la construction de bâtiments liés à la scolarité ou à l'alphabétisation afin de pallier l'action de l'Etat dans ce domaine.

Ainsi, Pengdwende a initié la construction de deux écoles primaires lors de leurs campagnes d'instruction entre 1997 et 1999.

L'AMUS participe également à la construction d'écoles et de logements des maîtres dans l'enseignement primaire et secondaire (7 écoles à trois classes et 9 logements dans la province du Boulkiemdé au Centre Ouest).

L'OCADES a permis la construction de plusieurs écoles au sein de son plan d'éducation de base de même que l'AEAD qui a construit, en plus de plusieurs centres d'alphabétisation, 4 écoles dont deux maternelles, une primaire et un collège, comprenant 470 enfants et reconnus par le ministère de l'éducation de base.

« SOS Sahel Burkina » intervient exclusivement dans ce secteur avec la création de dix écoles primaires dans le Sud du pays dans la région de Pô ainsi qu'un centre d'accueil pour les étudiants défavorisés au « secteur 15 » de Ouagadougou.

Pour « l'Association en faveur de la Veuve et de l'Orphelin » (AVOB), la réinsertion des jeunes se fait à Ouagadougou par l'éducation formelle avec une classe d'école maternelle de 30 élèves mais aussi l'alphabétisation en langue mooré. La formation des jeunes filles s'effectue dans le domaine de la couture et du tissage avec 71 élèves en 2005. De même pour l'Association Burkinabè en faveur des Aveugles et des Malvoyants (ABPAM), seule ONG à œuvrer dans ce domaine et dont le projet éducatif concerne de jeunes aveugles de tout le pays. Des sensibilisations aux problèmes de cécité effectuées en marge de l'école cherchent à prévenir les risques notamment en milieu rural.

Enfin, nous pouvons ajouter les actions de parrainage dans ce volet éducation avec l'ONG « Emmaüs Burkina ». Avec des centres d'hébergement pour les plus déshérités, quelques 480 orphelins sont pris en charge à Ouagadougou dont 105 parrainés par des familles françaises.

Tableau n°27 : Les ONG françaises et le secteur de l'éducation

ONG française	Activités dans l'éducation	Autres actions pratiquées par l'ONG
ATD Quart monde	Bibliothèques de rue Animation auprès d'enfants déscolarisés	santé

L'essentiel des ONG françaises intervenant davantage en milieu rural (voir ci-dessous), une seule ONG française sur les 14 de notre modèle effectue des actions éducatives en faveur des enfants des rues au sein de la capitale. Une équipe de l'ONG ATD suit ces enfants durant la nuit dans les quartiers non lotis et tente de les sensibiliser sur différents thèmes ou de les scolariser. Certains enfants se réorientent vers des apprentissages comme l'élevage, le jardinage qu'ils peuvent exercer au siège ou dans leurs centres d'apprentissage de quartier. Parfois, l'ONG arrive à les mettre en contact avec leur famille et à créer « une sorte de lien social ».

Tableau n°28 : Les ONG américaines et le domaine de l'éducation

ONG américaine	Activités dans l'éducation	Autres actions pratiquées par l'ONG
ADRA	Construction d'écoles	Environnement Hydraulique Santé
Cathwel	Programme cantine scolaire Programme « construction d'écoles » Programme « ration à emporter »	Agriculture Santé Micro finance Justice Aide humanitaire
PLANInternational	Programme de « promotion des droits de l'enfant » intégré au programme « éducation » Parrainage	Santé Hydraulique/assainissement Micro finance
Save the children US	Dons d'équipements scolaires Accès à l'eau potable pour les écoles ciblées	Santé Promotion rurale Hydraulique

L'ADRA initie la construction d'infrastructures et notamment des écoles dans le Séno, le Yagha et la Komondjari sans toutefois intervenir directement.

Cathwel poursuit son programme de construction d'infrastructures scolaires soutenu par le programme « Food for Work ». L'assistance du staff de Cathwel permet de servir des repas à des milliers de travailleurs. En 2002, 42 édifices ont été bâtis dont 20 écoles, 13 latrines et 6 logements pour enseignants.

L'ONG développe un programme de soutien à l'éducation des enfants depuis plusieurs années. Ce programme est financé par « Food for Peace », de l'USAID ambitionnant à la sécurité alimentaire grâce à une population plus instruite et visant à davantage de progrès sur le plan social par la promotion de l'éducation des filles. Le programme « ration à emporter » vise une plus grande scolarisation des filles ; chaque mois, les filles ayant atteint le taux ciblé de 90% de présence effective reçoivent en contrepartie 10kgs de farine de blé afin d'alimenter la famille. Au cours de l'année 2001, plus de 4000 filles de 135 écoles ont bénéficié de ce programme. En trois années, les zones ciblées ont montré une augmentation de 23% du taux d'inscription. Le taux de participation des filles aux examens de l'enseignement primaire s'est ainsi accru de 70% en trois ans¹²¹.

En collaboration avec Cathwel, l'ONG Tin Tua et le FAWE (Forum for african Women Educationalists) et en partenariat avec le MEBA, « PLAN» lance en juin 2006 le projet du gouvernement américain BRIGHT (**Burkinabè Response for Increased Girl's cHances To succeed**) destiné à améliorer l'éducation des jeunes filles. 132 nouveaux complexes dans 10 provinces du pays sont actuellement en construction. La scolarisation des filles sera priorisée avec au moins 25 filles par classe dans les nouvelles écoles. Cathwel s'occupera des composantes cantines scolaires et d'une partie des constructions, FAWE assurera la mobilisation sociale et la formation tandis que Tin Tua sera en charge de l'alphabétisation. Chacun des 132 complexes comprendra : une école à 3 classes, 3 logements d'enseignants, un forage, un bloc de latrines et une cantine. Des Bisango (garderies d'enfants à gestion communautaire) seront construits dans 33 complexes pour l'encadrement de la petite enfance.

PLAN mène d'autres actions dans le domaine éducatif notamment en attribuant des bourses d'étude aux jeunes filles les plus méritantes.

Par toutes ces actions, l'objectif de PLAN est de faire progresser le taux de scolarisation à plus de 70% dans ses provinces d'intervention d'ici 2011.

« Save The Children US » initie des projets intégrés autour de l'école en facilitant l'accès à l'eau potable aux enfants grâce à des systèmes de forages. L'ONG renforce également les équipements liés à l'éducation comme le mobilier ou les fournitures. La tranche d'âge 9-15 ans est ciblée par l'ONG qui estime selon sa responsable que « c'est une période importante où l'impact de l'éducation a le plus de valeur ». 32 villages sont touchés par les actions de l'ONG en 2005. Grâce à ses actions, « Save » lutte activement contre le trafic d'enfants dans certaines provinces du territoire.

¹²¹ CRS, Rapport d'activités 2001.

Tableau n°29 : ONG canadiennes et le secteur de l'éducation

ONG canadiennes	Activités dans l'éducation	Autres actions pratiquées par l'ONG
Aide à l'enfance	Construction d'écoles satellites Construction et appuis de centres de base d'éducation non formelle Lutte contre le trafic d'enfants	Projets jeunes et VIH sida Défense des droits de l'enfant
Christian Children's Fund of Canada	Appui aux cantines scolaires Matériel scolaire Parrainage	Santé

Aide à l'Enfance Canada favorise l'éducation non formelle grâce à la construction d'écoles satellites permettant de scolariser durant quatre ans des élèves de 9 à 15 ans avec pour objectif de lutter contre l'exode rural et de les réinsérer professionnellement dans l'activité de leur choix. Après la quatrième année, ils vont chez un artisan. Sept écoles satellites seraient actuellement opérationnelles.

Le Fonds Chrétien à l'Enfance, à l'instar de Cathwel, cherche à intégrer pleinement les enfants au sein de l'école. Pour cela, ils interviennent auprès de 15 écoles et plus de 4000 enfants mais aussi auprès de parrains souvent canadiens afin d'aider ces enfants. Des collectes de vêtements sont également organisés et ces vêtements sont distribués dans les établissements scolaires. L'ONG fournit de la nourriture aux cantines de même que des uniformes ce qui permet de garder les enfants au sein de l'école.

Tableau n°30 : Les ONG suisses et le secteur de l'éducation

ONG suisses	Activités dans l'éducation	Autres actions pratiquées par l'ONG
Enfants du Monde	Aide aux enfants des rues Appui aux associations et projets en faveur de l'enfance	Renforcements de capacités d'associations locales
Terre des Hommes Genève	Promotion sociale de l'enfance Centre de récupération nutritionnelle pour enfants	Appui à des associations locales Promotion rurale
La Brique	Construction d'un orphelinat Construction de 2 écoles Soutien scolaire	-

En partenariat avec « ATD Quart monde », « Enfants du Monde (EDM) » travaille auprès des enfants des rues de Ouagadougou. L'objectif est de les ramener vers des familles d'accueil et de continuer le suivi afin de les former sur des activités variées. Non opératrice de projets, l'ONG appuie des structures en lien avec le domaine de l'enfance.

Telle EDM, « Terre des Hommes Genève (TDH) » vient en appui aux associations locales initiatrices d'actions locales en faveur de l'éducation et de l'enfance. Auparavant partenaire de l'orphelinat « Home Kisito », elle collabore actuellement à un projet dans le Sud du pays auprès d'un centre de récupération nutritionnelle pour les enfants malnutris.

L'ONG « La Brique » qui a connu son véritable démarrage en 2002 travaille également sur les questions liées à l'enfance. Après la construction d'un orphelinat de dix-sept enfants, elle initie des actions de parrainage auprès de dix familles ; deux écoles ont également été financées sur Ouagadougou et dans la Tapoa, à l'Est du pays.

Tableau n°31 : Les ONG italiennes et le secteur de l'éducation

ONG italienne	Activités dans l'éducation	Autres actions pratiquées par l'ONG
Terre des Hommes Italie	Parrainage Centre d'accueil pour mineurs délinquants Alphabétisation	-

Aucun dispositif particulier en faveur des jeunes délinquants n'existerait au Burkina. Ces jeunes vont en prison dans des conditions très difficiles malgré la réforme actuelle du système pénitentiaire burkinabè qui met en place peu à peu des tribunaux pour mineurs. Terre des

Hommes Italie (TDH) a donc décidé en partenariat avec l'ONG APA de créer un centre capable d'accueillir cette population de jeunes de 13 à 18 ans dans des conditions dignes. Ce centre construit en 2001 situé à 35 Kms de Ouagadougou comprend entre 50 et 200 mineurs venant de tout le pays. Le centre initie des activités d'alphabétisation, de formation professionnelle. APA permet également une assistance juridique aux détenus.

L'autre volet de l'action de TDH Italie s'intéresse au parrainage d'enfants par des familles italiennes. La cogestion de ce parrainage s'effectue à travers des associations locales. Ainsi, 21% des ONG de notre étude mènent des interventions en faveur de l'éducation.

Selon S. Baux, l'école au Burkina ne constitue pas seulement un outil de connaissance, mais aussi et surtout un instrument de pouvoir social, économique et politique. Elle apparaît comme un facteur de hiérarchisation et de stratification de la société¹²². Cette situation actuelle dynamise le développement local car elle éveille les esprits et ouvre des perspectives à ceux qui en bénéficient. Les alphabétisés peuvent plus facilement participer aux débats sur des sujets tels que le sida, l'excision, la sécurité alimentaire ou l'environnement. Les initiatives d'alphabétisation renforcent lentement l'autonomie des populations rurales et notamment des femmes.

D'après la majorité des responsables d'ONG interrogés, « l'éducation représente le domaine à appuyer et l'une des solutions majeures pour sortir le pays de la pauvreté ». Certains d'entre eux affirment « qu'en dessous de 30% de taux d'alphabétisés, le pays ne se développera pas ». Ceci n'est par ailleurs pas prouvé et légitime donc toujours un peu plus leurs propres actions. J. Giri nota ainsi : « La volonté des ONG d'imposer aux sociétés sahéennes, consciemment ou non, leur propre projet de développement » [Giri, 1989, p.309].

A l'intérieur de l'éducation, différents volets sont privilégiés selon la philosophie et les capacités de l'ONG. La construction d'écoles semble être une solution intéressante pour un grand nombre d'ONG afin de pallier le déficit de l'Etat dans ce domaine. Ces réalisations physiques permettent à l'ONG de montrer des actions concrètes à leurs bailleurs de fonds tout en comblant des manques réels notamment dans les zones rurales.

Le projet BRIGHT et le partenariat tripartite entre PLAN, Cathwel et Tin Tua, trois grandes ONG, montrent à quel point l'éducation des filles est devenue un enjeu important au Burkina.

L'éducation des filles semble être un impératif moral pour l'ensemble des organisations internationales, associations locales et un investissement rentable pour les populations. Les ONG doivent trouver des solutions adéquates aux multiples obstacles qui entravent leur accès, leur

¹²² Baux S., 2002, *L'école et l'équité*, Ouaga Focus, n°4, mars 2002, Ouagadougou, UERD, p2

maintien à leur réussite à l'éducation et à la formation, que ce soit au niveau formel ou non formel afin peut-être de faire passer « coûte que coûte » les valeurs occidentales.

c- Le domaine de l'hydraulique villageoise

Les actions d'hydraulique sont essentiellement initiées en milieu rural et réalisées par des ONG souvent spécialisées dans ce domaine. Le secteur de l'hydraulique comprend la construction de puits, de forages, de retenues d'eau comme les barrages ou les boulis villageois, l'installation de pompes...

Malgré les efforts des pouvoirs publics notamment par l'intermédiaire du Programme National de Gestion de Terroirs (PNGT), le secteur connaît un déficit chronique. L'Etat s'est fixé pour objectif un point d'eau pour 300 habitants, mais bon nombre des 8000 villages du Burkina ne bénéficient toujours pas de points d'eau potable.

Nous distinguerons l'hydraulique villageoise de la promotion rurale (bien que ces activités soient pourtant fortement liées) puisqu'elle nécessite un savoir-faire, une technique, des formations particulières ainsi qu'un budget souvent conséquent et que son champ d'action a lieu également en milieu urbain. De plus, le volet hydraulique apparaît comme toujours distinct des autres secteurs d'activité dans les typologies, inventaires et rapports d'activité de l'ensemble des ONG rencontrées. En effet, ce domaine revêt un intérêt tout particulier pour l'Etat étant donné les financements colossaux qu'il draine.

Tableau n°32 : ONG nationales et l'hydraulique

ONG nationales	Activités dans l'hydraulique	Autres actions pratiquées par l'ONG
APRG	Volet hydraulique villageoise	<i>Promotion rurale</i> <i>Renforcement de capacités</i>
Mains Unies du Sahel	Construction de forages Formation de personnel Projet eau/hygiène/assainissement	<i>Promotion rurale (élevage, embouche)</i> Conservation eaux et sols Formation en gestion du crédit Renforcement capacités
Union Fraternelle des Croyants	Constructions de retenues d'eau	-
OCADES	Construction de puits, forages et retenues d'eau	Département Développement et promotion humaine avec la Construction d'écoles, l'alphabétisation de base Département droits humains Département Solidarité et partages Environnement et sécurité alimentaire
FNGN	Cellule hydraulique	Promotion rurale (agriculture, élevage, commercialisation) Renforcement des capacités
ODE	Construction de Barrages et de retenues d'eau Périmètres irrigués pour la riziculture	Promotion rurale Environnement

L'ensemble des réalisations des activités d'hydraulique est essentiellement physique avec des constructions concrètes et visibles au sein des villages. Des actions de sensibilisation et de formations accompagnent parfois ces constructions mais de manière parcimonieuse.

L'Association d'Appui et de Promotion Rurale dans le Gulmu consacre un volet « hydro villageois » à son intervention au Burkina¹²³. Cela consiste à créer des points d'eau comme les puits et les forages. Avec l'aide de l'ONG « Eau pour le Sahel », 30 forages ont été aménagés dans toute la zone Est.

AMUS intervient en grande partie sur la problématique de l'eau dans la province du Boulkiemdé (Centre Ouest). Un des objectifs spécifiques est de rendre disponible l'eau pour les activités humaines et pour les animaux. Vingt forages ont été aménagés en partenariat avec

¹²³ Le Gulmu est une entité représentant les provinces parlant le gourmantché à l'Est du Burkina ; Elle comprend le Gourma, la Tapoa, la Komondjari, la Kompienga, la Gnagna.

plusieurs spécialistes comme l'ONG Water Aid, Chrétien pour le Sahel Luxembourg et Aqua Assistance. L'objectif global, grâce également au volet promotion agricole, est d'accroître les revenus des bénéficiaires dont les femmes, notamment dans 15 villages de 3 départements de la province du Boulkiemdé.

L'Union Fraternelle des Croyants (UFC) mène quant à elle des grandes actions d'hydraulique dans le Nord du territoire avec la construction de nombreuses retenues d'eau (boulis, barrages) afin de, non seulement fournir l'eau indispensable à la vie des hommes et des animaux, mais également pour donner de nouvelles possibilités de développement aux communautés rurales pendant la saison sèche (maraîchage, cultures irriguées etc.). De même que le CREDO, l'OCADES construit et réhabilite des puits, forages et retenues d'eau dans certaines provinces du pays tout en privilégiant l'aspect « sensibilisation » comme l'hygiène et l'assainissement autour des points d'eau. Elle promeut également la mise en place de comités de gestion de ces points d'eau. Comme ces ONG, l'ODE permet la culture de contre saison sur des périmètres irrigués de même que la riziculture grâce à la construction de barrages.

La Fédération Nationale des Groupements Naam, en concertation avec les groupements paysans (Naam) s'est mise à l'œuvre dans ce domaine pour garder les eaux de surface tout en autonomisant le paysan. Des ouvrages ont été aménagés afin de conserver ces eaux de surface et des techniciens ont été formés notamment en topographie pour réaliser les digues, les perrés de retenues d'eau, le traitement des ravines.... Le responsable de la cellule « hydraulique » forme les animateurs exogènes qui sensibilisent et forment à leur tour. 17 barrages et retenues d'eau ont ainsi été conçus dans la zone Nord Ouest du pays de même que 50 boulis permettant les cultures de contre saison.

Seules 5 ONG nationales interviennent dans l'hydraulique villageoise. Ce faible nombre peut s'expliquer par le coût de telles réalisations. Le prix d'un forage varie de 5 à 7,5 millions de FCFA et les barrages ont des coûts dépassant plusieurs centaines de millions de FCFA.

Tableau n°33 : ONG françaises et domaine de l'hydraulique

ONG françaises	Activités liées à l'hydraulique	Autres activités menées par l'ONG
Les Puisatiers	Aménagement de forages et de périmètres irrigués	Promotion rurale Fourniture d'engrais, de matériel agricole
Eau Vive	Réalisation de forages	Promotion rurale (sécurité alimentaire) Renforcement des capacités

A l'instar de l'ensemble des ONG de l'étude, très peu d'ONG françaises de notre échantillon mènent des actions dans ce domaine. Tout d'abord, citons les Puisatiers, petite ONG intervenant à 30 Kms de Ouagadougou essentiellement sur la problématique de l'eau dans le quartier de « Nabiitenga 2 » sur la commune de Tanghin Dassouri. L'ONG y réalisa un forage équipé d'une pompe électrique immergée, d'un réservoir surélevé et d'un groupe électrogène avec un abri. 600 paysans sont intéressés par les actions de l'ONG selon le coordonnateur puisque les actions profitent également aux autres villages. Le forage permet ainsi d'irriguer des périmètres de culture maraîchère.

Un autre village, Sanon, est depuis plusieurs années ciblé par les opérations de l'ONG.

Figure n°28 : Exemple de communication autour de l'ONG « Les Puisatiers » et son engagement dans l'hydraulique villageoise dans le village de Sanon au Nord-Ouest de Ouagadougou.

PARTENARIAT

Opération eau potable au Burkina Faso

Pour deux centimes d'euro la bassine, les habitants de Sanon, village rural du Burkina Faso, peuvent désormais s'alimenter en eau potable et cela grâce à une ONG¹ basée à Pont-à-Mousson (54), "les Puisatiers", maître d'ouvrage du projet et qui a bénéficié de subventions publiques dont celle de l'agence de l'eau Rhin-Meuse.

Le conseil d'administration de l'agence de l'eau Rhin-Meuse avait validé, en 2002, le principe d'aider des opérations humanitaires mais sous certaines conditions: "il doit s'agir d'actions précises s'inscrivant dans la durée et s'appuyant sur une expertise technique locale ayant lieu dans la zone de solidarité prioritaire définie par le ministère des affaires étrangères en Afrique sub-saharienne et dans l'océan indien et dont le PNB² par habitant n'excéderait pas 2000 dollars". A cela s'ajoute le fait que lesdites opérations doivent être présentées et soutenues financièrement par une collectivité ou une association

(à but non lucratif) située dans le bassin. C'est dans cette optique que le projet "alimentation en eau potable du village de Sanon" au Burkina Faso (Afrique de l'Ouest) fut lancé dès 2003, porté par l'association "les Puisatiers".

NOUVEAUX PUIITS

Sanon, village de 4 000 habitants situé au Nord-Ouest de Ouagadougou ne bénéficiait pas jusqu'alors d'accès sécurisé à l'eau potable car les puits existants, peu profonds, contribuent, par leur insalubrité, à la propagation de nombreuses maladies infectieuses. L'association "les Puisatiers",

fondée par un couple d'enseignants à la retraite Claudine et Georges Moissonnier ayant exercé plusieurs années au Burkina Faso, s'est occupée du redémarrage des activités agricoles sur le périmètre irrigué. Ils ont ensuite envisagé le forage d'un nouveau puits et l'installation d'un réseau de conduites d'eau potable alimentant deux bornes fontaines. Pour cela elle a fait appel à l'expertise technique d'Antea³ et au soutien financier de l'agence de l'eau Rhin-Meuse. "La nappe est exploitée dans la limite de sa capacité à se recharger de façon à ce qu'elle soit pérenne ce qui s'inscrit parfaitement

dans une perspective de développement durable" explique Jean-Loup Mahieu anciennement chef de la division "relations internationales" de l'agence de l'eau Rhin-Meuse et instructeur du dossier.

40 M³ D'EAU POTABLE PAR JOUR

Placées à un endroit stratégique de la vie communautaire, les bornes fontaines alimentent la population locale en eau potable à raison de 40 m³ par jour soit environ 15 litres par habitant pour la modique somme de 2 centimes d'euro les dix litres. Une petite révolution pour les femmes et les enfants traditionnellement chargés de la corvée d'eau.

"Un prolongement à cette action pourrait être envisagé notamment avec le raccordement du dispensaire et de la maternité" poursuit Jean-Loup



Un comité de gestion et un fontainier ont été désignés en vue de financer le fonctionnement des points d'eau et d'éviter le gaspillage.

Mahieu. D'autres opérations du même type au Sénégal, au Niger et au Mali sont également dans les cartons, suspendues à l'entrée en vigueur de la proposition de loi Oudin qui porte réforme de l'actuelle politique de l'eau et légaliserait la coopération décentralisée dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, dans la limite de 1% des ressources des agences de l'eau.

¹ ONG: organisation non gouvernementale

² le produit national brut par habitant en France est de 24 000 dollars

³ Antea: société française d'ingénierie du groupe BRGM (bureau de recherche géologique minière) ayant une antenne à Ouagadougou

Source : Extrait de « Rhin-Meuse Infos », n°56, p.10, www.eau-rhin.fr

La problématique de l'eau en Afrique sahélienne représente un réel intérêt pour les ONG qui peuvent faire appel à de nombreux donateurs privés mais aussi à des fonds publics comme la petite ONG Les Puisatiers dont une grande part des fonds annuels provient du Conseil Régional de Lorraine.

L'Eau Vive s'est spécialisée, en partenariat avec la direction Régionale de l'Hydraulique dans l'aménagement de forages et de retenues d'eau dans toute la sous-région sahélienne. Ces forages réalisés à l'identique comprennent des anti bourbiers, des murs d'enceinte et des bacs d'abreuvoir. Les forages sont concentrés dans les régions Nord Ouest, Nord et Est, accompagnés d'une véritable éducation sanitaire mais aussi d'actions de sensibilisation aux problèmes d'hygiène. Des comités de gestion veillent à la pérennisation des aménagements. Intervenant

également en zone urbaine, « l'Eau Vive » a mis au point un dispositif de stockage et de puisage de l'eau: « Le poste d'eau potable (PEP)». Il permet de conserver la qualité de l'eau jusqu'à la consommation en évitant que le récipient de puisage plonge directement dans le canari. Dans l'attente de solutions techniques meilleures, «Eau Vive» a encouragé de nombreuses écoles et parfois des familles à s'équiper de PEP¹²⁴.

Tableau n°34 : ONG américaines et le secteur de l'hydraulique

ONG américaines	Activités liées à l'hydraulique	Autres activités menées par l'ONG
ADRA	Aménagement de forages	Santé Environnement Promotion rurale
Projet Baptiste	Réalisation de forages, puits busés	-
PLAN	Accès à l'eau potable (forages et latrines)	Education Parrainage Santé
Africare	Construction et réhabilitation de puits à grand diamètre	Promotion rurale

L'eau et l'assainissement représentent une des composantes des activités de l'ADRA. De nombreux forages ont été réparés par l'ONG en collaboration avec les Comités Villageois de Gestion de Terroirs (CVGT).

L'ONG « Projet Baptiste » a mis en place un programme de conception de forages dans le Sud Ouest du pays ainsi que dans la région de Kaya à 100Kms au Nord de Ouagadougou. « Plus de 400 forages ont ainsi été réalisés par l'ONG en trente ans et seulement 45 églises d'après le Représentant de l'ONG ». Le programme tourne autour de l'aménagement de forages et de puits busés et permet de dispenser des séances de sensibilisation à leur maintenance et leur réparation.

Même si l'éducation constitue le programme prioritaire de PLAN Burkina (plus de 40% du budget), dans le souci d'améliorer la qualité de vie des communautés et des enfants en particulier, PLAN Burkina conformément à son programme quinquennal a aidé plus de 200 communautés à avoir leur accès à l'eau potable et aux ouvrages d'assainissement de base. La part du budget en 2005 consacré à l'eau est de 16%. Sur 951 écoles des zones d'intervention de Plan, seules 354 disposaient de latrines et de forages¹²⁵.

¹²⁴ Revue «Eau Vive Actualité», n°28, décembre 2001, p6.

¹²⁵ PLAN Burkina, rapport d'activités, année fiscale 2005, p.12

Tableau n°35 : Exemple d'actions concrètes d'une ONG en matière d'hydraulique villageoise: Données quantitatives des réalisations en eau potable et en assainissement de « PLAN Burkina» en 2005 dans ses provinces d'intervention.

Réalisations	Bam	Sanmatenga	Kouritenga	Namentenga	Poni
Formations	175	96	-	-	-
Construction/aménagements de puits à grand diamètre	-	1	1	-	1
Protection de points d'eau	14	31	10	9	25
Nouveaux forages	26	42	42	39	35
Réhabilitation de forages	-	-	25	6	15
Connections à des points d'eau	-	-	-	-	23
Formation comités de gestion de points d'eau	161	217	420	129	1666
Latrines	704	625	362	585	789

Si l'on constate sur ce tableau qu'aucune action d'hydraulique n'est effectuée à Ouagadougou, l'accent est mis en zone rurale sur les formations des comités de gestion notamment dans la province du Poni dans le Sud Ouest du pays où les précipitations bien qu'importantes restent mal maîtrisées. Dans les autres sous secteurs, l'équilibre est relativement respecté selon les provinces avec un effort conséquent sur la construction de latrines notamment en milieu scolaire et plus généralement sur l'amélioration de l'hygiène.

Africare réalise également des forages pour améliorer l'accès à l'eau potable et permettre le maraîchage. Les bénéficiaires des ouvrages contribuent dans les travaux en creusant 10 mètres pour chaque puits et en ramassant les agrégats.

Tableau n°36 : ONG britannique et le secteur de l'hydraulique

ONG britannique	Activités liées à l'hydraulique	Autres activités menées par l'ONG
Water Aid	Construction de latrines Réhabilitation de puits	-

Une seule ONG britannique intervient dans ce secteur : Water Aid ; le programme d'hydraulique est mené à la fois en milieu rural essentiellement dans le Centre Ouest du pays, et en zone urbaine à Ouagadougou où l'accès à l'eau potable est difficile dans certains quartiers notamment Boulmiogou, Bogodogo, Sighnonghin. 1500 latrines ont été construites et de nombreux puits ont été réhabilités notamment dans l'Ouest du pays. L'ONG passe par des associations des usagers de l'eau pour assurer la maintenance et les réparations.

Tableau n°37 : ONG suisse et l'hydraulique villageoise

ONG suisse	Activités liées à l'hydraulique	Autres activités menées par l'ONG
Green Cross	Construction de puits à grand diamètre Aménagements des points d'eau	Environnement

Green Cross intervient dans la construction de latrines modernes en zone urbaine (Ouahigouya, Ouagadougou, Bobo Dioulasso) afin de remplacer les latrines traditionnelles dépourvues de toute hygiène. Ces latrines générant des maladies et polluant les eaux de surface sont remplacées par des sanitaires en dur. Des puits busés à grands diamètres sont également aménagés notamment dans le Nord du pays accompagnés d'actions limitant l'évaporation autour des grands points d'eau.

En tout, seules onze ONG de l'étude pratiquent des activités liées à l'hydraulique villageoise. De même qu'un cadre de vie adéquat incluant une source d'eau potable, un système d'assainissement environnemental approprié, des toilettes répondant aux besoins des filles et des garçons constituent des facteurs déterminants dans l'amélioration de la qualité de vie des communautés. De plus, l'image positive que véhicule le domaine de l'hydraulique incite toutes ces ONG à toujours monter de nouveaux projets.

d- La promotion rurale

Au Burkina, 87% des exploitants agricoles pratiquent une agriculture traditionnelle de subsistance et ont de ce fait une perspective réduite d'améliorer leur situation de pauvreté. Le problème central du secteur agricole au Burkina est la productivité limitée, qui ne peut actuellement contribuer à l'augmentation des revenus des populations rurales ; celle-ci constitue par son accroissement une menace latente pour la sécurité alimentaire. Une des raisons essentielles est le manque de solutions techniques adaptées pour l'augmentation de la production qui seraient non seulement rentables, mais qui tiendraient aussi compte des capacités et de la prise en charge des risques pour les producteurs ruraux. De plus, il y a un manque d'offres, de prestations de services efficaces pour l'assistance des capacités des producteurs et des entreprises rurales en amont et en aval de la production.

C'est un des secteurs clés du Burkina Faso. Il n'est donc pas étonnant de constater que les ONG en ont fait un secteur privilégié de leurs interventions depuis une quarantaine d'années.

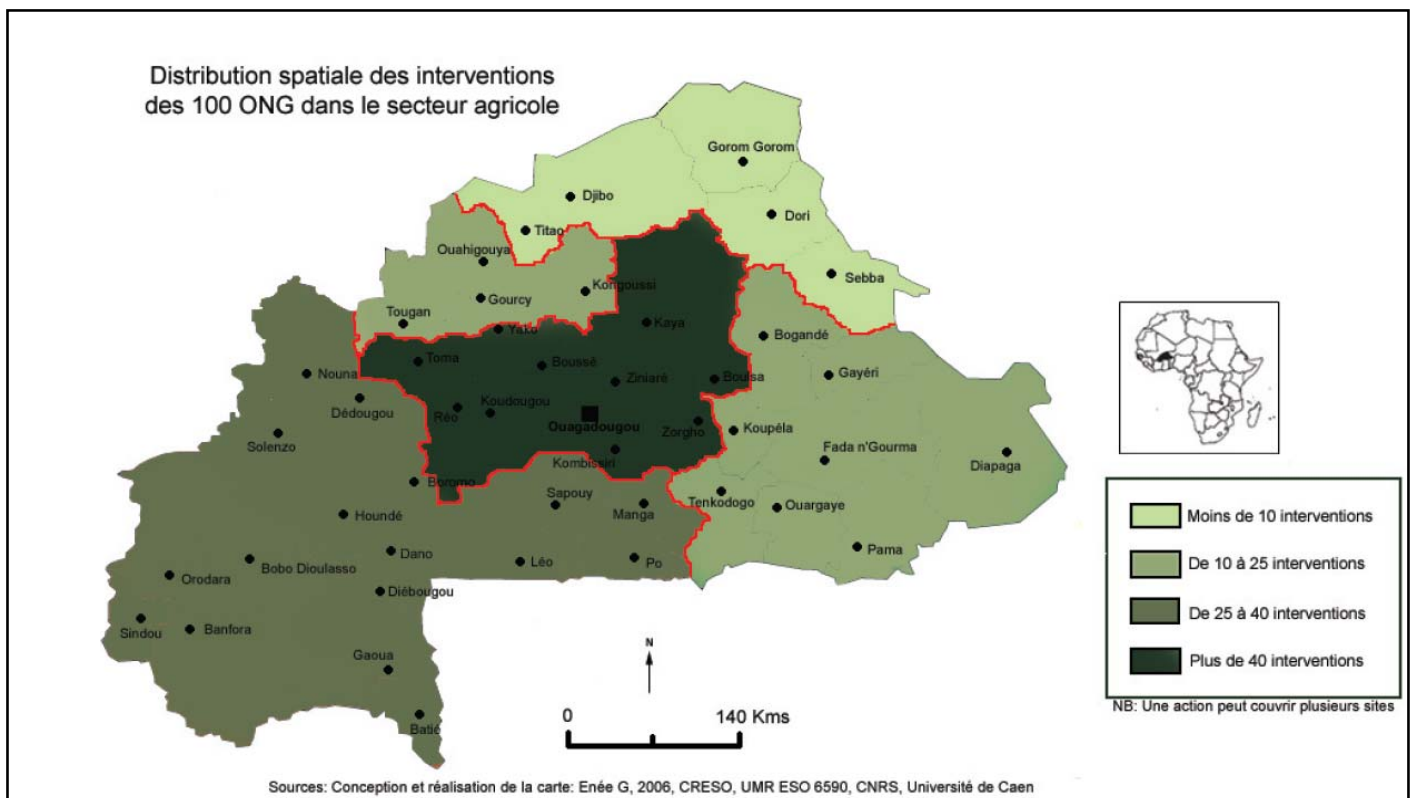
La promotion rurale regroupe un ensemble de volets diversifiés comme l'agriculture/élevage, la sécurité alimentaire et la mise en place de banques de céréales et de comités de gestion, la facilitation de l'accès aux filières et aux équipements agricoles mais aussi les techniques de conservation des eaux et des sols (CES) dans un objectif d'augmentation de la production agricole ; l'appui aux groupements en milieu rural étant réservé pour la dernière sous partie de chapitre.

Le secteur agricole au Burkina contribue pour près de 40% au produit intérieur brut (PIB), assure 80% des exportations totales et emploie environ 86% de la population active. 30 % des terres sont cultivables (10 millions d'hectares), mais seulement un tiers est exploité. Quelques 20.000 ha sont irrigables et une faible partie (10 %) est effectivement aménagée pour la riziculture. L'agriculture (quasi exclusivement extensive) se pratique essentiellement dans les 600.000 exploitations familiales du pays. Les cultures vivrières (mil et sorgho, maïs, riz) utilisent 90 % des surfaces cultivées, voire plus. Même si chaque action des ONG semble en rapport direct ou indirect avec ce monde fortement rural, onze ONG burkinabè interviennent quasi exclusivement dans le domaine de la promotion rurale (28%). Elles agissent principalement sur de petits projets de maraîchage mais aussi dans l'aménagement de sites anti érosifs [PNGT, 2003]. Nous constatons que les financements d'infrastructures semblent davantage laissés à d'autres opérateurs tels que l'Etat. Les ONG, sortes d'alternatives, laissent donc à ce dernier les

grands projets pharaoniques de type « Ziga » [Cf. Chapitre I] ou d'autres programmes jugés trop lourds et trop coûteux notamment en termes d'importations de matériel ou de charges.

Nous privilégions dans cette sous partie ce type d'ONG, c'est à dire celles qui interviennent directement au niveau des activités. Nous consacrerons la dernière sous partie aux ONG renforçant les capacités des OP par de l'appui conseil ou de la formation spécialisée.

Figure n°29 : Distribution spatiale des interventions des 100 ONG dans le secteur agricole



Secteur de prédilection pour les ONG au Burkina, les différents appuis à l'agriculture et à l'élevage apparaissent inégalement répartis sur l'espace national, beaucoup plus importants sur la partie centrale. Les densités de populations expliquent sans doute cette répartition inégale. La faible attirance des ONG pour les actions d'élevage tendent à montrer pourquoi les zones pastorales du Nord et du Nord Ouest aux cheptels importants reçoivent si peu de projets.

Tableau n°38 : ONG nationales et promotion rurale

ONG nationales	Activités de promotion rurale	Autres activités menées par l'ONG
ABAC	Appui au montage de séchage des fruits et légumes (800 séchoirs) Centre de formation agro écologique Programme de gestion de terroirs Production céréalière, maraîchère, fruitière Transformation de produits alimentaires Micro crédit	Environnement (Programme de gestion des ressources naturelles) Renforcement des capacités des groupements de femmes
APRG	Volet production végétale	Hydraulique villageoise Protection de l'environnement Renforcement et formations de groupements de paysans et facilitation à l'accès au crédit
ODE	Constructions de sites anti érosifs Construction de fosses pour le compost Equipement agricole Banques de céréales Micro crédit	Environnement
OCADES	Activités agro pastorales Octroi de crédits pour l'accès au matériel Programme de CES: fosses fumières, digues anti érosives et périmètres maraîchers	Renforcement des capacités Environnement
EMMAÛS	Agriculture/élevage	Parrainage d'orphelins Santé
SAHEL SOLIDARITE	Sécurité alimentaire Agriculture Elevage Maraîchage Micro crédit	Renforcement des capacités de groupements féminins
ARFA	Production et utilisation de fumure organique Lutte anti érosive Agro foresterie Promotion des produits biologiques	Environnement: éducation environnementale
FNGN	Production maraîchère Commercialisation Sécurité alimentaire Construction de moulins Constructions de banques de céréales Centre de formation	Environnement Hydraulique Education Renforcements des capacités
CIDI	Apiculture Fosses fumières Elevage de porcs, de poules, Production Création de greniers de stockage Micro-crédit	Activités génératrices de revenus (AGR) pour les femmes
GRAF	Recherche foncière Valorisation du foncier	-
CREDO	Lutte contre la désertification Sécurité alimentaire Micro crédit	Environnement (gestion des ressources naturelles)

Nous avons décidé d'incorporer le volet micro crédit, en expansion au Burkina, dans ce volet rural puisque les demandes de crédits sont essentiellement liées à ce secteur (par exemple pour l'embouche, emprunt pour du matériel agricole ou pour entreprendre le commerce de sa production).

Outre les activités «classiques» d'appui à la production agricole ainsi qu'à la production animale, l'Association Burkinabè d'Action Communautaire (ABAC) développe en partenariat avec l'ONG française « GERES », des activités de séchage au gaz de mangues et de légumes dans la région de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso et organise la diffusion de ces séchoirs dans les villages. Les groupements féminins sont visés. Plusieurs centaines de femmes ont d'ailleurs été familiarisées à ces techniques.

L'APRG encourage l'utilisation des semences améliorées afin d'optimiser au maximum les rendements agricoles sur des zones où les précipitations pluviométriques sont généralement faibles (inférieures à 500mm/an).

De même que de nombreuses ONG de l'étude (OCADES, ODE, FNGN...), l'action de l'Association de Recherche pour la Formation Agro-écologique (ARFA) se situe à la fois dans le domaine agricole et dans le domaine environnemental. Sa mission consiste à contribuer au maintien et à la production d'un environnement sain et productif par la création, avec l'engagement déterminé des collectivités villageoises, d'une agriculture nouvelle basée sur l'agro-écologie. L'ONG intervient dans l'Est du pays où 95% de la population vit en milieu rural en exerçant le plus souvent ses activités agricoles au moyen d'outils archaïques. Son action s'articule autour de plusieurs volets dont « l'utilisation de fumure organique, la lutte anti érosive, l'agro-foresterie et les fermes agro-écologiques »¹²⁶. Notons que ce jargon agro-environnemental, utilisée abondamment par l'ensemble des ONG, professionnalise un peu plus l'action et vise à rassurer les donateurs.

La gamme des activités proposées par la FNGN dans le domaine agricole, très large, couvre les trois quarts du territoire national¹²⁷. En vérité, elle demeure davantage active sur quelques zones et notamment le Yatenga où l'action fut lancée. Sur d'autres espaces et notamment au Nord, l'aire d'influence des groupements naam apparaît affaiblie.

Nous avons répertorié les activités de la FNGN sous le terme générique de « promotion rurale » ce qui n'est pas rigoureusement exact étant donné la multiplicité des cellules d'action de

¹²⁶ Par agro-foresterie, on entend l'intégration d'essences ligneuses dans le système agricole en vue d'obtenir divers avantages: diversification de la production et des produits, enrichissement des sols à l'aide d'espèces fixatrices d'azote, protection de parcelles...

¹²⁷ La fédération nationale des groupements naam (FNGN), Rapports d'activités, Ouahigouya, juin 2003.

cette importante ONG. Ses volets traités (décrits en annexes) conduisent de toute façon au développement du monde paysan. Appuyant la production maraîchère, il initie, également par l'intermédiaire des groupements Naam à la base, des projets d'élevage et d'embouche. Il a mis en place un comité d'animation commerciale chargé de la commercialisation des productions de groupements (CAC). Cette structure originale prospecte sur les évolutions et les exigences des marchés visés. Dans son programme de développement intégré de la province de la Sissili, le CREDO a créé un « Centre de formation et de production agricole » et fait la promotion des banques de céréales dans le Nord du pays.

Le groupe de Recherche et d'Action sur le Foncier (GRAF) s'intéresse également à la problématique foncière au Burkina. Mais contrairement aux autres ONG, ses objectifs sont de développer l'excellence en matière de recherche foncière au niveau local, d'impliquer l'ensemble des acteurs concernés dans un véritable débat national sur les options des politiques et législations foncières. Son rôle est enfin de valoriser l'expertise locale en matière foncière grâce à une équipe d'experts pluridisciplinaires.

Même si toutes les ONG françaises intègrent très largement le cadre rural, certaines d'entre elles interviennent plus spécifiquement dans le cadre de la promotion rurale. Parmi les ONG françaises retenues, 20% participent à cette promotion du monde rural.

Tableau n°39 : Les ONG françaises et le secteur de la promotion rurale

ONG françaises	Activités dans la promotion rurale	Autres actions pratiquées par l'ONG
Afrique Verte	Structuration des OP Formation Commercialisation des céréales	Renforcement des capacités des paysans
AFVP	Appui à des structures paysannes Programme de gestion des terroirs et d'appui au développement local Appui à des filières de production et de commercialisation	Renforcement des capacités des comités villageois
Eau Vive	Lutte contre la désertification Amélioration des capacités de production Programme de Production agricole Cordons pierreux Appuis alimentaires ponctuels Banques de céréales	Hydraulique villageoise Environnement (reboisements) Appui des organisations communautaires
Peuples Solidaires	Production agricole Sécurité alimentaire	Environnement (CES, gestion ressources naturelles) Renforcements des capacités par l'accès au crédit
Les Puisatiers	Production agricole Sécurité alimentaire	Hydraulique villageoise

« Afrique Verte-Burkina » vise, d'une manière globale l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations de ses 6 zones d'intervention (2.315.000 personnes) du Sahel, qu'elles soient déficitaires ou excédentaires en céréales de même que l'ONG Eau Vive qui oeuvre dans la lutte contre la désertification et la sécurité alimentaire. Les outils utilisés par Afrique Verte au Burkina sont la construction de banques de céréales afin que les paysans ne subissent plus les effets de la spéculation et se garantissent un approvisionnement. Les bourses sous régionales sont distribuées afin d'instaurer un marché favorable aux paysans, d'approvisionner les villes et régions déficitaires et de trouver des débouchés aux excédents. Il s'agit ainsi de confronter l'offre et la demande en dynamisant les circuits de commercialisation, notamment du milieu rural vers les villes.

De la même manière, l'ONG « Eau Vive » participe à l'amélioration des conditions des paysans et à la lutte contre la désertification en encourageant l'installation de banques de céréales, de périmètres maraîchers et les cultures de contre-saison. Egalement, la réorganisation des circuits de distribution et l'appui au crédit permettront de répartir équitablement la production et de prévenir les crises alimentaires, dans un souci, affirme-t-elle, de « développement durable ».

L'appui au développement local en milieu rural concerne la majorité des actions de l'Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP) notamment avec des représentations dans 16 localités du Burkina en 2004. Elle se distingue des autres ONG par l'envoi de volontaires durant deux années afin d'apporter une compétence technique et une dynamisation des organisations paysannes (OP).

Peuples Solidaires vise des objectifs d'autonomisation des populations rurales pour une meilleure prise en charge de la gestion de leur milieu. L'ONG renforce la participation des femmes rurales dans la mise en place d'actions de développement et favorise les synergies entre les OP (échange d'informations, mutualisations des ressources entre les partenaires). PS appuie des projets déjà existants dans l'Ouest et le Nord du pays. PS joue également le rôle d'un facilitateur et fait appliquer les procédures sur le terrain.

L'ONG Les Puisatiers articule ses actions autour de petits projets de production maraîchère comme la relance d'un ancien projet rizicole. Leur objectif, partagé par toutes les autres ONG s'attache à « parvenir à l'autosuffisance alimentaire des villageois ».

Tableau n°40 : ONG américaines et le secteur de la promotion rurale

ONG américaines	Activités dans la promotion rurale	Autres actions pratiquées par l'ONG
Africare	Amélioration durable de la Sécurité alimentaire Production de semences améliorées élevage	Renforcement des capacités dans le domaine de la nutrition
Cathwel	Programme agriculture Sécurité alimentaire Projet agriculture durable	Environnement (gestion des ressources naturelles) Renforcement des capacités des producteurs par des formations Alphabétisation Santé hydraulique
Hunger Project	Sécurité alimentaire	-
HKI	Projets jardinage dans les écoles Maraîchage	Santé
LWR	Projet de semences améliorées Amélioration de la production laitière Production de beurre de karité, savon, arachide, amandes	Renforcement des capacités Santé Hydraulique

Intervenant dans le Nord Ouest du pays dans la province du Zondoma, Africare produit elle même ses semences améliorées dans le cadre d'un programme de sécurité alimentaire. L'augmentation de la productivité agricole se fait par l'amélioration des techniques de production, la création de puits et l'amélioration de l'efficience dans la gestion du bétail et l'introduction de méthodes de traitement et de transformation des aliments.

Tout comme Africare, LWR souhaite améliorer la sécurité alimentaire de ses zones d'intervention dans le Nord Ouest mais également dans le Boulgou en développant des petits projets de semences améliorées afin d'augmenter les productions. L'ONG travaille également avec des groupements de femmes peules dans la région de Fada n'Gourma afin d'aider à la transformation du lait en beurre et en yaourt, leur objectif étant d'augmenter la taille des unités de production et d'améliorer les filières.

Egalement dans le Nord du pays, Hunger Project vise à assurer la sécurité alimentaire de ses dix provinces d'intervention. Des infrastructures sont édifiées (boutiques villageoises, moulins...); l'objectif étant d'atteindre l'autofinancement, de générer un fond de roulement permettant de reproduire ces unités.

Cathwel intervient dans tous les volets du secteur agricole. De par son projet « sécurité alimentaire » du diocèse de Nouna-Dédougou dans l'Ouest, il facilite la production du compost, la réalisation de digues anti érosives. Plus de 8000 hectares de diguettes ont ainsi été aménagées afin d'améliorer la production agricole. 470 unités de production maraîchère ont été réalisées par les ménages en vue d'augmenter leurs revenus. En plus de la formation de très nombreux producteurs, plus de 100 hectares de sites anti érosifs ont été conçus dans la province du Sanmatenga au Nord du plateau Mossi.

Contrairement aux ONG citées plus haut dont les actions sont toutes dans un cadre « promotion rurale », HKI intervenant dans la région de Fada n'Gourma, à l'Est du pays, se singularise par l'absence de barrières entre ses volets d'action. Ainsi, le volet « jardinage » s'intègre au volet « éducation » lui-même partie prenante de la santé. Chaque élève des écoles appuyées par l'ONG peut cultiver des légumes dans le jardin de l'école. Ces légumes vitaminés permettent de lutter efficacement contre les maladies cécitantes. Des périmètres irrigués sont également aménagés par l'ONG afin d'améliorer le maraîchage dans cette région Est du pays.

Etant donné qu'aucune ONG suisse n'intervient dans ce domaine, nous avons regroupé les autres ONG étrangères au sein d'un même tableau.

Tableau n°41 : ONG internationales et le secteur de la promotion rurale

ONG internationales	Activités dans la promotion rurale	Autres actions pratiquées par l'ONG
ACORD	Promotion de l'élevage	-
CECI	Aménagement et mise en valeur des boulis	Renforcement des capacités à des groupements féminins
Oxfam Espagne	Amélioration des techniques de production Approche filière Appui à la transformation des fruits Appui à des groupements paysans	Appui aux rapatriés de Côte d'Ivoire
Oxfam Belgique	Sécurité alimentaire	Renforcement des capacités des OP
Ile de Paix	Mise en place de périmètres irrigués Structuration de groupements de riziculteurs Programme de restauration des sols	-
ZWO	Périmètres irrigués Banques de céréales	
DED	Développement rural dans le cadre de projets partenaires de l'agriculture	Environnement et gestion des ressources naturelles Renforcement des capacités organisationnelles des populations rurales

L'ONG ACORD est la seule ONG de l'étude à initier des projets en faveur des populations pastorales de l'Est du pays. Son objectif est de trouver des débouchés spécifiques notamment en direction des jeunes et d'intégrer les éleveurs semi nomades au sein des plans de développement locaux (PDL). A terme, le programme permettra également de scolariser les enfants grâce à des « écoles transhumantes ».

Si les autres ONG canadiennes sont, et on l'a vu au cours de ce chapitre, davantage tournées vers le monde de l'éducation et de l'enfance en général, le Centre Canadien d'Etudes et de Coopération Internationale (CECI) mène davantage d'activités en faveur des populations paysannes. En vue de l'approvisionnement en eau des populations sahéliennes, de leur sédentarisation et du développement de la culture maraîchère, le CECI aménage et met en valeur des boulis dans la province de l'Oudalan au Nord du Burkina.

De la même façon, Green Cross tente de limiter au maximum l'évaporation de ces points d'eau en zone sahélienne notamment vers Ouahigouya et sur le plateau central.

Oxfam Intermon (Espagne) développe des partenariats avec des OP afin de toucher plus facilement les « populations cibles » notamment dans le Sud Ouest du pays. Trouver davantage

des débouchés économiques aux groupements de commerçants, d'agriculteurs, d'arboriculteurs et de pêcheurs a toujours été un enjeu difficile pour les ONG incitatrices.

L'autre entité d'Oxfam à intervenir dans ce domaine, Oxfam Belgique, œuvre en partenariat avec le GRAF, la plate forme Diobass mais aussi la FENOP (OP) afin d'aider les OP à diversifier et écouler leurs productions.

A travers un accompagnement personnalisé des dynamiques locales de développement (OP, communautés villageoises, conseils communaux), « Iles de Paix » facilite les processus locaux de développement dans l'Est du Burkina. Il s'agit donc de fournir un appui méthodologique aux acteurs de développement de la zone pour l'identification, la formulation et la mise en œuvre de leurs propres activités. Concrètement, 8 périmètres irrigués de 200 hectares chacun ont été aménagés dans le Gourma et d'autres activités sont actuellement en cours comme le programme de restauration des sols et l'appui aux aviculteurs.

L'ONG ZWO (« Construisons ensemble le monde ») s'engage en 2005 dans la province du Bam dans le Nord Ouest du pays essentiellement auprès des groupements féminins. En général le ZWO ne choisit pas ses partenaires ; les groupements demandent de l'aide afin de financer des périmètres irrigués, des banques de céréales. Selon le coordonnateur, il n'existe pas de restriction ni par rapport au lieu d'intervention ni par rapport aux activités. Les groupements soumettent des propositions de projets dans différents domaines dont la promotion rurale et ZWO choisit ou non d'appuyer ces structures locales.

Pour la plupart des ONG de l'étude, la promotion du monde paysan nécessite également de s'interroger sur les conséquences environnementales. En effet, si au Nord du pays, les déficits pluviométriques rendent difficiles les cultures, la pression humaine renforce ce problème sur tout le plateau central. Certaines ONG intègrent à leurs actions des programmes de protection et de conservation du milieu et d'autres s'y consacrent exclusivement.

e- Le domaine environnemental

Les ressources naturelles du Burkina, comme ailleurs dans la zone soudano-sahélienne, sont soumises à un processus de dégradation continu du fait des aléas climatiques de l'action dévastatrice des agriculteurs, de la pression démographique et du cheptel. Les politiques de restauration de l'environnement entreprises par les différents secteurs du développement

(services étatiques, projets, ONG) engendrent des effets bénéfiques dans certaines zones où les populations ont suffisamment pris conscience de la nécessité de leur engagement dans la lutte contre la désertification.

L'argent de l'aide se déplaçant vers des préoccupations environnementales, cette rente majeure constitue un enjeu au Burkina et les ONG, de plus en plus nombreuses, se spécialisent dans ce domaine ; par préservation de l'environnement au Burkina, on entend la gestion des terroirs, la lutte contre la désertification, les campagnes de reboisements et enfin la conservation des eaux et des sols (CES). Pour promouvoir la relance de l'agriculture, de l'élevage et le rétablissement de l'écosystème sévèrement touchés par les sécheresses successives, les acteurs du développement notamment les ONG ont concentré leurs efforts dans la conservation des eaux et des sols permettant une agriculture intensive. A cet effet, elles ont procédé à la diffusion des techniques parmi lesquelles : les sites anti-érosifs, les fosses fumières, la régénération naturelle assistée (RNA), le paillage, le reboisement, les haies vives, la plantation des espèces fertilisantes, le zaï, etc. Ces techniques, pour la plupart traditionnelles, sont améliorées pour leur application. Simples à réaliser, elles sont proposées parce qu'elles n'exigent pas de gros investissements financiers. Ceci contribue à leur appropriation par les paysans [Voisins Mondiaux, Torim-Mani, 1997].

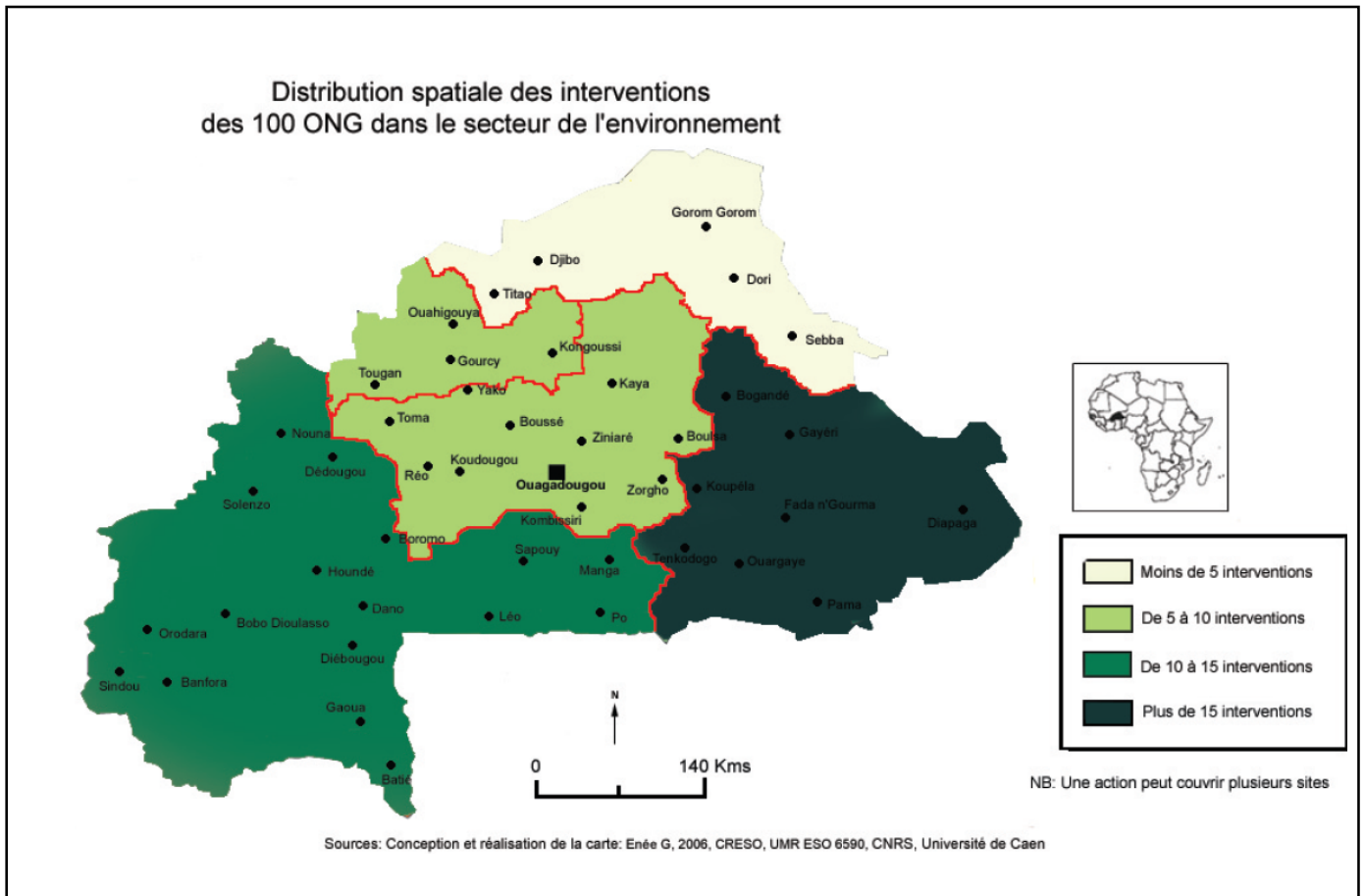
Mais devant l'ampleur des dégâts causés par l'homme sur la nature elle-même dégradée par les aléas climatiques (sécheresses récurrentes...), il était impératif de trouver des solutions de restauration pour préserver et protéger les ressources naturelles à une autre échelle: c'est ainsi que certaines organisations telles que le Service des Volontaires Allemands (DED), l'Association des Volontaires Français pour le Progrès (AFVP), le Service des Volontaires Néerlandais (SNV), le Peace Corps Américain etc. ont entrepris des projets dans le domaine de la Foresterie villageoise sur pratiquement tout le territoire. D'autres ONG internationales (Voisins Mondiaux, OXFAM, AFRICARE, FNGN, SOS Sahel international) et ONG locales ont intégré à cette dynamique.

Les actions ont consisté en la mise en place de mini-pépinières et de mini-plantations villageoises dans les régions de leur intervention. En théorie et selon les responsables, ces actions avaient pour but de diminuer la coupe abusive du bois, restaurer les écosystèmes détruits et de fournir aux populations la quantité de bois de chauffe, de construction et d'oeuvre etc. Ces programmes, toujours alléchants sur le papier ne connaissent que des succès relatifs sur le terrain.

Ces actions ont contribué à la production et à la diffusion d'essence à croissance rapide et résistante au déficit hydrique. Ce sont notamment : *Eucalyptus camaldulensis*, *Azadirachta indica*, *Prosopis juliflora*, etc. Ainsi dans de nombreuses localités on trouve des peuplements de

ces essences qui présentent l'avantage de fournir du bois de chauffe et du bois d'oeuvre (Ky, 1997).

Figure n°30 : Distribution spatiale des interventions des 100 ONG dans le secteur de l'environnement



Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'essentiel de l'action en matière environnemental ne s'effectue pas au Nord, au couvert végétal pourtant largement dégradé, mais à l'Est. Selon plusieurs responsables d'ONG, l'accent est mis sur la prévention de sites encore relativement épargnés et non sur des zones fortement érodées où les actions saupoudrées ne fonctionnent guère. La tendance consiste pour plusieurs ONG à préserver les terroirs par du reboisement ou par des techniques de conservation des eaux et des sols.

Les ONG se semblent pas agir sur les espaces prioritaires. Ces choix préconisés comme de nouvelles solutions s'apparentent donc à des stratégies par défaut et concourent à inciter les bailleurs à financer sur des espaces souvent vides de population et où les réussites seront sans doute plus importantes.

Tableau n°42 : ONG nationales et l'environnement

ONG nationales	Activités pratiquées dans l'environnement	Autres actions pratiquées par l'ONG
ABAC	Techniques agro écologiques Techniques de compostage CES/défense et restauration des sols Production de plants	Promotion rurale
APRG	Actions préventives de lutte contre la désertification	Promotion rurale
CREDO	Gestion des ressources naturelles	Education Sécurité alimentaire Département des œuvres spirituels Programme micro crédit
NATURAMA	Projets écologiques autour de sites protégés Valorisation des terroirs Ecotourisme	Renforcement des capacités
FONDATION NATURE ET VIE	Protection de l'environnement et développement durable Ecotourisme	-
OCADES	Programme CES Reboisement	Santé Education Hydraulique Promotion rurale
ARFA	fumure organique lutte anti érosive agroforesterie femmes et agro écologie éducation environnementale production biologique	Promotion rurale
PENGWENDE	Protection et restauration de l'environnement dans le respect des équilibres écologiques	Renforcements des capacités des groupements de paysans Santé
COPROD	Reboisements Protection et aménagement de la vallée du Sourou	Renforcements des capacités des groupement de paysans et de pêcheurs

9 ONG nationales sur 39 pratiquent des activités liées au domaine environnemental (23%).

L'ABAC initie aux groupements de base et notamment aux femmes différentes techniques agro écologiques, de compostage, de CES et de restauration des sols dégradés. Des efforts afin d'économiser l'eau et de produire des nouveaux plants sont déployés dans le cadre de son programme de gestion des ressources naturelles (PRGN).

Dans les quatre provinces de l'Est burkinabè, l'APRG équipe les producteurs en matériel et aménagements afin de lutter contre la désertification. Mise à part à l'extrême-Nord de cette région, la désertification n'a pas de conséquences directes. Les actions entreprises par l'APRG sont des mesures de prévention d'une éventuelle dégradation du couvert végétal comme les diguettes anti érosives, les actions de reboisements et les bosquets villageois. Des pépinières sont mises en place avec les producteurs locaux. Enfin la production de fumure organique permet l'utilisation d'un compost naturel qui n'altère pas le milieu naturel.

Dans le cadre de son programme de développement intégré dans la province de la Sissili dans le Sud du pays, le CREDO mène plusieurs projets environnementaux. Tout d'abord en luttant contre la désertification et en préservant les ressources naturelles mais également en mettant l'accent sur la préservation de la faune de cette province ce qui est relativement rare au Burkina.

Exclusivement tournée vers la protection de l'environnement, Naturama s'engage dans 13 provinces « intéressantes » sur le plan de la biodiversité. Au Sud, elle intervient auprès du parc national de Pô. A l'Ouest, elle est présente dans la vallée du Sourou et au Nord autour des mares d'Oursi et de Markoye (province de l'Oudalan). Elle passe par des associations-relais, « les clubs Naturama », présents sur le terrain avec des animateurs sillonnant les villages afin de responsabiliser les populations en matière écologique.

Naturama développe également une filière d'écotourisme afin de créer des revenus pour les habitants des sites concernés. Les richesses de chaque parc naturel se voient valorisées comme le karité ou le néré, des expertises sont pratiquées en ornithologie sur la mare de Oursi et les populations sont sensibilisées au braconnage ou aux feux de brousse. Les pêches sont contrôlées avec des systèmes de périodes comme pour les pêches coutumières notamment. Selon la responsable, « l'objectif de l'ONG sur chaque site est de développer un fond de développement local, de responsabiliser les populations autochtones, de former des animateurs et de se retirer par la suite ». Ce discours quelque peu démagogique et toujours très théorique renforce l'idée qu'ont les ONG à ne pas s'engager sur le long terme dans les mêmes zones. Cette rhétorique paraît en outre opposée aux actions de coopération décentralisée cherchant à accentuer et coordonner des interventions de partenariat sur des espaces précis.

De même que Naturama, la « Fondation Nature et Vie » mène des actions en faveur de la protection de l'environnement. Le champ d'action de l'ONG concerne tout le territoire. Selon l'ONG mais aussi les rapports de la BM, « la pauvreté contribue à la destruction du milieu naturel » ; pour elle, les ressources naturelles s'avèrent très mal exploitées.

Plusieurs formules ont été mises en place, sortes de recettes afin d'une part de conserver les bailleurs et d'autre part de rejoindre le discours ambiant :

- Conservation et valorisation des ressources naturelles
- Amélioration du milieu
- Recherche appliquée et développement
- Appui aux initiatives locales et développement de l'écotourisme

La fondation étend son action grâce à ses antennes dans le milieu scolaire. Opératrice de projets, elle réalise un centre d'élevage touristique afin de favoriser l'écotourisme et vient également en appui financier auprès d'associations et de structures locales.

Chaque diocèse OCADES comprend au moins un volet environnemental dans son antenne provinciale. Les actions couvrant tout le territoire sont essentiellement réalisées à deux niveaux :

- les projets CES
- les projets de reboisements

Les projets CES consistent en une protection des sols par la construction de fosses fumières et de fosses compost et une conservation de l'eau par le développement de cordons pierreux ou de diguettes. Pour la fertilisation des sols, l'épandage se fait naturellement à l'aide de débris organiques. L'ONG s'adapte aux méthodes de travail locales et les aide quant à l'aménagement des cordons selon les lignes de pente. Des actions de reboisement sont également réfléchies et réalisées en concertation avec les populations autochtones selon les provinces d'intervention afin d'obtenir du bois d'œuvre (Eucalyptus), pour aménager des haies vives (Prosopis), pour reboiser des zones dépourvues (Acacia albida) ou pour la consommation des feuilles en sauces (Moringa oleifera).

Notons que ces actions s'effectuent sans partenariat avec la Recherche agronomique et des instituts comme le CIRAD par exemple.

Spécialiste en environnement dans l'Est, les champs d'action d'ARFA dans ce domaine sont multiples ; ils s'articulent autour de six volets porteurs actuellement : fumure organique, lutte anti érosive, agroforesterie, femmes et agro écologie, éducation environnementale et production biologique.

Selon le responsable d'ARFA, plus de 2200 paysans ont été formés en technique de production de fumure organique et 1700 fosses aménagées entre 1998 et 2003 permettant une meilleure conservation et fertilité des sols.

Pour la lutte anti érosive, plus de 1600 paysans ont été formés et 770 hectares de terres protégés. En agro foresterie, 120 000 plants ont été produits et 900 producteurs formés. En agro écologie, toujours entre 1998 et 2003, 7 sites maraîchers ont été réalisés et exploités par 160 femmes. En éducation environnementale, des séjours d'initiation à la protection de l'environnement sont proposés à des populations scolaires de milieu urbain et rural. Enfin, la production biologique correspond à un aboutissement de l'ensemble des techniques agro écologiques vulgarisées par l'ARFA. Elle génère une amélioration du revenu du paysan, renforçant ainsi son adhésion aux pratiques écologiques. Chaque campagne, environ 500 ha sont emblavés en agriculture biologique et 220 tonnes de produits biologiques sont exportés (sésame et arachide).

La petite ONG Pengwende entreprend également des actions permettant la protection et la restauration de l'environnement dans le respect des équilibres écologiques. Concrètement, en appui aux groupements paysans locaux des provinces du Boulkiemdé, de l'Oubritenga, du Kadiogo (Centre), de la Comoé et du Houet (Sud Ouest), Pengwende initie des actions d'assainissement et de fertilisation des sols grâce à la fumure organique.

Contrairement à toutes les autres ONG citées ci-dessus, le Coprod (Convention Pour la Promotion d'un Développement Durable) agit dans une zone et un écosystème bien précis : la vallée du Sourou située au Nord Ouest du pays où intervient également Naturama.

Selon les propos de l'ONG, « un diagnostic participatif » s'opéra afin d'évaluer les potentialités de la zone. Un travail s'en est suivi auprès des autorités afin de mettre en valeur cette région et endiguer les problèmes de polluants. Selon la responsable du Coprod, beaucoup de pesticides et fongicides sont déversés dans la rivière. Des reboisements s'accompagnent de leurs comités de gestion.

Tableau n°43 : ONG françaises et le secteur de l'environnement

ONG françaises	Activités pratiquées dans l'environnement	Autres actions pratiquées par l'ONG
Workshop France	Constructions en bois	-
Peuples Solidaires	Actions de CES Reboisements	Promotion rurale
Eau Vive	Environnement (reboisements) CES Constructions de latrines et actions d'assainissement	Hydraulique villageoise Appui à l'organisation communautaire

Workshop France, ONG française, mène des actions sur l'habitat et sur la protection de l'environnement dans les provinces sahéliennes de l'Oudalan et du Soum dans 15 villages. Les conditions insatisfaisantes des logements en terre ne sont pas dues au caractère inapproprié du matériau mais aux mauvaises conditions de mise en œuvre. De plus, la ressource ligneuse étant particulièrement rare dans cette région, l'ONG utilise une technique de construction sans bois. Selon le coordonnateur, la sédentarisation a augmenté les besoins en bois et les ressources s'épuisent. Le travail consiste en une formation en langue locale des maçons durant huit semaines dans différents villages de la région afin qu'ils puissent former à leur tour au sein du village. A l'issue de la formation, l'ONG appuie ces maçons afin de construire les bâtiments, souvent des maisons individuelles.

Pour lutter contre la désertification, Eau Vive souhaite inscrire son action dans une approche globale des problèmes d'environnement et de développement.

Autour de ses actions liées à l'hydraulique villageoise dans le Nord du pays, l'ONG déploie des séries d'aménagements en faveur de l'environnement et de l'hygiène notamment par des systèmes d'assainissement autour des latrines en dur afin d'éviter la pollution des nappes phréatiques. En marge, Eau Vive agit à plusieurs niveaux : Tout d'abord, les actions curatives pour régénérer les sols : cordons pierreux, diguettes, zaï, fixation des dunes, reforestation. Les formations des populations aux techniques permettent une meilleure exploitation des ressources : pratiques améliorées pour l'agriculture, l'élevage. Les actions de sensibilisation et d'éducation à la préservation de l'environnement : sans une réelle prise de conscience des populations locales et une volonté des élus locaux, les actions ne seront pas durables sans leur entière collaboration. Par ailleurs, un appui à la mise en place de modèles de gestion intégrée des ressources (au niveau des bassins versants) est effectué.

Ces interventions, sortes d'affichages sur le plan médiatique, montrent un « besoin » de faire participer les populations locales. Si les bénéficiaires ne répondent pas forcément positivement sur le terrain, ces séries de prospections créent une attirance des bailleurs de fonds. En effet, la désertification, terme usité dans les années 70 et 80 continue d'interpeller les bienfaiteurs même si ce terme est résolument inapproprié même au Nord du pays. Ce terme se conjugue désormais maladroitement par « Eau Vive » au sein de « cette mouvance environnementaliste » afin d'attirer un maximum de donateurs et légitimer un peu plus l'action. De même pour les actions de CES retenues par Peuples Solidaires en matière d'environnement dans le Nord du pays (Oudalan) et sur le Nord du Plateau central (Namentenga et Sanmatenga, Passoré). Elles prétendent s'intégrer dans un programme de gestion des ressources naturelles en appui à des projets déjà existants. Au sein du volet CES, de multiples interventions sont effectuées : les sites anti-érosifs, la régénération naturelle assistée (RNA), le paillage, les fosses fumières, les campagnes de reboisement, les haies vives, la plantation des espèces fertilisantes, le zaï.

Sur 14 ONG françaises, seules 3 développent des activités environnementales.

Tableau n°44 : ONG américaines et le domaine de l'environnement

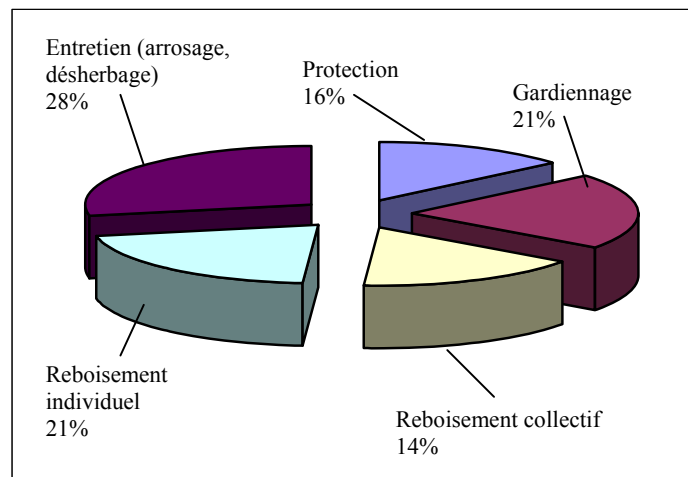
ONG américaines	Activités pratiquées dans l'environnement	Autres actions pratiquées par l'ONG
ADRA	Activités de CES Reboisement	Hydraulique Santé Education
Cathwel	Environnement (gestion des ressources naturelles) CES	Renforcement des capacités des producteurs Alphabétisation Santé Hydraulique Promotion rurale
Réseau Afrique 2000	Préservation et restauration des espèces et de leur milieu Gestion des ressources naturelles	Renforcements des capacités des communautés de base
FEM/ONG	Conservation de la diversité biologique	Renforcements des capacités des paysans

Les activités de CES de l'ADRA concernaient essentiellement le Nord du pays et la province de l'Oudalan ; avec la fermeture du projet, le volet environnemental ne concerne plus que la zone de Kombissiri où des sites anti érosifs, des fosses fumières ont été aménagés et des actions de reboisement menées.

Cathwel ne mène pas d'actions directes liées à l'environnement. Seulement, en intervenant dans la promotion rurale, elle allie augmentation de la production agricole et préservation des ressources naturelles.

Dans son programme de gestion des ressources naturelles, Cathwel a formé plusieurs milliers de paysans aux techniques de gestions des ressources et reboisé des centaines d'hectares. Beaucoup d'essences différentes composent ces reboisement et notamment « l'Acacia nilotica, l'Acacia seyal, le Kaya senegalensis, le Moringa olifera » etc.

Figure n°31 : Critères de réussite d'un reboisement pour les bénéficiaires de l'ONG Cathwel



Source : Enée G., 2006, D'après CRS-BF, février 2003.

Comme indiquent les données de la figure ci-dessus, les communautés elles-mêmes souhaitent un reboisement plus individuel ou en groupe restreint dans le souci d'une responsabilisation plus grande dans l'entretien des plants. L'ONG ne manque pas de souligner « la motivation de plus en plus grande observée au niveau des populations » ou encore « la prise de conscience de leurs besoins » ce qui semble la moindre des choses en milieu rural.

Dans le domaine de la diversité biologique, l'objectif majeur de l'ONG Réseau Afrique 2000 est de réaliser des actions de préservation et de restauration des espèces et de leur milieu, ainsi qu'une gestion durable et dynamique des ressources naturelles. Elle privilégie trois axes : la lutte contre la désertification, la lutte contre les pollutions et l'amélioration du cadre de vie

En matière de gestion des ressources naturelles, les mêmes slogans continuent de bien fonctionner : la lutte contre la dégradation des sols, l'aménagement et la protection des formations naturelles, et la responsabilisation des populations pour une « prise en charge de la gestion rationnelle des ressources naturelles ».

Ces réponses à une situation sur le terrain qui, selon les ONG, restent toujours aussi difficiles, semblent sous-estimer les paysans qui n'utiliseraient pas les bonnes méthodes.

Selon la coordonnatrice nationale, le FEM/ONG s'oriente vers des zones du pays à forte capacité biologique notamment dans le Sud Ouest, l'Ouest et l'Est aux ressources naturelles plus importantes et à la pression humaine forcément plus faible. L'ONG soutient des projets préservant la diversité biologique comme les jardins botaniques, les arboretum, les activités non dégradantes pour l'environnement (fours solaires, apiculture...) mais aussi les parcs nationaux tels que Nazinga au Sud du pays. 46 communautés à la base seraient actuellement soutenues par le FEM.

Quatre ONG américaines pratiquent des actions de protection de l'environnement. Si les deux premières intègrent cette pratique en complément d'activités agricoles, FEM et Réseau Afrique 2000 en font leur activité principale en appuyant des organisations à la base impliquées écologiquement.

Tableau n°45: ONG britanniques et l'environnement

ONG britanniques	Activités pratiquées dans l'environnement	Autres actions pratiquées par l'ONG
Tree Aid	Agro foresterie Activités génératrices de revenus Restauration de terres dégradées Conservation des ressources naturelles	Renforcements des capacités des groupements féminins

Parmi les quatre ONG britanniques de l'échantillon, seule Tree Aid agit dans le domaine environnemental. Intervenant sur la frange Nord du plateau central ainsi que dans l'Est, l'ONG valorise les ressources forestières de ces régions en concertation avec les populations locales. En plus d'actions de reboisement, Tree Aid fait la promotion des produits locaux et aide les producteurs à trouver des débouchés.

Tableau n°46 : ONG canadiennes et l'environnement

ONG canadiennes	Activités pratiquées dans l'environnement	Autres actions pratiquées par l'ONG
CECI	Gestion des ressources naturelles CES	Renforcement des capacités à des groupements féminins Promotion rurale

Couplé à des actions de promotion rurale et d'aménagements de terroirs et de points d'eau, le CECI conçoit autour de ses réalisations tout un écosystème basé sur la plantation de haies vives, des reboisements et des mesures de lutte contre la désertification afin de limiter au maximum l'assèchement de ses boulis.

Tableau n°47 : ONG suisses et environnement

ONG suisses	Activités pratiquées dans l'environnement	Autres actions pratiquées par l'ONG
CEAS	Protection de l'environnement Valorisation des ressources locales Développement de techniques Exploitation rationnelle des ressources naturelles, commerce équitable	-
Green Cross	Lutte contre la désertification CES Reboisements	-

Le Centre Ecologique Albert Schweitzer (CEAS) allie économie et écologie à travers le développement de technologies simples et appropriées à l'environnement des paysans. L'objectif est qu'ils s'approprient ces techniques dans le respect de l'écosystème. Concrètement, un premier service technique permet certaines innovations écologiques telles que le frigo solaire par exemple. Des sessions de formation favorisent le transfert de compétences vers les paysans. Le service d'appui technique et écologique a été créé afin de protéger les sols et améliorer les productions agricoles. La diversification de la production agricole et la protection de l'environnement (utilisation d'insecticides biologiques, lutte phytosanitaire...). Un jardin d'expérimentations permet d'utiliser certaines techniques pouvant être vulgarisées par la suite comme le coton biologique. Un troisième service permet d'aider les petites entreprises et unités de production à trouver des débouchés et à favoriser ainsi le « commerce équitable », autre grand

thème à la mode dans le monde du développement. L'accent est mis sur la technique du séchage et de la transformation des fruits et légumes de façon biologique.

Cette ONG dispose d'un atelier dénommé « Atelier d'Energie Solaire et de Technologie Appropriée (ATESTA) » pour la pratique de ses recherches en agro-écologie et en agro transformation (séchage des fruits, fabrication de savons...).

Contrairement aux autres ONG, en partenariat avec l'école d'ingénieurs EPFL, EIVD, l'Université de Neuchâtel en Suisse, le CIRAD à Montpellier, l'école d'ingénieurs EIER de Ouagadougou ou encore l'Institut de Recherche en Sciences Appliquées et en Technologies (IRSAT), le CEAS met en avant l'aspect « Recherche au développement » avec ses ingénieurs burkinabè et suisses légitimant davantage son action. Le volet « Recherche » fonctionne comme un véritable relais de l'ONG mais ne semble pas se généraliser à l'ensemble des organisations.

Green Cross travaille avec des ONG locales à partir de plusieurs bases dans le pays (Ouahigouya, Banfora, Ouagadougou). Elle développe des actions de reboisements, de récupération des sols dégradés et incite les paysans à utiliser des engrais biologiques. Des actions de sensibilisation en écologie ont lieu auprès des élèves et de leurs enseignants.

Au total, 20% des ONG proposent des actions directes en faveur de l'environnement. Ce chiffre tend à augmenter notamment pour les actions liées à la conservation des eaux et des sols et à la lutte contre la désertification. Si les ONG nationales semblent assez nombreuses dans ce domaine, peu d'ONG internationales agissent exclusivement dans ce secteur mis à part le CEAS et Green Cross. L'activité principale des ONG de notre corpus en matière d'environnement se concentre sur la conservation des eaux et des sols même si les actions de reboisements continuent d'augmenter. Dans le souci d'harmoniser leurs interventions en matière de CES, les ONG se constituent en Réseau Agro-écologique pour s'offrir un cadre de concertation et d'échange d'expérience. Ces échanges ont dynamisé l'élaboration des stratégies visant une intégration harmonieuse des activités de production agricole et celles « des préservations de l'environnement en vue d'une agriculture durable ».

La santé, l'éducation, l'hydraulique villageoise, la promotion rurale et l'environnement sont donc les cinq grands domaines d'actions privilégiés par les ONG au Burkina.

Toutefois, pour une application plus efficace de ces secteurs d'activités, il convient de mettre en place des mesures d'accompagnement, notamment à travers le renforcement des capacités d'autopromotion des organisations à la base, associations locales ou groupements de paysans. L'ONG vient en appui à une structure déjà active sur une zone d'intervention : C'est un

moyen indirect d'intervenir en passant par des entités existantes et connaisseuses du terrain : C'est le renforcement des capacités des organisations de base.

f- Une activité transversale : « le renforcement des capacités » des organisations de base

Afin de mieux appuyer les bénéficiaires et d'autonomiser les structures locales, beaucoup d'ONG aux compétences suffisantes intègrent ce volet dans leur action. Largement répandue, cette démarche issue du Nord, devenue un volet d'action à part entière, nécessite la plus grande prudence tellement son utilisation est dévoyée par les grandes agences du développement, les multiples coopérations ainsi que les ONG.

En effet, à travers les politiques de promotion de la bonne gouvernance des Etats destinataires de l'aide, les bailleurs de fonds se sont engagés peu à peu dans une réorientation des fonds du développement. Des financements importants servent aujourd'hui à renforcer les structures locales.

Tableau n°48 : Les ONG nationales et « le renforcement des capacités »

ONG nationales	Activités liées au renforcement des capacités	Autres actions pratiquées par l'ONG
ABAC	Aide aux producteurs et à la commercialisation	Promotion rurale
ABRAAD	Formation d'OP	Promotion rurale
APRG	Animation d'OP	Promotion rurale
ADP	Soutien aux CVGT et aux populations urbaines	-
CREDO	Appui institutionnel aux communes rurales	Education Sécurité alimentaire Programme micro crédit
Réseau Afrique jeunesse	Formation et appui-conseil	-
NATURAMA	Sensibilisation des populations aux risques environnementaux	Environnement
Mains unies du Sahel	Formation de comités de gestion en matière d'hydraulique villageoise, de promotion rurale	Hydraulique Education Promotion rurale Environnement
OCADES	Animation pour l'auto promotion communautaire	Hydraulique Education Promotion rurale Environnement
Sahel Solidarité	Aide aux groupements féminins	Promotion rurale
FNGN	Appui aux paysans Animer et former les paysans	Promotion rurale Hydraulique Environnement
Pengdwende	Sensibilisation au VIH sida Formations techniques spécifiques	Environnement Santé
CERVOD	Soutien institutionnel à des associations de jeunes	-
CIDI	Renforcement en gestion et alphabétisation des groupements féminins	Promotion rurale
Promo femmes développement	Promouvoir des activités favorisant une autonomie financière de la femme	-
COPROD	Formation de comités de gestion	Environnement
RECIF/ONG	Renforcement des capacités des femmes	-

41% des ONG de l'étude sont concernées par cet outil d'intervention. Certaines sont des spécialistes de ce genre d'activités comme le Groupement d'Appui et d'Autopromotion des Paysans (GRAAP) ou l'ONG Société Civile au Sahel (SCS) ; d'autres ne privilégient qu'un volet parmi leurs multiples actions comme le CECI.

L'ABAC appuie les GV promoteurs économiques, les jeunes et les associations en milieu rural. Cette assistance se concrétise par des formations en agro écologie et en technologie de séchage des produits.

L'ABRAAD sensibilise et forme des groupements villageois sur des thématiques liées à l'agriculture. De même que l'ONG CIDI dans la province du Ioba, l'ABRAAD renforce les capacités des groupements féminins sur le plateau central avec des séances d'alphabétisation, des formations en gestion afin qu'elles puissent exercer des activités génératrices de revenus.

L'APRG initie des séances d'alphabétisation et de formations spécifiques autour des organisations faîtières présentes dans les provinces de l'Est. 200 groupements villageois sont ainsi suivis.

L'Association de Développement du Paysan (ADP) réalise de l'appui-conseil auprès des OP dans le Nord et sur le plateau central. Selon le directeur, « les besoins de chaque groupement sont diversifiés (hydraulique, agriculture, alphabétisation...) ».

Le CREDO travaille en partenariat avec les CVGT notamment dans le domaine environnemental. De plus, le CREDO agit dans le domaine institutionnel en améliorant les capacités organisationnelles des communes rurales.

« Le Réseau Afrique Jeunesse » (RAJS) utilise une méthode participative afin de connaître les réels besoins des associations de jeunes. « Nous les aidons à élaborer et à monter leurs propres entreprises ou unité de production et à trouver des débouchés économiques ».

Grâce à des animateurs de clubs relais Naturama, l'ONG sensibilise et responsabilise les populations rurales des risques liés au braconnage, aux feux de brousse. Des « supports d'animation » sont produits afin de préserver les ressources et promouvoir une gestion rationnelle du milieu.

Ainsi, ce processus consistant à apporter un savoir de l'extérieur semble toujours très prégnant chez la plupart des ONG.

Mains Unies du Sahel consacre, selon elle, une partie de son action à former des comités de gestion avant, pendant et après les réalisations (forages, écoles, élevage...) afin de pérenniser les actions.

L'OCADES effectue des animations pour « l'autopromotion communautaire » sur ses différents volets d'actions. Des animateurs paroissiaux, présents sur tout le pays organisent au mieux les groupements partenaires sur le terrain.

« Sahel Solidarité » prend en compte les femmes en difficulté et leur permet de développer des initiatives et de planifier leurs activités liées à l'agriculture. Deux centres féminins d'apprentissage et d'alphabétisation ont été construits à Ouagadougou.

L'ONG « FNGN » soutient les initiatives locales et essaie d'encadrer le paysan en utilisant son langage, sa perception des choses, ses croyances, sa compréhension de l'environnement. Ses actions permettent une participation consciente des populations obtenue par la stratégie d'animation fonctionnant à partir de ce que les groupes cibles sont, savent, vivent, savent faire et veulent. Selon le président de l'ONG, « la responsabilisation oblige à l'engagement, à l'effort, à l'auto formation et à l'auto discipline » ; selon le responsable de la cellule hydraulique, « au sein des Naam, des communautés villageoises responsabilisées ont pu initier et réaliser des retenues d'eau, récupérer des centaines d'hectares de terrain dégradé en construisant des diguettes. Elles ont su mettre en place des structures leur permettant de se mobiliser permanemment, d'exécuter et de suivre ces activités ».

La mission de « Pengdwende » depuis douze ans est de contribuer à l'autopromotion des groupes de base ; pour ce faire, l'ONG dote les groupes de capacités organisationnelles et fonctionnelles pour une meilleure auto-prise en charge de leurs initiatives de développement. Ces formulations très courantes au sein des programmes des ONG correspondent à l'idée d'un apprentissage qui demande un temps long. L'association regroupe plus d'une soixantaine de groupements essentiellement féminins répartis dans cinq provinces du pays.

« Le CERVOD Afrique » s'appuie sur des structures relais en zone urbaine : des associations de la jeunesse. Elle facilite la mise en réseau de ces associations et améliore leurs capacités d'organisation sous forme de technique de gestion, d'une élaboration de programme d'activités, de formations en techniques comme le leadership, la formation sur le genre et le développement, les techniques de suivi...

« Promo Femmes Développement » initie un volet de renforcement organisationnel de ses groupes féminins de base. 61 groupements soit plus de 5000 femmes sont ainsi appuyés dans les provinces du plateau central (Bazéga, Boulkiemdé, Oubritenga, Kadiogo). En outre, de nombreuses femmes reçoivent des conseils juridiques dans les prisons.

La « Coordination pour un Développement Durable » (COPROD) travaille en partenariat avec les groupements de paysans et de pêcheurs présents dans la vallée du Sourou. L'objectif serait d'organiser des comités de gestion, de les former et d'établir des plans d'actions.

Enfin, RECIF/ONG appuie de nombreuses associations de femmes. Elle vise à contribuer au renforcement de la position et du pouvoir de décision des femmes associations à travers des actions de communication et de formation afin que ces dernières s'intègrent davantage dans la société.

17 ONG nationales sur les 39 que compte notre étude pratiquent « le renforcement de capacités » de leurs partenaires à la base. Cinq d'entre elles (Association du développement du paysan, Réseau Afrique Jeunesse, CERVOD, COPROD et RECIF/ONG), spécialisées dans ce domaine, appuient et organisent uniquement des structures à la base.

Tableau n°49 : Les ONG françaises et « le renforcement des capacités »

ONG françaises	Activités pratiquées dans le renforcement des capacités	Autres actions pratiquées par l'ONG
Afrique Verte	Renforcement des compétences techniques Renforcement des capacités organisationnelles	Promotion rurale
AJACS	Renforcements des capacités des OP	-
GRAAP	Formations de groupements par des méthodes participatives	-
Eau Vive	Appui à des organisations communautaires Elaboration des comités de gestion	Promotion rurale
Peuples Solidaires	Appui conseil auprès des paysans	Promotion rurale

À propos du renforcement des capacités des villageois, nous pouvons affirmer que chaque acteur du développement tente d'améliorer les compétences locales. 5 ONG françaises sur 14 interviennent au niveau des OP.

Ainsi, Afrique Verte travaille directement avec les OP : banques de céréales, coopératives... afin de mettre en relation l'offre et la demande en céréales, elles agissent sur les volets suivants :

Renforcement des compétences techniques : pour acquérir une autonomie de gestion et de négociation par rapport à leurs partenaires (institutions, transporteurs...), les paysans sahéliens doivent se former aux mécanismes techniques, comptables et commerciaux de base. Afrique Verte propose aux membres des OP un programme de formation continue sur le stockage des céréales, la gestion, la négociation, la commercialisation...

Le second volet intéresse le renforcement des capacités organisationnelles : pour jouer un rôle dans la commercialisation des céréales, les paysans ne peuvent pas rester isolés. C'est pourquoi Afrique Verte apporte un appui-conseil sur le fonctionnement des associations, leur reconnaissance juridique et la création d'unions et de fédérations.

L'ONG Eau Vive accompagne davantage les actions de sécurité alimentaire en sensibilisant en langue locale les bénéficiaires à la gestion des projets autour de la problématique de l'eau.

Peuples Solidaires exerce plutôt des activités d'appui-conseil auprès des paysans, autrement dit joue le rôle de facilitateur avec les différents organismes de recherche et fait appliquer les procédures et travaille avec les responsables des bureaux des groupements.

Deux ONG françaises n'interviennent que dans ce domaine :

Tout d'abord l'Association de Jeunesse d'Action pour la Coopération et la Solidarité (AJACS) qui propose notamment des outils pédagogiques et des interventions en milieu scolaire. Des formations de paysans, des structurations de groupements ainsi que des animations sont mises en place. L'objectif est de renforcer les stratégies d'autopromotion des OP.

Le Groupe de Recherche et d'Appui pour l'Auto Promotion des Paysans en Afrique (GRAAP) initie des sessions de formation en faveur des groupements paysans grâce à des méthodes participatives. La production de matériel pédagogique facilite l'animation des groupes. D'après le GRAAP, « les personnes formées sont appuyées puis accompagnées », diffusant toujours un certain « processus d'aliénation » des paysans ainsi que le principe de « l'aide salvatrice » venant de l'extérieur.

Tableau n°50 : Les ONG américaines et le renforcement des capacités

ONG américaines	Activités pratiquées dans le renforcement des capacités	Autres actions pratiquées par l'ONG
Africare	Renforcement des capacités communautaires	Promotion rurale Hydraulique
Cathwel	Soutien aux associations locales et groupements de paysans	Agriculture, Education Micro finance Aide humanitaire, Santé
Voisins Mondiaux	Renforcements des capacités des communautés défavorisées et les CVGT	-
Réseau Afrique 2000	Aide au mouvement associatif lié à l'environnement	Environnement
FEM ONG	Appui technique et financier aux associations locales impliquées dans l'environnement	Environnement
Family Care International	Renforcement des capacités socio économiques des femmes	Santé

Selon Africare, le renforcement de la capacité (capacity building) communautaire sert à mieux identifier, analyser et résoudre les problèmes de sécurité alimentaire. Il s'opère à travers le développement et l'exécution d'un programme de méthode participative et la formation des associations communautaires en organisation, gestion et CES.

De même, Cathwel qui a montré partout ses limites dans « la manipulation des communautés » villageoises, utilise la méthode accélérée participative MARP dans les villages afin de repérer les problèmes, accompagner les paysans dans l'appropriation des projets.

Voisins Mondiaux agit dans l'Est du pays dans la province de la Gnagna et aide les comités villageois à acquérir des compétences techniques, à trouver des financements extérieurs et à mobiliser un maximum de ressources. Egalement à travers une méthode participative, l'ONG forme les leaders paysans.

De même que FEM/ONG aide techniquement et financièrement toutes les ONG et les communautés partenaires à la base, Réseau Afrique 2000 se positionne comme Assistant technique à des organisations à la base. Elle a mis en place un « programme de gestion participative du développement ». Le renforcement des capacités organisationnelles et des compétences des bénéficiaires est apparu pour le Réseau Afrique 2000 comme le moyen par excellence de favoriser la pérennité des activités à la fin du financement. Cet objectif, recherché à travers les formations mais aussi sous la forme d'un appui institutionnel, a ainsi pris une place prépondérante dans tous les projets de consolidation.

Réseau Afrique 2000 et le FEM/ONG sont des ONG issues du PNUD. Les termes techniques employés tels que « la gestion participative, le renforcement des capacités organisationnelles ou l'appui institutionnel » sont fréquemment utilisés au sein des rapports des Nations Unies. Ces ONG représentent également des relais de la « terminologie onusienne » sur le terrain.

FCI initie des projets visant à renforcer les capacités socio économiques des jeunes filles en milieu rural. Par exemple, FCI soutient techniquement et financièrement les sage femmes et sensibilisent en même temps les jeunes aux problèmes des MST.

Au total, six ONG américaines sur les quinze que compte notre échantillon, parallèlement à leurs activités de santé, d'éducation ou d'environnement, amènent les groupements visés à s'organiser, à se sensibiliser pour telles ou telles difficultés, à se prendre en charge, à trouver d'autres sources de financement.

Tableau n°51 : Les ONG britanniques et le renforcement des capacités

ONG britanniques	Activités pratiquées dans le renforcement des capacités	Autres actions pratiquées par l'ONG
Tree Aid	Appui aux communautés de base	Environnement

Tree Aid n'exécute pas de projets directement. Les communautés à la base et notamment les producteurs soumettent eux-mêmes les projets et l'ONG leur trouve des débouchés économiques, des partenaires financiers et les aide par de l'appui-conseil.

Tableau n°52 : Les ONG canadiennes et le renforcement des capacités

ONG canadiennes	Activités pratiquées dans le renforcement des capacités	Autres actions pratiquées par l'ONG
CECI	Renforcement des capacités des groupements féminins	Promotion rurale Hydraulique
Oxfam Québec	Appui des réseaux	-
RSCS	Projets d'appuis institutionnels	-

Le CECI intervient dans ce volet en organisant les groupements féminins autour des boullis maraîchers dans le Nord du pays. L'action consiste à établir des diagnostics organisationnels, évaluer les potentialités et les difficultés de chaque groupement et tenter d'améliorer leurs capacités de production mais également d'organisation et de gestion des bénéfices engendrés.

D'après le coordonnateur d'Oxfam Québec, l'ONG travaille avec les associations qui ont « les reins suffisamment solides ». Oxfam n'est pas dans l'opérationnel. Elle renforce les capacités, aide à trouver des financements extérieurs. L'intervention se fait au sein d'un cadre stratégique régional. « Nous tentons d'améliorer l'articulation technique et financière entre nos partenaires ». L'appui se fait sur des types différents d'activités comme l'huile de palme rouge dans le Kéné Dougou (Sud Ouest) ou l'alphabétisation dans l'Est en partenariat avec Tin Tua.

L'ONG Renforcement de la Société Civile au Sahel (SCS) ne s'apparente pas à une ONG en tant que telle mais davantage à une plate forme de coordination d'organisations de la société civile malienne, nigérienne et burkinabè. Cependant, elle fait partie de notre échantillon. En effet, à la fois SPONG et DSONG la considèrent comme une ONG faîtière. Elle cumule le statut de Projet régional et d'ONG intervenant auprès d'autres ONG canadiennes et burkinabè. Elle renforce ainsi les capacités organisationnelles du mouvement des ONG notamment en ce qui a trait à la mise en œuvre de la convention de lutte contre la désertification (CCD)¹²⁸. Ses projets étaient en cours au moment du choix de notre échantillon mais la prolongation du programme s'est arrêtée en mars 2004.

Tableau n°53 : Les ONG suisses et le renforcement des capacités

ONG suisses	Activités pratiquées dans le renforcement des capacités	Autres actions pratiquées par l'ONG
Enfants du Monde	Renforcements de capacités d'associations locales	Education Social
Terre des hommes Genève	Appui aux associations locales	Education

« EDM » constitue un partenaire technique et financier aux différentes associations locales sahéniennes au Niger et au Burkina. Il soutient tous les partenaires qui choisissent

¹²⁸ ACIDI, *Cahier de la Coopération canadienne au Burkina Faso*, 2003.

d'intervenir en faveur de l'enfance et ceux qui améliorent le domaine éducatif. L'ONG aide au montage des projets et appuie institutionnellement de petites associations locales.

« TDH Genève » n'initie pas de projets directs mais assiste plusieurs associations locales dont les domaines de prédilection concernent l'enfance et la jeunesse. L'ONG renouvelle régulièrement ses partenaires, environ tous les trois ans. Selon le coordonnateur à Ouagadougou, TDH ne définit pas d'objectifs opérationnels mais a des objectifs stratégiques définis par rapport aux thématiques des partenaires sur le terrain.

Tableau n°54 : Les ONG espagnoles et le renforcement des capacités

ONG espagnole	Activités pratiquées dans le renforcement des capacités	Autres actions pratiquées par l'ONG
Oxfam Intermon	Renforcement des groupements villageois	-

Comme Enfants du Monde ou Terre des Hommes Genève, « Oxfam Intermon » appuie les activités des groupements à la base. L'ONG n'initie pas directement mais décide d'appuyer tel ou tel projet qui rentre dans ses critères, c'est à dire la promotion rurale, l'alphabétisation, l'aide au micro crédit. La responsable de l'ONG avoue préférer travailler en partenariat avec les OP qui sont les maîtresses d'œuvre. L'ONG évalue la pertinence des projets et décide ensuite de s'impliquer ou pas. Oxfam Intermon soutient également dans le Sud-Ouest du pays plusieurs associations locales qui aident les rapatriés de Côte d'Ivoire. Intégrer ces personnes au sein de groupements de pêcheurs, d'artisans ou de paysans leur permet de gagner leur vie plus rapidement.

Tableau n°55 : Les ONG belges et le renforcement des capacités

ONG belges	Activités pratiquées dans le renforcement des capacités	Autres actions pratiquées par l'ONG
Oxfam Belgique	Renforcement des OP Appui aux rapatriés	Promotion rurale
Diobass	Améliorer la communication et les échanges entre tous les acteurs de développement	-
Fonds pour la Coopération au Développement	Appui financier et technique des associations et ONG locales	-
Broederlijk Delen	Renforcement des OP	-

Remarquons que tous les « Oxfam » privilégient un « volet de renforcement » dans leurs programmes d'actions. Il permet d'accompagner les dynamiques organisationnelles et les activités effectuées par les OP dans le cadre des différents projets. Comme Oxfam Intermon, Oxfam Belgique cherche à structurer la base. De plus, il favorise l'accès des rapatriés de Côte d'Ivoire au sein des groupements locaux. Contrairement à TDH Genève, il tisse des relations de longue durée avec les organisations qu'elle appuie dans le secteur agricole. Le choix des partenaires s'effectue par rapport à leur thématique de travail et leurs zones d'action.

La démarche « Diobass », pratiquée dans plusieurs pays en Afrique se situe au sein de l'association internationale « Diobass, Ecologie et Société », principalement dans le cadre des plates-formes du Burkina et du Kivu (République Démocratique du Congo), en partenariat avec de nombreuses organisations populaires. Diobass Burkina apparaît aujourd'hui comme une plate-forme de quinze OP.

Dans le cadre des plates-formes, les échanges se font à travers des groupes de « recherche-action-paysans », terme employé par l'ONG pour définir les groupes de travail. Membre du Groupe de Recherche-action et d'Echange sur le renforcement des capacités (GRECOL), Diobass tente de développer la Recherche paysanne. Des ateliers d'échanges thématiques de quatre à cinq jours y sont organisés. Y participent des délégués paysans locaux et régionaux, des cadres, des personnes ressources. Les thèmes abordés se définissent d'un commun accord avec les organisations de la plate-forme, et par l'organisation hôte selon laquelle se déroule l'atelier. Il peut s'agir de l'agriculture, de la santé, de l'environnement, des relations entre agriculteurs et éleveurs, de la gestion des brousses ou des barrages. Selon les membres de l'ONG interrogée, ces organisations découvrent alors l'importance de la réflexion, du consensus,

du dialogue, du processus d'apprentissage, la nécessité d'une gestion transparente des fonds et de la restitution permanente. Par ses actions, l'ONG se substitue quelque peu à la « Recherche scientifique » et tente d'insérer progressivement la Recherche paysanne dans la Recherche institutionnelle. Cet exemple et celui du CEAS montrent à quel point les ONG tentent de s'approprier peu à peu le champ de la recherche réservé jusque là à des instituts spécialisés au Burkina comme l'IRD ou le CIRAD. Cette démarche vise à montrer que le monde de la « Recherche classique » demeure trop éloigné de la réalité du paysan, souvent accompagnée de lourdeurs administratives.

Vers une autre démarche...

Les résultats de nombreuses décennies de vulgarisation agricole en Afrique, ne sont pas toujours probants. Les échanges entre « experts » et « groupes cibles » sont difficiles et souvent infructueux lorsqu'il s'agit de l'agriculture familiale, du développement en général.

Source : D'après la revue Broederlijk Delen, « Développement rural au Burkina Faso », 2003, Ouagadougou.

Ainsi, Diobass appuie l'idée d'une démarche différente qui reconnaîtrait les valeurs issues des savoirs des paysans. Selon les témoignages recueillis, depuis 1994, cette forme d'intervention demeure toujours relativement limitée sur le plan national.

Le Fonds pour la Coopération au Développement (FCD) participe et finance les activités des associations locales et ONG comme Wend Yam près de Ouagadougou où l'aide se matérialise par l'embouche et l'acquisition de moulins ; avec la FNGN, l'appui s'effectue au niveau des activités de CES, au niveau du droit des femmes avec Promo Femme Développement et l'association Sanguié Malengré. Selon le représentant résident interrogé, les partenaires montent un projet de cinq ans et le FCD décide de son financement ou non selon des critères particuliers notamment ses activités et sa zone d'intervention. Le Plateau central se présente comme une zone prioritaire.

Broederlijk Delen (BD) intervient exclusivement à travers les organisations locales. Les échanges entre les partenaires locaux et l'ONG se font par le dialogue et la réflexion partagée¹²⁹.

Ainsi, BD investit largement dans le renforcement des OP afin qu'elles deviennent des

¹²⁹ Broederlijk Delen, 2003, *Développement rural au Burkina Faso*, Broederlijk Delen Sahel, Ouagadougou

acteurs sachant défendre leurs intérêts et prendre leurs responsabilités dans la société. « Les paysans disposent de richesses énormes de savoir et de savoir-faire » selon le responsable de l'ONG ; BD s'investit pour mobiliser et valoriser davantage ces richesses paysannes.

Figure n°32 : L'intervention de Broederlen Delen au Burkina

Historique

En 1961, un groupe de catholiques belges répond à l'appel de venir à l'appui des populations au Congo qui croupissent sous le poids de la famine. Le mouvement de solidarité et de partage fraternel (« Broederlijk Delen ou BD ») prend rapidement de l'ampleur et quelques années après, BD s'est évertuée à soutenir une centaine de projets dans trente pays en Asie, Amérique Latine et en Afrique. Ainsi, BD devient une organisation professionnelle de développement dont le dynamisme, l'inspiration et les fonds continuent de venir d'un vaste mouvement de volontaires. Depuis les années 90, BD délaisse l'approche projet et s'oriente davantage vers une approche de programme et de partenariat.

Vision

BD se veut être inspirée par la possibilité de réaliser un monde meilleur. La pauvreté n'est pas une condition inévitable pour la majorité des citoyens du monde. Les racines de l'injustice peuvent être éradiquées. Développer et déployer ces alliances au Nord comme au Sud est plus une question de relations équitables et d'échanges réciproques qu'un transfert d'argent. C'est la prise en compte des aspirations culturelles et spirituelles des communautés et des peuples qui sous-tend et inspire les actions de solidarité. En effet, le développement est un défi à relever pour le Sud et le Nord.

Se développer dans le Sahel

Les décennies d'aide d'urgence après les années catastrophiques de sécheresse semblent avoir suscité un certain attentisme à l'égard des populations rurales. Les solutions, les idées et les moyens viennent toujours de l'extérieur. Pourtant, les projets de développement basés sur cette attitude ne semblent guère efficaces. De plus, les paysans disposent de richesses énormes et de savoir-faire. Ainsi BD s'investit pour mobiliser et valoriser davantage ces richesses paysannes.

Source : Broederlijk Delen, Extrait du rapport d'activités, Ouagadougou, 2003.

BD met en avant l'échec de l'aide extérieure et cherche à renforcer les OP pour qu'elles deviennent des acteurs capables de prendre en main leurs responsabilités. Par ce discours, l'ONG prétend détenir la solution au développement, fustigeant les erreurs de l'assistanat du passé et mettant en avant « le renforcement des capacités du paysan », démarche prétendue novatrice (mais exercée depuis vingt ans), comme la source de réussite du futur. Sur le terrain, la réalité diffère et le changement prôné ne semble pas d'une efficacité redoutable.

Tableau n°56 : Les ONG néerlandaises et le renforcement des capacités

ONG néerlandaise	Activités pratiquées dans le renforcement des capacités	Autres actions pratiquées par l'ONG
SNV/BF	Programme d'appui aux organisations de la société civile Programme d'appui à la décentralisation auprès des communes	-

SNV a réorienté sa stratégie en passant d'une ONG exécutante à une ONG d'appui-conseil sur le plan du renforcement des capacités des acteurs depuis trois ans. Au niveau du Programme d'appui aux organisations (PAO), la SNV travaille auprès des organisations faïtières, c'est à dire des têtes de réseaux. Une des activités concerne par exemple le travail autour du karité et de l'organisation des filières. Des études sont également pratiquées par rapport au pastoralisme, à la gestion des terres arides et à l'environnement.

Le second programme concerne l'appui aux communes et à la décentralisation (PAD). Le travail est effectué auprès des conseillers et des agents de services municipaux. Les collectivités territoriales en tant qu'instruments essentiels de la gestion du processus de décentralisation se doivent d'être bien outillées. L'approche de la SNV/BF consiste à préparer l'institution afin qu'elle s'intègre efficacement dans ce processus et à créer l'espace à cette intégration pour les communautés de base qui la composent¹³⁰.

Cette approche vise à terme : l'application optimale du cadre juridique existant, l'appui à la mobilisation des ressources humaines, techniques et financières, le renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage et du rôle économique et social des collectivités territoriales mais aussi l'amélioration du partenariat entre la collectivité territoriale, la société civile, les entreprises, les services déconcentrés de l'Etat, le secteur privé et les bailleurs de fonds.

¹³⁰Capo M, Clappers J, Schaeffer J, Sore S, 2005, *Renforcement des capacités des communes urbaines au Burkina Faso : Approche et expériences du programme d'Appui à la Décentralisation de la SNV/BF*, SNV, mai 2005

Tableau n°57 : Les ONG allemandes et le renforcement des capacités

ONG allemandes	Activités pratiquées dans le renforcement des capacités	Autres actions pratiquées par l'ONG
DED	Appui technique et organisationnel aux organisations de la société civile associé à un appui financier	Promotion rurale Environnement

Dans le cadre de son programme d'appui aux organisations de la société civile (OSC), le DED dispose d'un outil technico-financier. Celui-ci se réalise sous deux formes alliées ou distinctes :

- Les professionnels nationaux d'assistance technique (PAT) sont des spécialistes engagés au sein d'organisations partenaires du DED qui exécutent des tâches essentielles pour le développement organisationnel de cette structure. L'organisation partenaire obtient un appui financier aux prestations salariales de ce personnel limité à cinq ans maximum.
- Le programme « appui aux organisations locales » vise le renforcement institutionnel, matériel ou financier d'OSC oeuvrant dans le domaine des droits humains. Pour atteindre ce but, le DED met à sa disposition un fonds limité constitué par différents partenaires financiers.

En matière de « renforcement des capacités », que remarque t-on ? Ce sont des actions que l'on qualifie d'indirectes, c'est à dire que ces ONG passent par des structures déjà en place pour intervenir. Il s'agit des associations locales, groupements de paysans parfois même des ONG. Le « renforcement des capacités » concerne prioritairement et selon « la classification Banque mondiale », « les plus vulnérables », c'est à dire les groupements féminins et les groupements de jeunes. Les personnes âgées semblent délaissées par ce type de programmes.

Environ 40% des ONG adoptent de plus en plus cette pratique qui ne les rend plus opérationnels mais leur permet d'établir des partenariats avec des organisations bien ancrées dans « le tissu associatif » et politique local. Les organisations n'appuient pas n'importe quels groupements. Selon les ONG interrogées, il faut que ceux-ci répondent à des critères précis. Les groupements de jeunes ou les associations féminines sont les plus soutenus par les ONG, les fonds récoltés étant plus facilement disponibles pour ce genre de population. Leurs activités doivent concorder avec la philosophie et les types d'activités de l'ONG, et s'insérer dans l'un de ses programmes. Enfin, la zone d'intervention de la structure locale oriente complètement le choix.

Si pour les ONG, ce volet apparaît comme une solution aux difficultés du pays, nous pouvons dire qu'il s'ajoute aux notions du « langage-développement » composé de « l'appui-conseil, de l'appui institutionnel ou encore de l'autosuffisance alimentaire des paysans », fortement connotées et intégrant l'idée d'une supériorité sur les bénéficiaires.

Ce « renforcement des capacités », à l'impact très difficilement mesurable apparaît également comme un moyen de ne pas rendre de comptes aux bailleurs tout en donnant une impression de professionnalisme et un gage de sérieux.

2- Un nombre de plus en plus important d'ONG aux « projets intégrés »

Le milieu des ONG apparaît comme particulièrement complexe. On l'a vu, les ONG ont des philosophies, des démarches et des modes d'intervention différents mais également des secteurs d'activités propres.

Rappelons les cinq grands domaines privilégiés :

- La santé
- L'éducation
- La promotion rurale
- L'hydraulique villageoise
- L'environnement

L'image véhiculée par les médias des « ONG » en général s'apparente à des entités ayant une activité unique au sein d'une zone bien définie. Trop souvent, le grand public associe les ONG à quelques grandes structures emblématiques relativement figées comme Médecins Sans Frontières, PLAN International ou Care et ne voient en elles qu'un type d'intervention particulier. La réalité, notamment au Burkina Faso se révèle tout autre. Depuis les années 80, le nombre de projets dits intégrés a considérablement augmenté notamment au Burkina Faso en succédant aux projets d'urgence avant d'aboutir aux projets organisationnels et aux « renforcement des capacités ».

Le « projet intégré » s'affirme comme un modèle de développement capable soit de répondre de façon globale à un ensemble de besoins primaires des populations, soit de répondre à

un besoin plus spécifique en complémentarité avec des actions et des initiatives menées dans un souci de cohérence et d'équilibre.

Au sein de notre échantillon, seules quelques rares ONG n'ont qu'une activité unique. Si cinq grands domaines peuvent être considérés comme les principaux, on l'a vu, très peu d'ONG fondent leur approche sur un seul secteur.

On peut se demander dans quel but cette diversification s'opère-t-elle ?

Les ONG privilégient dans leur ensemble un modèle de développement et de projets intégrés capables, soit de répondre de façon globale à un ensemble de besoins primaires des populations, soit de répondre à un besoin plus spécifique en complémentarité avec des actions et des initiatives menées par ailleurs dans un souci de cohérence et d'équilibre. Il paraît important dans les projets de développement de considérer que toutes les activités énumérées plus haut sont finalement liées entre elles et auront des conséquences les unes sur les autres.

Ainsi, les aménagements en matière d'hydraulique villageoise sont associés à des activités connexes issues de domaines variés comme la promotion rurale ou la santé. Les projets démarrent donc en même temps afin de créer une dynamique sur l'ensemble des secteurs économiques et sociaux de la zone appréhendée.

Afin d'illustrer notre propos et aller plus en détail sur les actions menées, il semble intéressant de l'étayer de plusieurs exemples choisis dans la zones Est.

- *L'ONG « Iles de Paix » dans la province du Gourma*

Le premier exemple est celui de l'ONG belge « Iles de Paix » fondée dans les années 60. Trois objectifs orientent les actions de cette ONG :

Tout d'abord, améliorer les conditions de vie des populations du Sud. La priorité consiste au renforcement de la sécurité alimentaire et à la valorisation des ressources naturelles. Le deuxième objectif initié un renforcement des capacités à travers des activités de formation et d'autoformation. Les organisations, associations à la base sont accompagnées dans l'amélioration de leur fonctionnement à travers des actions de « renforcement institutionnel ». Le troisième objectif est d'ouvrir le Nord aux réalités du Sud.

Une des zones géographiques privilégiées d'Iles de Paix est l'Afrique de l'Ouest¹³¹ :

Le choix de l'ONG se porta sur le Mali, le Bénin et le Burkina Faso. L'antenne régionale de Fada n'Gourma, capitale de l'Est burkinabè, assure la coordination générale des partenariats

¹³¹ Cf. www.ilesdepaix.org

dans la sous-région ce qui représente 120000 personnes. Dans le contexte burkinabè, « Iles de Paix » s'est fixée deux objectifs : améliorer le niveau de vie des populations paysannes et renforcer les dynamiques locales de développement. Cela se traduit concrètement sur le terrain par un ensemble d'activités environnementales, de santé, d'éducation, d'hydraulique et de promotion rurale toutes liées les unes aux autres.

Prenons l'exemple du projet intégré sur le village de Yalogo entre 1982 et 1999.

Yalogo est un petit village situé à 200kms au Nord Est de Ouagadougou. Malgré des conditions climatiques aléatoires pour la production agricole, ce village bénéficie pourtant d'une situation avantageuse puisqu'un barrage érigé en 1956 pour le passage d'une route permet la production maraîchère. Cependant, l'accroissement rapide de la population autour du lac engendre une surexploitation des ressources agricoles en appauvrissant les sols.

Compte tenu des réalités locales, quatre grands axes sont définis par l'ONG :

- Tout d'abord, un axe socio-sanitaire avec des séances de formations et d'animation. L'ONG, en concertation avec les villageois, a érigé une pharmacie, des classes pour l'école primaire ainsi qu'une « maison des femmes ».

- En raison de l'augmentation de la population, les projets agricoles et la protection de l'environnement ont été renforcés (lutte anti érosive, cordons pierreux, reboisement et irrigation pour les cultures de contre saison).

Ainsi, des bas-fonds à vocation agricole et/ou pastorale ont été aménagés sur le terroir de Yalogo. 8 périmètres irrigués de 200 ha ont également été mis en place, clôturés et équipés de puits et de forages. Au total, plus de 60 personnes exploitent actuellement trois hectares.

- Le soutien à l'élevage a également constitué une facette importante du programme. En effet, afin de diminuer la pression du bétail sur le lac, des boullis ont été aménagés de sorte que le bétail puisse être abreuvé sans aller jusqu'au lac.

Enfin, le dernier axe avait pour objectif le « renforcement des capacités » et des dynamiques des groupes partenaires afin que ceux-ci bénéficient de compétences administratives, organisationnelles ou techniques pour garantir un fonctionnement durable des investissements communs (périmètres, boullis...).

Nombreux sont les aménagements ainsi mis en place : 200 hectares de périmètres rizicoles irrigués, cinq boullis, plusieurs dizaines de puits et de forages, des salles de classes, une pharmacie...structurant ainsi la communauté villageoise. Evitant le saupoudrage, cette « programmation » des activités liées les unes aux autres a permis d'améliorer la situation alimentaire ainsi que la qualité de vie mais surtout, selon l'ONG, de rendre confiance aux partenaires locaux de leur capacité de mise en œuvre de manière autonome des actions améliorant leur qualité de vie. Si pour l'ONG, les résultats sont palpables, ce discours reste à relativiser puisqu'il ne tient pas compte de l'avis des partenaires sur le terrain.

Deux autres terroirs de la province du Gourma intéressent également l'ONG : Yamba et Diapangou. Ce schéma montre la volonté de l'ONG à développer une approche intégrée du développement sur une zone précise. La stratégie stipule la prolongation des programmes sur les mêmes zones durant quatre à cinq années à un rythme assez soutenu afin « d'autonomiser » au maximum les bénéficiaires et ensuite passer à d'autres terroirs d'action.

- *L'ONG HKI dans la province du Gourma*

Notre deuxième exemple intéresse l'intervention de l'ONG américaine « Helen Keller International (HKI) », division internationale de Helen Keller Worldwide.

Ce projet multiculturel (Burkina Faso, Mali, Maroc, Niger et Tanzanie) couvre au Burkina 14 écoles satellites (écoles communautaires) et deux écoles mères (écoles publiques classiques) de la province du Gourma. L'objectif général est d'appuyer les communautés locales afin d'augmenter leurs capacités organisationnelles.

La stratégie « d'approche intégrée » adoptée pour son exécution, repose sur plusieurs composantes comme l'introduction des notions de base sur le trachome et ses mesures de prévention, la promotion d'une pédagogie d'enseignement participative et active, l'initiation de l'interaction entre l'école et la communauté paysanne, la collaboration avec les services techniques locaux, la promotion des pratiques de mesures de l'hygiène, la promotion des bonnes pratiques environnementales à l'école, l'intégration à d'autres composantes comme le jardinage et enfin la recherche des synergies avec d'autres projets afin de réduire les contraintes liées à l'accès à l'eau des communautés.

Ce « projet intégré » a permis la formation de 125 enseignants et encadreurs de l'éducation de base par une série de trois sessions de 5 jours chacune sur le trachome. De plus, des supports méthodologiques (boîtes à images, bande dessinée, planchettes d'images...) appuient ces formations. Ensuite, chaque classe fut dotée de kits de lavage du visage. Des

formations se voient dispensées aux animatrices villageoises dans la zone du projet afin d'assurer une passerelle entre les communautés et les écoles. Enfin, un programme de suivi/évaluation, basé sur une enquête annuelle complète le dispositif.

Les projets s'intègrent autour de trois domaines :

- La santé avec la lutte contre le trachome et les maladies cécitantes chez les écoliers
- La promotion rurale et la nutrition avec les jardins maraîchers
- L'éducation puisque les interventions ont lieu autour des structures scolaires

L'enfant et l'école représentent le centre de toute cette stratégie de développement et autour de cet axe sont pensées une large série d'actions touchant l'ensemble de la communauté.

- *L'ONG APRG dans la province du Gourma*

Le dernier exemple concerne l'APRG [cf. Chapitre 2-1]. Cette ONG nationale dont le domaine d'action touche la promotion rurale, initie des projets intégrés depuis 1988 dans la région Est du pays. Autrefois américaine, cette ONG s'autonomise en 1988. Spécialisée dans la promotion de petites entreprises rurales, l'ONG a peu à peu diversifié ses activités. Aujourd'hui, elle travaille auprès de sept unions regroupant 208 groupements villageois ce qui représente près de 8000 membres sur les trois provinces que compte la zone d'intervention (Gourma, Gnagna, Tapoa).

Selon l'ONG, tout un ensemble d'actions mises en place sur la zone d'intervention intensifie le développement et son impact :

- Des séances d'animation et d'alphabétisation, organisées auprès des groupements, débouchent sur des formations spécifiques.
- Un volet « production végétale » engendre la mise à disposition pour les producteurs de semences améliorées afin d'augmenter les rendements.
- Un volet « hydraulique villageoise » [Cf. Section 1-3] consiste à créer 30 points d'eau (puits et forages) en partenariat avec « Eau pour le Sahel ».
- Un volet de protection de l'environnement permet d'ériger des diguettes anti érosives, de produire la fumure organique à l'aide de fosses fumières et d'initier des actions de reboisements et de mise en place de pépinières.

- La dernière activité transversale vient en appui aux initiatives locales des producteurs grâce à la création de treize mutuelles d'épargne. Ces systèmes décentralisés sont gérés par les communautés de base. D'après l'ONG, dix autres mutuelles se verront créées exclusivement en faveur des femmes.

Cette ONG initie des projets qui intègrent plusieurs domaines d'intervention où l'élément central concerne la communauté villageoise. Des animateurs « endogènes » assurent le suivi des activités. Quelle que soit la thématique de travail, il n'existe pas de modalité d'intervention unique de la part des ONG¹³². Ce qui fait la richesse du secteur d'intervention résiderait dans la diversité des approches qui offre une série de démarches complémentaires. Certains secteurs sont très dépendants les uns des autres : Si l'enfant n'est pas bien nourri et présente des carences nutritionnelles, la proximité de l'école ne changera rien ; de même, la construction de diguettes anti érosives sans point d'eau à proximité n'aura qu'un intérêt limité pour les exploitants.

Par ailleurs, malgré cette diversité, le vocabulaire repris par toutes les ONG, sans exception, correspond au même langage utilisé par les grandes organisations internationales et des Nations Unies. L'uniformisation des termes gagne du terrain au Burkina Faso. Le champ lexical consacré au « développement » insiste sur les mêmes notions allant de « l'agro-écologie » à l'aspect « genre » en passant par la « valorisation des ressources naturelles », thèmes éminemment porteurs au Burkina aujourd'hui lorsqu'on est donateur. Nous pouvons nous demander si l'usage souvent intempestif de ces slogans, sous couvert d'une plus grande professionnalisation, ne constitue pas davantage « une pompe à fonds supplémentaires » pour des bailleurs toujours plus exigeants et parfois lassés par des résultats peu visibles.

Ces volets « formation » et ses multiples déclinaisons constituent des activités convenues et une emprise importante pour les ONG. Elles représentent une manne intéressante pour celles-ci étant donné la difficulté d'évaluation et le peu de contrôle. Ces catalogues « d'activités de renforcement » ajoutent donc au caractère innovant et compassionnel des ONG qui semblent chercher l'originalité afin de susciter l'intérêt des bailleurs.

Jugées sur un communicationnel toujours plus important, les ONG du corpus savent ainsi faire preuve de persuasion lorsqu'il s'agit de légitimer leurs projets aux yeux du grand public.

¹³² cf. www.coordinationSud.org

CHAPITRE V : DES ACTEURS AUX BUDGETS VARIÉS

Si les ONG jouent un rôle considérable dans le système international, c'est grâce d'une part à leur nombre qui va croissant et d'autre part à l'importance des budgets qu'elles drainent. Ainsi, en 1998, elles ont géré près de six milliards de dollars, soit plus de 10% de l'aide internationale¹³³. Cet univers n'en reste pas moins hétérogène. Nous avons vu que sous la dénomination d'ONG, on regroupe des acteurs aussi variés que des petites associations développant des micro projets avec un intermédiaire dans un village que d'importantes organisations fonctionnant comme de grandes entreprises telles que Médecins Sans Frontières ou Oxfam International. Cette dernière administrait en 2001 plus de 700 millions de dollars par an dans 70 pays ainsi que plusieurs milliers de personnes dans le monde entier.

¹³³ OCDE, *Coopération pour le Développement*, Rapport 1999, OCDE, Paris, 2000.

Figure n° 33 : *Oxfam International* regroupe autour de *Oxfam Grande Bretagne* 10 institutions nationales dont *Novib des Pays Bas* et *Intermon d'Espagne*. *Oxfam* représente le seul réseau international d'ONG de développement non confessionnel à être actif dans l'aide humanitaire, l'aide au développement et à maintenir une position critique par rapport à des questions globales comme la dette, l'OMC et les programmes de réajustement structurels : la mise en commun d'expériences et de ressources a permis par exemple la mise sur pied d'un bureau à Washington. Elle constitue une des rares ONG à admettre que les projets de développement seuls ne résoudre pas le problème de la pauvreté.

Source : Extrait de « *Berthoud O., 2001, Entre compassion, chiffres d'affaires et solidarité, les ONG de coopération du Nord et le développement social du Sud* », Bulletin de *Medicus Mundi Suisse*, n°80, avril 2001.

1- Une condition importante à tout processus de développement : la mobilisation des ressources financières

Compte tenu de la rareté de ses ressources propres pour atteindre ses objectifs, le Burkina est accompagné dans son effort de développement par des partenaires. Cette coopération financière provient de deux sources : bilatérale et multilatérale. Sur le plan bilatéral, la France s'impose comme le principal pourvoyeur de fonds au Burkina avec un appui d'environ 60 millions d'euros par an, soit 15% de l'aide publique au développement du pays. Parmi les principaux bailleurs de fonds bilatéraux au Burkina, nous pouvons citer les institutions de Bretton Woods (Banque Mondiale, Fonds Monétaire International), le système des Nations Unies, l'Union Européenne etc.

A ces deux gros pourvoyeurs de fonds s'ajoutent les organisations non gouvernementales. Malgré leur nombre important, les ONG ne représentent qu'un peu plus de 1% du volume total des financements accordés au Burkina Faso [Ministère des Affaires Etrangères].

Dans leurs cas, on parle d'impact macro-économique sur l'économie burkinabè [BM, 1998]. Les ONG donatrices proviennent quasi exclusivement de l'étranger, les ONG locales étant identifiées comme exécutantes ou bénéficiaires, le critère utilisé retenant l'origine des fonds destinée à l'aide au développement¹³⁴.

¹³⁴ Piveteau A., 2004, *Evaluer les ONG*, Karthala, p.208.

D'une manière globale, les financements multilatéraux¹³⁵ forment une source prépondérante dans le secteur de l'humanitaire et du développement pouvant entraîner une vaste concurrence. Ainsi, 20% des ONG des pays du Nord concentrent plus de 80% des ressources totales et certaines se sont muées en acteurs économiques de poids [Woods, 2000 ; CCD, 2003].

La part des financements publics par rapport aux financements privés dépend d'un grand nombre de facteurs comme la taille de l'ONG, sa tradition nationale, son historique ou son rapport à l'Etat. A titre d'exemple, pour l'ONG américaine Cathwel, le total des ressources s'élevait pratiquement en l'an 2000 à 383 millions de dollars au sein desquels les dons privés ne représentaient que 109 millions de dollars, c'est à dire environ 28% ; les fonds gouvernementaux avoisinant les 225 millions de dollars.

D'après notre enquête, la mobilisation des ressources apparaît relativement inégale. Selon P. Giliard, en se positionnant comme des filtres entre le bailleur de fonds et la population locale, les ONG tentent de capter les financements de la coopération¹³⁶.

- Une aide relativement récente

Il paraît très important de rappeler brièvement l'historique de l'aide au Burkina Faso afin de mieux comprendre les enjeux actuels. Si l'histoire des ONG pendant la première moitié du XXe siècle peut se caractériser par une baisse progressive de leur rôle par opposition à la montée des Etats [F. Rubio, 2003], il faudra attendre la période de décolonisation et la fin de la guerre froide pour que les ONG réapparaissent sur le devant de la scène internationale.

Au Burkina et au Sahel, les sécheresses de 1974 et du début des années 80 vont accélérer l'afflux d'aide massive dans toute la région même si les tensions politiques dues à l'arrivée au pouvoir de Thomas Sankara en 1983 puis l'avènement du front populaire en 1987 ont créé un frein aux engagements des bailleurs de fonds.

Si les années 70 et 80 connaissent une croissance spectaculaire du poids financier des organisations non gouvernementales, au milieu des années 80, la BM découvre dans « l'acteur ONG », des entités plus proches « des pauvres », moins chères et moins corrompues que les canaux gouvernementaux traditionnels. C'est à cette période que les ONG du Nord canalisent

¹³⁵ c'est à dire provenant d'organisations internationales, de l'Union Européenne, de l'USAID...

¹³⁶ Giliard P., 2005, *les ONG en ville africaine*, Karthala, 280p.

ainsi leurs moyens financiers vers les acteurs intervenant au Burkina sans que les ONG locales ne profitent forcément de cet élan.

L'aide financière des ONG représente toujours une ressource continue et très intéressante pour l'économie burkinabè puisque de 1991 à 1995, les ONG ont contribué au financement de réalisations pour un montant total de 70,8 milliards de FCFA, soit un transfert financier annuel de l'ordre de 14 milliards [BSONG 1996 : 15-16]. De 1996 à 1997, cette moyenne se monte à 16,95 milliards de FCFA. En 1998, elle est estimée à 17,15 milliards et en 1999, la contribution est d'environ 17,49 milliards de FCFA.

Au milieu des années 90, face à la régression, au repositionnement des budgets et aux critiques du système de l'aide publique, les Etats deviennent de plus en plus rigoureux envers les ONG. Ils exigent de leurs parts une meilleure concentration des moyens, une gestion davantage professionnelle et un système de suivi/évaluation systématique afin de mesurer la réelle efficacité de l'aide.

Les bailleurs de fonds considèrent comme essentielles les questions de la pérennité et de la viabilité des projets. Les bailleurs fournissent désormais des ressources financières à condition que le projet puisse être viable et autonome financièrement dans un délai relativement court.

Pourtant, en étudiant les projets des organisations de notre étude, on s'aperçoit que la majorité d'entre-eux ne sont pas financièrement viables et ne pourront être autonomes avant très longtemps.

Pour de nombreux bailleurs, les ONG devront puiser d'autres sources de financement pour que le processus de développement amorcé continue lors du retrait du bailleur ce qui semble particulièrement complexe au regard des projets visités.

- Une aide essentiellement bilatérale

Sur le plan bilatéral, les principaux bailleurs du Burkina sont : La France, l'Allemagne, le Danemark, les pays Bas, la Suisse, la Belgique, la Chine, le Canada, le Japon, le Koweït et l'Arabie Saoudite.

Relatif à l'aide multilatérale, les principaux donateurs appartiennent aux institutions de Bretton Woods (Banque Mondiale, FMI...), au système des Nations Unies, à l'Union Européenne (UE), à la Banque Africaine de Développement (BAD), à la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), à la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA), à la Banque Islamique de Développement (BID), au Fonds de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest, et aux Fonds de l'OPEP.

Une part importante de ces financements continue d'être versée dans le cadre d'actions gouvernementales. Parmi les financements versés par l'ensemble de ces organisations, signalons en effet que l'essentiel de l'aide financière au Burkina apparaît constituée de l'aide des coopérations bilatérales très supérieure à l'aide des ONG.

L'UE met en œuvre des programmes de co-financements avec des ONG européennes destinés à venir en appui à des structures locales : Peuples Solidaires, Afrique Verte ou Pharmaciens Sans Frontières sont par exemple les ONG par qui transite l'aide. La Coopération française met en œuvre diverses formules d'appui à des organisations locales comme le crédit déconcentré d'intervention ou les fonds sociaux de développement ;

Le Canada contribue, par l'intermédiaire de l'ACDI, au financement d'un grand nombre d'institutions comme les Nations Unies ou les institutions financières internationales (BM, Banques Régionales de développement) mais aussi d'une dizaine d'ONG comme Oxfam, Aide à l'Enfance Canada ou le CECI.

La Coopération suisse est, quant à elle, davantage engagée dans l'appui aux OP notamment les Groupements Naam ou le CIDI.

Quant aux ONG belges, elles exécutent des projets cofinancés par la Direction Générale de la Coopération Internationale (Coopération belge au Développement). Leurs subventions sont accordées annuellement sur la base de plans d'action.

Parmi ces ONG du Nord, nous pouvons opposer au modèle anglo-saxon le modèle nordique¹³⁷. Dans le premier cas, la charité et la philanthropie sont considérées comme une responsabilité individuelle pour les personnes nanties. Les dons pourront être stimulés par des aides fiscales. Certaines ONG par souci d'indépendance refusent toute aide de l'Etat. Dans certains pays d'Europe, les ONG sont davantage influencées par la tradition corporatiste de l'Etat. Recevoir un don de l'Etat n'implique pas une soumission à ses politiques¹³⁸. Comme le souligne Olivier Berthoud, dans ces pays comme en Hollande, en Allemagne et en Suisse, les ONG dépendent fortement des fonds gouvernementaux sans que cela nuise à leur identité. Dans les pays latins, l'influence coloniale a longtemps incité les ONG à rester davantage en marge du système de l'aide officielle [Berthoud, 2001].

¹³⁷ Smillie I., Helmich H., 1999, *Government-NGO, Partnerships for International Development*, Earthscan, London

¹³⁸ Hulme D., Edwards M., 1997, *NGOs, States and Donors, too close for comfort ?* Macmillan Press, London.

Tableau n° 58 : L'origine des fonds des ONG de l'étude¹³⁹

Bailleurs ONG	Nombre d'ONG	Bailleurs bilatéraux ¹⁴⁰	Bailleurs multilatéraux ¹⁴¹	Eglises ou donateurs confessionnels	Fondations privées	Entreprises	Privés, membres
<i>Burkinabè</i>	37	14	15	11	3	-	37
Françaises	13	9	6	2	1	-	13
Américaines	15	8	10	5	5	-	15
Britanniques	4	1	4	-	4	-	4
Canadiennes	5	5	3	-	-	-	5
Suisses	10	7	5	2	4	1	10
Espagnoles	2	1	2	-	-	-	2
Italiennes	2	1	2	-	-	1	2
Belges	8	6	2	1	2	-	8
Néerlandaises	2	1	-	1	-	1	2
Allemandes	2	2	1	-	-	1	2
TOTAL	100	55	50	22	19	4	100

Source : Enée G, 2006

Si le nombre d'ONG par nationalité varie, ce tableau fait ressortir quelques grandes tendances. Il faut tout d'abord distinguer les ressources publiques matérialisées par les financements internationaux, les cofinancements et les dons d'organismes, les produits financiers, les cotisations et les prestations de service à des organismes privés. Les ressources privées comprennent les collectes et dons individuels, les cotisations et autres subventions.

- *Les financements des ONG burkinabè*

Ce qui caractérise les bailleurs de fonds des ONG nationales de l'étude est la diversité de leurs origines. Toutefois, notons que la participation des personnes privées sous forme de dons

¹³⁹ Une ONG peut être subventionnée par un ou plusieurs bailleurs de natures diverses.

¹⁴¹ Les institutions de Bretton Woods (Banque Mondiale, Fonds Monétaire International), le système des Nations Unies, l'Union européenne, la Banque africaine de développement sont les principaux bailleurs multilatéraux du Burkina.

aux associations représente 100% de l'ensemble même si elle ne pèse que pour une partie relativement modeste dans le total du budget annuel. Chaque membre paye sa cotisation et participe ainsi au financement de l'ONG.

D'après nos enquêtes, sur les 100 ONG de l'étude, l'aide bilatérale et multilatérale représentent environ le même nombre avec respectivement 55 donateurs pour le premier et 50 pour le second.

Par ailleurs, nous pouvons dissocier les grandes ONG des plus petites structures qui ne survivent que par les cotisations de leurs membres. Ainsi, l'apport extérieur grâce aux coopérations multilatérales est beaucoup plus important notamment pour les grandes ONG aux réseaux développés telles que la Fédération des Groupements Naam (FNGN) ou Promo Femmes que pour des structures plus modestes telles que le CIDI ou l'Association pour la Réhabilitation des Handicapés (ARHBF).

Les financements des 37 ONG burkinabè de l'étude sont répartis relativement équitablement entre les bailleurs bilatéraux, multilatéraux, les donateurs confessionnels ainsi que les privés.

Parmi les bailleurs bilatéraux, on retrouve le plus souvent la coopération canadienne (ACDI) et française qui à elles deux subventionnent 14 ONG parmi lesquelles l'Association pour la Veuve et l'Orphelin, l'Association des Volontaires pour l'Auto Promotion et la Solidarité ou encore le Réseau Afrique Jeunesse ; la coopération suisse et néerlandaise financent, quant à elles, quatre ONG chacune.

Sur le plan multilatéral, l'Union européenne, peu représentée appuie simplement quatre ONG burkinabè : l'OCADES, la Fédération des groupements Naam, l'Association pour le Développement du Paysan et Promo Femmes. Ce faible soutien s'explique selon les responsables des ONG par la difficulté d'accéder à ces fonds pour une ONG étrangère à l'UE et à la complexité des procédures qui démoralise les prétendants. Il en est de même pour les grandes organisations des Nations Unies (PAM, FAO, UNICEF, FNUAP...) pratiquement absentes du partenariat des ONG locales. Les coopérations françaises et canadiennes seront, semble-t-il pour celles interrogées, moins contraignantes et davantage accessibles.

Seules 3 ONG nationales de l'étude trouvent un appui des institutions des Nations Unies : L'Association Burkinabè pour le Bien Etre Familial (ABBEF) appuyée par l'OMS, le FNUAP, l'UNICEF, le PNUD (présents à Ouagadougou) et le Réseau Afrique 2000 financé en partie grâce à l'UNESCO ou l'association Pengwende par le PNUD.

De plus, on observe que de nombreuses ONG internationales appuient ces ONG locales. Aussi, citons l'Ordre de Malte ou Terre des Hommes Genève subventionnant SOS Secours Burkina, le CECI appuyant l'association d'Action et d'Auto formation pour le Développement ainsi que RECIF ONG. On assiste également à des soutiens de proximité puisque la Croix Rouge Espagne appuie la Croix Rouge burkinabè et l'ONG britannique Tree Aid assiste quant à elle, matériellement et techniquement Naturama, son homologue burkinabè en matière d'environnement.

Environ un tiers des ONG burkinabè reçoivent des financements de bailleurs confessionnels. Evidemment, ce sont en majorité les ONG à caractère religieux qui tissent des partenariats avec ces institutions notamment l'OCADES qui coordonne les efforts de l'Eglise catholique burkinabè, l'Office de Développement des Eglises (ODE) rattachée à la Fédération des Eglises et Missions Evangéliques regroupant 10 églises protestantes ou encore l'Union Fraternelle des Croyants (UFC). Parmi les bailleurs d'origine confessionnelle, citons la Caritas International finançant notamment l'ancienne branche Caritas Burkina devenue l'OCADES en 1998 ou Sahel Solidarité. Un autre grand bailleur confessionnel est l'Oeuvre Misereor, chargée au sein de l'Eglise catholique d'Allemagne de la coopération au développement. Cette oeuvre reçoit des dons des catholiques allemands mais recueille aussi de nombreuses contributions de donateurs provenant de l'ensemble de la société. Les diocèses allemands lui accordent également des fonds. Les principaux partenaires burkinabè de Misereor sont les ONG de l'Eglise et celles proches de l'Eglise telles SOS Sahel Burkina, l'UFC ou l'OCADES. La Fédération Nationale des Groupements Naam possède un bailleur confessionnel : Church Aid.

Certaines ONG laïques bénéficient de fonds provenant de bailleurs confessionnels comme la Fondation Jean Paul II appuyant l'Association de Recherche et de Formation en Agro écologie ou l'Association de Promotion et de Recherche pour le Gulmu soutenue par l'OCADES.

Enfin, le grand absent des donateurs pour les ONG nationales demeure la coopération burkinabè. L'appui national s'effectue essentiellement en partenariat technique par l'intermédiaire des services déconcentrés.

Soulignons que très peu d'ONG burkinabè travaillent avec d'autres ONG compatriotes. Les collaborations « intra nationales » se limitent souvent à des partenariats techniques avec les services étatiques (Directions provinciales), chacune devant assurer sa propre alimentation en crédits du Nord.

- Les financements des ONG internationales

Les plus nombreuses sont les ONG françaises ou ASI¹⁴² (Associations de Solidarité Internationales) qui passent plutôt par des structures légères de 10 personnes en moyenne avec des budgets variables.

Les ressources d'origine publique obtenues sur la base de cofinancements (subventions) couvrent une partie (rarement la totalité) des coûts de l'opération envisagée. Dans ce cas, l'opération proposée ressort généralement de l'initiative de l'ONG subventionnée. C'est le cas de la plupart des ONG appuyées par le MAE, par d'autres ministères ou établissements publics français (notamment l'AFD) ou auprès des différentes collectivités territoriales. La Mission pour la Coopération Non Gouvernementale (MCNG) du MAE, en 1999, a par exemple financé 120 associations et le Service de l'Action Humanitaire (SAH) a appuyé l'action d'urgence d'une dizaine d'ONG en 2000 (à hauteur de 27 MF).

D'autres bailleurs de fonds internationaux sont également sollicités par les ONG françaises : l'Union européenne, principal bailleur de fonds des ONG françaises, a par exemple financé plus d'une centaine d'associations françaises en 1999 pour un montant proche de 875 MF. Les organisations des Nations Unies, essentiellement le PNUD et le HCR, ont financé 22 ONG françaises, en 1999, pour plus de 150 MF. Un nombre équivalent d'associations françaises (23) trouve enfin des financements auprès de quelques gouvernements ou agences de développement étrangères : USAID, GTZ, KFW, Coopération suisse, du Luxembourg.

Les ressources privées des ONG françaises proviennent essentiellement de dons (pour plus de 60%), de legs, de dons ou de subventions d'organismes privés, d'entreprises (mécénat), de fondations, de la vente de cartes de vœux ou d'autres produits, éventuellement de prestations de services à des clients privés soit, schématiquement, deux modes de collecte :

- une quête auprès du grand public, essentiellement par publipostage (*marketing direct*). C'est en particulier le cas pour Handicap International.
- une collecte auprès d'autres organismes privés (associations, fondations, entreprises). C'est notamment le cas d'Inter aide, d'Initiative Développement, du Groupe de Recherches et de Réalisations pour le Développement Rural dans le Tiers monde (GRDR) qui recherchent là le minimum de fonds propres (15% en général) leur permettant d'avoir accès aux cofinancements du MAE ou de l'Union européenne.

¹⁴² Terme davantage utilisé en France lorsqu'on évoque la notion d'ONG

Les ONG françaises reçoivent l'appui de la Coopération française (pour une enveloppe de 357 millions de FCFA en 2006) par le biais du MAE mais aussi par certaines régions dans le cadre de la Coopération décentralisée¹⁴³. Ainsi, la région Rhône Alpes appuie tout un réseau d'ONG telles Jeremi mais aussi des jumelages et associations au sein du Resacoop. Des coopérations existent également avec des villes étrangères comme ATD avec une ville des Pays Bas.

L'UE représente l'autre canal privilégié des ONG françaises. L'appui de l'UE au Burkina compte des interventions coordonnées avec d'autres bailleurs, notamment les Etats-membres de l'UE. L'appui de l'UE au Burkina s'élève à 284,4 milliards de FCFA pour la période 2001-2007. Selon M.K-D Ouedraogo, ambassadeur du Burkina en Belgique, la bonne exécution des programmes, la gestion rigoureuse et transparente des ressources allouées ont permis à la coopération entre l'UE et le Burkina Faso de se consolider.

Cependant, selon les responsables des ONG françaises interrogées, l'UE incite les ONG européennes à s'approvisionner et échanger avec des entreprises européennes. Par exemple, les infrastructures ou autres mobiliers des sièges sont achetées à des entreprises européennes exclusivement parfois au détriment de l'économie locale.

Les sources de financements des ONG américaines proviennent d'horizons divers. Chaque ONG a recours à plusieurs bailleurs appartenant à la Coopération américaine comme les grandes ONG Africare, Save The Children, Cathwel ou Plan par l'intermédiaire de l'USAID.

Cinq ONG américaines touchent des subventions de l'UE : Cathwel, Africare, Christian Relief and Development Organization (CREDO), Réseau Afrique 2000 et LWR par le canal d'ECHO.

Parmi les 15 ONG américaines de l'étude, six apparaissent directement financées par des communautés religieuses (luthériennes, baptistes ou adventistes) ou allemandes comme Misereor. C'est le cas du Projet Baptiste, d'Africare, de l'ADRA, de Cathwel, du CREDO et de LWR.

Les grandes fondations privées financent en partie plusieurs ONG. La fondation Bill Gates appuie quatre ONG de l'étude: Africare, Save the Children USA, Family Care International et LWR. La fondation Abot appuie Plan International.

D'autres grandes ONG internationales aident certaines ONG au Burkina. Care a son centre de gravité aux Etats-Unis mais compte aujourd'hui des succursales dans dix autres pays du Nord. Le chiffre d'affaires est de près d'un demi-milliard de dollars par an dont 60% proviennent directement du gouvernement américain. Care appuie Plan Burkina.

¹⁴³ Site de l'ambassade de France au Burkina Faso, www.ambafrance-bf.org

Par ailleurs, d'autres coopérations apportent leur soutien notamment la Coopération des Pays Bas pour Save The Children ou le CREDO, le Luxembourg pour PSI ou le Japon pour HKI.

D'autres coopération européennes (néerlandaises, danoises et luxembourgeoises) complètent l'aide à ces ONG.

Enfin, une des caractéristiques des ONG nord américaines est qu'elles sont subventionnées par de grandes firmes multinationales soucieuses d'apporter leur écot au développement et par la même occasion de renforcer leur image solidaire.

Les fonds des ONG britanniques proviennent principalement de Grande Bretagne grâce à la Coopération britannique et au Community Fund, la loterie nationale ainsi qu'à Comic Relief. Water Aid possède des donateurs variés puisque l'USAID, l'ACDI et l'UNICEF sont partenaires financiers de l'ONG.

L'Union européenne intervient et aide l'ONG ADD luttant contre le handicap.

Le Canada, en étroite collaboration avec ses partenaires burkinabè, s'engagea en mars 1999 dans un exercice de définition de sa programmation pour la période 2001-2011. Cette programmation s'appuie sur le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) incluant les bailleurs de fonds et ONG canadiennes présentes au Burkina.

Cette programmation fut basée sur une prévision de décaissements annuels approximatifs de 9 millions de dollars canadiens, soit des engagements d'environ 45 à 50 millions de dollars sur une période de cinq années, et des prévisions similaires pour 2006-2011¹⁴⁴.

La plupart des ONG canadiennes présentes sur le terrain depuis une quinzaine d'années sont essentiellement financées par l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI). L'ACDI a adopté une approche-programme dans le cadre de laquelle les donateurs internationaux mettent en commun leurs ressources pour appuyer les priorités et les plans des gouvernements locaux. Une somme additionnelle de 9,5 millions de dollars a été consacrée aux programmes multilatéraux en 2003-2004.

Au travers de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DCC), la majorité des ONG suisses de l'étude est appuyée.

Ces ONG construisent leurs activités sur le principe du partenariat avec des organisations locales, publiques et privées (groupement de paysans...), en veillant à ce que les groupes concernés gardent la maîtrise des actions de développement entreprises. En plus de l'Etat, des élus et des citoyens, les ONG suisses représentent un type de partenaire. Les pôles géographiques

¹⁴⁴ ACDI, 2003, p15.

privilegiés par la Coopération suisse sont compris comme des espaces de synergie et d'interaction des acteurs présents dans la région et non comme une concentration d'ONG.

Les ONG Sentinelles et Hymne aux enfants intervenant dans la lutte contre le noma, maladie encore peu connue, bénéficient simplement de financements privés.

Les autres ONG internationales de l'étude, à savoir les ONG espagnoles, italiennes, belges, néerlandaises et allemandes font appel le plus souvent à leurs coopérations nationales respectives.

L'UE représente un bailleur important puisqu'elle finance Oxfam Espagne, Terre des Hommes Italie, Groupement des Volontaires Civils Italiens, Oxfam Belgique et Iles de Paix.

Ces ONG sont pour la grande majorité laïques et peu de bailleurs confessionnels les appuient mis à part les Eglises néerlandaises avec l'ONG ZWO.

Une autre grande ONG humanitaire française, Médecins du Monde (MDM), fait également partie de ce processus d'internationalisation. Des ressortissants de plusieurs pays européens, qu'ils soient médecins ou non ont proposé de constituer des MDM locaux. Ce réseau international a débuté au début des années 90. Aujourd'hui, il est composé de 11 délégations principalement européennes. Medicus Mundi Espagne a d'ailleurs son siège à Ouagadougou.

En dépit d'une diversité découlant tant de la culture que de l'identité propre à certaines de ces ONG, la décision stratégique de « s'internationaliser » mérite d'être soulignée. Elle paraît bien être le résultat d'une volonté politique forte de l'association « mère », et s'inscrire dans une perspective d'expansion délibérée.

Les petites ONG qui n'ont pas la capacité de s'internationaliser peuvent parfois compter sur le soutien de missions locales des grandes agences donatrices notamment des Nations Unies à Ouagadougou mais aussi d'Eglises et diverses missions diplomatiques. L'ONG burkinabè Réseau Afrique Jeunesse est financée en partie par l'UNESCO, l'ONG française ATD Quart Monde par l'UNICEF tandis que Mains Unies du Sahel trouve des fonds auprès des églises catholiques par l'intermédiaire de l'ONG Chrétiens pour le Sahel.

Les plus grandes ONG internationales (PLAN, Catholic Relief Services, Promo Femmes...) acquièrent les subventions directement de leurs commanditaires externes, tout en recevant des fonds par d'autres canaux comme par exemple les grandes fondations caritatives.

- Une collecte de fonds inégale

Toutefois, l'aide semble compartimentée et répartie selon le critère de la nationalité de l'ONG. Les coopérations issues des Ministères des Affaires Etrangères (MAE) financent prioritairement leurs ONG nationales. Les ONG européennes ont un accès plus important aux fonds de l'UE que les ONG burkinabè ou américaines. Les ONG nord américaines bénéficieront davantage de financements de l'USAID ainsi que des grandes fondations privées comme la fondation Abot ou Bill Gates. De la même façon, l'ACDI finance l'essentiel des ONG canadiennes ; sur les cinq ONG canadiennes de notre échantillon, quatre reçoivent des financements de l'ACDI, organisme qui assure le financement et la mise en œuvre du programme canadien d'aide publique au développement. Il en est de même pour la Coopération suisse qui, à travers de la Direction du Développement et de la Coopération (DCC), finance 6 ONG suisses sur 10 ou encore la Coopération belge qui, par l'intermédiaire de la DCCI subventionne 6 ONG belges sur les 8 de l'étude.

Enfin, il semble impossible de recenser l'ensemble des financements privés permettant de faire vivre une grande partie des organisations non gouvernementales. Si ces fonds privés ne représentent pas, en terme de coût, la plus grande partie des ressources des ONG, la très grande majorité d'entre elles fait appel à ces donateurs par le biais de parrainages, de legs, d'entreprises ou de dons récoltés lors de diverses manifestations.

La multiplicité des possibilités de financements explique l'émergence de nombreuses ONG et d'organisations de la société civile au Burkina. D'ailleurs, une partie de l'activité de ces organisations consiste en la recherche de ces fonds et au développement de stratégies afin de s'adapter aux bailleurs.

2- Les ONG et les fonds alloués : Un sujet tabou ?

Compte tenu des sommes très importantes qui ont été versées, que ce soit par le canal des coopérations bilatérales ou multilatérales des ONG depuis la première sécheresse de 1974 au Burkina sur différentes zones du pays, la question financière et l'utilisation de cet argent

demeurent une question centrale. Cependant, les informations disponibles sur les financements des ONG, même hétérogènes et très imprécises, demeurent difficiles à trouver.

De manière générale, une des grandes fragilités des ONG au Burkina réside dans leur quasi absence de ressources propres qui les rend dépendantes des bailleurs de fonds extérieurs avec leurs critères définis et leurs politiques influant fortement les orientations de celles-ci.

Les bonnes relations établies entre le Burkina Faso et ses bailleurs de fonds lui donnent accès à un financement extérieur important et renouvelé couvrant le déficit budgétaire.

Selon F. Rubio, qualifier les ONG d'opérateurs économiques scandalise encore souvent. Mais comment nommer autrement des entités gérant, pour certaines, des masses salariales substantielles de plusieurs dizaines, voire centaines de millions d'euros, qui assurent des revenus professionnels à plusieurs milliers de personnes.

Lors de nos entretiens, il ne fut pas toujours aisé de récolter les informations concernant les budgets. Si certains responsables d'ONG jouent la carte de la transparence et nous exposent sans problèmes leurs financements annuels, parfois même sans qu'on leur demande au préalable, d'autres refusent catégoriquement ou balbutient qu'ils ne connaissent pas les chiffres ou qu'il faut se référer au représentant ou au directeur perpétuellement absent.

En règle générale, les ONG anglo-saxonnes posent le moins de problèmes nous laissant consulter leurs rapports financiers ainsi que leurs rapports d'évaluation. Nous pouvons citer Plan International, Africare, Family Care International ou Lutheran World Relief. Pour ces organisations, parmi les plus importantes au Burkina en terme de financements et de personnel, ces rapports constituent un moyen de communication supplémentaire. La transparence financière signifie pour elles la marque d'une confiance absolue vis à vis de leurs donateurs et des bénéficiaires même si ces derniers, et nous le verrons par la suite, n'ont accès que très rarement à ces documents.

A l'inverse, certaines ONG ne souhaitent pas divulguer ces informations notamment quelques ONG nationales telles que l'Association des Volontaires pour un Développement environnemental (AVD) ou l'Association en faveur de la réhabilitation des handicapés (ARHBF). Quelques ONG confessionnelles ont également refusé telles que l'Association Evangélique d'Appui Communautaire (AEAD), l'UFC, l'association néerlandaise ZWO ou le Projet Baptiste.

Les raisons de ces refus sont liées à plusieurs facteurs. Parfois, l'ONG refuse d'annoncer que les financements sont revus à la baisse par rapport aux années antérieures par manque de

donateurs ou parfois de résultats. Craignant d'autres questions plus embarrassantes, le responsable préfère donc répondre qu'il ne connaît pas le montant des financements. Quelquefois, notre statut de chercheur entraîne quelques suspicions expliquant les réticences des réponses dans ces domaines financiers.

La collecte des données concernant les ressources financières des ONG fut effectuée lors de nos entretiens. Elle fut complétée et parfois recoupée lors de recherches annexes notamment sur les rapports d'activités et financiers déposés au DSONG ou au SPONG ainsi que sur les journaux locaux (Sidwaya, le Pays, Faso.net...) où les coûts des réalisations et parfois les budgets sont mentionnés. Ainsi, parmi les 100 ONG de notre échantillon, 83 budgets ont été répertoriés. Pour des raisons d'homogénéité et de facilité comparative, tous les financements ont été convertis en Francs CFA. Si pour un apprenti chercheur, ces informations sont relativement peu accessibles, on peut imaginer pour les populations bénéficiaires, parfois analphabètes la difficulté pour connaître les financements de telle ou telle ONG arrivant dans le village. Une infime partie des populations ciblées connaît le budget investi par l'ONG pour chaque réalisation physique (puits, forage, construction, aménagement agricole...). Ne parlons même pas des appuis immatériels comme le renforcement des capacités des bénéficiaires ou l'instruction des animateurs endogènes.

3- Des ONG à deux vitesses

Si l'établissement de notre échantillon a reposé sur des critères de nationalité, de types d'activités et de zones d'intervention, la question du budget de l'organisation non gouvernementale ne fut absolument pas prise en compte. Il est évident que parmi les 353 ONG inscrites à la Direction de Suivi des ONG, de très grandes variations financières persistent entre des ONG à dimension internationale, au personnel très nombreux, couvrant plusieurs dizaines de pays et des ONG récentes, à l'équipe légère et très localisée. Entre ces deux extrêmes, existent et parfois coexistent toute une série d'organisations dont les budgets fluctuent au gré des projets mais aussi au gré des bailleurs de fonds de moins en moins nombreux au Burkina Faso pour des demandes de fonds toujours plus importantes initiées par les milliers d'associations présentes.

a- Des ONG aux financements modestes

Les petites ONG notamment burkinabè doivent s'inscrire dans une logique de projet négocié avec les commanditaires internationaux afin de financer leurs actions. La mise en concurrence des projets assure l'influence des bailleurs tant sur la définition des populations cibles que sur les objectifs et les critères d'évaluation¹⁴⁵. Les priorités des bailleurs sont naturellement relayées par de grandes ONG, bien introduites sur la scène internationale ce qui leur permet de remplir un rôle de holding vis-à-vis de leurs réseaux de petites ONG locales ne disposant pas des ressources qui ouvrent un accès direct aux fonds internationaux.

Tableau n° 59 : ONG de l'étude dont le budget annuel est inférieur à 10 millions de FCFA

ONG	Budget annuel moyen (en millions de FCFA)
CROIX ROUGE BELGIQUE	3,5
ATD QUART MONDE	4
MEDECINS SANS VACANCES	6,5
CIDI	6,5
CROIX ROUGE BURKINA	7
PUISATIERS	10
ARFA	10
JEREMI	10
MAINS UNIES	10

La somme des budgets annuels moyens de ces 9 ONG correspond à 0,15% du total des budgets des ONG de l'étude. Ces ONG sont soit européennes (Croix Rouge Belgique, les Puisatiers, ATD Quart Monde et Jeremi pour la France, Médecins sans Vacances en Suisse) ou burkinabè pour les autres. Il est à noter que les budgets déployés par les antennes de la Croix Rouge au Burkina n'ont rien à voir avec les financements alloués aux pays confrontés aux situations d'urgence. Ces petites ONG opèrent avec le seul soutien financier d'un ou deux bailleurs, une situation qui les rend vulnérable aux changements de priorités chez leurs donateurs. Cette vulnérabilité est d'autant plus grande qu'elles ont tendance à se spécialiser dans un seul secteur d'activité (l'hydraulique pour les Puisatiers ou l'environnement pour ARFA). Quand la « demande » pour ces services chute, ces ONG n'ont pas d'autres choix que de quitter leur zone d'intervention ou de diversifier les projets.

¹⁴⁵ Bucllet B, *Le marché international de la solidarité : les organisations non gouvernementales en Amazonie brésilienne*, thèse de doctorat en économie du développement soutenue à l'EHESS, Paris, juin 2004, 507p.

Une des difficultés relevées au cours de notre étude pour les ONG aux moyens réduits demeure les fonds concernant leurs frais de fonctionnement. Leurs dépenses de fonctionnement (frais de location des bureaux, frais de communication, frais d'entretien du matériel informatique ou des véhicules lorsqu'il y en a) paraissent largement sous estimées par les bailleurs. En effet, dans les cas évoqués ci-dessus, les bailleurs financent uniquement le volet opérationnel des actions en occultant le volet de fonctionnement général et de logistique.

Selon plusieurs responsables, les bailleurs manquent de confiance envers les ONG. En effet, bien souvent, ceux-ci pensent qu'elles ne pourront gérer plusieurs dizaines de millions de FCFA. Celles-ci se retrouvent dans la situation de monter de petits projets ce qui n'est pas à même, selon les ONG, de lutter efficacement contre « la pauvreté » tant les besoins sont élevés.

Une autre limite rapportée par un grand nombre de nos interlocuteurs non gouvernementaux concerne la diminution des financements de manière générale vers l'Afrique. Des phénomènes exceptionnels tels que le tsunami de décembre 2004 en Asie, le cyclone Katrina en août 2005 ainsi que les zones de guerre comme l'Afghanistan ou l'Irak réorientent les financements des bailleurs internationaux vers ces zones d'urgence.

D'une manière générale, soulignons également la diminution du nombre de donateurs ; une des dernières opérations du Sidaction n'a permis de récolter qu'un peu plus de 5 millions d'euros rappelle Vincent Bastien, Vice-président de Kasabati et Membre fondateur et chargé de communication de l'association Vie Positive.

Les projets initiés par certaines ONG au Burkina vont progressivement voir leurs ressources s'amoinrir et vont se replier davantage autour de leur siège social en réorientant leurs stratégies et en fermant plusieurs projets trop onéreux. En 2004, l'ONG CECI ferma son antenne à Gorom Gorom après avoir diminué au fil des années les fonds destinés aux projets de cette région.

Photo n° 3 : Répercussion des difficultés financières d'une ONG sur ses conditions d'encadrement et de scolarisation : L'exemple de l'Association Burkinabè pour la Promotion des Aveugles et des Malvoyants (Ouagadougou, août 2006)



Un des gros problèmes relevés lors de nos enquêtes est que si les bailleurs orientent les financements vers telle ou telle activité, les petites ONG élargissent leurs éventails de projets afin de capter davantage de fonds, parfois et nous y reviendrons dans la quatrième partie, au détriment des réalités du terrain. Précisons qu'il faut attendre que l'ONG inscrive une activité dans ses objectifs pour que celle-ci soit financée ce qui cause des difficultés pour les ONG aux faibles capacités. Certaines ONG usent également de thèmes récurrents et culpabilisateurs comme « la pauvreté », « la sous-alimentation » ou encore « l'enfance » pour rallier les donateurs. En utilisant un vocabulaire volontairement alarmiste, les ONG tentent d'élargir au maximum les sources de financements. Ainsi, le Mouvement ATD Quart Monde, ONG de l'étude, a participé en 2002 au Sommet Mondial sur le Développement Durable en Afrique du Sud. Voici un court extrait de son intervention :

Figure n° 34 : Les plus pauvres comme partenaires

Il est nécessaire de souligner plus particulièrement l'un des principaux aspects de l'extrême pauvreté : lorsque les individus des familles ou des groupes de populations se retrouvent dans une situation telle que leurs chances d'assumer leurs responsabilités dans un avenir proche sont sérieusement compromises, il est fréquent qu'on leur reproche leur manque de participation. On les blâme alors de vivre dans des conditions aussi misérables et on les soupçonne de se laisser aller. Ces perceptions erronées au sujet des populations vivant en situation d'extrême pauvreté contribuent au renforcement de leur marginalisation car elles sont vues comme rejetant les normes sociales de la société ordinaire. A mesure que s'intensifient et s'accumulent les différentes insécurités qui les assaillent, ces groupes subissent une aggravation de l'exclusion et du mépris qui les entourent ce qui renforce encore le mur qui les sépare du reste de la société. Par conséquent, ceux qui souffrent de l'extrême pauvreté sont exclus de la participation aux processus de décision et, d'une manière plus générale, de la vie civile, sociale et culturelle.

Grâce à ses années d'expérience avec des familles et des individus très pauvres dans le monde entier, le Mouvement ATD Quart Monde a appris qu'il est fondamental de construire des partenariats avec les gens vivant dans l'extrême pauvreté, quel que soit le programme ou la stratégie que l'on désire créer et mettre en œuvre. Encore ne s'agit-il pas de construire n'importe quelle sorte de partenariat.

Source : ATD Quart Monde, Extrait du rapport moral 2002.

Dans cet extrait qui s'apparente à un acte de communication, les notions « d'extrême pauvreté », « d'exclusion » ou de « marginalisation » sont donc mises en exergue de même que l'expérience de l'ONG qui apparaît comme la clef de la réussite dans ce domaine. ATD apparaît ainsi comme la solution face à ce grand dénuement.

Par rapport à leurs homologues européennes, les ONG françaises interviennent au Burkina à la fois plus nombreuses, plus petites et moins importantes en terme de ressources. Les raisons renvoient à l'histoire (concurrence de l'Etat qui dispose d'un appareil de coopération organisé), à la culture (en Allemagne et au Pays Bas, les ONG restent très liées aux Eglises qui

les financent généreusement), à la psychologie (souci d'indépendance qui pousse à la création de nouvelles structures), au juridique et à la fiscalité (le régime français des dons et legs serait moins incitatif à la générosité publique et au mécénat d'entreprise).

b- Des ONG aux capacités de dépenses importantes

Si la modestie des moyens a été souvent une caractéristique des ONG, il en va autrement aujourd'hui, et certaines d'entre elles disposent de capacités de dépenses considérables. Elles ont pour la plupart acquis une dimension internationale notamment à travers un réseau et des ramifications constituées d'ONG partenaires.

Entre 2001 et 2004, les plus grandes ONG étrangères et nationales injectaient 68 milliards de FCFA dans l'économie nationale (environ 3,27% du budget annuel de l'Etat)¹⁴⁶.

Ian Smillie donne en l'an 2000 pour « le groupe World Vision » un pouvoir de dépense de 900 millions de dollars, pour le « groupe Care » 600 millions, pour le « groupe Oxfam » 500 millions, pour « le groupe Save the Children » 365 millions, « le groupe Médecins Sans Frontières » étant considéré comme la première agence privée mondiale d'aide médicale avec environ 250 millions de dollars annuels¹⁴⁷.

Tableau n°60 : ONG de l'étude dont le budget annuel est supérieur ou égal à un milliard de FCFA

ONG	Budget annuel moyen (en millions de FCFA)
CREDO	1000
HYMNE AUX ENFANTS	1000
SNV	1300
TDH GENEVE	2100
FCI	2500
ADRA	2500
OCADES	5000
CATHWEL	5500
PLAN	8000

¹⁴⁶ Guenda I., 2005, *Le Burkina Faso traque les ONG bidon*, in l'Express, n°50.

¹⁴⁷ Smilie I., 2002, *La montée de l'ONG transnationale*, in Conoir Y et Yerna G (dir), *L'action humanitaire du Canada, Montréal*, Les Presses de l'Université, Laval.

9 ONG de l'étude ont un budget annuel moyen égal ou supérieur à un milliard de FCFA. La somme des budgets annuels moyens de ces neuf ONG correspond à 65% du total des budgets des ONG de l'étude ce qui montre l'énorme contraste existant entre les acteurs. Aucune ONG burkinabè ne figure dans ce classement. Ces ONG sont toutes internationales et cinq d'entre elles sont américaines. Certaines comme PLAN (Foster Parents Plan) qui s'étend au sein de treize pays développés fonctionnent telles de véritables ONG transnationales. L'OCADES s'apparente à un réseau s'articulant dans tout le Burkina.

Si on observe les financements des ONG selon la nationalité, on constate une très grande hétérogénéité. Les budgets annuels des ONG burkinabè sont compris entre 3,5 millions de FCFA pour la Croix Rouge burkinabè et 800 millions de FCFA pour l'ONG Tin Tua. Il en est de même pour les ONG françaises : ATD Quart Monde n'a qu'un budget de 4 millions de FCFA par an, les Puisatiers environ 10 millions tandis que Pharmaciens Sans Frontières possède un budget de 670 millions et Eau Vive 900 millions. Les budgets des ONG nord américaines et britanniques sont davantage homogènes et plus importants que les autres même s'il existe également de gros écarts entre Voisins Mondiaux (27 millions) ou ADD (50 millions) et Oxfam Québec (650 millions) ou Plan International (8 milliards de FCFA).

Ces ONG sont pourvoyeuses de rentrées fiscales importantes à travers les droits de douane et les différents modes de taxation au Burkina Faso. Elles disposent également d'une grande capacité de location ou d'acquisition de biens, marchandises et matériels, du transport aux matériaux de construction, des médicaments à l'alimentaire.

L'importance du volume financier annuel moyen engendre des disparités entre les grandes ONG et les structures plus modestes¹⁴⁸ : Tout d'abord, les grandes ONG telles que Oxfam, Cathwel ou PLAN mobilisent un grand nombre de personnes et de groupements contrairement aux petites ONG qui peuvent atteindre nettement moins de bénéficiaires.

Si certaines ONG se montrent capables d'œuvrer dans plusieurs pays simultanément comme Oxfam ou Medicus Mundi, les petites ONG tendent à se spécialiser dans une zone et un secteur particulier. Ainsi la Croix Rouge Belgique et ATD Quart Monde n'opèrent que sur certains secteurs de la capitale. Le CIDI, basé à Dissin dans le Ioba n'intervient que sur cette commune rurale de même que l'ONG Jeremi à Ouahigouya ou les Puisatiers à Tanghin Dassouri.

Les financements des grandes ONG sont davantage diversifiés et proviennent souvent de donateurs privés et publics. Elles montrent moins de vulnérabilité aux changements de priorités chez les donateurs que les plus petites structures. Connues du grand public, elles rallient un

¹⁴⁸ Cf. Tarry S, 2003, *Démythifier la présence des ONG dans les opérations de paix*, Revue militaire canadienne.

réseau de donateurs plus important sur plusieurs pays tels que Handicap International ou Terre des Hommes en Europe.

Plus vulnérables au niveau de leur trésorerie, les petites ONG ont également une espérance de vie plus courte. Si l'on compare les 10 ONG les moins importantes en terme de budget annuel avec les 10 plus importantes, on constate que les premières sont souvent les plus jeunes. C'est le cas de Jeremi qui intervient à Ouahigouya depuis 1997, le CIDI n'a le statut d'ONG que depuis 2003 ou encore le Coprod (Coordination pour un Développement Durable) créée en 1999 et dont le budget annuel est inférieur à 15 millions de FCFA.

Inversement, OCADES, Plan, Cathwel ou encore Eau Vive sont présents au Burkina depuis plus de 30 ans ce qui, aux yeux des donateurs, leur donne une légitimité supplémentaire.

Ces ONG sont également mieux appuyées par les institutions des Nations Unies grâce à leur vaste structure de redistribution¹⁴⁹.

L'insuffisance de capacités pose problèmes. Cela inclut les ressources financières insuffisantes et le manque de plans de viabilité financière. A l'exception des ONG internationales, toutes les ONG locales se font une concurrence pour obtenir auprès des bailleurs, des fonds plutôt en baisse. Cette concurrence semble porter également préjudice aux échanges d'idées et autres formes de coopération entre les ONG.

L'influence auprès des autorités locales est également plus importante pour les grandes organisations qui peuvent parfois faire davantage pression pour imposer certains projets. Les petites ONG exercent une influence minimale à l'échelle locale et seront moins écoutées sur la scène nationale notamment lors des nombreuses conférences ou colloques sur les enjeux du développement.

Les grandes ONG travaillent également en réseau avec d'autres partenaires nationaux afin de consolider les occasions de financements et les moyens de négociation sur le terrain. Elles touchent ainsi un grand nombre de bénéficiaires sur plusieurs zones géographiques. Elles partagent également leur personnel ce qui diminue les coûts.

Néanmoins, même si les petites structures tendent à toucher moins de bénéficiaires, leur travail sur le terrain peut être davantage poussé et l'aspect qualitatif du jeu des relations peut devenir un avantage. En effet, si les interventions d'urgence (invasions de criquets en 2004 ou inondations en 2005 dans le Nord du pays) sont mieux gérées par les grands organismes qui ont l'infrastructure suffisante pour assurer la distribution d'aide massive, les opérations de

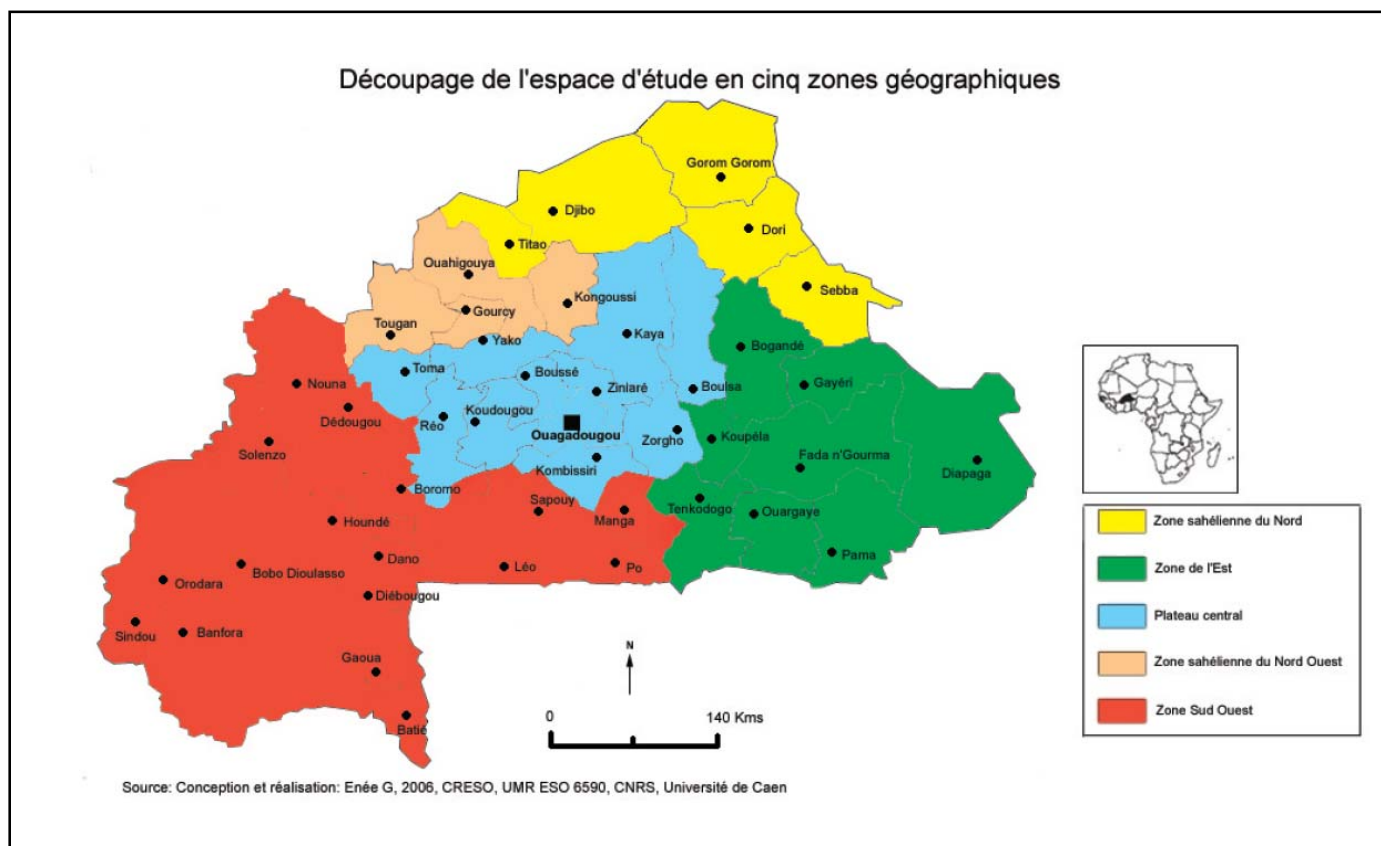
¹⁴⁹ idem

développement effectuées par les petites ONG à une échelle localisée peuvent, et nous le verrons par la suite, engendrer des impacts intéressants.

CHAPITRE VI- UNE REPARTITION SPATIALE INEGALE DES ONG

Si le nombre total des actions des 100 ONG de l'étude s'élève à 501 à travers tout le territoire, on observe une grande hétérogénéité quant aux zones d'interventions et aux provinces ciblées.

Figure n° 35 : Découpage de l'espace d'étude en cinq zones géographiques



Pour les besoins de l'étude et comme évoqué au Chapitre I, nous avons découpé l'espace national en cinq entités géographiques représentatives.

Comme vu dans la première partie, le Sahel burkinabè se montre depuis quelques années relativement délaissé par les ONG pourtant toujours plus nombreuses dans le pays chaque année. Cet espace se compose de quatre provinces : l'Oudalan, le Séno, le Soum et le Yagha.

Notre étude de terrain pour cette thèse a véritablement démarré en 2003 et s'est achevée en août 2006. Les travaux réalisés lors de notre mémoire de maîtrise sur la commune de Gorom Gorom¹⁵⁰ ainsi et lors de notre projet de thèse effectué lors en 2002-2003 ont permis de compléter nos informations et de servir de support à ce chapitre dont le choix méthodologique s'est plus naturellement porté vers la province de l'Oudalan située à l'extrême Nord du pays¹⁵¹.

1- La zone sahélienne de l'étude et la province de l'Oudalan

La province de l'Oudalan est située à l'extrême Nord du Burkina. Elle représente un espace typiquement sahélien et singulier. Plusieurs caractéristiques dominent cette région : son climat aride et sa longue saison sèche, sa végétation constituée d'une strate herbacée discontinue, la pauvreté des sols et des pâturages, une occupation spatiale très faible, sa sous-production chronique, son organisation sociale et une activité dominante, l'élevage.

a- Données géographiques : un espace aux fortes contraintes climatiques

Au début des années 70, la période de sécheresse qui s'installe se singularise des autres sécheresses connues (1913, 1931, 1939) par sa durée (plus de 18 ans de déficit pluviométrique dans certaines stations¹⁵²), son ampleur (fréquence élevée d'années exceptionnellement sèches) et son extension géographique.

¹⁵⁰ Enée G., 2001, *Les organismes à Gorom Gorom au Nord du Burkina Faso : Sources de développement ?* Mémoire de maîtrise (dir : M. Roupsard), CRESO, Université de Caen.

¹⁵¹ Enée G., 2002, *L'action des ONG au Burkina Faso et leur impact au niveau du développement local*. Projet de thèse (dir : M. Roupsard), CRESO, Université de Caen.

¹⁵² Données de la station météorologique de Dori.

Les deux pics de sécheresse de 1974 et de 1983 qui provoquèrent des disettes marquèrent des périodes d'arrivées massives d'ONG internationales en tous genres. Beaucoup de ces organisations de l'urgence ont quitté la zone ou se sont muées en projets de développement comme Cathwel ou la Croix Rouge.

L'enclavement de la province, située à l'extrême Nord du territoire pose de sérieux handicaps en terme de communication. L'axe Ouagadougou-Dori n'est bitumé que depuis mai 2006 et la piste Dori-Gorom est régulièrement coupée en saison des pluies.

Région sans réseau hydrographique permanent si l'on excepte le Béli, petit cours d'eau à l'extrême Nord de la province, le Nord et l'Oudalan se caractérisent également par la pauvreté des sols généralement rocailleux et sablonneux.

Au niveau de l'approvisionnement en eau, le Sahel est riche en puits, forages, boullis et autres retenues d'eau mais nombre de ces points d'eau se tarissent au plus fort de la saison sèche interrompant ainsi le processus de production. Néanmoins, il est admis que de grandes quantités d'eau sont exploitables dans le sous-sol de cette région mais cette extraction nécessite des infrastructures pour lesquelles les particuliers n'ont pas suffisamment de moyens.

L'ensemble de ces contraintes fait de cette région, une des plus pauvres au monde. L'IDH de l'Oudalan était de 0,288 en 2004 contre une moyenne nationale de 0,332 [Rapport du PNUD, 2004].

b- L'organisation sociale de la zone : une région agro pastorale

L'occupation humaine est donc particulièrement faible avec une population très jeune puisque les moins de vingt ans représentent plus de 55% de la population de la province. Rappelons brièvement les étapes de l'implantation de cette population :

Après la disparition encore inexplicquée d'une civilisation sédentaire dont le mode de vie reposait sur une activité agro pastorale importante, de nombreux mouvements migratoires eurent lieu dans tout l'Oudalan à partir du 18^{ème} siècle.

L'extension de la domination touareg par des conquêtes guerrières permirent l'installation dès la fin du 18^{ème} siècle d'une confédération de tribus à caractère politico-religieux autour du « tambour de guerre des Oudalan ».

Lors de la première guerre mondiale, les visées colonisatrices de la mission française sont heurtées et cela aboutit à l'écrasement militaire des troupes touaregs.

Dans les années 30 arrivent en Oudalan des groupes peuls indépendants puis s'installent des commerçants Mossis, originaires de Ouagadougou. La pacification contribue à l'anthropisation progressive de l'espace disponible : dispersion géographique de l'habitat, accès aux biens réservés, augmentation de l'élevage du bétail.

A la multiplicité des clans touaregs s'ajoute désormais les groupes peuls, fondamentalement éleveurs nomades, restés indépendants.

Gorom Gorom, le chef lieu de cette province conserve cette diversité historique ajoutée aux nombreux flux migratoires avec la capitale mais aussi avec d'autres pays frontaliers comme le Niger ou la Côte d'Ivoire avant la crise de 2002.

L'agriculture constitue une des activités de la population active du Sahel. Les projets de développement locaux s'attachent à appuyer ce domaine. Toutefois, la faible disponibilité en eau n'autorise pas une agriculture continue, de maraîchage ou de cultures fruitières ; les cultures de contre saison ne se pratiquent qu'autour des points d'eau (barrages, petites retenues, boullis). De plus, il convient de souligner que dans ces provinces du Nord se pose le problème d'accès à la terre et de la sécurité foncière. Les terrains de culture font l'objet d'une appropriation familiale et lignagère et leur transmission suit des règles bien précises pour chaque type de société.

Si la production agricole est aléatoire, cette région a structuré son économie autour de l'élevage [Cf. Chapitre I]. Il y est pratiqué par 80% de la population du Nord du pays. De plus en plus, la nécessité de pratiquer simultanément l'élevage et l'agriculture amène à la sédentarisation d'où l'idée de plusieurs ONG d'introduire la culture fourragère dont on connaît assez peu de succès dans le Sahel.

A cause des sécheresses, de l'irrégularité des pluies et des actions humaines, la zone a perdu une partie de sa valeur stratégique, entraînant une concurrence accrue autour des ressources naturelles. Tout ceci plonge la population dans une paupérisation continue entraînant entre autres une migration des jeunes vers les pays côtiers ou les sites aurifères (Sites d'Essakane au Sud Est de l'Oudalan ou du Niger).

L'élevage pastoral, perçu comme un mode adapté de valorisation des ressources dans le contexte local, semble aujourd'hui menacé.

- c- L'action des ONG dans le Nord : D'un foisonnement d'actions d'urgence à un nombre relativement limité de projets de développement

La province sahélienne de l'Oudalan se distingue dans la mesure où elle fut particulièrement touchée par les sécheresses du début des années 70 et du début des années 80. Les déficits pluviométriques et la dégradation de l'environnement ont fait accourir les ONG, notamment internationales en grand nombre. L'aide étatique apparut bientôt dépassée devant les actions croissantes de ces ONG internationales et des associations burkinabè toujours plus nombreuses. Plus de 67% des 129 ONG actives à la fin des années 80 s'implantèrent dans les provinces du Nord du pays¹⁵³. Cette situation d'urgence liée à la pénurie alimentaire mobilise ainsi de nombreux acteurs nationaux et internationaux.

Une des premières conséquences de cet afflux sera la mauvaise répartition géographique des interventions des ONG. L'accent est mis sur ces régions du Nord et sur le Plateau central. Les représentations qui prévalent alors orientent l'aide vers ces zones arides du pays au détriment d'autres régions et notamment du Sud et de l'Ouest davantage favorisées sur le plan climatique.

Cette stratégie marquée par l'urgence va fixer pour plusieurs années un grand nombre de ces acteurs sur ces espaces du Nord.

Dans la province de l'Oudalan, les secours d'urgence et l'aide alimentaire (distribution de vivres, actions sanitaires, mise en place d'antennes médicales, etc.) absorbaient une majeure partie de leur activité. Au Nord, elles ont autant su alerter l'opinion au travers des médias que mobiliser des fonds et des biens matériels destinés aux populations victimes de la situation climatique. Ces années 70 et le début des années 80 marquent l'époque d'organisations centrées sur l'humanitaire. L'acheminement de l'aide se trouva facilité par des coûts moindres et une dispersion relativement faible. Ces interventions dans le Nord du pays acquièrent en outre la réputation de toucher directement le public cible grâce à ces organisations qualifiées de proche des bénéficiaires [BM, 1988]. Ainsi, des organisations déjà implantées dans la région et initiant des projets de développement sur le long terme, ont rapidement été dépassées par l'urgence de la situation. N'ayant pas les capacités de pallier les immenses besoins de la population, elles ont peu à peu ralenti leurs activités ou cédé leur place à ces ONG caritatives structurées pour fonctionner dans l'urgence.

Au milieu des années 80, la prédominance des organisations internationales s'explique par la politique étatique dynamisant cet afflux au détriment des ONG nationales nettement moins

¹⁵³ Rapport du BSONG, 1991.

intéressantes en terme de devises¹⁵⁴. La majorité des acteurs se retrouve donc concentrée dans cette partie Nord du pays. En ce qui concerne le domaine de l'hydraulique, le rythme des constructions passera de quinze retenues d'eau par an dans les années 60 à plus de quarante dans les années 80¹⁵⁵.

Après ces situations de crises et ces pics de sécheresse, les ONG vont alors s'engager plus massivement sur le terrain du développement en diversifiant peu à peu leurs activités vers des actions à plus long terme. Citons l'ONG Cathwel, une des premières ONG étrangères présente au Burkina dès 1960 qui a dû réorienter ses interventions en ajoutant à la distribution de vivres au sein des cantines scolaires des actions davantage productives.

Cette transition sectorielle fut tout à fait symptomatique des nouvelles orientations des ONG. A la fin des années 80, le passage à des opérations dites de développement s'opéra relativement progressivement dans le Nord du pays. A partir des années 90, on observe que de plus en plus de pays du Nord vont commencer à faire passer une bonne part de leur aide au développement par le biais des ONG et des associations locales ; des institutions comme la BM découvrent dans les ONG des entités plus proches du terrain que certains experts ou élites nationales. C'est la période où les ONG viennent bien souvent suppléer l'Etat burkinabè dans ses fonctions sociales.

Aujourd'hui, malgré un nombre d'ONG toujours plus important selon les chiffres du DSONG, on observe un relatif abandon des ONG pour ces espaces sahéliens notamment dans l'extrême Nord du pays. Parmi les 100 ONG de notre étude, 18 mènent des actions sur les provinces du Nord du Burkina au moment de nos enquêtes ; chaque ONG pouvant intervenir sur plusieurs provinces de la zone. Une intervention correspond à une action initiée en milieu rural ou urbain. Chaque intervention touche bien souvent de nombreux villages. Plusieurs cas sont possibles : un projet d'une ONG peut couvrir plusieurs provinces. Dans ce cas, il travaille sur une même thématique auprès de plusieurs publics qui peuvent être des groupements (femmes, adultes...), des élèves ou des patients pour les actions de santé par exemple. Une ONG peut s'engager sur des secteurs d'activités différents selon les contraintes ou les potentialités de chaque zone.

¹⁵⁴ Cf. Partie I, Chapitre II.

¹⁵⁵ Piveteau A, 2004, p310.

Tableau n° 61 : L'engagement des ONG de l'étude entre 2003 et 2005 dans le Sahel burkinabè

PROVINCES DU NORD DU PAYS	NOMBRE D'INTERVENTIONS
Soum	8
Séno	6
Oudalan	7
Yagha	2
Loroum	7
TOTAL	30

Source : Enée G, 2005 (d'après DSONG 2003)

18 ONG de l'étude et 30 opérations ont été répertoriées sur ces quatre provinces en 2005 ce qui apparaît comme très faible au regard des interventions du passé et des autres zones de l'étude.

Tableau n°62 : Nationalité des ONG de l'étude intervenant dans les quatre provinces du Nord

NATIONALITE	NOMBRE D'ONG
nationales	8
françaises	3
américaines	3
canadiennes	1
suisses	3
TOTAL	18

Source : Enée G, 2005 (d'après les enquêtes de terrain)

Contrairement aux années 70 et 80 et à l'afflux massif d'ONG internationales dans ces provinces qui constituaient avec le Plateau central les principales régions bénéficiaires, nous constatons aujourd'hui que les ONG burkinabè s'imposent notamment si l'on ajoute ce chiffre à l'ensemble des associations locales qui n'ont reçu ni l'agrément ni le statut officiel d'ONG.

Un basculement vers le Sud s'opéra puisque la majorité des actions des ONG s'effectuait sur ces provinces et sur celles du Plateau central il y a encore vingt ans. Néanmoins, ces chiffres

sont à relativiser compte tenu de la très faible densité de population de cet espace. En effet, trois provinces affichent des densités inférieures à 30 hab/km² et l'Oudalan affiche la plus faible densité avec moins de 10 hab/km².

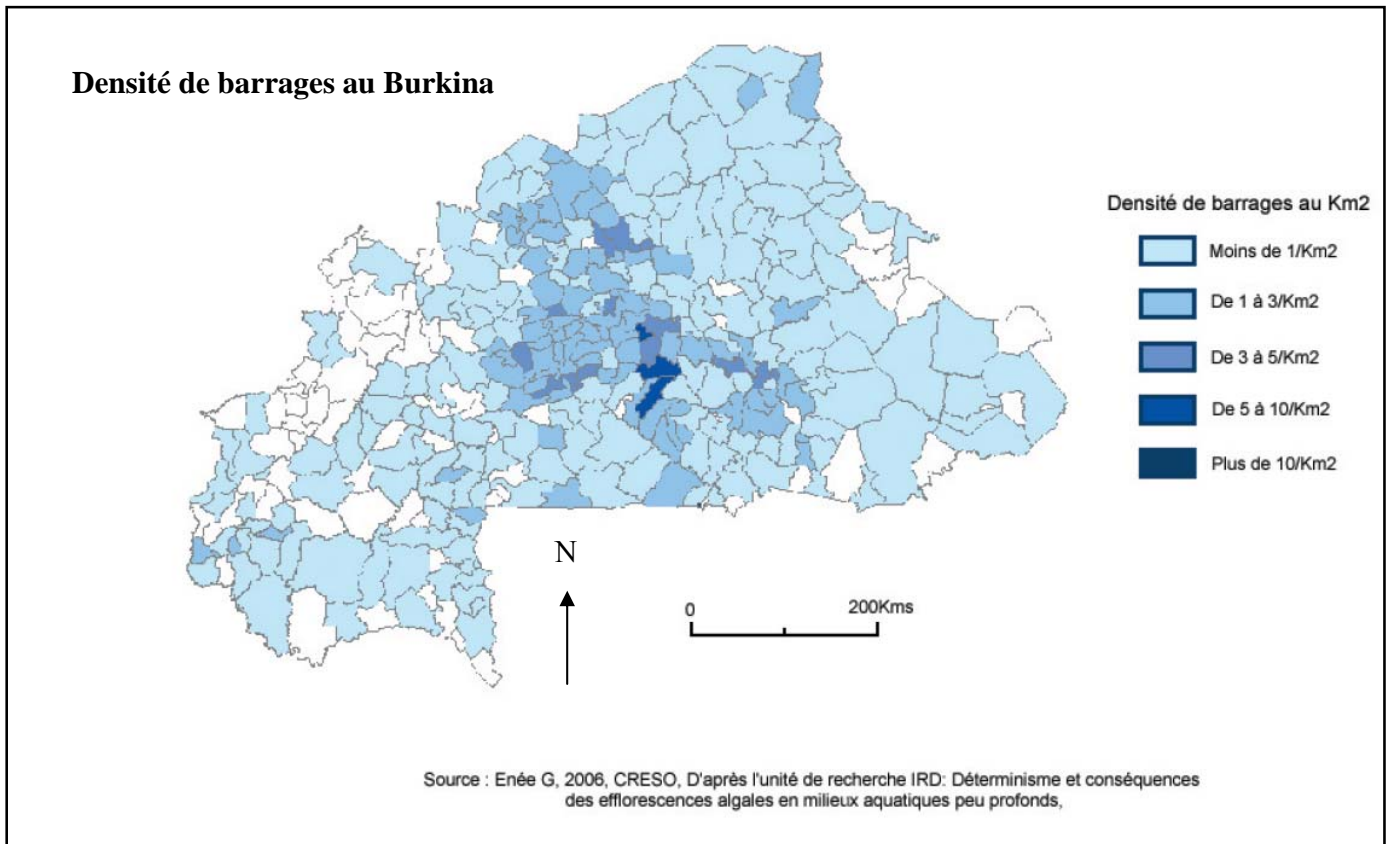
Si l'on remarque une certaine uniformité au niveau du nombre d'actions sur les quatre provinces, le Yagha, province particulièrement enclavée et éloignée des pôles même secondaires, semble totalement en marge « des circuits du développement ». Son éloignement de la capitale et sa très faible densité justifient ces choix selon les responsables d'organisations interrogés.

Statistiquement, basé sur un inventaire de 1996 et projeté à 2003, la population du Sahel burkinabè semble bien équipée en aménagements hydrauliques¹⁵⁶. Cependant, la norme utilisée par l'administration de l'hydraulique pour aboutir à ce taux de couverture ne représente pas la réalité sur l'approvisionnement en eau potable. On sait par exemple qu'une grande part de la population la plus défavorisée en milieu rural consacre des heures entières chaque jour à la corvée de l'eau.

Pour faire face aux risques récurrents de pénurie, des efforts furent consentis par les ONG pour accroître les quantités d'eau stockées au sein de réservoirs de tailles et de vocations diverses (alimentation des populations, irrigation et hydroélectricité). Aujourd'hui, environ 1500 retenues dont près de 400 pérennes sont dispersées sur l'ensemble du pays.

¹⁵⁶ Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques, secteur eau et assainissement au Burkina Faso, MAHRH, 2003

Figure n°36 : Densité de barrages au Burkina



L'hydraulique concentre donc une bonne part des activités des ONG dans cet espace en terme de réalisations physiques mais surtout en « renforcements de capacités » des différents groupements améliorant les productions maraîchères autour de ces points d'eau.

Les actions menées concernent tous les secteurs d'activité tels que l'appui à l'hydraulique villageoise et la construction de retenues d'eau pour l'UFC dans l'Oudalan ou l'OCADES dans le Séno.

L'UFC a ainsi garanti la construction de grands boullis afin de généraliser les cultures de contre saison et ce, dans de nombreux villages de la zone.

L'Eau Vive s'investit également dans la réalisation de points d'eau dans l'ensemble du Sahel burkinabè (puits, forages, adductions d'eau). Elle assure l'accompagnement à des réalisations de forages, à des aménagements de surface classiques (anti bourbiers, murs d'enceinte, bacs d'abreuvoir, latrines...) et sensibilise à la question de l'hygiène autour de ces aménagements.

Les ONG de l'étude prennent en charge peu d'actions de santé même si les services déconcentrés de l'Etat dans le domaine de la santé s'avèrent loin d'être répartis uniformément sur la zone. Parfois, les structures existent mais sans personnel ou maintenance adaptée. Ainsi, une antenne chirurgicale équipée existe à Gorom depuis plusieurs années, financée par la coopération allemande mais toujours inutilisée. Ceci s'explique d'abord par l'absence de groupe électrogène et ensuite par le manque de personnel formé.

La Croix Rouge Burkina s'engagea dans toute la région durant plusieurs années même si son dispensaire reste aujourd'hui fermé à Gorom. L'ONG suisse Secours Dentaire International assure les soins dentaires dans la province du Soum grâce à son antenne à Djibo et à une unité mobile. Il est important de noter qu'à partir de la deuxième moitié des années 80, plusieurs ONG ont cessé d'envoyer du personnel médical sur le terrain étant donné que des agents de santé et des infirmiers locaux ont peu à peu été mis en place au sein des services déconcentrés de l'Etat¹⁵⁷.

Des opérations de santé demeurent exercées épisodiquement dans ces provinces du Nord par certaines ONG telles que Sentinelles et l'Hymne aux Enfants, deux ONG suisses spécialisées dans le dépistage et le traitement du noma. L'objectif consiste à former les agents de santé locaux afin qu'ils puissent repérer les cas d'enfants malades du noma dans leur département ou leur province et signaler ces cas au siège à Ouagadougou afin de prendre en charge l'enfant.

En ce qui concerne l'éducation, nous enregistrons peu d'actions et cela malgré les taux particulièrement faibles de toute cette région (taux de scolarisation inférieur à 20% selon le rapport du PNUD 2005). Les seules initiatives observées concernent davantage la formation avec des séances d'alphabétisation, majoritairement auprès de groupements féminins et dans un but d'insertion professionnelle ou d'amélioration de la santé. Plusieurs ONG et notamment le CECI ont financé de telles séances afin d'améliorer les techniques agricoles et les productions, les méthodes d'assainissement, de gestion financière ou d'hygiène pour la famille. De même, l'Association pour le Développement du Paysan, en plus de séances de formations de formateurs met en œuvre des actions d'appuis aux élèves de la région de Dori dans le Séno. Ces appuis se matérialisent par du soutien scolaire aux enfants démunis et par l'attribution de fournitures scolaires même si le manque de moyens financiers rend délicat l'intervention dans cette province lointaine.

La promotion rurale et la sécurité alimentaire dominent tous les programmes des ONG. En effet, ces provinces très souvent déficitaires sur le plan pluviométrique ne s'auto suffisent pas en matière de productions agricoles et se voient continuellement tributaires de l'aide extérieure.

Les projets Cathwel allient à la fois l'éducation et la distribution de nourritures. Cathwel s'implique depuis 40 ans dans ces provinces déficitaires en apportant des vivres dans les cantines

¹⁵⁷ AFVP, 1984, Rapport annuel d'activité, délégation de l'AFVP en Haute-Volta. Ouagadougou. p6.

scolaires dans le but que les élèves, notamment des villages éloignés, soient incités à venir en classe et puissent rester à l'école toute la journée. C'est le projet « Take Home Ration Program » développé au sein de 383 cantines de la région. En passant de 45 à 23 provinces en 2003, Cathwel se retira des provinces sahéliennes. Toutefois, elle continue à agir de façon ponctuelle. Ainsi, elle s'est associée à l'OCADES du diocèse de Dori afin d'apporter de la nourriture à 51 000 personnes déçrétées sous alimentées à cause des pluies irrégulières et de l'invasion acridienne de 2005.

Par la construction de moulins et de boutiques villageoises, l'ONG américaine Hunger Project contribue également à assurer la sécurité alimentaire dans les provinces du Soum et du Séno. Contrairement à Cathwel, Afrique Verte développe la thèse que la production nationale en céréale est bonne mais qu'elle se montre très mal répartie. La représentation à Dori assure le relais entre les provinces excédentaires du pays en terme de production (Mouhoun, Kossi, Boulgou, Gourma) et ces provinces déficitaires. Des animateurs servent d'intermédiaires dans les villages auprès des groupements. Ces divergences d'opinion entre ONG contribuent au plus grand désordre sur le terrain du développement. Aucune concertation ne semble effectuée en amont sur des secteurs aussi importants que l'agriculture. Leur analyse de la situation, parfois erronée, permet à ces ONG de susciter les dons tout en conservant leurs « généreux donateurs ».

En plus de la distribution des vivres en période de soudure, le secteur agricole comprend également l'aménagement de périmètres protégés propices à la culture (périmètres maraîchers).

En matière de promotion rurale, Peuples Solidaires tente de développer notamment dans l'Oudalan d'autres filières de production plus compétitives et moins aléatoires que la production céréalière comme l'aviculture, la pêche et l'embouche.

De même, l'ODE appuie les groupements d'éleveurs du Sahel burkinabè par l'octroi de crédits incitant à la pratique de l'embouche. Afin d'améliorer la sécurité alimentaire de la zone, l'ODE met en oeuvre également la construction de banques de céréales dans de nombreux villages.

Parallèlement à ces démarches, des systèmes de micro crédits sont mis en place par les ONG essentiellement auprès des groupes féminins afin qu'elles puissent développer d'autres types d'activités complétant les revenus du ménage.

« L'aspect genre », sans cesse développé par l'ensemble des ONG, fait parti des « a priori » des agences d'aide sur le rôle que doit jouer la femme dans le développement saharien. Nouvelle « solution » aux maux du sous développement « prônée par l'occident », le rôle de la femme dans les projets et les groupements au Burkina est particulièrement mis en avant et continue à générer des fonds importants.

Hunger Project et Peuples Solidaires initient ce genre d'appuis le premier dans le Séno, le second dans l'Oudalan. Dans les deux cas, le but consiste à diversifier les sources de revenus en acquérant des animaux pour l'embouche. Selon les responsables et les animateurs interrogés dans ces zones (mais également sur l'ensemble du territoire), « les femmes semblent davantage rigoureuses et les prêts leur sont accordés plus facilement ». Comme pour l'ODE, la communication de l'ONG concerne « l'aide aux femmes », thème cher à de nombreux donateurs. Hunger Project établit des fonds de crédit renouvelables de manière à accroître les revenus de la communauté sur la base du principe de la responsabilité collective. Les fonds sont gérés par un comité de finance de l'épicentre, lieu sélectionné compte tenu de sa position centrale par rapport à l'ensemble des villages du projet¹⁵⁸.

Liés au secteur agricole, l'environnement et la préservation des ressources naturelles sont des domaines prépondérants dans cette région où la dégradation des sols et des ressources est très importante. La construction de sites anti érosifs constitue une des mesures privilégiées par les ONG. L'OCADES, l'ODE ou Peuples Solidaires associent ces constructions (diguettes, reboisements) à la conservation des eaux et des sols (CES). En appui à des groupements existants, des opérations de reboisements de certaines zones sont mêlées à des aménagements de diguettes et de fosses fumières pour d'une part limiter l'érosion et garder un maximum d'humidité et d'autre part enrichir les sols en matière organique.

Ces opérations, clamées haut et fort par de nombreuses ONG, ne sont pas nouvelles au Burkina. Dès les années 40, selon J-P. Chauveau, des programmes de lutte contre l'érosion (lutte anti érosive, défense et restauration des sols, conservation de l'eau et du sol) se sont succédés. Les techniques utilisées reposaient sur l'implantation de méthodes mécaniques et toutes avaient pour objectif l'infiltration totale de la pluie ou son évacuation hors de la parcelle par des fossés. Conçues dans un contexte pédoclimatique complexe, mal étudié, elles avaient à l'époque été imposées à des populations sans moyens financiers et ces dernières rejetèrent alors radicalement ces techniques¹⁵⁹.

Naturama intervient dans la protection d'écosystèmes tels que la mare d'Oursi à 40kms au Nord-Ouest de Gorom mais également à Markoye au Nord Est de la province. Naturama a établi

¹⁵⁸ The Hunger Project, 2002, *La stratégie des épicentres du Hunger Project en Afrique : Fondation d'une mobilisation efficace au niveau de la base*, mars 2002

¹⁵⁹ Chauveau J-P., 1992, *Le « modèle participatif » de développement rural est-il alternatif ? Eléments pour une anthropologie de la culture des développeurs*. ORSTOM, Montpellier, Bulletin de l'APAD, n°3, septembre 1992, 12p.

un programme de gestion des ressources naturelles et sensibilise les populations locales contre le braconnage et prône « l'écotourisme », terme éminemment à la mode au Burkina.

Moins opérationnelles que lors des décennies précédentes, les ONG accentuent de plus en plus leurs efforts au niveau des groupements de paysans. Ils viennent en appui à des structures locales ou à des groupes de personnes partageant les mêmes objectifs : « c'est le renforcement des capacités ». Plusieurs organisations de l'étude insistent sur cette intervention. L'ONG canadienne CECI a appuyé longtemps de nombreux groupements de femmes de dix villages de la province de l'Oudalan autour d'activités liées au maraîchage. L'objectif, auprès de ces femmes (environ cinquante par groupement) quasiment toutes analphabètes était d'améliorer les productions de contre saison obtenues grâce aux boullis. Cet exemple d'action fera l'objet d'une analyse approfondie dans notre troisième partie.

En se positionnant en opérateur technique, le CERVOD Afrique appuie les associations de la jeunesse sur tout le territoire et récemment dans le Sahel notamment en milieu urbain. Des structures partenaires ajoutent une plus grande proximité sur les terrains d'actions. Les grands axes sont relativement variés comme l'amélioration des techniques de gestion, l'élaboration de programmes d'activités, des formations sur le genre et le développement, sur la santé avec l'élaboration de journaux de liaisons...

Spécifions que parmi ces ONG, très peu ont leur siège à Ouagadougou.

En effet, malgré l'afflux de nombreuses ONG et des projets de développement, l'Oudalan demeure une des provinces les plus déshéritées du pays [PNUD 2005]. La plupart des anciens projets humanitaires liés aux urgences des situations se sont retirés. Si l'on prend la province de l'Oudalan, on s'aperçoit que plusieurs ONG internationales ont quitté cette région depuis 2000¹⁶⁰. Plusieurs ONG importantes en terme de financements telles ACORD, SAVE THE CHILDREN, DED, ADRA, CECI, CATHWEL, AFVP, OCADES, MANI TESE sont tour à tour parties pour plusieurs raisons. Certaines comme ACORD ont dû fermer leurs portes pour des raisons financières durant plusieurs années avant de reprendre leurs activités dans l'Est ; le CECI a fermé son antenne faute de moyens et de volonté du siège de continuer sur cette zone. D'autres comme l'AFVP ont changé de politique : ayant aménagé dans cette province de nombreuses retenues d'eau (micro barrages et puits), elle devint par la suite moins opérationnelle, utilisant moins de volontaires tout en appuyant des structures à la base dans d'autres provinces du pays. Il en est de même pour l'antenne de la Croix Rouge qui ferma ses portes en 2001 et l'antenne de l'ONG américaine ADRA travaillant alors pour la sauvegarde de l'environnement sur les

¹⁶⁰ Cf. SPONG, *Annuaire des organisations non gouvernementales du Burkina Faso*, Edition 2000, Collection Essentielle, p166

provinces de l'Oudalan et du Soum et qui s'est retirée lorsque le responsable local a démissionné pour fonder sa propre association, le PSEN, toujours présente à Gorom.

Parmi les 18 ONG engagées dans ces provinces, on remarque des différences dans les méthodes d'intervention. Peu d'ONG ont leur siège principal dans ces quatre provinces. Ainsi, la seule ONG à posséder son siège principal dans ces provinces est l'UFC Gorom qui est permanemment à Gorom Gorom ainsi qu'à Dori dans le Séno. Seules six autres ONG de taille relativement modeste et ne faisant pas partie de notre étude sont directement installées dans cette région. Citons par exemple l'Association pour la Protection de la Nature à Djibo, l'Association pour la Promotion de l'Elevage au Sahel et en Savane présente à Dori ou encore l'ONG koweitienne Zakat House à Djibo.

Cette faible présence de sièges et ces actions, souvent menées à distance de la capitale, ne marquent pas une réelle volonté de la part des ONG de vouloir s'engager plus intensément sur ces espaces, voués pour beaucoup à une dégradation toujours plus importante et à des conditions de vie des autochtones toujours plus délicate. Tout ceci, bien que tous les indicateurs de développement de ces espaces demeurent très faibles par rapport à la moyenne nationale.

Autrefois terres d'affluence des ONG, ces espaces de découragements pour bon nombre d'entre elles (d'après certains responsables et directeurs de projets) sont aujourd'hui quelque peu délaissés par les bailleurs de fonds et la société civile au profit de zones plus méridionales et notamment du plateau central.

2- Le plateau central, formidable concentrateur des ONG

A la fin des années 80, un des constats quant aux zones de concentration de l'aide était un déplacement des ONG des provinces du Nord vers les provinces du Centre et du Sud du pays. Une des explications tenait dans le fait que malgré les sommes importantes injectées, les nombreuses activités accomplies dans le Nord n'avaient pas eu l'efficacité escomptée et que les processus de désertification, de dégradation des sols et de vulnérabilité de la population allaient en s'accroissant. Les injections réalisées dans l'urgence au cours des années 70 et 80 n'avaient pas suffi à faire reverdir le Sahel comme le scandaient certains slogans de l'époque. De plus, de nombreux acteurs de la classe politique et de la société civile reconnaissent l'intérêt de tenter de préserver certaines zones du pays moins touchées par les épisodes de sécheresse et par la pression humaine comme dans l'Est du pays.

a- Une zone fortement dégradée nécessitant d'aide extérieure

La dégradation des ressources naturelles dans le Plateau central est une réalité dont le niveau de gravité varie du Nord au Sud. Plus forte dans le Nord qui est une zone de départ pour les migrants, la dégradation des ressources naturelles est plus faible au Sud, zone d'accueil. En dépit de ses potentialités plus grandes, le Sud du Plateau central se trouve menacé par la pression d'exploitants venus du Nord avec des pratiques culturelles différentes de celles des autochtones.

Depuis de nombreuses années, ces terres subissent de fortes pressions pour deux raisons :

Tout d'abord, la croissance de la population rurale du Plateau central engendre une augmentation du besoin en terres chez les jeunes paysans. De plus, les productivités étant tellement faibles, les paysans sont obligés d'accroître leurs terres culturales en se tournant vers de terres moins fertiles¹⁶¹. Les périodes de jachères étant écourtées, on assiste à une diminution de la fertilité des sols. De plus, les pluies peuvent être très importantes de juin à octobre entraînant un lessivage des sols. La couche arable et la végétation se trouvent emportées et des milliers d'hectares sont ainsi perdus chaque année à cause de cette érosion. Par ailleurs, la coupe du bois de chauffe ainsi que la baisse générale du niveau des nappes phréatiques ont contribué à aggraver la situation environnementale de cet espace. Cette dégradation générale du milieu est une des principales causes de l'insécurité alimentaire sur le Plateau central.

Face à ces difficultés, les populations ont dû développer des nouvelles stratégies afin d'améliorer leurs rendements agricoles. Des techniques de gestion des ressources naturelles et de lutte contre la dégradation des sols ont été développées par les paysans. Bien que celles-ci aient fait leurs preuves, les résultats sont restés en deçà des attentes¹⁶². En effet, les paysans refusent cet « investissement anti érosif » souvent trop lourd en terme de temps et de pénibilité, modifiant leur approche du foncier.

Depuis les années 60, les actions comme le grand projet anti-érosion financé par le Fond de Développement Européen et mis en œuvre par des entreprises européennes, se multiplient. Sur une vaste étendue de 120 000 hectares, de grands fossés ont été creusés en vue de détourner l'eau de ruissellement afin de limiter l'érosion et améliorer l'infiltration. Ce projet, très coûteux, non approprié par les populations locales, s'est révélé un échec. Le projet de constructions de

¹⁶¹ Schweigman, C., 2003, La sécurité Alimentaire: *Opportunité et Responsabilité ou Illusion de l'Acteur Exclusif*, Center for Development Studies, *CDS Research Report n° 19A*, Université de Groningen, Pays-Bas.

¹⁶² Ouedraogo S., 2005, *Intensification de l'agriculture dans le Plateau central du Burkina : Une analyse des possibilités à partir des nouvelles technologies*. Thèse de doctorat en économie du développement. Université de Groningen.

diguettes de la BM durant les années 70 fut orchestré par les autorités locales mais l'approche était encore effectuée du haut vers le bas et les diguettes n'étaient pas très bien conçues. L'objectif était de dévier l'eau afin de lutter contre l'érosion alors que les paysans avaient besoin de cette eau notamment lors des années de faible pluviométrie. De nombreuses diguettes furent donc détruites. L'introduction de nouvelles mesures techniques en particulier les diguettes en pierre dans les années 90 ont permis enfin d'empêcher l'érosion et d'améliorer l'infiltration. Parallèlement, la technique intensive du zaï va être utilisée. Des trous sont creusés afin d'y déposer de la matière organique dans l'objectif de régénérer des sols érodés. Même si une main d'œuvre très importante est nécessaire, cette technique et celle des diguettes ont été largement utilisées depuis une vingtaine d'année sur tout le Plateau central ainsi que dans les provinces du Nord-Ouest.

Si l'aide évoquée plus haut correspond à une aide bilatérale, l'ensemble des ONG présente au Nord s'est peu à peu recentrée sur ce Plateau Mossi. Des structures telles que les groupements Naam (mouvements nés des années 80 et 90), particulièrement actifs dans les projets de gestion de l'eau ou de CES et constitués en fédérations, ont attiré également un grand nombre de bailleurs de fonds constitués de gouvernements étrangers, d'ONG et d'organisations internationales.

Tableau n° 63 : Les interventions des ONG de l'étude entre 2002 et 2005 sur le Plateau central

PROVINCES DU PLATEAU CENTRAL	NOMBE D'INTERVENTIONS
Kadiogo	46
Boulkiemdé	27
Oubritenga	21
Sanmatenga	18
Passoré	18
Bazéga	18
Namentenga	15
Sanguié	13
Ganzourgou	12
Nayala	10
Kourwéogo	10
TOTAL	208

Source : Enée G, 2005 (d'après les enquêtes de terrain)

Avec 208 opérations enregistrées, le Plateau central représente donc l'espace comptant le plus d'interventions parmi les ONG du corpus.

A l'intérieur du Plateau central, il existe également des disparités en terme de nombre d'interventions. Environ un quart des 208 actions répertoriées ont lieu dans la province du Kadiogo (46), c'est à dire dans la proximité immédiate de la capitale. Cette province est par ailleurs la plus peuplée de la zone avec plus de 80 hab/km² de moyenne avec des pics à 350 notamment pour le département de Tanghin Dassouri (25 kms de la capitale). Quasiment la moitié des actions des ONG ont lieu à Ouagadougou. Nous pouvons citer par exemple l'ABPAM qui appuie scolairement des enfants malvoyants à Gounghin, quartier Sud de Ouagadougou, l'Association pour le Bien Etre Familial intervenant dans la santé de la reproduction dans le quartier Koulouba, Medicus Mundi intervenant dans toute la ville et Terre des Hommes Italie dont le Centre pour les jeunes délinquants se situe dans la proche périphérie de la ville. CERVOD appuie des associations de jeunes dans plusieurs quartiers de la ville (Tampouy, Sig Noghin, Pissy...).

D'autres ONG travaillent dans la proximité immédiate de la capitale, en zone péri urbaine, à des distances qui n'excèdent pas 50 Kms. Nous pouvons citer l'ONG CCFC (Fonds Chrétien pour l'Enfance) qui aide les enfants vulnérables de la province dans les écoles de plusieurs communes et villages. De même « l'OCADES Ouagadougou » s'engage autour de la capitale dans un rayon d'une cinquantaine de Kms sur des activités essentiellement agricoles et environnementales (appuis à des groupements autour de périmètres irrigués, micro crédit auprès des femmes, pépinières et reboisements...) notamment à Saaba, Dalpélogo, Goumsa ou Laye.

L'effet « capitale » et la proximité du siège, la population très jeune, nombreuse, l'organisation très centralisée et bien hiérarchisée avec un système de parenté basé sur la famille, les sols pauvres, les pluies irrégulières et le réseau hydrographique quasi temporaire font de cet espace un concentrateur des organisations non gouvernementales.

Les provinces limitrophes (Oubritenga, Sanmatenga, Passoré, Bazéga) profitent de cette concentration très proche. Le Boulkiemdé cumule l'effet de proximité avec la capitale et la présence de Koudougou, troisième ville du pays en terme de population. Plusieurs ONG burkinabè comme l'Association Burkinabè d'Action Communautaire (ABAC), l'Association Burkinabè d'Autoformation pour le Développement (ABRAAD), l'association du Développement du Paysan (Bazéga) mais aussi quelques ONG internationales telles Hunger Project (Sanmatenga) ou Family Care International (près de Koudougou) engagent des interventions sur ces espaces. Enfin, les marges du plateau comme le Sanguié, le Ganzourgou, le Nayala et le Kourwéogo, plus éloignées, ne rentrent pas dans l'aire d'influence immédiate des ONG présentes dans la capitale et ne comptent que très peu d'interventions. On peut tout de

même citer l'ONG suisse Centre Schweitzer (Ganzourgou et Sanguié), RECIF/ONG (Sanguié), GRAAP (Kourwéogo, Nayala).

Si les sièges se comptent en grande majorité dans la capitale, certaines ONG peuvent « essaimer » et compter des antennes dans les centres secondaires afin de rayonner plus facilement sur leurs zones d'actions et ainsi être plus proche des opérations. C'est le cas des grandes ONG, par exemple de la SNV et de l'ABBEF basées à Ouagadougou avec une antenne sur Bobo Dioulasso. Pharmaciens Sans frontières possède son siège dans la capitale doublé d'une antenne à Ouahigouya dans le Yatenga et Voisins Mondiaux se situe à la fois sur Ouagadougou et Bogandé (Nord Est du pays) dans la Gnagna. L'ONG canadienne CECI a également multiplié ses « ramifications » notamment jusqu'à Gorom Gorom dans l'extrême Nord mais aussi dans le Sud-Ouest. L'antenne, généralement plus petite, à équipe réduite « se connecte » directement au terrain contrairement aux sièges, au large personnel en lien avec les bailleurs à l'extérieur et facilitant la capitalisation des rapports d'activités.

Certaines de ces antennes peuvent être également religieuses comme pour l'OCADES présente sur tout le territoire à travers ses treize diocèses.

Quelques ONG, parfois moins structurées ou avec des moyens financiers limités, interviennent directement de la capitale en multipliant les missions sur le terrain. C'est le cas par exemple « des Sentinelles », qui couvre tout le territoire ou encore de l'ONG La Brique oeuvrant dans la Tapoa. Ces ONG, moins présentes sur le terrain, vont donc tenter de collaborer plus étroitement avec les groupements locaux dans le but de s'appuyer sur un interlocuteur permanent. Elles cherchent donc à former des personnes relais dans les provinces qui pourront, dans le cas par exemple des Sentinelles, repérer les pathologies plus rapidement et les traiter à temps.

b- Le Plateau Mossi : accentuation de la pression démographique sur un espace très hiérarchisé

La croissance démographique de la population du Plateau central s'accélère et la proportion importante de jeunes se traduit par une pyramide des âges à base très large [Guiao, 1995]. L'organisation sociopolitique de ces provinces est majoritairement Mossi. Les Mossi forment une population extrêmement nombreuse qui vit dans un paysage, on l'a vu, particulièrement détérioré. Malgré les évolutions, la famille demeure la cellule de base, ce qui justifie la forte influence sociale dans ce milieu. « Les groupes façonnent et socialisent les

individus en leur imprimant leur mode de faire et de pensée. Les individus imitent également les actes, les paroles, les interventions de leur supérieur fondant ainsi les règles de la société »[Guiao, 1995].

Tableau n°64 : Population par grande zone d'étude en 2001

Zone d'intervention	Nombres de provinces par grande zone	Population estimée en 2001	Pourcentage du total
Ouaga et le Plateau central	11	4 474 766	36,5%
La zone Nord	4	770 407	6,2%
La zone Nord-Ouest	4	1 225 275	10%
La zone Est	9	1 942 841	15,8%
La zone Sud et Ouest	17	3 859 000	31,5%
Total	45	12 272 289	100%

Source : Enée G, 2005 (d'après INSD, 2001)

Le Plateau central apparaît comme la zone la plus peuplée du pays en terme de population mais aussi en densité devant la région Sud-Ouest même si cette dernière regroupe davantage de provinces.

Le seuil agro démographique de l'utilisation des terres de cet espace paraît actuellement dépassé, amorçant un processus de dégradation des ressources naturelles¹⁶³. En fonction des ressources disponibles, le Plateau central ne devrait pas avoir une densité de population supérieure à 40 habitants au km² alors qu'elle se situe aujourd'hui autour de 50 hab/ km² [MEE/PANLCD, 1994].

¹⁶³ Seuil agro démographique : relation entre superficie en jachère et superficie en culture en dessous de laquelle les terres en cultures extensives ne régénèrent plus la fertilité.

Cette forte concentration de la population présente plusieurs handicaps majeurs :

- La saturation de l'espace avec pour corollaire la dégradation des ressources naturelles qui se traduit par la destruction du couvert végétal et par la baisse de la fertilité des sols. Le problème d'une gestion plus rationnelle des ressources naturelles se pose sur le Plateau central afin d'une part d'éviter que le Sud ne se dégrade autant que le Nord (on agit sur l'aspect « prévention ») et d'autre part « de régénérer des ressources au Nord ».

- L'évolution du système foncier et la naissance de la crise agraire et foncière. Le régime foncier du Plateau central a fait l'objet de nombreuses études ; on peut citer Boutillier (1964), Baerends et Konaté (1986), Drabo et Vierich (1983). Tous admettent que le système foncier Mossi repose sur une conception de la relation entre l'homme et la terre où la terre est sacrée, propriété du groupe social et chaque personne peut y avoir accès pour sa subsistance.

- la crise agraire sur le plateau central: Devant la pression des nouveaux besoins de consommation et face à l'insuffisance du revenu communautaire, beaucoup de paysans ont favorisé l'éclatement des anciennes structures de production. Désormais, chacun tente de satisfaire ses besoins personnels. L'individualisme va donc supplanter les valeurs de solidarité et d'entraide et ne fera qu'accélérer la tendance à l'éclatement de la grande famille.

- la forte migration des jeunes: La conséquence du départ de jeunes vers d'autres horizons est la perte des actifs agricoles et donc une diminution du capital de travail entraînant de ce fait une remise en cause de la capacité productive de la région.

c- Ouagadougou : une ville centralisatrice des sièges sociaux des ONG

Tableau n°65 : Attraction de la capitale sur les ONG de l'étude

Nationalité des ONG enquêtées	ONG enquêtées ayant leur siège à Ouagadougou	Nombre total d'ONG enquêtées	Pourcentage des ONG enquêtées ayant leur siège à Ouagadougou
nationales	30	38	79%
françaises	10	14	71%
américaines	15	15	100%
britanniques	3	4	75%
canadiennes	5	5	100%
suisse	9	9	100%
espagnoles	2	2	100%
italiennes	1	2	50%
belges	7	7	100%
hollandaises	2	2	100%
allemandes	1	2	50%
Total	85	100	85%

Source : Enée G, 2006 (d'après les enquêtes de terrain)

La position centrale de Ouagadougou implique une intervention plus aisée dans les villes et les villages cibles. Les actions sont nombreuses à Ouagadougou et sur le Plateau central. La proximité géographique explique cette implantation des sièges dans la capitale.

Sa situation et son rang de capitale offrent un accès plus important aux différents services, communications, conférences... par rapport à d'autres centres urbains moins importants.

L'effet « vitrine » et le caractère promotionnel de l'ONG paraissent davantage exacerbés à Ouagadougou lors du sommet de la francophonie ou d'un colloque sur la coopération qu'à Dédougou ou Dori. Il est ainsi plus facile pour les bailleurs de fonds d'avoir une représentation à Ouagadougou afin que les échanges soient davantage soutenus et le suivi facilité. Tout semble ainsi fait pour attirer un nombre important d'ONG dans la capitale où des besoins restent également réels (enfants des rues, problèmes de santé, sanitaire, assainissement).

Cette densité forte d'ONG sur la capitale engendre un « effet réseau » et une plus grande communication entre les différents acteurs facilitant le travail en concertation. De plus, la

présence des organismes tels que le DSONG, le SPONG, le SECOS ou le RECIF, plates-formes de coordination, situées à Ouagadougou, améliorent le travail en réseau.

3- Fada n’Gourma et la région Est

Espace relativement hétérogène avec une zone sahélienne dans la partie Nord de la province de la Gnagna ; ses marges Sud appartiennent au domaine soudanien (provinces de la Tapoa, de la Kompienga et du Koulpélogo) avec une pluviométrie annuelle supérieure à 900 mm. zone vide de population, neuf provinces ne concentrent que 16% de la population totale [Cf. Chapitre I]. Malgré un niveau de développement relativement faible par rapport au reste du pays, l’Est demeura très longtemps absente des objectifs prioritaires des ONG et des grands bailleurs internationaux même si sa situation davantage préservée en matière environnementale attire de plus en plus les organismes liés à ses problématiques écologiques.

a- Un espace en marge ?

La région Est, demeurée longtemps à l’écart des efforts de modernisation agricole et rurale davantage engagés dans les années 60 au sein des régions Ouest et Centre du pays. Même avant la phase de désengagement de l’Etat, les services de production agricole ont toujours été faiblement dotés à l’Est. Malgré des conditions agro-climatiques favorables dans la partie méridionale de la région, la production de coton ne se développa que très récemment.

Ainsi, la diffusion de la traction animale dans cette zone, très fortement liée au rythme de l’extension cotonnière, n’atteint pas en terme de production la boucle du Mouhoun à l’Ouest du territoire. Son financement se trouva limité jusqu’au début des années 90. Ainsi, la Caisse Nationale de Crédit Agricole n’apparaît dans la zone qu’en 1990.

Depuis très longtemps, l’Est représente donc un espace à part même si les Mossis apparaissent comme la deuxième ethnie de la zone. Le clivage entre l’Est et l’Ouest n’implique pas un désir des deux régions de se séparer, ni même de revendiquer une large autonomie. Il serait plus exact de parler d’un sentiment de particularisme et d’une volonté des ressortissants de chaque zone de défendre, face à l’autre, leur droit au développement et, pour cela, d’être

équitablement représentés par le pouvoir central.¹⁶⁴ Ainsi, les gourmantché, peuple à forte croyance animiste, pratiquent la géomancie¹⁶⁵.

En outre, selon les ONG et les grandes institutions internationales, d'importantes contraintes entravent le développement de la région ; on peut citer entre autres¹⁶⁶:

- Le faible taux d'alphabétisation ;
- Un mode de production agricole extensif caractérisé par de faibles rendements et une dégradation continue de sols cultivables ;
- Des saisons pluvieuses capricieuses ;
- La faible pratique des cultures de contre-saison ;
- Le faible niveau de fonctionnalité des OP ;
- L'enclavement de certaines provinces ;
- Des pesanteurs socioculturelles marginalisant les femmes et les jeunes.

Longtemps délaissée par l'aide internationale, il résulte dans cette région un niveau de développement humain plus faible que dans d'autres régions comparables du pays.

b- Une pénurie des acteurs du développement malgré des indicateurs économiques faibles

L'Est du pays se vit très longtemps délaissée par les ONG.

Prenons un exemple relativement significatif montrant ce délaissement. Parmi les ONG de l'étude, l'AFVP, spécialisée entre autre dans le domaine de l'hydraulique villageoise et participe notamment dans les années 70 comme maître d'œuvre à la réalisation de plus de 200 barrages dans le pays. Si l'on compare le nombre de construction de barrages réalisés par l'AFVP dans les années 70, 80 et début 90 entre les provinces de l'Est et les autres provinces du pays, on s'aperçoit que ces dernières monopolisent la majorité des aménagements¹⁶⁷. Ainsi, si la province du Yatenga dans le Nord-Ouest compte 65 barrages en 1991, les provinces du Boulgou, Gnagna et Tapoa réunies n'en comptent que 4 pour la même année. D'autres provinces du Nord-Ouest et du Plateau central, respectivement le Bam et le Sanguié totalisaient pour chacune pour la même

¹⁶⁴ Lippens P, 1972, *La République de Haute-Volta*, IIAP -Berger-Levrault 1972 p. 9 – 10.

¹⁶⁵ Il s'agit d'une technique divinatoire fondée sur l'observation des figures formées par de la terre ou des cailloux jetés au hasard sur une surface plane.

¹⁶⁶ Cf. Monographie des provinces du Burkina, Ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation.

¹⁶⁷ Cf. Piveteau A, 2004

période 33 réalisations. Cet exemple dans le secteur de l'hydraulique villageoise montre bien le relatif abandon de ces provinces orientales durant cette période.

Aujourd'hui, les actions dans l'Est demeurent parcimonieuses et certaines provinces plus proches de la capitale, majoritairement appuyées.

Tableau n°66 : Les interventions des ONG de l'étude entre 2002 et 2005 dans l'Est du pays

PROVINCES DE L'EST	NOMBRE D'INTERVENTIONS
Gourma	18
Kouritenga	11
Boulgou	11
Komondjari	8
Gnagna	9
Tapoa	9
Kouplélogo	7
Kompienga	6
TOTAL	83

Source : Enée G, 2005 (d'après enquêtes de terrain)

Avec 83 interventions pour 8 provinces, l'Est accuse un retard certain en matière d'engagement non gouvernemental. Seules une douzaine des ONG de notre étude interviennent sur cette vaste région. Comme pour le Plateau central, cette répartition s'avère relativement hétérogène. Trois provinces, le Gourma, le Kouritenga et le Boulgou trustent pratiquement la moitié du total des actions. Ces provinces, se situent aux marges Ouest de cet espace, c'est à dire relativement proches de Ouagadougou. Fada n'Gourma n'est qu'à deux heures de la capitale en voiture et facilement accessible et Koupéla, ville secondaire située sur cet axe, n'est qu'à une heure de route bitumée. Conformément responsables d'ONG, les GV et les populations bénéficiaires interrogés, plusieurs facteurs expliquent le faible nombre d'actions dans les autres provinces de cet espace :

Tout d'abord, l'éloignement de la capitale constitue selon les ONG un frein à leur venue dans la zone. Les missions deviennent rapidement coûteuses en hébergement et en frais de carburant. Les ONG peu financées préfèrent intervenir sur le Plateau Mossi où, selon elles, les besoins sont aussi importants, compte tenu de la dégradation du couvert végétal et des sols, et où ils peuvent mener un suivi plus efficace.

Liée à la première, l'enclavement est la deuxième raison invoquée. En effet, si l'axe Ouagadougou-Fada reste de bonne qualité et bitumée, les autres provinces, aux pistes moyennes voire médiocres se retrouvent régulièrement bloquées lors de l'hivernage notamment au Nord

vers la Gnagna et la Komondjari. De plus, les vides de populations de certaines zones (Gnagna, Tapoa, Komondjari) et les conditions pluviométriques plutôt favorables comparées à d'autres régions peuplées n'incitent pas les ONG à s'engager sur ces terrains. Elles sont de plus considérées comme des zones excédentaires au niveau de la production agricole ce qui les rend moins vulnérables que d'autres provinces plus au Nord. Enfin, cette région a accumulé de nombreux retards en matière de techniques rurales et les organisations craignent de développer des grands projets agricoles dans la zone notamment à une échelle élargie.

Ainsi, la majorité des ONG présentes dans la région sont internationales et possèdent des budgets relativement importants. Certaines possèdent des antennes essentiellement à Fada n'Gourma, carrefour facilitant le rayonnement sur toute la zone mais aussi à Koupéla et Ouargaye comme pour Handicap International.

Parmi ces ONG, nous pouvons citer l'ONG américaine « Helen Keller International » (HKI), l'ONG « Iles de Paix », son bureau de Fada accueille des demandes de partenariat ou de cofinancement émanant d'organisations locales¹⁶⁸ ou encore « l'OCADES » présents à la fois à Ouagadougou et à Fada.

D'autres ONG de notre étude apparaissent uniquement basées dans l'Est et pour la majorité à Fada, chef lieu de la province du Gourma. Parmi elles, l'Association de Recherche et de Formation en Agro Ecologie (ARFA), l'Association Tin Tua (ATT), l'Association pour la Promotion Rurale dans le Gulmu (zone regroupant les provinces du Gourma, Gnagna, Tapoa, Komondjari et Kompienga).

La promotion rurale, l'environnement, l'hydraulique, l'éducation et la santé constituent les secteurs d'interventions privilégiés pour les ONG de l'étude. Ces actions sont liées à des besoins spécifiques, les indices de développement issus des rapports d'ONG ou de la BM, étant particulièrement faibles dans ces provinces et notamment dans la Tapoa, la Gnagna et la Komondjari¹⁶⁹.

Le domaine agricole est le premier secteur appuyé puisque douze ONG y initient des projets. Parmi elles, Afrique Verte mais aussi Tin Tua travaille plus spécialement dans la sécurité alimentaire en appuyant la gestion des stocks disponibles ainsi que l'accès au crédit. Des formateurs endogènes leur servent de relais dans les villages d'intervention les aidant également à améliorer les produits céréaliers (plusieurs dizaines dans toutes les provinces de l'Est). L'APRG, en plus d'un volet animation-formation, tente d'augmenter les rendements agricoles de

¹⁶⁸ Iles de Paix, 2000, TOL v48 - septembre 2000 : *Fada n' Gourma, notre antenne au Sahel*

¹⁶⁹ Cf. Carte de l'IDH par province, Chap I, section 1.

la zone. Une ferme semencière à 10 Kms de Fada soutient l'amélioration des semences de maïs, arachide, sorgho, sésame).

L'ONG américaine Lutheran World Relief (LWR) tente de développer la filière « beurre de karité » auprès de deux groupements de femmes (100 au total) dans le Boulgou ainsi que dans deux petits projets de semences améliorées dans le Gourma. 27 femmes s'impliquent dans la transformation laitière à Fada.

Iles de Paix initie des activités productives, de l'aviculture et du soutien aux infrastructures de base et notamment aux associations faîtières dans le département de Tensobentenga ainsi qu'auprès de deux autres terroirs (Yamba et Diapangou) dans le Gourma. Entre 20 000 et 30 000 personnes sont appuyées. L'ONF valorise également le bas-fond de Yamba (aménagement d'une retenue et d'infrastructures agropastorales).

Une autre ONG internationale, HKI développe des activités agricoles au sein de projets intégrés. Des périmètres pour le jardinage sont aménagés en partenariat avec l'UNICEF autour des écoles pour les élèves. L'appui de groupements de femmes pour le maraîchage a lieu dans le Gourma, la Komondjari et la Tapoa. HKI a également développé le maraîchage et le marché des légumes dans la région afin de lutter contre certaines avitaminoses et les maladies cécitantes.

L'OCADES, présente sur la zone grâce à son bureau au diocèse de Fada, développe un volet « promotion rurale » au sein de douze villages. Des équipements agricoles sont fournis aux paysans et des formations sont dispensées notamment en techniques d'embouche. 191 fosses fumières sont par ailleurs réalisées dans le Gourma par l'ONG.

L'ARFA aménage des diguettes anti érosives facilitant la collecte des eaux de pluies mais aussi de retenir une terre de qualité pour la culture du riz, du maïs et du haricot.

HKI opère également dans le domaine de la santé, notamment en partenariat avec la BM, Cathwel et Save The Children afin de déparasiter les enfants et d'apporter du sel iodé dans les écoles primaires de la zone. Les luttes contre le trachome et le ver de Guinée devinrent des objectifs prioritaires de l'ONG puisque ces zones se révèlent particulièrement touchées par ces maladies liées à la mauvaise qualité de l'eau.

L'ONG américaine Family Care International (FCI) forme des femmes accoucheuses à Ouargaye (Koulpelogo) et Diapaga (Tapoa) depuis 2001. Le projet vise à sécuriser les accouchements et à faire diminuer la mortalité lors des accouchements.

Handicap International mène des actions en partenariat avec l'OMS depuis 2001 pour apporter son expertise en matière de handicap et notamment sur l'élimination de la Filariose lymphatique. La région sanitaire du Centre Est (Koulpelogo, Boulgou et le Kouritenga) est visée par ce projet. Les objectifs consistent à améliorer les conditions de vie des personnes atteintes de ces séquelles et à renforcer le dispositif d'accompagnement sanitaire et social des personnes atteintes.

En ce qui concerne l'hydraulique villageoise, plusieurs ONG s'y impliquent notamment Eau Vive qui aménage des forages, des anti bourbiers, des murs d'enceinte, des bacs d'abreuvoir dans le Gourma. Parallèlement, des actions de sensibilisation à l'hygiène se multiplient.

L'OCADES consacre un des ses volets à la réalisation de forages ainsi qu'à l'accompagnement des populations autour de ces points d'eau depuis 1998. Plus de 60 forages ont été réalisés et des comités de gestion sont appuyés notamment par la création de caisses collectives afin de prendre en compte la viabilité et la pérennité de l'ouvrage. La valorisation des cultures autour de ces points d'eau est accentuée.

ARFA intervient également dans le domaine de l'hydraulique en construisant des boullis pour la culture maraîchère et des impluviums pour la récupération des eaux de pluie.

Dans le domaine de l'éducation, l'APRG initie des projets d'alphabétisation. L'ouverture de 85 centres permet l'alphabétisation de 3200 personnes.

L'ADRA intervient dans la Komondjari, zone très enclavée, en construisant notamment plusieurs écoles. La Brique possède une antenne dans la Tapoa près de Diapaga et a permis la construction de deux écoles primaires. Le grand spécialiste de la région Est en matière éducative reste Tin Tua. Palliant le déficit d'école de la région, cette ONG nationale concourt à l'édification de 1200 centres dans cinq provinces de l'Est (Gourma, Komondjari, Tapoa, Boulgou, Kompienga) et forme des jeunes et des adultes sur l'ensemble de la zone Est. Enfin, nous pouvons citer le renforcement des capacités et notamment les Volontaires du Progrès de l'AFVP qui appuient les projets de développement locaux à Pièla (Gnagna), Fada (Gourma) et Pama (Kompienga). L'ONG coordonne les comités villageois de développement et fournit sur le terrain une équipe d'appui conseil composée de volontaires français et d'une équipe burkinabè.

On le voit, la plupart des organisations qui interviennent sur ces provinces ont l'étiquette internationale. Ces structures pallient les manques étatiques dans plusieurs secteurs et notamment en matière d'éducation, de santé ou encore dans l'hydraulique. Ces ONG ont les « épaulés » suffisamment larges pour ouvrir des bureaux dans ces régions fortement enclavées et loin de la capitale. Cela nécessite un personnel adapté et suscite des coûts supplémentaires. Ces ONG

apportent des compétences dans le domaine de la santé en formant du personnel au sein des Centres de soins primaires mais aussi des infrastructures en construisant des centres d'alphabétisation ou des écoles. Les ONG régionales apparaissent moins nombreuses sans doute moins ancrées dans une dynamique associative forte comme sur le Plateau Mossi par exemple.

Si les autres activités se multiplient peu à peu, l'environnement est un domaine régulièrement abordé par toutes les ONG qui interviennent dans cette région. Les processus de désertification au Nord et de dégradation des sols et du couvert végétal sur le Plateau central ont amené peu à peu les autorités, par l'intermédiaire des services de gestion forestière mais aussi les ONG à s'engager davantage pour prévenir les risques écologiques. La prévention sur cet espace encore relativement préservé, au couvert végétal parfois dense par endroit, semble devenir un enjeu de plus en plus important pour le pays.

c- Vers une augmentation des ONG « environnementales »

Espace des réserves fauniques du pays (on dénombre plusieurs grands parcs nationaux comme le W, l'Arly ou la réserve de la Kompienga) et face aux dégradations anthropiques du Plateau central, les provinces de l'Est constituent depuis quelques années des zones à protéger. Si relativement peu d'ONG s'impliquent dans ces contrées, on note que les intervenantes développent quasiment toutes un aspect environnemental.

ARFA milite pour un environnement sain et durablement productif. Depuis 1997, ARFA fait la promotion du sésame et du soja biologique dans le Gourma, la Komondjari et la Gnagna. Afin de justifier le choix des cultures biologiques et selon un animateur d'ARFA, « le sésame a besoin de deux intrants : l'homme et sa daba ». Il ajoute : « Les engrais chimiques nourrissent la plante au détriment du sol tandis que la fumure organique que nous vulgarisons à travers les fosses fumières nourrit les deux. L'agro écologie consiste à exploiter la terre sans lui faire de mal »¹⁷⁰.

Afin de lutter contre l'érosion (éolienne et de ruissellement) des sols, ARFA aménage des ouvrages anti érosifs comme les cordons pierreux ou les bandes enherbées. L'ONG conduit également des formations sur les techniques de construction de ces ouvrages. Dans les provinces de la Gnagna, du Gourma et de la Komondjari, entre 1998 et 2003, 1629 paysans ont été ainsi

¹⁷⁰ Ouattara S., 1998, *Les cultures biologiques défient le roi coton*. Centre de Recherche pour le Développement International, décembre 1998.

formés en lutte anti érosive, 38 villages équipés en matériel et 774 ha de terres ont été protégées. L'agroforesterie (intégration d'essences ligneuses dans le système agricole afin de diversifier la production, enrichissement des sols, protection des parcelles...) incite à la protection des parcelles cultivées de l'érosion éolienne et à l'utilisation des arbres à haute valeur agroforestière. L'ARFA développe également l'éducation environnementale notamment auprès des élèves facilitant, selon elle, « la conscientisation des populations scolaires aux problèmes environnementaux de la région ».

Cette forme de paternalisme employée par ARFA s'ajoute aux termes de « sensibilisation » ou de « renforcement des capacités » au sein des nouvelles formes de communication des ONG.

Ainsi, selon l'ARFA, le mode de production biologique participe à la gestion durable des ressources naturelles, formules directement importées des problématiques environnementales occidentales.

Par ailleurs, toujours selon l'ONG, entre 1998 et 2003, dans ces mêmes provinces, 600 paysans ont été formés en agriculture biologique et 200 tonnes de produits biologiques ont été exportés.

En matière de protection de l'environnement et de lutte contre la désertification, l'APRG travaille régulièrement en partenariat avec l'OCADES et Iles de Paix. Un des objectifs de l'APRG est d'équiper les producteurs de cette région avec du matériel afin de lutter plus efficacement contre la dégradation de l'environnement. La déforestation est un autre sujet d'inquiétude. Chaque année, le pays perd 32000 hectares de forêts sous l'effet du défrichage pour mettre de nouvelles terres en culture, et de la coupe d'arbres pour obtenir du bois de chauffe¹⁷¹. 90% des besoins en énergie des ménages sont couverts par le bois de chauffe. Si le Plateau central est particulièrement touché, la prévention semble le mot d'ordre à l'Est.

Des actions de reboisements sont donc organisées à l'Est du pays (bosquets villageois, pépinières) de même qu'on incite les paysans à utiliser la fumure organique.

Iles de Paix intervient dans la restauration des sols mais aussi dans l'amélioration de la gestion des ressources naturelles (Tensobentenga) en participant au financement des actions. A Yamba, l'ONG organise la population autour de problématiques environnementales.

La Fondation Nature et Vie intervient uniquement dans ce secteur tout particulièrement dans la province de la Tapoa à l'extrême Est en aménageant un centre éco-touristique à l'intérieur

¹⁷¹ Sawadogo J-M, 1997, *Le Burkina Faso protège ses sols fragiles*. Afrique Relance, Nations Unies, Ouagadougou.

du parc du W. Le projet initié par l'ONG a pour but d'aménager et de valoriser une parcelle de 400 hectares sous forme d'une ferme à vocations multiples:

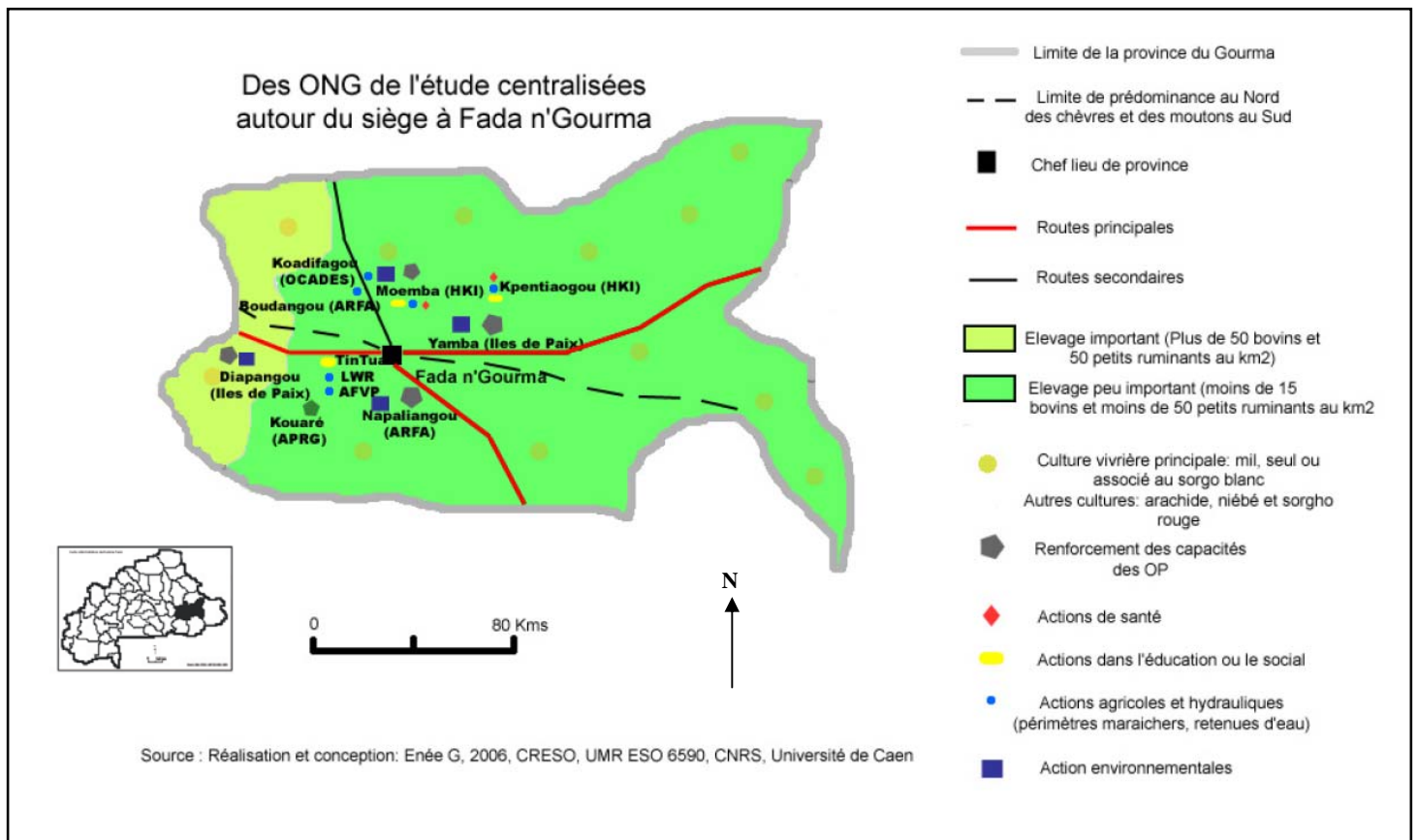
- plantations d'arbres
- mini parc zoologique
- infrastructure d'accueil

Des opérations de sensibilisation et de ramassage des ordures ménagères sont par ailleurs menées à Fada auprès des établissements scolaires.

Une autre grande organisation en matière environnementale, Tree Aid intervient au Sud de Fada sur la valorisation du couvert végétal grâce à l'aménagement de pépinières. L'objectif de l'ONG est supposé appuyer des partenaires basés sur place.

L'OCADES concourt également à la protection de l'environnement par la restauration des sols dans la province du Gourma dans le cadre de projets intégrés, en lien avec le secteur agricole.

Figure n°37 : Des ONG de l'étude centralisées autour du siège à Fada n'Gourma



On le voit, il existe une certaine dynamique associative dans cette région guidée notamment par les ONG à vocation environnementale. Si la préservation des ressources naturelles de la région est désormais un enjeu important pour nombre d'associations de la société civile, les réalités économiques demeurent préoccupantes ; agir en faveur de l'environnement ne masque pas les autres priorités. Les ONG tentent ainsi de pallier le manque de structure étatique ainsi que la faiblesse du réseau d'organisations paysannes moins nombreuses que sur le Plateau Mossi.

La promotion de la « culture biologique » et l'apparition de nouvelles notions comme « l'agriculture durable ou l'agro-écologie » apparaissent en force au sein des grands diktats internationaux relayés par des ONG affirmant pratiquer les méthodes justes pour les paysans et leur écosystème. Cette théorie venant une nouvelle fois de l'extérieur voit naître de nouvelles ONG ou plutôt des ONG renouvelant leurs activités et trouvant un second souffle dans l'écologie. Des ONG arrivent ainsi sur le devant de la scène du développement au Burkina comme la Fondation Nature et Vie ou ARFA. La problématique environnementale globale suscite un intérêt grandissant chez bon nombre de donateurs et les ONG apparaissent de plus en plus nombreuses à « s'engouffrer » dans cette mouvance qui s'inscrit dans le très long terme.

Une nouvelle fois, les aspirations des paysans paraissent souvent très éloignées de ces considérations. Ces nouvelles techniques et méthodes découragent parfois la population et une minorité d'entre eux seulement semblent en tirer un bénéfice immédiat comme les agents des eaux et forêts, les gardiens des espaces protégés, les animateurs des projets et certains courtiers en développement.

4- Ouahigouya et le Nord-Ouest

a- Les particularismes du milieu

Il apparaît comme intéressant d'appréhender cet espace isolément des autres grandes régions du pays. Modeste par sa superficie, le Nord-Ouest représente néanmoins un espace caractéristique pour de multiples raisons.

Au niveau climatique, la région Nord-Ouest constitue un espace de transition entre le Plateau Mossi soudano-sahélien et le Nord du pays exclusivement sahélien. Le Nord de cette

entité (province du Loroum) se rattache au Sahel et le Sud (province du Sourou) à l'Ouest du pays et à son influence soudanienne. Précisément, rappelons que les précipitations sont peu abondantes et irrégulières avec des coupures brusques (juin-juillet). Les hauteurs d'eau varient entre 300 et 600 mm du Nord au Sud¹⁷².

Traditionnelle, l'agriculture pratiquée est, de subsistance et la gestion de la terre, laissée à l'appréciation des communautés villageoises. Extensif, l'élevage se pratique sous forme de pastoralisme et d'agro pastoralisme.

La région Nord-Ouest concentre 10% de la population du pays sur quatre provinces seulement, la province du Yatenga étant la plus densément peuplée avec Ouahigouya, commune de plein exercice de 65000 habitants [INSD, 2005].

Différentes ethnies composent cet espace où les Mossis sont majoritaires¹⁷³ mais où l'on retrouve les peuls plus au Nord. La société Mossi de la région est une société à pouvoir politique relativement centralisé. Sur le plan socio culturel, dans la plupart des groupes ethniques du Yatenga, la structure sociale reconnaît une hiérarchie qui consacre le chef traditionnel et ses ministres comme détenteurs de pouvoirs décisionnels et responsables des destinées des populations. La situation de la femme reste marginale avec une très faible accessibilité aux instances de décision.

Cette forte pression démographique a pour conséquence la baisse des rendements de la production céréalière notamment et leur maintient à un niveau qui est loin de répondre à l'objectif d'autosuffisance alimentaire. A titre d'exemple, le déficit enregistré en 1990-1991 était de 132.592 tonnes dans les CRPA du centre regroupant les provinces du Kadiogo, du Ganzourgou et de l'Ouhritenga. Ce déficit se chiffrait à 108.181 tonnes dans le CRPA du centre-est (Kouritenga, Boulgou) et à 97.720 tonnes dans celui du Nord comme au Bam ou au Yatenga.

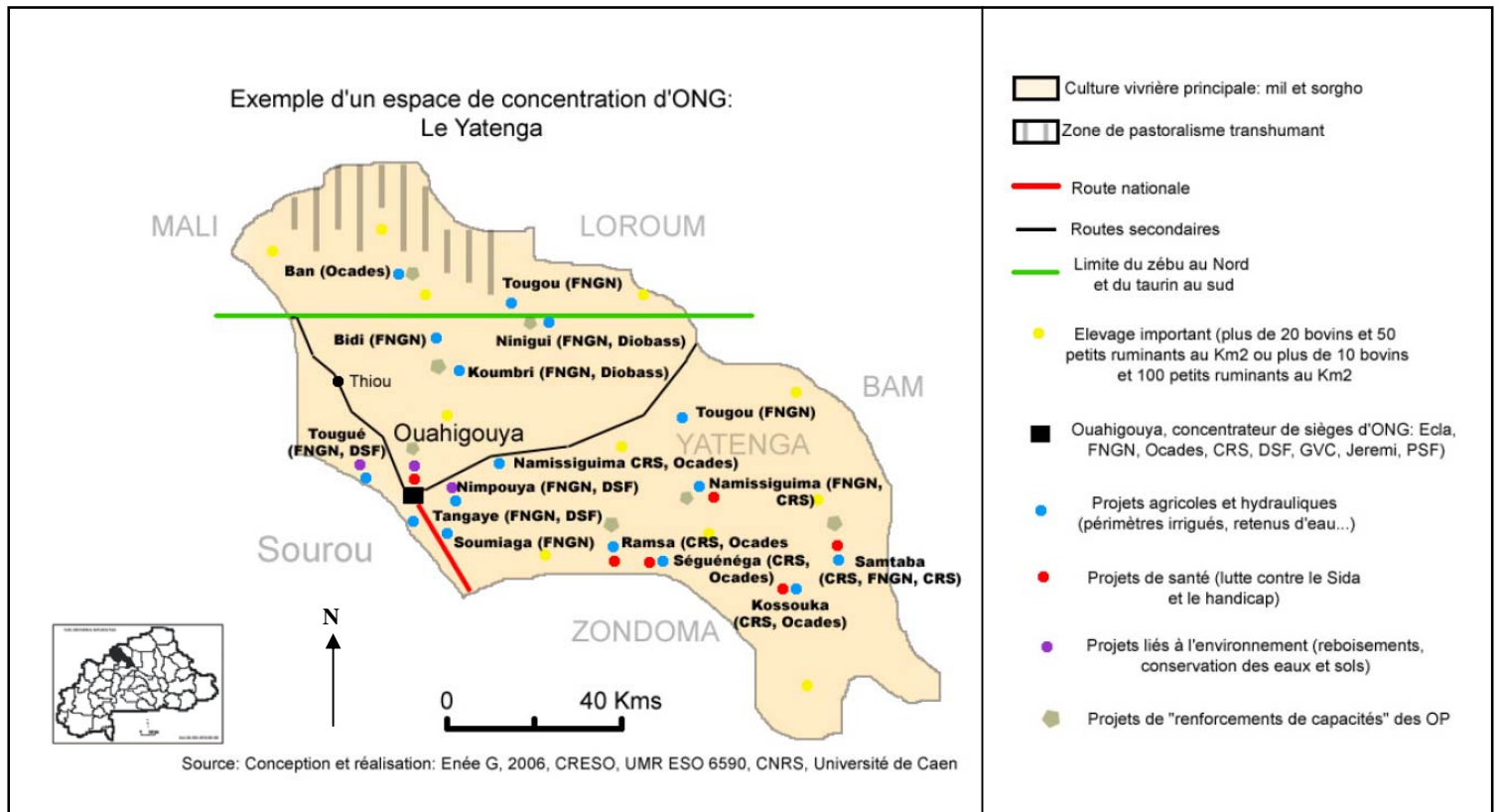
Véritable carrefour entre les zones sahéliennes d'élevage extensif du Nord, les régions cotonnières (boucle du Mouhoun) et les villes plus importantes du Sud (Bobo-Dioulasso, Banfora), cette région du Nord-Ouest est également une zone de passage entre la capitale et le Mali. La combinaison d'une population importante avec une situation frontalière en font une zone particulièrement sensible confrontée aux risques de dégradation des sols et des ressources naturelles mais aussi aux maladies comme le VIH. Cette situation ajoutée aux graves sécheresses des années 70 et 80 a donc favorisé l'arrivée massive des ONG.

¹⁷² Cf. Chapitre I

¹⁷³ Idem

b- Une forte mobilisation des ONG: Le Sahel aux portes de Ouagadougou

Figure n°38 : Exemple d'un espace de concentration d'ONG : le Yatenga



Ainsi, sous l'effet conjugué de nombreux facteurs, dont la sécheresse persistante, la pression démographique et les méthodes d'exploitation extensive, cette région tout comme le Plateau central se trouve confrontée à une dégradation accélérée de ses ressources naturelles (terres, eaux, couvert végétal, pâturages). Cette dégradation atteint une ampleur telle qu'elle conduit des zones entières à la dénudation et au cuirassement (Yatenga, Bam)¹⁷⁴.

Sa situation à moins de deux heures de Ouagadougou par la route bitumée et ses conditions ont donc favorisé l'émergence de nombreux projets et organisations de la société civile.

¹⁷⁴ Nébié O, 1996, *Dégradation du milieu et aménagement dans le plateau central*, Burkina Faso, Berichte des Sonderforschungsbereichs 268, Band 7, Frankfurt a.M. 1996: 149-176

Tableau n°67 : Les interventions des ONG de l'étude entre 2002 et 2005 dans le Nord-Ouest du pays

PROVINCES DU NORD-OUEST	NOMBRE D'INTERVENTIONS
Yatenga	24
Bam	8
Zonoma	6
Sourou	4
TOTAL	42

Si le nombre des interventions des ONG de l'étude sur ces quatre provinces semble relativement important (42) notamment par rapport à l'Est et au Nord, ce chiffre ne reflète pas la réelle dynamique du développement local. Il est beaucoup plus important si l'on considère toutes les associations, projets et autres jumelages qui foisonnent sur ces provinces et qui n'ont pas été pris en compte pour cette thèse. On citera par exemple l'ONG Diakonia, « Etre Comme Les Autres » (ECLA), l'INADES, l'ONG italienne CISV ou encore Sahel Action. De plus, précisons que plusieurs villes de cette région sont jumelées à des villes françaises et notamment Ouahigouya et Chambéry.

Si ces chiffres sont à relativiser par rapport à une tendance qui engloberait l'ensemble des acteurs non gouvernementaux, parmi les 47 projets engagés par les ONG de l'étude, on observe une grande disparité entre les interventions réalisées dans le Yatenga (24) et les actions enregistrées dans les trois autres provinces (18). Les autres provinces, moins densément peuplées semblent moins « intéressantes » pour les ONG malgré des caractéristiques et des contraintes relativement similaires. En effet, hormis le Bam dont l'indice de développement humain est inférieur à la moyenne nationale (0,332), les trois autres provinces ont un indice au dessus de la moyenne, le Yatenga étant la cinquième province du pays dans ce classement [PNUD 2001].

Cette majorité d'actions dans le Yatenga est liée en grande partie à la présence de Ouahigouya, quatrième ville du pays en terme de population et qui attire un grand nombre de sièges d'ONG sur sa commune. La population importante, la densité forte de population dans le Yatenga (plus de 800 hab/km² sur la commune de Ouahigouya), la proximité géographique de la capitale (2 heures de route bitumée), ses services de bonne qualité, la bonne organisation des populations locales structurées en groupements bien organisés depuis 30 ans ainsi que l'influence politique forte attirent de nombreux projets.

La concentration imposante des sièges de grands projets, d'associations et d'ONG marquent fortement le paysage de la commune. On peut citer ECLA, FNGN, Développement

Sans Frontières, Groupements des Volontaires Civils mais aussi d'autres ONG ayant une antenne sur la commune telles l'OCADES Ouahigouya, Hymne aux Enfants, Danida, GERES, ABRAAD, Eau Vive etc. Selon de nombreuses personnes de la société civile interrogées, Ouahigouya et le Yatenga représentent une sorte « d'Eldorado de l'aide » où cohabitent parfois sans coopérer une multitude d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux.

Le secteur d'activité le plus pratiqué par les ONG de l'étude sur cet espace est celui de la santé. 28 interventions ont été comptabilisées pour 12 ONG, certaines comme LWR, DSF ou la FNGN couvrent par leurs actions plusieurs villages de la zone. Avant de détailler et d'analyser les actions des ONG de notre échantillon sur cet espace, il semble intéressant de s'arrêter sur quelques activités représentatives :

Même si les activités économiques et de promotion rurale prennent de plus en plus d'importance pour l'ONG nationale FNGN, il n'en demeure pas moins que les activités sociales et notamment la santé continuent d'occuper une place importante et notamment la santé maternelle, la lutte contre certaines pratiques (excision, lévirat...) et surtout la lutte contre le sida dont les taux sont très élevés sur ces provinces frontalières.

L'ONG italienne GVC oriente également ses actions dans la lutte contre l'excision à travers plusieurs groupements près de Ganzourgou (42) et Ouahigouya (80).

LWR travaille sur ce problème du Sida dans 9 villages du Yatenga. L'objectif est de sensibiliser les populations et d'assurer la prévention et des dépistages sur 20 villages en tout. Des comités villageois ont été créés par l'ONG et celle-ci vient en appui à l'Association de lutte contre le Sida, Promaco Prudence.

Jeremi Rhône Alpes intervient également dans ce domaine sur la commune de Ouahigouya en menant des actions de sensibilisation auprès des mères, dépiste les enfants séropositifs et assure le suivi. De plus, une véritable éducation nutritionnelle est proposée aux familles notamment du quartier ancien de la ville.

L'ONG néerlandaise ZWO a permis d'équiper en matériel plusieurs Centres de soins primaires de la province du Bam et d'appuyer un centre de rééducation pour les handicapés. Des motos ambulances ont été fournies également par l'ONG.

La lutte contre l'excision est également un terrain d'action pour les ONG dans ces provinces très touchées. L'ONG italienne Groupements des Volontaires Civils s'y emploie dans le Loroum et le Yatenga auprès de 80 groupements tous autonomes.

Pharmaciens Sans Frontières possède une antenne à Ouahigouya et conduit un projet d'appui à la région sanitaire de Ouahigouya, c'est à dire à la mise en place, au suivi et à la rationalisation d'un réseau de distribution de médicaments essentiels génériques dans les districts sanitaires de Titao (Loroum), Seguenega et Ouahigouya. Le but de l'opération est de générer une

accessibilité géographique et financière durable des populations aux médicaments essentiels et aux soins de santé primaire, utilisés de manière rationnelle par la mise en place dans les villages de dépôts pharmaceutiques et la formation de l'ensemble des opérateurs locaux impliqués dans la distribution de médicaments génériques. Ce projet est réalisé en partenariat avec le ministère de la santé du Burkina, la Direction régionale de la santé de Ouahigouya, les équipes cadres des Districts Sanitaires de Titao, Seguenega et Ouahigouya¹⁷⁵.

La promotion rurale est également largement pratiquée par les ONG. Elle se décline généralement en travail de sécurité alimentaire dans cet espace déficitaire du pays. Les activités se concentrent bien souvent autour du maraîchage et de la culture de contre saison. ZWO intervient dans la province du Bam et aménage des périmètres irrigués autour de boullis afin d'assurer des revenus complémentaires aux familles en plus des grandes cultures (mil, sorgho, arachides) et de l'élevage. La FNGN intervient sur les quatre provinces. En plus des activités de contre saison, l'ONG améliore la production et l'exportation de produits (choux, tomates, oignon, pomme de terre) dans les pays limitrophes. L'embouche ovine est également encouragée par l'ONG à travers leurs groupements. La vente de ces moutons engraisés leur procurent des bénéfices. En ce qui concerne la sécurité alimentaire, la FNGN met en place des banques de céréales pour optimiser la commercialisation. Des banques traditionnelles d'épargne et de crédit sont également mis à la disposition des groupements pour le financement des activités de développement. En outre, un centre de formation et de production à Basnére (quartier de Ouahigouya) a été créé pour répondre aux besoins de formation et de production des groupements. Des activités annexes y sont proposées (tréfilage, soudure, tissage, savonnerie...).

Sahel Solidarité intervient également dans la province du Yatenga tout d'abord en distribuant des vivres en milieu rural et urbain notamment dans les écoles et désormais en développant davantage les initiatives locales comme le développement du maraîchage ou l'appui aux éleveurs.

Africare couvre par son programme d'activités de développement environ 40% des villages du Zoundama. L'objectif prioritaire de l'ONG est d'augmenter la productivité agricole et d'améliorer la nutrition des ménages.

Dans ce domaine, GVC appuie ses 122 groupements dans la production de fumure organique dans la province du Yatenga.

L'ONG CREDO met en place des projets intégrés autour de la sécurité alimentaire dans les provinces du Loroum et du Yatenga. Ces projets consistent en la mise en place de banques de céréales dans plusieurs villages ainsi qu'à l'aménagement de points d'eau (forages, puits busés) afin d'inciter au maraîchage et de favoriser l'écoulement des produits.

¹⁷⁵ PSF, 2002, Rapport d'activités.

L'hydraulique villageoise est complémentaire de l'agriculture au Burkina. L'inventaire national des ouvrages hydrauliques et d'assainissement élaboré en 2005 a permis de mettre à jour une base de données pour la région. Malgré le fait que ces résultats comportent quelques erreurs dues à une mauvaise collecte des données par les enquêteurs, il demeure néanmoins une base de données utilisées par les services de l'agriculture. L'inventaire a dénombré 4593 points d'eau dans la région constitués de 2496 forages équipés de pompes, 24 forages abandonnés, 856 puits permanents, 980 puits temporaires, 8 forages récents et des points de santé. Environ 42% de ces points d'eau sont des puits qui ne sont pas toujours potables. En ce qui concerne les pompes, ces provinces en comptent 2494 si l'on ajoute le Passoré. 773 sont actuellement en panne.

De 1999 à 2004, la région a bénéficié des réalisations de forages du Programme Eau et Environnement du Nord (PEEN) avec l'appui financier de l'Etat burkinabè et Danida, une ONG danoise. Ce programme a permis l'exécution d'environ 360 forages dans les villages des provinces du Yatenga, du Loroum et du Zondoma.

En 2006, 520 demandes de forages ont été exprimées dans les provinces du Loroum (100), du Yatenga (365) et du Zondoma (55). S'il est avéré que les différentes réalisations contribuent à la lutte contre la pauvreté, force est de constater que les ouvrages mal réalisés accroissent les inégalités dans ces provinces.

ZWO se focalise sur le creusement de boullis et la mise en place de motopompes fonctionnelles grâce aux plaques solaires. La FNGN au travers de sa cellule hydraulique et le CREDO dans ses « projets intégrés » ont multiplié les points d'eau dans toute la zone.

L'environnement passe également pour un enjeu sur cet espace fragile. Afin de lutter contre la dégradation du milieu et pallier les insuffisances chroniques de la production agricole, les populations rurales (celles du Plateau en particulier) ont mis en oeuvre des techniques mécaniques et biologiques de conservation des eaux et des sols. Des programmes de récupération des terres dégradées ont été initiés dans plusieurs provinces (Yatenga, Bam, Loroum) depuis une vingtaine d'années notamment par OXFAM Belgique dans le Yatenga en partenariat avec la FNGN.

Des actions de reboisements sont également engagées par un grand nombre d'acteurs comme la FNGN, Green Cross ou l'OCADES.

La Fondation Nature et Vie intervient au niveau du lac de Bam où les ressources halieutiques sont en voie de disparition. Des actions de plaidoyers sont organisées par l'ONG notamment auprès de tous les groupements de pêcheurs. Il en est de même dans la vallée du Sourou, au Sud de notre espace où une autre ONG nationale, la Coordination pour un Développement Durable (Coprod) tente d'identifier les problèmes environnementaux et

sensibiliser les autochtones à la coupe du bois de chauffe, à l'asphyxie de certaines plantes du bassin versant liée à la riziculture intensive. On assiste également à des conflits entre éleveurs et agriculteurs puisque le bétail traverse les champs afin de s'abreuver. De plus, les hippopotames, nombreux dans la rivière Sourou, mangent le riz et n'ont pas suffisamment de lieux de pâture. L'ONG, en partenariat avec les autorités de mise en valeur du fleuve, établit un diagnostic des différents problèmes et initie de nombreuses actions comme la réhabilitation des pistes à bétail, le reboisement par certaines essences (jujubier, eucalyptus) et le renforcement des capacités des acteurs locaux.

Naturama intervient également sur le même bassin versant en préservant la biodiversité de cet écosystème. Des clubs locaux Naturama sont appuyés par l'ONG.

On observe peu d'actions d'éducation pratiquées par les ONG dans ces provinces. Il est vrai que les taux bruts de scolarisation enregistrés dans ces régions sont au dessus de la moyenne nationale avec notamment la province du Yatenga au dessus des 50% de scolarisés [MEBA, 2003] même si, selon l'ONG DSF, il manque environ 80 enseignants dans le Yatenga.

DSF intervient auprès de 33 écoles de la zone d'étude. L'objectif est de contribuer au renforcement de l'éducation formelle et non formelle et d'amener les parents à envoyer leurs enfants et notamment les filles à l'école. Pour cela, le projet autorise le don d'un mouton pour chaque enfant. Une fois le mouton élevé, le produit de la vente sert à financer l'inscription et les fournitures.

L'ABPAM possède également une antenne à Ouahigouya permettant aux jeunes malvoyants de bénéficier d'un enseignement adapté.

Enfants du Monde appuie des structures éducatives comme la Fonades, Asiba, qui oeuvrent en faveur de l'éducation notamment dans le Yatenga. Un des objectifs est également d'aider les enfants des rues et des les ramener vers des familles d'accueil.

Enfin, tout un travail de renforcement des capacités des communautés est entrepris par de nombreuses ONG dans ces provinces autour des activités citées plus haut telles que Africare dans le Zondoma afin qu'ils puissent analyser et résoudre leurs difficultés notamment en matière de sécurité alimentaire. Hunger Project intervient dans le Loroum (département de Titao), le Bam (département de Kongoussi et de Tikaré) mais aussi dans le Yatenga en appui aux groupements naam. Des outils didactiques sont mis en place et des infrastructures édifiées en même temps que des formations.

Comme pour le Plateau central, diverses mesures sont appliquées, soit par l'État à travers ses structures techniques, soit par les ONG et les projets de développement ruraux pour inverser

la dynamique de dégradation importante. Cela consiste à impliquer intensivement les populations pour les aménagements anti-érosifs, les techniques de production de fumier et de compost, l'agroforesterie, les migrations organisées en direction des vallées et des plaines aménagées, en prenant en compte les pratiques traditionnelles¹⁷⁶.

Les activités autour du maraîchage sont favorisées afin de compléter les revenus des ménages et de diversifier les sources de financements. L'élevage, source importante de revenus pour ces provinces est peu appuyé par les ONG, bien pris en charge par les projets étatiques (parcs de vaccination, nombreuses zones d'abreuvements...) grâce au Plan National de Gestion des Terroirs (le PNGT 2 intervient directement dans le Zondoma, le Sourou et indirectement dans le Bam et le Yatenga) et des Directions Provinciales Agricoles (DPA).

c- ONG et influence politique à Ouahigouya

Si les zones du Nord (Soum, Séno, Oudalan) ont été privilégiées par les grandes coopérations internationales et les ONG, la tendance actuelle est à une multiplication des ONG dans la région de Ouahigouya.

En dehors des contraintes climatiques, des raisons davantage politiques semblent expliquer cette attirance pour cette région où les indices de développement sont souvent supérieurs à ceux d'autres régions.

Le Yatenga est de prime abord une des provinces où la concurrence pour le pouvoir est très accentuée. Les partis qui dominent la scène politique sont dirigés par des personnalités ayant occupé ou occupant de nos jours des fonctions importantes dans l'appareil d'Etat.

En effet, durant vingt ans, le Président du RDA (parti né dans le Yatenga et qui tint le devant de la scène politique jusqu'en 1980) fut G. Ouedraogo, présent dans tous les gouvernements de 1960 à 1980. Depuis le retour de l'Etat de droit de 1991, le RDA a perdu progressivement de son hégémonie dans le Yatenga au profit du CDP, parti du président B. Campaoré. Le CDP est par ailleurs conduit au Yatenga par S. Diallo, actuel ministre de l'agriculture.

L'influence importante de certaines de ces personnes a sans doute permis d'attirer des projets plus fortement que dans d'autres espaces davantage nécessaires et moins soutenus.

¹⁷⁶ Idem

De plus, l'ONG très influente et basée à Ouahigouya, la FNGN est dirigée depuis la fin des années 60 par B-L. Ouedraogo également député. Cette ONG d'auto promotion villageoise qui a essaimé les groupements Naam sur la moitié du territoire national depuis les années 70 a su profiter des aides extérieures et se construire de véritables partenariats à partir de Ouahigouya.

Ainsi, à l'échelle villageoise, les groupements Naam entretiennent des contacts avec d'autres associations locales, avec qui ils peuvent travailler à des actions collectives. Ils sont fréquemment appelés à collaborer avec les groupements villageois promus par les comités provinciaux à l'agriculture (CRPA). Les groupements villageois se tournent de plus en plus vers le Naam. En effet, l'appui étatique dont ils bénéficiaient a été fortement réduit en raison de la limitation du nombre d'agents CRPA dans le cadre de la réorganisation des services étatiques liée aux Programmes d'Ajustement Structurels.

D'après plusieurs leaders paysans de la région, des personnalités telles que B-L Ouedraogo ont su mobiliser toute une partie de l'opinion publique et de la presse pour que l'on s'intéresse à cette région et ainsi faire venir les bailleurs de fonds.

Selon plusieurs responsables d'ONG, le Président de l'Assemblée Nationale, longtemps ambassadeur à Londres est également originaire du Yatenga et grâce à son influence, a su attirer de nombreux bailleurs de fonds dans la province.

Le maire de Ouahigouya, I-J Diallo affirme : « Ouahigouya est une ville en chantier, confrontée à des réalités locales caractérisées par une pauvreté généralisée » et nous explique l'afflux des organismes par les besoins très importants.

Cette rhétorique des difficultés existantes passe pour justifier l'afflux des projets de développement sur sa commune. L'allégeance aux ONG constitue une communication importante développée par l'ensemble de la classe politique de la région afin que ces dernières continuent d'intervenir sur la zone.

La ville de Ouahigouya est en outre jumelée à trois autres villes du Burkina, Vence (France) et collabore avec la ville de Chambéry et la Coopération suisse. Ceci représente une vitrine impliquant d'élargir l'éventail des partenariats.

Conformément aux dires de l'ensemble des responsables d'ONG interrogés, « l'effet politique et vitrine » de la région joue un rôle important sur la présence d'un grand nombre de projets.

D'ailleurs, beaucoup d'expatriés du développement possèdent une résidence secondaire sur la commune de Ouahigouya ce qui souligne leur volonté de mener des projets de développement à long terme sur la région.

Par ailleurs, certains affirment être intervenus sur ces provinces il y a une vingtaine d'années étant donné le très grand nombre de projets alors au Nord et sur le Plateau central. Voulant éviter de doubler certaines activités, beaucoup d'organisations ont choisi d'intervenir au Nord-Ouest.

Selon la Secrétaire Exécutive chargée de la bonne gouvernance, la présence très tôt de grands barrages a permis au Nord-Ouest d'être avant-gardiste sur les techniques culturales et sur la production maraîchère et de favoriser l'arrivée de grands projets.

C'est pourquoi, bien que cet espace soit évalué tous les ans parmi les zones déficitaires du pays [Afrique Verte, 2005] et qu'elle soit toujours mentionnée lors des études de vulnérabilité, elle concentre aujourd'hui un grand nombre d'ONG au détriment des zones Nord et Est aux indices souvent plus faibles et pourtant délaissées. Autrefois saturé de projets, le Sahel burkinabè n'est plus un choix prioritaire pour les ONG qui préfèrent s'orienter vers d'autres provinces plus proches de la capitale où les populations sont bien organisées au sein des groupements et des Comités Villageois de Gestion de Terroirs (CVGT).

5- Bobo Dioulasso et le Sud-Ouest (Région des Hauts Bassin et des Cascades)

Un tiers des habitants du Burkina vit dans les régions Sud et Ouest qui abritent notamment Bobo Dioulasso, capitale économique de 350 000 habitants, deuxième ville du pays et centre agro industriel.

L'Ouest du pays se subdivise en deux zones : le « bassin cotonnier » dans l'Ouest et le Centre-Ouest (boucle du Mouhoun), et le « front cotonnier » dans le Sud-Ouest.

a- Un milieu privilégié

Outre un climat plus favorable [cf. Chapitre I, section 1], l'Ouest du Burkina offre des potentialités plus importantes que le Nord et le centre du territoire.

Le réseau hydrographique de la zone très dense compte des rivières pérennes telles que le Mouhoun et la Comoé. Les ressources en eau de surface sont également abondantes. On y rencontre de nombreuses mares et chutes (mare aux hippopotames, chutes de Banfora et de Tourni, etc.) ainsi que de nombreux barrages et retenues d'eau. Tous ces barrages se situent dans le bassin de la Comoé ou du Mouhoun alors que le bassin du Niger ne comporte aucun grand ouvrage.

La zone du Sud-Ouest, d'une superficie de 60 600 km², recèle d'importantes ressources en terre et en eau. Cette zone connaît une activité relativement importante de mobilisation et d'utilisation des eaux¹⁷⁷: Par exemple, le périmètre sucrier exploité par la Société Sucrière (SOSUCO), géant du sucre de la Comoé, date des années 70 et consiste en l'exploitation de la canne sur une surface de 3 800 ha. Le périmètre rizicole de la Vallée du Kou (1 000 ha), initié au début des années 70 est appuyé par l'Etat burkinabè et chinois de même que l'exploitation des 1 300 ha de bas-fonds améliorés dans le cadre de l'opération riz de la Comoé.

La plaine de Douna (1500 ha) dans la Comoé représenta longtemps une zone de tension dans les années 80 entre l'Etat souhaitant y développer des cultures commerciales au sein d'exploitations collectives et 20.000 paysans attachés à leurs parcelles familiales.

Le périmètre rizicole de Karfiguela, se situe à 12 Kms au Nord de Banfora, aménagé en 1975 avec l'appui financier de Taiwan. La Chine portera quelques années plus tard la surface aménagée à 350 ha sur un potentiel de 750 ha.

Ces espaces exploités essentiellement par les femmes représentent des opportunités économiques pour le Burkina mais doivent faire face à de nombreuses difficultés telles que les retards de collecte et de versements de redevances ainsi que des problèmes de gestion de l'eau et de l'entretien des différents réseaux. Ainsi de nombreux producteurs de la région estiment que les pratiques de la SOSUCO sont à l'origine du manque d'eau lors de la saison sèche.

Si les potentialités et le nombre de migrants semblent augmenter sur ces espaces, il n'existe pas de vision prospective et de cohérence dans les aménagements des différents sites.

Le secteur agricole attire de plus en plus d'actifs du fait d'une certaine mécanisation avec le coton. Les principales cultures céréalières sont le maïs, le mil, le sorgho et le riz. Elles couvrent plus de 80 % des cultures pluviales de la région.

Ces potentialités expliquent la présence du nombre croissant de migrants sur les terres du Sud-Ouest où se développent simultanément divers projets et activités sans une vision

¹⁷⁷ Traoré K, *la télédétection comme moyen d'appui à la planification des ressources en eau (cas du Sud-Ouest du Burkina Faso)*, Ministère de l'eau, Direction régionale de l'hydraulique, Bobo Dioulasso, Burkina Faso, Actes de l'atelier international (30 novembre au 1^{er} décembre 1995), FAO, 1997. www.fao.org

prospective et sans cohérence dans les aménagements. Les régions de la bande méridionale du pays, mieux arrosées, aux terres disponibles, attirent ces migrants et connaissent des rythmes de croissance forts, qui, à terme, peuvent entraîner les mêmes situations de saturation foncière.

b- Déplacement des ONG vers les provinces de l'Ouest : Une tendance durable ?

Bien que favorisée sur les plans pluviométriques (plus de 1000mm/an) et au niveau des ressources naturelles, la zone d'étude possède des indicateurs économiques relativement bas.

L'insuffisance des infrastructures et du personnel sanitaire ne facilitent pas la prise en charge des nombreuses maladies épidémiques et endémiques qui continuent de sévir dans la région.

La faiblesse du niveau de désenclavement routier limite la promotion des échanges intra provinciaux et dans cette grande région essentiellement rurale, l'offre scolaire est beaucoup plus éparse et inégalement répartie. Il y a alors un manque patent d'écoles que ce soit pour le primaire ou pour le secondaire, ce qui entraîne soit de longues distances à parcourir dans le primaire pour les élèves soit des migrations scolaires vers les villes pour les étudiants du secondaire.

A la fin des années 80, on assistait à un repositionnement des ONG et des organisations du développement du Nord sahélien vers le Plateau Mossi davantage peuplé.

Ainsi, en 1988, à la suite d'une enquête réalisée auprès de 26 ONG, l'observation principale quant aux zones de concentration de l'aide était un déplacement des ONG des provinces du Nord vers des provinces plus au Sud [BM, 1988]. Les auteurs de cette étude expliquaient ce mouvement naissant par le relatif échec par rapport aux fonds engagés dans le Nord après des années d'intervention. L'aide est, selon eux, peu à peu réorientée vers des zones aux potentiels plus importants et encore préservées.

Par ailleurs, les différents rapports se succédant montraient des indices de développement toujours très bas dans des provinces excédentaires et favorisées [Rapports du PNUD 1996].

Une équipe de chercheurs nutritionnistes a démontré que de graves problèmes alimentaires perduraient dans les campagnes du Sud-Ouest. Ils ont établi que les populations des provinces du Houet, de la Comoé, du Leraba ou du Nounbiel avaient bien souvent les mêmes pratiques alimentaires que sur le Plateau central. Les autochtones et notamment les enfants ne profitaient pas forcément de la relative abondance des ressources naturelles (fruits, légumes) que l'on trouve toute l'année. Une grande partie de ces produits s'exporte vers Bobo Dioulasso ou

Ouagadougou. La nourriture quotidienne des populations, composée principalement de mil, manioc ou riz engendre des avitaminoses sévères notamment chez les jeunes. Il semble parfois plus aisé de trouver certains produits comme les huileries, le coton ou les arachides sur les marchés de Dori ou de Djibo, pourtant situés au Sahel que dans le Sud-Ouest du pays.

En outre, les régions du Sud-Ouest sub-humides recèlent de nombreux points d'eau et marigots en saison des pluies utilisés notamment pour l'eau de boisson par les populations et sont vecteurs de maladies diarrhéiques et de transmission de parasites.

Toutes ces raisons ajoutées à la crise en Côte d'Ivoire plus récemment ont donc incité de nombreuses organisations à s'intéresser davantage aux provinces du Sud-Ouest et à ouvrir des antennes dans les communes de ces régions.

Tableau n°68 : Les interventions des ONG de l'étude entre 2002 et 2005 dans l'Ouest et le Sud-Ouest du pays

PROVINCES DU SUD, DE L'OUEST ET DU SUD-OUEST	NOMBRE D'INTERVENTIONS
Houet	21
Comoé	17
Mouhoun	11
KénéDougou	11
Tuy	9
Sissili	8
Ioba	7
Balé	6
Nahouri	6
Poni	5
Kossi	4
Bougouriba	3
Leraba	3
Ziro	3
Zoundwéogo	3
Noumbiel	3
Banwa	2
TOTAL	122

La première remarque concerne le faible nombre d'actions enregistrées sur cet espace pourtant très vaste et composé de 17 provinces.

Ensuite et plus généralement, on observe une forte hétérogénéité des interventions des ONG. Si les provinces du Houet et de la Comoé concentrent une bonne part des interventions, le

Noumbiel, la Banwa, la Leraba ou le Ziro semblent en marge. Quatre provinces totalisent la moitié du total des actions des organisations non gouvernementales de l'étude.

Plusieurs facteurs expliquent ces disparités :

Selon le responsable du Plan de Développement Local de l'Ouest (PDLO), un des facteurs limitant de cette zone demeure l'enclavement. Si des provinces comme les Balé ou le Tuy paraissent facilement accessibles notamment grâce à l'axe majeur Ouagadougou-Bobo-Dioulasso, beaucoup de provinces représentaient d'anciennes zones de culture vivrière et le troc était le principal moyen d'échange dans quelques régions reculées du Noumbiel, du Bougouriba ou du Poni jusqu'à une vingtaine d'années. Par exemple dans la province du Bougouriba, le semis en ligne n'existait pas étant donné que la culture attelée n'était pas usitée. L'ensemble des projets étatiques ont donc rencontré des difficultés à intervenir et à transmettre les techniques aux populations locales. Il souligne que les services déconcentrés de l'Etat sont présents mais ne rencontrent pas de résultats très probants faute de moyens.

Contrairement aux régions cotonnières du Mouhoun dont les surfaces cultivées atteignent 20 à 30 hectares, les parcelles exploitées (pour la plupart sans intrants) de ces zones atteignent faiblement quatre hectares limitant toute culture extensive.

Le deuxième facteur est démographique puisque certaines provinces comme le Houet avec Bobo-Dioulasso, la Comoé avec Banfora mais aussi le Mouhoun concentrent parfois plus du triple de la population du Bougouriba, du Noumbiel ou du Leraba.

Un troisième facteur limitant pour l'intervention des ONG est l'organisation sociale particulière des ethnies des provinces éloignées du Sud-Ouest. Selon l'ONG Terre des Hommes, dans ces régions, les sociétés sont davantage segmentées, moins structurées et moins hiérarchisées que sur le Plateau Mossi. Les approches des organisations d'une ethnie à une autre sont diverses. Ainsi, chez les Sénoufo, implantés à l'Ouest de la zone vers la frontière malienne, la prise de parole en public s'avère plus difficile et il faut passer par les anciens. Tout passe ainsi par l'aîné qui transcrit et transmet. De plus, les femmes parlent en permanence sous le contrôle des hommes.

Il en est de même chez les Lobis à la frontière ghanéenne. Cette ethnie dont l'un des traits les plus remarquables constitue leur attachement à la religion traditionnelle a vu échouer quasiment toutes les missions chrétiennes qui cherchèrent à les convertir contrairement aux Dagaras par exemple situés plus au Nord. De même, la colonisation française y éprouva les pires difficultés à y imposer son administration au début du XX^{ème} siècle. La responsable d'Aide à

l'Enfance estime ainsi que « cette région constitue un espace très difficile pour les ONG encore aujourd'hui et que les populations paraissent souvent réfractaires aux projets ».

Si les ONG de l'étude présentes sur ce vaste espace s'impliquent dans les grands domaines d'actions, nous pouvons dégager une tendance pour trois secteurs :

Tout d'abord, l'aide en matière agricole apparaît comme relativement composite sur cet espace. De même que l'ONG ABAC qui, en plus diffuse des séchoirs pour les fruits, ABRAAD facilite l'accès aux systèmes de crédits aux paysannes du Houet et les aide à monter des filières comme la production de karité par exemple.

Certaines ONG ne s'engagent que sur un espace précis tel que le CIDI à Dissin dans le Ioba. L'appui s'effectue au niveau de 7 filières agricoles différentes (aviculture, élevage porcin, apiculture...) dans le but de diversifier et de relancer l'économie locale.

L'Office de Développement des Eglises équipe les groupements paysans en petit matériel agricole dans la majorité des provinces de notre espace et travaille dans le secteur du renforcement de la sécurité alimentaire en construisant ou rénovant des banques de céréales.

De nombreuses ONG internationales agissent sur cette région dans le domaine agricole.

Ainsi, l'AFVP est présente grâce à ses volontaires en renforcement de structures locales comme les producteurs de coton à Dédougou (PANISE) ou à Dano dans le Ioba.

Le DED, au sein de son secteur « développement rural » valorise les opportunités en faveur d'une production orientée vers le marché, vers le développement des filières porteuses et vers une amélioration de la base alimentaire des acteurs ruraux. Concrètement, l'accent est mis sur la modernisation des exploitations et équipements agricoles, la promotion des filières et le développement organisationnel dans un contexte d'agriculture orienté vers le marché, le soutien à l'agriculture biologique et la gestion rationnelle des ressources naturelles. En plus de la région Est, les zones d'intervention concernent la région Sud-Ouest et la province de la Sissili ce qui touche 600 000 hab.

Terre des Hommes Allemagne soutient 146 producteurs de mangues séchées au sein de 26 associations locales dans le Houet et la Comoé. L'objectif visé induit la création des emplois et le développement de la production de mangue biologique.

Plus au Nord, dans le Mouhoun et dans les Balé, Peuples Solidaires appuie le secteur agricole en dynamisant les comités villageois et en apportant du matériel agricole et des semences afin d'augmenter les rendements.

Diobass initie des formations aux groupements de paysans volontaires dans le but d'améliorer les techniques agricoles et l'élevage.

Mains Unies du Sahel engage plutôt des actions d'élevage dans le Centre Ouest et notamment l'embouche auprès de groupement féminins.

Dans le domaine de la santé et du social, on note une grande quantité d'actions. TDH Allemagne met l'accent sur l'aide aux jeunes en difficulté notamment dans la province du Houet en tentant d'éviter les trafics d'enfants.

A l'instar de TDH Allemagne, Aide à l'Enfance Canada cherche à sortir les enfants de la rue. Un travail de réinsertion sociale se développe de plus en plus autour des Centres d'Education de Base non Formels (CEBENEF). A partir d'études du ministère de l'Action Sociale, l'ONG détermine les zones sensibles. Un programme transversal est de plus appuyé dans le domaine de la lutte contre le Sida en partenariat avec Plan à Gaoua et World Vision à Banfora.

SOS Burkina Secours intervient dans le secours routier, gère un dispensaire gériatrique et fait également la promotion du médicament générique. De son siège à Bobo-Dioulasso, elle oriente ses actions couvrant un rayon de 200 Kms autour de la capitale du Houet.

En matière de lutte contre le VIH, nous observons de nombreux engagements. En effet, cette région détient les taux de prévalence du Sida les plus élevés (3,7%) au contraire des provinces du Sahel (0,1%)¹⁷⁸. La proximité des pays côtiers plus touchés, le retour des rapatriés ainsi que le manque de prévention expliquent ces difficultés.

L'ONG Pengwende tente d'y remédier en passant notamment par une radio communautaire à Sabou (Sanguié) qui sensibilise sur les problèmes du Sida.

Pharmaciens Sans Frontières travaille sur 41 sites répartis dans les districts sanitaires et renforce les dépistages. A Gaoua, PSF-Côte d'Ivoire a mis en place des formations sanitaires afin de lutter contre les épidémies de méningite.

Handicap International a axé son projet filariose dans les provinces du Ioba, Bougouriba et Poni et Nounbiel. Les volets du projet comportent la formation et l'information des acteurs, l'éducation sanitaire, l'équipement, les soins et l'accompagnement des patients ainsi que la sensibilisation des populations.

L'ONG belge Médecins Sans Vacances (MSV) intervient à Houndé (Tuy) et Orodara (Kéné Dougou). Une équipe médicale belge constituée de chirurgiens pratiquent des petites opérations durant plusieurs semaines par an dans les centres médicaux. Cette équipe est appuyée par des infirmiers locaux. Des formations sont dispensées en chirurgie générale, en gynécologie ou en obstétrique.

ADD base sa stratégie sur l'accompagnement des personnes handicapées dans 8 provinces et 40 villages de l'Ouest et du Sud-Ouest du pays. L'ONG donne aux personnes les capacités de pouvoir se prendre en charge notamment en appuyant la formation professionnelle.

¹⁷⁸ INSD, 2003, Enquête démographique et de santé en 2003.

Les taux d'alphabétisation du Sud-Ouest (10,7%) constituent avec le Sahel (9,4%) et le Nord du Plateau central (13,1%) les plus faibles du territoire national (moy. : 21,8%)¹⁷⁹.

Ainsi, plusieurs provinces comme le Poni, le Nounbiel ou la Leraba ont été très longtemps résistantes du modèle colonial. Un des éléments de cette résistance fut « la bouche » (« nuo » en lobiri), un interdit posé par les anciens pour qu'aucun membre de la société ne suive, sous peine de malédiction et de mort, la voie des blancs. La structure scolaire symbolisa cette lutte. Aujourd'hui encore, dans certains villages, le « nuo » est considéré comme un frein à la scolarisation des enfants¹⁸⁰.

De même que dans le Sahel, par endroit l'accès à l'établissement pose problèmes dès les premières pluies lorsque les marigots se remplissent et isolent les hameaux.

Plusieurs ONG de l'étude ont engagé des actions même si la sensibilisation mise en place semble avoir un impact limité notamment dans les campagnes à l'extrême Sud-Ouest.

Parmi elles, l'OCADES s'engage autour de son diocèse de Bobo Dioulasso intervient dans 8 villages du Houet et du Kéné Dougou et a permis la construction de salles de classes dans les villages.

Aide à l'Enfance Canada se mobilise contre les trafics des enfants en favorisant notamment l'éducation et en construisant sept écoles satellites. L'objectif vise à scolariser les enfants durant quatre années.

Cathwel a décidé de se retirer peu à peu de ces provinces et ne distribue plus de vivres aux nouveaux établissements alors qu'un repas le midi favorise l'assiduité des enfants à l'école. L'inscription, à prix social concerne les 7-9 ans qui, après ce cycle rejoignent des écoles classiques.

En revanche, l'hydraulique apparaît nettement moins soutenu par les ONG de l'échantillon et les bailleurs de fonds dans ces régions davantage arrosées et excédentaires bien que certaines provinces comme le Poni ne possèdent que très peu de retenues d'eau. On note peu d'interventions en la matière même si Peuples Solidaires travaille conjointement avec l'OCADES et Chrétiens du Sahel pour l'aménagement de boulis. De nombreux forages ont également été aménagés dans plusieurs villages des provinces du Mouhoun et des Balé.

Depuis 1976, l'ONG américaine « Projet Baptiste » a réalisé plus de 400 forages sur tout le territoire et notamment dans le Sud-Ouest, plus chrétien qu'au Nord.

Mains Unies du Sahel s'implique dans le Sud (Sissili), le centre Ouest (Sanguié) et base ses activités autour de l'hydraulique. Pour chaque forage aménagé, des comités de gestion sont

¹⁷⁹ INSD, 2003, Enquête burkinabè sur les conditions de vie des ménages en 2003.

¹⁸⁰ Baux S., 2004, *Les inégalités face à l'école au Burkina Faso : Analyse comparative des déterminants de la scolarisation en milieu urbain, semi urbain et rural*, Colloque International, Le droit à l'éducation, *quelles effectivités au Sud et au Nord*, 9-12 mars 2004. Université de Ouagadougou.

mis en place afin d'assurer la maintenance des ouvrages. Actuellement, plusieurs projets « Eau et assainissement » se concrétisent avec l'ONG Water Aid.

Le domaine environnemental paraît également moins prisé par les ONG dans ces provinces au couvert végétal beaucoup plus dense notamment dans l'extrême Sud-Ouest. Moins de pression humaine et moins de mécanisation reposent davantage les terres.

Les signes extérieurs de pauvreté, moins visibles que sur des zones davantage dégradées, n'incitent pas les bailleurs de fonds, plus réticents, à agir directement sur ces terrains.

Les actions suivantes sont davantage des actions de préservation d'espaces en axant les projets sur une meilleure gestion des ressources naturelles.

Naturama tente de ce fait de préserver le parc national de Pô dans la province du Nahouri.

Peuples Solidaires opère des actions de reboisement dans l'Ouest du pays et met l'accent sur la CES avec la construction de fosses fumières ainsi que des diguettes anti érosives.

L'ODE construit des sites anti érosifs, des fosses fumières et initie des programmes de reboisements dans les provinces de l'Ouest.

En matière de pérennité, ces dernières activités très classiques posent problèmes. En effet, d'après de nombreux travaux et rapports, ces projets s'avèrent bien rares à fonctionner après le retrait de l'ONG.

Une fois encore, nous pouvons nous demander si ces types de projets correspondent à une vraie demande locale ou à une opportunité pour ces ONG de réunir des fonds supplémentaires.

En « renforcement des capacités », RECIF appuie les Associations de femmes dans les provinces du Mouhoun, de la Comoé et du Ioba.

Le Groupe de Recherche à l'Appui et à l'Autopromotion des paysans (GRAAP) forme des animateurs endogènes notamment à Gaoua dans le Poni et assure le suivi de ces personnes. L'ONG travaille également sur les problèmes de genre en conscientisant les populations rurales et en dispensant des formations sur des thématiques agricoles ou de santé. Cette méthode participative repose sur les savoirs des populations (essentiellement les communautés chrétiennes).

Oxfam Intermon agit dans tout le Sud-Ouest auprès des provinces excédentaires. L'objectif tend à intégrer davantage les populations aux activités. Des programmes de formations en techniques agricoles, pour la recherche de crédits ainsi que des séances d'alphabétisation initiale et complémentaire sont dispensées.

La récente crise ivoirienne a engendré le retour de Côte d'Ivoire d'un grand nombre de burkinabè et le verrouillage du port d'Abidjan accentua les problèmes économiques. Il a donc

fallu réorganiser certains groupements villageois pour les différentes activités économiques (micro-crédit, maraîchage, pêche...). Un programme lancé par Oxfam Intermon aida les rapatriés à intégrer les groupements de pêcheurs et d'agriculteurs plus facilement [Voir Partie III].

Longtemps favorisée climatiquement et lésée concernant son aide extérieure, il semblerait que l'Ouest et le Sud-Ouest tendent à rattraper quelque peu leur retard. Beaucoup d'ONG ont pris conscience depuis quelques années de la gravité de certaines situations sanitaires et sociales dans ces provinces parfois enclavées et un peu en marge de l'administration centrale.

D'autres difficultés qui autrefois modéraient les interventions comme l'enclavement ou les pratiques sociales et culturelles traditionnelles paraissent de moins en moins freiner l'action des organisations non gouvernementales notamment grâce aux nouvelles technologies et à l'émancipation de certaines catégories de population.

De plus, au sein de ce milieu faiblement structuré, on observe des disparités et des poches plus organisées notamment les groupements de paysans travaillant pour la SOFITEX ou la SOSUCO dans le Houet ou la Comoé.

Cependant, l'aide se focalisant sur les provinces septentrionales, le nombre d'ONG intervenant sur cet espace apparaît encore bien faible. Le Plateau Mossi conserve ainsi sa suprématie en terme d'attraction des ONG.

CONCLUSION DE LA PARTIE II

Si les activités des ONG ont déferlé massivement au Nord du pays dans les années 70 et 80 pour répondre à des besoins d'urgence, ceci se traduit spatialement par une mauvaise répartition géographique. La situation a évolué, s'est complexifiée et l'on observe une redistribution du jeu non gouvernemental sur l'échiquier burkinabè depuis quelques années. Si les besoins sont aujourd'hui de plus en plus initiés par les populations locales, certaines régions comme l'Est ou les marges Sud-Ouest semblent encore absentes de ce jeu et on assiste progressivement à un délaissement du Sahel. L'influence forte de Ouagadougou et du Plateau Mossi, davantage urbanisé, détermine encore largement l'afflux des organismes de développement.

A l'hétérogénéité du territoire s'ajoute également la disparité des acteurs du développement et des interventions rendant la situation toujours plus complexe et difficile à coordonner. Pourtant cette situation confuse ne freine aucunement la création et l'arrivée de nouvelles associations ou le versement de l'aide. L'ensemble de la chaîne des acteurs du développement semble finalement trouver son compte dans « cette cacophonie » où le bénéficiaire demeure difficilement audible.

Face à la gamme élargie d'acteurs (organisations internationales, associations locales, groupements, projets étatiques ou semi étatiques, jumelages...), les ONG doivent également adapter leurs actions variées selon le milieu ciblé avec les partenaires locaux. Cela illustre bien leur importance notamment aux yeux des pouvoirs publics. De plus, depuis quelques années, la multiplication des projets d'appuis institutionnels, intégrés ou environnementaux a modifié le paysage de l'aide au Burkina Faso instaurant en façade une plus grande professionnalisation.

On observe également une certaine inégalité entre les ONG. Si elles ont un statut identique, certaines et notamment les ONG internationales ont accès à des ressources plus importantes et possèdent des bailleurs de fonds diversifiés leur assurant une meilleure pérennité dans les fonds alloués. Les autres ONG de l'étude possèdent tantôt des financements moins importants tantôt des financements moins réguliers les obligeant parfois à des arrêts de certains projets.

De plus, d'aucunes couvrent tout le territoire tandis que d'autres interviennent uniquement sur un ou deux villages.

Leur point commun concerne leur polyvalence puisque la grande majorité des ONG de l'étude initie des actions dans plusieurs secteurs d'intervention.

la tendance que l'on peut noter est une multiplication des actions de renforcement des capacités des projets à la base. Cet accompagnement des populations et plus exactement des associations locales déjà en place semble devenir le « maître mot » des organisations non étatiques au détriment de programmes davantage opérationnels.

Actuellement, la levée des fonds pour les ONG semble passer par ce secteur de plus en plus incontournable et pourtant difficilement mesurable et appréciable sur le terrain. S'en suit toute une terminologie appropriée et tout aussi indispensable pour pérenniser les financements.

Les données géographiques, historiques, sociales et culturelles doivent être prises en compte par les organisations. On n'intervient pas de la même façon au Sahel que dans le Sud-Ouest du pays. Si les domaines d'activité se multiplient, les approches entre les ONG varient. Chacune élabore sa stratégie, son plan d'action. Le manque d'adéquation entre les besoins à la base et les activités des ONG suscitent parfois des interrogations. Ces facteurs pourront expliquer, et nous les verrons par la suite, le manque d'efficacité de certaines ONG. Par ailleurs, si les ONG travaillent en général avec les services déconcentrés de l'Etat, le processus de décentralisation initié depuis quelques années doit inciter l'ensemble de la société civile à travailler avec les communes urbaines et rurales ce qui semble encore loin d'être le cas.

Enfin, « la batterie d'activités » proposées par toutes les ONG de notre corpus semble répondre davantage à l'attente des grands bailleurs internationaux ou onusiens qu'aux aspirations des populations paysannes. Certains schémas du développement, jadis jugés inopérant ou inefficaces, sont reproduits sous d'autres formes enjolivées jetant par-là même une réelle interrogation sur leur efficacité.

**PARTIE III- L'APPROCHE TERRAIN ET L'IMPACT : DES
ONG VERS LES POPULATIONS BÉNÉFICIAIRES**

Au regard des deux premières parties qui appréhendent le processus d'intervention des organisations non gouvernementales au Burkina ainsi que leurs espaces privilégiés, nous proposons dans cette partie de changer d'échelle en analysant directement les actions au niveau des terrains d'étude. Les réflexions et analyses qui suivent ne constituent pas à proprement parler une critique exhaustive puisqu'elles se réfèrent à un échantillon relativement limité mais permettent d'ouvrir une brèche dans ce monde des ONG, fermé et finalement assez méconnu. Ainsi, après avoir défini notre échantillon représentatif et explicité les types d'actions entrepris par les ONG (dans plusieurs secteurs d'activités), nous rentrerons dans le vif du sujet en mesurant l'efficacité de celles-ci. En effet, grâce à un travail de terrain approfondi ainsi qu'à de multiples enquêtes réalisées entre 2002 et 2006 auprès d'un panel important de personnes ressources, plusieurs conclusions seront avancées. Un des objectifs de cette partie cherche à mettre en avant *les populations locales*, ces anonymes qui resteront même après les réussites ou les échecs des projets.

Même si une grande part de subjectivité liée à notre statut « d'étranger-chercheur » subsiste dans les réponses, nous tenterons de mesurer la perception de ces « bénéficiaires » et leur vision du développement de leur espace de vie. Puis, nous verrons les différences de stratégies de la part des ONG pour arriver à un même objectif, à savoir faire progresser les taux de développement dans leurs zones d'intervention respectives.

CHAPITRE VII : METHODES ET APPROCHES AU SEIN DE NOTRE ETUDE DE TERRAIN

Un travail amont a d'abord été entrepris. Dans l'optique de produire une classification des organisations, nous avons élaboré un échantillonnage des 353 ONG intervenant au Faso d'après les sources du DSONG¹⁸¹. Parmi ces 100 ONG, l'accent fut porté plus précisément sur 13 ONG représentatives.

1- Réflexions sur le choix et l'identité des ONG retenues : La représentativité de l'échantillon

Un premier travail de terrain établi dès janvier 2002 au cours du projet de thèse détermina les zones d'études possibles. Des missions de suivi des ONG planifiées nous ont permis de

¹⁸¹ 100 ONG ont été retenues selon plusieurs critères de nationalité, d'activités, de zones d'intervention [Cf. Partie II]. Ces entretiens ont été réalisés durant toutes les missions sur le terrain de janvier 2002 à août 2006.

« nous immerger » dans les divers contextes locaux. Nous les avons donc contactées afin d'approfondir leur lien direct et indirect avec le thème de notre recherche. Par la suite, après un premier « feedback », des enquêtes sous formes d'entretiens ont été effectuées auprès des chargés de mission et des animateurs des ONG ainsi que des populations bénéficiaires [Cf. Méthodologie]. Ce travail d'observation et de sondage s'acheva en mai 2003.

Après le choix de notre typologie et de nos zones d'étude, le troisième travail a consisté à établir un échantillon représentatif d'ONG et à nous rendre dans les provinces concernées afin d'analyser les actions des différents projets.

Le choix s'est donc porté sur 13 ONG. Plusieurs critères ont décidé notre choix. Cette sélection s'opéra tout d'abord par rapport à leur nationalité. Il semblait intéressant de suivre plusieurs ONG de nationalités variées afin de confronter les similitudes ou les différences dans l'intervention. Ensuite, les types d'activité devaient concorder avec les actions les plus représentatives du pays : La promotion rurale, la santé, l'éducation, l'environnement, l'hydraulique et le renforcement des capacités qui parfois et on l'a vu, englobe les activités précédentes.

In fine, les zones d'intervention correspondant à des espaces spécifiques du pays s'avéraient déterminantes [Cf. Chapitre VI] :

- Le Nord Burkina et Gorom Gorom
- Le Nord Ouest et la province du Yatenga
- L'Est et la province du Gourma
- Le Sud Ouest et Bobo-Dioulasso
- Le Plateau Central et Ouagadougou

Toutefois, plusieurs difficultés ont parsemé nos enquêtes :

Suite aux entretiens auprès des responsables, certains projets étaient en attente de financement ou entre deux phases d'activités. D'autres étaient très éloignés de nos zones géographiques privilégiées. Par ailleurs, il nous fallait l'accord de l'ONG afin d'enquêter sur leurs sites et certaines n'ont pas souhaité nous conduire sur leurs sites d'interventions sous différents prétextes (manque de temps, chargés de missions ou directeur absents, bénéficiaires au travail dans les champs...). Ainsi, le SECOS/ONG, l'association PENGWENDE, l'AVD ou encore ZWO ne nous offraient aucune garantie quant à d'éventuels résultats visibles. Le DED ou l'ADRA refusaient clairement de montrer les réalisations sur leurs périmètres d'intervention.

En prenant en compte l'ensemble de ces facteurs, nous avons porté notre choix sur des ONG dont la durée sur le terrain d'intervention était supérieure à deux ans ce qui permettait d'avoir un premier recul quant à cet appui aux populations locales.

A partir de notre base de données générale de 100 ONG, notre choix se tourna vers 6 ONG

burkinabè, 2 ONG françaises, une ONG américaine, 2 ONG canadiennes, une ONG anglaise et une ONG espagnole. Cet échantillon représente par conséquent 13% de notre base de données ce qui a semblé suffisamment représentatif pour cette étude¹⁸².

Tableau n° 69 : Les ONG retenues dans leurs zones d'intervention respectives

ONG	NATIONALITE	ANNEE D'INTERVENTION¹⁸³	ZONE D'INTERVENTION¹⁸⁴
FNGN	Burkina	1967	Yatenga
DSF	Burkina	1998	Yatenga
CCFC	Canada	1987	Kadiogo
CERVOD	Burkina	1994	Ouagadougou
CECI	Canada	1988	Oudalan
OXFAM	Espagne	1989	Comoé
CIDI	Burkina	1990	Dissin (Sud Ioba)
AFVP	France	1980	Ioba, Mouhoun
PS	France	1975	Mouhoun
ADD	Angleterre	1990	KénéDougou
OCADES	Burkina	1998	Yatenga, Houet, Gourma
ARFA	Burkina	1995	Gourma
HKI	Etats-Unis	1996	Gourma

Source : Enée G, 2005 (d'après les enquêtes de terrain)

- Le Nord Ouest

Nous avons retenu tout d'abord le Nord Ouest du pays et plus particulièrement la province du Yatenga.

La première ONG suivie, la Fédération des Groupements Naam (FNGN) a été choisie car son influence dépasse largement Ouahigouya et la province du Yatenga. Ses réseaux de paysans

¹⁸² Ainsi, 34 villages et 3 associations à Ouagadougou sur les cinq zones d'études (Nord Ouest, Nord, Ouest et Sud Ouest, Est et Plateau Central) ont été ciblés et 410 personnes (paysans, maraîchers, artisans, commerçants, éleveurs...) furent soumises à nos entretiens durant la période novembre 2003-mars 2005 (missions de quatre mois par année). Parallèlement à ces entretiens complémentaires établis sous forme de questionnaires, des interviews ont été réalisées auprès des directions provinciales, des administrations et des autorités locales.

¹⁸³ Références précisées lors des entretiens avec les responsables des ONG.

¹⁸⁴ Zones d'intervention suivies lors de nos enquêtes entre 2002 et 2005.

ou groupements Naam couvrent une large moitié du territoire burkinabè. De plus, cette ONG est ancienne (1967) et particulièrement ancrée dans le tissu associatif du pays.

Développement Sans Frontières (DSF), ONG nationale intervenant auprès de plusieurs écoles de la province, fait également partie de l'étude. Elle participe activement au développement local de par son implication originale dans le domaine de l'éducation.

- Le Plateau Central

Parmi la forte concentration des ONG sur le Plateau Central, nous avons dû faire plusieurs choix et retenir des organisations représentatives :

Christian Children Fund of Canada ou Fonds Chrétien pour l'Enfance (CCFC), ONG caritative internationale créée en 1960, a pour objectif premier d'aider les enfants vulnérables, leurs familles et les communautés dans lesquelles elles vivent, à surmonter les difficultés auxquelles elles font face. Représentée au Burkina depuis 1987, elle travaille en partenariat avec plusieurs structures qui encadrent des milliers d'enfants de la jeune enfance à l'âge adulte. En 2003-2004, elle a injecté plus de 350 millions de FCFA dans la petite enfance au Burkina.

Un des grands secteurs d'activités retenu étant celui de l'éducation, il apparaissait judicieux de suivre l'intervention du CCFC au sein de deux écoles du Kadiogo au cœur du Plateau Central à proximité de la capitale. Pour ce faire, nous avons établi des entretiens semi-structurés auprès des responsables de l'ONG sur le site même de leurs interventions.

Egalement actif sur le Plateau Central, le Cercle des Volontaires africains pour le Développement et l'intégration au Burkina (CERVOD) privilégie des actions auprès des jeunes.

Cette ONG appuie entre autre trois associations de la jeunesse :

- L'association Réseau Africain des Jeunes contre le Sida (RAJS), située à Ouagadougou au Nord Ouest de la ville dans le quartier Tampouy.
- L'association dynamique des jeunes (ADJE) également située à Tampouy
- L'association dynamique des jeunes écologistes de l'arrondissement Sig Noghin, quartier au Nord Ouest de Ouagadougou.

Pour sa part, l'OCADES cherche à multiplier ses secteurs d'activité afin de rayonner sur l'ensemble du territoire.

L'enquête auprès de l'OCADES Ouagadougou¹⁸⁵ s'est effectuée en janvier 2005 dans la zone d'influence de la capitale sur trois villages :

- Saaba, commune péri urbaine (à 20 Kms à l'Est de Ouagadougou)
- Dalpélogo (30 Kms au Nord Ouest de Ouagadougou)
- Goumsa dans la province du Bazéga à 50 Kms au Sud de Ouagadougou)

- Le Nord

Par la suite, il nous a semblé essentiel que le Nord du pays, ancien réservoir d'organisations en tous genres dans un passé proche, retienne notre attention et notamment l'Oudalan à l'extrême Nord où intervient le CECI. Le Centre Canadien d'Etudes et de Coopération (CECI) intervenait dans l'Oudalan avant la fermeture du projet en 2005. Nous avons sollicité pour les besoins de l'enquête des groupements maraîchers de 9 villages de la province. Ces groupements essentiellement féminins développent des activités de culture de contre saison autour des boubous.

- Le Sud Ouest

Dans la province du Mouhoun, autre région agricole cotonnière, très spécifique, nous avons suivi les actions dans le domaine agricole et environnemental de Peuples Solidaires auprès de plusieurs groupements de paysans.

En mai 2003, nous nous sommes intéressés à plusieurs groupements de pêcheurs appuyés par l'ONG Oxfam Intermon dans la région Sud Ouest (Province du Houet et de la Comoé).

Le Comité d'Initiatives et de Développement Intégral (CIDI) s'affiche comme une ONG burkinabè intervenant autour de la commune de Dissin située dans le Sud de la province du Ioba à la frontière du Ghana. Cette région à dominante ethnique Dagara semblait intéressante car sous représentée en matière d'aide au développement¹⁸⁶.

¹⁸⁵ Antenne dans le quartier Cissin

¹⁸⁶ Pour cette étude réalisée en mars 2005, de nombreuses personnes ressources ont été rencontrées à différents niveaux : le président du CIDI ainsi que le coordonnateur des projets et programmes à Ouagadougou, plusieurs membres du CIDI à Dissin et enfin de nombreux bénéficiaires des projets en cours. Cette démarche nous permettait donc d'obtenir un panorama élargi et objectif des activités du CIDI.

Notre étude s'est poursuivie vers d'autres types d'organisations du développement :

L'ONG française AFVP, une des rares ONG basée à Dano dans le Ioba collabore avec des structures locales sur la base de leurs initiatives et n'est plus opérateur direct. Son importance au Burkina dans le champ du développement local depuis quelques décennies en fait un acteur privilégié.

Située plus au Sud Ouest du pays et basée à Bobo-Dioulasso, l'ONG britannique Action of Disability and Development (ADD) appuie trois associations toutes interrogées :

- L'association Espérances sur Bobo-Dioulasso
- L'association des personnes handicapées de Orodara dans le Kéné Dougou
- L'association des handicapés moteurs de la Comoé à Banfora

Les projets éducatifs d'Aide à l'Enfance Canada offrent la possibilité aux jeunes de la province du Houet, de la Comoé et du Kéné Dougou de réaliser leurs propres projets.

Nous reviendrons aussi sur l'OCADES, basée également à Bobo-Dioulasso et qui concentre ses actions dans le développement agricole en initiant ses actions autour de périmètres irrigués dans la province du Houet.

- L'Est

La région de l'Est nous intéresse pour l'étude compte tenu de ses spécificités ethniques, à dominante Gourmantché mais aussi géographiques et environnementales.

Le choix porta sur l'ONG nationale dont le siège est à Fada, « l'Association pour la Recherche et la Formation en Agro écologie » (ARFA). Sa caractéristique est de s'engager dans le domaine de l'environnement et de « l'agriculture durable » dans cette zone Est afin de prévenir la désertification. Nous avons retenu les villages de Boudangou et de Napaliangou.

Helen Keller International (HKI) fut parallèlement suivie dans ses actions de lutte contre le trachome au sein de deux villages du Gourma, proches de Fada. Le projet multicentrique (Burkina, Mali, Maroc, Niger et Tanzanie) a débuté au Burkina Faso en 1999 au niveau de 14 écoles satellites (écoles communautaires) et 2 écoles mères (écoles publiques classiques) de la province du Gourma. La mise en œuvre est à mettre au crédit du ministère de l'Enseignement de

Base, en particulier avec ses services régionaux et provinciaux. Son objectif : prévenir le trachome cécitant chez les écoliers. Ce projet a fusionné avec un autre projet d'envergure nationale portant sur les curricula trachome. De plus, nous avons intégré à l'étude le suivi de deux groupements d'exploitants sur deux périmètres irrigués à Kpentiaogou et Moemba.

Tout comme HKI, l'OCADES Fada n'Gourma met en œuvre des projets agricoles dans le Gourma. Les groupements exploitant les périmètres irrigués ont également été interrogés.

Toutes ces ONG présentent la caractéristique d'agir auprès de nombreux groupements de paysans, de pêcheurs, associations de jeunes, de femmes... mais pas dans les mêmes zones géographiques du pays ce qui rend l'étude intéressante¹⁸⁷.

Avant de détailler les actions entreprises par ces 13 ONG, il est important de connaître leurs incitations à s'engager d'une part au Burkina et d'autre part dans leurs espaces de prédilection.

2- L'engagement des ONG au Burkina

Afin de mieux comprendre les actions menées par les ONG de notre échantillon, observons rapidement les raisons pour lesquelles ces organismes s'engagent sur ces terrains parfois difficiles.

En plus de développer des thèses très négatives sur la situation du Burkina, beaucoup d'ONG, pour ne pas dire la plupart, continuent à prétendre que leurs actions s'inscrivent au cœur de situations d'urgence. En noircissant volontairement le tableau destiné à des donateurs néophytes et éloignés des réalités du pays, leurs interventions s'en trouvent d'autant mieux justifiées.

¹⁸⁷ Pour des raisons pratiques de temps et de moyens, seuls quelques groupements de 10 personnes maximum ont été interviewés.

Figure n°39 : Le Burkina vu...par l'ONG Cathwel

Pays enclavé situé au Sud du désert en pleine expansion du Sahara, le Burkina Faso demeure un des pays les plus pauvres au monde.

Environ 90% de la population estimée à douze millions d'habitants vit sur une agriculture de subsistance précaire fortement tributaire d'une pluviométrie capricieuse et sujette à une dégradation rapide et progressive des sols. Cette agriculture est caractérisée par une faible productivité accentuée par un taux d'accroissement de la population de 2,7%, conséquence d'une situation d'insécurité alimentaire généralisée se transformant souvent en famine en temps de crise. Par ailleurs, l'accès limité aux soins et à l'éducation constitue une entrave au développement de la nation. L'espérance de vie se situe autour de 46 ans et va décroissante face à la pandémie du Sida ayant un taux de prévalence de 6,44%. La population féminine plie sous les poids des valeurs socio-culturelles et de la discrimination économique avec un taux d'analphabétisme de 80% et par ailleurs rongé par des maternités souvent multiples (minimum 6 enfants), voire précoces.

Avec un secteur industriel non producteur de bénéfices réels, se composant de petites unités industrielles parapubliques, le gouvernement du Burkina Faso est à cheval sur une dette extérieure s'élevant à près de 1,5 milliards de dollars, une économie ainsi fragilisée faisant de l'aide internationale une force motrice pour son développement, bouée de sauvetage, un souffle d'allègement des souffrances.

En effet, depuis son accession à l'indépendance en 1960, le Burkina Faso bénéficie de l'aide du Catholic Relief Services à travers le volet « distribution des vivres » ; depuis lors, l'institution n'a cessé de diversifier ses interventions et couvre des programmes d'activités de développement à long terme comme l'agriculture, la micro finance, l'éducation et le VIH/Sida. En partenariat étroit avec le programme « Food for Peace » de l'USAID, Cathwel poursuit la distribution des vivres aux masses les plus vulnérables de la société et a œuvré avec diligence en vue d'intégrer les facteurs de mobilisation de la communauté et les capacités d'innovation de ses partenaires locaux.

Source : Cathwel., 2001, *Rapport annuel d'activités*, Ouagadougou, janvier 2002.

Dans ce rapport d'activités, afin de légitimer son intervention, l'ONG Cathwel utilise des expressions fortes comme « *Proximité du Sahara, économie fragilisée, allègement des souffrances, la pandémie du sida, famines...* » qui s'intègrent dans le champ lexical des ONG désirant intervenir au Burkina et qui marquent les futurs donateurs.

De nombreuses contrevérités sont par ailleurs utilisées en toute impunité comme « *l'insécurité alimentaire généralisée* » qui concerne plutôt le Nord du pays ou « *l'absence des bénéfices des unités industrielles* ». La logique de Cathwel s'avère davantage une logique d'assistanat que de développement et continue à communiquer sur l'urgence au Burkina qui n'apparaît pas comme la « bonne cible ».

Reconnue comme ONG en 1978, la Fédération Nationale des Groupements Naam représente l'une des plus emblématiques organisations paysannes de la sous région. L'enjeu pour l'ONG consiste à faire évoluer les organisations traditionnelles vers des formes associatives « modernes » afin de répondre aux exigences des changements. Ces nécessités de changements, parfois utilisée jadis mais oubliées, désormais prônées par les grands bailleurs internationaux comme les Nations Unies ou la Banque mondiale concernent des domaines telle la préservation de l'environnement ou intégrer davantage les populations féminines avec l'aspect « genre ».

Il s'agit également, selon le directeur, créateur charismatique, de mettre en place une organisation basée sur une plus grande rationalité dégageant des excédents de ressources pour insuffler un développement durable.

Figure n°40 : Développer sans abimer

Bernard Lédéa Ouédraogo naît en 1930 à Gourcy, petite ville du Yatenga. Après de solides études primaires et secondaires à Ouaygouya il entreprend un doctorat à la Sorbonne qu'il soutient brillamment en 1977.

Ses études terminées, en 1949, il devient instituteur puis directeur d'école où ses talents de leader et d'entraîneur l'amènent aux échelons supérieurs de la fonction publique.

Il se tourne enfin vers l'agriculture mais rapidement découvre qu'il ne pouvait pas aider les agriculteurs et les groupes de villages comme il l'aurait voulu et cherche à comprendre pourquoi.

Après avoir, très tôt dans sa carrière, remarqué que les coopératives étaient mal acceptées des masses paysannes, Bernard Lédéa Ouédraogo recherche la meilleure manière de stimuler la participation des paysans à leur propre développement. Il prend conscience que, dans sa propre société Mossi, a existé un groupe traditionnel appelé « KombiNaam », qui rassemblait des jeunes hommes et des jeunes femmes du village pour différentes activités agricoles, culturelles et sociales. Au cours des années, et en collaboration étroite avec les villageois, la structure traditionnelle du "KombiNaam" a été modernisée de sorte que les groupes s'ouvrent à tous et à toutes. C'est un exemple pilote de transformation réussie des structures traditionnelles de village dans une perspective dynamique de développement.

Sa première interrogation fut : quelque chose a-t-il existé dans la société traditionnelle Mossi qui rassemblait les habitants des villages ? « Nous avons entrepris une étude complète de l'organisation sociale des villages, de leurs structures économiques, les leaders, les structures sociales, et nous avons découvert le KombiNaam, un regroupement traditionnel des jeunes des villages ayant des caractéristiques coopératives très fortement développées. Nous avons décidé que nous essayerions de travailler selon les structures des Naam. »

Le résultat : une initiative unique en Afrique. En dépit de nombreuses difficultés, les groupements Naam ont prospéré. En 1978 on dénombrait plus de 2500 groupes dans la province de Yatenga comprenant cent soixante mille membres. Vingt ans plus tard on atteint 6420 groupes et 300000 adhérents sur l'ensemble du Burkina Faso dont une moitié de groupements de femmes. La reprise, par Bernard Lédéa, des groupements traditionnels KombiNaam dans les structures sociales modernes était un brillant exercice pratique de sociologie.

Il donne quatre raisons de leur succès :

- *conduite et activité locales dynamiques ;*
- *respect des valeurs traditionnelles;*
- *proscription de toute discrimination sociale, ethnique, politique ou religieuse ;*
- *le groupe est générateur de motivation.*

En 1976 Bernard Lédéa fonde, avec le français Bernard Lecomte, expert en développement, l'association Six S (Se Servir de la Saison Sèche en Savane et au Sahel), devenant deux ans plus tard son directeur exécutif. Tandis que le Naam est un mouvement populaire, les Six S est une organisation non gouvernementale ayant pour vocation de lever les trois principaux obstacles à la mobilisation paysanne :

- *le manque de savoir-faire technique pour faire face à la sécheresse et à la désertification ;*
- *le manque de qualifications pour traiter et négocier avec les agences gouvernementales d'aide au développement ;*
- *le manque de fonds pour mettre en application les petits projets.*

Au milieu des années 1990, Bernard Lédéa est élu maire de Ouahigouya puis député, en 2003.

Source : Extrait du Site Internet : www.naam.free.fr

L'objectif consiste à responsabiliser le groupe par rapport aux problèmes rencontrés et l'amener à les assumer. Il s'agit, selon la rhétorique des ONG, de rendre « les paysans auteurs et acteurs de leurs projets ». Née à Ouahigouya, cette ONG, toujours basée dans cette commune possède un rayonnement quasi national touchant 85 départements sur 28 provinces plutôt situées au Nord du pays. Les activités étant liées à la promotion de l'agriculture et de l'élevage, à l'hydraulique, à l'environnement ainsi qu'à la sécurité alimentaire, le choix s'est naturellement porté sur ces espaces. De plus, le créateur de l'ONG, originaire de la région a d'abord œuvré au développement de ces villages avant d'étendre les actions.

Elle se structure en dix cellules autonomes :

- alphabétisation
- gestion
- communication

- élevage
- agriculture : économie
- promotion féminine
- commercialisation de semences, de productions maraîchères (pomme de terre, oignon), fruits et légumes (bananes), produits d'élevage.
- Banques d'épargne et de crédit
- Banque de céréales
- éducation environnementale

Les unités d'appui travaillent à la demande des groupements. Elles assurent la formation, le suivi et l'évaluation des activités.

Elles ont pour tâche principale d'aider les groupements à déterminer leurs besoins et leurs priorités au moyen de l'animation et de la formation, de rassembler les demandes et les besoins des groupements et d'en faire un document de programme et d'établir avec les groupements des programmes d'activités.

La FNGN, ONG indépendante n'en a pas moins tissé un réseau assez dense de relations avec son environnement institutionnel, politique, religieux, ainsi qu'avec d'autres organisations d'aide au développement [Seydoux, 2002]. Ces différentes collaborations interviennent à trois niveaux d'échelle spatiale : locale, régionale et nationale.

Si au niveau local, et nous l'avons vu dans la deuxième partie, l'ONG tisse des liens souvent forts avec d'autres organisations à la base, au niveau régional, les groupements Naam collaborent de manière informelle avec les institutions religieuses et coutumières. En outre, l'intégration des anciens comme conseillers des groupements a en partie assuré la réussite du mouvement Naam. Malgré cela, c'est avec les CRPA que les groupements Naam entretiennent les collaborations les plus étroites. Elles assurent le suivi technique de leurs moulins et de leurs banques de céréales, tandis que les CRPA assurent la formation technique des animateurs de l'union. Les groupements Naam bénéficient aussi de l'encadrement des services administratifs de l'élevage, de la santé, du service hydraulique et du service de l'environnement.

Beaucoup plus récente à Ouahigouya, Développement Sans Frontières (DSF) évolue sur 13 départements de la province du Yatenga au niveau de 35 écoles. La création de l'ONG à Ouahigouya eut lieu en 1998 lorsque plusieurs personnes de la région détenant une expertise en matière d'éducation ont décidé de s'associer et de transmettre l'éducation au plus grand nombre. Même si les taux de scolarisation sont plutôt positifs dans cette région [Cf. Partie II], le manque d'enseignants et le petit nombre de filles en classes ont incité l'ONG à s'engager dans ce sens.

On l'a vu, le CCFC, ONG catholique canadienne créée en 1960 et présente au Burkina depuis 1987 est un institut de soutien à l'enfance. Au départ, le CCFC a appuyé une structure des « Assemblées de Dieu » déjà présente et a signé plusieurs protocoles avec des écoles primaires. L'objectif était de créer des activités génératrices de revenus pour renforcer les capacités de revenus des parents d'élèves. Les enfants nécessiteux de toutes confessions et de toutes origines, de la jeune enfance à l'état de jeune adulte sont les points focaux de la mission de l'ONG. Selon la représentante, l'ONG n'avait pas de politique géographique d'intervention : « en 1987, toutes les zones semblaient prioritaires dans le domaine de l'éducation ».

L'ONG Cercle des Volontaires Africains pour le Développement et l'Intégration (Cervod Afrique) démarre son action en 1994. D'après son chargé de programme, il existait un réel manque au niveau de l'aide à la jeunesse dans le pays. Peu d'associations de jeunes existaient déjà et celles qui étaient en place n'avaient que peu d'efficacité.

Le CERVOD se positionne en opérateur technique. De par son programme « Jeune Vie Associative », il facilite la mise en réseau et appuie les capacités des associations de jeunesse. Au moment des enquêtes, cinq zones urbaines pilotes étaient couvertes par l'ONG : Kaya, Bobo-Dioulasso, Léo, Pô ainsi que plusieurs quartiers de Ouagadougou. Nous avons privilégié ces zones d'intervention selon le dynamisme et la motivation des associations de jeunes sur place.

Oxfam Intermon a choisi d'axer son intervention sur les provinces aux productions excédentaires du Sud Ouest du pays en appui aux organisations paysannes. Les ONG ont constaté d'une part, que les autres Oxfam (Québec, Belgique, Pays Bas) travaillaient déjà au sein des provinces déficitaires du Nord et que, d'autre part, peu d'ONG intervenaient dans ces régions du Sud Ouest. Oxfam travaille auprès des organisations paysannes qui sont les maîtresses d'œuvre. Elle appuie les initiatives qui existent déjà et améliore les techniques de production, les débouchés économiques ainsi que l'éducation de base.

Egalement dans la zone Sud-Ouest, le CIDI, petite association nationale, a obtenu récemment le statut d'ONG. Le CIDI prend part à des actions dans le Sud Ioba à la frontière ghanéenne puisque d'une part les responsables sont originaires de cette région et d'autre part, le tissu associatif y apparaît très peu développé [Cf. Partie II]. La logique du CIDI consiste à appuyer les filières économiques déjà existantes ainsi que l'alphabétisation aux taux très faibles dans la province (inférieur à 11%). Selon son président, l'autosuffisance alimentaire de la région passe par la valorisation des activités agricoles, de l'élevage, de la gestion des ressources naturelles et enfin de l'alphabétisation.

L'Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP), groupe d'associations régie par la loi 1901 intervient dans 36 pays à travers le monde. Créée en 1963, cette ONG est dirigée selon un mode paritaire par des organisations de solidarité internationale, les principaux mouvements de jeunesse et d'éducation populaire et les pouvoirs publics français¹⁸⁸.

Malheureusement, soulignons que malgré cette longévité étonnante, aucune trace, aucun archivage rigoureux n'autorise à reconstituer l'historique de l'ONG et les projets se sont donc enchaînés sans une véritable mémoire des erreurs du passé. Cette occultation volontaire de son histoire vaut pour toutes les ONG en général. Les traces des erreurs ou des réussites antérieures se voient résolument effacées dans le but de pouvoir recommencer les mêmes projets sous d'autres formes quelques temps plus tard sur d'autres sites. L'obligation d'une bonne communication paraît donc plus importante que l'obligation de réussite et d'efficacité.

Présente au Burkina depuis 1973, l'AFVP mobilise actuellement une quarantaine de personnes et entre dans le champ des dix plus importantes ONG au Burkina Faso au regard des montants financiers investis au cours du premier plan quinquennal. Elle s'apparente selon à une ONG de réalisations [A. Piveteau, 2004]. Confrontée à une situation de crise au moment de son implantation au Faso, l'ONG s'est engagée dans le domaine de l'hydraulique villageoise avec la construction de puits et de retenues d'eau ainsi que des interventions dans la santé et le secteur sanitaire. Selon les responsables de l'ONG, au milieu des années 80, l'ONG a peu à peu diversifié ses projets en axant davantage son action dans le domaine agricole. Actuellement, les équipes de volontaires sur place forment et renforcent les comités villageois autour de neuf sites répartis sur l'ensemble du territoire.

Peuples Solidaires a, quant à elle, démarré ses actions au Burkina dans les années 70. L'ONG est née de la fusion entre l'Union des Comités pour le Développement des Peuples (Ucodep France) et Ucodep Tiers Monde. C'est une structure légère qui assure l'appui aux différents groupements ciblés. Certains partenariats durent depuis 25 ans. L'intervention dans les provinces se fait toujours par l'intermédiaire des structures « PS » en place.

Action Of Disability and Development (ADD), dont le siège se situe en Angleterre, travaille auprès des populations burkinabè et dans plusieurs pays de la sous région. Sa zone de prédilection est le Sud Ouest du pays (huit provinces). Chaque pays possède son bureau national. Dans chaque localité, des diagnostics mesurent les niveaux de handicaps. Des plaidoyers sont organisés. Son action relève du transfert de compétences et de l'autonomisation des groupements de personnes handicapées afin de leur faciliter l'accès à des débouchés économiques. Le responsable explique l'action de son ONG dans le Sud-Ouest à cause du faible nombre d'ONG

¹⁸⁸ AFVP, 2001

sur la zone et des grands besoins existants notamment en terme de handicap. Pour lui, la région de Bobo-Dioulasso connut un essor économique grâce aux quelques industries et fabriques (textile, sucre, coton, transformations de produits) mais sur le plan organisationnel, l'essor n'a débuté qu'après la révolution à la fin des années 80 ce qui explique le retard accumulé.

En avril 1977, les évêques du Burkina prennent l'option de bâtir une Eglise-famille de Dieu dont une des conséquences logiques sera la structuration de la pastorale sociale de l'Eglise. En 1998, une assemblée constitutive adopte les textes fondamentaux de l'OCADES Burkina (Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité) intégrant toutes les structures de pastorales sociales (BEL et Caritas) de l'Eglise catholique présentes au Burkina Faso. Puis est voté le décret de fusion du BEL et de la Caritas burkinabè en OCADES Burkina. L'objectif principal de l'OCADES-Burkina est d'être l'instrument de la pastorale de l'Eglise au Burkina. Tout le territoire se trouve quadrillé grâce à 12 diocèses établis dans les principaux chefs-lieux de provinces.

Le travail s'établit auprès de structures à la base dans tout le pays.

L'Association de Recherche et la Formation en Agro-écologie basée à Fada n'Gourma et oeuvrant dans l'Est du pays a été créée en 1995. L'ONG nationale œuvre à la promotion des pratiques agro-écologiques dans l'Est du pays (provinces du Gourma, de la Gnagna et de la Komondjari). Selon le directeur d'ARFA, 95 à 97% de la population de cette région vit en milieu rural, et exerce le plus souvent ses activités agricoles avec des moyens archaïques, obtenant des rendements très faibles. De plus, les taux d'alphabétisation et l'encadrement technique apparaissent très limités.

La politique de développement de l'ONG consiste en un soutien aux initiatives et projets en faveur de la promotion de l'agro-écologie, la promotion des cultures biologiques, la lutte contre les pollutions et enfin la valorisation des potentialités socio-économiques pour le renforcement des capacités d'auto promotion des membres du réseau paysan Neerbûli (groupes cibles)¹⁸⁹.

Toujours à l'Est du pays, l'ONG Helen Keller International (HKI), fondée en 1914 aux Etats-Unis intervient dans tous les pays du Tiers monde. Au Burkina, trois grands programmes liés entre eux sont pratiqués : Tout d'abord, le projet nutrition et le jardinage scolaire au sein des écoles puis la lutte contre le trachome et enfin la lutte contre l'onchocercose. D'après le représentant résident, les raisons qui expliquent les interventions sont d'ordre épidémiologique car l'Est et le Sud Ouest sont particulièrement touchés par ces maladies. Des opportunités comme le service ophtalmologique de l'hôpital régional ont permis de créer une antenne à Fada n'Gourma.

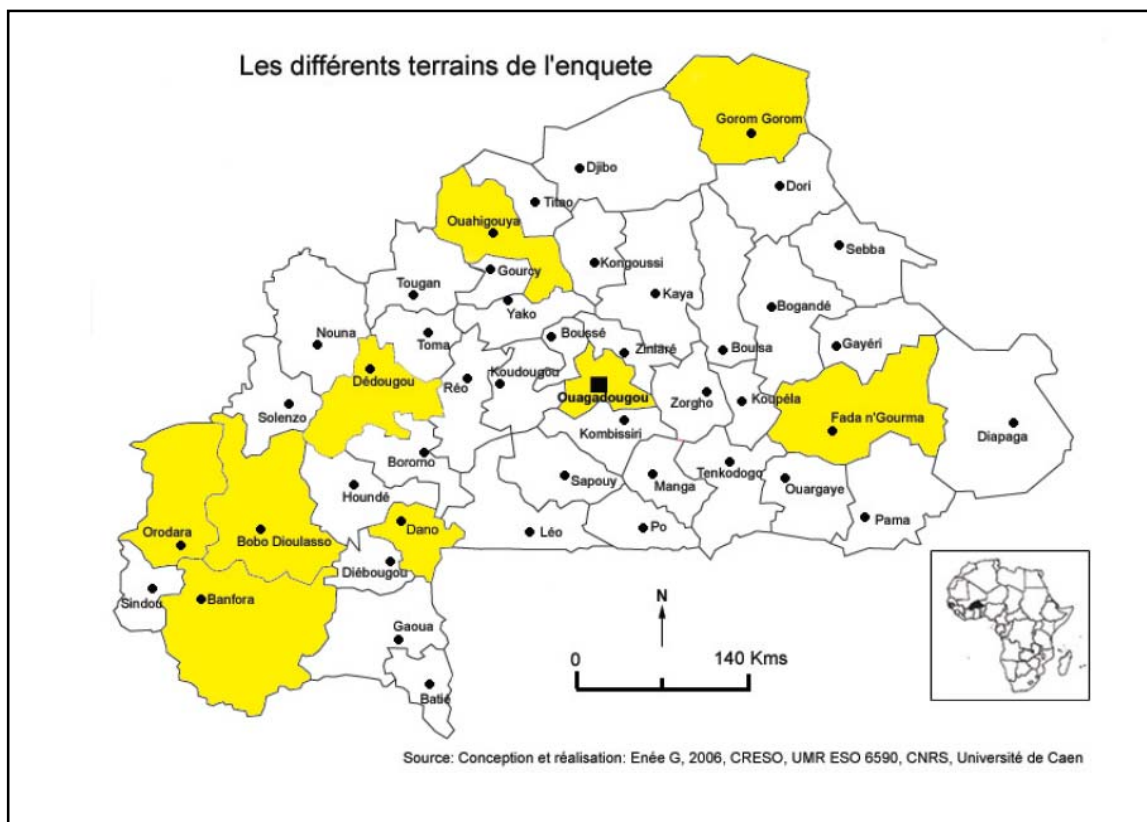
¹⁸⁹ ARFA-ONG, 2003.

Ces ONG n'ont pas de liens entre elles. Certaines comme le CCFC ou l'OCADES sont confessionnelles, d'autres issues de mouvements de solidarité internationale comme l'AFVP ou de fédérations comme Peuples solidaires. Chacune a sa propre histoire, sa propre philosophie et développe parfois des stratégies différentes de l'ONG voisine pour des actions semblables.

Si leurs finalités, à savoir renforcer des populations à la base et susciter un développement, se ressemblent, les démarches sur le terrain peuvent diverger. C'est pourquoi il est nécessaire de pousser l'étude « au niveau de la base » afin d'appréhender les similitudes et les différences d'intervention entre les différents acteurs.

3- Actions suivies au niveau de l'espace étudié

Figure n°41 : Les différents terrains de l'enquête



Suivant la méthodologie observée, nous avons conservé 5 grandes zones d'étude. Dans les villages de l'étude, au sein des groupements au contact des ONG, très peu de personnes parlaient le français. Nous eûmes donc recours à un interprète du village ce qui permit d'une part de faciliter les échanges et, d'autre part, de mettre en confiance les interviewés¹⁹⁰.

a- Le terrain du Yatenga

Le premier terrain étudié fut celui du Yatenga et la ville de Ouahigouya qui concentre de nombreux sièges et des antennes d'ONG [Cf. Partie II]. Nous avons sélectionné les ONG FNGN et DSF. Après avoir rencontré les responsables des deux ONG, notre recherche s'orienta auprès de plusieurs villages où intervenaient ces structures.

- *La Fédération Nationale des Groupements Naam (FNGN)*

Pour notre enquête auprès de la FNGN, le choix porta sur quatre villages de taille similaire:

- Soumiaga (7 Kms au Sud de Ouahigouya)
- Nimpouya (environ 10 Kms de Ouahigouya)
- Tougué (15 Kms de Ouahigouya)
- Tangaye (7 Kms de Ouahigouya)

Ces villages furent retenus pour leur proximité à la commune de Ouahigouya mais aussi par la durée d'intervention de la FNGN¹⁹¹. En effet, la FNGN engage des actions depuis plusieurs

¹⁹⁰ L'élaboration des questionnaires eut lieu en 2003. Ce travail d'enquêtes a donc démarré en octobre 2003 et a pris fin en août 2006 avec l'ONG CIDI dans le Ioba. Au cours de cette période, trois missions de quatre mois ont donc été nécessaires au recueil des données auprès des populations locales. Afin de rester le plus objectif possible, nous avons tiré au sort l'échantillon pour l'ensemble des villages. Les personnes interrogées étaient en contact direct avec l'ONG étudiée. Afin de faciliter notre arrivée dans les villages, la présence d'un animateur de l'ONG établissant le lien était indispensable (et toujours une condition de la part de l'ONG) bien que cela puisse influencer les réponses des personnes interrogées.

¹⁹¹ Pour la réalisation de cette enquête, nous avons sélectionné un échantillon de 80 personnes au hasard parmi les groupements des villages de Soumiaga (7 Kms au Sud de Ouahigouya), Nimpouya, Tougué et Tangaye (15 Kms de Ouahigouya).

années dans chacun de ces villages. Les entretiens, réalisés en saison sèche, facilitèrent l'interrogation des paysans bénéficiaires. Pour chaque village, nous avons choisi de façon aléatoire 20 membres de groupements Naam (hommes et femmes).

La multiplicité des groupements, due à une superposition des formes associatives endogènes et exogènes, entraîne l'émergence d'une catégorie de « leaders » d'associations, l'appartenance à ce groupe pouvant constituer une opportunité intéressante.

Pour les femmes en particulier, les groupements représentent trois types d'enjeux : un enjeu de socialisation et d'intégration à la communauté villageoise, un enjeu économique par l'accès au partage des profits, et un enjeu moral lorsque l'intervention extérieure consent à espérer un changement positif d'une situation.

La reconnaissance sociale que donne le leadership d'un groupement engendre l'accroissement des pouvoirs que détenaient souvent déjà ceux qui ont été en mesure de devenir des leaders.

Aujourd'hui, les Naam se regroupent au sein d'une grande fédération de 5260 groupements répartis sur 85 départements ou unions du Burkina dans 1800 villages. Nos entretiens ont été programmés au niveau du village qui forme ses groupements à la base. Chaque groupement se compose de 50 membres au minimum dirigé par un comité de gestion de 5 personnes élues et jouant le rôle de bureau exécutif.

Dans le cas de l'existence de plusieurs groupements dans le village, un bureau est élu, appelé « comité de coordination des activités des groupements Naam » du village. Ce comité sert de courroie de transmission entre les groupements et les « structures sœurs ». La FNGN représente l'une des ONG les plus représentatives du Burkina de par son étendue géographique très large et de par son ancienneté sur le territoire (plus de 40 ans) ce qui prouve un certain ancrage sur le plan du développement local.

Dans le village de Soumiaga, la FNGN intervient par exemple depuis 1967. Là encore, les traces historiques des activités de l'ONG apparaissent bien maigres. Le directeur, présent de puis le démarrage, représente la mémoire unique de l'ONG avec toutes les subjectivités possibles.

Notons que les CVGT (commissions villageoises de Gestion des Terroirs) sont présentes sur l'essentiel des villages suivis pour notre étude. Les CVGT, organes locaux (un peu comme une association villageoise qui représenterait vraiment tous les villageois), se trouvent chargés d'assurer l'orientation et la coordination des actions de développement à l'échelle du village. Les CVGT s'intéressent donc à tout ce qui peut aider leur village à se développer. Les CVGT assurent leur mission générale d'orientation et de coordination des actions de développement en collaboration et avec l'appui des services techniques de l'Etat et des autres partenaires au développement.

L'engagement de l'ONG sur le village concerne plusieurs secteurs d'activité : Tout d'abord des actions liées à l'agriculture et notamment le maraîchage autour d'une retenue d'eau, le barrage de Soumiaga. Des périmètres irrigués constitués facilitent la culture de contre saison. Les groupements cultivent une parcelle collective au sein de laquelle le choix des cultures est relativement libre mais les méthodes culturales sont explicitement imposées. L'encadrement des groupements naam se limite à des réunions périodiques pendant lesquelles l'encadreur tâche de mobiliser les membres sur les thèmes techniques chers à l'ONG, en référence à un idéal communautaire d'entente.

L'hydraulique villageoise, la construction de boulis ainsi que la conservation des eaux et des sols sont également pratiquées par l'ONG de même que l'éducation puisque la FNGN fut à l'origine de la construction de l'école à Soumiaga.

La question de l'efficacité de l'ONG se posera au sein de notre questionnaire par rapport à ces différentes thématiques¹⁹².

Nous nous sommes toutefois entretenus séparément avec les femmes, les hommes et les personnes âgées. En effet, dans la société Mossi, les jeunes ne prennent généralement pas la parole en présence de personnes plus âgées. De même, pour les femmes qui n'osent guère exprimer leur point de vue face aux hommes. Lors de l'analyse des données, nous pourrions voir s'il existe des divergences de points de vue entre les différents groupes.

- *Développement Sans Frontières (DSF)*

Pour mener à bien cette étude, nous avons enquêté dans plusieurs villages :

- Gosséré (15 Kms de Ouahigouya)
- Tangaye (7Kms de Ouahigouya)
- Tougué (15 Kms de Ouahigouya)

DSF, ONG créée depuis neuf ans, bien implantée dans son milieu, mène des actions dans le secteur de l'éducation dans 33 écoles de la province du Yatenga (13 villages en tout). Selon l'ONG, 80 enseignants manquent au sein de cette province. DSF a choisi d'axer son intervention

¹⁹² Afin de laisser le plus grand nombre de personnes s'exprimer, nous avons choisi d'interviewer des groupes de 20 individus (hommes et femmes), tous membres d'un groupement Naam.

dans le domaine de l'éducation conformément à sa vision d'un monde débarrassé de l'analphabétisme et de l'ignorance. La mission de l'association consiste « à jouer un rôle clé dans le développement de l'éducation dans la région Nord du Burkina » en capitalisant les expériences de ses membres au profit de l'école. De plus, elle met en œuvre des actions concertées pour la scolarisation d'un plus grand nombre d'enfants et expérimente des alternatives nouvelles pour impliquer au maximum les communautés dans la vie de l'école. DSF se positionne alors comme un partenaire social pour accompagner l'Etat dans sa mission d'éducation du peuple.

La contribution de DSF se réalise à travers le programme d'Appui à la Scolarisation en Zone Rurale (PASZR). Ce programme sur trois ans est le résultat d'une consultation entre DSF et les partenaires de l'éducation au Yatenga que sont :

- les enseignants
- les parents d'élèves
- les encadreurs pédagogiques et administratifs
- les leaders des villages
- les élèves et autres

Si les taux de scolarisation apparaissent très faibles et notamment pour les filles, parmi les difficultés que connaît l'enseignement de base dans la région, celle des infrastructures semble la plus préoccupante. Selon les chiffres de l'ONG, 172 classes sont construites en banco et 58 en pailloles.

D'après les populations, il existe une insuffisance de logements des maîtres dans les écoles en zone rurale ainsi qu'un manque ou un éloignement des points d'eau des écoles.

Selon le responsable de DSF, cette situation précaire limite considérablement le soutien et l'apport des parents à la scolarisation.

b- Enquêtes dans la province du Kadiogo (Plateau Central)

- *CCFC* (Fonds Chrétien pour l'Enfance)

Deux enquêtes ont été menées, tout d'abord sur la commune de Koubri puis à Koumsagha.

➤ La commune de Koubri

Le projet a pour objectif d'appuyer les écoles de la province du Kadiogo, province la plus peuplée du pays. Koubri, commune semi-urbaine, se situe à 25 Kms à l'Est de Ouagadougou.

Selon l'ONG, ses appuis vers l'école de ce village se multiplient :

- Un plan nutrition consiste à servir des repas chauds aux enfants tous les midis contribuant à garder les enfants à l'école toute la journée,
- Des dons de vêtements pour les enfants démunis,
- Des soins, des produits de première nécessité et des bilans sanitaires sont pratiqués une fois par an pour chaque enfant,
- Des bâtiments construits et du matériel didactique mis à la disposition des élèves de même que des fournitures scolaires. A chaque rentrée, tous les enfants se voient dotés de cahiers, stylos...
- Des parrainages d'enfants pratiqués,
- Des micro-crédits octroyés pour les familles,
- Une pompe à eau entretenue par l'ONG.

Ces projets représentent « la vitrine de l'ONG » et des bailleurs de fonds ainsi que les engagements pris sur le papier. Le but de l'ONG est de pouvoir scolariser un maximum d'enfants. Les sections de cette école vont de la maternelle au secondaire. Selon l'ONG, un des problèmes majeurs qu'elle rencontre confère à la demande extérieure trop importante. Cette information évidemment invérifiable s'ajoute ainsi au « processus de communication » de l'ONG.

Ce village de Koubri sera l'un des villages pilotes du CCFC pour expérimenter une nouvelle méthode d'éveil « Apprendre en jouant ». Développée il y a quelques années au Canada et testée dans plusieurs pays à travers le monde, cette méthode vise essentiellement à développer l'esprit créatif des enfants en leur offrant un cadre d'éveil et de récréation adéquat. Ce procédé vise littéralement à calquer un projet pilote du Nord sur un village du Sud, générant tous les problèmes liés à l'uniformisation. Le village de Koubri se transforme en un laboratoire à qui l'on applique des pratiques anciennes issues de villes du Nord.

➤ Le village de Koumsagha

Ce village se situe à une vingtaine de kilomètres au Sud de Ouagadougou. Nous nous

sommes entretenus avec les membres du comité de gestion du village qui nous ont expliqué le rôle que jouait le CCFC dans l'appui à l'école du village.

Cette école primaire comprend quatre classes et plus de 200 enfants. A l'instar de Koubri, l'ONG affiche de grandes prétentions :

- Rénovation de l'école primaire et construction de nouvelles classes.
- Prise en charge à 100% des frais de scolarité pour les filles et à 75% pour les garçons. Le nombre de garçons est cependant nettement supérieur à celui des filles.
- Projet « hygiène » auprès des élèves.

Selon le CCFC, il est important que l'école s'autonomise financièrement et que les enfants soient pris en charge. Ceux-ci sont formés à des grandes règles d'hygiène ou d'éducation pour qu'ils les reproduisent à la maison et à leur tour sensibilisent leurs parents.

Un impact positif pour le CCFC concerne la diminution de l'absentéisme car les parents paraissent de plus en plus concernés par l'apprentissage de leurs enfants¹⁹³.

- *CERVOD Afrique (Cercle des volontaires africains au développement)*

Cette ONG appuie entre autre trois associations que nous avons suivies :

- L'association Réseau Africain des Jeunes contre le Sida (RAJS), située à Ouagadougou au Nord Ouest de la ville dans le quartier Tampouy.
- L'association dynamique des jeunes (ADJE) siège également à Tampouy.
- L'association dynamique des jeunes écologistes de l'arrondissement Sig Noghin possède un siège situé dans un quartier au Nord Ouest de Ouagadougou.

Le CERVOD mène ses actions auprès d'associations de jeunes de moins de 35 ans sur les 49 communes urbaines que compte le pays.

L'ONG s'engage actuellement grâce à son réseau d'associations auprès des 49 communes urbaines du pays ; nous avons suivi son action auprès de quatre associations intervenant directement en milieu urbain à Ouagadougou.

Ce programme de « renforcement des capacités » d'autres associations a pour bailleurs la Coopération française, la Coopération danoise Danida, la Coopération canadienne pour

¹⁹³ Nos entretiens ont concerné dix bénéficiaires, élèves, enseignants, parents d'élèves pour chaque école de même que l'animateur et la coordonnatrice du CCFC.

l'éducation par l'intermédiaire d'Oxfam Québec. Le budget 2004-2005 du CERVOD s'élevait en outre à plus de 100 millions de FCFA.

L'objectif principal est un programme d'éducation des jeunes à la citoyenneté par la mise en place d'un conseil communal de la jeunesse.

Les entretiens ont naturellement été adaptés afin de mesurer l'efficacité du CERVOD quant à son appui envers les associations. Les résultats qui, selon l'ONG, ne se mesurent pas en réalisations physiques mais plutôt en « changement de mentalité et en sensibilisation ». Ce travail sur les mentalités s'apparente à « un lent processus d'aliénation des populations », façonnées par les objectifs imposés de l'ONG.

Des effets non quantifiables tels que « l'amélioration de la capacité d'analyse et de résolution des problèmes ainsi qu'une meilleure compréhension des phénomènes de développement » apparaissent comme essentiels pour l'ONG. Ces résultats difficiles à quantifier rentrent dans le cadre de la stratégie de « formation » de l'ONG limitant les comptes à rendre aux bailleurs tout en assurant que les projets fonctionnent. Dans ce cas, nous parlerons davantage de « désinformation » de l'ONG. En outre, comme pour le CCFC, nous avons le sentiment que ces projets existants en Europe comme l'éducation à la citoyenneté se projettent comme des calques directement sur ces associations de jeunes burkinabè.

- L'OCADES-Ouagadougou

Plusieurs villages furent pris en compte pour l'étude :

- Saaba (1700 hab.) situé à 20 Kms à l'Est de Ouagadougou sur la route de Fada.
- Dalpélogo situé à 30 Kms au Nord de Ouagadougou sur la route de Kongoussi
- Goumsa (350 hab.) situé sur la commune de Kayao dans la Province du Bazéga à 50 Kms au Sud de Ouagadougou.
- Par son poids démographique, Laye constitue le plus grand village de notre étude (11000 hab.).

L'ensemble des activités menées par OCADES sur ces sites concerne essentiellement le développement rural et les cultures de contre saison et seront analysées plus en détail à la fin du chapitre¹⁹⁴.

¹⁹⁴ Notre échantillon intègre dix personnes pour chacun de ses villages ce qui représente 40 bénéficiaires.

c- Le terrain de l'Ouest et du Sud-Ouest

- *Oxfam Intermon*

Durant cette période, la Côte d'Ivoire rencontra de grandes tensions politiques et de graves difficultés économiques. OXFAM INTERMON décida d'élaborer un projet destiné aux associations locales qui appuyaient les réfugiés burkinabè chassés des plantations ivoiriennes. En effet, environ 2 millions de burkinabè vivaient en Côte d'Ivoire, certains parfois depuis plusieurs décennies. Ces villages connaissent de grandes difficultés depuis le 19 septembre 2002.

Le rapatriement de ces personnes, réalisé dans des conditions d'urgence, fut particulièrement laborieux puisque certaines d'entre elles ne connaissaient même pas le Burkina et leurs villages d'origine. Le but de notre enquête consistait donc à déterminer comment s'adaptaient ces réfugiés à leur nouveau milieu et quel était le rôle d'OXFAM¹⁹⁵.

- ✓ La commune de Bérégadougou (7 Kms au Nord de Banfora)
- ✓ La commune de Moussodougou (25 Kms à l'Ouest de Banfora)

- *Antenne OCADES Bobo-Dioulasso*

Nous avons étudié l'action de l'OCADES dans cinq villages situés autour de l'antenne diocésaine de Bobo-Dioulasso¹⁹⁶ :

- Yégueresso (1000 hab.) situé à 15 Kms au Nord de Bobo-Dioulasso.
- Kokorowé (2000 hab.) situé à 10 Kms au Sud de Bobo-Dioulasso sur la route de Banfora.
- Sogossagasso (2000 hab.) situé à 30 Kms au Nord de Bobo-Dioulasso sur la route de Ouagadougou
- Dodougou (3000 hab.) situé à 15 Kms au Nord Est de Bobo-Dioulasso
- Sébé Kwan (2000 hab.) situé à 40 Kms au Nord de Bobo-Dioulasso sur la route de

¹⁹⁵ Une association au sein de deux villages fut sélectionnée, d'une part pour son engagement au sein des groupements et d'autre part pour sa proximité avec la frontière ivoirienne. Il s'agit de l'association « Wouol ».

¹⁹⁶ Au sein de ces associations, 50 membres furent interviewés sur ces cinq villages. Le manque de représentativité de l'échantillon est ici compensé par le fait de pouvoir établir des comparaisons entre les méthodes d'intervention de l'ONG sur les zones étudiées.

Ouagadougou

L'antenne OCADES fut construite à Bobo-Dioulasso au début des années 80. Au départ, il s'agissait d'une coordination diocésaine. La stratégie en vigueur dans cette zone est l'animation pour l'auto promotion communautaire. Cette antenne intervient dans deux provinces du Sud-Ouest : Le Houet et le Kéné Dougou, la Léraba et la Comoé représentant les zones d'action d'OCADES Banfora.

Le programme de développement intégré couvre huit villages.

- *Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP)*

Contrairement à l'essentiel de la province, la ville de Dano, chef lieu, comprend un mouvement associatif très structuré par la SOFITEX avec de nombreux groupements producteurs de coton. Grâce à la nouvelle route nationale en goudron, la commune se désenclave depuis quelques années.

A partir de 2006, l'AFVP n'est plus opérateur de projets et passe par des bureaux d'études et des associations locales pour intervenir. Ce processus a déjà démarré dans de nombreuses zones de leurs interventions et notamment à Dano.

Le programme d'AFVP tend à évoluer d'une logique de saupoudrage des activités vers une logique de fidélisation notamment des partenaires locaux.

- *AFVP dans le Ioba*

L'approche méthodologique de l'AFVP dans cette province a évolué dans le temps. Tout d'abord, l'approche sectorielle visant essentiellement la réalisation d'infrastructures fut remplacée par une approche globale visant à « la participation des acteurs à la base » puis une « approche de développement local » basée sur la structuration du milieu pour une responsabilisation accrue des populations.

Ces « leitmotivs » de participations des populations de plus en plus clamés par les ONG visent à placer le bénéficiaire au « centre du projet » ce qui tend à montrer en filigrane que ce n'était pas le cas par le passé. Ainsi, depuis la fin des années 80, le bénéficiaire apparaît au premier plan des objectifs, des rapports d'activités et des brochures des ONG. S'agit-il d'une

nouvelle forme de marketing et de communication au développement ou d'une réelle volonté des ONG à trouver des solutions ? Nous verrons par la suite que compte tenu du nombre important d'ONG qui rallient et relayent les discours des grands bailleurs internationaux, la première possibilité se montre davantage plausible.

A travers la mise en place de la démarche de développement local, le programme vise l'amélioration des conditions de vie de la population rurale en facilitant l'accès aux services sociaux (éducation, santé, eau) et en « renforçant leur capacité productive ».

Le programme vise également « l'autonomisation des acteurs locaux dans la gestion du développement de leur territoire ».

Le transfert des compétences doit toucher les différents comités villageois. Le renforcement des capacités des acteurs locaux doit être poursuivi pour la mise en place des formations. L'augmentation de l'implication des femmes dans le programme représente un des buts majeurs de l'AFVP. 20 salariés et 15 volontaires travaillent actuellement au Burkina et un seul volontaire reste détaché à Dano.

L'objectif de notre enquête consistait à suivre le travail du volontaire et à interroger les bailleurs de fonds présents mais aussi les bénéficiaires afin de déterminer l'impact sur le développement du village. La zone d'intervention de l'AFVP dans le Ioba au moment des enquêtes se composait des départements d'Oronkua, de Koper, Guéguéré dans la province du Ioba et de Founzan dans le Tuy.

Les partenaires financiers sont :

- Echanges Massy Afrique
- Ecoles Sans Frontières
- Faim développement Liberté
- Armanioc
- Association Scéenne des amitiés africaines dans le cadre de la coopération décentralisée

Le premier village visité, Babora (2000 hab.) se situe à 30 Kms de Dano. L'association française « Entraide Massy Afrique », appuyée par l'AFVP, « participe au développement » depuis vingt ans sur ce village. Ses financements proviennent de dons privés et du Conseil Général de l'Essonne. L'AFVP se charge de suivre régulièrement les activités d'EMA à Babora.

Le budget de fonctionnement de l'association se compose de 65% pour les opérations et 35% pour l'AFVP.

EMA finance plusieurs projets sur le village :

- Un centre d'alphabétisation dans la langue locale Dagara
- Un centre de santé primaire
- La maison des femmes
- Des latrines
- Un forage de 70 mètres
- Don de matériel récent pour la lutte contre le sida
- Les frais de scolarité des filles financés par EMA
- Trois logements de maître

Par ce type d'implication dans le village, EMA répond aux mêmes critères que ces jumelages ou projets qui foisonnent, montés en France au cours de rencontres amicales avec des burkinabè et dont les projets relèvent davantage d'une volonté européenne que d'une volonté burkinabè. Un voyage par an est réalisé par l'association pour suivre les activités initiées depuis la France. Les projets sont donc des aménagements visibles donnant à des privés la possibilité d'appréhender concrètement « leurs dons en faveur de l'Afrique ».

- *le CIDI*

Dissin se situe dans le Sud de la province du Ioba à la frontière du Ghana.

Le CIDI, ONG locale promeut le développement rural et privilégie six filières d'interventions ; la coopération suisse appuie ces 6 sous secteurs agricoles¹⁹⁷ :

- La filière « bois de chauffe » : Ce volet s'avère être environnemental puisqu'elle sensibilise les villageois à la conservation du bois. Parallèlement, des actions de reboisements sont enregistrées par le CIDI ; Ainsi 3000 pieds ont été commandés durant l'hivernage. Des charrettes sont prêtées par l'association pour que les personnes puissent transporter le bois et remboursent peu à peu grâce aux montants gagnés par les produits de la vente.

¹⁹⁷ Pour cette étude, nous avons rencontré de nombreuses personnes-ressources à différents niveaux. Tout d'abord, le président d'AD3A, association française soutenant le CIDI interviewé à plusieurs reprises depuis 2004 à Saint-Lô puis à Ouagadougou, le président du CIDI ainsi que le coordonnateur des projets et programmes à Ouagadougou, plusieurs membres du CIDI à Dissin et enfin de nombreux bénéficiaires des projets en cours. Cette démarche nous permettait donc d'obtenir un panorama élargi et objectif des activités du CIDI.

- La deuxième filière appuyée est la conservation des eaux et des sols (CES) et la construction de fosses fumières. Environ 50 personnes ont reçu des formations sur la confection du compost et l'amélioration des rendements. Selon un des membres du CIDI interrogé, tous les bénéficiaires ont généré davantage de production grâce aux fosses fumières.

- L'élevage porcin : 25 personnes ont bénéficié de ces actions de la coopération suisse qui ont consisté à la construction de porcheries et au prêt de deux femelles pour chaque exploitant afin qu'ils puissent les faire reproduire. Le CIDI a apporté le ciment pour les bâtiments. Il faut attendre une année pour apprécier l'impact. Des séances de vaccination ont également été proposées. Selon le coordonnateur, si les animaux sont suffisamment résistants, alors cet élevage sera très lucratif.

- L'élevage avicole : A notre visite à Dissin, cette filière était encore en suspens pour cause de grippe aviaire. 12 bénéficiaires ont également reçu 8 poulets et un coq de race. Chacun devra développer son poulailler, rembourser et que le système bénéficie à d'autres personnes. La Coopération suisse fournit également le ciment pour le poulailler.

- L'apiculture : Plusieurs ruches ont été distribuées afin de produire du miel de nééré et de tournesol puisque actuellement, un groupement de femmes fait la production d'huile de tournesol. 3 ruches sont aujourd'hui opérationnelles et la production équivaut à 8 Kg de miel par ruche (contre 13Kg de moyenne dans le département de la Manche).

- Activités génératrices de revenus (AGR) : Des femmes désireuses d'ouvrir un commerce ont reçu chacune 25000 FCFA de la part d'un fonds d'appui aux rémunérations des femmes de la Coopération suisse afin de démarrer leurs activités.

7 millions de FCFA furent empruntées par ces femmes pour cette action pilote et la CIDI a pu fournir 10% de garantie. Ces crédits sont remboursables sur un an. 150 femmes veulent souscrire un crédit. Ceux-ci sont soit individuels, soit collectifs.

Si l'activité fonctionne auprès de ces femmes, les sommes totales empruntées seront plus importantes. Deux règles sont obligatoires :

- Que le montant maximum ne dépasse pas 30000 FCFA.
- Etre membre du CIDI, avoir payé sa cotisation et être libre de tout engagement ailleurs (chaque institut de prêt certifiant que la personne est libre de tout engagement).

Le coordonnateur indique que dans cette province du Ioba, le taux de remboursement atteint pratiquement 100% tellement les personnes sont « fières » de pouvoir rembourser.

Ces divers projets s'ancrent dans une démarche un peu particulière au Burkina à savoir « développer des activités économiques sollicitées par les populations ». C'est donc l'ONG qui fait l'effort d'appuyer les activités déjà choisies par les paysans, la difficulté pour l'ONG étant la largeur de l'éventail.

- *Action of Disability and Development (ADD)*

L'ONG ADD se présente telle une association qui lutte en faveur de la réinsertion des personnes handicapées dans de nombreux pays au monde et notamment en Afrique de l'Ouest. Son objectif consiste à fournir des compétences à ces personnes handicapées afin qu'elles s'autonomisent. Des formations professionnelles assurent une réinsertion pour des activités économiques telles que le tissage, la fabrication du savon, la réparation de bicyclettes...Les membres ainsi formés contribuant à la bonne organisation de leur association.

ADD regroupe 43 partenaires (associations de personnes handicapées). Ceux-ci se composent de personnes handicapées, d'associations de parents d'enfants handicapés. La coordination provinciale regroupe l'ensemble des associations du handicap dans la région de Gaoua, Houndé, Orodara, Banfora et Dako.

40 villages composent le champ d'intervention d'ADD. Selon l'ONG, l'appui s'exécute auprès de 2540 personnes handicapées¹⁹⁸.

Une première série d'enquêtes effectuée à Bobo-Dioulasso concerna une association locale soutenue par ADD. L'Association Espérances, reconnue officiellement en 1993, existe depuis 1989 et regroupe 228 personnes non et mal voyantes. Rappelons que l'appui d'ADD envers cette association s'effectue non pas en appui matériel ou en réalisations physiques mais en formations.

Celles-ci, de plus en plus initiées par les ONG, représentent aussi les activités les moins facilement contrôlables.

¹⁹⁸ Nous avons interrogé 10 personnes et les enquêtes habituellement réalisées sous formes de questionnaires sont ici rédigées sous la forme d'entretiens davantage qualitatifs. L'interview est donnée en milieu urbain à Bobo-Dioulasso et les membres de l'association viennent de toute la ville.

- *Peuples Solidaires*

Rappelons que l'ONG française Peuples Solidaires (PS) mène depuis 25 ans une expérience solide de partenariat avec les comités de développement UCODEP (Union des Comités pour le Développement des Peuples), organisés en six sous fédérations régionales et couvrant plus de 187 villages sur tout le territoire burkinabè. En concertation avec les populations locales, l'ONG structure ainsi le monde paysan en renforçant les programmes inter villageois.

La province du Mouhoun concentre la plupart des actions de PS qui exerce dans cette province très structurée autour des groupements de producteurs de coton habituellement soutenus par les services étatiques agricoles. C'est d'ailleurs une des raisons justifiant la rareté des ONG dans ces provinces de l'Ouest.

Kari est une commune située à 25 Kms de Dédougou, le chef lieu de la province du Mouhoun et regroupe 13 villages¹⁹⁹.

SAMAMI, sous fédération PS au niveau de la commune de Ouarkoye, située dans la même zone d'intervention regroupe douze unions villageoises. C'est donc l'interlocuteur privilégié des acteurs et des bailleurs de fonds français sur le terrain.

Concernant les bénéficiaires et pour des raisons de calendrier, dix personnes ont été interrogées à Kari et dix dans le village de Wakui²⁰⁰.

L'ensemble du travail des « fédérations PS » se calque sur tous les grands volets d'intervention à savoir la promotion rurale, l'environnement, l'hydraulique villageoise, l'éducation et la santé.

Tout d'abord en matière d'hydraulique villageoise, dans la région de Kari, le programme de construction de forages sur douze villages a fermé ses portes. Chaque forage possède son propre comité de gestion. Malgré tout, sur ces douze réalisations, deux forages ne fonctionnent pas (Koukatenga et Kamendéna). Le forage du village de Sagala sera financé plus tard. Ces forages représentent une réelle demande de la part des bénéficiaires aussi bien en milieu semi-urbain à Kari qu'en zone rurale au sein des villages.

¹⁹⁹ Pour des raisons stratégiques de rayonnement, Kari ainsi que les villages périphériques où intervient l'ONG furent intégrés à l'étude de même que le village de Wakui, proche de Ouarkoye.

²⁰⁰ Les entretiens ont été réalisés en juillet 2006 durant la saison des pluies et la majorité des paysans travaillait dans les champs à ce moment là. Dans un deuxième temps, nous avons questionné le permanent PS à Ouagadougou sur le choix des actions de l'association sur le plan national. Enfin, nos enquêtes nous ont mené jusqu'à Kari où nous nous sommes entretenus avec le Président de l'association « Réveil de Kari » et nous avons effectué le suivi des activités sur Kari et plusieurs de ses villages, sur Ouarkoye et Wakui avec les responsables de Samami (Président, Trésorier) au niveau local.

Le Centre d'Accueil de Kari (CAK) permet aussi bien l'hébergement des fédérations PS que des séances d'alphabétisation et bientôt l'aménagement d'une bibliothèque. L'objectif consiste à centraliser les activités autour de ce CAK pouvant servir de siège à l'association. Ce bâtiment récent paraît en bon état de même que les équipements et le gardien payé régulièrement. Des livres sur les thématiques locales (agriculture, élevage, environnement, santé...) sont attendus. Certains seront en langue française, d'autres en dioula.

Très nombreuses sont les constructions financées par des associations françaises ou des jumelages servant tantôt de Centre d'Accueil comme à Kari, tantôt de maison de la femme comme à Babora, tantôt de maison des handicapés, sortes d'emblème ou de représentation de l'association étrangère au Burkina. Si la valeur symbolique compte surtout pour l'association du Nord, l'intérêt purement économique se révèle souvent inexistant.

En outre, compte tenu des conditions de prise en charge des malades particulièrement précaires, l'Union a décidé d'appuyer également le secteur médical. Ainsi, à Kari, un dispensaire et une salle de mise en observation, un incinérateur, un logement infirmier ont tour à tour vu le jour.

La quatrième activité importante touche au domaine de la promotion rurale et de la préservation de l'environnement : il s'agit de la conservation des eaux et des sols (CES). D'après PS, l'ensemble de l'Union régionale se sent impliqué. SAMAMI constatait le nombre des terres fertiles diminuer, se dégrader et le nombre de paysans augmenter. Plusieurs actions furent donc mises en œuvre à l'intérieur d'un projet de cinq années. Parmi elles, le reboisement avec 6000 manguiers et protège manguiers en 2003.

En matière de conservation et d'amendement des sols, de nombreuses fosses fumières et compost ont été aménagées sur la totalité des terroirs. Cette action rentre dans le cadre du PNGT qui a accéléré son processus d'aménagement de fosses sur tout le territoire. Plusieurs milliers de fosses sont en construction. De plus, le plan de développement local de l'Ouest finance ce genre d'aménagement dans la zone.

Une centaine de fosses fumières demeurent en prévision pour les mois à venir. En 2005, une dizaine furent réalisées pour le compte de trois villages partenaires d'Avranches (Habé, Koupélo et Soubouy) associés à des formations au compostage.

Parallèlement à ces actions, l'union PS appuie la construction de cordons pierreux sur l'ensemble des villages d'intervention. Ces diguettes limitent l'érosion éolienne et consistent à freiner et conserver l'eau de pluie durant l'hivernage favorisant du même coup les récoltes.

Selon l'ONG, des formations techniques prodiguées engendrent une meilleure utilisation des structures anti érosives ainsi que du matériel aratoire et d'arrosage distribué. Mentionnons que les manques d'équipements et d'infrastructures du monde rural africain intègrent régulièrement les grandes théories des ONG justifiant par la suite toute action dans ce sens.

Les sites de Kari, Kéra, Passakongo, Wakui et Poundou apparaissent concernées, une soixantaine de personnes recevant des formations puis des recyclages. L'ONG Diobass a également assuré des formations dans le domaine de la promotion rurale à Kari. Toujours selon les dires de l'ONG, 80 hommes et femmes ont suivi ces formations dont deux personnes par groupement de village. D'après les bénéficiaires, ces formations qui ont duré onze jours facilitèrent l'apprentissage des techniques de CES, du petit commerce, de la culture du mil, de l'élevage des boeufs, des volailles, de la transformation du soja...

Toutes ces activités qui, selon les responsables de l'ONG apparaissent comme des réussites mériteront d'être davantage nuancées étant donné l'absence totale d'évaluation sérieuse.

d- Le terrain sahélien du Nord

- *Le CECI*

Depuis 1988, le CECI construit et gère des sites maraîchers entourant les boulis dans la province de l'Oudalan. Nous observons qu'une dizaine de boulis se trouvent aménagés par les femmes, devenues les principales exploitantes. Depuis 2003, le CECI a orienté ses interventions dans l'approche du développement agricole en insistant sur l'implication croissante des bénéficiaires (et notamment des femmes) dans la gestion et l'exploitation de ces boulis²⁰¹. Comme de plus en plus d'ONG au Burkina, l'aspect genre revêt une importance cruciale. Selon le rapport d'avancement des actions du projet, les principales activités du CECI au cours de cette période ont été :

- La réalisation de diagnostics et de plans d'action avec tous les groupements (entre sept et dix rencontres par groupement avec l'ensemble des membres)

²⁰¹ A cette fin, de mars 2003 à décembre 2003, le projet de renforcement des capacités des groupements maraîchers a exécuté ses activités dans les 10 villages bénéficiaires du CECI. L'objectif du projet était d'améliorer l'efficacité de l'exploitation des sites maraîchers.

- Une formation de cinq jours en vie coopérative dans chaque village auprès de tous les membres (sauf SalMossi, Tokabangou) ; appui à l'organisation des organes de gestion, à la définition des fonctions et à l'élaboration de règles de gestion et d'exploitation des sites.
- Le renouvellement de plusieurs responsables des groupements, l'élection de nouveaux postes et de nouveaux responsables pour ces postes ; le renouvellement des agréments non conformes à la loi 14.
- L'identification d'encadreurs endogènes et leur formation en techniques de mise en place des pépinières ; la valorisation des échanges entre les groupements et entre les participants et les partenaires lors de formations.
- Le suivi technique des sites par les techniciens agricoles de la Direction provinciale de l'agriculture et de l'hydraulique.
- L'appui à l'élaboration de projets de financement dans certains sites et la recherche de partenaires.
- La recherche de partenaires pour l'appui au renouvellement du petit matériel de maraîchage.
- L'appui à l'organisation d'un approvisionnement collectif où cinq sites sur dix ont cotisé alors que les cinq autres se sont vus appuyés par l'ONG Association Greening Sahel (AGS).
- L'élaboration de plans de reboisement et d'entretien dans quatre sites ; recherche de financement et financement du partenaire AGS pour le reboisement d'un site.

Figure n° 42 : Enquêtes auprès de neuf groupements

- ✓ *Gorom Gorom* : Le groupement villageois féminin (GVF) comprend 52 membres dont 5 hommes. Chaque secteur de la commune se trouve représenté. 23 exploitantes étaient présentes au moment de l'enquête. Les femmes peules sont majoritaires. Le comité de gestion du bouli comprend 10 membres.
- ✓ *Korizéna* se situe à une vingtaine de Kms à l'Est de Gorom. Au moment de l'enquête, sur les 50 femmes du groupement, 22 étaient présentes. Ce bouli, réalisé par l'ONG UFC est découpé en 50 parcelles et fait vivre une centaine de familles. Ce bouli important fonctionne très bien étant donné que chaque femme dégage un bénéfice d'environ 80000 FCFA sur les 5 mois d'utilisation pour un investissement de 10000 FCFA (semences, produits phytosanitaires, fumure, travail manuel). Ce bouli fonctionne tellement que les bénéficiaires en réclament un autre. Le seul problème enregistré par les femmes de l'ethnie Bella fait référence au canal d'arrivée d'eau, mal conçu.
- ✓ Le bouli du village de *Doumam* comprend 48 membres. On remarque tout de suite la faible participation des femmes autour du bouli. 20 sont présentes. La zone maraîchère autour du bouli, partagée en quatre zones comprend dix parcelles. Un comité de gestion a été mis en place. On observe que le bouli s'ensable et que le grillage est détérioré.
- ✓ *Débéré*. Le groupement féminin travaillant autour du bouli concentre 63 femmes.
- ✓ *Tin-A-Gadel*: Situé à une quinzaine de Kms au Sud-Est de Gorom sur la route d'Essakane. Le groupement villageois féminin se compose de 45 femmes dont 16 présentes au moment de l'enquête.
- ✓ *Salmossi*, village situé sur la route de Markoye à 18 Kms au Nord Est de Gorom. 13 femmes sur les 24 que comprend le GVF travaillaient le site. Les entretiens se déroulèrent en fulfuldé et en sonrhaï.
- ✓ *Beïga* est situé sur la route de Markoye, à une vingtaine de Kms au Nord Est de Gorom. 34 exploitantes travaillent sur le périmètre. 13 exploitantes sur les 34 étaient présentes sur la zone au moment des entretiens.
- ✓ *Dembam*: C'est le village le plus éloigné de Gorom à environ 50 Kms au Nord Est à la frontière nigérienne (15 Kms de Markoye). Son GVF comprend 43 femmes. 36 étaient présentes. Le bouli est initié par l'UFC en partenariat avec le CECI et le Plan de développement local (PDL).
- ✓ *Tokabangou* est également très éloigné puisqu'il est situé à 40 Kms au Nord Est de Gorom Gorom. 25 femmes travaillent sur le site maraîcher.

Seule la commune de Markoye n'a pas été sélectionnée puisque le site n'apparaît plus exploité depuis 2002²⁰².

²⁰² Pour la réalisation de cette enquête, nous avons sélectionné au hasard un échantillonnage de 90 personnes parmi l'ensemble des 450 membres des groupements maraîchers (10 membres par groupement).

e- Le terrain de l'Est

- *l'Association pour la Recherche et la Formation en Agro-écologie (ARFA)*

Après le suivi de l'ONG HKI en janvier 2004 sur deux villages de la province du Gourma, nous avons privilégié deux autres ONG :

ARFA, créée en 1995 à Fada n'Gourma dirige ses projets dans la région Est du Burkina et plus précisément dans les provinces du Gourma, de la Gnagna et de la Komondjari dans un total de 40 villages répartis comme suit :

- Province du Gourma : 16 villages
- Province de la Gnagna : 8 villages
- Province de la Komondjari : 16 villages

90% de la population de cette région vivent en milieu rural et exercent le plus souvent leurs activités agricoles avec des moyens archaïques, obtenant des rendements très faibles. Le taux d'alphabétisation a progressé de 6 à 40% grâce notamment à l'ONG Tin Tua (chiffres de l'ONG). En effet, les cinq provinces de l'Est abritent 1000 centres d'alphabétisation ce qui représente un quart des centres du pays. Cependant, le taux de scolarisation stagne à 20% dû essentiellement au faible nombre d'écoles.

Dans le cadre du deuxième programme triennal (2000-2002), l'action d'ARFA s'articula principalement autour de six volets : fumure organique, lutte anti érosive, agroforesterie, agro-écologie, éducation environnementale et production biologique : le troisième programme triennal (2003-2005) en cours d'exécution a vu l'ajout de nouvelles activités comme l'hydraulique et l'alphabétisation. Deux villages sont associés à cette étude de terrain :

- Napaliangou (500 hab., situé à 10 Kms au Sud de Fada vers le Bénin)
- Boudangou (800 hab., situé à 10 Kms au Nord de fada sur la route de Bogandé)

Pour ces villages et pour des raisons de disponibilité des personnes, notre choix s'est tourné vers 10 paysans bénéficiaires.

Le premier village retenu fut celui de Napaliangou (500 hab.) situé à 10 Kms au Sud de Fada sur la route du Bénin.

Ce village est composé de quatre groupements :

- femmes maraîchères
- céréaliers
- gestion du coton
- gestion des feux de brousse

ARFA a initié dans ce village des formations en agroforesterie.

Le second village, Boudangou, comprend trois groupements. L'appui de l'ONG s'effectua dans le domaine environnemental avec la construction de diguettes anti érosives, de fosses fumières et l'acquisition pour certains bénéficiaires d'impluviums.

- *Ocades Fada n'Gourma*

Sur ce terrain de l'Est du pays, nous avons déterminé le village de Koadifagou (1300 hab.) situé à 21 Kms au Nord de Fada n'Gourma sur la route de Bogandé. Notre sélection se justifie du fait de l'ancienneté de l'ONG étudiée sur ce site. Cette ONG retenue pour ce terrain, l'Organisation Catholique de Développement et de Solidarité (OCADES), possède une antenne située à Fada depuis 1998 au sein du diocèse de la ville.

Les salariés et les prestataires travaillant pour l'ONG correspondent à 37 personnes.

Cette antenne traite la question du développement et de la promotion humaine avec deux grands programmes :

- triennal
- de développement intégré

Concrètement, « OCADES-Fada » se divise en trois départements :

- un département promotion et développement humain
- un département partage : réflexion sur les démunis
- un volet hydraulique et forages

Ces choix ont été réalisés par rapport aux problématiques locales du Gourma. Il faut donc relativiser cet engagement sensé être « non gouvernemental » puisqu'il se base sur des plans de développement locaux élaborés par l'Etat ou par des indicateurs de développement dictés par les Nations Unies ou autres grands bailleurs.

Pour des raisons de temps, l'étude appréhende le village de Koadifagou situé à 21 Kms au Nord de Fada sur la route de Bogandé.

Ce village compte environ 1300 habitants et s'avère constitué de quatre groupements :

- coton
- lutte contre l'érosion
- jardinage
- association de femmes

L'appui de l'OCADES concerne le domaine agricole²⁰³. Ces différents groupements sont appuyés par l'apport de semences, de matériel et de formations dispensées par l'ONG.

Si les responsables de l'ONG souhaitent que les activités de l'ONG demeurent laïques, le département « partage » insiste bien sur la notion religieuse de la répartition équitable. Par ce discours, l'ONG assure le relais des grands bailleurs confessionnels comme la Caritas. En plus d'un volant d'activités convenues (agriculture, lutte contre l'érosion...), valables pour toutes les branches de l'OCADES, nous constatons cet attachement des ONG à développer « un aspect genre ». Si cette population se précarise au Burkina, l'ONG peut également élargir davantage le cercle des bailleurs.

- Helen Keller International

Deux villages ont été ciblés par l'ONG américaine dans la province du Gourma en janvier 2004 : Kpentiaogou (35 Kms à l'Est de Fada) : Le premier projet suivi concerne le maraîchage sur un périmètre irrigué. 34 lanières apparaissent exploitées et l'alimentation en eau provient d'un forage. Ce groupement compte 42 membres au moment de l'étude.

Le deuxième projet, le programme intégré « Ecole de Kpentiaogou » lutte contre le trachome, l'amélioration de l'hygiène, menées en parallèle de la scolarisation et du jardinage effectué autour de l'école.

A Moemba, HKI a également développé un projet intégré autour d'un groupe scolaire en associant l'éducation, le jardinage autour de l'école ainsi que le dépistage de certaines maladies auprès des élèves comme le trachome. Des sensibilisations à la consommation de certains légumes contenant des vitamines sont dispensées aux enfants ainsi qu'aux parents d'élèves.

²⁰³ Dix personnes également choisies au hasard furent retenues comme échantillon pour cette étude.

La stratégie adoptée pour l'exécution de ces projets intégrés autour de la lutte contre le trachome repose sur plusieurs composantes :

- ✓ L'introduction des notions de base sur le trachome et les mesures de prévention dans le programme de cours déjà existant dans les écoles du projet
- ✓ La promotion d'une pédagogie d'enseignement participative et active
- ✓ L'initiation de l'interaction entre l'école et la communauté
- ✓ La collaboration avec les services techniques locaux : santé, environnement, ONG locales
- ✓ La promotion des pratiques de mesures d'hygiène individuelles (comme le lavage du visage à l'école) ou collectives (comme la salubrité de l'école)
- ✓ L'accès à l'Internet des services nationaux et provinciaux de l'éducation et de la santé
- ✓ La promotion des bonnes pratiques environnementales en milieu scolaire
- ✓ L'intégration à d'autres composantes de la santé scolaire comme par exemple le jardinage.
- ✓ La recherche des synergies avec d'autres projets pour réduire les contraintes liées à l'accès à l'eau des communautés.

Le choix de cette ONG se tourne vers les projets dits intégrés, composés de plusieurs volets d'activités de plus en plus prônés par les grands bailleurs de fonds et les différentes coopérations décentralisées. Ces dernières appuient de plus en plus différentes activités sur une même commune par exemple. Cette tendance engendre un manque de visibilité des résultats, durement chiffrables et autorise plus facilement l'ONG à multiplier ses donateurs.

Afin d'obtenir une vue d'ensemble de nos enquêtes et des bénéficiaires, un tableau-résumé a été construit.

Tableau N° 70 : récapitulatif de l'étude de terrain entre janvier 2002 et août 2006 :

ONG	Provinces	Sites	Interventions	Bénéficiaires²⁰⁴
FNGN	Yatenga	Soumiaga, Nimpouya, Tougué, Tangaye	Promotion rurale	40
DSF	Yatenga	Gosséré, Tangaye, Tougué	Education	30
CCFC	Kadiogo	Koubri, Koumsaga	Education	20
CERVOD	Kadiogo	Ouagadougou (3 secteurs)	Renforcements de capacités	30
OCADES Ouaga	Kadiogo	Saaba, Dalpélogo, Goumsa, Laye	Promotion rurale et hydraulique	40
OXFAM Intermon	Comoé	Bérégadougou Moussodougou	Renforcement de capacités	20
OCADES Bobo	Houet	Yégueresso, Kokorowé, Sogossagasso, Dodougou, Sebé Kwan	Promotion rurale	40
AFVP	Ioba	Babora	Promotion rurale Santé	10
CIDI	Ioba	Dissin	Promotion rurale, Education	10
ADD	Kéné Dougou	Bobo-Dioulasso, Orodara	Education	20
Peuples Solidaires	Mouhoun	Kari, Wakuy	Promotion rurale Santé, Education	20
CECI	Oudalan	Gorom, Korizéna, Doumam, Débéré, Tin A Gadel, SalMossi, Béiga, Dembam, Tokabangou	Renforcements de capacités Promotion rurale et hydraulique	90
ARFA	Gourma	Napaliangou, Boudangou	Promotion rurale et Environnement	20
OCADES	Gourma	Koadifagou	Promotion rurale	10
HKI	Gourma	Kpentiaogou, Moemba	Promotion rurale, Education, Santé	20
Total	9 provinces	39 sites	-	420

Source : Enée G, 2006, D'après les enquêtes effectuées sur le terrain.

²⁰⁴ Nombre de bénéficiaires interrogées par groupement ou par association.

Le bilan général réunit 13 ONG et 39 sites différents. L'ensemble de ces ONG a été suivi durant nos enquêtes de terrain sur 9 provinces d'interventions. Nous avons interrogé 420 bénéficiaires entre janvier 2002 et août 2006 à l'aide de questionnaires ou d'entretiens semi-directifs. A part quelques exceptions, les grands thèmes du développement au Burkina tournent majoritairement autour du monde rural, objectif prioritaire pour toutes les ONG du pays. Ces grands domaines d'actions liés au secteur rural ont donc été repris largement au sein de notre corpus.

On observe peu de place à l'originalité des actions, la pratique du « benchmarking », consistant à reproduire des actions d'ONG voisines, étant largement répandue.

Un certain paradoxe caractérise les activités des ONG au Burkina Faso. En effet, si le bénéficiaire apparaît toujours cité au centre du débat (« participatif », « renforcement des capacités »...), les interventions même d'ONG locales semblent toutes dictées de l'extérieur et notamment des donateurs influents au Burkina et des grandes coopérations internationales.

**Figure n°43 : La rhétorique des grands bailleurs internationaux au Burkina : Résultats clés
du PNUD-Burkina
2001-2005**

Le renforcement des capacités des institutions nationales partenaires

- *Appui aux associations et communautés de base dans la lutte contre le Sida*
- *Renforcement des capacités de planification stratégique à travers l'étude prospective Burkina-2025.*
- *Appui à la mise en place d'un répertoire sur la formation professionnelle*
- *Renforcement des capacités des associations de base dans le domaine de la gestion financière, de la diversité biologique, du changement climatique pour 45 structures et organisations paysannes*
- *Renforcement des capacités des structures étatiques déconcentrées chargées de la gestion des ressources naturelles*
- *Appui au Secrétariat Permanent du Conseil National de Lutte contre le Sida*

L'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des documents stratégiques nationaux

- *Le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP)*
- *La politique nationale de bonne gouvernance et le plan stratégique décennal de développement du Parlement*
- *Les stratégies et plans d'actions sur la conservation de la diversité biologique, les changements climatiques, l'environnement et le développement durable de lutte contre la désertification*
- *Le cadre stratégique de lutte contre le Sida*
- *La stratégie nationale de microfinance*

Le dialogue politique et l'appui à la mobilisation des ressources en faveur des objectifs de développement nationaux

- *95 millions US\$ d'annonces de contribution lors de la table ronde de 2001 sur le Cadre Stratégique de lutte contre le Sida 2001-2005*
- *22 millions US\$ mobilisés et gérés auprès du Fonds Mondial de Lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose, le paludisme*
- *12 millions US\$ mobilisés et gérés auprès du Fonds mondial pour l'Environnement*

Source : Extrait de la plaquette du PNUD-Burkina Faso. www.pnud-burkina.org

Les discours de l'intervention au Burkina partent généralement « des lacunes » du monde rural.

A travers l'exemple du PNUD, nous constatons la similitude de propos entre ces grands bailleurs et les ONG sur le terrain. Les mêmes thématiques sont ainsi réemployées à une échelle plus fine et sans véritable ajustement. De ce fait, les activités de « formations » ou de « renforcements », quasi-impossibles à mesurer et encore moins à contrôler se multiplient. Très peu d'activités originales concernant, par exemple la recherche, se concrétisent laissant la place à une très grande uniformisation des volets du Nord au Sud du pays.

CHAPITRE VIII : ANALYSE ET CRITIQUE DES INTERVENTIONS DES ONG DE L'ETUDE

1- La vision de l'ONG et son approche quant à ses projets de développement

Les passés différents aux expériences multiples conditionnent bien souvent la stratégie future de l'ONG. L'objectif de cette sous partie vise à dégager la philosophie des ONG de l'étude, comprendre le pourquoi de leur intervention au Burkina, leur évolution et l'impact qu'ils pensaient obtenir sur le terrain. Si les objectifs de toutes les ONG, à savoir améliorer les conditions de vie des populations locales en augmentant les taux liés à l'éducation, les soins ou encore les pratiques agricoles, se ressemblent sensiblement, nous verrons que les stratégies pour les atteindre diffèrent selon les organisations.

Nous avons tout d'abord contacté puis questionné les responsables des ONG. Sous le terme générique de « responsables », plusieurs dénominations retiennent notre attention :

- Fondateur de l'ONG
- Directeur ou représentant résident

- Chargé des ressources humaines
- Chargé de programmes ou de missions

Sélectionnons plusieurs exemples parmi les organisations de l'étude afin d'en apprécier les stratégies de développement²⁰⁵.

- *Philosophies différentes et variables*

Certaines ONG demeurent entièrement confessionnelles ou politisées. D'autres entretiennent des relations basées sur l'amitié tandis que d'autres s'engagent de façon professionnelle et comme prestataire de services. Il en résulte sur le terrain une floraison d'entités, chacune issue d'une initiative et d'une histoire spécifique. Ces créations s'additionnent sans qu'il n'y ait jamais substitution de l'une par l'autre et sans que les dernières initiatives ne soient l'occasion d'une mise à plat de l'ensemble du système et d'une réorganisation des fonctions entre entités.

Parfois, certaines approches d'ONG ont varié selon les périodes. Ainsi, au départ, la mission de « Handicap International » (HI) consistait à appuyer la mise en place à Ouagadougou d'un centre d'appareillage orthopédique, en collaboration avec le Ministère de la Santé du Burkina et la Coopération française. Par la suite, son action s'étendit à d'autres provinces du pays.

Aujourd'hui, l'engagement de HI au Burkina a considérablement évolué sans cependant s'éloigner de sa mission première d'assistance aux personnes en situation de handicap.

Pour les trois prochaines années, son « cheval de bataille » concernera « la promotion et la valorisation des personnes handicapées » dans les sociétés du Burkina par « l'accompagnement, le développement et le renforcement d'initiatives locales et nationales ».

Comme vu plus haut, ce basculement progressif des ONG vers des missions incontrôlables et invérifiables contribue à rendre opaque leur impact sur le terrain.

²⁰⁵ Ce travail spécifique a démarré dès janvier 2002 lors du projet de thèse et s'est poursuivi jusqu'en avril 2004. L'élaboration des enquêtes sous formes d'entretiens a ainsi touché 100 ONG. Les personnes ressources interviewées au sein des sièges ont été situées principalement à Ouagadougou mais aussi à Bobo-Dioulasso, Ouahigouya, Fada n'Gourma. Des entretiens ont également été effectués avec les responsables locaux de l'ONG au niveau des antennes à Gorom Gorom, Dédougou, Banfora, Dano, Orodara.

De la même manière que HI dans le domaine du handicap, d'autres ONG souhaitent étendre leur rayonnement à une échelle nationale dans leur domaine.

ARFA espère également influencer les actions des programmes locaux et/ou nationaux en faveur du développement des pratiques en agro-écologie mais aussi travailler en réseau au niveau de la base et des structures d'appuis.

Si PLAN Burkina axe sa stratégie autour de l'éducation et place l'enfant au centre de ses préoccupations dans les régions où il peut leur assurer des conditions de vie meilleure, FNGN ou le CECI exécutent leurs projets comme on l'a vu auprès des groupements de paysans.

Ainsi, la tendance générale des projets et notamment des ONG de l'étude consiste désormais plutôt à appuyer les groupements existants qu'à stimuler la création de nouvelles organisations à la base.

L'évolution et l'adaptation des actions au Burkina Faso apparaissent également remarquables chez certaines ONG au travers des différentes périodes.

Ainsi, l'AFVP a tiré les leçons de ses expériences passées au Burkina pour réadapter sa stratégie et améliorer l'efficacité de ses projets. En 1980, l'ONG intensifie son action de construction de barrages dans la partie centrale du pays et étend son intervention dans le Sud Ouest du pays (Bougouriba, Houet). L'AFVP interviendra dans douze provinces du territoire. Selon A. Piveteau, cette diversification géographique s'opère dans le prolongement de modifications sur le plan technique et sur le plan de la conception. Progressivement, les volontaires vont développer, simplifier, maîtriser et diffuser une technique qui représentera le « fer de lance » de l'association [Piveteau A., 2004]. Malgré tout, après plus de quinze ans de travaux dans ce domaine hydraulique avec des résultats particulièrement mitigés, l'ONG stoppera ses activités et réorientera sa stratégie pour une démarche plus participative et davantage concertée.

Une nouvelle fois, nous pouvons dire que la tendance aux actions pédagogiques (formations, alphabétisation...) et d'appuis se renforce.

- *Le champ d'action de l'ONG*

Certaines privilégient quelques villages, d'autres ciblent plusieurs provinces et parfois tout le territoire. Quelques ONG s'investissent dans la partie sahélienne du territoire, d'autres sur le plateau central, enfin une minorité oeuvre plus au Sud. Cet éparpillement des projets s'ajoute donc à la complexité de notre étude.

La zone d'intervention deviendrait également déterminante pour assurer des résultats positifs. D'après les enquêtes réalisées auprès de 100 responsables d'ONG, les provinces où les résultats obtenus sont les meilleurs se situent plutôt sur le plateau central ou à ses marges les plus proches. Cette organisation Mossi, mais aussi l'habitude qu'ont ces populations à travailler avec des associations du développement, engendrent toujours, d'après les responsables interrogés, une meilleure efficacité dans les actions. Cette région subsiste, de surcroît, la zone la plus alphabétisée avec un tissu urbain plus dense que sur le reste du territoire. L'alphabétisation et la proximité de services peuvent représenter un facteur favorable au travail des ONG dans ces provinces.

Certaines ONG font le choix de fermer des projets, on l'a vu plus haut avec l'AFVP ou le CECI. Si nous pouvons penser que les résultats ne donnent pas satisfaction, ce n'est pas toujours le cas puisque nos études montraient des bénéficiaires plutôt satisfaits des projets. Ceci prouve bien le faible pouvoir décisionnel du terrain contrairement aux sièges et aux bailleurs, visiblement les seuls maîtres de « ce jeu du développement ».

Certaines ONG étudiées éprouvent également des difficultés concernant la multiplication des terrains tout en ayant peu de moyen. C'est le cas par exemple du SECOS, ONG de coordination burkinabè qui possède des moyens relativement limités et qui est chargée de coordonner un réseau d'ONG sahéliennes.

- *La structure :*

Parfois légère, composée d'un ou deux individus, elle peut apparaître très hiérarchisée avec des équipes pouvant compter jusqu'à plusieurs dizaines de personnes telles que l'ABBEF, Cathwel ou Oxfam [Cf. Partie II].

- *Partenariats :*

Très peu d'ONG travaillent seules comme le CIDI à Dissin dans la province du Ioba ou Les Puisatiers à Tanghin Dassouri ; la majorité privilégie des interventions concertées avec les

services décentralisés de l'État, d'autres ONG ou des associations locales même si, et nous le verrons par la suite, de nombreux problèmes de coordination restent à déplorer.

- *Les groupements appuyés par les ONG*

Les ONG ont tendance à créer leur propre groupement suivant leurs critères, groupements qu'elles encadrent et appuient ; et désormais on observe une tendance à moins créer de nouveaux groupements afin d'appuyer ceux qui existent déjà.

La grande majorité des ONG interrogées conçoit aujourd'hui les actions comme de véritables projets à plus ou moins long terme et non plus comme des actions humanitaires réalisées sur une période courte. La philosophie générale qui sous tend les discours des responsables est sensiblement la même, avec un rôle de plus en plus important au secteur du renforcement des capacités des populations. Tout d'abord, en amont, c'est à dire au sein même de l'ONG où l'organigramme et la stratégie d'intervention se révèlent capitaux. Plus l'organigramme se développe par des compétences spécifiques aux actions de terrain et plus celles-ci seront efficaces.

La tactique adoptée pour l'opération de développement se veut primordiale.

Notre échantillonnage comprend des ONG ayant deux types d'actions différents à savoir les interventions directes et indirectes.

Les actions directes ponctuelles et à longue distance n'ont qu'un impact limité sur la population cible. Au contraire, certaines ONG « utilisent » des personnes intermédiaires, expatriées ou non et basées dans les zones d'intervention et qui vont coordonner les opérations directement sur le terrain. Ces acteurs endogènes assurent la mise en place, le suivi et l'évaluation des actions, dans la majorité des cas avec la population concernée. Ainsi, une véritable structure légère, comprenant souvent un coordonnateur avec un ou deux employés, se met en place initiant une relation étroite entre l'ONG et la population. Des approches spécifiques aux villages ciblés s'appréhendent plus facilement en utilisant notamment les cultures et les langues locales.

Cette efficacité, observée dans le deuxième cas, ne se manifeste pas que par les compétences et les motivations des personnels ONG mais aussi par celles des populations. L'importance de l'assistante technique de l'ONG CECI à Gorom Gorom revêt une importance primordiale quant à la réussite du projet qui n'accorde que peu de crédits à cette région et axe ses

interventions vers d'autres provinces moins éloignées de la capitale. De même pour le coordonnateur d'HKI à Fada n'Gourma qui dynamise à lui seul l'ensemble du projet par sa connaissance de la langue Gourmantché et sa compétence à stimuler les groupements villageois.

Le caractère unique de chaque personne rencontrée doit être pris en compte. Il engendre des distinctions, des visions qui sous tendent ces ONG. Il en est de même concernant leur histoire et leurs intérêts. Les raisons de l'intervention apparaissent liées à des pays, des contextes, des objectifs propres même si elles développent autour de leurs principes et de leurs modes d'intervention un discours remarquablement homogène. Relativement indépendantes et désintéressées, leurs activités doivent toucher les défavorisés et les définitions des actions concrètes se font à partir du terrain. Cependant, la mise en œuvre d'actions conformes à ces principes nécessite de perdurer sur le terrain afin de connaître le milieu et ses contraintes sociales et culturelles ce qui ne correspond pas à l'exigence de réalisations immédiates.

Le facteur temporel se révèle particulièrement important quand on pense « projet de développement ».

2- La représentation des bénéficiaires : une vision sous estimée

Si les études existantes traitant des ONG au Burkina s'effectuent à partir des évaluations des ONG, l'objet de la thèse consiste davantage à mettre la population locale en avant. En première ligne, cette population appelée également « bénéficiaires » ou « récipiendaires » semble manifestement trop négligée ou sous estimée lors des colloques internationaux ou parmi les nombreux rapports d'activités.

Pour appréhender les projets de l'intérieur et conserver une certaine objectivité par rapport à l'impact de ces organisations, nous devions donc « faire un zoom » et aborder le point de vue des bénéficiaires.

De tous temps, les ONG ont revendiqué leur option prioritaire en faveur des couches de population les plus pauvres ou les plus défavorisées, et leur capacité à améliorer les conditions de vie de celles-ci. Cette capacité à toucher les populations les plus indigentes ou les plus isolées, régulièrement citée au premier rang des avantages comparatifs des ONG, demeure bien plus

souvent affirmée que démontrée. En fait, la plupart des évaluations disponibles dans ce domaine comme dans d'autres, mettent en évidence la très grande diversité des performances des ONG, en même temps que l'absence de différences importantes (en termes de qualité, d'impact ou d'approche) entre leurs interventions et celles des autres organismes d'aide [Marcussen, 1998 : 582-4].

Nous n'avons pas rencontré d'ONG qui aient élaboré de stratégies d'interventions ciblées en fonction de disparités économiques entre groupes. Parfois, il s'admet implicitement dans les écrits que « les bénéficiaires des actions seront les plus indigents », sans que l'analyse aille plus loin. Parfois, deux groupements d'un même village ont une certaine proximité géographique ou ethnique mais peuvent générer des différences de capital économique, culturel ou d'accessibilité à des services. Selon l'animateur d'OCADES Ouagadougou, « le choix des bonnes personnes constituant les groupements à la base s'avère déterminant ». La réussite ou non du projet passe par la recherche de bons leaders qui dynamiseront le groupe appuyé. Selon lui, certaines ONG, notamment internationales, trop loin des réalités du village ne pourront détecter ces nuances qui ne s'apprécient que par une grande connaissance du terrain et des habitants.

Choisir d'intervenir auprès de tel groupe plutôt que de tel autre consiste également pour l'ONG à interférer dans le jeu des relations sociales au sein d'un village et cela peut contribuer à fragiliser davantage encore le groupe initialement ciblé. Citons l'exemple de plusieurs exploitantes maraîchères faisant parties d'un groupement appuyé par l'ONG CECI à Gorom Gorom expliquant que certaines femmes n'avaient pas leur place dans ce groupement puisqu'elles appartenaient déjà à un autre groupement sur un site proche géré par l'ONG Union Fraternelle des Croyants (UFC).

Certaines familles, sans doute influentes, aux relations plus importantes, appartenaient ainsi à plusieurs groupements quand d'autres n'y avaient pas accès. Ces rivalités ont finalement dissous intégralement le groupement sans que l'ONG ne pût véritablement trancher sur la question.

Bien que l'on observe de plus en plus d'exemples d'appropriation des projets par les populations bénéficiaires au sein des groupements, les ONG guident les populations dans les procédures à suivre afin de favoriser une certaine émulation fédératrice, la difficulté étant de constituer des groupements homogènes et solidaires.

Même si dans chaque village enquêté, les bénéficiaires pensent que leur participation ne concerne que l'apport en main d'œuvre. La phase en amont qui consiste à la réflexion autour du projet leur est bien souvent étrangère. L'apport financier de la population demeure négligeable à côté des sommes dépensées. Prenons l'exemple de l'ONG OCADES ; si les bénéficiaires doivent

contribuer un minimum pour les projets, souvent à hauteur de 10%, cette aide se matérialise en apport physique, véritable handicap pour une bonne appropriation des projets.

Un des points délicats mentionnés par l'ensemble des ONG observées concerne la difficulté à toucher les plus pauvres.

On note que les ONG se heurtent au problème de l'implication des populations les plus défavorisées à leurs différents projets. Elles se voient dans l'obligation de justifier leur présence par « des réalisations concrètes ». L'approche participative elle-même peut se trouver en contradiction avec un tel objectif, en renforçant dynamiques inégalitaires et processus d'exclusion au détriment des « bénéficiaires » présumés [Chauveau et Lavigne, 1998 : 194]. De plus, l'absence d'une « demande » précise et rigoureusement formulée conduit généralement les ONG à se substituer aux paysans dans la définition de leurs projets.

D'après les ONG, la planification des activités trouve une finalité importante étant donné qu'elle conditionne le climat de confiance et les partenariats éventuels. Après la définition de chaque action, plusieurs facteurs apparaissent très importants pour l'ONG comme l'engagement volontaire ou la prise de responsabilités. La mise en place d'un cadre organisationnel incite les populations bénéficiaires à s'organiser en comités ou en groupements villageois.

Selon de nombreux paysans interviewés, « faire partie d'un groupement représente une assurance et un sentiment de moindre vulnérabilité. Les opportunités d'accéder à du matériel, à des parcelles ou des séances d'alphabétisation augmentent quand nous sommes bien structurés ».

Selon le responsable d'Helen Keller International dans la province du Gourma à l'Est, « l'ONG draine les groupements vers les programmes » et estime « qu'ils ne s'autonomisent pas suffisamment ». Le coordonnateur de Lutheran World Relief pense qu'il faut un travail de fonds auprès des groupements. D'après lui, « l'aspect genre » importe et il est nécessaire de créer des groupements féminins et des groupements masculins.

Cette logique reprise par la plupart des ONG au Burkina fait partie des grandes rhétoriques des sociétés du Nord. Toutes les associations, ONG, jumelages, collectivités locales, coopérations des pays du Nord tiennent ce discours de transmission de l'argent de la rente vers les femmes : « Le micro-crédit représente la preuve en Afrique subsaharienne et les femmes doivent devenir des relais pour les ONG sur le continent africain ». « Sensées » mieux gérer les finances du ménage que les hommes, les femmes apparaissent comme la solution en faveur du développement.

En interrogeant des hommes bénéficiaires, ce choix pose des problèmes et beaucoup expliquent qu'une certaine jalousie peut s'instaurer parmi les couples, le mari ne bénéficiant pas toujours des mêmes avantages associatifs que leur épouse.

L'objectif de « l'autopromotion des bénéficiaires » constitue également un des grands leitmotivs des ONG consultées.

Cependant, sans une filiation de l'ONG aux populations bénéficiaires, nous pouvons toutefois nous demander si le public cible accepterait sans condition l'incitation à la participation (financière ou physique au projet). L'ONG et ses projets doivent donc être « réappropriés par la population bénéficiaire »²⁰⁶. Néanmoins, cette « réappropriation » ne pourra se faire que si l'ONG joue son rôle d'agent de liaison, qu'elle connecte le paysan du Nord de l'Oudalan à Ouagadougou, Paris ou Washington.

On observe régulièrement un certain décalage entre le constat fait par l'ONG et la réaction des bénéficiaires. La perception de la réussite ou de l'échec d'un projet diffère entre les ONG et les bénéficiaires.

L'exemple des ONG touchant aux problématiques de la santé et notamment au handicap semble révélateur. Les populations ciblées par Action Of Disability and Development à Orodara dans la province du Kéné Dougou se disent en général très satisfaites de l'intervention de l'ONG et expliquent que la plupart des handicapés moteurs possède un appareillage. Au contraire, l'ONG dit constater des problèmes de leadership au sein des groupements et dénonce certaines difficultés notamment dans les actions de plaidoyer à un échelon national, échelon auquel n'est jamais confrontée directement la population ciblée.

Le semi-échec et les dysfonctionnements constatés par ADD ne reflètent donc pas le sentiment des handicapés interrogés. Ces derniers considèrent que l'appareillage suffit et n'éprouvent pas forcément le besoin de se rassembler avec d'autres handicapés.

La stigmatisation du groupe demeure évidente pour ces personnes qui souhaiteraient dans leur ensemble adhérer à des groupements de paysans valides.

Malgré tout, travailler à l'insertion de personnes handicapées constitue un volet intéressant pour les ONG pouvant collecter plus facilement des financements.

Inversement, certains projets atteignent leurs objectifs de départ sans tenir compte des préoccupations des bénéficiaires qui ont parfois évolué en quelques années. Certains groupements demeurent quelquefois déçus de l'impact finalement négligeable au regard de leurs espérances de départ. L'aspect « renforcement des capacités », contrairement à des activités directes, apparaît bien difficile à analyser pour une population qui n'appréhende pas directement

²⁰⁶ Pirotte G, Poncelet M., 2002, *Les ONG et l'éveil des sociétés civiles en Afrique subsaharienne*. Échos d'une recherche portant sur les organisations non gouvernementales oeuvrant en milieu urbain à Cotonou et Lubumbashi, Autrepart, n° 23, 2002.

et tout de suite d'éventuelles retombées en terme de production ou en terme de réinsertion professionnelle.

La vision des bénéficiaires se fait à une échelle temporelle différente de celle de l'ONG ou des bailleurs de fonds d'où l'intérêt pour l'organisation de travailler en amont auprès des futurs bénéficiaires afin de s'assurer que tout le monde assimile les objectifs. L'essentiel des membres des groupements étant analphabète, le rôle et la qualité de l'animateur qui doit souvent se muer en interprète, s'avèrent primordiaux.

A l'avenir, afin de cerner entièrement l'approche des ONG, des enquêtes au niveau de la population locale apparaissent indispensables à réaliser. Recueillir les avis des populations bénéficiaires afin de déterminer l'image qu'elles ont de leur propre développement s'avère déterminant pour la suite des opérations. Plusieurs approfondissements méritent d'être effectués à l'échelle locale, au niveau de la base, au sein des groupements sous forme de questionnaires.

Malheureusement, ces enquêtes ne se réalisent jamais ajoutant encore un peu plus d'opacité sur les ONG et sur leurs relations avec les bénéficiaires.

3- Une efficacité des ONG en question

Dans le but de « mesurer l'efficacité » des 13 ONG de l'étude et suivre chacun des projets retenus, plusieurs missions sur le terrain furent nécessaires. Les témoignages des populations bénéficiaires et des animateurs ou coordonnateurs des ONG présents sur le terrain nous ont permis d'obtenir ces résultats²⁰⁷. Pour des facilités de lecture, nous présentons donc pour chaque site étudié les différents thèmes que sont la conservation des eaux et des sols, le reboisement, la scolarité et la santé, avant de s'intéresser aux financements des ONG et aux relations responsables-bénéficiaires.

Il est capital de rappeler également que notre posture vis à vis des personnes interrogées était celle d'un étudiant-chercheur en géographie et que l'accord des ONG s'avérait nécessaire avant d'aller sur le terrain. Si tous les entretiens étaient précédés d'explications sur la nature de ma présence, cette position d'observateur pouvait se montrer tendancieuse pour certaines personnes qui me voyaient probablement comme un expatrié appartenant à un autre projet. La

²⁰⁷ Les grands axes des questionnaires, réalisés auprès d'un échantillon représentatif de dix personnes, insistent sur les réalisations ou actions effectuées, les financements mobilisés et les relations avec le personnel de l'ONG.

limite de ce travail est que certaines réponses peuvent apparaître comme contenues ou manquant d'objectivité.

Nous verrons ainsi que certaines thématiques utilisées au cours de nos enquêtes seront abordées difficilement par les bénéficiaires et notamment la question des financements ou la relation avec le personnel de l'ONG.

Figure n°44 : Questionnaires utilisés auprès des populations bénéficiaires

I- L'efficacité des ONG par rapport aux réalisations effectuées

I-1 Citer les ONG avec lesquelles vous êtes en contact. Depuis combien de temps ?

*I-2 Citer les ONG avec lesquelles vous avez été en contact ? Pourquoi n'y a-t-il plus de contact ?
Citer les réussites, les échecs*

I-3 Quelles sont les réalisations effectuées qui ont fondamentalement développé le village ?

I-4 Quel est le domaine qui vous semble le plus important à développer au village ?

I-5 Quelles sont les réalisations effectuées qui vous semblent inutiles ?

I-6 Quelles sont celles où il n'y a plus de suivi de la part de l'ONG ? Pour quelles raisons à votre avis ?

I-7 Quelles sont les différentes réalisations qui mériteraient d'être rénovées, entretenues ou refaites ?

I-8 Pourquoi certaines réalisations des ONG ne sont-elles pas suivies par les populations ?

I-9 Quelles sont les ONG qui à votre avis ont échoué dans leur projet ?

I-10 Vos attentes sont-elles globalement satisfaites ?

I-11 Que pensez-vous des ONG au Burkina ?

II- L'efficacité des ONG par rapport aux financements

II-1 Le budget dont dispose l'ONG vous semble-t-il bien géré ?

II-2 Citer des cas où il y a des problèmes ? Pourquoi ?

II-3 Y a-t-il des pertes, des détournements ? Citer les cas ? Où va l'argent ?

II-4 Pensez-vous que certaines catégories de population bénéficient plus que d'autres de l'aide des ONG ?

II-5 Quelles sont les ONG qui vous paraissent en difficulté financière ?

III- L'efficacité du personnel des ONG selon la population bénéficiaire

III-1 Quel bilan dresseriez-vous du travail accompli par les ONG que vous connaissez ?

III-2 Leur travail a-t-il évolué ? Positivement, négativement ? Pourquoi ?

III-3 Citer les différences dans les méthodes d'intervention

III-4 Avec quelle personne de l'ONG êtes-vous en relation ? Quel est son rôle précis ?

III-5 Quelles sont vos relations avec le personnel de l'ONG ?

III-6 Le travail qu'accomplit le personnel des ONG est-il satisfaisant ? Pourquoi ?

III-7 A votre avis, sont-ils bien formés ? Pourquoi ?

III-8 Existe-t-il une coordination entre les ONG ? justifier

Source : Enée G, avec la collaboration de F-C Ouedraogo, chercheur en géographie, IRD, Ouagadougou, 2003.

a- Les ONG du Yatenga

- *Fédération Nationale des Groupements Naam*

Ce premier terrain d'étude comporte quatre villages, tous situés dans la province du Yatenga : Nimpouya, Tougué, Tangaye et Soumiaga.

La région du Yatenga et en particulier le village de Bidi constituent la cible d'un ensemble de projets (un « chassé-croisé d'intervenants »), en même temps que leur lieu d'évaluation (programme « Dynamique des systèmes agro-pastoraux »)²⁰⁸.

La première partie de notre questionnaire consistait à appréhender l'efficacité du FNGN par rapport aux réalisations effectuées.

Les activités de la FNGN se révèlent toutes relativement banales et correspondent aux grandes thématiques prônées par l'Etat dans le cadre du PNGT mais aussi des différents bailleurs internationaux.

Parmi les aménagements accomplis, l'école représente l'avancée la plus remarquable dans le village de Soumiaga. Effectivement, le nombre d'enfants scolarisés a été multiplié par cinq en quelques années. A la quasi-majorité, l'impact de la FNGN dans le domaine de l'éducation satisfait les parents d'élèves.

En outre, selon « les récipiendaires », un collège correspondrait à l'aménagement le plus intéressant pour le village ce qui montre bien l'attachement des groupements au domaine éducatif.

Relatif au domaine de la santé, la seule solution en cas de problème consistait à se rendre au CHR de Ouahigouya situé à 7 Kms. Selon les interviewés et en vérifiant le nombre de patients, nous pouvons dire que le dispensaire, construit au sein du village, a amélioré la qualité de vie des autochtones de manière significative et représente un réel progrès.

Les paysans des villages observés apprécient également les activités de lutte contre la désertification dans la mesure où elles procurent une augmentation de la production agricole ou fournissent des produits de première nécessité, notamment du bois de chauffe et de construction, des plantes médicinales et des fruits. Au travers des impacts, nous avons remarqué que les groupes connaissent pourtant relativement bien les effets environnementaux des techniques de CES-AGF. Il n'en reste pas moins qu'ils ont de la peine à entreprendre la réalisation de tels

²⁰⁸ Maizi P., 1991, *Le groupement féminin 6S à Gurga : pratiques et discours*.

ouvrages dans une optique écologique. Cela illustre bien la difficulté de concilier les priorités économiques des villageois avec les impératifs de restauration du milieu.

Les enquêtés constatent que la désertification entraîne des bouleversements environnementaux importants, qui se manifestent par la dégradation quantitative et qualitative du couvert végétal arboré et herbacé, la disparition de la faune, l'augmentation de l'érosion hydrique et éolienne, ainsi que l'appauvrissement des sols. Les villageois décrivent les effets de la désertification dans leur vie quotidienne qui provoque non seulement une diminution des rendements agricoles, des approvisionnements en eau et en bois, des problèmes de fourrage et d'eau pour le bétail mais engendre également des mésententes au sein des villages, des migrations et une augmentation de certaines maladies.

En outre, les plus âgés nous expliquent qu'autrefois la flore et la faune apparaissaient nettement plus abondantes, les surfaces cultivées moins étendues et les phénomènes érosifs moins marqués.

Parmi les points négatifs relevés par les personnes sondées à Soumiaga, le grand barrage arrive en première position. Toutes les personnes interrogées ont cité le problème d'assèchement rapide de cette grande retenue d'eau. En effet, une des grandes priorités au Nord du Burkina concerne l'accessibilité à l'eau. Ce qui préoccupe tout naturellement la population de Soumiaga concerne le tarissement du barrage.

Photo n° 4 : L'échec d'un ouvrage de la FNGN : le barrage de Soumiaga (Yatenga, janvier 2005)



Les brèches non colmatées provoquent d'importantes fuites. Lors de notre mission réalisée au mois de janvier, soit en plein milieu de la saison sèche, celui-ci était déjà quasiment à sec, limitant ainsi toute production maraîchère. D'après les témoignages recueillis, la population attendait énormément de cette grande réalisation et la déception est aujourd'hui à la hauteur de leur attente. L'impact positif de cette infrastructure, moins important que prévu, suscite le mécontentement général. C'est un grand manque à gagner pour de nombreuses familles qui pourraient exploiter le bas-fonds avec des cultures de contre saison. La totalité des personnes interviewées a répondu que la rénovation du barrage devrait constituer une priorité.

La rancœur persiste, non pas contre l'ONG FNGN, mais contre l'entreprise qui a conçu les travaux. Il est difficile de savoir si la dégradation de ce barrage correspond à des erreurs dans la conception ou au manque de vigilance et d'entretien des villageois. Chaque partie se rejette la faute mais les interrogés affirment que la FNGN assure généralement un suivi correct des actions.

Ajoutons que certaines cellules de l'ONG et notamment la cellule hydraulique connaît de graves problèmes financiers ce qui tend à figer les opérations dans ce domaine. Les entretiens avec les responsables de l'ONG nous ont permis de mesurer les problèmes qui existent au sein de la cellule hydraulique notamment en terme de budget et de personnel à la baisse.

Un autre problème relevé est la divagation des troupeaux et le manque d'organisation au sein de la cellule élevage. Il faudrait coordonner les activités pastorales et culturelles en développant des ressources fourragères par le biais des opérations de reboisements et des tapis herbacés. De plus, pour une meilleure sensibilisation, la FNGN devrait améliorer le niveau de formation relatif aux gros ouvrages, par exemple pour l'entretien des différents sites de reboisement.

Il faut noter que la fumure organique est capitale pour la conservation de la fertilité des sols à long terme. Le renforcement de la sensibilisation sur leur importance se révèle primordial puisque la majorité des paysans interrogés ne produit que de petites quantités de fumure, suffisantes pour subvenir aux besoins engendrés par la méthode zaï [Cf. Glossaire] et le reboisement.

Concernant l'impact des activités de conservation des eaux et des sols et d'agroforesterie (CES-AGF), les personnes interrogées ont une vision relativement précise et objective, bien qu'elles aient parfois tendance à surévaluer les effets de certaines activités de la FNGN. Ainsi, elles estiment que les diguettes, les digues filtrantes et les boullis contribuent à faire remonter le niveau de la nappe phréatique. Une partie de la population n'arrive pas à faire la différence entre les effets d'une meilleure pluviométrie et les impacts des activités de CES. Certaines femmes affirment que toutes les cultures réussissent grâce à la méthode zaï ce qui, sur le terrain, semble

loin d'être le cas. En réalité, pour 50% des interrogés, leur production a augmenté de plus de 25% grâce à cette méthode, ce qui n'est pas négligeable.

Photos n°5 : Méthode zaï : Constitution des poquets à Tougué environ trois mois avant les premières pluies (Yatenga, mars 2004)



Il est intéressant en outre de constater que la technique du zaï a un impact social important dans la mesure où elle profite aux personnes les plus défavorisées, qui ne disposent que des terres marginales les plus dégradées.

Plus généralement, la maintenance du matériel doit également être renforcée. Il est distribué par l'ONG dans les villages et est parfois mal entretenu ce qui témoigne sans doute d'un manque d'appropriation du projet par les paysans. Il suffirait donc que la FNGN se charge de la gestion et prête ponctuellement aux groupements entreprenant des ouvrages. Par ailleurs, cet appui en matériel augmente d'années en années comme pour inciter les bénéficiaires à intégrer les projets. C'est peut-être une façon de les rendre davantage satisfaits notamment aux yeux des bailleurs.

Enfin, nous notons un paradoxe puisque la majorité des paysans souhaitent plus de formations. Trois paysans de Soumiaga signalent : « Nous manquons de formation dans le domaine de l'élevage, nous n'avons pas de vaccins et nous perdons régulièrement du bétail ». Selon l'ONG, certaines séances se font devant un public trop restreint ce qui ne les incite pas à ajouter d'autres séances.

Du point de vue de la pratique quotidienne, la relative harmonie de la FNGN avec les systèmes locaux lui permet d'insérer peu à peu les innovations techniques dans le registre des évidences locales [Maizi, 1991]. Ce cas de figure présente un projet aux objectifs partiellement réalisés, dans la mesure où les groupements féminins donnent la possibilité à ces femmes de

réaliser un mieux-être matériel, grâce à la production vivrière des jardins collectifs, et d'augmenter leur autonomie financière avec les caisses d'entraide.

Photo n° 6 et 7 : Périmètre irrigué et puits à corde aménagés avec l'ONG FNGN à Soumiaga (Yatenga, janvier 2005)



Une exploitante témoigne : « Ce complément de revenu m'aide à planifier davantage mes projets et à scolariser trois de mes enfants ».

Concernant les financements de la FNGN, les populations interrogées, à majorité analphabète, se révèlent totalement étrangères aux réalités budgétaires de l'ONG. Personne ne mesure l'ampleur de son budget annuel.

Un paradoxe existe entre l'importance accordée au budget et à la recherche de fonds par la FNGN et la totale méconnaissance des financements annuels par les groupements. Nous verrons dans les entretiens suivants qu'il est particulièrement complexe pour les populations bénéficiaires de communiquer sur les financements des organisations.

Un des principaux objectifs de la FNGN est la responsabilisation de chaque groupement : « Lorsqu'un groupe conscient de son identité et de ses valeurs, ayant des options claires, identifie ses difficultés, il s'engage à les résoudre. Il cherche dans le creuset de son expérience des solutions possibles et adéquates. Il fait des efforts pour élaborer des plans d'action, s'organise et en cherche les ressources nécessaires » [FNGN, 2003].

Le principal intérêt des populations se manifeste au travers des actions.

Selon le responsable de la cellule hydraulique, une véritable remise en cause s'opère non seulement au sein de celle-ci mais également au sein de l'ONG. La question qui se pose concerne l'évolution des groupements. Certains sont beaucoup plus avancés que d'autres et sont relativement autonomes notamment dans le captage des fonds et le personnel de la cellule ne

répond pas forcément aux attentes de la direction de l'ONG. Certains groupements sont particulièrement solidaires, d'autres n'ont pas du tout cet esprit communautaire.

Le problème qui se pose est donc d'harmoniser l'activité de l'ONG avec les aspirations des groupements.

Il serait prioritaire de valoriser le rôle des animateurs. Ces personnes de terrain rencontrées ne bénéficient pas de suffisamment de moyens pour s'acquitter de leurs nombreuses tâches. En effet, leur rôle consiste le plus souvent à faire respecter les programmes prévus, à motiver les groupements ciblés et parfois régler les éventuels conflits. Le renforcement nécessaire, outre une compensation financière, consisterait en un enseignement rigoureux des méthodes de négociation, d'animation et de sensibilisation. Les animateurs pourraient ainsi devenir des interlocuteurs privilégiés auprès des villageois, moyennant une formation plus approfondie, afin qu'ils acquièrent des compétences en matière de gestion et de résolution de ces problèmes [Seydoux 2002].

Pour les encadreurs locaux, l'enjeu consiste à concilier les exigences de leur employeur (la FNGN) avec leurs possibilités réelles d'action sur le terrain.

La taille des effectifs à gérer pour les animateurs est une difficulté que l'on a pu vérifier. En effet, l'animateur de Soumiaga est chargé de gérer une dizaine de groupements, soit environ 500 personnes. Une communication efficace et globale est impossible à cause de la multiplicité et de la complexité des formes de groupement, des relations de ces groupes entre eux et avec l'encadreur. La formation des leaders paysans ne leur octroie pas le recul suffisant par rapport aux multiples interactions dans lesquelles ils sont impliqués en tant qu'autochtones. De plus, les encadreurs s'inscrivent eux aussi dans la négociation des enjeux villageois.

Selon les consultés, les contacts avec le personnel des ONG sont excellents en règle générale même s'ils souhaitent toujours plus d'échanges.

Les animateurs représentent le lien entre l'ONG et la population locale. Les activités étant plus nombreuses dans le village aujourd'hui que par le passé, l'action des animateurs a évolué et les bénéficiaires insistent sur l'effet « boule de neige », qui consiste à ce que les personnes formées puissent ensuite transmettre leurs connaissances aux autres villageois.

Aux dires des bénéficiaires, les compétences des animateurs ne se remettraient pas en question. Ces derniers assimilent bien les techniques enseignées et comprennent les actions à entreprendre. Il faut cependant noter que le manque de points de comparaison avec des animateurs d'autres organisations du développement restreint leur appréciation.

Les trois quarts des personnes interrogées considèrent d'ailleurs qu'il existe une véritable coordination entre les responsables des différents projets, ceux-ci étant conviés ensemble aux réunions... Paradoxalement, chaque ONG intervenant dans la région déplore au contraire un manque de coordination entre les différents projets, estimant que la communication n'est pas suffisante.

De manière plus générale, nous pouvons garantir qu'il existe un réel manque de transparence et de connaissance quant aux ONG qui interviennent dans la province du Yatenga. Aucune sensibilisation n'est faite autour de « l'environnement associatif » du village.

Nous constatons un problème sérieux en matière de communication inter-ONG, les responsables de la FNGN méconnaissant l'action des organisations du développement présentes sur Ouahigouya et dans le Yatenga.

Pourtant, la FNGN oeuvre à la réalisation des mêmes objectifs que l'OCADES-Ouahigouya²⁰⁹ dans les mêmes villages limitrophes avec des stratégies différentes. En effet, l'OCADES-Ouahigouya refuse l'appui du projet en vivres aux communautés locales dans la réalisation des activités du projet tandis que la FNGN dans les mêmes zones consent à ses bénéficiaires d'en profiter. Cette situation met en exergue le manque de complémentarité des partenaires de développement.

On remarque que les inter-unions de la FNGN de la province du Yatenga montrent toutes un fort dynamisme. L'inter-union de Soumiaga fait preuve d'une grande créativité et d'un réel esprit d'initiative. Le maraîchage et les prestations de leurs camions bennes assurent à ses unions leur fonctionnement²¹⁰.

Notons également que la plupart des activités de la FNGN ne suffisent pas à résoudre les problèmes à grande échelle. Ainsi, les activités rémunératrices tentent d'améliorer le niveau de revenus des villageois, mais seule une partie des membres des groupements Naam y parvient et les bénéficiaires sont généralement minces. Soulignons que les sensibilisations sur la planification familiale ont également une portée très limitée et réduisent peu ou prou la pression démographique.

En dépit de ses imperfections, la FNGN représente une des rares organisations à avoir été fondée et à être entièrement dirigée par un personnel national. Sa force consiste donc à privilégier les techniques locales et les habitudes de chaque groupement. Cependant, les solutions que propose la Fédération des Groupements Naam au Yatenga ne conviennent pas forcément à toutes les régions du pays [Seydoux, 2002].

²⁰⁹ OCADES-Ouahigouya ne rentre pas dans le cadre de cette étude.

²¹⁰ Plusieurs entretiens ont été effectués auprès des responsables de la FNGN, puis des enquêtes ont été réalisées auprès des bénéficiaires doublés d'une présence sur le terrain avec les animateurs, ce qui a permis d'observer les aménagements.

A des difficultés financières s'ajoute ainsi un manque d'adaptation par rapport aux zones d'intervention. Les activités reproduites à l'identique sont calquées sur des espaces aux spécificités variées entraînant des manques de compréhension et des résultats variables.

Chaque stratégie de développement doit donc être adaptée en fonction des spécificités régionales.

D'après nos entretiens annexes, pour les femmes des quatre villages, les groupements FNGN ressemblent à un lieu d'entraide (cotisations, dégagement de surplus de sécurité, constitution de ressources à peu près autonomes) et un lieu de reconnaissance de leur valeur sociale. En revanche, les groupements FNGN ne sont ni un lieu d'application de la logique communautaire et collectiviste ni un lieu de revendication pour les femmes. Leur marge de décision étant quasi-nulle au sein du groupement, elles s'en remettent en tout aux décisions de leurs hommes et n'ont pas conscience de leur groupement en tant que groupe de pression.

Cet « aspect genre » s'apparente davantage à une vitrine pour l'ONG engendrant une récolte de fonds plus élargie qu'à une véritable volonté d'intégrer cette population au développement de la région.

Nous observons que les groupements de Tougué et de Tangaye cultivent une parcelle collective, dans laquelle le choix des cultures reste relativement libre mais les méthodes culturales sont explicitement imposées. L'encadrement des groupements est assez lointain, et se limite à des réunions périodiques ayant lieu à Kumbri (12 km au SE de Bidi), pendant lesquelles l'encadreur tâche de mobiliser les membres sur les thèmes techniques chers à l'ONG, en référence à un idéal communautaire d'entente.

Le bilan du FNGN dans les quatre villages d'intervention pourrait s'optimiser par un encadrement plus suivi des groupements. Toutefois, cet encadrement plus serré, hormis le fait qu'il fait intervenir un nouveau groupe stratégique, étranger, dans le jeu politique local, tendra à faire correspondre la réalité et la façade. La défense de la part des différents protagonistes de leurs statuts « traditionnels » peut donner lieu à des tensions internes importantes.

Augmenter la conscience collective des femmes, groupe vulnérable, en les informant, par le biais d'un bon encadrement de leurs possibilités de pression sur les groupes dominants est de plus en plus pratiquée par les ONG. Cette possibilité réside dans une bonne connaissance des enjeux « adverses ». La question de l'efficacité du développement qui se focaliserait sur le groupe le plus vulnérable reste posée et constitue pour le moment un échec.

Enfin, cette étude met en exergue de nombreux cas de travail des enfants (souvent forcé) concernant la FNGN et la collecte des moellons pour réaliser les diguettes autour des champs. Ce

travail toléré par l'ONG, particulièrement pénible est réalisé par des enfants souvent âgés de 7 à 8 ans.

Photo n° 8 : Une des réalités des actions des ONG : La participation des enfants aux travaux : Ici la collecte de moellons initiée par la FNGN près de Soumiaga



Si le travail des enfants constitue le quotidien dans les familles des zones rurales du pays, ceci reste contraire à l'éthique et aux discours des responsables d'ONG au sein des sièges mais rarement respecté sur le terrain.

- *Développement Sans Frontières*

Soulignons tout d'abord le travail effectué au préalable par DSF dans les différents villages d'interventions afin de prendre contact avec les populations concernées. Une sensibilisation par groupe s'effectua avec les différents leaders et les femmes par le biais de théâtres forum²¹¹. Les populations perçoivent positivement l'action de l'association DSF²¹². Elle

²¹¹ Un diagnostic a été pratiqué pour chaque village.

²¹² Dix personnes (hommes et femmes) se sont prêtées à nos questionnements sur l'intervention de cette ONG pour chaque village, ce qui représente 30 bénéficiaires.

s'inscrit dans la logique du Plan Décennal de Développement de l'Education de Base (PDDEB) c'est à dire qu'elle intègre le programme gouvernemental. Elle présente des résultats relativement plus visibles et vérifiables que la moyenne des autres projets suivis. La question posée par cette ONG est « comment influencer les parents pour qu'ils envoient leurs enfants à l'école car l'école ne prend pas en compte les valeurs locales ».

Concernant l'impact de DSF, une évaluation externe a été effectuée par un bureau d'études en 2003. Si l'objectivité complète du bureau n'est pas vérifiée, le bilan s'avéra positif et stipula que l'initiative devrait se généraliser. L'ONG souhaite un plus gros impact sur davantage de départements et que l'exemple de la philosophie de l'ONG soit diffusé.

Photo n° 9 : Action de scolarisation de Développement Sans frontières à Gosséré (Yatenga, janvier 2005)



Nous avons enregistré une augmentation du taux de scolarisation de 3% entre 2003 et 2004 dans la zone couverte par le programme.

L'engagement de DSF se traduit par la construction de centres permanents d'alphabétisation et de formation (CPAF) et l'équipement en mobilier (17 CPAF en 2002 et 53 en 2003), le recrutement des animateurs et superviseurs. Des formations au profit des enseignants, directeurs d'écoles, parents, membres de DSF, encadreurs pédagogiques ont soutenu l'efficacité et la pertinence de l'éducation de base.

Au niveau non formel, DSF vise à l'amélioration de la qualité des actions d'alphabétisation en appuyant et en ouvrant des centres d'alphabétisation initiale I et II ainsi qu'une formation complémentaire de base.

Comme beaucoup d'autres ONG, DSF multiplie les formations et autres séances d'alphabétisation très compliquées à évaluer dans le temps.

Selon le directeur de l'enseignement de base du Yatenga, les autorités locales apprécient DSF aussi bien pour la pertinence et l'efficacité de ses activités que pour sa philosophie d'approche emprunte de transparence et de respect de l'autre. En maintenant cet esprit et cet élan, les autorités estiment que DSF consolidera son premier rang d'association oeuvrant pour l'éducation dans le Yatenga.

Aux dires du chef de circonscription de l'éducation de base de Ouahigouya, zone principale d'intervention de DSF, l'action de l'ONG a apporté beaucoup de changements positifs dans sa circonscription, notamment au niveau des infrastructures, accroissant ainsi l'accès à l'éducation, les aides multiformes en fournitures et en uniformes scolaires, l'établissement des actes de naissance aux enfants entrant au cours préparatoire, les différents modules de formations organisées chaque année au bénéfice du personnel enseignant, l'appui en carburant au corps d'encadrement pédagogique pour les « suivi-évaluations » des activités pédagogiques, l'opération « élevage de moutons », l'organisation de théâtre forum de sensibilisation des parents d'élèves. Depuis l'engagement de DSF, les résultats scolaires répondent aux attentes (mis à part de mauvais résultats au Certificat d'Etudes Primaires en 2003).

Les suggestions qu'il préconise dans le cadre de l'action de DSF concernent l'appui aux parents d'élèves dans le fonctionnement des cantines endogènes, en fonction des moyens dont elle dispose.

Figure n°45 : Exemple d'un projet original : Projet « élève et mouton »

Dans les villages de Nimpouya, de Tangaye et de Tougué, DSF a mis en place depuis cinq ans « un projet mouton-fourniture » avec l'aide de la fondation WOL des Pays Bas depuis l'an 2000. C'est une initiative destinée à amener les parents d'élèves de la zone d'intervention de DSF à participer activement à la prise en charge de la scolarisation de 206 enfants. Le principe du projet est de donner un bélier à la famille au nom de l'élève ; le mouton, entretenu pendant l'année scolaire par la famille, est vendu en fin d'année ; le capital, réinvesti pour l'achat d'un nouveau bélier pendant que le bénéfice est utilisé à hauteur de 2500 FCFA pour les fournitures scolaires, le reste des bénéfices servant à la famille pour d'autres besoins. Toute l'opération se déroule en partenariat avec l'école, la famille et l'ONG DSF. Les moutons demeurent la propriété du projet et un parent qui n'a plus d'enfant à l'école perd du même coup son appartenance au projet.

Depuis 2000, plus de 1000 élèves des écoles ont bénéficié du projet « moutons-fournitures ». La demande est en augmentation permanente.

Le taux de réussite de ce projet « mouton-fournitures » s'élève à près de 90%.

Les résultats scolaires des bénéficiaires paraissent satisfaisants ce qui explique que la Fondation WOL a initié un projet de parrainage afin de soutenir les bénéficiaires ayant réussi au CEP afin de poursuivre leurs études dans les lycées et collèges au Burkina. Pour l'année scolaire 2002-2003, 6 élèves ont bénéficié du parrainage et en 2003-2004, 9 élèves sont parrainés.

Source : Enée G, 2004, Compte rendu des entretiens réalisés avec le Directeur de DSF, janvier 2004, Ouahigouya.

Depuis 2000, plus de 1000 élèves des écoles ont bénéficié du projet « moutons-fournitures » et la demande continuerait à augmenter. Il faut reconnaître que l'initiative s'avère plutôt concluante puisque le taux de réussite de ce projet « mouton-fournitures » s'élèverait à 90%.

Les résultats scolaires des bénéficiaires sont qualifiés de satisfaisants, ce qui explique que la « Fondation WOL » a initié un projet de parrainage soutenant les bénéficiaires ayant réussi au CEP, afin qu'ils poursuivent leurs études dans les collèges et lycées du Burkina. Pour l'année scolaire 2002-2003, six élèves ont bénéficié de ce projet et en 2003-2004, neuf élèves étaient ainsi soutenus. A Nimpouya, d'autres parents se satisfont de l'appui matériel : « Des marmites et des tasses ont été donnés à nos enfants à l'école ». Par ses « petites actions masquées », l'ONG participe à renforcer l'assistanat et à faire adhérer les bénéficiaires plus naturellement à leurs projets peut-être « moins facilement acceptables ».

Trois parents d'élèves se disent non satisfaits par le prix que coûte malgré tout la scolarisation qui demeure un grand problème sur cette région.

Par ailleurs, certains problèmes de malversation nous ont été signalés notamment à Tangaye où plusieurs bénéficiaires expliquent : « Tout l'argent n'arrive pas au groupement. Les groupements sont trop dociles et il faut que l'argent de l'ONG aille bien au comité de gestion ». Si l'ONG n'a pas souhaité nous en dire plus, un certain malaise persiste au sein du groupe.

Malgré ces supposées malversations, nous pouvons donc supposer que dans le cas de DSF, l'impact depuis son implantation en 1998 dans le domaine scolaire s'avère tout de même assez intéressant dans la province et au niveau des villages enquêtés. L'ONG s'inspire de projets qui fonctionnent au Mali et au Niger et les adapte au Burkina pour cette province montrant une réflexion du projet en amont. De plus, une école pilote avec un mouton par élève resterait à l'étude prouvant d'une part l'ambition de l'ONG pour agir sur le taux de scolarisation provincial et d'autre part la volonté des bailleurs de fonds à motiver ce genre de projets.

b- Les ONG du Kadiogo

Le deuxième terrain de notre étude est le plateau central avec le suivi de deux ONG : L'OCADES et le CCFC.

- *l'OCADES Ouagadougou*

Quatre départements structurent cette antenne²¹³ :

²¹³ L'OCADES dont le siège de coordination nationale se situe à Ouagadougou dans le quartier des 1200 logements gère l'ensemble des 13 diocèses du pays.

- Développement et Promotion humaine
- Solidarité et partage
- Justice et paix
- Étude suivi-évaluation

La commune de Saaba (1743 habitants) située à 20 Kms à l'Est de Ouagadougou sur la route de Fada n'Gourma fut retenue pour sa situation péri-urbaine et pour la présence d'un grand barrage construit par la mission catholique en 1972²¹⁴. Ce barrage permet l'aménagement d'un périmètre irrigué de deux hectares où 40 personnes travaillent actuellement.

Si les réussites unanimement citées font parties des domaines de la conservation des eaux et des sols et du petit crédit, le seul échec relevé concerne les eucalyptus attaqués par les termites.

Ainsi, selon les paysans, les rendements ont tous progressé de même que les revenus de chaque famille.

Le micro-crédit concerne les populations féminines et initie un fonds de roulement à l'intérieur même du groupement. C'est l'activité la plus réussie et selon nos enquêtes, chacune rembourse sans difficulté. Il n'existe pas de consensus pour les enquêtés de Saaba sur une activité qui serait particulièrement rentable pour le village mais chaque personne suggère ses propres priorités ce qui démontre un certain manque de concertation de la part des bénéficiaires par rapport à des priorités à définir.

Contrairement à d'autres groupements qui ne connaissent pas le mode de fonctionnement en terme de gestion, plusieurs personnes alphabétisées se chargent de la comptabilité des projets et rendent compte à la population. Chaque personne confirme qu'il n'y a eu aucune malversation depuis l'arrivée de l'OCADES. Régulièrement dans les réponses, on s'aperçoit que les hommes se disent lésés par rapport aux femmes qui ont accès au micro-crédit et peuvent ainsi percevoir des revenus complémentaires pour la famille.

Ainsi l'idéologie du Nord qui consiste à penser que le développement de l'Afrique doit passer par la femme demeure un présupposé. Sur le terrain, d'autres difficultés montrent que cette croyance occidentale n'apparaît pas comme la solution absolue.

Dans les rapports avec le personnel de l'ONG, beaucoup de personnes soulignent la rigueur de l'animateur tout en affirmant la nécessité de son travail. La difficulté pour les personnes interrogées consiste à définir pleinement le rôle de chaque membre de l'ONG.

Une antenne située dans le quartier Cissin au Sud Ouest de la ville, composée de 20 permanents, intervient sur plusieurs localités du plateau central dans les provinces du Kadiogo et du Bazéga.

²¹⁴ Dix personnes furent choisies au hasard sans distinction d'âge ni de sexe.

Le deuxième village visité du plateau Mossi où l'OCADES mène des actions est celui de Dalpélogo, situé à 30 Kms au Nord de Ouagadougou sur la route de Kongoussi²¹⁵.

Dalpélogo concentre plusieurs ONG mais les personnes interviewées n'ont pu citer qu'une, voire deux associations. Beaucoup d'actions sont entreprises par l'OCADES à Dalpélogo. Les réussites énumérées par les paysans concernent la conservation des eaux et des sols, l'hydraulique villageoise mais aussi les crédits.

Comme à Saaba, les reboisements ont connu un fort taux de mortalité. L'approche de l'activité fut donc mauvaise étant donné que le site abritait une vaste concentration de termites s'attaquant aux racines. Si le choix des eucalyptus est motivé par une croissance rapide, des usages multiples et une adaptation à des sols peu fertiles, ces plants nécessitent la disponibilité de vastes étendues ce qui pose des problèmes fonciers. De plus, ces plantations ont des impacts forts sur leur environnement puisque leur étendue double tous les dix ans et requière de forts besoins en eau et en sels minéraux aux premiers stades de la croissance.

Les habitants déclarent également préoccupant le problème de la conservation des eaux : le barrage n'est pas suffisamment important pour retenir l'eau et l'assèchement s'effectue trop rapidement. A cela s'ajoutent d'autres soucis, essentiellement liés à la conception, mais aussi au manque de formation des comités de gestion chargés de gérer ce barrage.

Photo n° 10 et 11 : Périmètre irrigué près du barrage et aménagements d'un des 8 bacs d'approvisionnement en eau à Dalpélogo (Kadiogo, février 2005)



²¹⁵ 20 personnes ont été interviewées.

Selon l'échantillon représentatif, cette activité de conservation des eaux et des sols est primordiale pour l'augmentation des productions. Toutefois deux paysans ont déclaré : « Avant l'arrivée de l'OCADES, la culture sur périmètres irrigués n'existait que ponctuellement près des retenues d'eau. Le maraîchage est une nouvelle activité en plus des autres ».

Même si le village reste bien pourvu dans le domaine de la santé, avec la présence d'un dispensaire de la Croix-Rouge, l'inquiétude se lit chez les populations puisque deux dispensaires ont été fermés sur les villages environnants, et également dans le domaine de l'éducation, avec un collège dans la commune de rattachement.

Près de 90% des personnes interrogées pensent que les activités d'OCADES sur le village sont utiles et méritent d'être entreprises.

Les bénéficiaires considèrent exemplaire la régularité d'OCADES sur le terrain, grâce au travail des animateurs qui se partagent les villages ciblés de la « région centre » et visitent chacun d'entre eux une fois par semaine. Le fait d'emmenner les paysans sur d'autres sites suscite un dialogue avec des villages parfois plus éloignés qui peuvent rencontrer les mêmes difficultés. Cela crée un échange et des éléments de comparaison.

Il apparaît que, de manière générale, les ONG au Burkina demeurent mal connues, même si 30% des personnes interrogées ont un a priori positif sur les associations régionales.

Plusieurs problèmes importants ont été relevés parmi les enquêtés dans la gestion des activités. Divers cas de détournements d'argent ont été recensés ce qui a entraîné la désaffection d'un grand nombre de membres dans les différents groupements. Ainsi, depuis deux ans, un groupement paysan passa de 80 à 36 personnes.

Sur le plan des relations entre l'ONG et la population bénéficiaire, les paysans estiment avoir progressé grâce à l'apport de techniques nouvelles notamment dans la conservation des eaux et des sols.

Une seule personne estime que l'OCADES effectue un certain prosélytisme religieux. Parmi tous les villages visités où l'OCADES intervient et parmi tous les groupements interrogés, cette remarque n'est apparue qu'une seule fois ce qui tend à affirmer que cette ONG agirait comme n'importe qu'elle autre ONG non confessionnelle.

En outre, l'OCADES cherche à créer des formes de solidarité à l'intérieur des groupements.

Seulement, il n'existe pas de solidarité entre l'OCADES et les autres associations qui interviennent sur le village. Chacun a sa propre philosophie, sa propre vision du développement et travaille en solo.

Le constat diffère dans le troisième village, celui de Goumsa, situé sur la commune de Kayao dans la province du Bazéga, à 50 Kms au Sud de Ouagadougou. 350 personnes habitent ce village, composé de quatre groupements : les éleveurs, les maraîchers, les éleveurs/agriculteurs et les femmes.

Nous avons recueilli une dizaine de témoignages sur l'OCADES. Elle travaillait par le passé avec d'autres ONG et notamment avec Sahel Solidarité. Il apparaissait une certaine coordination dans leurs différentes actions, dans la mesure où cinq personnes ont déclaré que les ONG pouvaient intervenir sur les mêmes activités mais pas durant les mêmes périodes.

A une certaine époque, le village de Goumsa abritait donc, en plus de l'intervention d'OCADES, d'autres associations qui intervenaient également dans la conservation des eaux et des sols et « l'agro-écologie ». Tel était le cas de Sahel Solidarité, de l'association locale Nom Taaba (entraide mutuelle) pour les diguettes et les fosses fumières, mais aussi de la Fondation pour le Développement Communautaire qui œuvre en matière d'éducation.

Les actions d'OCADES sont toutes citées par les interrogés plutôt comme des démarches positives notamment en termes de qualités de soins ou de matériel reçu. Par rapport aux financements très importants investis, les résultats paraissent relativement faibles et moyennement quantifiables.

Plus d'un quart des personnes interrogées estiment qu'il faudrait développer l'alphabétisation sur le village. Ainsi, le secteur de l'éducation est une nouvelle fois au cœur du débat, alors qu'il n'existe actuellement aucune structure existante à proximité du village.

Ainsi, les deux grandes revendications pour le village concernent la construction d'un barrage, qui assurerait la production de cultures de contre saison, mais aussi la construction d'une école primaire. Au Burkina, l'Etat se charge de nommer les enseignants si les structures scolaires sont présentes, aussi de nombreuses ONG intervenant dans l'éducation priorisent la construction de locaux, de classes ou de cantines (cf. Cathwel).

De nombreux villages comme Goumsa s'en remettent donc à des ONG qui peuvent bâtir de telles structures à partir de fonds extérieurs.

La grande « innovation » de la part d'OCADES pour les villageois consiste à sélectionner les intrants de qualité qui ont permis d'accroître les rendements de façon immédiate ainsi que les procédés anti érosion et de conservation des eaux et des sols. Ainsi, sept paysans interrogés sur dix auraient augmenté leur production depuis l'appui de l'ONG.

Nous pouvons dire que ces activités passent pour des innovations, de la modernité mais ne sont en réalité que des moyens supplémentaires pour toucher plus facilement les canaux de l'aide internationale. De plus, le rôle joué par l'OCADES sur les mentalités des paysans semblerait très important. En effet, nous avons constaté que les femmes n'hésitaient plus à prendre la parole notamment pour répondre à nos entretiens et émettaient leurs propres critiques sur les infrastructures ou activités en place. On observe que l'OCADES, grâce au travail de ses animateurs a influencé les paysans à proposer des activités, à critiquer les systèmes en place. Le rôle de l'ONG s'effectue donc sur le plan des techniques et des infrastructures mais aussi sur le plan du « changement des mentalités ».

Sorte de « nouvelle aliénation des paysans », ce travail sur les mentalités apparaît une fois de plus difficilement mesurable.

Très peu de réponses ont été enregistrées concernant les financements de l'ONG. Personne ne connaît les sommes investies pour chaque projet et n'est donc en mesure d'en évaluer l'efficacité.

Au vu des intéressés, la réussite de l'ONG est d'avoir su maintenir la population locale et notamment les jeunes au village, grâce à des activités de qualité qui ont amené un minimum de revenus aux familles limitant leur départ vers Ouagadougou, pourtant proche.

Chaque personne interrogée affirme avoir acquis davantage de connaissances qu'au démarrage de l'ONG, en citant des exemples précis ayant trait à l'alphabétisation par rapport aux techniques agricoles. Plusieurs personnes ont d'ailleurs décrit les techniques d'arrosage qu'ils utilisaient au départ et aujourd'hui. Une meilleure gestion se fait sentir dans les rendements.

Cette acception vaut comme sorte d'ouverture pour des projets futurs.

En ce qui concerne le suivi de l'ONG, chacun déclare qu'il est rigoureux et répond à leurs attentes. Tout le monde connaît précisément les jours de passage des animateurs et du Secrétaire Exécutif.

A propos de l'autre ONG également présente, l'AVLP, le bilan demeure mitigé. Elle représente tant une source d'échecs répétitifs selon les paysans qu'une réelle avancée en matière de développement.

Nous pouvons affirmer que la coordination existait bien sur le village de Goumsa par le passé notamment entre l'OCADES et Sahel Solidarité. Depuis le retrait de Sahel Solidarité et la mauvaise gestion de l'AVLP, l'OCADES intervient dorénavant seule sur le village.

Le quatrième et dernier terrain enquêté où intervient l'ONG OCADES intéresse la commune de Laye (11000 habitants) composée de neuf quartiers et des villages environnants. Laye est situé à 30 Kms au Nord-Ouest de Ouagadougou, sur la route de Ouahigouya²¹⁶. Plusieurs groupements ont été répertoriés : Les groupements de femmes, de cultivateurs (petit et gros mil, haricot, arachide, sésame) et d'éleveurs.

Contrairement aux autres sites, plusieurs organisations sont actuellement présentes sur la commune de Laye et toutes sont actives. L'ensemble des ONG et projets présents travaille de concert et oeuvre auprès de la population.

Une grande satisfaction est, une fois encore, la réussite du micro-crédit pour les femmes. Grâce à leurs revenus complémentaires tirés de l'élevage (achats d'animaux pour l'embouche), les groupements féminins de Laye développent de réelles compétences de gestion et établissent des fonds de roulement. Ces transformations culturelles sont par ailleurs très difficiles à mesurer sur un plan purement quantitatif mais montrent bien les avancées en terme de confiance, notamment devant un public masculin. Ceci montre un des grands résultats de la politique de genre.

Comme à Saaba, la grande difficulté réside dans le grand barrage, objet d'incompréhension entre les habitants et l'OCADES. Celui-ci aurait ainsi bénéficié à Laye, mais également aux autres villages limitrophes. En interrogeant les animateurs ainsi que des hydrologues, le terrain et le bas-fonds n'autorisent pas une telle réalisation pour des raisons techniques, avec une pente qui n'est pas suffisamment marquée sur le bas-fonds, mais aussi pour des raisons budgétaires, le coût de l'opération étant excessif. Un certain manque de communication et de compréhension aboutit au fait que les villageois estiment aujourd'hui avoir été « trahis par l'OCADES » sur ce projet.

L'aménagement d'un boulis a cependant été effectué, mais si les résultats obtenus sont loin de satisfaire les autochtones. En effet, l'aménagement demeure provisoire et aucune étude n'a véritablement été engagée pour améliorer l'efficacité du site. L'eau est ainsi retenue en trop

²¹⁶ Profitant d'une réunion avec l'OCADES, et pour maintenir une régularité dans notre étude, nous avons de nouveau interrogé une dizaine de personnes.

faible quantité pour espérer contenter la population et opérer un véritable impact économique sur la zone.

A cela s'ajoute le fait que parmi les 15 forages que compte la commune de Laye, le forage aménagé par l'OCADES (pompe volanta) est maintenant abîmé. Quand les animateurs de l'ONG estiment qu'il existe un manque de vigilance de la part des villageois, ceux-ci dénoncent des problèmes de maintenance et de pièces usagées. Pour les paysans, l'ONG doit toujours financer la maintenance et les réparations des forages caractérisant un manque d'appropriation des projets.

Une autre difficulté relevée concerne la perte de plants. 30% du reboisement n'a pas survécu alors que la moyenne nationale varie autour de 15% de perte. Il est vrai que cette région possède une pluviométrie moyenne annuelle de 600mm environ, ce qui représente une difficulté supplémentaire.

Photo n° 12 : Apport de graines de maïs, tomate, gombo, oignons par l'animateur de l'OCADES aux bénéficiaires dans le village de Laye (Kadiogo, février 2005)



80% des personnes estiment que les diguettes et les fosses fumières développent économiquement la commune même si certains insistent à mots couverts sur la pénibilité de l'aménagement de ces fosses.

De plus, Laye étant une commune moyenne de 11000 habitants, elle possède ses propres infrastructures scolaires et sanitaires. Aucune revendication ne transparaît donc concernant ces volets, même si certains estiment que le nombre de classes reste encore insuffisant.

En revanche, la construction d'un nouveau barrage reste prioritaire pour l'ensemble des interviewés, l'objectif étant d'obtenir davantage de parcelles que sur le boulis existant, à sec dès le mois de janvier. Ces parcelles permettraient ainsi aux groupements de femmes d'assurer une certaine subsistance durant la saison sèche et d'obtenir des revenus de compléments.

Nous remarquons, comme dans d'autres villages enquêtés précédemment, que les hommes veulent accéder eux aussi aux systèmes de crédits. Ils pensent que cet accès correspond à une opportunité pour toucher des revenus supplémentaires et ne comprennent pas qu'ils en soient écartés.

Les questions de financements de l'ONG sont parfaitement étrangères aux groupements, qui ne connaissent pas le budget annuel de l'OCADES sur les projets du plateau central. Les groupements ne gèrent pas d'argent directement mais s'occupent du matériel, pour le jardinage notamment.

Pour définir les relations qu'entretiennent les intéressés avec les animateurs de l'OCADES, nous pouvons insister sur la notion de pédagogie. De nombreuses formations ont été réalisées au cours des derniers mois et ont permis une meilleure connaissance des actions et de la finalité du projet. Les groupements ont bien assimilé le fait que l'OCADES ne sera présente que pour une durée définie et qu'il y aurait un important travail d'appropriation des projets pour pouvoir ainsi les pérenniser, la question posée étant de savoir comment se passera cette pérennisation sans les financements du Nord.

- CCFC

Par l'appui du CCFC, la capacité d'accueil de l'école de Koubri serait passée de 80 enfants en 1997 à 600 désormais. L'objectif de l'ONG consiste à parrainer les élèves par des familles canadiennes. Un seul enfant par famille burkinabè peut être soutenu, afin qu'un maximum de monde soit concerné. Environ 60% des enfants étaient pris en charge par ce programme en mai 2003 au moment des enquêtes. Les enfants viennent de 13 villages distants de 7 kms. D'après le directeur de l'école, celle-ci comprend autant de filles que de garçons²¹⁷.

²¹⁷ L'étude, effectuée en partenariat avec l'ONG, s'est basée sur des entretiens adressés aux membres du comité de gestion. Il comprend des enseignants, des responsables administratifs, un trésorier, le président des parents d'élèves : une dizaine de personnes interrogées.

Les témoignages recueillis montrent que d'un point de vue administratif, le CCFC soutient principalement le fonctionnement de l'établissement par l'achat de fournitures scolaires. De plus, le projet prend en charge le personnel de la comptabilité et de l'administration, ainsi que le gardien.

Après le retrait de l'ONG Cathwel de cette zone, le CCFC a pris la relève de son action de sécurité alimentaire et de dons de vivre, en plus de son action traditionnelle de parrainage. Un repas chaud est donc servi tous les jours aux 600 élèves maintenant ainsi les enfants à l'école. Le comité a cité d'autres aspects positifs, comme le don de vêtements et de matériel : Tous les enfants possèdent un uniforme et sont dotés de fournitures scolaires (cahiers, stylos, règles...) à chaque rentrée.

Dans le domaine de la santé, une aide soignante garantit le suivi de chaque élève, notamment en ce qui concerne le déparasitage, et l'ONG a aménagé une pharmacie. Selon les parents d'élèves, ces possibilités de soins représentent une grande opportunité pour les familles, les soulageant de frais supplémentaires. Plusieurs d'entre eux notent que une réelle diminution des maux de ventre.

L'ONG assure également l'entretien d'une pompe dans l'enceinte de l'école, facilitant l'accès à l'eau potable.

Enfin, l'ONG finance la construction de nouveaux bâtiments ou la rénovation de salles de classes. D'après les enseignants, l'efficacité de l'ONG sur leur quotidien se matérialise par les différents points évoqués ci-dessus mais aussi par les frais de scolarité et par le soutien salarial des enseignants. Un système de micro crédits a été mis en place, prêtant des sommes fixes aux parents d'élèves, qui peuvent ensuite étaler les remboursements. Les professeurs pensent à l'unanimité que l'impact du CCFC a permis un réel épanouissement des enfants.

Les points négatifs cités par les intéressés concernent essentiellement la suite de la scolarité puisque le CCFC appuie jusqu'au CM2. Beaucoup d'enfants arrêtent leur scolarité après ce niveau, faute de ressources personnelles.

Koumsagha, situé à 20 Kms de Ouagadougou, constitue le second village de l'étude. Le CCFC apporte son appui à un groupe scolaire à travers un programme cofinancé par le PNUD qui ambitionne la vulgarisation des droits de l'enfant et de la famille.

Le projet s'effectue autour de quatre classes. Le principe est le même qu'à Koubri : les 200 élèves reçoivent de la nourriture, des vêtements ainsi que des fournitures scolaires.

Des mesures d'hygiène sont également préconisées comme le don de boules de savon aux enfants et le lavage des mains est obligatoire avant la classe. Cette avancée de l'hygiène se conjugue à une progression effective en matière de santé. Elle a eu pour effet de limiter l'absentéisme autrefois très fort, le nombre d'enfants malades étant en nette régression selon le Directeur de l'école.

L'échantillon interrogé se compose de participants au Comité de gestion et de quelques élèves. Selon eux, l'impact du CCFC, plutôt positif, prend en charge 100% des frais de scolarité pour les filles et 75% pour les garçons, ce qui équivaut à 1500 FCFA. Malgré tout, le nombre de garçons scolarisés reste toujours bien supérieur à celui des filles. Les intéressés expliquent la différence de parité entre Koubri et Koumsagha par le caractère rural de cette dernière alors que Koubri représente déjà un centre plus urbain.

Un forage aménagé par l'ONG contribua à fournir une eau potable à l'ensemble des élèves de l'établissement. Dans le cadre du projet hygiène, cela représente pour le comité une grande satisfaction.

Cependant il reste des choses à améliorer, le coordonnateur du CCFC estimant que l'ONG est dans une phase de mise en route.

Le bilan du CCFC sur les deux établissements reste mitigé. Parmi les actions plutôt positives, les projets mis en place tentent, on l'a vu de garder les enfants à l'école et même d'accroître leur nombre, ce qui est déjà satisfaisant, mais d'autre part, il sensibilise également les enfants à de nombreuses règles d'hygiène qu'ils seront à même de reproduire à la maison.

Grâce à cette initiative du CCFC, 677 enfants ont par ailleurs reçu un bulletin d'acte de naissance et 215 adultes ont reçu la carte d'identité burkinabè. Pour rendre pérennes ces actions, le CCFC a impliqué les populations. Ainsi, 1300 parents dont 75% de femmes et 264 élèves au cours moyen ont été formés sur les bien-fondés du droit de l'enfant et du cadre de la famille.

Cependant, ces types d'activités s'assimilent davantage à de l'assistantat qu'à des projets de développement. Par ses parrainages, ses dons de vêtements et de nourriture, l'ONG Nord-américaine s'inscrit dans la lignée de son homologue Cathwel qui distribue des vivres au sein des écoles. Nous pouvons relever un risque d'habituer les parents d'élèves à la gratuité quasi totale. Nous avons vu qu'une fois au collège, les parents devront payer et beaucoup choisissent alors de retirer l'enfant et surtout les filles du système éducatif. Le CCFC se trouve ainsi obligé de suppléer l'action de Cathwel qui s'est retirée de ces écoles. La partie du budget du CCFC consacrée à la nourriture n'est plus consacrée à d'autres volets ou à d'autres écoles de la zone.

Enfin, il semblerait, malgré tout, que les jeunes chrétiens soient davantage favorisés par cette ONG évangélique sur le plan des inscriptions par rapport à de jeunes musulmans. Il faut noter que la tendance générale est davantage dirigée vers les populations catholiques, non par volonté affirmée, mais par le fait que les chrétiens sont plus nombreux dans ces régions.

- *CERVOD Afrique*

La première association appuyée par le CERVOD s'intitule le RAJS (Réseau Africain des Jeunes contre le Sida), présent à Tampouy, quartier de Ouagadougou situé au Nord-Ouest de la ville. Cette association faîtière coiffe plusieurs associations membres, ce qui totalise plus de 1000 personnes. Le RAJS prône les changements de comportement en matière de santé, notamment par ses différents clubs qui sensibilisent les populations par rapport au SIDA et autres MST.

L'appui du CERVOD s'accomplit au niveau de la formation, sur différents thèmes tels que la décentralisation, l'intérêt du vote, la formation de formateurs.

Les personnes sondées affirment avoir des contacts avec le coordonnateur, le gestionnaire et le secrétaire de l'ONG. Les réunions ont lieu tous les trois mois. Les publics cibles sont les orphelins, les enfants vulnérables mais aussi les filles pour la lutte contre le VIH. A Tampouy, les jeunes filles s'affirment davantage. Lors des assemblées, trente filles sont régulièrement présentes. Selon plusieurs jeunes consultés : « Le « programme genre » constitue un véritable échec. On assiste à un vrai blocage au niveau de la participation des filles ».

On assiste donc à une remise en question des projets de l'ONG par les bénéficiaires eux-mêmes. Selon plusieurs filles interrogées, les activités proposées ne seraient pas en adéquation avec la demande de ce public.

Les partenaires du RAJS sont les organismes onusiens comme le FNUAP, le PNUD. L'aide financière est de 100 millions de CFA par an au niveau de la coordination nationale.

La mairie de Tampouy est également un partenaire notamment dans le prêt des locaux.

Sur les 10 personnes interrogées, 7 ne sont pas entièrement satisfaites et estiment que l'association est privée de ressources financières à cause du manque de confiance des bailleurs.

En ce qui concerne les formations et l'aide du CERVOD depuis un an, 100% des interrogés s'estiment satisfaits.

Une autre association également située dans le quartier Tampouy, l'Association Dynamique des Jeunes (ADJE) fait, elle aussi, l'objet d'un financement par le CERVOD. C'est

une association franco-burkinabè pour l'épanouissement de la jeunesse. La parité se fait respecter dans cet organisme puisque autant de filles que de garçons représente le bureau de l'association. Cette dernière travaille en faveur de l'éducation et est destinée aux enfants, le but étant la mise en relation avec des associations françaises pour la collecte de fournitures scolaires. Du matériel informatique est ainsi mis à disposition.

Le programme avait démarré avec le Réseau Afrique Jeunesse et le dynamisme de l'ADJE a contribué à l'appui du CERVOD. Le CERVOD appuie l'ADJE par la mise en place et le financement de formations pour les futurs animateurs. Les partenaires sont le Haut Commissariat, la mairie d'arrondissement pour l'aide technique et le prêt de salles.

75% des personnes interrogées déclarent que le CERVOD est devenu davantage professionnel et plus efficace, en s'équipant rapidement, et, dès lors, il conduit mieux ses activités. Pour d'autres, le CERVOD ne représente bien souvent que le seul partenaire avec qui travailler. La participation se ferait donc par défaut.

L'essentiel des consultés est en contact avec l'ensemble du personnel du CERVOD.

60% se disent satisfaits par l'appui du CERVOD auprès de l'association et 40% avouent qu'ils pourraient faire davantage, notamment en matière d'information. Ils déclarent en effet ne pas toujours être au courant des formations. Un interrogé précise : « Cela m'apporte en terme de leadership, j'assiste à de nombreuses réunions et j'ai participé à des voyages hors du Burkina ».

Une des réalités du CERVOD est que son action sert de tremplin pour quelques jeunes souhaitant accéder à d'autres postes dans le domaine associatif ou politique. Si quelques uns semblent y parvenir, cela ne constitue qu'une infime minorité.

L'association de liaison universelle, qui mène des actions sur le Droit des enfants, bénéficie également de l'appui du CERVOD. Cette association également basée à Tampouy possède un bureau exécutif de 11 membres et comprend 150 personnes en tout.

Ses actions peuvent être classifiées en des termes généraux :

- Consolidation de l'amitié entre les jeunes.
- Lutte contre la pauvreté
- Promotion des droits des enfants
- Sauvegarde de l'environnement : reboisement des campagnes
- Sensibilisation auprès des enfants des rues, des prostituées dans la lutte anti-sida dans le centre ville de Ouagadougou
- Appui aux jeunes filles avec un centre d'apprentissage en couture.

Aujourd'hui, l'association est dans une phase d'exécution, une évaluation va bientôt avoir lieu.

Un pourcentage important des personnes interrogées a facilement identifié les réussites et les échecs de l'association. Parmi les réussites des projets de l'association notifiées par la majorité, nous pouvons citer que :

- L'alphabetisation regroupe 45 personnes.
- La sensibilisation permet de ne pas augmenter les taux de sida.
- L'initiation des jeunes en informatique et la formation de 85 enfants dans un cybercafé.

Les échecs enregistrés par 9 personnes concernent les sujets suivants :

- Le programme genre ne fonctionne pas trop avec un gros blocage au niveau de la participation des filles.
- La lutte contre la pauvreté est difficile en raison de la faiblesse des fonds des partenaires.

D'après 80% des interrogés, le suivi du CERVOD est très régulier auprès de l'association, 20% estiment qu'ils pourraient faire davantage.

En terme de partenaire, il n'existe qu'un partenariat technique et financier avec le comité national de lutte contre la drogue. L'ONG Water Aid a été approchée, c'est un partenaire potentiel de même que Mains Tendues pour le Sahel, l'association la Marmite ou Aide à l'Enfance Canada qui aide à la réinsertion professionnelle.

La dernière association appuyée par le CERVOD est l'Association Dynamique des Jeunes Ecologistes, créée en 2000. Elle regroupe 100 jeunes de 10 à 30 ans dans l'arrondissement Sig-Nonghin au Nord-Ouest de Ouagadougou avec 15 à 20 personnes par club.

Le CERVOD appuie cette association depuis 2004 pour des activités de consultation et de formation afin d'obtenir des opportunités d'emplois.

Selon 80% des personnes interrogées, l'apport du CERVOD à l'association s'effectue en termes de voyages internationaux, de formations.

Plusieurs personnes ont affirmé également que le CERVOD leur procurait un plus grand leadership. 4 personnes affirment avoir trouvé un emploi grâce à l'ONG.

Le CERVOD intervient une fois par mois en moyenne auprès de l'association, notamment par la présence du directeur qui dispense les formations.

Si l'on observe une réelle motivation de la part des associations appuyées par le CERVOD, ce dernier n'a pas toujours les moyens de sa politique qui est censée couvrir l'espace national. Nous relevons certains manques de coordination entre les associations et les jeunes n'ont pas forcément accès aux formations. En outre, les difficultés liées au manque de développement dans certaines provinces, freinent considérablement les activités puisque les jeunes désirent subvenir très tôt à leurs besoins pour aider leurs familles. Enfin, il s'avère toujours compliqué d'intégrer des filles qui demeurent sous-représentées par rapport aux garçons. On remarque de surcroît que les vrais bénéficiaires de ce genre de formations ne constituent qu'une infime partie du public visé.

Le CERVOD se compare à une ONG opportuniste sachant tirer profit du processus de décentralisation en cours en appuyant les associations dans les différentes communes du pays. L'ONG sait pertinemment que les financements, notamment européens, seront plus faciles à obtenir par ce biais.

« L'aspect genre » correspond au deuxième canal intéressant pour l'ONG qui axe son intervention sur l'appui des jeunes femmes en milieu urbain.

En développant une certaine logique très actuelle et porteuse, l'ONG instaure un certain dynamisme entre les associations et crée peu à peu un véritable réseau qui n'existait pas.

c- Les ONG de l'Ouest et du Sud Ouest

- *Peuples Solidaires Mouhoun*

Rappelons tout d'abord que les ONG délaissent volontairement cette zone appartenant à la région cotonnière du territoire puisque la plupart des groupements cotonniers conservent des liens très étroits avec les services étatiques.

En matière d'hydraulique, d'une manière générale, la majorité des forages répond aux attentes des bénéficiaires lorsqu'ils sont fonctionnels. Seulement, plusieurs forages présentent des dysfonctionnements. Ainsi, à Koukatenga et Kamendéna, proches du chef-lieu Dédougou, l'eau sortant de la pompe Volenta est rougie par la rouille.

Photos n° 13 et n°14 : Exemple de deux forages sur la commune rurale de Kari : Une pompe volenta fonctionnelle et un second forage détérioré et inutilisable (Mouhoun, juin 2006)



Selon les responsables de l'union paysanne Samami, les entrepreneurs et notamment Forafrique n'ont pas respecté les devis²¹⁸. Le responsable de l'association Réveil de Kari estime que l'entreprise a antidaté la garantie et que le comité de gestion n'a pas vu l'erreur. Un procès verbal a tout de même été dressé. Le problème de maintenance semble bien difficile à appréhender. En effet, on observe de nombreux forages dans cette zone mais très peu sont fonctionnels. La maintenance de l'aménagement, indispensable au moins une fois par an par un technicien agréé, ne rentre visiblement pas dans les habitudes. Les comités de gestion et les villageois préfèrent payer pour des pièces à réparer que pour une simple visite préventive.

Selon Peuples Solidaires, tous les comités de gestion des forages ne fonctionnent pas correctement notamment à Wakui et Passakongo, proches de Kari. Leur rôle consiste, entre autres, à collecter les redevances liées au puisage de l'eau (10FCFA par seau d'eau).

Encore une fois, les bénéficiaires se s'approprient pas les projets et restent peu impliqués dans les processus de maintenances.

Concernant le Centre d'Accueil de Kari, si les locaux sont construits, nous n'avons pas de chiffres concernant l'amortissement de cet ouvrage, son efficacité, sa fréquentation. En 2005, nous avons assisté à une séance d'alphabétisation pour les femmes en langue locale dioula. Le Fonds d'Appui à l'Education Non Formelle (FONAENEF) finançait ces cours, ce qui n'est plus le cas en 2006.

²¹⁸ Forafrique est une filiale d'une société montpelliéraine spécialisée dans les forages

Photo n° 15 : Le centre d'Accueil de Kari (CAK), une infrastructure d'alphabétisation (Mouhoun, juin 2006)



L'alphabétisation initiale et complémentaire a été effectuée, il faut donc ouvrir une nouvelle session afin que d'autres intéressées y participent. Une formation agricole devait par 46 personnes, mais aucune d'entre elles ne peut pour le moment rémunérer l'animateur.

Au niveau du projet de conservation des eaux et sols, les résultats sont plutôt bons. Comme pour les autres ONG de l'étude, les opérations de reboisement d'eucalyptus restent médiocres. Selon les bénéficiaires, la livraison difficile des plants ajoutée au manque de précipitations, aux termites ainsi qu'aux problèmes d'arrosage, ont limité la production. Compte tenu de l'enclavement, les responsables ont récupéré une partie des plants trop tardivement et n'ont pu les rendre disponibles aux comités villageois suffisamment tôt. Par la suite, un manque de formation pour la bonne gestion de ce reboisement (préparation et arrosage des trous, fréquence des arrosages des plants...) a contribué à la perte de nombreux plants.

Selon les responsables locaux, cela est dû à une mauvaise conception des pépinières et au fait que les plants n'ont pas supporté le voyage entre Bobo Dioulasso et les villages. Selon eux, la synthèse de ce travail de reboisement devait être effectuée quelques semaines après notre mission. Nous constatons tout de même quelques bosquets à Kari, Ouarkoye ou encore Wakui où un bureau de suivi avait certes été mis en place. Certains villages comme Siby n'ont pas souhaité initier des actions de reboisement, estimant que ce n'était pas la priorité et se sont davantage tournés vers la production de compost par exemple initiée par l'ONG.

D'après les personnes interrogées, l'intérêt pour les fosses fumières se renforce. Quelques avis divergent toutefois sur leurs conceptions. Faut-il les empierrer ou non ? Selon le permanent PS, c'est un investissement inutile et des moellons suffisent. Du point de vue des populations bénéficiaires, cimenter éviterait de les refaire tous les ans à cause d'éboulements liés aux pluies.

Au vu de nos enquêtes, des formations ont été dispensées et du matériel remis. Ces fumures visent à engraisser les sols et améliorent les rendements. Selon ces paysans, « l'engrais organique reste moins cher que l'engrais chimique, ne détériore pas les sols mais nécessite l'usage de charrettes qui coûtent cher ».

Ces réponses méritent d'être relativisées étant donné la présence lors de nos entretiens de responsables paysans travaillant avec PS.

A Wakui et Passakongo, de nombreuses fosses seraient opérationnelles et beaucoup seraient utilisées. Dans la province des Balé, à Siby, selon les responsables de PS Avranches, les utilisateurs du compost produit assurent constater une augmentation de leurs rendements tout en limitant l'apport d'engrais chimiques.

En revanche, le système des diguettes pourtant accompagné d'une formation ne fonctionne pas sur cette région du Mouhoun. Plusieurs facteurs expliquent cet échec. Pour les responsables de l'Union PS, certains cordons n'ont pas été réalisés puisque dans certaines zones, les moellons sont difficiles à trouver et nécessitent des moyens de transport trop onéreux.

Photo n° 16 : Une des rares digues aménagées à Passakongo malgré le manque de moellons (Mouhoun, juin 2006)



Selon plusieurs paysans, à certains endroits, la terre est peu pentue ajoutant une difficulté d'écoulement des eaux. Un responsable local affirme que les pratiques des paysans sont en général très bonnes puisqu'ils ont reçu et les formations et les recyclages adéquats mais que la structure de la pente limite le bon agencement de ces diguettes. Celles-ci n'ont donc pas d'incidence sur l'augmentation des rendements. Ainsi, les diguettes sont relativement absentes du paysage rural contrairement à d'autres régions comme le Nord du plateau central notamment. On note ainsi de belles réalisations comme à Passakongo ou à Wakui mais trop peu nombreuses pour avoir une réelle incidence sur la production locale.

Un autre facteur explique la relative absence de diguette est la fertilité des terres. Dans cette province, les terres sont relativement riches par rapport à d'autres régions et le paysan estime que le coût supplémentaire quant à la constitution de digues anti érosives ne constitue pas une réelle plus-value. Malgré tout, on observe plusieurs « poches » comme à Koukatenga où les terres sont moins bien exposées et moins fertiles qu'ailleurs et où les moellons sont relativement distants des champs.

L'intérêt des formations notamment celles réalisées par l'ONG Diobass est qu'elles intègrent environ 50% de femmes, « groupe social » généralement exclu des débats au Burkina. Certaines expliquent que grâce à ces formations, elles savent comment accéder au crédit, comment développer leur petit commerce, leur élevage de volailles... Les femmes ont d'ailleurs

d'avantage accès au crédit ce qui peut créer des tensions avec les hommes. Certains paysans interrogés pensent que : « plus la femme sera éduquée et moins l'homme sera écouté ».

Compte tenu de ces éléments, nous pouvons qualifier le bilan de PS de relativement moyen. De nombreuses réalisations sont soit en cours, soit achevées. Certaines actions fonctionnent plutôt bien et parfois quelques erreurs sont commises. Tout ceci montre en tous cas un certain dynamisme autour de la structure Peuples Solidaires où les projets sont relativement diversifiés et concernent tous les grands secteurs. Tous les villages possèdent un ou plusieurs forages ce qui n'est pas le cas sur l'ensemble du territoire.

Parmi les impacts positifs, on notera le Centre d'Activité de Kari faisant manifester l'unanimité parmi toutes les personnes interrogées.

En matière de promotion rurale, les formations, même si elles restent difficilement mesurables, « portent leurs fruits » avec une assez bonne organisation et la présence de nombreux comités de gestion. Au niveau de la CES, les effets sont en demi-teinte ; certaines zones ont permis une augmentation des productions annuelles grâce aux diguettes ainsi qu'à l'apport de fumure organique, d'autres zones bénéficiant des mêmes aménagements n'ont pas connu d'améliorations.

On observe que les actions sont effectuées en appui à des projets existants qui ont déjà des animateurs locaux ce qui facilite l'appropriation des projets par les bénéficiaires.

Cependant, revenons sur les points faibles énumérés plus tôt. Parmi les difficultés appréhendées, nous pouvons évoquer le manque de concertation entre les villages éloignés les uns des autres. Ainsi, à Bwan, des gros problèmes de communication rendent le climat conflictuel et les comités souvent démotivés ne cotisent plus en invoquant le fait qu'ils ne trouvent pas d'autres partenaires financiers. Certaines activités comme l'hydraulique sont tributaires de compétences locales inexistantes. Des équipes de maintenance doivent assurer les réparations engendrant des pertes de temps et d'argent. Ceci explique que plusieurs forages soient aujourd'hui inutilisables.

En dépit des orientations des autres ONG au Burkina, dans ce contexte, le rôle de la femme se trouve marginalisé et nous ne notons aucune volonté de l'ONG de la recentrer au coeur des débats.

La difficulté à canaliser et à coordonner toutes ces actions est patente. Si la zone de Wakui comporte de nombreux aménagements, nous déplorons une mauvaise participation paysanne au niveau des activités, ceux-ci ne souhaitant pas délaisser leurs champs. Lors des entretiens, nous observons le retour, certes timide mais enclenché d'une certaine élite

intellectuelle dans la région de Kari et de Ouarkoye notamment grâce au coton mais aussi à la détermination de certaines personnes cherchant à développer leurs provinces d'origine après avoir suivi leurs études à la capitale par exemple. S'appuyer sur ces personnes présentes au sein de groupements pourrait restructurer le tissu associatif local et dynamiser les actions. Le désenclavement de la zone notamment par le bitumage de l'axe Bobo-Dioulasso-Dédougou représente également une réelle opportunité d'ouverture pour la région.

- *Action of Disability and Development (ADD)*

Une première série d'enquêtes s'est effectuée à Bobo-Dioulasso auprès d'une association locale soutenue par l'ONG²¹⁹. Cette organisation située dans le centre de Bobo, « l'Association Espérances » existe depuis 1989 et regroupe 228 personnes non et mal voyantes. Elle fut reconnue officiellement en 1993. De plus, l'appui d'ADD à cette association s'effectue non pas en appui matériel ou en réalisations physiques mais en formations. Un bénéficiaire explique : « Désormais, grâce aux formations, je peux tout lire en braille ».

Photo n°17 et n°18 : Séance d'animation de personnes handicapées dirigée par l'animatrice d'ADD à Orodara (Kéné Dougou, mars 2005)



Un des problèmes qui se pose est la participation des membres. Plusieurs personnes insistent : « Tout le monde ne peut pas suivre les formations d'ADD car c'est l'ONG qui désigne les futurs participants et il faut cotiser ce qui est trop cher pour beaucoup d'entre nous ». Même si

²¹⁹ Vingt personnes ont été interrogées. Nos enquêtes habituellement faites sous formes de questionnaires sont ici rédigées sous la forme d'entretiens étant donné que l'interview est donnée en milieu urbain à Bobo-Dioulasso et que les membres de l'association viennent de toute la ville.

la cotisation est à prix social (100 FCFA par mois), elle représente un frein, en plus du déplacement pour ces personnes handicapées.

ADD forme à l'écriture braille. De même que l'ONG « International Développement », ADD aide les personnes handicapées à la mobilité. Selon les enquêtés, le « plus » est très important, améliorant leur mobilité à l'aide d'une canne ou d'un fauteuil pour les déplacements quotidiens.

L'intérêt est que les membres de l'association sachant pour la plupart lire et écrire forment et transmettent à leur tour à d'autres handicapés.

ADD initie également des formations au processus de planification et à la création et la gestion d'entreprises. 40 personnes bénéficient de ces formations actuellement et peuvent monter leur propre projet. Une personne apporte son témoignage : « Grâce au soutien de l'association, je ne mendie plus, grâce au moulin à grain, à la fin de chaque mois, je gagne quelques bénéfices ».

ADD nomme les personnes susceptibles de pouvoir suivre ces formations. Les plus réguliers aux réunions et ceux qui cotisent 100 FCFA par mois sont prioritaires. Sur les 228 membres, environ 50 ne cotisent pas.

Chaque personne consultée note certaines améliorations dans sa vie quotidienne notamment par la lecture en braille, une meilleure autonomie et la possibilité de bénéficier de crédits afin d'entreprendre des projets professionnels.

L'apprentissage du braille s'effectue sur 55 jours et les formations sont financées par ADD.

Des formations sur la mobilité sont également pratiquées et durent deux jours.

Le problème partagé par six personnes sur dix concerne la faible possibilité d'emprunt. Les sommes empruntées dépassent rarement 50.000 FCFA ce qui empêche, dicit les intéressés, toute forme de projet véritablement constructif. Cette somme permet à peine de dégager quelques bénéfices mais l'ONG estime que ces populations ne sont pas suffisamment solvables pour des prêts plus conséquents. Malgré tout, un bénéficiaire atteste : « Il existe des fonds à la disponibilité des membres, des prêts à rembourser en une année allant jusqu'à 50000FCFA mais souvent, beaucoup de personnes n'ont plus rien s'ils remboursent même 20000FCFA ».

Une personne a toutefois souligné que les bénéfices enregistrés après l'achat d'une barrique à eau avaient servi à payer la scolarité de son fils.

Si le crédit proposé par l'ONG peut aider certaines personnes, l'étude doit se faire au cas par cas tellement les situations personnelles varient.

Notre deuxième enquête auprès de l'ONG ADD se déroula à Orodara, chef lieu de la province du Kéné Dougou, située au Sud-Ouest du pays dans la région des Hauts Bassins vers la frontière malienne.

L'association appuyée par ADD est l'Association des Personnes Handicapées d'Orodara. Cette association a connu une baisse importante de ses membres depuis quelques années passant de 100 membres à 40 aujourd'hui. Les raisons sont diverses : on peut citer entre autre le manque de moyens et de locomotion pour des personnes ayant des difficultés à se déplacer²²⁰.

Parmi les actions, nous pouvons citer : Des formations en couture pour les femmes, du tissage de pagnes, de l'appui à l'acquisition de matériel de mobilité (tricycles, béquilles), de l'appui-conseil et comment gérer une association. L'alphabétisation initiale en dioula est également incitée par l'ONG de même que la formation en gestion économique.

Ces interventions basées sur les formations s'engouffrent toutes dans le cadre de schémas préconçus et préconisés au Nord, s'inscrivant dans des durées très longues contrairement au temps des projets dépassant rarement trois années.

Les échecs cités par 8 personnes sur les 10 correspondent à la production de savon et à la teinture qui ne fonctionnent plus. Les raisons de cet échec correspondent selon les consultés à un manque de débouchés, à des problèmes de gestion et des détournements de fonds assez fréquents.

Ainsi, ces malversations ont déçu à plusieurs reprises les bénéficiaires et l'ONG. Visiblement, des problèmes de confiance continuent de perdurer entre les individus.

Par ailleurs, sur 10 personnes, 7 ont tout de même souligné l'importance des activités de couture. 3 insistent sur le tissage des chaises.

Ces deux activités fonctionnent bien, engendrent des bénéfices et renforcent les capacités des membres en gestion. Ainsi une femme non voyante assure : « Avant, je menais des activités mal gérées et aujourd'hui, je sais calculer mon chiffre d'affaires, mes bénéfices... ». Toutefois, la couture est plus rentable que le tissage étant donné le nombre plus important de clients. Des techniques d'élevage ont également été prescrites facilitant l'embouche.

D'une manière générale, à Orodara, 6 personnes pensent que la route et les axes de communication ont amélioré le développement de la région et 4 affirment que l'électricité constitue l'avancée la plus notable.

D'après les dix personnes interrogées, ADD « a éveillé les consciences » et a permis la mise en relation avec d'autres partenaires. Etant donné la présence d'une animatrice de l'ONG, nous retrouvons donc ce discours des bénéficiaires, plutôt connivent et intégrant l'aspect « pédagogue » de l'ONG.

²²⁰ 10 personnes (7 femmes, 3 hommes) prises au hasard parmi les 40 que comprend l'association ont été interviewées dans le cadre de cette étude.

Pour ce qui est de la forme de cette enquête, nous avons procédé comme précédemment en adaptant notre questionnaire à un groupe issu d'un milieu semi-urbain (Orodara) appuyé par des formations, de l'alphabétisation et de la gestion. Les questions portant sur les « réalisations strictement physiques » ont donc été naturellement évincées de l'entretien.

La location du siège de l'association par ADD est par ailleurs ressentie comme très positive par les membres.

7 personnes ont ainsi souligné l'augmentation de leur revenu. 3 d'entre elles connaissent une augmentation de leurs revenus de 20.000 FCFA par mois par des activités complémentaires. Un exemple a été cité pour un menuisier qui confectionne des sièges grâce au soutien de l'ONG.

Un autre exemple concerne le gardien de la structure de l'association qui reçoit aujourd'hui un salaire régulier.

Un troisième exemple concerne un membre qui a appris le tissage et le rempaillage de fauteuils. Avec les gains liés aux prestations, ses revenus ont ainsi augmenté de 15%.

Une femme admet qu'elle n'a plus honte comme auparavant de participer aux activités. Grâce aux cours d'alphabétisation reçus, elle peut gérer ses activités d'élevage et ses revenus ont augmenté de façon sensible. Avant les techniques d'apprentissage et l'année 2003, beaucoup d'animaux mourraient. Les revenus complémentaires de ce membre ont permis de financer un poulailler pour élever des volailles.

Enfin, un membre déclare : « Je gérais mal gérer mes activités avant qu'ADD n'appuie véritablement l'association ». Il nous explique qu'il peut dorénavant calculer son chiffre d'affaires, ses bénéfices, et arrive désormais à mener plusieurs activités en même temps.

Là encore, la présence de l'animatrice incite à la prudence face à ce genre de réponses.

Ainsi, unanimement, le travail de l'ONG serait de meilleure qualité aujourd'hui. D'une part grâce à davantage de confort (téléphone et électricité dans la structure) et d'autre part grâce au niveau des membres qui progresse (apprentissage des techniques, alphabétisation, meilleures connaissances du droit des personnes handicapées).

4 personnes décrivent le changement du personnel comme un bienfait étant donné qu'il existe davantage de suivi que par le passé et la compréhension est bien meilleure. L'appui conseil est en général davantage soutenu.

Une personne a évoqué le fait qu'à cause de la multiplication des associations, il était notamment difficile à l'ONG de soutenir celle-ci plus particulièrement. Ceci expliquerait le caractère irrégulier des visites d'ADD à l'association.

Elle est également la seule ONG véritablement en soutien à l'association. La SNV a fermé ses portes et le PAMER apporte un appui technique.

Action of Disability and Development souhaite autonomiser au maximum l'association en dispensant des formations à ses membres. L'ONG souhaite que l'association recherche elle-même ses propres financements. Elle pense que les plans d'actions de l'association sont de

meilleure qualité que par le passé. Ses membres estiment qu'ils ne sont pas suffisamment prêts pour le moment.

ADD possède, en plus de son bureau national, un bureau régional ce qui l'éloigne peut-être des associations qu'elle appuie ; cette idée demeure relative étant donné le renforcement du personnel chez ADD et notamment une meilleure formation des animateurs.

Par ailleurs, ADD a permis un fonds de garantie au niveau des institutions de crédit afin d'aider les gens qui ne pouvaient pas emprunter.

Une troisième association appuyée par ADD fut suivie à Banfora, chef lieu de la province de la Comoé à l'extrême Sud Ouest du territoire. Il s'agit de l'association des handicapés moteurs de cette province qui regroupe 55 membres.

L'échantillon de notre étude comprend 10 personnes tirées au sort (6 hommes et 4 femmes). Comme précédemment, plusieurs questions concernant les réalisations physiques dans les villages ont été adaptées au contexte de l'étude. En effet, ADD vient en appui à cette association locale par des actions de formations et non en réalisations physiques. Toutes les questions précédemment citées sur les « réalisations au niveau village » ont donc été occultées volontairement :

- Formation en alphabétisation
- Formation pour la fabrication du savon
- Les formations en couture qui fonctionnent le mieux et dégagent des bénéfices. La confection et la vente de nappes engendrent des bénéfices.

Les activités citées sous forme d'échecs concernent la production de beurre de karité. D'après les personnes interrogées, les pertes sont importantes par rapport au beurre récolté.

ADD est la seule ONG à soutenir cette association. Il existe relativement peu d'organismes du développement à Banfora.

On observe un impact assez intéressant de l'ONG au niveau des débouchés professionnels puisque les formations dispensées ont permis à certains membres de trouver des emplois. Les autres personnes bénéficient toujours de formation. L'ONG oeuvre au maximum dans la réinsertion des membres de l'association dans le monde du travail.

Le groupe interrogé estime « qu'il est important de participer aux réunions organisées par ADD et pense qu'il est normal que les absents ne reçoivent pas d'aide ».

De plus, le nombre de membres de l'association continue son augmentation depuis la création de celle-ci.

Par ailleurs, l'aspect « réinsertion dans la vie sociale » semble de toutes façons un aspect positif pour l'ONG même s'il ne se mesure pas par des chiffres et des bénéfices occasionnés,

mais vise à intégrer le milieu associatif et à développer des contacts vers l'extérieur à toute une partie de la population souvent marginalisée.

- *CIDI*

Les actions génératrices de revenus passent, selon cette ONG locale, « incontestablement par de l'alphabétisation ». A Dissin dans le Ioba, 18 personnes ont commencé les séances et 6 sont arrivées jusqu'à la fin du programme. Le but est que les personnes déjà formées puissent enseigner et transmettre à leur tour. Les formations sont gratuites et payées par le CIDI. D'après l'alphabétisatrice, les séances sont en rapport avec les activités économiques (élevage, apiculture, agriculture...).

D'autres activités sont prévues comme le tissage, la fabrication de savon et de beurre de karité.

AD3A, une association française, vint en appui au CIDI en donnant un tracteur. En 2005, 8 personnes ont bénéficié de ce véhicule facilitant les labours. Il faut faire parti du CIDI pour avoir un prix intéressant afin d'utiliser le tracteur (21500 contre 24000 FCFA si l'on ne fait pas parti de l'association). Plus de 12 hectares de sorgho, de maïs et de tournesol ont ainsi été cultivés. Selon le président d'AD3A, le tracteur sert aujourd'hui aux différents chantiers ainsi qu'au transport des récoltes.

Ce type d'opération entre dans la même logique que beaucoup d'autres associations du Nord, à savoir « Envoyer en Afrique ce qui fonctionne pour nous afin de les soulager ». Très cher à l'entretien et au fonctionnement, utilisé sur des parcelles inadaptées, sujet à des conflits locaux, ce genre d'initiatives semble revêtir un impact relativement limité.

L'ONG française a également fourni des vélos vendus par la suite aux membres du CIDI puis à des particuliers à des prix sociaux de même que des ordinateurs apportés pour que l'ONG puisse avoir accès à Internet et faciliter la communication avec la France.

Cet aspect de la communication représente un élément important puisqu'il réduit le temps d'information entre l'ONG et son bailleur et permet aux membres de l'ONG locale, paysans eux-mêmes, l'accès à des moyens modernes les coupant parfois un peu plus des autres paysans. Ce décalage entre des paysans et ces intermédiaires peut générer des conflits ou des jalousies.

« Un renforcement des capacités » d'AD3A s'accomplit au niveau de jardins potagers expérimentaux autour des écoles primaires, l'objectif étant que ces jardins puissent servir aux

élèves, à leurs parents ainsi qu'aux enseignants. AD3A a ainsi apporté des formations pour la gestion du matériel (brouettes, machettes, arrosoirs, pioches), des semences et des produits destinés à la vente (tomates, aubergines, choux, oignons, melons).

Pour l'ensemble de ces filières, ce sont les bénéficiaires formés en fonction du choix des filières qui ont suggéré les activités en argumentant leur requête.

AD3A vient en appui sur plusieurs domaines. L'une des dernières actions entreprises est la construction du siège social du CIDI.

Photo n° 19 : Construction du nouveau siège du CIDI à Dissin (Ioba, juillet 2006)



Cette opération consent aux jeunes de lycées professionnels préparant des C.A.P de maçonnerie à s'investir dans des actions de développement et à travailler en partenariat avec l'ONG à l'échelle villageoise. Après avoir travaillé sur l'élaboration des plans, des devis et l'organisation du chantier, ils ont donc réalisé les soubassements du siège avec des matériaux locaux, en respectant l'architecture locale. Des maçons professionnels burkinabè doivent prendre le relais. En plus d'une réalisation physique, ce projet est pédagogiquement intéressant puisqu'il met en contact des jeunes français et des jeunes burkinabè tout en créant une solidarité active. La vocation de ce centre est de servir de siège social mais aussi de salle de réunions, d'alphabétisation et d'internat.

De plus, ce centre, situé sur un vaste terrain verra l'exploitation des cultures vivrières.

L'évaluation des projets du CIDI se base sur les constats faits sur le terrain ainsi que sur les commentaires apportés par les bénéficiaires et les acteurs associatifs.

Certains projets sont en cours comme la construction du centre. Nous ne pouvons donc présager de son utilité définitive même si recentrer le siège et ses activités annexes sur un même lieu ne peut être qu'une bonne initiative.

Si l'on prend chaque activité agricole, de nombreuses réussites sont à mettre au crédit du CIDI et d'AD3A.

S'il existe un réel engouement autour des jardins potagers expérimentaux notamment de la part des parents d'élèves, des élèves et des enseignants, on note un choix de culture qui n'est pas toujours pertinent par rapport aux besoins nutritionnels à la base. Les bas fonds ainsi exploités pour la culture des légumes servent essentiellement à la production des sauces. Selon AD3A, entreprendre d'autres cultures notamment céréalières serait sans doute plus judicieux à l'avenir. De plus, le clôturage, quasi inexistant, provoque la divagation et la perte de certaines récoltes.

En matière d'appui aux filières agricoles, des formations ont été dispensées, du matériel fut remis ce qui a permis d'augmenter les rendements des champs de la plupart des paysans qui affirment avoir vu leur revenu augmenter. Prenons l'exemple du village de Navirkpé, proche de Dissin où le président de l'association des parents d'élèves (APE) et responsable du jardin de l'école fut interrogé sur le soutien d'AD3A. Il pense que « l'aide en matériel aratoire et en semences pour les jardins est utile mais pas suffisante ». Pour l'ONG, les demandes n'ont pas été entièrement satisfaites, le reste du matériel devant arriver plus tard.

En matière d'alphabétisation, chaque bénéficiaire vient aux séances en ayant son projet professionnel à l'esprit ce qui est une source de motivation. Ils ne viennent pas uniquement pour savoir lire et écrire. Les bénéficiaires interrogés expliquent qu'avant les séances, leur petit commerce n'était pas rentabilisé et dorénavant, ils peuvent mieux gérer leur boutique. Une productrice de soumbala²²¹ affirme également avoir augmenté sa production grâce à l'appui du CIDI.

Parmi les difficultés enregistrées, nous pouvons signaler le vol de semences et la divagation des animaux sur certains périmètres maraîchers liés à l'absence de grillage.

Si le tracteur fut utilisé en deçà de ses possibilités l'année passée, c'est pour une panne mécanique sans gravité. Il ne permit d'exploiter que 12 hectares. Selon le président d'AD3A, « la panne est aujourd'hui réparée et un tractoriste a été formé ». Il demeure très utile pour le transport des matériaux en attendant de pouvoir travailler les parcelles avant l'hivernage prochain. Ajoutons que plusieurs paysans estiment que la charrue désormais sur le tracteur n'est

²²¹ condiment alimentaire provenant du décorticage des grains de néré largement répandu au Burkina

pas adaptée au type de travail préconisé. Pour eux, une charrue à disques serait plus utile. De même, le prix du carburant démotive les personnes intéressées puisque selon le CIDI, pour un hectare, il faut compter entre 15 et 17 litres de carburant.

Le président du CIDI affirme que les filières ne sont pas suffisamment appuyées techniquement. Il faut donc un gros travail d'accompagnement. Il insiste pour que chaque responsable de filière assure les activités de suivi-évaluation. Pour lui, les formations techniques ne sont pas faciles à mettre en place. En plus de conditions difficiles à la base (« pauvreté, analphabétisme, insatisfaction des besoins primaires »), des facteurs extérieurs freinent les projets comme les concurrences déloyales des importations de riz asiatiques par exemple qui plombent les filières mises en place.

Photo n° 20 : Exploitations rizicoles à Dissin appuyées par le CIDI mais concurrencées par l'importation de riz asiatique (Ioba, juillet 2006)



Les femmes également très prises par des activités annexes ont du mal à s'investir à 100% sur les projets. De plus, les logiques de la Coopération Suisse intervenant en tant que bailleur de fonds ne corroborent pas forcément les logiques locales créant parfois des difficultés sur le terrain. Estimant que le volontariat ne fonctionne plus, le responsable de l'ONG ajoute qu'il faut des spécialistes pour chacune des filières.

Le bilan des activités de cette petite ONG (au regard des autres ONG de l'étude) paraît donc globalement positif même si certaines activités débutées il y a seulement quelques mois devront attendre de « mûrir » avant de pouvoir être évaluées.

Dans l'ensemble, toutes les personnes bénéficiaires apprécient positivement l'action d'AD3A et estiment que son appui au CIDI correspond à une source de développement. Conscient de certaines erreurs du passé, le président d'AD3A, également bailleur de fonds, insiste sur le caractère réciproque de la démarche de l'association.

Le grand intérêt de cette dernière est ainsi de pouvoir mener des activités de coopération Nord/Sud tout en faisant participer activement et professionnellement des jeunes français. L'association joue donc sur deux tableaux : tout d'abord en venant en appui à une ONG locale qui a certes peu de moyens financiers mais est bien structurée par des personnes ressources de qualité ; ensuite en valorisant le travail de lycéens et d'étudiants par une première expérience professionnelle internationale. Le développement est donc créé au Nord et au Sud. Parallèlement, des documentaires réalisés par les jeunes servent de supports et de témoignages aux expériences vécues.

- *AFVP dans le Ioba*

L'AFVP assure le suivi régulier des actions menées par « Entraide Massy Afrique (EMA) », une association française²²². Le budget de fonctionnement s'élève à 65% pour les opérations de développement et 35% pour l'AFVP qui supervise sur le terrain. Des actions en matière de santé, d'éducation et de promotion rurale initiées par l'association EMA en partenariat avec les villageois sont appuyées par l'AFVP qui opère ici, par l'intermédiaire de son volontaire, une mission d'expertise et de renforcement des capacités²²³.

On constate de prime abord que les interventions entreprises par EMA couvrent plusieurs grands secteurs d'activités.

Les demandes pour chaque activité ont été formulées en partenariat entre les intéressés et l'association.

²²² L'évaluation des actions de l'ONG s'effectua dans le village de Babora situé à 30 Kms de Dano, chef lieu du Ioba.

²²³ Des entretiens ont été menés auprès de 10 personnes d'un groupement appuyé afin de mesurer l'impact sur leur quotidien. Afin d'évaluer les actions, en plus de notre vision sur le terrain, plusieurs recueils d'informations ont été observés sur diverses personnes ressources : L'enquête auprès du volontaire d'AFVP, auprès de l'association et auprès des bénéficiaires.

Au sujet des projets réalisés dans le secteur de l'éducation, nous enregistrons une réelle efficacité puisque les bâtiments en dur sont très fonctionnels et parfaitement utilisés.

En outre, le financement des frais de scolarité des filles a permis de faire augmenter de façon sensible le nombre d'élèves. Au total, on relève 347 élèves dont 164 filles ce qui est particulièrement important dans la région. Le faible nombre de structures (6 au total) fait que les élèves sont environ 60 par classe en moyenne. Les logements de maîtres sont tous utilisés.

Le forage améliore l'accès à l'eau pour une grande partie de la population et diminue la pénibilité de la collecte notamment pour les femmes qui n'ont plus besoin de puiser l'eau des puits. La contribution de la population pour ce forage s'élevait à 300.000 FCFA pour un coût total de 5 millions de FCFA.

Les latrines en dur près de la maison de la femme venaient d'être construites à notre arrivée (trois cabinets). Elles seront sans doute un moyen de pallier les problèmes d'assainissement du village mais de façon très ponctuelle et dans un secteur circonscrit.

Le centre de santé primaire composé d'un infirmier, de deux aides soignantes et d'une sage femme vise à couvrir le village en matière de soins primaires et facilite les accouchements et les vaccinations. Le don de matériel préventif à la lutte contre le sida fut remis par l'association française lors de notre mission.

Le problème en matière d'hydraulique n'est pas effacé par la présence du forage car un besoin important est ressenti dans la zone du marché. Plusieurs forages sont par ailleurs prévus par des projets d'Etat.

Une autre difficulté reconnue par l'association elle-même est la faible capacité du centre d'alphabetisation qui peut contenir 20 personnes seulement par session.

Un rapport d'activité est envoyé tous les trois mois par l'AFVP pour le suivi des activités.

La perspective pour l'association est la construction d'un nouveau forage près du marché qui faciliterait l'accès à toute une partie des habitants de Babora.

La construction de la maison de la femme s'avère particulièrement onéreuse compte tenu des autres besoins primaires du village qui ne sont pas satisfaits entièrement comme l'accès à l'eau et à l'électricité. Son coût est de 3,5 millions de FCFA ce qui représente une partie importante de la construction d'un forage. D'après les expériences observées au cours de nos différents terrains, la pertinence d'un tel ouvrage n'est pas prouvée et contribue davantage à servir de dépôt de petit matériel que de véritable salle de réunion ou de discussion.

Un autre point délicat et qui fut évoqué devant les bénéficiaires est le désir de l'association de se désengager au cas où le projet consistant à regrouper l'ensemble des 21 villages

du département autour d'une même commune rurale serait adopté²²⁴.

Nous pouvons donc dire que l'impact de l'association sur le village est très ciblé autour de quelques personnes bénéficiaires et notamment les femmes. Les projets n'impulsent pas un réel développement à l'ensemble du village même si la portée des projets notamment dans l'éducation couvre plusieurs villages.

D'autres projets étatiques sont intervenus sur le village notamment pour la construction d'une digue afin de cultiver le riz dans le bas-fond mais aucune réparation n'a été effectuée faute de moyens.

On peut se demander si la réhabilitation de la digue ne représente pas un facteur prioritaire de développement économique non seulement pour Babora mais également pour les villages voisins.

L'AFVP n'est aujourd'hui plus opérationnelle. Nous pouvons d'abord souligner ses multiples échecs connus dans le passé notamment en matière d'aménagements hydrauliques. Sa démarche revêt une logique de plus en plus participative, liée aux contextes locaux et aux filières existantes.

Dans les cas nous concernant, remarquons qu'elle a atteint ses objectifs principaux qui étaient le « renforcement des capacités des acteurs locaux » pour une meilleure maîtrise de leur développement grâce à la mise en place de formations évoquées plus haut.

D'après les témoignages recueillis, le second objectif d'augmentation de l'implication des femmes dans les différents programmes se concrétise également sur le village de Babora.

Après être intervenue depuis les années 70 au sein d'opérations de grande envergure (grandes retenues d'eau), pareille aux autres grandes ONG européennes, l'AFVP exporte désormais ses schémas du développement préétablis comme le renforcement de capacités ainsi que son expertise dans le développement rural.

- *Oxfam Intermon*

Cette étude, fit suite aux événements ivoiriens de 2002 ainsi qu'au mouvement de rapatriés burkinabè au pays. Avec un recul de quelques mois seulement, nous avons voulu

²²⁴ La décentralisation intégrale fut finalement adoptée quelques mois après cette enquête.

étudier la situation et suivre les difficultés rencontrées par les populations locales compte tenu du faible tissu associatif existant dans cette région de la Comoé.

Le premier village suivi, Bérégadougou (9000 hab), se situe à 7 Kms de Banfora²²⁵.

Le but de l'association Wouol était d'organiser un comité de réflexion afin d'améliorer les activités de commercialisation notamment le séchage de mangue, activité largement sous exploitée dans la sous région. La difficulté pour l'association réside dans l'augmentation du nombre de villageois posant de nombreux problèmes d'infrastructures ou d'accès aux emplois locaux.

L'association cherche donc à trouver des nouveaux débouchés économiques pour ces arrivants afin de les intégrer socialement dans la communauté. Oxfam initie une production agricole diversifiée et promeut l'industrie agro alimentaire comme moteur de développement.

Selon les quelques membres interrogés, l'appui d'Oxfam, par l'intermédiaire de l'association Wouol, compte beaucoup puisqu'un comité de réflexion, mis en place sur la commune afin améliore le séchage puis la commercialisation des mangues séchées. Les paysans interviewés expliquent que « leurs revenu ont augmenté étant donné qu'ils exportent les mangues séchées vers d'autres provinces du pays ». Néanmoins, les événements de Côte d'Ivoire rendaient ces membres peu optimistes quant à l'avenir économique de la commune.

La seconde commune visitée, Moussodougou (8.000 hab.) se situe à 25 Kms à l'Ouest de Banfora, à la frontière avec la province du Kéné Dougou, proche de la Côte d'Ivoire. L'agriculture y est vivrière (arachide, mil, maïs, niébé, sésame). En plus de la production d'arbres fruitiers (manguiers, anacardiens, goyaviers, bananeraies, orangers, papayers), la production halieutique est importante (première au Burkina) grâce à un barrage situé à 7 Kms du village. Plusieurs groupements de pêcheurs sont organisés. La production totale dépasse les 50 tonnes par an.

Le problème réside dans le manque de débouchés qui reste seulement occasionnel vers Orodara et Banfora.

Chaque cour du village comprend des parents partis en Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, on estime à 500 le nombre de réfugiés dans le département.

Selon le chef coutumier interviewé, « cette région apparaît comme fortement animiste et l'Islam tend à augmenter ». D'après lui, « le nombre d'écoles du département demeure insuffisant et le poids de l'analphabétisme perdure. Peu d'enfants du village sont scolarisés ».

En matière de santé, il existe un seul centre de santé primaire dans tout le département et 2 CSPS pour 10500 hab. La seule solution pour les cas graves est l'évacuation vers Banfora. L'ONG « CROIX ROUGE » est venue et a formé un bureau mais n'a pas ouvert de projets.

²²⁵ Par manque de temps, seuls quelques entretiens ont pu être réalisés en accord avec les membres de l'association.

Les télécommunications ne fonctionnent pas et les plaques solaires ont été dérobées. Les villageois doivent faire 7 Kms pour téléphoner.

Le système de collecte de l'eau étant précaire, un château est en construction.

L'association WOUOL travaille à Moussodougou auprès de 4 groupements :

- *un groupement de pêche* (17 membres) : La concession de pêche des petits et moyens barrages confère le droit exclusif d'exploitation des ressources halieutiques pour une durée de 5 ans renouvelables. L'exercice de ce droit est assorti d'un cahier de charges. Le contrat de concession est évalué périodiquement et renouvelé éventuellement.

Le groupement des pêcheurs de Moussodougou mène la première expérience de concession d'un plan d'eau depuis début 2002. Le recul n'est pas suffisant pour en évaluer toute la portée. Toutefois, elle tend à libérer certaines initiatives locales.

A bord de pirogues, ils pratiquent une pêche au filet, à vocation essentiellement commerciale. Les produits sont vendus dans le village, et les villes et les villages avoisinants.

La grande saison de pêche a lieu en saison des pluies (juin à octobre). Le groupement peut pêcher de 250 à 300 kg par jour au niveau du barrage (le troisième du pays après Bagré et la Kompienga).

Depuis 2000, la production a diminué, le poisson se raréfie. Le nombre de membre a diminué. Il était de 35 en 1997 et seulement 22 en 2003. D'autres activités sont pratiquées par ce groupement comme la couture, la réparation des filets, la gestion comptable.

Les frais d'inscription sont de 1.000 FCFA par personne. Sur un kilo de poisson pêché, 50 FCFA sont retenus. Ainsi, le groupement a institué une taxe de pesée de 30 francs par kilogramme de poisson : 10 francs pour la prise en charge de l'agent de pesée, 10 FCFA comme fonds de roulement du groupement et 10 FCFA de ristourne pour le pêcheur. Aujourd'hui, un bilan annuel du groupement vise à faire le point et à payer les remises aux pêcheurs membres du groupement. Une innovation majeure consiste à retenir d'emblée 8.000 FCFA par pêcheur correspondant au permis de pêche individuel de chaque membre du groupement.

La concession coûte 440.000 FCFA. L'ensemble des membres doit payer pour la concession. En moyenne, environ 2,5t sont pêchées chaque année. Le chiffre d'affaire pour un pêcheur sur une année est d'environ 1 million de FCFA ce qui est une activité très lucrative étant donné le niveau de vie de la région.

L'association Wouol appuie ce groupement à trouver des débouchés économiques plus importants pour écouler la marchandise. De plus, l'association aide à l'apprentissage de nouvelles techniques de pêche.

- un groupement d'auto promotion qui collecte et transforme les produits (huile de palme, mangues, bissap, papaye) composé de 17 membres. Ce groupement n'a qu'une année.

- un groupement arboricole composé de 25 membres : 14 hectares de plantations d'arbres fruitiers. Le démarrage s'est effectué en 1999. La première récolte a eu lieu en 2003. Wouol a créé un bureau et cherche des débouchés pour exporter les fruits. Le droit de rentrer au sein du groupement est de 3.000 FCFA et 200 FCFA tous les mois. 300 à 400t seront séchées par an et Oxfam doit améliorer également le séchage.

- un groupement de commerçants (22 membres) : Ce groupement pratique également des activités de jardinage (tomate, choux, salade, sésame, haricot), le chef coutumier donnant la terre. L'arrosage se pratique à l'aide des différents puits. Le groupement est récent et date de 2002. L'adhésion à ce groupement s'élève à 1000 FCFA par an ou 150 FCFA par mois. L'association Wouol donne des formations pour la production d'huile de palme qui sert entre autre à fabriquer le savon. Il est ensuite commercialisé à Ouagadougou de même que le jus de bissap et les arachides.

L'appui d'Oxfam intervient au niveau de l'aménagement de nouveaux puits, de la mise en place d'un grillage et de la construction d'une maison de femme en vue de procéder aux réunions.

Au total, l'association appuie 86 personnes. Le rôle d'Oxfam vise à superviser l'association et d'améliorer son impact économique.

En plus de « l'aide classique » aux groupements, la question de l'association est « comment aider les ressortissants burkinabè de côte d'Ivoire » ?

Au moment de la réalisation des enquêtes (2003), les pluies n'étaient pas arrivées et les paysans attendaient que les réfugiés puissent travailler au champ.

appliquées sur plusieurs sites et le CECI recherchait avec elles et les encadreurs des Directions provinciales des solutions aux problèmes rencontrés.

Mais c'est surtout le manque de communication et le fait de ne pas avoir été prévenu qui irrite les intéressées qui se disent démotivées. Plusieurs d'entre elles estiment qu'elles ne pourront continuer les projets et que le moindre conflit dans le comité de gestion par exemple pourra faire périliter les activités. L'ONG tient le rôle d'arbitre au sein du projet, faisant respecter les règles, et peut apporter d'autres aides autres que le strict appui du projet comme le transport de personnes ou l'apport d'informations pour les villages isolés.

Par ailleurs, voici un exemple où les temps longs des bénéficiaires sont en inadéquation avec les temps réduits de l'ONG au niveau des activités mais également concernant le personnel parachuté en cours de projets sur des terrains rudes et face à des publics difficiles cumulant de lourds handicaps. En effet, la culture de contre saison demeure relativement pénible et aléatoire compte tenu des conditions climatiques, de la situation et de l'aménagement des boulis. De plus, l'ensemble des femmes appuyées est analphabète rendant l'organisation des groupements délicate. Un suivi très rigoureux de la part de l'ONG est indispensable dans ce genre de situation où l'animateur est également confronté à plusieurs langues différentes pour chaque groupement (fulfulde, songhaï, tamasheq...).

Ainsi ces régions cumulent déjà beaucoup de handicaps (pluviométriques, d'enclavement...). Aussi, les ONG de « renforcement de capacités » qui « saupoudrent leurs actions » sur des durées inférieures à deux années compromettent parfois les rapports entre les individus. Ajoutons que l'animateur, par ailleurs très compétent dans la motivation des groupements et dans le maniement des différentes langues locales, ne put intégrer d'autres projets de l'ONG ; sans doute pour les recruteurs était-il trop spécialisé sur un espace précis alors que celui-ci faisait pourtant l'unanimité auprès des différents groupements cibles.

Difficile après cet exemple relativement représentatif d'un grand nombre d'ONG de parler de partenariat entre les communautés à la base et les ONG. Même si l'élaboration des projets s'effectue en partenariat, le dernier mot revient continuellement à l'ONG et aux donateurs.

Les besoins exprimés par les populations touchées répondent à une logique de pérennité des productions, des revenus, différente de celle de l'ONG dont l'action est forcément provisoire et vouée à intervenir sur d'autres zones.

2- L'échec

L'aide dans son ensemble au Burkina Faso a connu de nombreux succès très relatifs. La complexité des interventions explique une grande partie des difficultés.

R. Chambers décrit d'ailleurs en 1983 « la tendance de tout dispositif à passer à côté de la pauvreté cachée ».

Au cours de nos entretiens avec les responsables des ONG, une partie de l'investigation était donc consacrée à la délicate question des contre performances, aux échecs enregistrés. En effet, la littérature fournie par les rapports d'activités, les études d'impact ou les évaluations soulignent très rarement les revers occasionnés par certains projets ce qui confère que « les projets n'ont pas de mémoire ».

a- Perception de l'échec par l'ONG

Il n'existe pas une mais plusieurs façons pour les organisations non gouvernementales d'intervenir au Burkina Faso mais toutes les ONG, qu'elles soient importantes ou non ont au moins un point commun : celui de vivre ou d'avoir vécu des situations d'échecs, qu'elles soient ponctuelles et géographiques, à des « instants T » ou conjoncturelles, liées à des périodes plus délicates. La difficulté pour durer consiste donc à modifier sa politique d'intervention pour certaines, à s'obstiner pour d'autres ou encore à changer de zone d'intervention.

Sur 100 responsables d'ONG interrogés, très peu sont ceux qui reconnaissent des erreurs, d'une part concernant la stratégie employée et d'autre part à propos des résultats enregistrés. Leur approche est forcément la meilleure et si l'on constate un manque d'efficacité évident sur le terrain, les raisons seront bien souvent extérieures, tantôt liées aux aléas climatiques ou à la pression humaine, tantôt liées au manque de dynamisme des groupements ou des populations ciblées.

Dans tous les cas, la remise en question de l'ONG semble délicate et reste pour elle un échec inavouable (surtout devant une personne étrangère à la structure).

Il est de ce fait très difficile de parler d'inefficacité dans les actions auprès des responsables de projets. Afin de recueillir quelques informations concernant les échecs possibles,

de même que pour les budgets de l'ONG, cette rubrique toujours taboue était bien évidemment appréhendée en fin d'entretien.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer les « échecs avoués » généralement du bout des lèvres par les responsables des ONG :

Au lieu de reconnaître certaines défaillances dans leurs projets, plusieurs coordonnateurs utilisent des litotes en affirmant qu'il faut attendre et que le projet doit encore mûrir une ou deux années de plus. D'autres comme Terre des Hommes Lausanne estiment que leur personnel et notamment leurs animateurs ne sont pas suffisamment nombreux.

L'ONG suisse Green Cross affirme quant à elle que les bailleurs finissent par se lasser ce qui témoigne d'une situation d'impuissance face à ses donateurs. L'ONG italienne GVC et son responsable pensent que leurs bailleurs, notamment la coopération italienne, privilégient trop leurs propres intérêts au détriment des vrais indigents. Pour ce responsable, la coopération italienne tente davantage d'exister au Faso en développant une grande communication « anti-pauvreté » grâce à un programme régional de vingt millions d'euros (Fonds-Italie-CILSS) que d'appuyer les ONG à la base.

Par ailleurs, certaines ONG se remettent en question. Diobass, cette ONG belge qui intervient en faveur de la valorisation des OP, pense que si les projets ne fonctionnent pas, c'est que le travail élaboré par l'ONG n'était pas le bon ou que la méthode des animateurs n'était pas satisfaisante. Selon l'ONG, la qualité et le mode d'animation se révèlent très importants.

L'ONG burkinabè FNGN parle de l'aptitude pour chaque groupement à appréhender les activités.

Le responsable d'Hunger Project (HP) pense également que les échecs enregistrés sur les différents projets dépendent partiellement de l'organisation de la population avant le projet. « Si toutes les populations sont suffisamment organisées, alors elles répondront à l'ensemble des objectifs ».

Avec des OP dotées à la fois de structures solides et d'objectifs parfaitement définis, les ONG peuvent tisser des liens, des partenariats plus solides. Il en est autrement lorsqu'il s'agit de groupements peu expérimentés ou dont les objectifs restent flous. L'ONG devra alors se substituer à la structure appuyée. On ne parle plus de partenariat dans ce cas mais de relation « appuyeurs/appuyés ». C'est ce que Yves Guillerrou dénonce comme « relation asymétrique »²⁵⁷. Dans les faits, les paysans sont assistés, embrigadés (dans les projets qu'ils ne contrôlent nullement), consultés par des experts soucieux de définir des projets en collaboration avec eux ou enfin (mais si rarement) reconnus comme acteurs autonomes, capables de définir

²⁵⁷ Journal des anthropologues, n°94-95, 2003, p124

leurs propres projets et de négocier les conditions de toute aide extérieure [Descendre, 1991 : 200].

ADD insiste sur la difficulté à travailler avec des groupements handicapés souvent très marginalisés, parfois coupés de la population et majoritairement analphabètes. Leur travail consiste en un transfert des compétences difficile à obtenir ou du moins sur une durée relativement longue.

Le chargé de projet de l'Association française pour la Médecine Préventive (AMP) qui forme notamment des agents de santé, pense qu'en dehors des centres de recherche, les attentes de l'ONG par rapport aux actions ne sont pas entièrement satisfaisantes car selon lui, les bénéficiaires manquent de dynamisme. Il souligne également le manque de temps pour finaliser leurs projets et estime que les partenaires financiers ont des obligations de budgets qui ne correspondent pas aux réalités du terrain.

Pour l'Association burkinabè du Développement du Paysan (ADP), les échecs sont liés à l'éloignement géographique. Le directeur met en avant les difficultés à intervenir dans la province sahélienne du Séno. Ne pouvant financer une antenne à Dori, la distance entre Ouagadougou et Dori (280 Kms) reste un handicap notamment financier. Il ajoute que beaucoup de groupements du Nord ne participent pas suffisamment aux activités. Selon lui, l'assistanat perpétré durant des années (et qui existent encore) dans ces provinces du Nord a laissé de mauvaises habitudes s'instaurer.

Les associations avec des partenaires étatiques se révèlent aussi sources d'échecs. Si l'association Burkina Secours affirme ne pas avoir de contacts avec les services étatiques, l'ONG américaine Population Service International (PSI) qui œuvre en faveur de la lutte contre le VIH-Sida estime que les échecs encourus sont liés aux partenariats avec les centres étatiques de dépistages qui ont une autre vision ; de nombreux problèmes de communication et de malentendus ont freiné les activités. Cette ONG vend également des produits médicaux comme les désinfectants pour l'eau, des contraceptifs, préservatifs ou encore des moustiquaires imprégnées à des prix sociaux. Financée par des fondations, des bailleurs privés et des agences bilatérales et multilatérales, elle se sert donc de l'aide au développement à des fins de « marketing social ». Ce « marketing social », formule employée par l'ONG, est, selon elle, un moyen d'inciter les populations à faibles revenus à utiliser ces produits.

Figure n°48 : Qu'est-ce que le marketing social ?

Dans sa pratique du marketing social, PSI distribue et vend des produits de santé nécessaires aux personnes à faibles revenus à travers les commerces de proximité et autres infrastructures non gouvernementales, tout en promouvant un comportement sain. PSI se procure les produits en utilisant les dons de bailleurs de fonds ou reçoit les produits directement des bailleurs. PSI établit alors une antenne et un réseau de distribution dans le pays en voie de développement en question. PSI vend ses produits en gros et en détail à travers les infrastructures existantes du pays, les produits étant destinés essentiellement aux populations à faibles revenus. L'établissement d'un réseau de communication efficace constitue un élément clé pour garantir le succès du marketing social et encourager des pratiques sanitaires saines.

Pourquoi vendre les produits plutôt que d'en faire don ?

Quand les produits sont distribués gratuitement, souvent le bénéficiaire ne les apprécie pas à leur juste valeur ou ne les utilise pas. Toutefois, il y a une autre raison qui justifie la vente des produits, même si le prix est dérisoire. En vendant les produits plutôt qu'en les donnant, PSI mobilise les infrastructures commerciales locales et les commerçants sont financièrement motivés pour stocker et vendre les produits. C'est pourquoi les produits sont disponibles non seulement dans les petites cliniques publiques, mais aussi dans le millier de pharmacies ou autres points de vente et entités non gouvernementales présents dans le pays en question.

Que fait PSI des revenus générés par la vente des produits ?

PSI est une organisation à but non lucratif qui réinvestit tous les revenus dans ses programmes, réduisant ainsi la charge financière des bailleurs. Il existe d'autres entités pratiquant le marketing social qui gardent le revenu de leurs ventes, leur but étant lucratif.

Source : PSI, Extrait de Profile, *Social Marketing and communications for health*, New York, Avril 2002.

Dans cet extrait, PSI communique sur le thème du « marketing social » assurant au grand public que cette méthode est un principe novateur et stimulant pour l'économie du « pays à développer » tout en luttant efficacement contre l'assistanat.

PSI, tout en gardant son étiquette « ONG », instaure une nouvelle forme de partenariat basée sur le commerce et dénonce les autres pratiques du développement qui ne fonctionnent pas.

Telle une entreprise, la notion d'échec pour l'ONG correspond à des ventes moins importantes.

Au travers de ces quelques exemples, on se rend compte que des difficultés multiples auxquelles doivent faire face les ONG sont fatalement reportées sur les populations. En plus d'un environnement géographique difficile et parfois de l'éloignement, elles se trouvent confrontées à de nombreuses contraintes retardant ou minimisant les impacts obtenus.

Certaines ONG évoquent le fait qu'un processus de développement n'apparaît pas linéaire, qu'il doit s'exercer par tâtonnements. Cependant, aucune ONG n'ose se remettre directement en cause. D'après elles, les facteurs parasitant les projets ou limitant les bons résultats sont toujours extérieurs à leur stratégie et liés à la pluviométrie, à l'enclavement, à la mauvaise organisation des paysans, aux contraintes des donateurs, au côté trop administratif des services d'Etat, au manque de concertation entre les acteurs etc.

On assiste dès lors à un grand théâtre où les acteurs composés des bailleurs, des structures étatiques, des ONG de terrain et des populations locales se rejettent tour à tour les responsabilités en oubliant d'évoquer trop souvent leurs propres démarches pas toujours adaptées au milieu d'intervention.

Ajoutons que lorsque les « techniques d'encadrement », pour reprendre un concept fondamental de la pensée de Pierre Gourou²⁵⁸, ne s'accordent pas avec les préconisations des développeurs, fussent-elles en théorie excellentes, celles-ci ont peu de chance d'être appropriées par les sociétés locales. Si tant de projets de développement ont échoué, c'est bien parce qu'ils émanent trop exclusivement « du haut et du Nord », sans prendre suffisamment en compte les réalités « du bas » telles que les vivent les populations du Sud²⁵⁹

Les grands standards du Nord, illustrés par l'exemple de PSI, semblent se multiplier par centaines au Burkina. Suggérons également que si les études de faisabilité se réalisaient correctement en amont, les risques d'échecs seraient sinon limités, au moins anticipés.

Mettre en marche des processus stables de développement au sein des populations les plus pauvres paraît complexe et requiert donc beaucoup de patience et de persévérance. Dans la

²⁵⁸ Gourou P. *Pour une géographie humaine*. Paris : Flammarion, 1973 ; 388 p.

²⁵⁹ Sautter G, *Dirigisme opérationnel et stratégie paysanne ou l'aménageur aménagé*. L'espace géographique 1978 ; 4 : pp.233-243.

plupart des cas, les paramètres utilisés pour juger de l'efficacité d'un projet demeurent par ailleurs bien différents du point de vue de l'ONG ou du point de vue du bénéficiaire.

b- ONG et bénéficiaires

A entendre les discours ou lire les nombreux articles concernant le développement, les ONG ou la Coopération Décentralisée, on parle beaucoup de projet, de PDL, d'évaluation, d'approches. Néanmoins, un acteur est constamment oublié des systèmes que l'on souhaite mettre en place : le bénéficiaire.

Malgré l'explosion du nombre d'ONG locales au Burkina ces vingt dernières années, issues pour la plupart de la base, c'est à dire de groupements de paysans, d'artisans, de commerçants, le sentiment qui subsiste est qu'une fois le statut d'ONG obtenu, les nouveaux responsables semblent se tourner plus volontiers du côté des bailleurs et des ONG internationales afin de rechercher l'argent de la rente que des futurs bénéficiaires.

D'ailleurs, ni au Nord ni au Sud, la consultation des communautés de base n'apparaît comme logiquement nécessaire à l'évaluation. Les acteurs de terrain s'apparentent simplement à des fournisseurs de données sur le projet, de la même façon que, sur l'ensemble du projet, « la participation se limite le plus souvent à la phase d'exécution des travaux collectifs », même avec les ONG [Piveteau, 1998]. Le « recours aux appréciations personnelles des bénéficiaires » devient même un pis-aller, pour le cas où les incertitudes des mesures deviennent trop grandes [Hofmann, 1997, p 485]²⁶⁰.

Cette thèse doit donc être l'occasion de resituer les populations à leur vraie place en matière de développement, c'est à dire au centre du débat.

Selon Yves Guillermou, les paysans attachent moins d'importance aux intentions ou convictions des responsables des ONG (expatriés ou nationaux) qu'à leurs actions concrètes puisqu'ils sont habitués de longue date à se méfier des promesses et des discours extérieurs [Guillermou, 2003, p125].

Malgré tout, on note un certain attachement symbolique au projet. Ce qui a une forte valeur symbolique pèse constamment plus lourd que des résultats économiques et techniques impeccables.

²⁶⁰ Lefebvre-Naré F., 2000, *Le développement et ses bénéficiaires : l'implication des bénéficiaires dans l'évaluation, mythe ou possibilité ?* in Congrès de la Société Française de l'Evaluation.

Figure n° 49 : La personnalisation du projet : le cas de Pim à Gorom Gorom

Prenons l'exemple significatif dans le Nord du Burkina non pas d'une ONG mais du projet semi étatique « Programme Sahel Burkina/ Pays Bas », devenu plus tard PDLO et engagé durant de nombreuses années dans le Sahel burkinabè à la suite des grandes sécheresses des années 80. Ce projet, financé principalement par la coopération hollandaise, avec un personnel d'encadrement d'expatriés a réalisé de nombreux ouvrages dans les provinces sahéliennes du pays. Même si des projets subsistent toujours et notamment quelques grands barrages, des puits ou des radiers, les milliards de florins injectés sur plusieurs années demeurent peu visibles dans le paysage steppique de la zone. De nombreuses personnes interrogées au cours de nos enquêtes ont fait référence au coordonnateur hollandais de l'époque, Pim Van de Leemput qui fut la figure emblématique du PSB/PB jusqu'à sa mort sur le terrain en 1994. Même si les aménagements n'ont pas été à la hauteur des financements alloués, l'abnégation et la persévérance de ce coordonnateur, davantage technicien que bureaucrate marquèrent l'ensemble de la population. Un monument lui est d'ailleurs dédié à Gorom Gorom.

Les paysans gardent ainsi davantage l'image de cet expatrié constamment sur le terrain auprès d'eux que les résultats obtenus. Les rapports personnels entretenus avec les ONG tout au long des projets constituent un élément primordial.

Grâce à ce coordonnateur ou au travail de nombreux autres animateurs à l'intérieur du pays se créent peu à peu les conditions de possibilité pour qu'un projet puisse un jour agir en tant que catalyseur et dynamiser toute une micro-région.

Si le coût des interventions apparaît parfois élevé tout en restant ignoré de la part des membres, ceux-ci se satisfont de certains effets positifs pourtant en deçà des attentes initiales des opérateurs.

Toutefois, sur les 450 personnes interrogées pour les besoins de l'étude, beaucoup nous ont fait part de leurs mécontentements voire de leurs exaspérations devant certaines activités ratées ou inachevées. En effet, on observe pour cette thèse que si les intéressés se montrent régulièrement indulgents vis à vis de l'ONG et de son personnel, reconnaissant continuellement le savoir faire, les compétences et l'engagement, ils expriment (et majoritairement les hommes) parfois sans ambages leurs opinions sur l'inefficacité de certains projets.

On distingue également des nuances entre les zones d'intervention et les groupements partenaires. La notion d'échec n'est pas toujours perçue de la même façon. On le remarque entre les groupements appuyés par la même ONG comme pour le CECI dans la zone sahélienne. La

notion d'échec pour le bénéficiaire demeure assez subjective. Des membres même proches géographiquement n'auront pas les mêmes critères pour estimer un résultat en terme de production par exemple, chacun ayant ses propres objectifs définis par rapport au temps passé sur le site, à la taille de leur famille...

Dans le domaine agricole lié au secteur hydraulique, les échecs soulignés par les bénéficiaires travaillant avec la FNGN relèvent des aménagements hydrauliques et en particulier du barrage de Soumiaga. S'ils pensent que celui-ci fut mal conçu, ils admettent leur part de responsabilité dans le manque de suivi et notamment dans l'absence de colmatage des brèches. D'après les plus anciens, ce barrage utilisé pour les cultures de contre saison a été l'objet de vives critiques de la part des exploitants étant donné le coût important de sa construction. Même si des difficultés sont reconnues dans le domaine de l'élevage et notamment sur la divagation des animaux, elles ne sont pas considérées comme de véritables échecs.

Concernant l'OCADES-Ouagadougou, les principaux échecs dans le domaine agricole sont liés à la gestion même des activités, certains membres de comités de gestion accusés également de détournements. Par ailleurs, plusieurs retenues d'eau construites semblent trop petites pour un grand nombre d'intéressés notamment à Dalpélogo et Laye dans le Kadiogo.

Dans la province du Ioba, les partenaires de l'ONG CIDI sont globalement satisfaits mis à part quelques manques de matériels et d'aménagement sur les périmètres agricoles.

Concernant les cultures de contre saison, si les groupements appuyés par le CECI au Nord du pays apparaissent satisfaits des activités, les seules difficultés rencontrées restaient davantage liées à des facteurs externes et isolés comme quelques attaques acridiennes²⁶¹. De plus, au cours des entretiens, les exploitantes n'ayant pas encore reçu d'appuis notamment en matériel aratoire ou en semences s'estimaient pénalisées et ne comprenaient pas ce retard. La question des déplacements pour les formations constituait pour quelques-unes d'entre elles habitant Tokabangou ou Dembam, des difficultés trop importantes. Elles s'estimaient pénalisées par la trop grande distance à parcourir jusqu'à Gorom Gorom pour assister et participer aux réunions dirigées par l'ONG. Lors de ces rencontres, les membres de tous les groupements peuvent expliquer leurs activités et échanger sur leurs éventuelles difficultés.

Dans le secteur hydraulique et au niveau de l'aménagement des sites, le bilan semble mitigé notamment sur le Plateau Central où de nombreux forages ne sont pas fonctionnels.

²⁶¹ Lors de l'hivernage 2005, les attaques acridiennes ont été très nombreuses au Sahel et notamment au Burkina au Nord d'une ligne Ouahigouya-Dori. Des situations de pénuries alimentaires ont par la suite été enregistrées dans ces provinces par le Programme Alimentaire Mondial.

Toujours dans le Ioba mais à Babora, les bénéficiaires de projets de l'AFVP pensent que le nombre de forages ne suffit pas pour garantir une eau saine et consommable pour tout le monde. Certains secteurs de ce gros village n'ont pas d'accès à l'eau potable notamment dans la zone du marché.

Au Sud Ouest, non loin de Bobo Dioulasso, les populations appuyées par l'OCADES et notamment à Dodougou dénoncent un seul problème : celui des forages pourtant récents mais déjà détériorés. Le manque de maintenance et d'organisation du comité de gestion apparaissent comme les causes de ces dégradations.

A Boudangou dans l'Est du pays, les paysans interrogés sur les actions d'ARFA parlent d'échec sur le tarissement trop rapide des puits servant au maraîchage. Selon eux, les causes proviennent autant du déficit hydrique que du problème de conception des puits.

Toujours à l'Est, plusieurs membres de groupements appuyés par l'ONG HKI se désolent du manque d'eau sur les périmètres. A Kpentiaogou, l'unique forage sur le site maraîcher est rapidement saturé, utilisé par les exploitants mais également par les villageois. Des problèmes de clôture ont de plus permis aux animaux de rentrer dans le périmètre pas suffisamment surveillé. Selon les bénéficiaires, la part de responsabilité incombe autant à l'ONG qui a fourni un grillage de mauvaise qualité qu'au manque de vigilance des membres.

Comme sur le Plateau Central, les bénéficiaires semblent peu satisfaits des aménagements hydrauliques de l'OCADES dans la région de Fada n'Gourma. Dans le village de Koadifagou, les exploitants fustigent après le barrage qu'ils estiment trop petit compte tenu des besoins de production du groupement.

Les problèmes de mauvais fonctionnement des forages et d'accessibilité à l'eau par exemple ont des conséquences sur la santé avec une recrudescence de maladies diarrhéiques mais aussi des conséquences économiques avec des baisses de production et de chiffres d'affaire.

Dans le domaine environnemental, les actions de reboisements rencontrent sont celles qui rencontrent le plus de difficultés. Que ce soit dans le Nord Ouest avec les groupements Naam, le Centre avec Peuples Solidaires (PS), l'Est avec l'OCADES, ARFA et l'APRG, les différents membres ne semblent pas convaincus par ces opérations qu'ils estiment onéreuses, dont l'efficacité n'est pas immédiate avec des pertes allant jusqu'à 40% du total. Pour PS, les livraisons difficiles des plants causées par l'enclavement de certains villages comme Wakui de même que le mauvais choix de ces plants expliquent que ceux-ci arrivent souvent dégradés sur les sites.

Les activités de CES connaissent des difficultés pour les partenaires de PS qui évoquent le manque de formations et pour certains d'entre eux, les terrains de plusieurs zones comme les

villages de Passakongo ou Wakui ne se prêtent pas à ce genre d'activités étant donné la topographie locale.

L'éducation semble le secteur le plus efficace, du moins celui qui demeure épargné par les échecs importants. Parmi les enseignants et les parents d'élèves concernés par les actions du CCFC au sein des écoles du Kadiogo, quelques craintes concernent la continuité des actions. Si les élèves des écoles primaires ont des conditions avantageuses pour rester à l'école, rien ne s'applique aux classes supérieures ce qui préoccupe les intéressés. On ne parlera pas d'échec mais d'insuffisance de pérennité des actions nutritionnelles et de parrainages entrepris au primaire.

Concernant la santé, on remarque peu d'échecs dénoncés par les consultés. Les villages ciblés ont une couverture sanitaire correcte mis à part peut-être dans les provinces du Ioba au Sud Ouest et dans l'Oudalan au Nord où peu d'ONG interviennent dans des opérations médicales malgré un nombre de dispensaires et de médecins assez faible.

Le CERVOD intervient en appui à des associations locales luttant entre autre contre le VIH-Sida. Si de nombreux jeunes interviewés se disent intéressés par les sessions de formations, ils pensent que le manque de moyens freine les projets et plusieurs personnes pensent ne pas être suffisamment informées des différentes réunions notamment dans le quartier Tampouy à Ouagadougou.

Dans le secteur économique, plusieurs personnes handicapées pensent que les actions développées par l'ONG ADD en matière de réinsertion (couture, tissage...) ne sont pas concluantes étant donné le faible nombre de débouchés. Les autres ONG (FNGN, OXFAM) qui incitent à ces activités connaissent un meilleur taux de réussite avec des activités plus originales sur le marché comme le séchage des fruits, légumes et condiments.

Les activités liées à l'éducation pratiquées par les ONG se montrent plutôt efficaces et ne suscitent pas d'opposition de la population concernée. En revanche, les actions qui touchent à l'agriculture intégrant l'hydraulique et l'environnement paraissent davantage aléatoires et problématiques pour les intéressés. La multiplication des échecs relevés par les bénéficiaires finit par démoraliser ces derniers qui généralement ont dû beaucoup travailler et s'investir auprès d'un projet auquel ils adhéraient et croyaient. Au cours de nos enquêtes dans la province du Yatenga, une remarque nous a été faite : « De toutes façons, si cette ONG essuie des échecs auprès de ses partenaires et s'en va, plusieurs viendront prendre la suite ». Cette observation montre tout d'abord que le grand nombre de projets sur cette région fait toujours espérer à la population que le flot sera intarissable malgré les échecs essuyés. Ensuite, cela met en relief la politique

d'assistanat menée par de trop nombreux projets depuis trente ans. Enfin, cela prouve que les populations ne sont pas logées à la même enseigne en terme de développement puisque dans beaucoup d'autres zones comme au Sud Ouest ou à l'Est, les ONG ne se pressent pas pour intervenir.

c- Les échecs observés « in situ »

Entre les difficultés reconnues par les ONG et celles exprimées par la population, en se rendant sur le terrain, nous relevons également certains échecs ou du moins parfois des dysfonctionnements sur les sites des 13 ONG de l'étude de terrain, pas toujours exprimés par les intéressés.

Ainsi, certaines terres de l'Ouest sont très fertiles et ne nécessitent pas l'apport d'intrants ou l'aménagement de diguettes. Si plusieurs activités de CES appuyés par Peuples Solidaires ne fonctionnent pas ou partiellement, cela est peut-être dû à un manque d'appropriation des activités par les bénéficiaires qui ne voient pas forcément la plus value à aménager des diguettes si les terres sont suffisamment riches. Inlassablement, on remarque que les paysans préfèrent accepter un projet même s'il n'est pas totalement adapté à leurs besoins, plutôt que de refuser. La peur de contrarier les partenaires extérieurs et qu'ils interviennent sur une autre zone pousse souvent les communautés de base à accepter les projets pas toujours en adéquation avec leurs attentes. Selon le responsable du PDL de la région Ouest, « les PDL chargés de notifier l'ensemble des besoins mais aussi les forces et les faiblesses de chaque village doivent pouvoir minimiser ces risques ». Dans l'ensemble une grande subjectivité caractérise les critères retenus.

L'ensemble des ONG continue de dénoncer « le rôle de la femme qui reste trop souvent marginalisée », renforçant par-là même une nouvelle population cible ainsi qu'une politique du genre en essor. Si elles sont de plus en plus présentes aux assemblées, leur participation active est généralement minime et certaines ont du mal à venir régulièrement aux formations ou aux séances d'alphabétisation étant donné leurs charges de travail journalières importantes. Leur prise de parole en présence des hommes est très rare. Malgré tout, beaucoup d'entre elles affirment par exemple qu'elles n'ont plus honte de faire partie d'un groupement ou d'un comité de gestion.

Le rôle de l'animateur, intermédiaire entre l'ONG et les bénéficiaires, demeure déterminant. En règle générale, on s'aperçoit que les situations d'échecs observés sont liées en partie au manque de cohésion entre les animateurs sur le terrain et les populations. L'exemple est

patent au niveau de l'OCADES s'engageant sur plusieurs terrains avec des animateurs variés. Si les personnes interrogées semblent davantage impliquées et motivées dans les groupements observés de la province du Kadiogo, les bénéficiaires sont également à mettre à l'actif des animateurs « maîtrisant leur sujet » avec une bonne connaissance du terrain et des villageois. Cette relation bénéficiaires-ONG passe par de la confiance et de la réciprocité dans les démarches sur une période suffisamment longue.

Des méthodes d'assistantat sont encore largement pratiquées notamment dans le domaine agricole où tout le matériel est fourni gratuitement. L'ONG italienne GVC à Ouahigouya dénonçait l'obligation pour elle et pour les ONG en général de n'utiliser que du matériel et des fournitures « Union Européenne » ce qui semble totalement paradoxal en terme de coût et qui engendre une concurrence sur le commerce local.

Concernant l'assistantat, il en est de même dans l'éducation avec le CCFC qui prend la suite de Cathwel et apporte de la nourriture et développe le système de parrainage avec des canadiens dans les écoles. Si la démarche favorise la présence des enfants, elle ne résout le problème scolaire que partiellement au niveau du primaire.

Plus grave est la condition de beaucoup d'enfants qui n'ont pas la chance d'aller à l'école, trop chère ou trop éloignée. Ces enfants travaillent sur des sites de maraîchage avec leurs mères exploitantes notamment autour des boulis maraîchers et dans les périmètres irrigués du pays. On pourra en effet citer le cas du Nord où beaucoup d'enfants travaillent autour des boulis du CECI ou de l'UFC. Il en est de même sur le Plateau Central et dans l'Est avec l'OCADES.

Pire constitue le traitement d'enfants aménageant péniblement des sites anti érosifs dans la région de Ouahigouya dans le cadre d'activités de la FNGN [Cf. Chapitre VIII]. Cela ne semble pas poser de problèmes et pour la FNGN et pour les autres responsables ou personnel d'ONG qui prônent pourtant en parallèle le développement et le respect des populations paysannes.

Les problèmes de réinsertion économique sont dans notre travail fréquemment liés à l'absence d'étude de faisabilité et d'évaluation en amont. Si les démarches participatives sont de plus en plus exercées en compagnie des futurs bénéficiaires notamment de la part d'OXFAM et de FNGN pour le séchage des légumes ou encore d'ADD pour les activités de couture et de tissage, les échecs proviennent de la concurrence ou du manque de clients potentiels pourtant prévisible en amont.

Une autre forme de déconvenue rencontrée a trait au manque de concertation entre les différents acteurs au niveau du terrain et l'absence de connaissances de la part des bénéficiaires

sur les organisations du développement. Aucune pédagogie ne semble appliquée afin d'expliquer le rôle précis de chaque ONG. Majoritairement, les populations locales, sevrées d'informations ne se représentent l'approche de l'ONG qu'à leur échelle locale.

D'après nos témoignages, si les actions agricoles des ONG engendrent une augmentation des productions et des compléments de revenus, ils ne suffisent pas toujours comme dans la région orientale à désenclaver et à insuffler à la zone un développement économique. Si les actions en faveur de l'environnement s'avèrent difficiles, pas toujours intériorisées et jugées prioritaires par les paysans, les actions d'éducation et d'alphabétisation semblent porter leurs fruits notamment sur le Plateau Central et au Sud Ouest au sein de zones davantage chrétiennes. Le choix des projets intégrés cumulant plusieurs activités complémentaires semblerait relativement efficace sur des espaces enclavés [cf. Chapitre IV].

3- Des domaines d'activités privilégiés et des effets de mode

Depuis l'arrivée massive des ONG au Burkina Faso il y a trente ans, les grands domaines d'actions prioritaires demeurent la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire avec la promotion rurale et l'hydraulique. Si l'on retrouve aujourd'hui ces grands secteurs pérennisés par les organisations qui interviennent aujourd'hui au Faso, les méthodes ont longtemps évolué. Des tendances de projets liés au genre, à la protection de l'environnement, à l'appui à la décentralisation ou à la bonne gouvernance ont engendré de nouvelles activités ou se sont greffés sur les anciennes. De plus, les nouvelles approches de développement sont désormais fondées de plus en plus sur le développement participatif, le développement intégré, endogène et ont amené le concept de partenariat. Désormais les paysans, artisans, commerçants traitent ou devraient traiter d'égal à égal avec les ONG et les bailleurs.

a- Une continuité dans les activités toujours prioritaires

Si les 100 ONG de l'étude interviennent toutes dans un ou parfois plusieurs grands secteurs d'activités cités ci-dessus, cela n'est pas le fruit du hasard.

Tout d'abord, les besoins sur le terrain dans tous ces domaines apparaissent toujours colossaux malgré le nombre d'ONG. Rappelons que ce pays apparaît tous les ans selon le PNUD dans la liste des cinq pays « les plus pauvres au monde ». D'après les ONG et les politiques, compte tenu notamment des problèmes de déficits pluviométriques, de pression humaine, d'érosion des sols, l'ensemble des secteurs d'activité lié à l'eau, à l'agriculture, à l'éducation de base et à la santé mérite toujours cet appui permanent.

Si certaines ONG évoluent au niveau de leurs activités en intégrant des thématiques nouvelles, beaucoup d'ONG se spécialisent et ont une étiquette bien spécifique comme Handicap International, l'Eau Vive, Pharmaciens Sans Frontières, Médecins du Monde ou Tree Aid.

Certaines ONG ont des philosophies bien particulières liées à « l'enfance » ou à l'aspect « genre » et s'engagent auprès des mêmes catégories de population. Dans la continuité des activités, on mentionnera ainsi ATD Quart Monde et Enfants du Monde. Hymne à l'enfance ou l'ONG Sentinelles qui travaillent depuis de nombreuses années sur l'enfance dans la lutte contre une maladie bien spécifique, le noma, ou encore l'ABPAM et ADD qui axent leurs actions en faveur des personnes handicapées.

Le deuxième argument expliquant cette continuité dans les actions semble être la pression constante des bailleurs de fonds du Nord sur les ONG pour intervenir dans ce genre d'activités. En effet, il semble plus aisé de récolter des fonds pour un forage produisant un meilleur accès à l'eau potable que pour la « bonne gouvernance » ou le « renforcement des capacités" des groupements de paysans. Ces dernières, pourtant tellement importantes aux bons fonctionnements des différentes opérations représentent pour les donateurs des finalités plus lointaines prenant la forme d'expressions très générales et pas toujours relayées vers l'opinion publique.

Malheureusement, cette volonté d'interventions systématiques sur les actions ayant un impact immédiat (puits, construction d'écoles...) ne suffit pas toujours. Dans le domaine de la santé, en l'absence de fonds propres, on peut s'interroger sur la pertinence d'un appui financier aux seules activités si les structures locales ne sont pas à même de payer le loyer de leur centre de prise en charge des malades du sida ou leurs factures d'électricité. Ainsi plafonnées, les appels d'offre des bailleurs ne répondent pas toujours aux énormes besoins quantitatifs des ONG²⁶².

Entre les ONG aux frais de fonctionnement considérables (plus de 30% des financements annuels totaux pour Cathwel) et les organismes dont seules les opérations de terrain sont financées, il se justifie de trouver un juste milieu.

²⁶² Bastien V, *Lutte contre le sida : collaboration entre ONG du Nord et associations du Sud*. ECS/PNUD/SCAC, juin 2001.

b- Emergence de nouveaux volets : vers un phénomène de modes ?

Depuis plusieurs années, certaines organisations tentent de renouveler leurs activités ou d'ajouter des ramifications supplémentaires à leur implication dans le développement.

Durant nos recherches, nous avons remarqué que les financements accordés concernent des activités très classiques rassurant les donateurs et laissant peu de place à des initiatives plus originales. Pour les ONG qui démarrent au Burkina, la marge de manœuvre semble relativement étroite. Soit, elles interviennent sur des grands domaines traditionnels avec le risque d'être concurrencé par quelques centaines d'autres, soit, elles touchent à des secteurs plus originaux comme la préservation de l'environnement, le renforcement des capacités ou l'appui institutionnel avec le risque de ne trouver aucun financement, de manquer de compétences locales et d'être de ce fait moins efficace dans les projets.

Parallèlement à des projets plus novateurs, on remarque ici ou là dans le paysage burkinabè de nouvelles initiatives de la part d'ONG s'intéressant de plus en plus aux femmes avec « l'aspect genre » et aux jeunes. Illustrons notre propos à travers deux exemples, le Réseau de Communication, d'Information et de Formation des Femmes (RECIF/ONG), également plate forme d'associations féminines et le CERVOD Afrique, plate forme de coordination, spécialisée dans le renforcement des capacités d'associations de la jeunesse. Elles appartiennent à une génération relativement récente présente sur la scène non gouvernementale burkinabè puisque « RECIF » a démarré ses activités en 1992 et « CERVOD » en 1994.

Ces ONG régulièrement citées par leurs pairs ont désormais un rayonnement quasi national grâce à un ancrage profond au sein de 13 provinces pour le RECIF et en milieu urbain dans les villes principales pour le CERVOD. Leurs actions s'effectuent donc chacune en réseau sur des activités parallèles aux secteurs majeurs traditionnels.

Ces deux ONG ont eu l'intelligence de prendre l'association comme point d'appui sur le terrain. Ces entités représentent des structures sociales en place et déjà ancrées dans le tissu associatif local. La difficulté selon elles consiste à éviter les associations fictives.

RECIF et CERVOD ont donc, selon elles, une capacité plus importante à toucher vers les populations les plus indigentes.

RECIF/ONG cible davantage les classes sociales féminines qui sont dans le plus grand besoin et notamment les femmes pauvres en milieu urbain et rural, les handicapées, les veuves ou

les femmes sans qualification. Selon sa responsable, le RECIF prend le relais de l'Etat en palliant ses manquements à l'appui de « l'aspect genre ».

Afin de multiplier ses chances de rencontrer ces populations, RECIF a élargi son éventail d'activités : développement des organisations féminines, plaidoyer, formations, conduites d'études sur la violence faite aux femmes, la production d'outils éducatifs de communication et de sensibilisation, la participation aux débats nationaux et internationaux sur les politiques de développement, mise en œuvre de dispositifs de suivi et d'évaluation des activités menées [RECIF/ONG, 2002].

Les organisations membres de RECIF mènent des activités destinées à un public féminin dans les domaines de la formation, de la santé, de l'artisanat, « de la protection des ressources naturelles », de l'épargne-crédit et de la micro-entreprise.

D'autres activités en rapport avec les nouvelles technologies (NTIC) comme une émission de télévision, des émissions de radio, un accès à Internet confèrent à l'ONG la possibilité de se singulariser et d'élargir son champ d'intervention. Cette ONG nationale fonctionne grâce à l'appui d'autres ONG également partenaires financiers comme le DED, la SNV, Diakonia, Terre des Hommes, CECI, OXFAM Québec. Ses partenaires de même que l'approche professionnelle de ses interventions prouvent sa légitimité dans le champ associatif national et indiquent la réelle demande sociale du Nord dans ce type d'activité.

Le volet « genre », très idéologique, apparaît de plus en plus mis en avant par les pays occidentaux sous des termes divers comme la parité. Relayé par les ONG en Afrique subsaharienne, « cet aspect genre » passe pour les bailleurs de fonds comme une nouvelle solution aux problèmes de l'Afrique. Une fois de plus, les sociétés occidentales tentent de calquer leur modèle sur le système africain mettant en avant le rôle de la femme comme « sauveur de l'Afrique » en insistant que « le développement de l'Afrique passe obligatoirement par l'implication des femmes dans le processus ».

Si le genre a certes une action plutôt positive en terme de projets, penser que les femmes représentent une cause plus juste ou préserveront davantage l'environnement relève du mythe.

Le CERVOD trouve son originalité en intervenant auprès de la jeunesse, population plutôt délaissée par les associations en Afrique et au Burkina. Son activité principale est de faciliter la mise en réseau et d'appuyer les capacités grâce à un appui institutionnel et un développement des partenariats des associations de la jeunesse.

Les activités se concentrent sur trois thèmes auprès des associations de la jeunesse :

- la formation à la citoyenneté
- la coopération décentralisée
- les échanges Nord/Sud de la jeunesse

Dans le cadre de son programme « jeune vie associative », le CERVOD facilite la mise en réseau et renforce les capacités des associations de la jeunesse. Ce programme est financé en grande partie par la Coopération française.

Parallèlement, des rencontres thématiques sont organisées sur la lutte contre le sida et des formations sont dispensées sur le genre, sur des techniques comme le leadership etc. De par ses interventions, le CERVOD tente de « dynamiser » la jeunesse en milieu urbain couramment confrontée à des formes de chômage et à la grande précarité. Le CERVOD aide à trouver des partenaires techniques et financiers aux associations de jeunes afin de les insérer peu à peu dans la vie active.

Parmi les nouvelles tendances, on assiste à la multiplication d'ONG environnementales mais aussi à la création de nouveaux volets comme « l'agriculture durable, l'agro-écologie, la protection des ressources et de la biodiversité, l'assainissement écologique », s'ajoutant ou se greffant sur les anciennes activités.

Depuis la deuxième vague de sécheresse au début des années 80 et suite à la Conférence de Rio en 1992 où l'environnement occultera les autres volets économiques et sociaux, de nombreuses ONG à vocation environnementale vont peu à peu intégrer le champ associatif burkinabè [cf. Chapitre VIII]. Actuellement, 20% des ONG de l'étude ont un volet dans le domaine environnemental et 9% d'entre elles interviennent exclusivement dans ce domaine.

Cette recrudescence au Burkina est liée selon les ONG interrogées à plusieurs facteurs :

- L'extrême dégradation du couvert végétal et des sols des provinces sahéliennes du Nord a fait prendre conscience aux organisations de la Société civile du risque écologique encouru par les espaces du Centre et de l'Est compte tenu de la très forte pression humaine.
- La prise de conscience également des pays du Nord des problèmes écologiques ont permis le déblocage de fonds par les donateurs qui appuient de plus en plus ces ONG.
- L'implication croissante de l'Etat burkinabè et du Ministère de l'Environnement pour ces problématiques alimente une certaine dynamique notamment dans l'optimisation de la gestion des grands parcs naturels, la création de centres écotouristiques, de villages écologiques ainsi que certaines mesures comme la suspension de production du charbon de bois qui est la source d'énergie de première nécessité au Burkina, le 15 juillet 2005. Cette carbonisation constitue selon l'Etat une véritable menace pour le couvert végétal burkinabè. Il estime en effet à 593 092 tonnes de charbon de bois consommé au Burkina en 2004 tandis que les superficies concernées annuellement par la coupe du bois transformé en charbon de bois seraient de l'ordre de 370 000 ha. Pour le Ministère de

l'environnement, « l'hémorragie végétale » s'accélère et la production de charbon de bois a été suspendue jusqu'au 31 décembre 2005.

Cette démarche concourt à donner une image internationale rassurante en terme de préservation de l'environnement et à alerter les ONG et les bailleurs internationaux que les risques écologiques touchent également le Burkina. En réalité, « le désert n'a pas atteint Bobo Dioulasso » comme beaucoup d'ONG le prédisaient il y a encore vingt ans mais ce canal d'intervention au Burkina mobilise toujours davantage de donateurs potentiels et de grands bailleurs internationaux notamment par le biais des Nations Unies.

Pour un pays sahélien comme le Burkina Faso, la sauvegarde des ressources naturelles en constante diminution est devenue en même temps qu'une question transversale en matière de développement, une préoccupation grandissante pour les acteurs étatiques et de la Société Civile. Les Nations Unies, par l'intermédiaire d'ONG comme Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), appuie techniquement et financièrement les ONG et les communautés de base dans le domaine environnemental.

Tableau n°74 : Les ONG environnementales au Burkina : un phénomène récent

ONG aux activités exclusivement ou quasi exclusivement environnementales²⁶³	Année d'intervention au Burkina	Activités environnementales
NATURAMA	1990	Projets écologiques autour de sites protégés Valorisation des terroirs Ecotourisme
CENTRE D'ETUDES SCHWEITZER	1993	Protection de l'environnement <i>Valorisation des ressources locales</i> Développement de techniques
GREEN CROSS	1993	Lutte contre la désertification CES Reboisements
FEM/ONG	1993	Conservation de la diversité biologique
WORKSHOP FRANCE	1995	Habitat et protection de l'environnement
TREE AID	1997	Agro foresterie <i>Restauration de terres dégradées</i> Conservation des RN
ASSOCIATION DE RECHERCHE ET DE FORMATION AGRO ECOLOGIQUE	1997	fumure organique lutte anti érosive agroforesterie agro écologie et genre production biologique
CONVENTION POUR LA PROMOTION D'UN DEVELOPPEMENT DURABLE	1999	Reboisements Protection et aménagement de la vallée du Sourou
FONDATION NATURE ET VIE	2003	<i>Protection de l'environnement et développement durable</i>

Source : Enée G, 2006. D'après les entretiens réalisés entre 2003 et 2006.

²⁶³ ARFA associe culture et environnement par ses pratiques d'agriculture biologique et FEM/ONG renforce également les capacités des paysans en soutenant notamment les activités biologiques (apiculture, jardins botaniques...)

Si certaines ONG ont intégré des volets environnementaux à leurs activités dès la fin des années 70, on constate sur ce tableau le caractère récent des ONG qui interviennent au Burkina exclusivement dans le domaine environnemental à partir des années 90 notamment après le sommet de Rio.

Figure n°50 : Exemple d'une ONG environnementaliste : NATURAMA

« Le développement est un tout. Il faut une vision intégrée. Il faut une synergie d'action : il ne faut pas travailler en vase clos. Nous sommes membres de la fondation Afrique réseau forestier. Nous avons démarré en 1992. Nos membres fondateurs sont issus de l'administration avertis sur les problèmes d'environnement et qui ont participé à la conférence de Rio où il y a eu des expositions sur le massacre d'éléphants d'Afrique. Nous avons un intérêt citoyen, il faut nous asseoir comme une structure pour asseoir nos idéaux. Nous sommes 600 membres de l'association et 10000 en tout. Il existe un club Naturama partout dans les régions. Notre ambition est d'être présent partout dans les provinces. Mais notre vision de départ est celle de nous retirer au bout de cinq ans ».

ZONE D'INTERVENTIONS

« Nous sommes présents dans 13 provinces. Nous encourageons la création de clubs. Avec le temps, nous allons plus vers les régions qui ont un intérêt fort en ce qui concerne la biodiversité. Dans le Sud, nous avons un parc national. Nous travaillons avec les populations.

Le parc national de Pô.

A l'Est, il existe une grande biodiversité, à l'Ouest une vaste zone humide dans la vallée du Sourou. Nous sommes également présents à la mare d'Oursi et à Markoye dans l'Oudalan [...] [...] Nous sommes concentrés sur 3 sites et nous faisons du plaidoyer pour que les associations s'investissent au niveau des sites. Nous souhaiterions encourager l'union de ces clubs sur le plan national afin d'asseoir une entité forte ».

LES ACTIVITES

« Notre approche est de ne pas se substituer aux gens. Nos clubs et nos associations sont nos relais sur le terrain. Nous avons un projet de gestion des ressources naturelles. Il faut sensibiliser la population, la responsabiliser contre le braconnage et les incendies. Nous devons établir des consensus avec la population. Dans un terroir, il existe plusieurs gestions de l'espace. Il faut préserver la ressource et promouvoir une utilisation rationnelle. Il y a des animateurs dans les clubs relais qui sillonnent les villages, qui s'intègrent dans le milieu. Nous avons une production de supports d'animation grâce aux canadiens. Nous créons des revenus grâce à l'écotourisme. Nous avons développé l'expertise notamment pour l'ornithologie (mare d'Oursi, Markoye).

Nous développons les activités traditionnelles des femmes autour des aires de protection de la faune. Nous avons un projet concentré sur le parc naturel. On valorise les produits du terroir villageois. On intègre les femmes, on valorise le karité, le néré.

Une fois le parc aménagé, nous concevons des systèmes de visites. Pour la pêche, nous instaurons des périodes. Cela préserve l'environnement tout en générant des revenus aux populations. Nous accompagnons la population pour qu'elle puisse développer les initiatives. Il faut un fonds de développement local. Il faut responsabiliser la population. A Oursi, nous sommes associés pour un plan d'aménagement ; on sensibilise les riverains, les groupes des sites et on forme les animateurs ».

REUSSITE / ECHECS

« Tout dépend des moyens financiers. Nous sommes davantage en avance au Sud du pays car nous avons plus de fonds. Les processus participatifs sont très lents. Certains internalisent plus facilement.

Dans la Comoé, la chasse est coutumière : c'est culturel. Il ne faut donc pas exercer trop de pressions (humaine, urbanisation).

La chasse est régulée. Il y a des périodes, il faut tenir compte du traditionnel. [...]

[...] BAILLEURS DE FONDS

Il faut négocier des processus à long terme. Les impacts sont parfois longs à attendre mais les résultats sont intermédiaires. Pour que les indices augmentent dans les parcs, il faut du temps. C'est au niveau de la planification qu'il faut s'entendre. Nos bailleurs sont les suivants : ACDI (Canada), Bed life, FEM/ONG, WWF, Tree Aid

Le volume de nos financements tend à augmenter. Les programmes sont ambitieux. Sur des activités ponctuelles, nous pouvons convaincre des partenaires. Notre budget est de 200 millions FCFA par an. Le nombre de notre personnel a augmenté.

Nous avons 14 personnes au siège à Ouagadougou, 17 pour le parc de Pô et 2 personnes à Sourou.

EVALUATION

« Nous avons certains projets qui ont un schéma d'évaluation. Nous faisons des audits annuels financiers et organisationnels faits par des bureaux d'études rentrant dans le terme de référence avec examens des programmes d'activités.

Une ONG ne doit pas utiliser le même bureau d'études plus de 3 ans.

Il y a des appels d'offres nationales et internationales.

Il existe des procédures en matière de marché public. C'est la commission qui octroie le marché ».

PAR RAPPORT A LA DECENTRALISATION

« Nous sommes dans un esprit de décentralisation actuellement. Globalement, notre vision est de transférer les décisions au niveau des communautés locales. Nous sommes une structure d'accompagnement. Nous nous voyons comme des agents pouvant mobiliser les approches traditionnelles. Nous allons voir le maire, le préfet. Il faut collaborer avec tous les acteurs. Les associations doivent se préoccuper de leur autonomie car ils peuvent davantage travailler à proximité des populations. Naturama a sauvé la zone du bois grâce aux médias. Aujourd'hui, elle est gérée par la mairie ».

Source : Enée G, 2006, D'après l'entretien réalisé auprès de la responsable de NATURAMA, Ouagadougou.

Depuis quelques années, l'environnement se présente comme une vitrine du développement et une question majeure et certaines personnalités s'impliquent davantage au sein de la société civile notamment l'épouse de l'actuel premier Ministre qui est actuellement Présidente de l'ONG « Fondation Nature et Vie ».

Depuis plusieurs années, une diversification des opérations de développement s'opère peu à peu. La rareté des fonds alloués et la grande concentration des ONG aux interventions plus « classiques » ainsi que des bureaux d'études obligent les nouvelles associations et ONG à redoubler d'originalité pour se faire une place dans le champ du développement burkinabè.

Longtemps, des secteurs ont donc été privilégiés à la fois par les bailleurs et les ONG. Selon les ONG, la participation des populations depuis une vingtaine d'années, de plus en plus considérées en partenaires et non en récipiendaires, a semble-t-il suscité de nouveaux besoins notamment auprès des femmes et des jeunes jusque là oubliés. D'ailleurs, nous ressentons que les populations locales jouent le jeu de ces nouvelles formes de développement afin de recueillir les retombées financières de ces activités.

Seulement, si nous réfléchissons en terme d'impact sur le terrain et en efficacité, l'effet de mode consistant à toucher un seul élément à la fois comme les femmes, les jeunes, les handicapés ou l'environnement semble voué à l'échec tellement la problématique du développement reste globale. L'idée que la femme puisse constituer la solution ultime paraît utopique. Si l'accent est strictement mis sur un « élément dit faible » de la population (femmes, jeunes, handicapés), cet élément pourrait devenir une sorte de « symbole » ne reflétant pas les systèmes locaux. De plus, nous pouvons imaginer que la femme africaine déracinée du foyer risque de poser encore davantage de difficultés sociétales et de pertes de repères. Bien que les ONG tentent d'imposer ce discours fonctionnant davantage au Nord, scientifiquement, concevoir un développement avec les populations les plus pauvres, les plus marginalisées au sein de leurs sociétés mène fatalement à la déroute des projets.

4- Les critères de l'évaluation, l'audit de l'ONG et les bureaux d'études

Tout travail d'évaluation des organisations non gouvernementales s'avère délicat. En effet, il n'existe pas ou peu de bases de données complètes et fiables sur les études d'évaluation menées par les ONG au Burkina. Plusieurs raisons expliquent cette carence²⁶⁴ :

- Les évaluations de leur impact ne sont pas réalisées en assurant une diffusion auprès du grand public.
- Les évaluations concernent en général des problématiques bien spécifiques et bien limitées.
- Les évaluations sont encore trop communément considérées comme des dispositifs d'apprentissage plutôt que comme un mécanisme visant à fournir une information objective à un public extérieur.

Selon A. Piveteau, économiste du développement, « les ONG sont souvent rétives à l'exercice d'évaluation pour des raisons liées à leur réflexe d'auto-justification, mais aussi pour des raisons de moyens financiers et enfin par manque d'instruments adaptés à la nature de leurs opérations²⁶⁵ ». En effet, lors de nos entretiens, beaucoup de responsables d'ONG n'ont pas souhaité communiquer sur leurs évaluations et nous confier leurs rapports d'activités.

a- L'évaluation faite par l'ONG

Parallèlement à nos entretiens auprès des responsables d'ONG, les données recueillies furent complétées par les rapports d'évaluation disponibles dans le but de réunir le plus de matériaux possibles et d'établir en plus du travail de terrain, un jugement plus objectif sur les actions en général. Malheureusement, pour des raisons d'indisponibilité et de manque de volonté dans le prêt, nous n'avons consulté que 20% des rapports d'évaluation des ONG. En effet, si les rapports d'activités et autres textes narratifs restent facilement prêtés, les rapports d'évaluation effectués après la fin du projet sont rares au Burkina. Les très grandes ONG internationales

²⁶⁴ Riddell R-C, 1997, *Etude synthétique des évaluations des ONG. Méthodologie et impact*, OCDE/CAD. MAE, Finlande.

²⁶⁵ Piveteau A., 1993, *Les ONG contribuent-elles au développement rural ?* in Chroniques du Sud, juillet 1993.

laissent généralement ces manuscrits disponibles de même que quelques ONG souhaitant communiquer sur leurs travaux.

Ce complément nous permet toutefois d'affiner l'analyse de notre recherche sur les approches mais aussi sur les interventions des ONG au Burkina.

Aujourd'hui, les évaluations sont davantage initiées par les ONG que par les bailleurs de fonds contrairement aux années 80 par exemple. Ceci résulte entre autre de la professionnalisation de ces dernières qui souhaitent connaître l'impact de leurs activités et la manière de les améliorer.

Il n'existe pas une mais plusieurs sortes d'évaluation. On remarque une grande différence entre les plus grandes ONG dont la majorité réalise des évaluations et les plus petites, nombreuses à ne pas en faire pour diverses raisons et notamment financières.

Dans le cadre de notre étude, seule une petite moitié des ONG (47) pratiquent ou font pratiquer des évaluations rigoureuses : ante Post, à mi-parcours et Ex Post.

En effet, la taille de l'ONG semble jouer un rôle important dans la constitution de ces rapports. C'est pourquoi les plus petites ONG ne disposent ni du personnel suffisant ni des ressources financières nécessaires pour les entreprendre. Les ONG n'ayant qu'un représentant sur place parfois bénévole comme les Puisatiers, l'ONG néerlandaise ZWO ou Peoples Solidaires n'ont pas la structure adaptée à cette exigence administrative. La qualité de l'évaluation est également importante mais difficile à mesurer. Si les documents ont tendance à s'améliorer depuis une quinzaine d'années, certains ne renferment que des compte rendus d'activités en cours tandis que la plupart ne représentent généralement que des évaluations à mi-parcours. L'évaluation véritablement objective semble être celle réalisée après l'achèvement du projet.

Au vu des enquêtes, il semble que peu d'informations transitent entre les ONG et les bailleurs. Un manque de connaissances règne sur les activités et les prospections faites par les ONG au Burkina. Les bailleurs de fonds des petites et moyennes ONG apparaissent d'ailleurs très peu informés sur ce que font les ONG en matière d'évaluation. Il faut dire que les études préalables s'avèrent mal perçues, qualifiées bien souvent comme un luxe de chercheur et les ONG considèrent qu'elles n'ont pas d'intérêts à faire connaître leurs résultats à leurs bailleurs de fonds²⁶⁶.

La synthèse des rapports d'évaluation met pourtant en exergue les points forts et les points faibles des projets des ONG de notre recherche.

Guéneau M-C, Lecomte B-J, Sahel : *Les paysans dans les marigots de l'aide*. L'harmattan, 1998.

- *Les points forts*

Les rapports d'évaluation que nous avons pu consulter montrent que les ONG travaillent auprès de l'ensemble des populations ciblées en amont ce qui suppose une solide connaissance du milieu d'intervention et une bonne adaptation des projets sur le terrain.

De plus, tous les rapports reconnaissent généralement une bonne compétence technique de l'ONG qui répond très souvent aux exigences du terrain. Ceci tient du fait que seules les ONG au personnel qualifié réalisent des rapports d'évaluation.

Tous les rapports d'évaluation analysés comportent leurs points forts bien en évidence. Ils représentent les atouts de l'ONG, la justification de leur intervention.

Aussi, dans son évaluation interne de 2004 sur le Programme d'Appui à la Scolarisation en Zone Rurale au Yatenga couvrant 30 écoles et 35 villages, Développement Sans Frontières affirme que « ce programme a apporté une révolution des mentalités en faveur de l'école et des réponses attendues ».

Dans le domaine de la promotion rurale, nous pouvons mentionner l'évaluation de l'ONG Peuples Solidaires de 2002 dont les impacts observés dans les activités de CES dans la province du Mouhoun sont importants. Toutefois, l'évaluation ne précise pas le degré d'importance en terme de quantités produites ou de revenus accumulés.

- *Les points faibles*

Notons que parmi les rapports étudiés, les points faibles, les difficultés et autres insuffisances des ONG apparaissent très peu ce qui suggère le problème de la remise en question de l'ONG. Pour l'ONG, on ne parle pas « d'échec » mais plus de « contrainte ». Encore une fois, le besoin d'efficacité de l'ONG auprès du public et des bailleurs incite celles-ci à minimiser voire occulter les fausses notes en matière d'impact.

La difficulté à trouver des débouchés économiques pour les bénéficiaires apparaît comme un des points faibles fréquemment cité ce qui, au regard des différents problèmes semble minime.

Cette gêne à exprimer pleinement les réelles nécessités peut s'expliquer par la crainte pour les bénéficiaires de voir fuir les projets vers d'autres villages.

Certaines insuffisances relevées portent sur les compétences nécessaires en matière de « renforcement institutionnel et d'appui à la décentralisation », volets plus récents et de ce fait moins maîtrisés dans le cas des ONG étudiées.

Ces volets s'inscrivent au sein d'un nouveau « temps de la coopération », « le temps organisationnel » faisant appel à des experts (anthropologues, économistes, sociologues...) et s'intéressant aux OP.

D'autres types de faiblesses observées font fréquemment référence aux partenaires. Dans le cas d'une évaluation finale d'un « projet de sécurité alimentaire et de gestion des ressources naturelles » commanditée par Cathwel en 2003, on s'aperçoit que les seules faiblesses de l'ensemble du projet affectées aux partenaires portent sur l'incapacité à fournir des rapports d'activités pertinents dans les délais requis, les formations insuffisantes en gestion de projet et enfin une difficile prise en compte des conditions de durabilité. On remarque pour l'ONG Cathwel un manque de spécialistes pour la rédaction de ces rapports qui ne cernent au sein de leurs réflexions ni les facteurs extérieurs déterminants ni les populations bénéficiaires.

L'évaluation d'Africare sur les résultats du projet de sécurité alimentaire dans la province du Zondoma en 2003 ne fait référence à aucune difficulté particulière si ce n'est à l'analphabétisme important dans cette région et toutes les activités semblent réussir. Les évaluations se basent essentiellement sur des critères qualitatifs comme l'amélioration de l'organisation communautaire et le dynamisme des groupements. Le Zondoma, province déficitaire du Nord Ouest du pays, révèle des taux de développement très faibles et les problèmes y demeurent multiples.

Ces points faibles évoqués nous renseignent peu sur un contexte difficile que l'on connaît déjà (analphabétisme, pluviométrie, pression humaine...). De plus, ils ne donnent pas la possibilité aux autres organismes du développement qui souhaiteraient intervenir sur ces régions de les appréhender avec une vision claire et objective.

De même pour ceux des différentes OXFAM de l'étude (Québec, Belgique, Espagne) où les points positifs et négatifs concernent essentiellement les bénéficiaires et les conditions extérieures. On mentionnera par exemple le rapport sur le projet de CES et de gestion des ressources de décembre 2002 commandité par OXFAM Belgique qui décrit d'une part les difficultés rencontrées et d'autre part explique les solutions apportées. Pour l'ONG, nous constatons toujours les mêmes idées fausses à savoir que ces points sensibles relèvent « du manque de motivation des paysans » et des « retards dans les activités » ou encore de la « faible mobilisation des populations ». Le climat semble également mis en cause : « Dans cette zone, la pluviométrie s'améliore mais les conditions changent rapidement (migrations plus importantes, disparition d'une partie du couvert végétal, pluviométrie variable...) ».

Dans ce cas, l'ONG « plaide non coupable » et minimise son influence sur les projets. Les paramètres extérieurs constituent des justifications aux manquements du projet.

Promo Femmes Développement évoque les écueils et les insuffisances sur le plan méthodologique. Selon le rapport d'évaluation de l'ONG de 2002 concernant 45 groupements féminins répartis dans 45 villages, « la méthode participative » malgré ses avantages dans le transfert du savoir et des compétences cache plusieurs limites. Tout d'abord, « elle demande un grand investissement du personnel au niveau du temps notamment lorsque le public est véritablement néophyte ». Selon le rapport, l'autre limite concerne « le contenu même de l'enseignement qui encourt le risque d'incompréhensions pour les bénéficiaires ».

Cette démarche se révèle davantage « un faux participatif » puisque sous couvert de réciprocité avec les bénéficiaires, tout s'impose finalement de l'extérieur.

Certains rapports d'évaluation recentrent des difficultés sur leurs propres démarches et activités. On signalera par exemple le rapport de Handicap International de 2002 qui remet véritablement en cause son staff : « le rôle du Bureau Régional reste sûrement mal compris par les équipes HI concernées » ou encore « les demandes d'informations envoyées par le Bureau Régional aux équipes de terrain restent souvent sans réponses ».

Citons également en terme de transparence le rapport d'évaluation de l'ONG agro-écologique ARFA qui situe dans son rapport pour l'année 2002-2003 des difficultés liées tout d'abord aux réalisations physiques : « Certains blocages demeurent notamment dans les manques d'accessibilité à l'eau par les bénéficiaires, les problèmes de mobilisation des moellons pour la construction des diguettes ou encore le blocage de l'octroi d'équipements dans certains villages dû au non respect du remboursement des échéances ». Au niveau organisationnel, le rapport fait mention « d'un accaparement négatif des activités par les leaders villageois et d'une baisse de motivation de l'ensemble des groupements ».

L'hétérogénéité de ces évaluations difficilement accessibles ne légitime pas l'établissement d'un bilan représentatif de l'ensemble des résultats. Nous pouvons néanmoins dégager quelques constantes plus générales quant aux évaluations appréhendées en dépit des types d'activités et des espaces d'intervention variés.

Tout d'abord, la majorité des rapports montre que les ONG éprouvent des difficultés à travailler avec les structures déjà existantes localement. On le voit d'ailleurs au sein des points faibles puisque se voient évoquer régulièrement le manque de professionnalisme ou de mobilisation des OP ce qui renvoie à la question fondamentale de l'appropriation des projets.

La deuxième conséquence que l'on peut lire en filigrane reste l'incapacité à créer et à développer une dynamique économique sur le milieu d'intervention. Si d'après les évaluations effectuées, les projets mis en place représentent des réussites auprès des populations directement concernées, ils n'ont qu'un effet réduit sur l'ensemble de l'économie locale.

Cette étude des évaluations disponibles des ONG confirme qu'il faut se montrer prudent en terme de généralisation sur les interventions des ONG. De qualité inégale, ces rapports pour le chercheur viennent seulement en complément d'une étude de terrain approfondie. Ils autorisent seulement d'éclairer sur l'impact et les méthodes de développement. Si certaines évaluations sont parfaitement transparentes et objectives sur leurs propres faiblesses, ceci est très loin d'être le cas.

Selon la plupart des ONG, l'évaluation demeure une étape extérieure au projet alors qu'elle doit faire partie intégrante de tout processus de développement afin de refléter le travail fourni. L'évaluation semble trop souvent considérée par les acteurs comme une sanction de leur travail auprès des bailleurs ce qui explique son manque d'objectivité. Elle doit symboliser une construction vers une amélioration des projets à venir. Afin de les suppléer et d'assurer des évaluations pertinentes, les grandes ONG n'hésitent plus à recourir à des organes extérieurs, des bureaux d'études qui se multiplient dans les grandes villes africaines et censés détenir les compétences pour finaliser ces prospections.

b- Le rôle des prestataires

Le Burkina, sorte « de terrain fertile », voit éclore en plus des ONG de nombreuses structures privées complétant ou suppléant l'action gouvernementale. Parmi ces initiatives figurent les bureaux d'études que l'on peut qualifier par la mise en avant de prestations intellectuelles les distinguant des entreprises commerciales par exemple.

Le secteur a considérablement muté à la faveur de la libéralisation des années 1990. Avant cette période, les services techniques de l'Etat et les experts internationaux assuraient les prestations dans ce domaine. Remarquons que ces prestations se font soit en entreprises juridiquement constituées, soit en consultants indépendants.

Faisant parti du privé, ils deviennent acteurs dans les domaines majeurs du pays (souveraineté, développement humain et promotion sociale, production et soutien à la production et enfin environnement). Généralement très qualifiés sur le plan de la formation, les responsables

ont régulièrement un niveau bac+5 et la majorité d'entre eux sont plutôt des jeunes burkinabè de moins de 40 ans ce qui explique le relatif dynamisme de ces officines. L'offre de qualification universitaire permet de disposer d'un éventail d'expertise pour la conduite des études. Elle irait même croissante du fait de l'arrivée de nouveaux prestataires.

Cependant, l'organisation de cette profession s'est développée très lentement au Burkina et ce n'est qu'en 2005 que naquit officiellement l'Association des Bureaux d'Etudes, représentée par 75 structures²⁶⁷. Nous pouvons estimer entre 75 et 162 le nombre de prestataires officiant comme conseils dans les grands domaines énumérés plus haut²⁶⁸. Ces bureaux d'études proviennent pour la plupart de l'externalisation d'équipes travaillant déjà sur des projets ou pour des ONG mais également de jeunes chercheurs issus de l'université ou d'instituts de recherche ne trouvant pas de postes d'enseignement. L'aspect financier n'est pas négligeable puisque ces « élites » peuvent toucher jusqu'à dix fois le salaire des fonctionnaires.

De nombreuses contraintes de gestion des ressources humaines, matérielles et financières existent au Burkina. Certaines ONG locales, bien qu'elles fonctionnent au « ras du sol », n'ont pas forcément les moyens budgétaires et les compétences techniques requises pour répondre aux demandes des bailleurs qui eux n'ont pas les moyens temporels d'être en contact de façon régulière avec les communautés de base.

Certaines ONG se spécialisent dans la consultation professionnelle et interviennent en prestataires de services. C'est le cas de Terre des Homme Genève qui fonctionne comme un bureau d'études et vient en appui aux associations locales. TDH Genève intervient au Burkina dans le domaine de l'éducation et de la promotion sociale de l'enfance et de la jeunesse avec très peu de salariés. Le processus d'action dure trois années : la première année, l'appui est total, la deuxième, il représente 80% et la troisième année, 50% avant de se retirer complètement. En plus des activités, l'ONG fournit des conseils notamment sur la rédaction des rapports d'évaluation et des synthèses à envoyer aux bailleurs et surtout contribuer à aider celles-ci à développer leurs partenariats avec d'autres ONG mais également d'autres donateurs. En fait, ce processus consiste en un « renforcement des capacités » de la structure locale.

L'ONG ACCORD s'orienta vers des engagements plus indirects d'évaluations et de prestations de services autour d'actions d'intérêts communautaires commanditées par différentes organisations entre 1990 et 1997 avant de se repositionner vers des interventions directes autour des éleveurs dans l'Est du pays.

²⁶⁷ Yameogo C., 2005, Etude sur les créneaux porteurs au Burkina Faso. Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Jeunesse, PNUD/PRGE, BIT, Ouagadougou, 2005, p.83-86.

²⁶⁸ CAPES, 2003, Rapport général de synthèse de l'Atelier National de mise en place du réseau des experts au Burkina, décembre 2003.

On observe en outre une certaine forme de concurrence entre les organisations non gouvernementales dans le pays mais également entre les ONG et les bureaux d'études ou cabinets privés de conseil de plus en plus nombreux au Burkina. Selon J. T. Edjrokinto, consultant à l'ONU, ces cabinets privés accusent les ONG de pratiquer une concurrence déloyale, car ne payant souvent ni taxes, ni impôts, important les équipements et les matières consommables en régime privilégié (exonérations) des douanes²⁶⁹.

Il souligne également que les ONG locales se plaignent des ONG étrangères qui recrutent les meilleures ressources humaines à cause du niveau élevé des salaires pratiqués. Si cela doit exister au Burkina, nous n'avons pas été, en tout cas, confronté à ce genre de critiques durant nos recherches.

L'existence des bureaux d'études et des cabinets privés dans le champ du développement burkinabè tient en grande partie de la reconnaissance d'un savoir-faire technique et d'une expertise propre.

Environ 20% des ONG de notre étude font appel à ces consultants, souvent locaux pour pratiquer leurs évaluations. A quelques exceptions près comme l'OCADES ou Promo Femmes, ces ONG, majoritairement étrangères, ont fréquemment acquis une dimension internationale et possèdent des moyens financiers importants (PLAN, HI, LWR...) sans avoir forcément le personnel compétent pour ce genre d'opérations.

Ainsi une ONG comme « Enfants du Monde » basée à Ouagadougou fait appel à ces prestataires et notamment des spécialistes en évaluation pour monter certains projets. Dans le cas de cette ONG, les consultants indépendants sont privilégiés étant donné le coût très élevé des Bureaux d'Etudes classiques. Leur rôle consiste à assurer l'élaboration des questionnaires, des entretiens et de donner à traiter l'information par des statisticiens.

Dans le cas de « Lutheran World Relief », l'évaluation s'effectue par un Bureau d'Etudes dès le premier mois d'intervention. Celui-ci exerce de « l'appui-conseil » sur les populations bénéficiaires. Selon son responsable, le manque de personnel constitue un frein dans la finalisation de leurs études pour les bailleurs aux Etats-Unis.

Ces prestations ont évidemment un coût et ne peuvent pas être entreprises par des ONG aux moyens limités. « L'appui-conseil » revient pour LWR à 100.000 FCFA/mois durant toute la durée de l'action ce qui freine les ONG moins argentées à investir. De même pour l'audit financier qui revient selon la LWR à 2 500.000 FCFA pour l'ensemble des projets.

²⁶⁹ Edjrokinto J-T., 1997, *Le rôle des organisations non gouvernementales dans le développement des petites et micro-entreprises en Afrique de l'Ouest* (Rapport commissionné par l'ONUDI), Forum des ONG, Dakar, 5-6 novembre 1997.

La forme des ONG prend le dessus sur le fonds et l'aide véritable. Les appuis conseils aux ONG se développent parallèlement à l'augmentation du besoin de communicationnel pour ces dernières. Si officiellement ces bureaux appuient les ONG au niveau du projet pour améliorer l'impact des actions, l'aide de ces appuis-conseils s'effectue plutôt sur la forme et sur la façon pour elle de présenter leurs résultats.

Les ONG se voient ainsi jugées par le grand public sur leurs propres présentations et non sur des évaluations objectives.

Figure n°51 : Le communicationnel d'une grande ONG au Burkina : AFRICARE

Le projet de sécurité alimentaire du Zondoma²⁷⁰ fait partie intégrante de l'Initiative Régionale de Sécurité Alimentaire de Africare en Afrique Occidentale et Centrale, qui comprend en plus des Initiatives de Sécurité Alimentaire de Ouadaï au Tchad et de Goundam au Mali.

Il comporte les trois composantes suivantes :

« Renforcement des capacités communautaires » pour leur permettre de mieux modifier, analyser et résoudre leurs problèmes de sécurité alimentaire à travers le développement et l'exécution d'un programme de méthode participative et la formation des associations communautaires en organisation, gestion et conservation des eaux et des sols. Mise en place des Comités de Sécurité Alimentaire, Educateurs villageois de nutrition, alphabétisation, mise en œuvre d'un fonds de sécurité alimentaire.

« Augmentation de la productivité agricole » par l'amélioration des techniques de production, la création de puits à grand diamètre et, l'amélioration de l'efficacité dans la gestion du bétail et l'introduction de méthodes de traitement et de transformation des aliments.

« Amélioration de la nutrition des ménages » par le développement d'un programme de nutrition à base communautaire, l'encouragement de la production et de la consommation de légumes riches en éléments nutritifs issus des jardins potagers familiaux et la consommation de protéines animales, l'accroissement de la disponibilité en eau potable par la réalisation de puits à grand diamètre.

« Je considère Africare comme un des grands cadeaux de l'Amérique en Afrique. Votre travail dans chaque coin de notre grand continent a soutenu notre propre engagement à construire une Afrique forte et libre. »

Nelson R. Mandela
Ancien Président de l'Afrique du Sud
Président honorifique d'Africare

Source : Extrait d'une brochure d'Africare Burkina Faso, Ouagadougou, 2005.

²⁷⁰ Province située à 150 Kms au Nord-Ouest du Burkina.

Cette brochure montre bien l'importance que revêt le marketing pour l'ONG Africare. La rhétorique apparaît suffisamment précise et renvoie à une grande rigueur de l'ONG qui semble maîtriser son sujet en spécifiant que les projets concernent le paysan et sa famille.

La citation de N. Mandela, symbole de liberté, personnage célèbre partout dans le monde et largement apprécié, légitime encore un peu plus l'action d'Africare.

Figure n°52 : Exemple de communication de « Plan International » autour du parrainage

Témoignage d'une sponsor
Ma rencontre avec Nopoko

J'ai rencontré ma filleule!
Je parraine un enfant depuis 6 ans. Je souhaitais réaliser un voyage au Burkina, pour y retrouver une amie, et surtout pour rencontrer ma filleule et découvrir leur pays.

J'ai fait de merveilleuses rencontres, vécu de très beaux moments, mais la rencontre avec Nopoko et sa famille reste mon plus grand souvenir! Une merveilleuse journée que j'ai vécu avec une amie, qu'il est difficile de décrire tant l'émotion était forte.

...À notre arrivée, tout le village attendait au bord de la route; des enfants jouaient du tambours. Du groupe d'enfants, une jeune fille magnifique, avec des tresses perlées et un beau pagne rouge et blanc s'approche et me salue timidement; c'est Nopoko!

Tout le monde nous salue et nous serre la main avec de beaux sourires. Quel accueil! Sur la place du village, et sous un arbre sont installés tous les anciens que nous allons saluer. De petites chaises longues ont été installées, nous prenons place sans trop savoir où regarder: les tambours, les danses! Tout le monde se réunit autour de nous. Nous sommes émues, impressionnées!



La mère de Nopoko apporte l'eau de mil dans une petitealebasse. Puis son père vient nous saluer, et toute la famille s'installe sur un banc, à nos côtés, ses 3 petites soeurs et son petit frère aussi.

Les discours d'accueil et de bienvenue commencent (en français et en moré), des responsables de Plan, du chef du village, des deux volontaires Pascal et Cyprien (qui écrivent les lettres pour les familles!)

Ensuite nous visitons sa maison, le forage (à la sortie du village) et enfin son école (à 2km). Nopoko a 13 ans, elle est en classe de CM1, et a été scolarisée en 2001. Ses résultats scolaires sont meilleurs chaque année.

Après tout cela, nous sommes invitées à manger. Ils avaient préparé des dizaines de plats traditionnels! Enfin nous retournons sous le grand arbre, les danses reprennent de plus belle! Nopoko danse aussi! Nous devons déjà repartir, une journée courte mais inoubliable! Très peu de mots ont été échangés; tout était dans les yeux et le sourire!

Miss SEILLERY

Source : Plan International, Extrait du Rapport annuel 2006, Ouagadougou.

Cette autre forme de communication est sensée montrer, à travers l'exemple d'une marraine, la réussite complète de l'ONG au Burkina avec des qualificatifs très élogieux (merveilleux, émotion, impressionnées, inoubliable etc.) et incite à la multiplication des parrainages.

Si le marché de la consultation semble porteur au Burkina étant donné la multiplication des études liées aux activités de développement, il semble confronté tout de même à des critiques persistantes d'instabilité de son personnel, d'inorganisation de la profession, de corruption qui affecte négativement le rendu des dossiers, de manque de transparence, d'insuffisance parfois de moyens matériels et financiers²⁷¹.

Cette recherche de transparence et d'évaluation des activités des ONG au Burkina Faso semble marquer deux ruptures : La première rupture se développe par rapport à une méthode d'intervention passée qui date des années 70 et 80 où l'objectif était simplement d'intervenir pour assister les populations en détresse notamment durant les épisodes de sécheresse. Ce caractère caritatif et d'assistantat perdure toutefois pour de nombreux jumelages et autres projets de collectivités locales.

La seconde césure apparaît aussi importante entre des ONG qui maîtriseraient les outils méthodologiques de capitalisation et d'évaluation des projets constituant un élément moteur d'efficacité et les autres n'ayant pas les moyens ou les structures pour réaliser ce genre d'études. Les premières accentuent ainsi leur légitimité auprès du public et des bailleurs puisque ces évaluations contribuent à leur faire tirer des enseignements de leurs difficultés du passé. Les secondes, toujours plus nombreuses chaque jour, axent leurs priorités sur l'exécution des projets et les rapports d'évaluation jugés trop souvent administratifs et contraignants sont régulièrement négligés.

5- Contraste des interventions entre zones urbaines et zones rurales

Dans de nombreuses villes africaines, on a observé des taux de croissance remarquablement élevés surtout durant les années 60 et 70 [Todaro, 1997].

Selon le Ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, S. Ba, les deux plus grandes villes du pays, Ouagadougou et Bobo Dioulasso devront s'apprêter à résoudre une équation complexe : « Elles sont sous la menace d'une urbanisation galopante avec des taux de croissance de la population de 4,4% en moyenne par an pour Ouagadougou entre 1985 et 2003 et 2,8% pour Bobo Dioulasso ». Selon lui, le problème concerne également des pôles secondaires comme

²⁷¹ Yaméogo C-R., *Etude sur les créneaux porteurs au Burkina Faso*. Observatoire National de l'emploi et de la formation professionnelle. Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Jeunesse. Novembre 2005.

Ouahigouya et Banfora qui devront définir des stratégies pour résoudre les problèmes connexes liés à une population de plus en plus importante²⁷².

De fait, diverses études effectuées au Burkina rapportent des taux de chômage élevés à Ouagadougou [Lachaud, 1994] et la progression du secteur informel dans la capitale et à Bobo Dioulasso [Calvès et Schoumacker, 2004].

De surcroît, l'augmentation rapide de la population des grandes villes et la dégradation rapide de l'environnement a imposé aux services urbains de santé, d'éducation, de logement et d'assainissement des surcharges d'activités et de moyens.

L'augmentation rapide des besoins notamment dans les quartiers non lotis des villes principales et le manque de moyens des pouvoirs publics pour endiguer les nombreux problèmes amènent de plus en plus d'organisations à s'impliquer auprès de ce « public urbain ».

a- Des besoins différents

Avec la participation des structures associatives urbaines au développement rural, la ville apparaît de plus en plus comme un facteur de dynamisme pour les campagnes burkinabè.

Parallèlement, les ONG se multiplient en milieu urbain africain depuis le début des années 1990.

Pourtant, jusqu'à présent, la ville burkinabè n'a que peu mobilisé les ressources externes à travers les ONG et malgré une forte urbanisation, le caractère rural du territoire se montre particulièrement prégnant.

Dans le milieu rural, les ressources injectées demeurent par ailleurs souvent insuffisantes compte tenu des besoins existants.

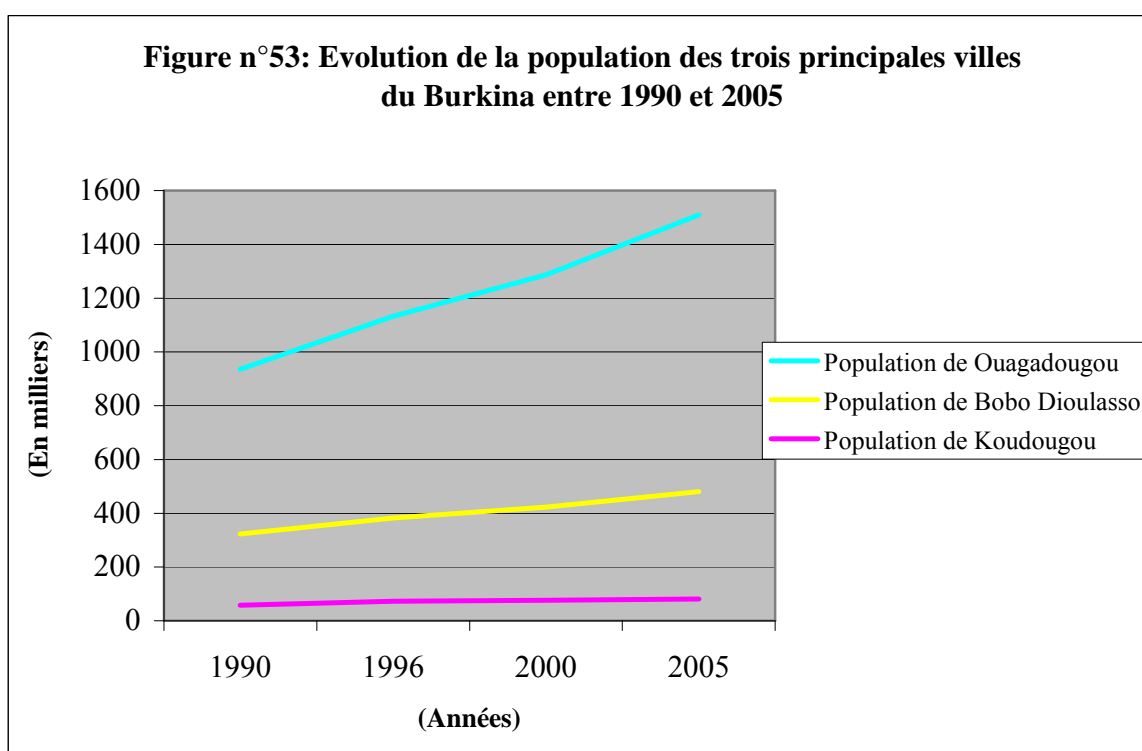
Ainsi, nous remarquons que les ONG urbaines, c'est-à-dire celles dont le siège se situe en ville (ce qui est le cas de la majeure partie des ONG étudiées) et qui déploient principalement des activités en milieu urbain restent relativement rares au Burkina²⁷³. Ceci s'expliquerait par la présence de structures étatiques plus nombreuses (les centres de soins primaires et dispensaires,

²⁷² D'Afrik H, *Habitat et urbanisation galopante. De graves menaces à Ouaga et Bobo*. Extrait du Pays n°3724, 9 octobre 2006.

²⁷³ Depuis, les indépendances, l'urbanisation se pose comme problème et défi concret à résoudre. Jaglin et Dubresson soulignent : « *La population d'Afrique noire a triplé entre 1950 et 1990, mais le nombre de citadins a été multiplié par 8, passant de 20 à près de 155 millions ; même si le rythme annuel de croissance fléchit dans les années 90, il y aura probablement 260 millions de citadins en l'an 2000 et un africain sur deux vivra en ville en 2020* » [Jaglin et Dubresson, 1993: 7].

fontaines d'eau potable, écoles de proximité...) même si de plus en plus d'associations variées visent à pallier les carences des pouvoirs publics en matière de gestion urbaine notamment à Ouagadougou.

On l'a vu, bien que les structures bénéficiaires de l'appui des ONG du Nord se situent majoritairement en zone urbaine, nous observons qu'un faible nombre d'organisations opère finalement en milieu urbain où les besoins sont pourtant de plus en plus importants compte tenu du nombre croissant d'urbains au Burkina.



Source : Enée G, 2006. D'après l'INSD (Projection de population du Burkina, février 2004)

Ce qui est vrai dans les plus grandes villes du pays (Ouagadougou, Bobo et dans une moindre mesure à Koudougou) où se concentre l'emploi de l'industrie et du tertiaire ne l'est pas forcément dans les centres secondaires. Cette différenciation spatiale peut sans doute faire intervenir au niveau des villes secondaires des revenus émanant du milieu rural et agricole, ces derniers jouant un rôle de modérateur de la crise. Les ONG doivent donc adapter leurs stratégies selon le milieu d'intervention où les besoins varient.

Par ailleurs, le manque de cadres techniques dans les villes moyennes du pays implique le recours plus important aux services déconcentrés de l'Etat ainsi qu'aux bureaux d'études qui

élaborent souvent les plans de lotissement. De nombreuses associations locales et ONG viennent en appui aux petites communes et contribuent à l'action publique grâce à des financements.

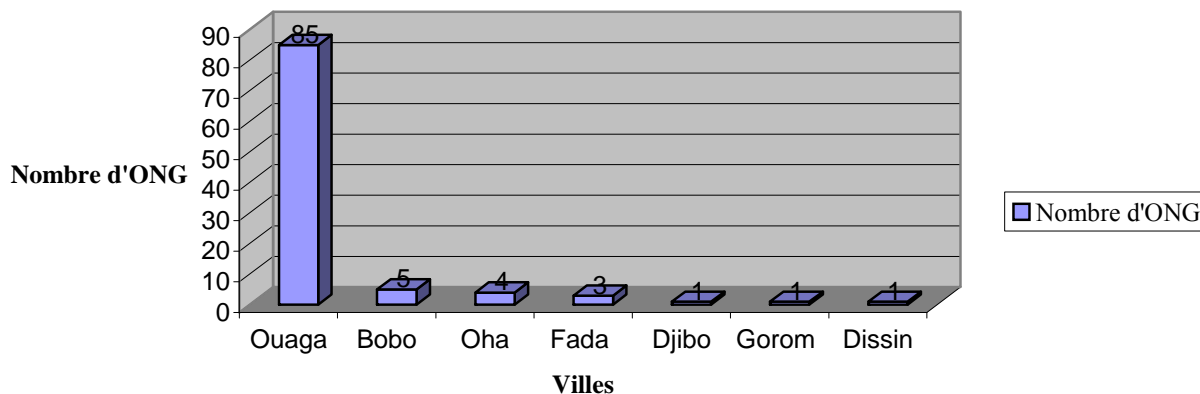
Tableau n°75 : Attraction de la capitale sur les ONG de l'étude

Nationalité des ONG enquêtées	ONG enquêtées ayant leur siège dans la capitale	Pourcentage des ONG enquêtées ayant leur siège dans la capitale
nationales	31	81%
françaises	10	71%
américaines	15	100%
britanniques	3	75%
canadiennes	5	100%
suisse	9	100%
espagnoles	2	100%
italiennes	1	50%
belges	7	100%
hollandaises	2	100%
allemandes	1	50%
Total	86	86%

Source : Enée G, 2006. D'après les entretiens réalisés entre 2003 et 2006.

Sur 100 ONG de notre étude, 86 sièges sociaux se concentrent dans la capitale. L'attraction provient de plusieurs facteurs comme la présence de services nombreux, souvent absents dans les villes moyennes, l'effet de réseau entre les ONG et la proximité des bailleurs de fonds. La centralité de la capitale confère également aux ONG un rayonnement plus important à l'intérieur du territoire [Cf. Chapitre II].

Figure n°54: Répartition des sièges des 100 ONG de l'étude dans les centres urbains du pays



Source : Enée G, 2006. D'après les entretiens réalisés entre 2003 et 2006.

Parmi les 100 ONG suivies, on observe des différences selon le milieu d'intervention. Si la plupart des ONG intervient en milieu rural, quelques ONG privilégient les projets de développement dans les villes et centres urbains.

Plusieurs raisons expliquent cette multiplication des ONG à Ouagadougou :

La position centrale de Ouagadougou implique une intervention plus aisée dans les villes et les villages ciblés. Les actions se multiplient à Ouagadougou et sur le plateau central. La proximité géographique constitue une explication de cette installation massive des sièges dans la grande métropole. Sa situation et son rang de capitale offrent conjointement un accès plus important aux différents services par rapport à d'autres centres urbains moins importants.

Cette densité forte d'ONG sur Ouagadougou autorise une plus grande communication entre les différents acteurs et facilite le travail en concertation. De surcroît, la présence des organismes tels que le DSONG, le SPONG ou le SECOS, plates-formes de coordination, situées à Ouagadougou, améliorent le travail en réseau.

On assiste ainsi peu à peu à un changement d'image de la part des ONG qui, par leurs regroupements, offrent aux donateurs extérieurs l'image d'une réelle « force de développement unie » opposée aux images de saupoudrage et d'amateurisme de projets des années 70 et 80. Cette démarche tend à améliorer leur image désormais professionnelle et à donner plus de confiance aux bailleurs de fonds.

Il est également plus facile pour les bailleurs de fonds d'avoir une représentation à Ouagadougou afin que les échanges soient davantage soutenus et le suivi simplifié. En outre, les conférences ou colloques portant sur les thématiques de l'aide au développement ont lieu à Ouagadougou. Attirer un nombre important d'ONG dans la capitale aux besoins également réels (enfants des rues, problèmes de santé, sanitaire, assainissement) semble devenu une priorité au regard de la situation générale.

Par ailleurs, le développement constitue un métier, une source de revenus ; il crée des salaires fixes, payés en ville, permettant à des familles entières l'accession au secteur « formel » si convoité²⁷⁴.

Les directions des ONG semblent bien urbaines puisqu'elles possèdent une adresse postale, un accès facile au téléphone et à Internet, des réunions s'y déroulent et bien souvent les familles des cadres dirigeants y vivent entre deux missions « en brousse ».

Des dizaines de petites associations de quartiers foisonnent également à Ouagadougou et à Bobo Dioulasso aux côtés des ONG de l'étude qui sont davantage structurées ; elles ont pour la plupart bien du mal à atteindre les dix ans d'existence. La grande précarité de ces structures tient selon E. le Bris à l'insuffisante solidité de leurs montages institutionnels²⁷⁵. Sur la base du quartier, beaucoup d'entre elles tentent de monter plusieurs activités comme le sport, l'artisanat ou la culture pour multiplier les sources de financement.

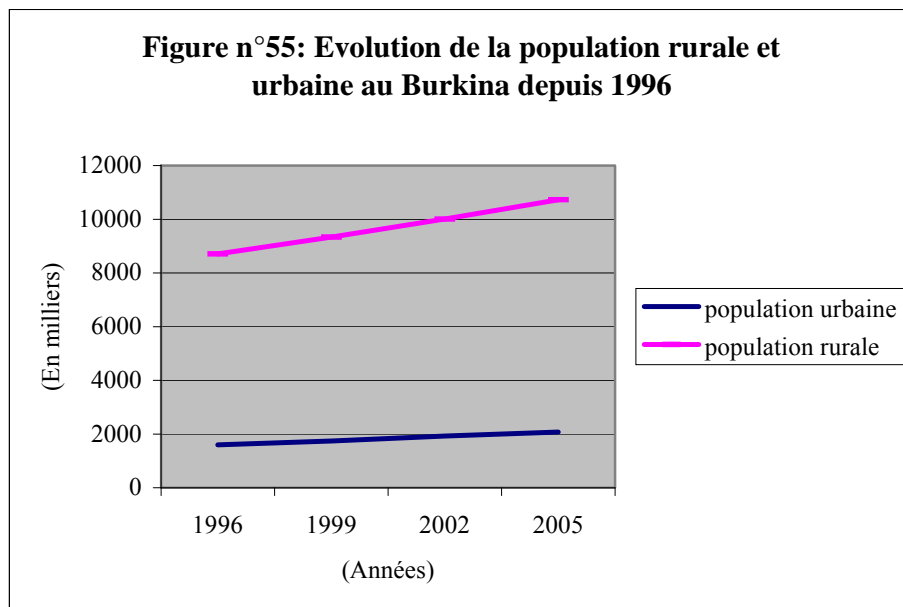
b- Une visibilité des projets contrastée

Il n'existe pas d'uniformité dans les démarches d'intervention des ONG de l'étude.

Si certaines ONG n'interviennent qu'en ville, d'autres multiplient les interventions également en zone rurale. En effet, si la population dans les villes du pays continue à augmenter, la tendance demeure à une augmentation continue de la population rurale.

²⁷⁴ Bouthier M, *Un aspect des relations ville-campagne au Burkina Faso : L'impact d'une ONG urbaine sur le monde rural* in « *Interdépendances ville-campagne en Afrique* » coordonné par C Coquery-Vidrovitch et al. L'harmattan 1996. Tiers Monde Afrique, Dynamique des Sociétés en développement. Paris VII. 293p.

²⁷⁵ Le Bris E., *Les ONG africaines investissent la scène urbaine* in : Deler J-P, Fauré Y-A (dir), Piveteau A, Roca P-J, *ONG et développement : Société, économie, politique*. Paris :Karthala, 1998, p 429-459. (Hommes et Sociétés). *ONG et Développement : Colloque International, Bordeaux, 1996/11*.



Source : Enée G, 2006. D'après l'INSD (Projection de population au Burkina, février 2004)

Ce schéma succinct nous rappelle le contexte dans lequel interviennent les ONG avec une population rurale qui augmente plus rapidement que la population citadine en dépit du phénomène d'exode rural qui se montre la principale cause de la croissance des grands centres urbains au Burkina depuis une trentaine d'années. Les conditions climatiques défavorables, le sous équipement des campagnes en infrastructures de base (routes, hydraulique villageoise...), la mauvaise diffusion des techniques, l'insuffisance de services sanitaires et socio-éducatifs provoquent des migrations aboutissant à l'augmentation de la population dans les villes²⁷⁶.

Cependant, malgré la constante croissance de la population urbaine au Burkina, le milieu rural ne semble pas répulsif et les migrations sont davantage orientées sur le milieu rural.

Nous pouvons diviser notre typologie des ONG en deux catégories :

Tout d'abord, prenons sous forme d'un tableau les ONG qui interviennent exclusivement en ville au moment de nos enquêtes entre 2003 et 2005.

²⁷⁶ Ouattara A, Migrations, urbanisation et développement au Burkina Faso. UERD, n°8, avril 1998.

Tableau n° 76 : Les structures intervenant uniquement en zone urbaine

ONG	Nationalité	Zones d'intervention	Activités
ABPAM	Burkina	Ouagadougou	Scolarisation pour les malvoyants Formations pour les adultes
ABUSHIS	Burkina	Ouagadougou	Actions en faveur du handicap
AMPO	Burkina	Ouagadougou	Actions sociales en faveur de l'enfance et des orphelins
ARHBF	Burkina	Ouagadougou	Actions en faveur du handicap
CERVOD	Burkina	Ouagadougou et les grands centres urbains du pays	Renforcement de capacités et appui institutionnel auprès d'associations de jeunes
ABBEF	Burkina	Ouagadougou, Bobo Dioulasso, Ouahigouya, Koudougou, Koupela	Actions de santé et de planning familial
PHYTOSALUS	Burkina	Ouagadougou et zones urbaines du pays	Actions de santé par la pharmacopée
ATD QUART MONDE	France	Ouagadougou	Appui aux enfants des rues et aux marginaux (santé, scolarité)
AMP	France	Bobo Dioulasso, Orodara, Houndé, Banfora	Actions de vaccination, formations en techniques épidémiologiques
JEREMI	France	Ouahigouya	Education nutritionnelle Sensibilisation, dépistage du Sida
CROIX ROUGE BELGIQUE	Belgique	Ouagadougou et chefs lieux de province	Suivi des enfants des rues Sensibilisation au Sida
MEDICUS MUNDI	Espagne	Ouagadougou	Dépistage et sensibilisation au Sida
SNV	Pays Bas	20 communes urbaines	Appui institutionnel

Source : Enée G, 2006. D'après les entretiens réalisés entre 2003 et 2006.

Ces 13 ONG dépourvues de liaisons fortes avec les communautés rurales ciblent quasiment toutes le secteur de la santé et le secteur social en privilégiant leurs actions sur la capitale.

D'ailleurs, en matière sanitaire, la concentration des ressources et de l'aide dans le Kadiogo (33,4%) indique un penchant de la politique sanitaire en faveur du monde citadin²⁷⁷.

Dans le domaine social, les différents volets se révèlent tous représentés. ABUSHIS et ARHBF se spécialisent dans l'appui aux personnes handicapées, chacune sur un quartier spécifique de Ouagadougou. Ces ONG légitiment entre autre la réinsertion sociale et économique de ces personnes en créant des activités essentiellement artisanales (tissage, fabrication de fauteuils, soudure, rempaillage...).

Beaucoup d'associations locales observées et quelques ONG de l'étude tentent ainsi de favoriser ce secteur économique notamment en créant des emplois et en normalisant de plus en plus le secteur de l'informel.

Le taux de prévalence du Sida ayant augmenté dans les villes du Burkina de même que le nombre d'orphelins depuis quelques années, plusieurs ONG de l'étude orientent leurs actions vers les sensibilisations anti-Sida comme JEREMI à Ouahigouya, Medicus Mundi dans le quartier de la Patte d'Oie ou la Croix Rouge dans le quartier Zogona de Ouagadougou.

Le planning familial et la sensibilisation à la santé de la reproduction se voient initiés par plusieurs ONG comme l'ABBEF dans les grands centres urbains du pays.

Pour compléter le domaine de la santé, Phytosalus fait la promotion de la pharmacopée traditionnelle avec plusieurs dépôts pharmaceutiques dans les principaux centres urbains. La vente des produits s'opère à « coût social ».

D'autres ONG se spécialisent dans les campagnes de vaccination comme l'Association pour la Médecine Préventive à Bobo Dioulasso, Medicus Mundi ou la Croix Rouge à Ouagadougou.

La mobilisation des urbains, et spécialement des jeunes, se fait aussi à travers des projets de nature sociale en réponse à une certaine marginalisation. Ainsi, l'ONG CERVOD tente de s'appuyer sur des associations relais dans plusieurs quartiers de Ouagadougou (Tampouy, Pissy, Gounghin, Cissin, Patte d'Oie) afin d'apporter un appui institutionnel aux jeunes, de développer des échanges, des réseaux, de créer des journaux etc. L'accès plus facile à Internet dans les villes permet également d'initier auprès des jeunes de nouvelles activités « afin de les ouvrir vers l'extérieur ».

²⁷⁷ Rapport sur le développement humain durable. Burkina Faso, 1998.

Depuis quelques années, les ONG accentuent le mouvement d'appui à la décentralisation. La SNV travaille par exemple dans ce domaine en alignement complet avec la politique nationale auprès des 20 grands centres urbains du pays.

On assiste également de la part des ONG à une reprise en main du secteur lié à l'enfance de plus en plus délaissé par l'Etat. Le nombre d'enfants des rues ne cesse de croître dans la capitale. En 2005, selon MSF/Luxembourg, il existe 5000 enfants des rues qui rentrent chez eux le soir et 490 vivant dans la rue en permanence. En plus de cette ONG qui les soigne, « Aide à l'Enfance » lutte contre tous les trafics des mineurs dans plusieurs centres urbains en plus de la capitale et en particulier sur l'axe Ouagadougou-Bamako.

« ATD Quart Monde » travaille également dans la capitale auprès des plus démunis. Dans certains quartiers, des jeunes se font suivre et des animations sont organisées par 30 volontaires conjointement avec d'autres ONG comme la Croix Rouge, MSF, AMPO ou le CREDO. L'ONG AMPO a par ailleurs créé un centre il y a quelques années afin de recueillir les enfants des rues de la capitale.

Dans le domaine de l'éducation, en plus des actions des instituts d'éducation non formelle, des centres spécialisés pour les malvoyants avec l'ABPAM à Ouagadougou qui scolarise les enfants ayant des déficits visuels et des centres d'éducation pour les enfants des rues initiées par ATD Quart Monde, permettent de suppléer l'action étatique non spécialisée dans ces domaines spécifiques.

Nous observons que ces organisations sont autant locales qu'internationales. A Ouahigouya, où dominent les structures des grands projets de développement (agro-foresterie, cultures vivrières), les initiatives communautaires urbaines prennent appui sur un mouvement coopératif paysan avec les groupements Naam et sur les ONG internationales présentes [Le Bris, 1996].

L'autre catégorie de l'étude concerne les structures initiant des projets à la fois en zone urbaine, et rurale.

Tableau n°77 : ONG intervenant en zones urbaines, semi urbaines et rurales

ONG	Nationalité	Action en zone urbaine	Action en zone rurale	Activités
SOS SAHEL BURKINA	Burkina	Ouagadougou	Villages du Nahouri	Centre d'accueil Construction d'écoles, de centres de soins
ADD	Grande Bretagne	Bobo Dioulasso Banfora Orodara	Villages du Sud Ouest	Actions pour le handicap
ASSOCIATION BURKINA SECOURS	France	Bobo Dioulasso	Région du Sud Ouest	Secours aux accidents de la route Dépôt pharmaceutique
PHARMACIENS SANS FRONTIERES	France	Tous les districts sanitaires en zone urbaine	Tous les districts sanitaires en zone rurale	Organisation de la filière d'approvisionnement en médicaments
HANDICAP INTERNATIONAL	France	Ouagadougou et la commune de Tanghin	Provinces du Kadiogo, Centre Est et Sud Ouest	Actions en faveur du handicap
AIDE A L'ENFANCE Canada	Canada	Ouagadougou, Bobo Dioulasso, Banfora, Dori, Orodara, Gaoua	Gangaol, Bani (Séno) Villages du Poni et Yatenga	Lutte contre les trafics des enfants Education non formelle
TERRE DES HOMMES LAUSANNE	Suisse	Ouagadougou	Kéné Dougou Sourou	Lutte contre les trafics d'enfants
LA BRIQUE	Suisse	Ouagadougou	Village Tapoa	Orphelinat Scolarisation
TERRE DES HOMMES ITALIE	Italie	Ouagadougou Koudougou Ouahigouya Dori	Villages autour des villes ciblées	Parrainage Appui à des associations Actions d'aide à l'enfance Aide pénitentiaire
TERRE DES HOMMES ALLEMAGNE	Allemagne	Ouagadougou Ouahigouya Koudougou Bobo Dioulasso	Zones rurales de l'Ouest et du Sud Ouest	Appui à des associations locales Lutte contre le trafic d'enfants

Source : Enée G, 2006. D'après les entretiens réalisés entre 2003 et 2006.

Sur les 100 ONG de l'étude, 10 interviennent à la fois dans les centres urbains et dans les zones rurales. Leurs actions, souvent transversales, se lient à une même thématique comme l'aide à l'enfance, la santé ou l'éducation.

Si les ONG résident au Burkina dans les centres urbains par l'intermédiaire de leurs sièges, de leurs véhicules ou de leurs bailleurs, ceux-ci continuent toujours à intervenir massivement dans les campagnes. Ville-vitrine du développement et des ONG, Ouagadougou ne constitue pas un lieu où l'on rencontre les populations bénéficiaires même si une tendance des ONG aux projets urbains semble véritablement enclenchée depuis quelques années. C'est le cas de Terre des Hommes, une des premières ONG du Nord « propulsée » dans l'urbain au milieu des années 80. TDH Lausanne lutte ainsi à Ouagadougou contre le trafic d'enfants notamment dans la carrière de Pissy où 120 enfants-ouvriers ont été retirés grâce à leur intervention. Elle initie en parallèle et en partenariat avec TDH Allemagne, des actions de sensibilisation dans plusieurs zones sensibles de trafic et très rurales, le Sourou et le Kéné Dougou, situées à la frontière malienne.

L'ONG suisse « La Brique » mène également des activités en faveur des enfants tout d'abord à Ouagadougou où un orphelinat de même qu'une école ont été construits et en milieu rural, à l'extrême Est du pays, dans la province de la Tapoa, où une école primaire et un club de football vivent le jour.

Dans le secteur de la santé, l'Association Burkina Secours (ABS) développe autour du siège à Bobo des activités sanitaires avec un dispensaire gériatrique ainsi qu'un dépôt pharmaceutique avec la promotion de médicaments génériques. L'autre volet correspond à des activités de secours aux accidentés sur les routes de la région Sud-Ouest.

Un autre domaine appréhendé par les ONG urbaines de l'étude se nomme « l'éducation non formelle ». Dans le cadre de la lutte contre les trafics d'enfants, Aide à l'Enfance Canada souhaite développer des actions éducatives. 20 centres d'éducation non formelle (CBENEF) construits par l'ONG tentent de scolariser les enfants de 9 ans à 15 ans durant quatre années et ainsi de les insérer professionnellement.

Photo n° 29 : CBNEF appuyé par Aide à l'Enfance Canada à Bobo Dioulasso (Houet, avril 2005)



Certaines de ces écoles se situent en milieu urbain comme à Bobo Dioulasso ou à Banfora. D'autres se construisent dans les zones rurales de la province du Poni à l'extrême Sud-Ouest, dans la province du Séno au Nord du pays dans les villages de Gangaol et de Bani. Les enseignants se voient nommés par le Ministère de l'Enseignement de Base. Le programme concerne 2500 enfants.

Les principales difficultés auxquelles s'attaquent les ONG dans les milieux urbains et périurbains concernent comme dans les zones rurales, les besoins primaires (santé et éducation). On s'aperçoit schématiquement que les ONG ne relevant pas du domaine agricole s'investissent de plus en plus en milieu urbain et périurbain où les besoins primaires demeurent insatisfaits.

Par contre, l'aspect environnemental de plus en plus intégré dans les projets ruraux semble négligé de la scène urbaine malgré tous les problèmes rencontrés notamment dans les quartiers périphériques où aucune politique d'assainissement d'envergure, ne pouvant se substituer aux travaux publics, n'apparaît véritablement engagée.

Il existe donc une adaptation de la part de ces organismes par rapport au milieu d'intervention. La plupart des ONG qui interviennent en ville privilégient des entrées sectorielles. Des projets autour de la jeunesse et des nouvelles technologies sont davantage mis en avant en milieu urbain de même que les activités ayant pour public des marginaux ou de jeunes désœuvrés plus isolés et confrontés à des phénomènes d'addictions qu'en zone urbaine ou au village. Ainsi

le nombre de mendiants explose en milieu urbain, M. Poncelet écrivant d'ailleurs que ces mutations engendrent ainsi le phénomène de l'individualisation du sujet [Poncelet, 2002].

Les petites structures essentiellement bénévoles agissent à la fois en milieu urbain et en milieu rural pour plusieurs raisons. Ainsi, le Directeur de l'ONG « La Brique » étant originaire de la Tapoa, le choix d'engagement se porte tout naturellement vers cette province. L'option d'ABS concerne des questions pratiques, financières et la proximité géographique de la zone d'intervention.

Les zones d'intervention des grandes structures internationales comme Pharmaciens Sans Frontières, Aide à l'Enfance ou Terre des Hommes dépendent de la stratégie de l'ONG en adéquation avec les besoins prioritaires des régions.

Au Burkina Faso, pays à économie majoritairement rurale où 85% des actifs travaillent dans l'agriculture, les ONG interviennent logiquement plus dans le développement rural. Même si selon J-P. Lachaud, Directeur du Centre d'Economie du Développement, un tiers seulement de la population burkinabè serait susceptible de vivre en ville en 2030²⁷⁸, la forte croissance démographique de la capitale et des villes secondaires du pays pose tout de même la question de l'action des ONG en milieu urbain où les difficultés sont également considérables [INSD, 2000].

Plusieurs politiques instaurées par l'Etat ont tenté de limiter la croissance excessive de ces villes notamment la politique de promotion des villes secondaires fin des années 80 [Bolay, 2000] ou plus récemment la politique nationale pour encourager les investissements du secteur privé dans les villes secondaires afin de contribuer à une meilleure distribution spatiale de la population [Burkina Faso, 2001]. Cependant, les effets ne sont toujours pas palpables.

La majorité des ONG continue d'axer leurs interventions sur les campagnes burkinabè puisque 80% des ONG de l'étude n'interviennent pas en zone urbaine semblant laisser le soin aux petites organisations de quartier d'assurer une certaine dynamique associative.

²⁷⁸ Lachaud J-P., *Urbanisation, pauvreté et capacités : nouveaux défis des stratégies de développement ? Une approche spatio-temporelle au Burkina Faso.*

CHAPITRE XI : DEMARCHES A ADOPTER POUR VALORISER LES SYNERGIES DES ONG DE L'ETUDE

Au cours des visites qui se sont succédées sur les différents sites, nous nous sommes rendus compte des attentes que suscitait l'intervention des projets pour les uns ou parfois du désintéressement pour les autres (devant des projets manifestement mal adaptés ou traînant en longueur).

L'élaboration d'un bilan des actions peut être tentée. Par rapport aux résultats enregistrés au cours de notre étude, il paraît intéressant d'effectuer la synthèse des démarches qui fonctionnent pour certaines ONG de l'étude et la synthèse des actions à valoriser pour d'autres.

Ainsi, parmi l'ensemble des actions suivies par les ONG, le premier point semble d'améliorer l'appropriation des projets par les populations. En effet, en plus de la qualité intrinsèque du projet, connaître le degré de motivation des populations ciblées par l'ONG conditionnera également la cohésion du groupement, sa participation, l'appropriation des actions et la bonne exécution des futurs projets.

Le deuxième point, compte tenu du grand nombre d'ONG au Burkina, semble l'amélioration de la coordination des actions sur des zones ciblées.

Enfin, la dernière démarche à valoriser pour un grand nombre d'ONG est de veiller à une plus grande qualification de son personnel faisant naître une amélioration de la qualité des projets et de l'efficacité.

1- L'appropriation des projets par les populations locales

Etant donné le grand nombre de régions déshéritées en matière de développement local au Burkina Faso, l'objectif des ONG ne devrait pas être d'intervenir sur certaines zones précises durant de longues périodes mais d'arriver à rapidement autonomiser les populations bénéficiaires. Chaque projet devant être pensé et réalisé par l'ONG dans le but d'être intégré puis approprié par ces populations. Il paraît donc intéressant de mesurer l'appropriation des activités entreprises par les 13 ONG de l'étude.

Si ces « récipiendaires » mobilisent des ressources humaines et matérielles comme pour la construction d'une retenue d'eau par exemple, le projet qu'ils n'ont souvent pas demandé ne représente alors qu'un élément extérieur au village.

Certaines ONG accordent une importance particulière aux relations tissées avec les populations. Il s'agit alors non plus de faire participer la population à la seule mise en place du projet mais aussi à sa conception.

La participation et la motivation des groupements concernés par le projet représentent des baromètres quant au bon fonctionnement de l'action.

Cependant, les histoires des autonomisations ratées ou particulièrement difficiles montrent que contrairement à ce que croit souvent l'ONG, le bon fonctionnement d'un projet tant qu'elle y intervient encore directement, ne garantit pas que ces conditions soient satisfaites sur le long terme. En effet, l'unanimité apparente masque parfois des points de vue éloignés ; la présence de l'ONG peut inciter les populations à appréhender positivement les projets alors que leurs intérêts divergent.

« Le jeu des acteurs du développement au Burkina » consiste généralement à positiver les résultats et à créer certains besoins chez les intéressés afin de toujours susciter l'intérêt des donateurs.

Parmi les interventions des ONG de l'étude, on remarque ainsi des différences importantes en terme d'appropriation des projets.

Plusieurs questionnements sont nécessaires afin de s'assurer de l'appropriation d'une activité par les communautés. Ce questionnement fut réalisé au cours de nos enquêtes de terrain.

Le premier entretien concerne la présence de leadership local et la motivation des communautés à « prendre en main les opérations » après le retrait de l'ONG. Ensuite le positionnement de l'ONG vis à vis des autonomisés et les relations entre le siège et les bénéficiaires s'avèrent importants. Enfin, toute l'ambiguïté de l'autopromotion consiste à se demander si l'ONG a suffisamment responsabilisé les futurs « autonomisés » ?

Par ailleurs, la baisse de participation aux assemblées générales villageoises peut apparaître comme un indice de démobilisation progressive des populations. Parfois, même les membres des comités de développement villageois sensés être plus disponibles car ayant pris des engagements fermes devant les populations préfèrent vaquer à leurs occupations au détriment du bon fonctionnement de leur cadre de concertation.

Pour générer des résultats positifs sur le terrain, les partenaires au développement recherchent l'efficacité, l'efficience et l'appropriation par les bénéficiaires pour toutes leurs actions. Selon l'ONG AQUADEV, ces trois états pris individuellement, restent indispensables à l'atteinte de l'objectif global de tout projet même si reconnaît l'ONG, ces trois principes restent très difficiles à combiner sur le terrain [AQUADEV, 2003].

Si les critères d'évaluation, de pertinence ou d'efficience participent d'un nouvel affichage, la notion « d'appropriation » longtemps restée absente de la littérature du développement et encore plus des rapports d'activités des ONG s'impose aujourd'hui.

Dans le cadre des actions des 13 ONG de l'étude, les relations varient d'une organisation à l'autre et d'un territoire à l'autre.

D'après les enquêtes, si aucune des populations bénéficiaires suivies n'est véritablement autonome à ce jour pour continuer les activités sans partenariat, on observe tout de même des différences notables selon les cas.

Spécifions tout d'abord que l'appropriation des activités par les locaux est davantage visible dans le domaine de la promotion rurale et de l'hydraulique villageoise étant donné que le public visé est majoritairement paysan et donc en principe à même de poursuivre les techniques conseillées ou les aménagements entrepris lorsque le projet se retire.

A. Piveteau estime que toutes les études effectuées sur les barrages au Burkina montrent que le plus petit entretien courant à la portée des populations n'est pas apporté puisque ces

réalisations n'appartiennent en fait à personne et chacun en a l'usufruit [A. Piveteau, 2004]. Les bénéficiaires préfèrent référer le plus souvent au concepteur du projet ce qui prouve selon l'auteur l'extranéité, c'est à dire le caractère étranger des projets aux yeux des populations. De fait, la longueur des chantiers pour de telles réalisations et les conflits qui peuvent en découler limitent l'appropriation par ces populations.

Ainsi, le grand barrage de Soumiaga initié par la FNGN apparaît comme un exemple de ce manque d'appropriation et de délaissement d'ouvrage puisque l'entretien régulier de cet édifice n'a pas été réalisé.

En matière d'hydraulique et de construction de forages, on remarque un certain paradoxe : malgré le fait que la population contribue souvent à hauteur de 10% à l'aménagement de ces ouvrages notamment avec Peuples Solidaires, l'AFVP, l'OCADES ou la FNGN, beaucoup de ces forages se détériorent ou ne sont plus fonctionnels. Les futurs bénéficiaires contribuent au financement par un apport de main d'œuvre au cours des réalisations souvent sans être rétribués ce qui engendre peut-être une envie moindre de s'impliquer par la suite au bon fonctionnement de ces points d'eau.

Auprès d'autres groupements, relevant plus d'une succession d'aménagements ponctuels et de court terme que d'approches véritablement structurantes du tissu associatif local, ces opérations n'ont par conséquent pas été suffisamment intériorisées par plusieurs groupements rencontrés. Malgré la présence de nombreux leaders paysans formés depuis longtemps par ces ONG, on observe un grand nombre d'échecs dans ce domaine.

Pourtant, l'intensité de l'accueil et la forte implication villageoise dans un grand nombre de villages témoignent de l'engagement des populations pour leurs infrastructures. Le fort degré d'utilisation de certains points d'eau représente un signe de l'appropriation par les bénéficiaires. Plusieurs personnes interrogées ont déclaré que les installations leur appartiennent. Ceci semble lié notamment à l'approche basée sur la demande, par une certaine implication des villageois dans la préparation du projet. Dès que la continuité du service rendu par le point d'eau était garantie, ce dernier a fait rapidement l'objet d'une « institutionnalisation » au sein du groupement.

Globalement, les opérations de maraîchage semblent susciter une appropriation plus forte même si l'arrêt de l'activité de l'ONG comme le CECI dans l'Oudalan entraîne bien souvent la fin des projets. Malgré tout, de nombreux groupements appuyés par l'OCADES sont aujourd'hui autonomes et poursuivent leurs activités de culture de contre saison. Pour cela, tout un travail d'autonomisation de la part de l'ONG a été effectué notamment dans les provinces du Kadiogo et du Bazéga sur le Plateau Central mais aussi à l'Est du pays dans le Gourma. Le renforcement des capacités des membres associé au grand nombre d'acteurs et à un tissu associatif très serré

accélèrent le processus d'appropriation puis de reproduction des activités. La présence de nombreuses leaders paysannes impliquées dans le tissu associatif (groupements de couture, tissage, tannage du cuir...) favorise ce processus.

Dans leurs opérations de sécurité alimentaire, les ONG de l'étude sont quasiment unanimes pour dire qu'il est pratiquement impossible que chaque producteur puisse acquérir dans le court terme un équipement adéquat lui autorisant la lutte contre la dégradation des ressources naturelles.

La fourniture d'outils peut ressembler à un tremplin pour une structure pré-coopérative viable à long terme. Ce mode de gestion favorise en effet une appropriation par les bénéficiaires. Le principe de location du matériel géré par les producteurs eux-mêmes et prôné par l'ONG s'avère également un atout du projet, véritable moyen de responsabilisation progressive des paysans. En vérité, cet apport, toujours de l'extérieur, constitue un moyen de pression sous-jacent sur les paysans et génère encore et toujours de l'assistanat mais sous une forme différente.

Ainsi, une telle responsabilisation entre en droite ligne de la politique gouvernementale actuelle pour le développement local.

Dans le secteur de la santé, les actions concernent pour les infrastructures surtout des constructions de dispensaires, de latrines ou des actions les plus diverses effectuées par des spécialistes médicaux tels que les consultations, les vaccinations, le planning familial ou la réadaptation des personnes handicapées. « L'appropriation », dans la perspective projet passe, dans le secteur de la santé, par des visites régulières prônées par les ONG au dispensaire ou dans les centres de soins primaires pour les femmes enceintes par exemple. En ce qui concerne les activités en faveur des personnes handicapées, « l'appropriation » semble beaucoup plus difficile étant donné les faiblesses organisationnelles, économiques et sociales de ces personnes souvent laissées pour compte. L'ONG ADD ne parle pas d'appropriation des projets mais « d'assimilation » puisqu'elle estime que les bénéficiaires auront très difficilement les capacités de poursuivre par eux-mêmes les activités, de trouver de nouveaux débouchés dans les actions économiques et de nouveaux bailleurs de fonds. Même les membres d'ADD estiment qu'ils ne sont pas suffisamment prêts pour agir lorsque les projets se retireront. Si les projets et notamment les formations engendrent une amélioration de leur quotidien, ADD souligne qu'aucune personne appuyée n'est capable de souscrire des crédits dépassant 50.000 FCFA ce qui limite leur autonomisation.

Dans le domaine de l'éducation, la notion « d'appropriation » demeure difficile à appréhender puisque les activités s'adressent à un public jeune et concernent des appuis physiques à la scolarisation comme des constructions d'écoles, de cantines ou des parrainages. Le seul cas véritablement observé concerne le projet « mouton contre fourniture » de l'ONG DSF dont l'engouement paraît important dans la province du Yatenga occasionnant une autogestion de

la part des familles de plus de 1000 élèves avec un pourcentage d'échec très minime [Cf. Chapitre VIII].

D'après les projets suivis, les activités environnementales représentent sans conteste les activités les plus difficiles à maintenir et à intégrer après le retrait de l'organisation.

A l'exception de quelques projets, la population ne voit pas la nécessité de sauvegarder l'environnement des sites sensibles. Ce manque d'appropriation, sans doute lié au déficit de conscientisation et de formation de la population ainsi qu'à l'approche des projets, met l'accent sur la phase de préparation et de construction au détriment d'un suivi adéquat.

Des ONG telles que ARFA, la FNGN ou l'OCADES qui consacrent un volet de leur travail à l'action environnementale éprouvent de grandes difficultés à transférer les compétences agro écologiques sur leurs groupements. Les activités de reboisements visités n'ont qu'un taux de réussite faible et un impact très limité sur le milieu d'intervention et ce malgré le suivi de l'ONG.

Les réussites enregistrées se situent davantage dans le cas des techniques de productions de fumure organique où les paysans peuvent reproduire les procédés d'utilisation pour enrichir les sols même après le départ de l'ONG. On enregistre ainsi une bonne appropriation des techniques et une reproductibilité de ces méthodes à condition de garantir l'accès au matériel agricole ce qui n'est pas toujours le cas étant donné leur obsolescence rapide.

« Le processus d'appropriation » par les bénéficiaires implique leur motivation, et leur maîtrise des solutions matérielles, humaines et sociales mises en œuvre. Selon A. Piveteau, « Le caractère ponctuel des interventions, la participation restreinte à la seule mobilisation du travail villageois et le jeu complexe de l'assistance n'ont pas accru la mobilisation des bénéficiaires ».

Les difficultés observées en matière d'appropriation de projets ne semblent pas être liées à des critères spatiaux ou géographiques mais concernent les populations les plus indigentes ou les groupes sociaux en difficultés comme les femmes, les jeunes ou les personnes handicapées.

L'appropriation par les acteurs est fortement liée à la démarche de l'ONG et dépend de la pertinence du projet, de la contribution des bénéficiaires, de leur implication dans la gestion des bénéfices. Si la présence de leaders paysans est importante, elle doit seulement venir en appui à la bonne cohérence du projet.

Plus le renforcement des capacités de la communauté concernée sera amélioré et plus les chances d'appropriation des projets seront importantes.

L'objectif pour toutes les ONG devrait être de transformer l'engagement des populations en une réelle appropriation, en renforçant l'intégration des bénéficiaires et acteurs dans l'identification, l'instruction et la gestion du programme (responsabilisation des acteurs)²⁷⁹.

Afin de garantir cette appropriation, les ONG auraient intérêt à élargir le partenariat à toute une gamme d'acteurs (collectivités locales, associations, groupements, structures d'appui au développement,...) tout en améliorant la communication et en les informant sur les spécificités de leurs différents programmes. Pour une meilleure appropriation des projets de la part des bénéficiaires, la question de la concertation des actions semble donc incontournable.

2- La coordination au centre du débat non gouvernemental

Selon J-P Olivier de Sardan, socio anthropologue, l'ensemble des acteurs du développement au Burkina Faso intervient dans une *arène, lieu de confrontations concrètes d'acteurs sociaux en interaction autour d'enjeux communs* [Olivier de Sardan J-P, 1995 : 173-180]. Cette notion d'arène, proche de celle de champ, proposée par Pierre Bourdieu, aide à comprendre les dynamiques sociales qui se construisent autour des protagonistes et des différents enjeux. Si les ONG ont toutes le même intérêt sur des secteurs ou des zones variées, à l'intérieur de cet espace se tisse pourtant un système d'alliance, de concurrence, de compétition ou de coopération entre ces acteurs.

La mise en réseau de ces organisations, chacune issue d'une initiative et d'une histoire spécifique s'avère délicate. Etant donné le grand nombre d'organisations au Burkina, chaque intervention tend à créer « sa communauté autour d'elle en développant « ses circuits courts », c'est à dire en réorganisant l'ensemble du tissu organisationnel présent au niveau local autour de ses finalités, souvent sans respect des missions propres des différents acteurs et sans respect de la détermination de leur mise en place (élection, consensus, démocratie « participative »)²⁸⁰.

Comme évoqué précédemment, la situation des ONG au Burkina demeure très floue, souvent comparée à une sorte de nébuleuse dont les éléments opèreraient indépendamment les

²⁷⁹ Evaluation des projets d'hydraulique en cofinancement avec les ONG en Afrique. Rapport final de synthèse, PARTICIP GmbH, février 1999, 108p.

²⁸⁰ Freudiger P, Jacob J-P, Naudet J-D, *Stratégies et instruments du développement à l'échelle locale : Examen comparatif à partir du cas burkinabè*, février 1999. Transverses n°4. 21p.

uns des autres. Multiplier les échanges entre ONG coordonnerait plus facilement les actions et rendrait davantage cohérente l'approche générale.

La répartition spatiale très inégalitaire est la conséquence de la grande liberté dont jouissent les organisations tout d'abord dans leurs démarches puis au niveau de leurs zones d'intervention.

Après avoir analysé la situation des réseaux d'ONG à l'échelle nationale [cf. Chapitre XX], il est intéressant de connaître à l'échelle locale, toujours à l'aide de notre échantillon représentatif, les systèmes d'alliances entre les divers acteurs présents sur le terrain.

Tableau n°78 : Les autres organisations présentes sur les zones d'intervention des ONG de l'étude

ONG	Lieux d'intervention	Autres organisations présentes²⁸¹	Coordination²⁸²
FNGN	Soumiaga	Association ANARE, ONG DSF, Projet semi étatique FEER, CRPA	Coordination insuffisante
DSF	Nimpouya, Tangaye, Tougué	FNGN, JEREMI, Projets d'Etat NEED, PEN, CRPA	Pas de coordination
OCADES Ouaga	Saaba, Dalpélogo, Goumsa, Laye	FDC, Sahel Solidarité, Nom Taaba, Mani Tese	Coordination avec Sahel Solidarité et Nom Taaba
CCFC	Koubri, Koumsagha	Cathwel, Action Sociale	Coordination avec Assemblées de Dieu
CERVOD	Quartiers Tampouy et Sig Nonghin (Ouaga)	Promo Femmes ONG RAJS, African Solidarité	Coordination avec des associations
CECI	Korizéna, Doumam, Débéré, Gorom, Tin-Agadel, Beïga, Markoye, Dembam, SalMossi, Tokabangou	ONG UFC, ADRA, Services d'Etat	Pas de coordination
OXFAM	Bérégadougou, Moussodougou	Services étatiques	Coordination avec les associations
CIDI	Dissin	Sahel Solidarité, Services étatiques	Pas de coordination
AFVP	Babora	Services étatiques	Pas de coordination
PS	Kari, Ouarkoye, Wakui	Services étatiques	Pas de coordination
ADD	Quartier Centre de Bobo Orodara, Banfora	SNV, Association REPAAJ Association Inter Développement Projet étatique PAMER	Pas de coordination
OCADES Bobo	Yéguéresso, Kokorowé Sogossagasso, Dodougou, Sébé Kwan	Associations Epicentre, BKF, Hunger Project PNGT	Coordination avec les CVGT
OCADES Fada	Koadifagou	Iles de Paix , Services étatiques	Pas de coordination
ARFA	Napaliangou, Boudangou	ONG TIN TUA PNGT, services étatiques	Coordination avec les CVGT
HKI	Kpentiagou, Moemba	Cathwel, PLAN	Pas de coordination

Source : Enée G, 2006. D'après les entretiens réalisés entre 2003 et 2006

²⁸¹ Témoignages recueillis d'après les ONG et les bénéficiaires.

²⁸² Idem

Une des premières questions de nos entretiens concernait le nombre d'ONG intervenant sur le village afin de connaître les acteurs en présence.

Dans les réponses, collectivement, on note une certaine confusion puisque beaucoup de bénéficiaires confondent les ONG avec les projets étatiques ou les associations locales. Les résultats sont fluctuants selon les études de cas. Sur 450 personnes interrogées, environ la moitié a pu citer d'autres organisations. Une question consistait en fin d'entretien à leur demander s'il existait une réelle coordination entre les ONG présentes sur le village de l'étude.

S'agissant de la FNGN, si un quart des interrogés n'a pas d'opinion, 75% pensent qu'il existe une certaine coordination puisque des réunions sont régulièrement organisées entre l'ONG et les leaders paysans. Néanmoins, ils pensent que cela ne se concrétise pas par des actions communes sur le terrain.

Selon les bénéficiaires, plusieurs ONG interviennent seules et n'ont pas d'actions coordonnées avec d'autres organismes. C'est le cas de DSF, seule ONG à intervenir dans le domaine de l'éducation sur ce secteur. Pour les ONG CECI, CIDI ou ADD, l'absence de coordination relevée par les intéressés s'explique par leurs actions effectuées sur des zones enclavées et des villages relativement isolés ainsi que par le faible nombre d'organismes du développement dans leurs rayons d'action.

On note en général que les personnes interviewées n'ont de contact avec l'ONG que pour les projets et sont tenues à l'écart des réunions entre les responsables des organismes. Le problème de la distance entre l'intervention de développement et la réalité des bénéficiaires est inhérent à l'intervention sociale, au décalage de conditions matérielles et de culture entre les populations et les animateurs, agents de développement ou responsables de l'ONG.

Ainsi, HKI fait partie d'un consortium intervenant sur la santé à l'école avec les ONG Cathwel, Fonds de Développement Communautaire et Save The Children alors que les bénéficiaires estiment qu'il n'y a pas de coordination avec d'autres ONG. Ceci montre bien le décalage entre ce que perçoit le paysan et la réalité. Dans le cadre des questionnaires, les bénéficiaires ne citent que les acteurs avec lesquels ils sont en contact. Bien souvent, les réponses ne se résument qu'à des noms correspondant aux animateurs, personnes les plus régulières et intermédiaires entre eux et l'ONG.

D'après les réponses obtenues, les facteurs géographiques semblent influencer la coordination. En effet, sur le Plateau Central, la présence très importante de nombreuses organisations étatiques ou non gouvernementales facilitent davantage les rapprochements et les concertations entre acteurs. On le constate notamment avec « l'OCADES Ouagadougou » où plusieurs maraîchers ont déclaré qu'elle intervenait avec Sahel Solidarité et FDC mais aussi

l'association locale Nom Taaba dans le village de Goumsa. Pour les populations sondées à Laye, la coordination existe entre l'OCADES, l'ONG Mani Tese mais aussi la Mission Catholique. La proximité religieuse semble jouer un rôle facilitateur dans ce genre de relations.

Pour le CCFC qui intervient à Koubri, proche de la capitale, son action éducative ciblée sur plusieurs écoles s'effectue en partenariat avec les Assemblées de Dieu, fondatrices des écoles, mais également l'enseignement catholique.

Parfois, le grand nombre d'organismes ne reflète pas toujours un processus de coordination.

Au niveau de certaines provinces, il existe des cadres de concertation techniques pouvant regrouper plusieurs ONG. C'est le cas de la province du Gourma ou du Houet puisque l'ONG ARFA et l'OCADES travaillent avec le Plan National de Gestion de Terroirs. Ces ONG sont partenaires des Comités Villageois ; les animateurs sont donc en contact permanent avec les leaders paysans qui transmettent ainsi les informations.

Globalement, le manque d'organisation et de coordination est surprenant dans un pays qui compte autant d'ONG. Cette situation débouche constamment sur des incohérences au niveau des terrains d'intervention. Parfois, plusieurs acteurs interviennent dans les mêmes domaines d'action sur des zones identiques alors que certains villages apparaissent totalement dépourvus d'aide. Citons le cas de la commune de Ouahigouya et des villages du Yatenga où Pharmaciens Sans Frontières, ECLA, FNGN, DSF, JEREMI, GVC sont présents mais interviennent tous individuellement. Etant donné le système actuel, chaque communauté bénéficiaire tente de capter l'aide de son côté ce qui provoque parfois des télescopages de plusieurs ONG sur un même village.

Des effets négatifs ont été observés lors de nos recherches sur le terrain dans plusieurs villages du Yatenga mais aussi dans plusieurs villages de l'Oudalan au Nord du pays. On remarque à chaque fois une tendance à la dispersion des efforts des bénéficiaires et bien souvent une détérioration des relations familiales ou communautaires.

Les causes de ces incohérences se situent à différents niveaux.

Tout d'abord la prolifération des organisations et groupements paysans dans les villages burkinabè incite chacun à capter un maximum d'aides extérieures au détriment d'une logique de développement. Les futurs bénéficiaires prennent les projets sans pour autant que ceux-ci correspondent à leurs besoins ; ils espèrent les orienter par la suite vers des activités qui leur seraient bénéfiques. Ensuite, la volonté d'améliorer leur condition pousse les populations à fixer les projets au village. Enfin, la mauvaise information des acteurs développe des situations parfois absurdes de doublons des activités. On le remarque dans certains villages comme dans le

Mouhoun et les provinces proches de Ouagadougou où les forages sont très nombreux contrairement à certaines zones du Sud Ouest parfois totalement dépourvues en la matière. Les PDL ne sont hélas pas toujours suivis par les intervenants extérieurs disposant de leurs propres schémas d'action.

Afin d'éviter ce genre de situations, il semble nécessaire qu'à l'instar des bénéficiaires regroupés sous formes de Comités de Gestion ou de Comités Villageois, les ONG se retrouvent entre elles afin d'échanger sur leurs méthodes d'intervention et sur leurs activités. Il est nécessaire également de collaborer davantage avec les intermédiaires (leaders, chefs coutumiers, élus, animateurs) afin d'harmoniser les projets et d'éviter les concurrences par la suite. Cette harmonisation permet au discours de l'ONG de rester toujours identique pour les intermédiaires et pour les bénéficiaires.

Ajoutons que dans le cadre de la décentralisation, les ONG doivent de plus en plus chercher la complicité des administrations centrales afin d'éviter les difficultés énoncées ci-dessus. Elles doivent travailler en étroite collaboration avec les services étatiques décentralisés qui manquent singulièrement de moyens.

Si certains cadres de concertation existent au niveau provincial, si des PDL se multiplient, on assiste à un manque de transparence évident du côté des communautés villageoises et du côté des ONG où les relations inter organisations demeurent timides hormis les grandes réunions organisées nationalement par les collectifs à Ouagadougou.

Les opérations de développement résultent donc de mécanismes complexes faisant intervenir des acteurs multiples aux démarches encore plus variées. Tous ces organismes, agents et institutions ont leur propre logique ce qui tend à expliquer les difficultés de rapprochements entre ONG.

3- Vers un abandon de « l'amateurisme »

Dans un contexte où les bailleurs et l'opinion public en général souhaitent de plus en plus de transparence, de nombreuses ONG se professionnalisent d'un côté, contractualisent avec d'autres organisations de l'autre. Parallèlement, de nombreuses associations et projets de développement se créent tous les jours au Burkina sans qu'on puisse véritablement en connaître la rigueur des projets et leurs effets sur le terrain.

a- Un nombre toujours croissant d'ONG professionnelles

Si le personnel des ONG fut longtemps caractérisé par des formes de volontariat et partiellement de bénévolat, la professionnalisation des organisations se développe de plus en plus. Les fonctions administratives augmentent en même temps que l'investissement dans le matériel informatique devient indispensable afin de faciliter les relations et la communication entre l'ONG et les bailleurs généralement à l'étranger.

Les engagements des ONG se révèlent le produit d'une interaction entre ce qui procède d'une logique de territoire et d'une nécessité de bien identifier les bénéficiaires. Pour C. Simonnot, la combinatoire de ces impératifs de l'action renvoie à une nécessaire professionnalisation²⁸³.

Prenons l'exemple des ONG belges ; elles sont une quinzaine au Burkina actuellement et un degré de professionnalisation et d'expérience est nécessaire depuis le début des années 2000 pour qu'elles obtiennent un agrément attribué par la Direction Générale de la Coopération au Développement, c'est à dire une direction gouvernementale. Cette situation prouve une nouvelle fois la faible marge de manœuvre des ONG contraintes d'agrément par l'Etat belge et par l'Etat burkinabè et ne possédant de « non gouvernemental » que le nom.

Elles doivent de plus disposer de compétences et d'infrastructures sur le plan de l'organisation et sur le plan technique et avoir exécuté des projets dans les pays en voie de développement durant les trois dernières années. Toutes les ONG belges faisant partie de notre échantillon semblent répondre à ces attentes avec la présence de coopérants expatriés et de personnel local qualifié. De plus, les activités génèrent un véritable « renforcement institutionnel » instauré par Aquadev ou le Fonds de Coopération au Développement notamment

²⁸³ Simonnot C., 2002, *Question autour de l'humanitaire*. Med Trop 2002, 62 : p422-424.

auprès d'élus ; elles appuient la « Recherche paysanne » avec les communautés pour Diobass, Broederlijk Delen et Iles de Paix ou encore réinsèrent socio économiquement des enfants des rues de Ouagadougou comme la Croix Rouge. Citons également Médecins Sans Vacances qui n'intervient sur le terrain qu'avec des professionnels de la santé.

A l'instar des autres ONG du Nord, le milieu associatif français a engagé également depuis une dizaine d'années une réflexion importante autour de thèmes liés à la professionnalisation des actions et du recrutement, à l'utilisation de techniques de communication ou encore à l'évaluation qualitative des projets. Autant de pratiques jusqu'alors exclusivement utilisées pour le monde de l'entreprise et le secteur marchand.

Parmi les 100 ONG catégorisées, seules 10% à peine fonctionnent encore comme des « amateurs ». Par « amateur », on parle d'ONG dont les responsables ont une approche d'intervention ponctuelle selon un schéma préconçu du développement et selon les opportunités de personnes ou financières qui se présentent à elles. Les résultats obtenus sont disparates et sans pérennité dans le temps. Elles travaillent généralement sans intermédiaires qualifiés et n'ont pas toujours les moyens de suivre les actions sur le terrain de façon régulière. Au sein de cette classification, on retrouve pour la plupart des associations burkinabè ou du Nord qualifiées d'ONG-touristes par leurs homologues professionnelles, mais également de nombreux jumelages réalisés souvent à la suite de rencontres amicales avec des burkinabè travaillant en Europe ou au cours de voyages touristiques ou d'affaires. Cela représente plusieurs milliers d'entités au Burkina. Ces structures travaillant avec des élus du Nord ont des moyens financiers souvent limités et ne peuvent couvrir que l'activité ou la réalisation physique et non les phases ante et ex-post comprenant les études de diagnostics ou les évaluations.

Celles-ci font généralement appel à de simples volontés qui n'ont souvent aucune qualification professionnelle et rares sont les dirigeants témoignant d'une réelle formation technique. Pour elles, le passage d'actions purement humanitaires à des interventions sur le long terme s'avère difficile. Sans possibilité financière, elles travaillent pour la plupart en vase clos, coupées des actions voisines et ne peuvent avoir recours à la sous-traitance technique. Possédant une faible marge de manœuvre en ce qui concerne la planification des activités, l'organisation ne se voit rémunérée par le bailleur que pour le travail effectué dans le cadre de ses activités. Pour le reste, elle doit s'assumer ce qui les incite parfois à des comportements malhonnêtes (détournements de fonds, rapports d'activités mensongers...).

Même s'il existe au sein de notre typologie des disparités fortes entre les ONG notamment en termes de moyens financiers ou logistiques, chacune tente à sa manière d'acquérir

des méthodes de professionnels. Les qualifications seules des acteurs ne peuvent suffire sans des moyens logistiques et une mise en œuvre appropriée de leurs compétences.

Pour beaucoup d'ONG, la difficulté consiste à cohabiter avec des structures d'amateurs qui demeurent pour nombre d'entre elles figées dans des démarches d'assistantat et sans réelles obligations de résultats. Ainsi, plusieurs ONG de l'étude intervenant sur le Plateau Central aux actions très professionnelles avec une démarche étudiée en collaboration avec les communautés à la base, côtoient des associations locales ou issues de jumelages qui continuent à rester dans une politique de la main tendue. Nous pouvons citer également le cas du Sud-Ouest et l'AFVP dans la province du Ioba où les responsables de l'ONG déplorent le manque de professionnalisme et l'absence de stratégie de développement de plusieurs associations et jumelages présents sur les mêmes villages.

Conformément à certains responsables d'ONG, intervenir en parallèle mais surtout après ce genre de projets correspond à une tâche délicate puisque les populations s'habituent à cette logique caritative. L'ONG éprouve ensuite les pires difficultés à sensibiliser les groupements à des aspects de suivi-évaluation et d'appropriation des projets.

Selon P-J. Roca, l'abandon de l'amateurisme et la professionnalisation des ONG notamment au Nord favorisée par la montée du chômage met sur le marché du travail des spécialistes compétents et amène ces organisations à être prises de plus en plus au sérieux dans le champ de l'aide et de la coopération²⁸⁴.

Les ONG renommées amplifient d'un côté leur action et leur visibilité et de l'autre voient leur autonomie brider puisqu'elles doivent rendre des comptes à des donateurs de plus en plus exigeants et avides de transparence.

Ainsi, désormais professionnalisées, dotées de véritables pôles d'expertise, et disposant de correspondants partout dans le pays ou la sous-région, elles semblent intégrer un moule identique comparable à des entreprises devant réaliser un bilan positif et tout cela sous la dictée des bailleurs de fonds.

Dans un pays où les actions liées à l'urgence se font de plus en plus rares et de mieux en mieux contrôlées, les ONG transforment peu à peu leur approche-terrain en intégrant de plus en plus les éléments facteurs de réussite issus du secteur privé.

²⁸⁴ Roca P-J., A la fois « dedans » et « dehors » : les ONG dans les relations internationales. REGARDS (CNRS/IRD).

b- Le rôle de l'Etat

L'évolution de l'aide internationale a renforcé ces dernières années en Afrique subsaharienne le rôle des bailleurs et des relais des ONG au détriment de l'Etat.

D'une manière générale, la politique gouvernementale burkinabè apparaît désireuse « d'associer les organisations non gouvernementales à l'œuvre d'édification de la société burkinabè »²⁸⁵.

On note d'ailleurs une certaine intégration des actions de développement des ONG dans les orientations et les objectifs des programmes et des plans nationaux de développement.

Dans un contexte où prévaut la crainte de voir les ressources extérieures s'amenuiser compte tenu d'une concurrence croissante des besoins et des demandeurs [Fauré, 1996a], les pouvoirs publics continuent d'encourager l'activité des ONG.

L'aide financière des ONG apporte donc à l'économie burkinabè une ressource continue et importante à l'économie du pays.

L'Etat burkinabè incite officiellement les ONG à intervenir au Burkina. Malgré tout, plusieurs arguments montrent quelques réserves :

- Les admissions en franchise des taxes constituent un manque à gagner pour le budget de l'Etat.
- L'inégale répartition sectorielle crée des déséquilibres puisque la majorité des organisations intervient principalement sur quelques domaines précis et essentiellement dans le secteur rural, occultant complètement d'autres thématiques comme le désenclavement, l'industrie ou les services, domaines davantage réservés à l'Etat.
- L'insuffisante fonctionnalité d'un organe de coordination comme le DSONG dépendant du ministère de l'économie et de l'administration territoriale constitue une limite dans la capacité de gestion des ONG par l'Etat central et tend à discréditer son rôle dans la lutte en faveur du développement. Beaucoup de responsables d'ONG interviewés durant l'étude restent d'ailleurs méfiants ou du moins attentifs vis à vis de l'Etat et des fonctionnaires les jugeant trop administratifs.

Rappelons également les difficultés au sein du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté [CSLP]. Selon C. Bationno, consultant, « s'il y a un retard dans l'action commune entre pouvoirs publics et société civile lors du lancement du CSLP, cela tient d'abord à la trop grande atomisation des ONG et associations de la société civile burkinabè. Rien que pour savoir à qui

²⁸⁵ Extrait de la convention d'établissement qui s'applique aux ONG étrangères installées au Burkina.

s'adresser et à qui envoyer un courrier, l'Etat a du mal à se repérer²⁸⁶ ». Il est vrai qu'il existe au Burkina environ une organisation pour 800 habitants. Rien qu'entre janvier et avril 2004, quarante et une demandes nouvelles de créations d'associations s'ajoutèrent à la liste sur les bureaux de l'administration territoriale.

Proche de l'opposition, le SPONG s'estime souvent délaissé par les dirigeants politiques.

C. Ouedraogo, présidente du SPONG, collectif de 80 ONG estime que les pouvoirs publics burkinabè ont longtemps oublié les ONG refusant de les faire participer aux débats sur le CSLP notamment. Pourtant le gouvernement a publié une version révisée du CSLP en 2004 en se basant sur les critiques émises par les ONG.

Il existe un certain paradoxe dans le rôle des ONG au Burkina puisque d'un côté, ce pays est qualifié de « terre des associations » avec un accueil et une sécurité assurés, un grand laxisme dans les interventions et d'un autre côté, la société civile se présente généralement hostile au régime en place notamment en Afrique de l'Ouest et répugne à s'impliquer au sein de grands programmes initiés par les Etats.

Dans ce contexte et plus généralement, la mesure des résultats obtenus sur le programme de lutte contre la pauvreté depuis cinq années semble très difficile à chiffrer étant donné que le CSLP a tenté de fonctionner avec très peu de relais du côté des organisations de la société civile.

Ainsi, l'Etat et les ONG fonctionnent assez peu collectivement sur le terrain, les autorités locales ne jouissant pas d'une légitimité suffisante, selon les ONG, pour intervenir dans le domaine du développement.

Parmi les ONG de l'étude, la majorité tente de fonctionner avec les services décentralisés que ce soient la Direction Provinciale à l'agriculture, à l'hydraulique ou à la santé. En pratique, on note des difficultés réelles étant donné l'état de vétusté de certaines structures étatiques, le manque de personnel et parfois de qualification et de motivation des agents présents. Beaucoup de ces agents sont d'ailleurs « récupéré » par les grandes ONG comme l'OCADES ou Cathwel ce qui accentue la faiblesse des services publics. Toutefois, les ONG préfèrent travailler avec des groupements ou des associations de paysans autonomes plutôt qu'avec les services de l'Etat manquant de capacités financières et parfois techniques mais surtout de légitimité à leurs yeux.

Cette autonomie et cette distanciation vis à vis du DSONG mais aussi vis à vis des institutions de l'Etat confère aux ONG une plus grande marge de manœuvre.

Les ONG préfèrent ainsi travailler sur des zones où la présence gouvernementale est relativement légère. Elles ont alors peu de soutien des structures gouvernementales mais en

²⁸⁶ Extrait du site de l'Institut PANOS Afrique de l'Ouest. www.panos-ao.org.

même temps, elles peuvent travailler comme bon leur semble avec peu ou pas d'interférences [de Grombrugge G., Howes M., Nieuwkerk M., 1985].

Depuis quelques années, la politique de décentralisation change en outre quelque peu la donne puisque les ONG doivent coopérer avec les institutions locales. D'après nos entretiens, un tiers environ des ONG sollicitées semble rétif à passer par la commune lorsqu'ils interviennent dans une région, les responsables émettant l'argument de difficultés supplémentaires et de perte d'autonomie. Peuvent-elles se permettre de refuser de composer avec le système tel qu'il existe aujourd'hui au Burkina ?

Notons que cette forme d'aide au développement par financement direct peut responsabiliser davantage mais peut aussi être un moyen de division au sein des organisations non gouvernementales qui recherchent toujours plus d'indépendance.

Afin d'assurer une meilleure articulation, l'examen de solutions et la négociation doivent cependant être tripartites entre les ONG, les individus ou groupements bénéficiaires et les élus locaux des nouvelles communes rurales.

Dans ce nouveau contexte, l'implication de l'Etat burkinabè et des pouvoirs publics se modifie. Son intervention devra consister à comprendre la logique territoriale burkinabè en mutation et à formuler des approches qui leur soient la mieux adaptée.

La réforme de la décentralisation doit ainsi être l'occasion de rompre avec les schémas de développement dont les ONG omniprésentes occupent le centre.

CHAPITRE XII : LES TRANSFORMATIONS DES ONG AU BURKINA : DES ONG AUTREMENT

Durant nos recherches, de nombreux projets ont été suivis sur tout le territoire burkinabè. Parmi ces projets, on note des réussites mais aussi des échecs. Parfois des projets bien pensés sont mal réalisés ou mal appropriés par les communautés villageoises ou citadines.

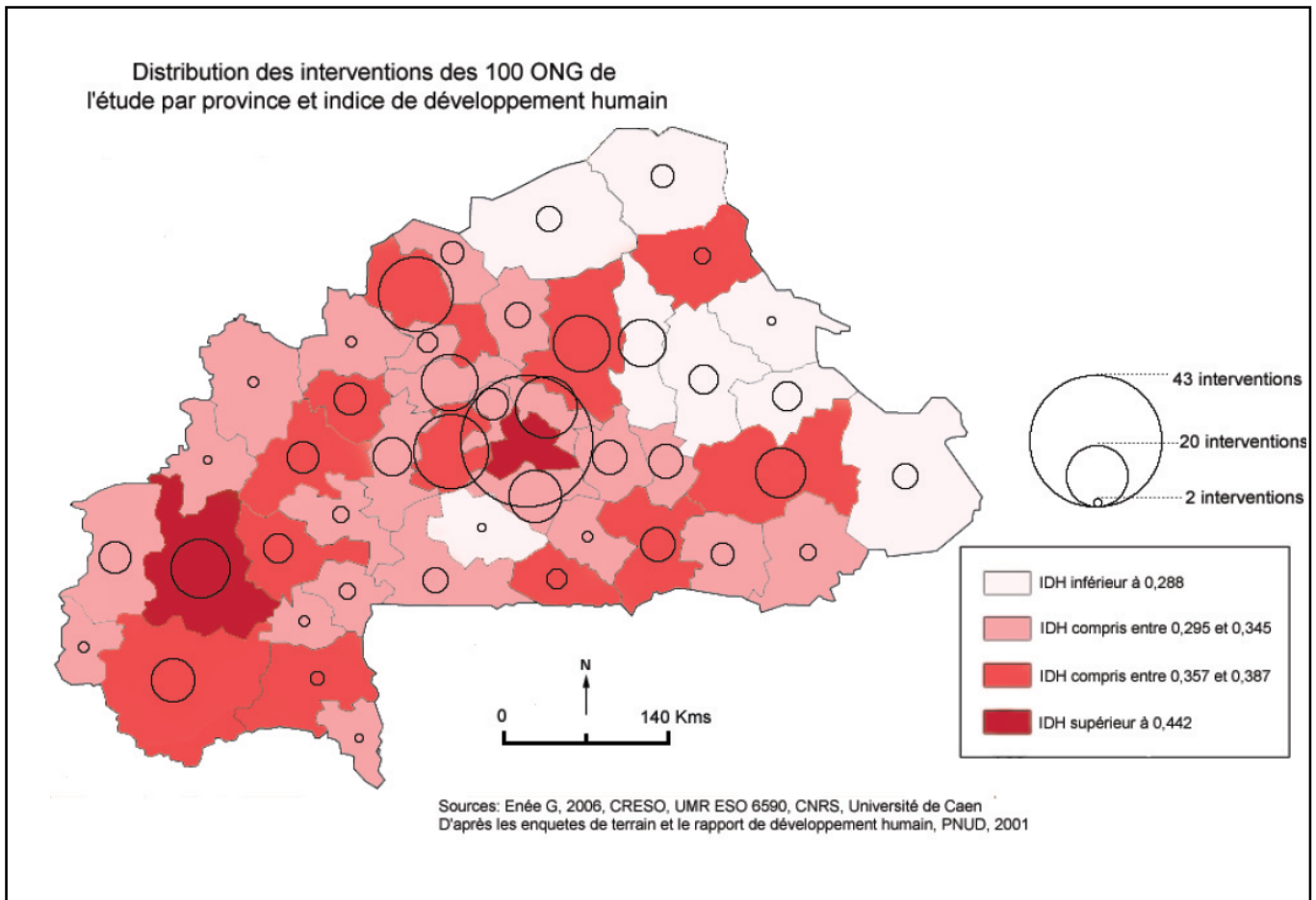
Ce dernier chapitre aborde les solutions à entreprendre afin d'améliorer la qualité des actions des ONG de notre étude. En nous basant sur nos enquêtes de terrain qui prennent en compte les préoccupations des bénéficiaires ainsi que sur les résultats qu'obtiennent chaque ONG, nous pouvons émettre, sinon des solutions, au moins des pistes à suivre pour une meilleure efficacité des interventions.

1- Constat d'une réalité

A la fois par les programmes menés, par les fonds dégagés et par le poids dont elles disposent, les ONG burkinabè pèsent sur la définition des politiques de développement du pays et leur exécution.

Malgré cela, comme l'indique la carte ci-dessous, la répartition sur le territoire s'avère parfaitement inégale.

Figure n°56 :



Si elles influencent les décisions, en couplant l'indice de développement et la distribution des intervention des ONG, « le saupoudrage » tant décrié se confirme mais sur des zones plus spécifiques, notamment sur le plateau central et autour des centres urbains. Cette carte confirme les précédentes montrant, d'une part la dichotomie Nord/Sud Est et, d'autre part l'attractivité du plateau central sur les ONG.

Depuis les années 60, coïncidant avec l'installation des premières ONG dans le pays et l'arrivée massive d'associations internationales durant les décennies 70 et 80, une partie des ONG est passée d'actions caritatives opérées dans l'urgence durant les épisodes de sécheresse à des projets de développement sur un plus long terme basées sur des activités beaucoup plus diversifiées. Pour certaines d'entre elles, ces évolutions participent de la même volonté d'élargissement de l'activité des ONG et s'appuient sur une plus grande expertise, une technicité et une légitimité acquises grâce à des activités plus opérationnelles et mieux adaptées. Pour d'autres, ces transformations sont moins visibles et elles tendent à reproduire les schémas d'interventions de naguère basés sur un assistanat des populations et sur des aides ponctuelles.

Dans le constat que l'on peut faire des activités suivies, il apparaît trois points : Eviter la dispersion des activités, renforcer le cycle du projet, c'est à dire avoir une vision suffisamment à long terme entretenue auprès des futurs bénéficiaires et adapter le projet à l'espace d'intervention.

- a- Eviter l'atomisation continue du personnel de l'ONG et des activités à travers le territoire burkinabè tout en autonomisant les bénéficiaires

Une des principales observations que l'on peut faire sur l'ensemble des projets suivis est la multiplication par les ONG de micro réalisations. Contrairement aux projets parfois pharaoniques engagés par le passé au Burkina comme la construction de grands barrages, de routes ou l'aménagement à grande échelle de périmètres irrigués, les ONG génèrent désormais une multitude de projets d'envergure beaucoup plus modestes nécessitant des moyens financiers de moindre importance. Si E. Ratailleau estimait il y a quelques années que cette augmentation des petits projets en Afrique de l'Ouest s'est accompagnée par une baisse de la bureaucratie, par une souplesse supplémentaire et une plus grande rapidité d'exécution, on peut dire qu'il existe

malgré tout toujours un décalage entre les sièges de l'ONG basée dans la capitale et les populations bénéficiaires²⁸⁷.

Néanmoins, selon P. Ryfman, les ONG sont relativement conscientes qu'une addition de micro projets ne fait pas le développement et ne change pas l'ordre du monde²⁸⁸.

En interrogeant les populations, on se rend compte qu'une des principales critiques émises concerne le manque de présence du personnel de l'ONG sur les sites d'intervention. En effet, si la taille des projets tend à diminuer, les ONG multiplient les zones d'actions contribuant à une certaine dissémination des animateurs dans les campagnes devant parcourir parfois une dizaine de villages dans la journée et devant s'entretenir avec autant de groupements. La dispersion du développement sur le territoire apparaît clairement étant donné l'augmentation continue de la population, aussi bien en zone urbaine qu'en zone rurale. Le nombre de villages ou de terroirs d'intervention rappelé continuellement sur les dépliants de l'organisation représente d'ailleurs un des arguments utilisés par celle-ci pour montrer leur omniprésence sur l'ensemble du pays. Ceci semble d'ailleurs davantage le cas pour les plus grandes ONG qui cherchent à rayonner sur l'ensemble du territoire.

A titre d'exemple, Cathwel touchait directement plus de 400 000 élèves sur neuf provinces ciblées au sein de son programme d'Appui à l'Education avant de fermer peu à peu ses projets, relayé par le Programme Alimentaire Mondial. Son volet agricole a touché plus de 500 villages. L'OCADES touche également des centaines de villages sur tout le pays par l'intermédiaire de ses « interventions diocésaines ».

Lorsqu'on interroge les intéressés, ceux-ci dénoncent le manque de suivi régulier de ces ONG. En multipliant le nombre de partenaires sur le terrain, l'ONG court donc le risque d'effectuer un travail superficiel vidant ce partenariat de son contenu.

Pourquoi cette propension à l'éparpillement au service de grands bailleurs comme le PNUD ou la FAO ?

Premièrement à cause de la forte demande des différents groupements et des OP à la base. De plus, les chiffres du PNUD donnent tous les ans le classement des régions les plus pauvres ce qui incite les ONG à y intervenir et les bailleurs à s'y impliquer.

Deuxièmement, selon les chargés de programmes interrogés, la répartition des « risques » implique de continuer les projets avec plusieurs partenaires. Tout miser sur un seul projet peut

²⁸⁷ Retailleau E., *Projets maraîchers des ONG au Burkina Faso : une évaluation économique*. Centre ORSTOM, Ouagadougou. Programme de recherche « Politique, développement agricole et agro-industriel au Burkina Faso ». Document n°9, novembre 1994.

²⁸⁸ Ryfman P., *La transformation des ONG dans la Société civile internationale*, in les cahiers de la solidarité, CRID, octobre 2002, p13-17.

s'avérer dangereux pour l'ONG en cas d'échec. De plus, rares sont les bailleurs qui cherchent à être efficaces en limitant leur impact géographique.

Intervenir sur des zones plus réduites semble pourtant occasionner plusieurs avantages :

- Une meilleure connaissance du terrain et des bénéficiaires. Afin d'améliorer la participation des populations, il faut l'impliquer et pour cela, il est primordiale de connaître les futurs leaders sans qui toute idée de projet à long terme n'est pas possible.

- Un plus grand suivi des responsables et des animateurs qui se concentreront sur un seul « front » de l'action au lieu de rebondir de villages en villages sans travail de fond. Les animateurs devront être eux-mêmes des autochtones ou avoir une excellente connaissance de la région et de la langue pour appréhender les différentes réalités sociales, économiques, ethniques ou religieuses de la zone d'intervention.

- Un plus grand impact géographique et un meilleur cadrage des actions de la part de l'ONG. Elle pourra ainsi mieux « contrôler » les différents projets et avoir les moyens techniques et financiers de renforcer tel ou tel projet dès les premières difficultés. Selon les ONG et les bénéficiaires beaucoup de projets restent à l'abandon faute de moyens. La réalité correspond souvent au manque de promptitude de la part des responsables et des animateurs qui ne s'aperçoivent pas toujours qu'un projet périclité ou que des tensions se créent au sein des bénéficiaires.

- Reproduire les actions par un effet d'essaimage. Après un travail en profondeur dans une zone avec des impacts positifs, l'ONG reproduit les actions dans une autre zone voisine. « Iles de Paix » intègre cette vision du développement dans ses programmes. Seulement, chaque zone est unique avec des populations différentes aux attentes et aux motivations variées ; le travail pour l'ONG est donc d'adapter ses types d'actions, d'appliquer ce qui fonctionne et de délaissé ce qui ne réussit pas.

La recherche d'un standard unique qui serait exportable à l'infini n'existe pas et ce manque de test et d'adaptation des ONG crée, entre autre, les échecs.

b- L'importance du cycle du projet

Afin de maximiser les chances de réussite du projet, il est important de respecter ses différentes phases. En théorie, le cycle d'un projet se compose de quatre phases :

- l'identification
- la programmation
- le suivi
- l'évaluation

L'identification et l'approche passent par un travail de reconnaissance géographique et sociologique des sites d'intervention en se basant sur les PDL lorsque ceux-ci existent.

La programmation constitue l'étape effectuée en partenariat avec les « bénéficiaires » qui doit éviter par la suite les problèmes de « manque d'appropriation » même si, en pratique, au Burkina comme ailleurs en Afrique, les rôles sont toujours prédéterminés à l'avance avec un schéma sans cesse répété.

Le suivi se limite généralement aux questions techniques délaissant les problèmes de fonds. Par exemple, plusieurs ONG du Plateau Central comme Peuples Solidaires ou l'OCADES constatent que beaucoup de forages sont endommagés tout en partant du principe que ces forages sont indispensables. Or, aucune étude de fonds n'est entreprise pour comprendre le véritable problème et on continue à aménager ces points d'eau désormais cadencés et farouchement surveillés par des gardiens rémunérés.

Le suivi ne constitue pas pour autant une réelle difficulté puisque ces informations peuvent être reconstituées ex-post. Le problème réside dans la perte de temps et dans le décalage des causes de ces difficultés.

Même si l'évaluation ne garantit pas absolument toute réussite, elle doit constituer l'étape clé pour l'ONG. Parmi les 100 ONG de l'étude, toujours au vu des rapports dépouillés, environ la moitié seulement effectue des évaluations sérieuses constituant un réel travail de fonds. Cette étape devrait être prévue dès la conception du projet afin de mettre en place, au travers du suivi, un système permanent de recueil d'informations qui servirait à l'évaluateur [Retailleau E., 1994].

Certaines ONG connaissent des transformations dans leurs démarches. C'est le cas de l'ONG britannique ACORD qui a opéré un tournant dans sa stratégie au début des années 2000 :

Figure n°57 : Exemple de mue d'une ONG au Burkina : ACORD

Les contributions de ACORD au profit des populations du Sahel (Soum, Séno, Oudala, Yagha) datent des années 70. De 1973 à 1983, ACORD aborde une phase non opérationnelle, intervenant en qualité de bailleur de fonds de l'Organisme Régional de Développement (ORD) et du Centre International de Développement et de Recherche (CIDR) dans le but de « lutter contre les menaces de famine ».

Au cours de la période 1983-1989, ACORD agit en qualité d'ONG partenaire de développement en intervenant directement sur le terrain.

Depuis 1983, ACORD soutenait au Sahel un programme d'appui aux organisations socio-économiques villageoises. L'objectif a consisté dans des situations d'urgence, à mettre en œuvre des actions d'intensification des productions agricoles végétales et animales en vue d'atteindre l'auto suffisance alimentaire des populations locales. La gestion du programme s'effectua par une structure de crise : « Sahel 84 ». L'évaluation portant sur les appuis fournis par ACORD durant la période fit ressortir que les objectifs de l'agence « Sahel 84 » demeuraient trop vagues. De 1986 à 1989, ACORD passe par des appuis directs aux OP, en partenariat avec le Service Régional de l'Organisation du Monde Rural.

Les activités socio économiques développées comme le maraîchage, l'alphabétisation, la construction de banques de céréales ont eu quelques impacts positifs mais leur mode de gestion ne se montrait pas satisfaisant.

De 1989 à 1994, les engagements d'ACORD se focalisent sur le Comité Régional des Unions du Sahel (CRUS), et dans une moindre mesure sur les OP. L'alphabétisation se poursuit mais de nouvelles formes d'activités apparaissent : la conduite de missions de lobbying dans les pays d'Europe contre l'envahissement des viandes congelées sur les marchés africains ainsi que la formation de responsables des OP. ACORD voit dans le CRUS une structure fédérative des OP devant assurer la relève de ses interventions. Cependant, des divergences de points de vue voient le désengagement progressif du CRUS et notamment le départ de l'Assistant Technique.

En 1996, une crise alimentaire sévit dans les provinces du Nord. ACORD appuie au programme d'aide alimentaire d'urgence dans le Sahel.

A partir de cette période, ACORD a repensé son action. La nécessité pour ACORD de répondre aux exigences de l'évolution du contexte au Burkina l'oblige à adopter une démarche cohérente dans l'exécution des actions à mener. Concrètement, cette nouvelle stratégie visait « à adapter les interventions de ACORD aux besoins des groupes cibles, favoriser une meilleure visibilité des actions et renforcer la solidarité avec les personnes marginalisées » [...]

[...]Après plusieurs années de creux et de réflexion, l'ONG s'engage aujourd'hui dans l'Est du pays dans les provinces du Gourma, de la Kompienga, de la Tapoa et de la Komondjari sur un projet pilote de trois années auprès des éleveurs-pasteurs. Estimant que « ces populations restent en marge des organisations de base et du système en général car nomades, l'ONG souhaite leur trouver davantage de débouchés économiques, alphabétiser les enfants et « développer une citoyenneté ». Des projets d'écoles mobiles sont en perspectives. 50.000 pasteurs sont concernées par le projet.

Source : ACORD Sahel I, D'après le rapport d'étude sur la capitalisation des acquis des interventions de ACORD au Sahel de 1983 à 1996 à travers les organisations socio-économiques villageoises (décembre 1996) et d'après le programme quadriennal 2003-2006 (décembre 2002).

Après quelques années passées sans bailleurs, l'ONG a ainsi troqué son mandat de « secouriste » pour un mandat de « développeur ». Encore une fois, l'ONG cherche à uniformiser ces éleveurs pour que ceux-ci s'insèrent dans leurs projets. La spécificité de leur organisation sociale ne semble nullement prise en compte.

Ce changement de stratégie ressemble davantage à une opportunité d'acquérir une ligne budgétaire dans ce domaine qu'à un véritable besoin suscité par ces populations.

c- L'importance de la zone d'intervention

« On n'intervient pas de la même façon au Sahel que dans le Sud Ouest du pays ». Cette affirmation d'un responsable d'une ONG semble logique au regard des spécificités régionales du territoire national. Cependant, une partie des ONG continue à intervenir avec des schémas de développement pré-établis dans des zones où soit disant, « la demande est forte » sans appréhender auparavant le milieu. Pourtant le développement local au Burkina ne prend pas la même forme qu'au Mali et au Sénégal.

Le Burkina est un pays aux espaces géographiques bien marqués, multiethnique aux potentialités de développement variées. Vouloir exercer pour une ONG la même politique de développement sur tout le territoire s'avère particulièrement risqué.

On voit très bien sur la carte de la répartition des ONG pourquoi celles-ci agissent davantage sur le Plateau Central. La majorité de leurs responsables affirment qu'il est plus facile

de travailler avec des populations Mossi davantage organisées et avec des résultats attendus in fine.

Les plus grandes ONG du pays connaissent souvent des problèmes d'adaptabilité des activités et ferment régulièrement tel ou tel projet qui ne fonctionne pas sur un quartier, un village ou un site précis. Citons tour à tour Cathwel fermant de nombreux projets de cantines scolaires, le CECI, l'ADRA, Save The Children UK fermant leurs antennes dans le Nord du pays notamment à Gorom Gorom. ACCORD se repositionne uniquement dans la province du Gourma à l'Est du pays en délaissant le Nord, la FNGN perd peu à peu de l'intensité sur sa couverture géographique très étendue au Nord et sur le Plateau Central. Une autre grande ONG, la SNV a réorienté sa stratégie auprès des vingt communes urbaines du pays en travaillant auprès des organisations faïtières. Ces situations de couvertures géographiques très larges conduisent également à masquer le véritable impact de la stratégie d'intervention de l'ONG, les échecs étant noyés sous la multitude de projets à travers le pays.

Les petites et moyennes ONG de notre étude circonscrivent quant à elles, par la force des choses, des zones plus précises pour des raisons de moyens plus limités ce qui les place immédiatement sous les feux de la critique lorsque les projets échouent. C'est le cas pour des centaines d'associations locales qui coexistent actuellement au Burkina.

Les forces et les faiblesses de ces projets dépendent de la même variable : la pertinence du message qu'il porte. Si ce message correspond aux situations rencontrées, s'il répond à un besoin, alors tous les inconvénients peuvent apparaître comme secondaires. Si le projet proposé est d'un intérêt fondamental pour les populations et décidé en partenariat avec ces dernières, il finira par s'imposer.

2- Vers une autonomisation des acteurs à la base : « S'efforcer de devenir inutile »

Chaque ONG au Faso devrait intervenir dans l'optique de se retirer par la suite. Les projets d'une ONG doivent être provisoires avec des objectifs précis à atteindre. Trop d'ONG suivies interviennent depuis trente ou quarante ans parfois dans les mêmes villages. C'est le cas d'ONG comme l'UFC, Cathwel, la FNGN ou l'OCADES mais surtout de plus petites structures comme l'ONG les Puisatiers à Tanghin Dassouri, Jeremi à Ouahigouya ou Mains Unies du Sahel

depuis quinze ans à Koudougou ou à Yako à l'Ouest du Plateau Central. En effet, celles-ci tissent des liens importants avec les populations locales, travaillent avec des agents ou des responsables issus de ces villages ce qui peut créer des situations de connivences ou d'ententes pas toujours très saines pour le bon déroulement des projets.

L'objectif de toutes les ONG de l'étude consiste à susciter la création de groupes de bénéficiaires afin de pérenniser les activités qu'elles ont initiées. Ces tentatives d'autonomisation généralement complexes, restent toujours marquées par les particularités de leurs contextes.

Elles ne réussissent que si elles apparaissent comme le fruit d'une double volonté, celle de l'opérateur ou de l'ONG qui conduit le projet et celle des membres de l'équipe ou du groupement intéressé.

- Une volonté des ONG pas toujours distincte

Parfois, la volonté de l'ONG « autonomisante » n'est pas toujours très claire. Les processus d'autonomisation engagés tardivement cachent parfois des processus de désengagement obligé, déterminés par la volonté du responsable ou par l'incapacité des bailleurs à renouveler les financements. Ce fut le cas pour l'ONG CECI à Gorom Gorom où l'ancien animateur a dû assurer la continuité du projet après le départ de l'expatriée. On a pu croire un moment à un processus d'autonomisation enclenché avant l'arrêt définitif du projet.

- Une motivation des populations pas toujours très claire non plus

Le statut apporté par l'ONG à la population cible est parfois confortable offrant de nombreux avantages en termes matériels ou d'image (stages, prises en charge, petits salaires...). L'ONG demeure généralement perçue comme durablement positive par les bénéficiaires et ce, quelque soit le type d'activité. D'après nos enquêtes, 80% des bénéficiaires estiment positive l'action des ONG même si leur présence ne se traduit pas toujours par une efficacité absolue. Sa neutralité et son extériorité peuvent faciliter la création de consensus locaux.

L'autonomisation des populations travaillant auprès d'ONG passe impérativement par un « renforcement des capacités ». Cet aspect apparaît de plus en plus représenté par les ONG de

l'étude dans leur engagement auprès des personnes indigentes, vulnérables ou à l'écart des tissus associatifs comme les jeunes marginaux, les veuves, les handicapés ou les mendiants. Cette représentation de plus en plus importante est liée à la professionnalisation des projets parallèlement à l'augmentation des compétences locales grâce aux formations plus nombreuses.

Figure n°58 : Rencontre entre agriculteurs français et sahéliens

Nous, on est sans voiture, sans route, sans téléphone, sans PTT...

L'association « Paysans Sans Frontières » a suscité la création d'une organisation paysanne pour assurer la continuité des services qu'elle propose depuis plusieurs années aux producteurs de céréales d'une région sahélienne. Pour élargir la vision des administrateurs de cette organisation, Paysans Sans Frontières a organisé des échanges entre cette Organisation Paysanne et un syndicat départemental d'agriculteurs français. Un groupe d'administrateurs de chacune des organisations a rendu visite à l'autre. Les sahéliens se sont d'abord rendus en France avant d'accueillir leurs collègues français.

Ces derniers sont un peu déçus à la fin de leur voyage. Ils s'attendaient à rencontrer une organisation plus dynamique, où les paysans prenaient une part plus importante dans l'organisation des activités. Ils le laissent entendre à leurs interlocuteurs. L'un d'eux leur dit : « Vous avez un peu raison, notre organisation est moins dynamique que la votre, mais maintenant, si vous voulez bien, on va échanger nos situations. Vous, vous continuez sans voiture, sans téléphone, sans route, sans PTT et nous, nous récupérons le tout. On se retrouve dans deux ans pour voir comment nos organisations ont évolué ».

Extrait du rapport de capitalisation du F3E « Assurer la continuité d'une action : l'autonomisation des projets de développement initiés par des OSI », GRET, septembre 2002. 106p.

A travers cet exemple, on se rend davantage compte des difficultés qu'on les ONG à pouvoir renforcer des populations qui cumulent des handicaps importants. L'action d'ONG isolées ne peut combler le déficit de développement auquel se voit confrontée la population cible. De plus en plus, les grandes ONG internationales laissent le relais à des structures locales qui pourront poursuivre les activités.

Les ONG deviennent par ailleurs de nouvelles structures de canalisation des idées et des besoins des paysans. L'aide représente l'enjeu principal leur permettant d'agir et d'atteindre les

communautés villageoises qui leur donnent la confiance. Les ONG cherchent donc à mobiliser l'humain. Cette mobilisation crée donc des changements économiques ou sociaux au sein des OP ce qui peut entraîner des problèmes entre les membres et la répartition du pouvoir.

Ces actions de « renforcement », « d'autonomisation » ou encore « de participation » induisent en filigrane des changements sur les mentalités des paysans. Au nom d'une certaine forme de rationalisation de l'exploitation et du milieu, les ONG influencent ainsi grandement leurs bénéficiaires, les projets représentant le lieu favori d'émancipation et d'aliénation des consciences.

3- Le renforcement de la position des ONG dans le processus de décentralisation

La décentralisation en tant que pilier fondamental du processus de réformes politiques au Burkina Faso est consacrée par la Constitution de juin 1991. L'adoption de la loi portant Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) par l'Assemblée Nationale le 21 décembre 2004 confère au processus une nouvelle dimension. Cette loi ouvre à une décentralisation intégrale par la création de 302 communes rurales (additionnel aux 49 communes urbaines) avec l'élargissement de la mise en place de structures politiques et administratives se voulant proches du citoyen burkinabè.

Avec ces avancées importantes, la décentralisation offre un champ de réflexion et d'action en termes de transfert de compétences, de renforcement des capacités des acteurs, de financements du développement local, de participation citoyenne, de gouvernance locale et de renforcement de la démocratie.

Cependant, le principe d'auto-administration des collectivités territoriales mérite d'être soutenu dans son application au niveau des pratiques administratives, les compétences techniques et managériales des élus et des agents de l'administration communale n'étant pas toujours à la hauteur des citoyens [DED, 2005].

Le processus de décentralisation n'a jamais véritablement impliqué les ONG du fait de sa nature très politique et qui provient de l'Etat. Si les synergies tardent et se multiplient depuis 2004 entre les acteurs du développement dans ce processus, elles méritent d'être renforcées.

D'après les témoignages recueillis au cours de nos enquêtes, ce sont davantage les ONG internationales, possédant l'expertise pour le faire, qui développent un volet « appui à la

décentralisation », les ONG nationales étant plus tournées vers des projets de constructions de structures essentiellement pour des raisons de captations de fonds plus aisées. Malgré tout, les grandes ONG comme Cathwel, PLAN International ou le CREDO estiment que les communes urbaines sont trop politisées et n'ont toujours pas de volet « Appui à la décentralisation » même si le CREDO œuvre toutefois de plus en plus auprès des CVGT.

Un tiers des ONG de l'étude avoue être relativement hostile à la politique menée en faveur de la décentralisation, refusant de coopérer avec les nouvelles communes rurales pour des divergences d'opinion en matière de développement local, d'absence de dialogue depuis parfois des années ou de manque de compétence des élus. Plusieurs mairies comme à Bogodogo, un arrondissement de Ouagadougou, Houndé dans le Tuy ou encore Dédougou restent régulièrement citées par les intéressés pour des cas de malversations ou d'abus de pouvoirs notamment par le passé. Au niveau des services communaux, il convient également de signaler que la plupart des cellules communales de formation, de planification et de gestion des projets manquent de dynamismes ou se révèlent inopérantes. Il en est de même dans les secteurs de l'éducation, de la formation professionnelle ou de l'alphabétisation où les cellules communales tâtonnent. Les responsables du GRAF signalent ainsi les difficultés rencontrées avec les autorités coutumières dans certaines communes rurales. L'ONG locale « Les Puitsiers » dit par exemple ne pas avoir de contact du tout avec le jumelage Belfort-Tanghin Dassouri malgré une longue période de cohabitation sur le même site. La responsable du CCFC dénonce le manque de contact avec les communes d'intervention, notamment Koubri et craint la politisation des projets. Elle ajoute que l'on doit s'appuyer sur des réalités existantes et non pas sur des modèles occidentaux. Les responsables de l'ONG SCS pensent que les ONG n'ont actuellement pas leur place dans le processus de décentralisation et estiment qu'il n'y a pour le moment pas de vision globale rapprochant les élus de ce mythe de la société civile.

Ces exemples mériteraient d'être multipliés tant le nombre de cas similaires apparaît important au Burkina et contribuent à montrer cette volonté de ne pas faire bouger cette situation confortable pour l'ensemble des acteurs sauf les intéressés eux-mêmes.

Deux tiers des ONG se disent favorables à des concertations avec les dirigeants locaux et les autres acteurs présents. Quelques exemples montrent une réelle volonté de la part de ces ONG qui savent que la coopération avec les différents acteurs sur le terrain devient une chose inéluctable.

Certaines anticipent déjà comme Iles de Paix dans la province du Gourma qui travaille depuis deux ans avec les comités représentant l'ensemble des villages de la commune. Dans d'autres pays plus avancés en matière de décentralisation comme au Bénin, Iles de Paix a

participé au financement de PDL et appuie au processus d'identification des actions. L'AFVP tente d'insérer ses actions d'appui à des structures locales dans le cadre des PDL tandis que NATURAMA souhaite transférer les aspirations de l'ONG au niveau des communautés locales. Concrètement, une des zones vertes de Ouagadougou initiée par l'ONG se voit désormais classée et gérée par la mairie d'arrondissement.

L'ONG belge Broederlijk Delen initie des actions en faveur de la citoyenneté civile en rappelant que le processus de décentralisation enclenché représente une opportunité pour le pays. BD souhaite également accompagner les communes dans la levée de leurs taxes locales.

L'ONG belge AQUADEV estime que la coopération décentralisée et le mouvement de décentralisation vont contribuer à équilibrer le développement du pays puisque chaque région aura les mêmes opportunités pour trouver des projets. On assistera donc à un rééquilibrage géographique des actions. En pratique, certaines communes notamment urbaines apparaissent plus influentes que d'autres et drainent un grand nombre de projets contrairement aux petites communes rurales qui n'auront par exemple pas forcément les moyens de s'opposer aux grandes ONG présentes.

Le DED met à la disposition de son programme de décentralisation plusieurs assistants techniques dans les domaines de la planification communale, de la promotion de l'économie, de l'appropriation sociale et politique de la décentralisation, et dans le domaine de la planification et gestion des infrastructures communales.

Les groupes cibles du DED dans ce domaine couvrent les populations des collectivités territoriales dans les deux zones prioritaires, les régions de l'Est et du Sud Ouest.

La SNV au Burkina renforce des partenaires à travers le Programme d'Appui à la Décentralisation qui vise les collectivités locales et le Programme d'Appui aux Organisations locales.

Figure n°59 : La SNV au Burkina Faso : Du développement rural à l'appui à la décentralisation

De 1970 à 1990, la SNV intervenait dans les programmes de développement rural, en particulier dans les domaines de l'hydraulique, de l'agriculture, de la foresterie et des soins de santé.

Depuis 1991, la SNV s'orienta vers une organisation professionnelle d'appui au développement, en fournissant de l'assistance technique dans el cadre de l'appui à la décentralisation territoriale.

La SNV part de l'hypothèse qu'un développement durable ne peut décoller sans des structures de concertation modernes, démocratiques, transparentes et légales, c'est à dire sans une vraie gouvernance locale. Le bureau national se situe à Ouagadougou quand le bureau régional est installé à Bobo-Dioulasso.

Objectif

Arriver à une distribution plus équitable et une amélioration de l'utilisation des ressources naturelles et des bénéfices du développement économique dans les zones rurales de l'Ouest et du Sud-Ouest du Burkina.

Stratégie

C'est tout d'abord « appuyer la décentralisation territoriale en milieu rural par le renforcement de la gouvernance locale dans les domaines du développement économique et de la gestion des ressources naturelles et communes en prenant en compte « l'aspect genre ». La stratégie de la SNV cadre parfaitement avec celle du gouvernement burkinabè, d'opinion que la décentralisation territoriale reste fondamentale pour promouvoir la participation de la population, la responsabilité gouvernementale et l'implication des organisations de la société civile.

Activités

A travers ses programmes d'appui à la décentralisation et à la gouvernance locale, la SNV mène ses activités dans le cadre de l'information de la population concernant les futures communes rurales et le rôle qu'elle y jouera. Elle renforce les organisations dynamiques de la société civile en facilitant leurs interactions et structures de concertation, des autorités administratives et des services techniques principaux. Elle appuie également les structures étatiques responsables de la décentralisation territoriale.

Source : SNV/BF, Extrait de la brochure : La SNV au Burkina, Ouagadougou, 2005.

Depuis le début des années 90, la SNV se transforma peu à peu pour rentrer dans une logique d'appui à la décentralisation. D'interventions dans le domaine agricole et de la santé dans les 70 et 80, l'organisation réorienta sa stratégie dans la voie du renforcement de la décentralisation et de la gouvernance locale. Nous pouvons légitimement nous demander pourquoi une telle réorientation quand les chiffres officiels continuent d'afficher des niveaux très bas en terme de développement agricole et de santé. La raison semble liée une fois de plus aux opportunités financières très nombreuses qu'apporte ce genre d'activités. En effet, depuis une quinzaine d'années, les grands bailleurs internationaux (PNUD, Banque mondiale, Coopération internationale) mettent de plus en plus en lumière ces thématiques de bonne gouvernance ou d'appuis aux nouvelles communes qui voient le jour au Burkina. Les ONG s'engouffrent donc dans cette nouvelle mouvance, attirées semble-t-il davantage par la manne financière que par la lutte en faveur du développement.

Par ailleurs, « le renforcement de la responsabilité » de la population locale et de celle de leurs représentants pour le développement local contribue à une mise en œuvre effective de la décentralisation et appuie la démocratisation de la société burkinabè.

Afin de renforcer les impacts économiques et sociaux, il est nécessaire d'améliorer les compétences locales et la création de conditions favorables. Les investissements publics et les prestations de services satisferont mieux les besoins de la population. Dans le cadre de la valorisation de l'espace économique communal, les potentialités existantes pourront être mieux mobilisées. En outre, comme le souligne l'ONG BD, les communes pourront prélever davantage d'impôts et de taxes, des moyens qui seront ainsi disponibles pour le développement local.

Pour valoriser les impacts socio-culturels, il s'avère nécessaire de favoriser le dialogue social, valoriser le potentiel de développement et renforcer la prise de conscience des acteurs locaux. L'amélioration de la situation économique de certaines zones pouvant réduire les conflits évoqués plus haut. De plus, le « renforcement de la participation » des femmes au sein des administrations communales demeure un enjeu important.

Les collectivités territoriales gagneraient également à impliquer davantage les ONG qui ont une solide expertise dans le domaine par exemple de l'alphabétisation²⁸⁹.

Les ONG, pionnières dans le secteur du développement participatif à la base au Burkina, doivent être associées au processus d'élaboration, d'exécution et de suivi-évaluation des PDL.

²⁸⁹ Ces énumérations ne sont pas exhaustives puisque d'autres domaines comme la gestion foncière, l'environnement et la santé connaissent également des déficiences.

L'opportunité et le succès du processus de décentralisation sont fonction non seulement de sa capacité à mettre en œuvre des cadres et des institutions adaptés aux réalités mais aussi et surtout à mobiliser tous les acteurs potentiels du processus de développement.

Ceci ne semble pas être totalement le cas au Burkina au regard des réponses obtenues. Une scission apparaît entre les ONG souhaitant coopérer avec les forces en présence et les ONG toujours réfractaires à ce type de concertation et voulant garder leur indépendance et éviter d'éventuelles instrumentalisation. D'une part, les expériences que peuvent avoir les unes et les autres auprès des administrations locales déterminent leurs positions vis à vis du processus. Les critiques dénoncées le plus souvent concernent le manque de confiance et la politisation trop importante des communes urbaines. D'autre part, certaines ONG interrogées semblent totalement dépassées par ce processus et n'ont que peu de réponses à apporter.

La décentralisation territoriale offre pourtant des opportunités au développement local, terrain sur lequel les ONG se positionnent comme des acteurs privilégiés. En retour, le développement local assure à la décentralisation une garantie d'enracinement pour peu qu'il y ait une réelle volonté de capitalisation des expériences antérieures.

C'est dire que la problématique des rapports entre les différents acteurs du processus de décentralisation ne doit pas être envisagée dans un contexte concurrentiel mais dans un souci de complémentarité entre les acteurs de la décentralisation (commune, élus locaux) et les acteurs préexistants du développement local (OP, ONG, associations locales, jumelages)²⁹⁰. Il semble donc nécessaire de supprimer les divergences et incompatibilités relatives aux programmes des deux séries d'acteurs. Mais afin de réussir dans cette entreprise, il faut éviter d'appréhender ces rapports en terme de hiérarchie ou de subordination.

²⁹⁰ SPONG, *Implication des ONG au processus de décentralisation au Burkina Faso*, Rapport de synthèse du forum : Quelles perspectives pour une contribution effective des ONG ?, Ouagadougou, mars 2001, 55p.

CONCLUSION DE LA PARTIE IV

-

Au regard des actions suivies, les ONG semblent exercer le rôle principal de l'aide au développement du Burkina Faso donnant aux bailleurs le sentiment de diriger les flux financiers, contribuant à mobiliser toujours davantage l'opinion publique et légitimant leurs actions auprès des bénéficiaires.

Dans tous les cas, le communicationnel revêt une importance toute particulière pour ces ONG cherchant pour la plupart à maintenir « leur image positive » au Burkina. Les nombreuses campagnes de marketing et les brochures séduisantes contrastent avec les rapports d'activités et d'évaluations « brillants par leurs absences ou leurs complaisances ».

L'examen de la situation des ONG montre ainsi que même si certains efforts se poursuivent, de larges insuffisances demeurent. D'un côté, les ONG étrangères semblent attirées par les facilités à intervenir au Burkina de même que de nombreux burkinabè se mobilisent afin de créer leur propre association mais de l'autre côté, cette prolifération d'acteurs aux capacités et aux pouvoirs de développement variables conduit à un manque de coordination sur le terrain y compris avec les services étatiques. Ce manque de concertation préjudiciable se trouve d'ailleurs fortement ressenti par les bénéficiaires qui côtoient diverses associations sur les sites sans assister à beaucoup de projets effectués en commun de l'amont à l'aval.

Cette partie de la thèse se focalise sur le grand oublié « du monde du développement » en général à savoir les populations bénéficiaires. Le constat se révèle paradoxal : Si les rapports et les bilans des ONG parlent de capitalisation et de continuité dans l'action, celles-ci accordent assez peu de place à la consultation des bénéficiaires. Cette notion même de « bénéficiaire » tend à supposer la passivité de celui qui attend et reçoit. Sur le terrain, certaines ONG comme la FNGN, le CECI ou ADD explicitent tantôt les causes de l'échec des projets par un manque d'implication des groupements appuyés tantôt par les délais de résultats trop rapides imposés par les bailleurs. Généralement, aucune remise en cause de leur part ne s'affirme véritablement dans la responsabilité des échecs.

On remarque toutefois que dans certaines provinces très denses en ONG comme au Yatenga ou au Kadiogo, les revers se voient comblés ou minimisés par l'arrivée d'autres organisations ce qui tend à déresponsabiliser les autochtones. D'un point de vue extérieur, un

« renforcement des capacités » mérite d'être effectué, certes dans ces provinces, mais surtout dans les provinces délaissées par les acteurs du développement comme l'Est ou le Sud-Ouest.

De l'intérieur, « les dés du développement semblent largement pipés » et l'art des formules en tous genres que maîtrisent les ONG et énumérés dans notre corpus (« renforcement des capacités », « appui à la décentralisation », « bonne gouvernance »...) apparaissent bien souvent comme des façades, des moyens de maîtriser les dons des bailleurs. Ce virement de beaucoup d'ONG du champ des activités dites « classiques » (agriculture, hydraulique...) vers le champ de la coopération décentralisée ou l'appui à la bonne gouvernance montre que leurs intérêts économiques guident leurs actions et aucune ONG ne semble sortir de ce schéma.

Cette connivence entre les ONG au Burkina et les grandes organisations internationales (PNUD, FAO, PAM, Banque mondiale, FMI, BAD...) utilisant les mêmes solutions sous formes de grandes rhétoriques laissent peu de place à des réelles solutions impartiales et objectives et encore moins de place à l'écoute des bénéficiaires. L'affranchissement à ce système paraît donc illusoire.

L'intérêt, après ce travail de terrain, consiste à montrer que pour les communautés à la base, la façon d'intervenir de l'ONG semble aussi importante que le taux de réussite du projet. L'animateur se révèle une des pièces maîtresses du bon déroulement de l'action puisque les interrogés se déclarent très satisfaits des projets lorsque les rapports avec les intermédiaires sur le terrain sont satisfaisants. On remarque également que l'appropriation des projets se verra d'autant mieux réussie que les contacts avec l'ONG sur les sites seront positifs et réguliers et cela sans un apport financier forcément important. L'ONG CIDI à Dissin dans la province du Ioba représente un bon exemple car, en dépit de son budget très faible, inférieur à 6,5 millions de FCFA par an, il arrive à mobiliser les groupements sur des filières agricoles choisies par les futurs bénéficiaires. De même pour ARFA qui à l'Est connaît des résultats satisfaisants en matière agro écologique avec un budget annuel inférieur à 10 millions de FCFA. A contrario, toutes les plus importantes ONG en terme de budget connaissent ou ont connu des projets qui ont périclité. Dans le cadre des activités de l'ONG Cathwel dont le budget annuel dépasse cinq milliards de FCFA, sa politique d'aide alimentaire dans les écoles ne fonctionne pas sur tout le territoire. Le principe de cette aide n'opère que si les populations ont été préalablement motivées sur les actions à entreprendre. Ce principe fait d'ailleurs au Burkina l'objet de critiques de plus en plus virulentes, beaucoup estimant qu'il n'y a pas lieu d'y recourir en dehors des situations de crises ponctuelles.

Aboutir à une autonomisation des projets s'impose comme un des grands objectifs pour les ONG.

Au vu des projets visités et des ONG suivies, nous pouvons dire que la réussite des processus d'autonomisation se construit sur trois champs distincts :

D'emblée, les acteurs les plus concernés doivent s'approprier l'activité à pérenniser. Elle doit également s'insérer durablement dans son milieu.

Il est nécessaire que l'autonomie de la structure à la base repose sur un ensemble de qualités (humaines, organisationnelles) qui dépassent de loin la maîtrise technique de l'activité.

La relation entre la structure autonomisée et l'ONG doit évoluer dans la durée.

Ce processus demeure difficilement accessible dans le cas des ONG de l'étude étant donné les difficultés des groupements appuyés. Malgré tout, nous remarquons que les zones du Nord-Ouest avec la FNGN et le Plateau Central et ses nombreuses ONG connaissent les processus d'autonomisation qui ont pour le moment le mieux fonctionné.

Effectivement, la présence majeure de leaders paysans alphabétisés ajoutée à une organisation plus importante des groupements accélère ce processus.

Même avec un travail de terrain poussé, ces informations se montrent difficilement quantifiables et pas toujours vérifiables du fait d'une grande manipulation de tous les acteurs qui n'ont pour seul intérêt que la bonne suite des projets qu'ils mènent et leur financement. Si tous les écrits, rapports et discours des ONG placent le paysan au centre du débat, la réalité est différente.

CONCLUSION GENERALE

-

Etant donné le nombre d'évaluations, d'articles ou d'ouvrages écrits sur le développement en Afrique, il serait prétentieux de chercher à conclure cette thèse en proposant des recettes ou des solutions toutes faites. Compte tenu du travail effectué sur le terrain et des entretiens réalisés avec l'ensemble des acteurs du développement au Burkina, nous pouvons néanmoins retenir quelques leçons générales.

Le rôle des ONG au Burkina s'impose totalement dans le processus de développement. Aussi bien au niveau étatique qu'au niveau des organisations internationales et des institutions et agences bilatérales et multilatérales d'aide au développement, elles constituent des partenaires et des relais à part entière.

Au vu des projets observés in situ, nous nous rendons compte de l'écart existant entre les ONG, certaines agissant comme de véritables entreprises avec des diagnostics en amont et un personnel rémunéré, d'autres ne pouvant financer que les réalisations et non les expertises ou les études d'impact. Si de profondes inégalités économiques et sociales persistent au sein des populations, de grandes différences existent ainsi entre les ONG de l'étude, aux capacités disparates ajoutant à l'hétérogénéité de l'ensemble.

Afin d'améliorer l'efficacité des projets, réunir une combinaison de facteurs diversifiés apparaît indispensable. Au préalable, il est nécessaire de procéder à des études de faisabilité. Plus les espaces sont enclavés aux axes de communications difficiles avec des populations indigentes ou marginalisées et plus une évaluation ex-ante sera souhaitable afin de minimiser les risques d'échecs par la suite. Certaines ONG n'ont cependant pas la capacité d'accomplir ces tâches de prospection auprès des populations. Malgré tout, les impacts positifs ne sont pas assurément enregistrés par les ONG aux financements importants. D'autres facteurs sociaux rentrent en compte et notamment la qualité des courtiers sur le terrain, médiateurs entre l'ONG et les populations à la base. Le dynamisme et l'aptitude des animateurs à organiser les groupements font souvent la différence au sein des projets, engagés en milieu urbain ou rural même si ce dernier constitue toujours un lieu d'approche prioritaire pour les ONG. Ces animateurs, les plus souvent endogènes, doivent maîtriser le milieu économique, social et ethnique d'intervention.

Soulignons le travail du CECI auprès des groupements féminins de l'Oudalan ou encore « l'OCADES Ouagadougou » dont la qualité des animateurs engendre une meilleure production des actions de qualité avec une bonne participation des groupements de paysans.

La possibilité que les ONG construisent leurs propres dispositifs d'évaluation revêt une importance majeure afin d'éviter l'emploi d'un outil normalisé ou de subir l'outil des autres. En effet, l'évaluation porte sur des critères or les critères existent en fonction des projets. Les ONG doivent donc adopter les outils en adéquation avec leurs spécificités.

Les ONG qui réunissent ces différentes conditions font souvent preuve de transparence et mettent ainsi toutes les chances de leurs côtés pour que l'action apparaisse la plus efficace possible.

Les organisations suivies dans le cadre de l'étude développant l'ensemble des facteurs évoqués ci-dessus connaissent généralement un impact plutôt positif dans leurs réalisations. Mais comment être véritablement sûr des chiffres avancés notamment sur les rapports d'activités qui seront lus par les bailleurs devant reconduire leurs subsides l'année suivante ? La prudence s'avère de mise lorsqu'on manipule tous ces chiffres et la fiabilité des informations assénées reste toujours très discutable.

Toutefois, malgré « la qualité » d'un projet, du personnel et de l'organisation des communautés rurales, des paramètres extérieurs peuvent se greffer et générer des échecs. La disponibilité en eau sur le Plateau Central et dans le Nord durant la saison sèche constitue une contrainte variable réduisant la capacité d'auto-prise en charge alimentaire des ménages. Les attaques acridiennes ponctuelles (hivernage 2005) ou des inondations de grande ampleur (hivernage 2006) peuvent mettre à mal les projets établis.

Par ailleurs, les projets intellectualisant leurs démarches et s'inspirant des réussites d'autres ONG en évitant de reproduire certaines erreurs parviennent généralement mieux à pérenniser les actions sur le long terme. Le milieu d'intervention obligatoirement sondé en amont, les pratiques des autochtones de même que les leaders qui eux seuls pourront faire vivre le projet doivent être connus et organisés.

- *Causes du frein au développement*

Après plusieurs années passées sur le terrain burkinabè, soulignons que beaucoup d'organisations ne sont pas sorties de cette « logique d'assistanat ». Si l'étiquette « ONG » flatte certains ego et semble créer une réelle légitimité, la réalité du terrain montre le long chemin à parcourir pour une grande partie d'entre elles vers des actions organisées et de spécialistes. Il est toujours d'actualité de rappeler qu'il est impératif de sortir de cette logique de bénéficiaire,

d'assisté, sur laquelle fonctionne non seulement une partie des 353 ONG présentes au Burkina mais aussi la plupart des centaines d'associations de solidarité Nord-Sud.

Bien qu'il existe de nombreuses associations ou structures locales cherchant à améliorer les propres conditions de vie de leurs « populations-cibles », rares sont celles qui parviennent à réellement apporter un « plus » à leurs partenaires. Il est vrai que leurs moyens financiers sont limités. Nous pensons que la véritable contrainte se situe moins à ce niveau qu'à celle des capacités de ces structures à se donner des objectifs réalistes et à s'organiser pour les atteindre.

Les projets de l'étude qui fonctionnent ne demandent pas forcément le plus de moyens mais une réflexion poussée pour intervenir sur un territoire complexifié par un grand nombre de structures. Par exemple, pour construire leur plan d'action, ces dynamiques de développement sont souvent plus à l'écoute des opportunités de financement que des besoins prioritaires de leurs membres. « Sans aide extérieure, on n'est pas capable de faire des actions » témoigne un paysan gourmantché.

Combiné au fatalisme traditionnel, ce sentiment presque généralisé d'impuissance et d'insuffisance des ressources locales constitue, selon nous, un frein de plus au développement.

- *Limites des ONG*

Les ONG constituent un relais entre les sociétés du Nord, les grandes agences du développement et les sociétés rurales du Sud. Seulement, elles cherchent davantage à ressembler à ces sociétés occidentales qu'à véritablement s'impliquer au sein des communautés rurales du Sud. La nécessité de mobiliser des fonds les oblige à se tourner davantage vers le Nord.

On remarque en outre que certains types d'activités ne sont pas suffisamment appuyés. Selon P. Pélissier, « la route [...] apparaît immédiatement comme l'outil d'une agriculture qui trouve en elle-même les techniques de son progrès et dont la stagnation était d'abord le fruit de l'isolement ». Le désenclavement des terroirs apparaît comme une question primordiale notamment dans le Nord du pays mais reste très peu abordée.

Une autre limite des ONG au Burkina se situe dans les difficultés à communiquer avec l'ensemble et dans le manque de temps des projets. Il est absolument nécessaire de passer par les bonnes personnes pour initier les projets. Les ONG auraient également intérêt à se regrouper et à unir leurs actions notamment avec les grands projets locaux. Réunir des groupes d'influence dans des cadres informels afin de débloquent certaines situations apparaît, de plus, essentiel.

La prudence reste de mise concernant l'impact des actions de développement des ONG. Nous l'avons remarqué, les résultats ne se chiffrent pas toujours. Dans certains cas, il est difficile d'identifier clairement les bénéficiaires, dans d'autres cas, l'objectif de ces actions n'est

pas de renforcer ou d'améliorer les conditions de vie mais de plus en plus de renforcer les capacités des responsables de la mise en œuvre des projets ainsi que des bénéficiaires.

- Les ONG sont-elles irremplaçables ?

Dès 1986, M-C. Gueneau écrivait : « Les ONG connaissent bien leur milieu d'intervention, elles apportent une réponse à une demande paysanne, elles se présentent comme partenaires des populations en accordant une aide complémentaire à un effort antérieurement engagé, elles parviennent à toucher les classes sociales les plus défavorisées [...] ». Vingt ans plus tard, en s'immergeant au sein des zones d'actions de certaines de ces organisations, quel constat peut-on faire ?

Au cours de cette étude et à l'échelle du Burkina, nous pouvons affirmer que l'atout premier des ONG provient de leur capacité à être proche du terrain d'intervention. Elles connaissent généralement bien le milieu d'intervention et tentent d'apporter des solutions aux problèmes rencontrés par les populations urbaines et rurales tout en intégrant une souplesse d'intervention.

Malheureusement, si les bonnes volontés sont légions avec des méthodes variées selon les acteurs, la valorisation des potentialités locales est loin d'être réalisée et si certaines sont animées par un personnel motivé et compétent sachant créer un lien social fort avec les populations bénéficiaires, la majorité d'entre elles continuent à privilégier le projet physique faute de moyens financiers, techniques ou de réflexion de fond. De plus, les responsables de l'ONG, étant donné l'importance croissante du rôle du siège pour le captage des fonds notamment, sont de moins en moins présents sur les sites d'actions ce qui occasionne fatalement une perte de contact progressive avec le déroulement des opérations. Il en est de même pour tous les bailleurs de fonds appréhendés dont la périodicité excède rarement une fois par an sur le terrain ce qui ne leur permet pas de réorienter les projets qu'ils financent.

De grosses responsabilités incombent donc aux chefs de projets et aux animateurs endogènes parfois loin d'être préparés ou qualifiés pour effectuer un suivi organisé des opérations de terrain souvent disséminées. Cette dispersion représente une autre particularité de l'action des ONG au Burkina puisque les couvertures géographiques de chacune des ONG de l'étude sont relativement larges avec peu de personnel permanent.

Peu coûteuses par rapport aux grandes organisations internationales onusiennes par exemple, elles représentent tout de même un formidable outil d'aide au développement pour le Burkina même si cet outil pour les multiples raisons évoqués plus haut est loin d'être exploité à sa pleine mesure.

Si les ONG ne paraissent pas pouvoir être remplacées au Burkina à l'heure actuelle, il semble urgent qu'elles puissent s'insérer à l'intérieur de cadres de concertation plus larges et coordonnés. Elles perdraient certes en indépendance mais gagneraient en cohésion et en efficacité étant donné « la cacophonie ambiante ».

S'inscrire dans un mouvement de coopération décentralisée apparaît peu à peu comme une nouvelle forme d'intervention. En France, de nombreuses cellules de concertation constituées d'ONG, de jumelages, d'associations voient le jour au sein des conseils régionaux, généraux ou des mairies afin de travailler sur des thématiques communes au Burkina. Cette démarche a le double avantage de générer une certaine dynamique au sein de petits projets parfois somnolents et de coordonner les forces d'acteurs aux appellations différentes mais aux objectifs communs. Une Maison de la Coopération Décentralisée (MCD) existe depuis 2004 à Ouagadougou chargée de capitaliser et de coordonner l'ensemble des actions des entités françaises partenaires.

Notons que cette forme d'aide au développement par financement direct peut responsabiliser davantage mais peut aussi être un moyen de division au sein des ONG puisqu'il faut se demander si les organisations, dont les ressources sont souvent précaires, sauront résister pour maintenir leur spécificité et l'autonomie qui font aussi leur force.

Il est donc nécessaire de mieux maîtriser cette mouvance encore embryonnaire et pour cela, la transparence des activités de chaque organisation s'avère prépondérante.

Le danger consisterait à apporter trop d'importance à ce genre de démocratie locale étant donné que les communes rurales sur lesquelles s'appuieront les collectivités territoriales n'ont que peu de ressources et demeurent encore trop largement « des satellites de pouvoirs traditionnels en place ». De plus, sans une forme de concertation, la démarche des ONG, basée sur l'échange d'information et le savoir, reste désuète. Chaque contexte local, régional au Burkina possède ses propres spécificités auxquelles les outils de communication doivent s'adapter. Ces outils doivent faciliter les rapports entre les différents partenaires ainsi que les échanges d'informations. Cela renforce la création d'une dynamique de groupe et la prise de décision par la population des différentes actions.

- *Les nouvelles formes des ONG ?*

Que faire afin de recentrer les bénéficiaires au cœur des projets ? Sans doute faut-il imaginer un autre système qui permettrait au paysan burkinabè d'avoir les moyens de ne pas subir les situations en permanence. Il apparaît toutefois utopique de penser à une « autre forme de développement », tellement cette configuration satisfait ONG, bailleurs et Etat burkinabè.

Il émergera de notre étude qu'il existe une certaine corrélation entre le fait d'appartenir à un réseau sous-régional et à fortiori international avec les résultats enregistrés sur le terrain. L'appartenance à une plate forme induit un caractère d'information et de communication beaucoup plus important que pour une ONG isolée. Les captations des fonds extérieurs deviennent plus aisées du fait même de la proximité d'autres ONG internationales. De plus, les résultats enregistrés, pour peu qu'ils soient satisfaisants, seront tout de suite reconnus et inciteront les bailleurs à entreprendre ou poursuivre certaines actions.

Toutefois, la décision du regroupement peut parfois être comprise comme une volonté d'imposer son leadership sur les autres ONG.

L'implication massive des ONG au Burkina depuis quarante ans constitue une trace indélébile dans le développement du Burkina. Actuellement, celui-ci paraît incapable de se penser en dehors de la rhétorique des grands bailleurs de fonds, des ONG et de leurs activités. Et d'ailleurs, en a-t-il réellement la volonté ?

Tous ces éléments évoqués plus haut nous montrent bien l'impossibilité de coordonner l'ensemble des acteurs sur « ce grand jeu du développement ». Mais finalement, à part les bénéficiaires, qui aurait intérêt à réorganiser une telle configuration ? Pour les grandes agences du développement et les bailleurs, l'intérêt se limite à une bonne rédaction des rapports valorisant un peu plus « leur vitrine et leur discours ». Les ONG valorisent davantage leur aspect communicationnel, préfèrent « le signifiant au signifié » et doivent prioritairement assurer la survie de leurs projets. Tout le monde semble ainsi profiter de ce *développement*. Tout le monde sauf les bénéficiaires qui passent finalement après toutes ces considérations.

Ce qui apparaît frustrant dans le développement du Burkina se manifeste par le manque de dynamisme et de volonté générale. Les moyens existent mais ne sont visiblement pas exploités.

Sous couvert d'évolution, de progrès ou d'efficacité, chaque pion de l'échiquier cherche ainsi des solutions nouvelles au développement du Burkina tout en conservant ses privilèges. Si la coopération décentralisée apparaît comme une « nouvelle solution », elle n'est pas moins réalisée avec les mêmes entités qui s'adaptent très rapidement et qui reproduiront sans doute la même configuration de bilans mitigés.

Trop d'intérêts financiers semblent en question avec ce grand transfert de l'argent de rente du Nord vers le Burkina par le biais de cette capillarité des projets toujours plus nombreux.

Atteindre un niveau de développement élevé constituerait la fin pour toutes ces ONG présentes parfois depuis des décennies et qui ont toujours su renouveler leurs interventions pour, tout simplement, continuer à exister.

INDEX DES SIGLES

-

- ABBEF** : Association Burkinabè pour le Bien Etre Familial
- ABRAAD**: Association Burkinabè de Recherche, d'Action et d'Auto formation pour l'auto Développement
- ACDI** : Agence Canadienne de Développement International
- ACORD** : Association de Coopération et de Recherches pour le Développement
- ADD** : Action of Disability and Development
- ADP**: Association pour le développement du Paysan
- ADRA** : Adventist Development and Relief Agency
- AEAD**: Association Evangélique et d'Action Communautaire
- AFVP**: Association Française des Volontaires du Progrès
- AJACS** : Association en faveur de la jeunesse et de l'Action Communautaire
- AMPO** : Association Managé Nooma pour la Protection des Orphelins
- APAD** : Association euro-africaine pour l'anthropologie du changement social et du développement
- APD** : Aide Publique au Développement
- APRG** : Association de Promotion et de Recherche du Gulmu
- ARHBF** : Association en faveur de la Réhabilitation des Personnes Handicapées au Burkina Faso
- ARFA** : Association de Recherche et de Formation en Agro-écologie
- ASI** : Association de Solidarité internationale
- ATT** : Association Tin Tua
- AVOB** : Association en faveur des Veuves et des Orphelins du Burkina
- AVD** : Association pour le Volontariat et le Développement
- BD** : Broederlijk Delen
- BEL** : Bureau d'Etudes et de Liaisons
- BLONGA** : Bureau de Liaison des ONG et Associations
- BM** : Banque Mondiale
- BSONG** : Bureau de Suivi des ONG
- CCFC** : Fonds Chrétien pour l'Enfance Canada
- CEAS** : Centre Ecologique Albert Schweitzer
- CECI** : Centre Canadien pour la Coopération Internationale
- CERVOD** : Cercle de Volontaires africains pour le Développement et l'Intégration
- CES** : Conservation des Eaux et Sols

CESAO : Centre Economique et Social d'Afrique de l'Ouest
CIDI : Centre d'Initiatives et de Développement International
CIRAD : Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
COORDINATION SUD : Coordination Solidarité Urgence Développement
CRB : Croix Rouge Burkinabè
CREDO : Catholic Relief Development Organization
CRPA : Centre Régional de Promotion agro-pastoral
CRS : Catholic Relief Agency (Cathwel)
CVGT : Comité Villageois de Gestion des Terroirs
DED : Coopération Allemande de Développement
DGCI : Direction Générale pour la Coopération Internationale
DPA : Direction Provinciale de l'Agriculture
DSF : Développement Sans Frontières
ECHO : European Community Humanitarian office
EDM : Enfants du Monde
FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCD : Fonds pour la Coopération et le Développement
FCI : Family Care International
FED : Fonds Européen de Développement
FEM : Fonds pour l'Environnement Mondial
FEME : Fédération des Eglises et des Missions évangéliques
FMI : Fonds Monétaire International
FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la population
FNGN : Fédération Nationale des Groupements Naam
GRAAP : Groupe de Recherche, d'Appui et d'Autopromotion des Populations
GTZ : Coopération Technique Allemande
GVC : Groupement des Volontaires Civils
HCR : Haut Commissariat aux Réfugiés
HI : Handicap International
HKI : Helen Keller International
IRD : Institut de Recherche pour le Développement
LWR : Lutheran World Relief
MCD : Maison de la Coopération Décentralisée
MDM : Medicus Mundi
MSV : Médecins Sans Vacances

NGOs : Non Governmental Organizations
NOVIB: Organisation néerlandaise pour la coopération internationale
OCADES : Organisation Catholique en faveur du Développement et de la Solidarité
OCHA : Office of cordination for humanitarian action (Nations Unies)
ODE : Office de Développement des Eglises
OMS : Organisation Mondiale de la Santé
ONBAH : Office national des barrages et des aménagements hydro-agricoles
ONG : Organisation non gouvernementale
ONU : Organisation des Nations Unies
OP : Organisation Paysanne
OSI : Organisation de solidarité internationale
PAM : Programme Alimentaire Mondial
PB : Projet Baptiste
PDL : Plan de Développement Local
PNGT : Programme national de gestion de terroirs
PNUD : Programme des nations Unies pour le développement
PS : Peuples Solidaires
PSI : Population Service International
PSF : Pharmacien Sans Frontières
RECIF/ONG : Réseau de communication d'informations et de formation des femmes dans les ONG
SCS : Solidarité Canada Sahel
SCF : Save The Children
SDI : Secours Dentaire International
SECOS : Secrétariat de Coordination des ONG au Sahel
SNV : Organisation néerlandaise de développement
SOFITEX : Société des fibres et du textile burkinabè
SPONG : Secrétariat Permanent des ONG
TDH : Terre des Hommes
UE : Union Européenne
UFC : Union Fraternelle des Croyants
UGVO : Union des groupements villageois de l'Oudalan
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USAID : US Agency for International Development
ZWO : Commissie Voor Zending wereldialionaat en Ontwillelangssamenwerling

BIBLIOGRAPHIE

-

OUVRAGES GENERAUX

ACKROYD P.J., 1992, *The Process Approach to Projects*, ODA, Aid Economics and Social Department, Technical note n° 4.

ANCEY G., 1975, *Niveaux de décision et fonction objective en milieu rural africain*, Paris, AMIRA, note n°3.

ANTOINE P., CHARMES J., COURADE G., DUBOIS J.L., MARIE A., LORIAUX M., 1995, *Pauvreté, chômage et exclusion dans les pays du Sud : réflexions du séminaire de Royaumont en vue de contribuer aux travaux du Sommet Mondial sur le Développement Social*, Séminaire de Royaumont du 9 au 11 janvier 1995, ORSTOM, 21 p.

ASCHE A., 1991, *Le Burkina Faso contemporain. L'expérience d'un auto développement*, Paris : L'Harmattan. 287 p.

AVENTIN L., 1994, *Etude des associations auto-promues et des mouvements de solidarité et de lutte contre le Sida à Ouagadougou*, CNLS, Burkina Faso, ORSTOM, Mémoire de DESS, Institut d'Etudes du Développement Economique et Social (Paris I), 50 p. & annexes.

BAILEY F.G., 1971, *Les règles du jeu politique. Etude anthropologique*, Presses Universitaires de France, Paris.

BAIROCH P., 1992, *Le Tiers monde dans l'impasse*, Paris, 660 p.

BARRETEAU D., 1997, *La paix des langues : de nouvelles voies pour l'éducation*, Colloque international : Tradition et modernité : pour une voie de développement africain durable, Ouagadougou (27-29 novembre 1997), 18 p. (sous presse).

BARRETEAU D., 1998, *Multilinguisme et francophonie : quelle cohabitation ?*, Les causeries du Centre d'Information sur le Développement (Ouagadougou, 18 mars 1998), 12 p.

BARRETEAU D., LEMETAYER L. & YARO A., 1998, *Système éducatif et multilinguisme au Burkina Faso. Des innovations durables ?*, FRSIT 98, Forum national de la recherche scientifique et des innovations technologiques. Recherche scientifique et développement durable (Ouagadougou, 30 mars - 5 avril 1998), 15 p.

BEAUCHEMIN C., LE JEUNE G., et al., 2002, *Villes au Burkina* : Rapport de présentation. Montréal, Département de démographie, Université de Montréal.

BEAUDOUX E., 1992, *Cheminevements d'une action de développement. De l'identification à l'évaluation*. Paris, L'Harmattan. 203 p.

BELLONCLE G., 1993, *Anthropologie appliquée et développement associatif: trente années d'expérimentation sociale en Afrique sahélienne (1960-1990)*, L'Harmattan, Paris.

BERRY S., 1993, *No condition is permanent. The social dynamics of agrarian change in sub-saharan Africa*, The University of Wisconsin Press. pp. 156-157

BEST J. & BROWN D., 1990, *NGOs in development*, The Rural Extension Bulletin, 28 feb., Agricultural Extension and Rural Development Department of the University of Reading, UK.

BIERSCHENK T., CHAUVEAU J.P., OLIVIER DE SARDAN J.P. (dir.), 2000, *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*, Paris APAD/Karthala, 328 p.

BIJL J., BOSSUYT J. & LAND T., 1998, *Quel cadre institutionnel pour le développement local ? L'expérience du Mali et du Burkina Faso*. Document de travail, 58. Maastricht : ECDPM.

BLUNDO G., 1991, *La brique, la terre et le puits: administration locale, factionnalisme et autopromotion au Sénégal*, in *Jeux et enjeux de l'auto-promotion. Vers d'autres formes de coopération au développement*, éd. P.U.F., Paris, pp. 103-133.

BLUNDO G., 1991, *Les associations villageoises et la Communauté rurale au Sénégal. Etude de cas dans l'arrondissement de Koungheul (région de Kaolack)*, SEREC-BEREC-IUED. 40p

BLUNDO G., 1994, *Le conflit dans l'entente; coopération et compétition dans les associations paysannes du bassin arachidier sénégalais*; in *Les associations paysannes en Afrique: organisation et dynamiques*, APAD-Karthala-IUED, Paris, pp. 99-120.

BOLTANSKI L., THEVENOT L., 1991, *De la justification. Les économies de la grandeur*, NRF Essais, Gallimard, Paris. 483 p.

BOUGAÏRE D., 2003, *L'approche communicative des campagnes de sensibilisation en santé publique au Burkina Faso. Le cas de la planification familiale, du sida et de l'excision*. Thèse de Doctorat en communication. Université de Groningen. 256 p.

BOUTHIER M., 1996, *Un aspect des relations ville-campagne au Burkina Faso : L'impact d'une ONG urbaine sur le monde rural*, in *Interdépendances ville-campagne en Afrique* coordonné par C. COQUERY-VIDROVITCH et al. L'Harmattan. Tiers monde Afrique, Dynamique des sociétés en développement. Paris VII. 293 p.

BRAUMAN R., 1995, *L'action humanitaire, un exposé pour comprendre, un essai pour réfléchir*, Paris : Flammarion (coll. Dominos), 1995, 127 p.

BRAUMAN R., BACKMANN R., 1996, *Les médias et l'humanitaire : éthique de l'information ou charité-spectacle*, Paris : CFPJ Editions (Coll. Médias et société), 1996, 174p.

BRAUMAN R., 2000, *L'action humanitaire*, Paris, Flammarion, rééd. 2000. 127 p.

BRUNEL S., 2003, *Frontières*, Ed. Denoël, Paris, 442 p.

BRUNEL S., PEROUSE DE MONTCLOS M.A., KIPRE P., HOUZIAUX A. (dir.), 2005, *L'aide au tiers-monde. A quoi bon ?*, Ivry-sur-Seine, Editions de l'Atelier, 114 p.

BUCLET B., 2004, *Le marché international de la solidarité : les organisations non gouvernementales en Amazonie brésilienne*. Thèse de Doctorat en économie du développement. EHESS, Paris, juin 2004, 507 p.

BUIRETTE P., 1996, *Le droit International humanitaire*, Paris, Editions La Découverte, 124p.

CALVES A.E., SCHOUMAKER B., 2004, *Deteriorating Economic Context and Changing Patterns of Youth Employment in Urban Burkina Faso: 1980-2000*. *World Development*, 32(8), pp. 1341-54.

CERTEAU M. (de), 1980 (rééd. 1990), *L'invention du quotidien*, Folio, Essais, Paris, 352 p.

CHAMBERS R., 1983, *Développement rural. La pauvreté cachée*, Paris, Karthala-CTA, 1990. 374 p. (trad. Fr. de Rural Development : Putting the Last First. London : Longman, 1983).

CHAUVEAU J.P. & SAMBA A., 1989, *Market Development, Government Interventions and the Dynamics of the Small-Scale fishing Sector : An Historical Perspective of the Senegalese Case*, *Development and Change*, 20, 4 : pp.599-620.

CHAUVEAU J.P., 1993, *Les conditions institutionnelles de l'innovation provoquée en situation de développement*, in *L'innovation en milieu rural. Synthèse de la Table-Ronde*, Doc. sc. Laboratoire d'Etudes Agraires, ORSTOM-Montpellier : pp. 22-30.

CHAUVEAU J.P., 1997, *Jeu foncier, institutions d'accès à la ressource et usage de la ressource*. In B. CONTAMIN and H. MEMEL-FOTE, *Le modèle ivoirien en crise*. GIDIS/éd. Karthala, Paris/Abidjan, pp. 325-360.

CHAUVEAU J.P., 1994-b, *Participation paysanne et populisme bureaucratique. Essai d'histoire et de sociologie de la culture du développement*, in J.P. JACOB et P. LAVIGNE DELVILLE, *Les associations paysannes en Afrique : organisation et dynamiques*, Bulletin de l'APAD - éd. Karthala - IUED Paris, pp. 25-60.

CHAUVEAU J.P., LAVIGNE DELVILLE P., 1998, *Communiquer dans l'affrontement. La participation cachée des projets participatifs ciblés sur des groupes ruraux défavorisés*. In DELER J.P., FAURE Y.A., PIVETEAU A., ROCA P.J. *ONG et développement. Société, économie, politique*, Paris, éd. Karthala, p. 193-213.

CHECKLAND P.B., 1981, *Systems thinking, Systems practice*, publisher J. WILEY & sons, Chichester, 344 p.

C.N.D., 1998, *Textes d'orientations de la décentralisation (TOD)*, Ouagadougou, IMP, SEDIMA.

COLLOVALD A., LECHIEN M.H., ROZIER S., WILLEMETZ L., 2002, *L'humanitaire ou le management des dévouements : enquête sur un militantisme de "solidarité internationale" en faveur du Tiers-Monde*, éd. Res Publica, Rennes, PUR.

COORDINATION SUD., 2004, *Les ONG dans la tempête mondiale*, Paris, Editions Charles-Léopold Mayer, 280 p.

CORNWALL A., GUIJT I., WELBOURN A., 1994, *Acknowledging process : methodological challenges for agricultural research and extension*, in SCONES I. and THOMPSON J., *Beyond Farmers First*, eds. Intermediate Technology Publications, London pp 98-116.

DARBON D., 1988, *L'administration et le paysan en Casamance. Essai d'anthropologie administrative*, Pedone, Paris, 222 p.

DIEMER G., 1989, *Vers une anthropologie des techniques de l'irrigation en Afrique*, communication aux Journées des Sociologues ORSTOM, Paris, 10-11/X/1989.

DESCENDRE D., 1991, *L'autodétermination paysanne en Afrique. Solidarité ou tutelles des ONG partenaires ?* Paris/Bruxelles, l'Harmattan/CSA, p. 200.

DOLI O., 2001, *Les églises chrétiennes dans la vie politique du Burkina Faso de 1983 à 2000*. Mémoire de maîtrise. Sous la Direction de M.SOME, Ouagadougou, décembre 2001.

DUMONT R., 1991, *Démocratie pour l'Afrique*. Paris : Le Seuil. 343 p.

ELWERT G., BIERSCHENK T., 1988, *Development Aid as an Intervention in Dynamic Systems ; an Introduction*, *Sociologia Ruralis*, vol XXVIII, n°2/3, Assen: pp. 99-112.

ENEE G. , 2001, *Les organismes à Gorom Gorom au Nord du Burkina Faso : Sources de développement ?* Mémoire de maîtrise de géographie sous la direction de M. ROUPSARD. CRESO. Université de Caen, 120 p.

ENEE G., 2002, *L'action des ONG au Burkina Faso et leur impact au niveau du développement local*. Projet de thèse en géographie sous la direction de M. ROUPSARD. CRESO, Université de Caen. 86 p.

FISIY C.F. et GEISCHIERE P., 1993, *Sorcellerie et accumulation, variations régionales*, in *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, GEISCHIERE P. et KONINGS P., Paris, ASC-Karthala : pp. 99-129.

FOLACCI E., MAROUSEAU G., 2005, *ONG et développement durable : entre solidarité et instrumentalisation*. Journée du développement durable-AIMS-IAE d'Aix en Provence, 11 novembre 2005, 18 p.

FONCELLO S., OTAYEK R. (sous la dir.), 1999, *Dieu dans la cité : dynamiques religieuses en milieu urbain ouagalais*. Talence, Centre d'études d'Afrique noire, 168 p., Cahiers d'études africaines 165, 2002.

FREMONT A., 1977, *L'espace vécu et la notion de région*. Communication prononcée à la conférence de l'Université de Würzburg, janvier 1977, Centre d'Etudes régionales et d'Aménagement, Université de Caen, 18 p.

FREUDIGER P., JACOB J.P. & NAUDET J.D., 1997a, *Analyse de six expériences de développement local au Burkina Faso*. Synthèse et propositions de discussion et d'action, Ministère de la Coopération/IUED, 22 p.

FREUDIGER P., JACOB J.P., NAUDET J.D., 1997b, *Les interventions de développement à l'échelle locale : le point sur les démarches et quelques recommandations à propos du cas burkinabè*, Ministère de la Coopération/IUED, 32 p.

G.A.O. (Réseau Groupements, Associations villageoises. Organisations paysannes) par **DIAGNE D. et PESCHE D.,** 1994, *Les organisations paysannes et rurales. Acteurs du développement en Afrique sub-saharienne*, Rencontre internationale 6 février 1995, Paris, 84p.

GIRI J., 1986, *L'Afrique en panne. Vingt cinq ans de développement*, Karthala, Paris, 204 p.

GNÄGI A., *Rural Poverty in south-western Mali*, Institute of Anthropology, university of Berne, Switzerland, 11 p.

GOODY J., 1971, *Technology, Tradition and the State in Africa*, Londres, Ibadan, Accra, Oxford University Press, VI-88 p.

GORE C., 1995, *Social Exclusion and Social Change : Insights in the African Literature*, in G. RODGERS, C. GORE and J.B. FIGUEIREDO *Social Exclusion: Rhetoric, Reality, Responses*, ILO publications, Geneva, 111 p.

GORE C., 1995, *Introduction : Markets, citizenship and social exclusion*, 37p. in G. RODGERS, C. GORE and J.B. FIGUEIREDO *Social Exclusion: Rhetoric, Reality, Responses*, ILO publications, Geneva, 111 p.

GRUENAIIS M.E., 1983, *Autorité et territoire, Histoire d'un apanage mossi*, Thèse de 3^{ème} cycle, Paris, Université Paris X, Nanterre, 519 p..

GUENEAU M.C., LECOMTE B.J., 1998, *Sahel : Les paysans dans les marigots de l'aide*. L'Harmattan.

HAALAND G., 1990, *Aid and Sustainable Development in a Dual Economy*, *Forum for Utviklingsstudier*, 1, pp.105-125.

HAGBERG S., 2000 *Strangers, Citizens, Friends : Fulbe Agro-Pastoralists in Western Burkina Faso*, in S. HAGBERG & A. B. TENGAN (eds) *Bonds and Boundaries in Northern Ghana and Southern Burkina Faso*, Uppsala, Acta Universitatis Upsaliensis, Uppsala Studies in Cultural Anthropology , p. 30.

HAGBERG S., 2001, *À l'ombre du conflit violent, Règlement et gestion des conflits entre agriculteurs karaboro et agro-pasteurs peul au Burkina Faso*, Centre d'Etudes Africaines, 161, document 66.

HIRSCHMAN A.O., 1991, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Fayard, coll. L'espace du politique, Paris, 295 p.

HOURS B., 1998, *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*, L'Harmattan, Paris, 176 p.

HUDDOCK A.C., 1999, *NGO's and Civil Society : Democracy by Proxy ?* Cambridge, UK, Polity, pp. 20-21.

ILIFFE J., 1987, *The African poor : An history*. Cambridge, Cambridge University Press, 387 p.

I.N.S.D., 1996, *Annuaire statistique du Burkina Faso*. Ouagadougou. Ministère de l'économie et des finances, Direction des statistiques générales, p. 49.

IZARD M., 1985, *Gens du pouvoir, gens de la terre*, Paris-Londres, Maison des sciences de l'homme, Cambridge University Press, 594 p.

JACOB J.P., 1994, *Gouvernance, imputation, redondance. Réflexions sur la multiplicité des intervenants et la multiplication des organisations paysannes*, in J.P. JACOB et P. LAVIGNE DELVILLE, *Les associations paysannes en Afrique : organisation et dynamiques*, éd. APAD - Karthala - IUED Paris, pp. 255-270.

JACOB J.P., LAVIGNE-DELVILLE P., 1994, *Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*, APAD-Karthala-IUED, Paris, 307 p.

JACOB J.P., LAVIGNE-DELVILLE P., 1994, *Introduction*, in J.P. JACOB et P. LAVIGNE DELVILLE, *Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*, éd. APAD-Karthala-IUED, Paris, 307 p.

JACOB J.P., 1997, *Etats et paysans à la mise en œuvre des politiques de décentralisation en Afrique*, p3-22 in JACOB J-P, BUNDO G et al, *Socio-anthropologie de la décentralisation en milieu rural africain*, Genève, IUED (Itinéraires, série « Notes et travaux 49 »), 118 p.

JACOB J.P., 2000, *Sciences sociales et Coopération en Afrique : les rendez-vous manqués*, nouveaux cahiers de l'IUED, P.U.F. (1^{er} janvier 2000), 244 p.

JUL-LARSEN E., 1995, *Reflections on Trends in Poverty-Oriented Aid to Sub-Saharan Africa*, Chr. Michelsen Institute, Bergen.

JUL-LARSEN E., *Prolifération des institutions et performance économique: l'accès aux ressources des pêcheurs migrants à Pointe-Noire (Congo)*, in C. CHABOUD, J.-P. CHAUVEAU & E. JUL-LARSEN, éd.. *Les pêches piroguières Ouest-africaines. Perspectives en sciences sociales*, ORSTOM-Univ. de Bergen.

KABORE E.M., 2002, *Quelles pratiques et politiques culturelles pour le Burkina Faso aujourd'hui*, mémoire de DESS Développement culturel et direction de projets, Sous la direction de J Bonniel, Lyon : ARSEC/Université Lumière Lyon 2, 68 p.

KABOU A., *Et si l'Afrique refusait le développement ?*, L'Harmattan, 1991, 207 p.

KASSIBO B., 1994, *L'union régionale des coopératives de pêcheurs de la région de Mopti (Mali): les raisons d'un échec*, in J.P. JACOB ET P. LAVIGNE DELVILLE, éd., *Les associations paysannes en Afrique: organisation et dynamiques*, APAD - Karthala - IUED Paris, pp. 219-234.

KASSIBO B., 1990, *Le crédit nomade. Rôle et mode de fonctionnement du crédit chez les pêcheurs du Delta central du Niger*, in *Projet d'études halieutiques du Delta central du Niger. Bilan de trois premières années d'études*, ORSTOM, Bamako.

KENKOU G.K., 1994, *Solidarité sociale traditionnelle et promotion des structures coopératives en milieu rural africain. Le cas de groupements villageois au Togo et au Burkina Faso*, Cahiers des Sciences humaines 30 (4): pp. 749-764.

KLEITZ G., 1995-a (avril), *Les niveaux de l'analyse des méthodes d'intervention de l'aide au développement rural*, GRET.

KLEITZ G., 1995-b (mars), *Les méthodes de suivi et de gestion des procédures dans l'intervention pour le développement ; quelques éléments pour une méthodologie*, GRET.

KONE M., 1994, *Etre encadreur agricole en Côte d'Ivoire : principes et pratiques : le cas de Sakassou*, thèse de Doctorat en économie du développement, EHESS, Marseille, 393 p.

KORTEN D.C., 1980, *Community Organization and Rural Development. A Learning Process Approach*, New York, Ford Foundation, 32 p.

KORTEN D.C., 1989, *Social Science in the service of social transformation*, in Cynthia VENERACION, ed., *A Decade of Process Documentation Research : Reflections and Synthesis*, Institute of Philippine Culture, Manila University, Quezon City, pp. 5-20.

KWAN KAÏ HONG., 1991, *Jeux et enjeux et l'auto-promotion. Vers d'autres formes de coopération au développement*, Presses Universitaires de France-Cahiers de l'IUED, Paris-Genève.

KOUCHNER B., 1986, *Charité business*, Paris, le Pré-aux-clerics, 271 p.

LACHAUD J.P., 1994, *Marché du travail et exclusion sociale en Afrique francophone* Documents de travail 01, Centre d'Economie du Développement de l'Université Montesquieu Bordeaux IV. 25 p.

LACHAUD J.P., 2002, *Urbanisation, pauvreté et capacités : nouveaux défis des stratégies de développement ? Une approche spatio-temporelle au Burkina Faso*, Documents de travail 71, Centre d'Economie du Développement de l'Université Montesquieu Bordeaux IV. 22 p.

LACHENMANN G., 1994, *Civil Society and Social Movements in Africa*, in J.P. JACOB et P. LAVIGNE DELVILLE, éd., *Les associations paysannes en Afrique : organisation et dynamiques*, APAD - Karthala - IUED Paris, pp. 61-95.

LACHENMANN G. et al., 1990, *Organisations paysannes au Sénégal : comment renforcer les structures intermédiaires dans le processus de transformation socio-économique*, Institut Allemand de Développement, Berlin.

LATOUCHE S., 1986, *Faut-il refuser le développement ? Essai sur l'anti-économique du Tiers Monde*, 4 p. in *Revue économique*, Vol. 38, No. 5 (Sep., 1987), pp. 1061-1064

LAURENT P.J. & MATHIEU P., 1994, *Migration, environnement et projet de développement: récit d'un conflit foncier entre Nuni et Mossi au Burkina Faso*. In *Migrations et accès à la terre au Burkina Faso*, Cahiers du Cidep, n° 20, pp. 85-133.

LAVIGNE DELVILLE P., 1991, *La rizière et la valise : irrigation, migration et stratégies paysannes dans la vallée du fleuve Sénégal*, Syros-Alternatives, Paris, 231 p.

LAVIGNE DELVILLE P., 1994, *Aménagements de bas-fonds : les paysans savent aussi innover*, Lettre du réseau Recherche-développement, 20 mars 1994.

LAVIGNE DELVILLE P., 1994, *Migrations internationales, restructurations agraires et dynamiques associatives en pays noninké et haalpulaar (1975-1990). Essai d'anthropologie du changement social et du développement*. Thèse de Doctorat en Anthropologie sociale et ethnologie, EHESS-Marseille, 420 p.

LAVIGNE DELVILLE P., 1994, *Transformation des pouvoirs et production de normes en Afrique Sahélienne rurale*, Programme de recherche.

LAVIGNE DELVILLE P., 1995, *L'illusion de tout découvrir à l'échelle du village : quelques réflexions sur la MARP*, Atelier "Diagnostics rapides, diagnostics participatifs", GRET, Paris, 16p.

LAVIGNE DELVILLE P., 1995, *Valorisation des aménagements de bas-fonds au Mali : logiques paysannes et enjeux agro-économiques*, GRET, Paris.

LE MOAL G., 1980, *Les Bobo. Nature et fonction des masques*, Paris, ORSTOM, 538 p.

LEACH M., 1992, *Women's Crops in Women's Spaces, Gender Relations in Mende Rice Farming*, in *Bush Base : Forest Farm*, CROLL & PARKINS, EIDOR, Routledge, London, 76-96.

LECOMTE B., 1986, *L'aide par projet : limites et alternatives*. Etudes du Centre de Développement OCDE, Paris.

LECOMTE B., 1991, *Processus d'auto-promotion et formes d'appui adaptées*, in *Jeux et enjeux de l'auto-promotion. Vers d'autres formes de coopération au développement*, KWAN KAI HONG éd., I.U.E.D.-P.U.F., Paris, pp. 49-71.

LEFEBVRE-NARE F., 2000, *Le développement et ses bénéficiaires : l'implication des bénéficiaires dans l'évaluation, mythe ou possibilité ?* in Congrès de la Société Française de l'Evaluation.

LIPPENS P., 1972, *La république de Haute Volta*, IIA-Berger-Levrault. pp. 9-10.

LONG N., 1989, *The Reason D'être for Studying Rural Development Interface*, in N. LONG, ed., *Encounters at the Interface, A perspective on social discontinuities in rural development*, Wageningen ; Landbourn Universiteit Wageningen.

MAIZI P., 1991, *Le groupement féminin 6S à Gurga: pratiques et discours*, in J.P. OLIVIER DE SARDAN et E. PAQUOT, éd., *D'un savoir à l'autre ; les agents de développement comme médiateurs*, GRET, Paris, pp. 89-99.

MAMAN SANI S., 1994, *Socio-anthropologie d'une expertise : cas d'une évaluation externe d'un projet au Niger*, Niamey, Mission de Coopération.

MAPPA S., 2005, *Le savoir occidental au défi des cultures africaines. Former pour changer ?* Paris, Karthala, 2005, 368 p.

MARCHAL J.Y., 1979, *L'espace des techniciens et celui des paysans : histoire d'un périmètre anti-érosif en Haute Volta*, pp. 245-252 in *Maîtrise de l'espace agraire. Développement en Afrique tropicale, logique paysanne et rationalité technique*. Mémoires ORSTOM. N°89. Paris.

MARIE A., 1997, *L'Afrique des individus*, Karthala, 440 p.

MATHIEU P., 1987, *Agriculture irriguée, réforme foncière et stratégies paysannes dans la vallée du fleuve Sénégal, 1960-1985*, Thèse, fondation universitaire luxembourgeoise, Arlon, 2 tomes, 414 p.

MATHIEU P., 1992, *Participation paysanne ou transfert des coûts aux organisations locales? L'agriculture irriguée et le désengagement de l'Etat au Sénégal et à Madagascar*, in M. HAUBERT, éd., *Etat et société dans le Tiers-Monde*, IEDES-Presses Universitaires de France, Paris, pp. 64-71.

MERCOIRET M.R., 1994, *L'appui aux producteurs ruraux. Guide à l'usage des agents du développement et des responsables de groupements*, Les éditions Karthala, Ministère de la coopération, Paris, 464 p.

MERLE M., 1986, *Les acteurs dans les relations internationales*, Paris, Economica, 200 p.

MONGBO R., 1994, *La dynamique des organisations paysannes et la négociation quotidienne du développement rural à la base : une étude de cas au Bénin*, in J.P. JACOB et P LAVIGNE DELVILLE, éd.. *Les associations paysannes en Afrique: organisation et dynamiques*, APAD-Karthala-IUED, Paris, pp.135-153.

MONGBO R., 1995, *The appropriation and dimembering of development intervention. Policy, discourse and practice in the field of rural development in Benin*, Thesis Landbouw Universiteit Wageningen.

NAPON A., 2003, *La problématique de l'introduction des langues nationales dans l'enseignement primaire au Burkina Faso*, Université de Ouagadougou, 156 p.

NDIONE E.S., 1991, *Rencontre avec la mission CCFD*, ENDA-GRAF, Dakar, 20 p.

NDIONE E., 1987, *Dynamique urbaine d'une société en grappes*, ENDA, Dakar (réed. Karthala, Paris), 179 p.

NGUINGUIRI J.C., 1995, *Des pêcheurs face au développement: acteurs, stratégies et trajectoires des pêcheries vili du Congo. Analyse socio-anthropologique*. Thèse de Doctorat d'Anthropologie sociale et Ethnologie, EHESS Marseille, 273 p.

OLIVIER DE SARDAN J.P., 1990, *Populisme développementiste et populisme en sciences sociales : idéologie, action, connaissance*, Cahiers d'Etudes Africaines, 120, pp. 475-492.

OLIVIER DE SARDAN J.P., 1990, *Sociétés et développement*, in FASSIN P. et JAFFRE Y., eds, *Société, développement, santé*, Ellipses, Paris. p. 28-37.

OLIVIER DE SARDAN J.P., 1991, *Savoirs populaires et agents de développement*, in OLIVIER DE SARDAN & PAQUOT, eds, *D'un savoir à l'autre : les agents de développement comme médiateurs*. Paris, GRET-Ministère de la Coopération, p. 17-42.

OLIVIER DE SARDAN J.P., PAQUOT E., 1991, *D'un savoir à l'autre; les agents de développement comme médiateurs*, Ministère de la Coopération et du développement, Paris, GRET, 204 p.

OLIVIER DE SARDAN J.P., 1995, *Une anthropologie de l'innovation est-elle possible ?* in CHAUVEAU J.P. et YUNG J.M., éd., *Les diversités de l'innovation, Innovation et sociétés, Quelles agricultures ? Quelles innovations ?*, vol. II, Montpellier, CIRAD, pp. 33-49.

OLIVIER DE SARDAN J.P., BIERSCHEK T., 1993, *Les courtiers locaux du développement*, Bulletin de l'APAD, 5, pp. 71-76.

OLIVIER DE SARDAN J.P., 1994, *Préface*, in J.P. JACOB et P. LAVIGNE DELVILLE, eds, *Les associations paysannes en Afrique: organisation et dynamiques*, APAD - Karthala - IUED, Paris, 307 p.

OUATTARA A., 1998, *Migrations, urbanisation et développement au Burkina Faso*, UERD, n°8, avril 1998, 34 p.

OUEDRAOGO B.L., *Entraide villageoise et développement. Groupements paysans au Burkina Faso*, Paris, L'Harmattan, 1990.

OUEDRAOGO F.C., 2004, *Géographie de la vulnérabilité alimentaire dans l'Est du Burkina-Faso : Des potentialités aux ressources*, Thèse de doctorat, IRD.

OUEDRAOGO S., 1997, *Recueil d'informations sur l'appréciation des acteurs locaux de leurs partenaires de développement*. Université de Ouagadougou.

OUEDRAOGO S., 2001, *Un regard critique des bénéficiaires de l'aide sur leurs donateurs potentiels*, juin 2001, 8 p.

OUEDRAOGO S., 2005, *Intensification de l'agriculture sur le Plateau Central du Burkina : Une analyse des possibilités à partir des nouvelles technologies*. Thèse de Doctorat en économie du développement. Université de Groningen, 325 p.

OUEDRAOGO S., 2006, *Phénomènes d'émergence et de développement des organisations paysannes au Plateau Mossi (Burkina Faso)*. Communication au colloque des étudiants du CRISES, Université de Laval, Québec.

PELISSIER P., 1979, *Le paysan et le technicien : quelques aspects d'un difficile face-à-face in Maîtrise de l'espace agraire. Développement en Afrique tropicale, logique paysanne et rationalité technique*. Mémoire ORSTOM, n°89. Paris. 600 p.

PELISSIER P., 1995, *Campagnes africaines en devenir*. Ed. Arguments, Paris. 318 p.

PERENNES J.J., *La participation des Eglises d'Afrique au développement*.

PILON M., S. BAUX, 2002, *L'offre et la demande d'éducation primaire à Ouagadougou. Un état des lieux*, Uerd, 27 p.

PONCELET M., PIROTTE G., STANGHERLIN G. & SINDAYIHEBURA E., 2006, *Les ONG africaines en ville. Typologie, fonctionnement et initiatives en matière de développement*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2006, col. Espace-Afrique, n°5.

POTH J., 1997, *L'enseignement d'une langue maternelle et d'une langue non maternelle, La mise en application d'une pédagogie convergente*, UNESCO, Centre International de Phonétique Appliquée, Agence de la Francophonie, 26 p.

RAISON J.P., *Trente ans, trois phases de la géographie rurale dans les pays tropicaux*, pp.135-159 in CHOQUET C., DOLFUS O., LE ROY E., VERNIERES M. (ed.) 1993. *Etat des savoirs sur le développement. Trois décennies de sciences sociales en langue française*. Paris, Karthala. 229 p.

REQUIER-DESJARDINS D., 1999, *Les théories néo-schumpetériennes de l'innovation sont-elles applicables à l'agro-alimentation tropicale ?*, pp. 65-85 in CHAUVEAU J.P., CORMIER-SALEM M.C., MOLLARD E., eds., *L'innovation en agriculture- Questions de méthode et terrains d'observation*, 1999, Collection A travers champs, IRD, 362 p.

RIDDE V., 2005, *Politiques publiques de santé et équité en Afrique de l'Ouest. Le cas de l'initiative de Bamako au Burkina Faso*, thèse de Doctorat en santé communautaire, Université de Laval Québec, octobre 2005, 683 p.

RIST G., 1996, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Politiques, 2nde édition janvier 2001, p. 22.

RODGERS G., GORE C. & FIGUEIDERO J.B., 1995, *Social Exclusion : Rhetoric, Reality, Responses*, ILO publications, Genève.

RYFMAN P., 1999, *La question humanitaire : histoires problématiques, acteurs et enjeux de l'aide humanitaire internationale*, Ellipses éditions, Paris, 208 p.

RYFMAN P., *L'action humanitaire. Problèmes politiques et sociaux*, n°864, La Documentation française, Paris, octobre 2001, 84 p.

SAUTTER G., *Dirigisme opérationnel et stratégie paysanne ou l'aménageur aménagé*, 1978, *L'espace géographique* 7 (4), pp. 233-243.

SAWADOGO K., 1997, *La pauvreté au Burkina Faso : une analyse critique des politiques et des stratégies d'interventions locales*, document de travail ECDPM, n°51, Maastricht, 40 p.

SENARCLENS P. (de), 1999, *L'humanitaire en catastrophe*. Presses de Sciences Po./La Bibliothèque du citoyen. 146 p.

SEYDOUX A., HAMMER T., 2004, *L'expérience des groupements Naam dans la lutte contre la désertification au Yatenga (Burkina Faso)*, in SCNEIDER F, VISCHER & PECHAY D, *Le forum suisse des africanistes* 4, Werkschau Afrikastudien 4, Munster, Suisse, pp. 73-96.

SMILLIE I. & HELMICH H., 1999, *Government-NGO, Partnerships for International Development*, Earthscan, London.

TOE P., DIE M., *L'éveil des campagnes africaines : Sien, un village à l'épreuve du développement*, L'Harmattan, septembre 2005, 117 p.

SCHNEIDER H., 1994, *Participatory development: from advocacy to action (Preliminary Draft Overview)*, February 1994, Paris : OECD Development Center.

UPHOFF N. & COHEN J.M., 1980, *Participation's Place in Rural Development : Seeking Clarity through Specificity*, in *World Development*, Pergamon Press Limited, vol. 8, pp. 213-235.

UPHOFF N., 1991, *Fitting Projects to People*, in CERNEA M., éd., *Putting People First ; Sociological Variables in Rural Development*, Washington & Oxford, World Bank/Oxford University Press, pp. 467-512.

VALLAT B., 1993, *La démarche dite de professionnalisation des acteurs économiques du monde rural à travers une nouvelle conception des projets de développement en Afrique*, Ibisdoc, pp. 3-8.

YAMEOGO C.R., 2005, *Etude sur les créneaux porteurs au Burkina Faso*. Observatoire national de la formation professionnelle, Ministère de l'emploi, du travail et de la jeunesse. Novembre 2005, 226 p.

YEYE S., décembre 1999, *Monographie nationale sur la diversité biologique du Burkina Faso*, Ministère de l'Environnement et de l'Eau, 126 p.

YUNG J.M. & TAILLY-SADA P., oct. 1992, *Objectifs, stratégies, opinions des riziculteurs de l'Office du Niger*, CIRAD-SAR, n°61/92.

YUNG J.M. & BOSC P.M., 1993, *Le développement agricole au Sahel. Tome IV Défis, recherches et innovations au Sahel*, Documents Systèmes Agraires n° 17.

ZAGRE P., 1994, *Les politiques économiques du Burkina Faso, une tradition d'ajustement structurel*, Paris, Karthala.

ZALLER H.G. & BEGUIN H., 1992, *Aide à la décision. L'évaluation des projets d'aménagements*. Paris, Economica, 301 p.

OUVRAGES SPECIALISES SUR LES ONG

ACHEROY C., *L'avenir de l'offre de services*. Echos du COTA, septembre 2005, n°108, p. 8-10.

BASTIEN V., *Lutte contre le sida : collaboration entre ONG du Nord et associations du Sud*. ECS/PNUD/SCAC, juin 2001, 13 p.

BEIGBEDER Y., 1992, *Le rôle international des organisations non gouvernementales*. Bruylant, Bruxelles, 195 p.

BRITTON B., 2005, *L'apprentissage organisationnel dans les ONG : créer le motif, les moyens et l'occasion*. INTRAC, Oxford, UK, 2005, 67 p. Praxis paper, n°3.

CENTRE TRICONTINENTAL (ouvrage collectif), 1998, *Les ONG : Instruments du néo-libéralisme ou alternatives populaires ?*, Cahiers « Alternatives Sud », Volontaire IV, L'Harmattan, Centre Tricontinental Louvain-La-Neuve. 194 p.

CHARTIER D. & OLLITAUT S., 2005, *Les ONG d'environnement dans un système international en mutation : Des objets non identifiés ?* in AUBERTIN C. (ed.), pp. 21-58.

CONSOLO O., *Les évolutions du secteur ONG*. Echos du COTA, septembre 2005, n°108, p.4-7.

DAUVIN P., SIMEANT J., 2002, *Le travail humanitaire, les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Politiques, 446 p.

DELER J.P., FAURE Y.A., PIVETEAU A., ROCA P.J., 1998, *ONG et développement. Société, économie, politique*. Paris, Karthala, 684 p.

DEKEYSER L., *Note stratégique sur l'évolution du rôle des ONG belges*. ACODEV, Bruxelles, 2000, 37 p.

DE CROMBRUGGHE G., *Le rôle des intermédiaires dans les projets multi-acteurs*. Echos du COTA, 09/2005, n°108, p. 18-19.

DONSIMONI M., 1998, *La relation donateur-ONG : le jeu du don*, in DELER P., FAURE Y.A., PIVETEAU A. et ROCA P.J., *ONG et développement*, Société, économie, politique, Paris, Karthala.

EDJOKINTO J.T., 1997, *Le rôle des organisations non gouvernementales dans le développement des petites et micro-entreprises en Afrique de l'Ouest (rapport commissionné par l'ONUDI)*, Forum des ONG, Dakar, 5-6 novembre 1997.

FOLKE S., 2005, *Impact - concept et méthodes : application aux actions des ONG dans le Sud*. Echos du COTA, 06/2005, n°107, p. 3-8.

GILIARD P., 2005, *Les ONG en ville africaine*. Karthala. 280 p.

GUILLERMOU Y., 2003, *ONG et dynamiques politiques en Afrique*, Journal des anthropologues, n°94-95, p. 120.

KESZLER M.C., *Les ONG dans la concurrence internationale*, Séminaire ACI "Mondialisation, Globalisation et Gouvernance", novembre 2004, 12 p.

HADJAJ-CASTRO H., 2004, *Pratique des ONG belges francophones en matière de gestion des interventions*. Note de diagnostic. Décembre 2004, 34 p.

HULME D., EDWARDS M., 1997, *NGOs, States and Donors, too close for comfort ?* Macmillan Press, London.

HUSSON B., 1998, *Les ONG : une légitimité en question*, in DELER J.P. et al (dir), pp. 545-558.

IBRIGA L.M., 1998, *Le statut des ONG du Sud : réalités et enjeux. Analyse à partir du cas burkinabè* in DELER J.P., FAURE Y.A., PIVETEAU A., ROCA P.J., *ONG et développement*. Société, économie, politique. Paris : Karthala, p 501-512.

KENMOGNE B., 2003, *Les organisations non gouvernementales et le développement participatif : L'engagement des Volontaires du Progrès au Cameroun*. L'Harmattan, Paris, 346p.

LAURENT P.J., 1998, *Une association de développement en pays mossi : le don comme ruse*. Paris. Karthala, 294 p.

LE BRIS E., *Les ONG africaines investissent la scène urbaine*, in DELER J.P., FAURE Y.A. (DIR), PIVETEAU A., ROCA P.J., *ONG et développement : Société, Economie, Politique*. Paris, Karthala, 1998, pp. 429-459. (Hommes et Sociétés). ONG et Développement : colloque international, Bordeaux, Novembre 1996.

LE NAËLOU A., 2004, *ONG : les pièges de la professionnalisation*. PUF, Paris, décembre 2004, 959 p. In Revue Tiers-Monde, n°180.

MANCUSO BREHM V., HARRIS-CURTIS E. & PADRAO L., 2004, *Autonomy or dependence ? Case studies of North-South NGO partnerships*. INTRAC, Oxford, UK, 207 p.

MARCOS REBOLONS S.J., 2000, *Quand les ONG du Nord pratiquent l'amour libre avec les ONG du Sud*. Cuarto Intermedio, février 2000, Cochabamba, Bolivie, 7 p.

MARCUSSEN H.S., 1998, *Les ONG et la construction de la société civile dans les pays en développement*, pp. 573-507 in *ONG et développement : société, économie, politique*, DELER J.P., FAURE Y.A., PIVETEAU A., ROCA P.J., Ed. Karthala, Paris.

MULLER J.D., 1989, *Les ONG ambiguës : Aides aux Etats, aides aux populations ?*, Logiques sociales, L'Harmattan.

OCDE/CAD., 1997, *Etude synthétique des évaluation ONG : Methodologie et impact des actions*. Rapport 1997 : 3. Ministère des affaires étrangères de Finlande. 175 p.

PIVETEAU A., 1991, *L'efficacité des petits projets de développement. La question de l'évaluation*. Mémoire de DEA, CED, Université de Bordeaux I.

PIVETEAU A., 1993, *Affluence et influence des ONG au Burkina Faso*. In COBEA/FASEG/ORSTOM. *L'efficacité de l'aide française au Burkina. Rapport provisoire*, ministère de la coopération, pp. 27-48.

PIVETEAU A., 1993, *Les ONG contribuent-elles au développement rural ?*, Chroniques du Sud. Paris : ORSTOM. n°11, pp. 43-48.

PIVETEAU A., 1994, *ONG et développement agricole au Burkina-Faso : présence majeure et effets mineurs*. Ouagadougou : ORSTOM, doc n°6, 33 p.

PIVETEAU A., 1998, *L'évaluation des petites opérations des ONG : une analyse économique à partir d'actions agricoles réalisées au Burkina*. Thèse pour Doctorat ès Sciences économiques. Université Montesquieu, Bordeaux IV, 1998, Centre d'Economie du Développement (CED), 372p.

PIVETEAU A., 1998, *Les ONG au Burkina Faso : De la réputation à l'évaluation*, in *Les aides à l'Afrique en questions*, Afrique contemporaine, 1998, n°188, pp 71-84.

PIVETEAU A., 2004, *Evaluer les ONG*, Karthala, Paris, 384 p.

POULIGNY-MORGANT B., 1998, *Les ONG et l'analyse des relations internationales*, in *ONG et développement*, sous la direction de DELER J.P., FAURE Y.A., PIVETEAU A. et ROCA P.J., Paris, Karthala.

PREMCHANDER S., 2005, *Impact des partenariats de développement Nord-Sud : perspectives d'une ONG du Sud*, Echos du COTA, juin 2005, n°107, p. 15-18.

RETAILLEAU E., 1994, *Projets maraîchers des ONG au Burkina Faso. Une évaluation économique*. Centre ORSTOM, Ouagadougou. Programme de recherche : Politique et développement agricole et agro-industriel au Burkina Faso. Sous la dir de FAURE Y.A.. Doc n°9, novembre 1994.

REY-GOREZ C., 1987, *ONG et développement rural au Burkina Faso*. Mémoire de DEA, Université de Bordeaux III.

RIDDELL R., ROBINSON M., 1992, *The impact of NGO Poverty alleviation Projects : Results of the Case Study Evaluation*. London: ODI. 36 p.

RIDDEL R.C., 1997, *Etude synthétique des évaluations des ONG. Méthodologie et impact*, OCDE/CAD.MAE, Finlande.

ROCA P.J., *A la fois dedans et dehors : les ONG dans les relations internationales*, REGARDS (CNRS/IRD).

ROUILLE D'ORFEUIL H., 1984, *Coopérer autrement. L'engagement des ONG aujourd'hui*. Paris : L'Harmattan. 301 p.

RUBIO F., 2002, *Les ONG acteurs de la mondialisation*, n°877-878, La Documentation française, coll. Problèmes politiques et sociaux, Paris, août 2002, 136 p.

RUBIO F., 2003, *A quoi servent les ONG ?*, Collection La question, Editions l'Hèbe, Grolley, Suisse, 88 p.

RUBIO F., 2004, *Dictionnaire pratique des organisations non gouvernementales*, Ellipses, Paris, 414 p.

RYFMAN P., 2004, *Les ONG*, Collection Repères, Editions La Découverte, Paris, 123 p.

SANTIN Y., 2000, *Le modèle associatif à l'épreuve de la professionnalisation : le cas des ONG de développement*. Mémoire de DEA réalisé sous la direction de N.Alter. Université de Paris IX Dauphine, octobre 2000, p 93.

SEIGNOBOS C., 2001, *Les mots du développement. Histoire du développement du Nord Cameroun*), HDR, Université Paris I, Panthéon-Sorbonne, 150 p.

SAWADOGO F., 2003, *Portrait des collectifs et Réseaux d'ONG au Burkina Faso*. Unité d'Appui à la Coopération canadienne. Janvier 2003, p. 7.

STANGHERLIN G., 2005, *Les acteurs des ONG : l'engagement pour l'autre lointain*, L'Harmattan, Paris, 246 p.

TOE P., SOW D. M., *L'éveil des campagnes africaines, Sien, un village à l'épreuve du développement*. Préface du Pr. André NYAMBA, L'Harmattan, septembre 2005, 117 p.

TOTTE M., *Les multi-acteurs chez les ONG une voie d'avenir ? : Exemple au Nord et au Sud*. Echos du COTA, septembre 2005, n°108, p. 12-17.

TOTTE M., 2005, *Rapprocher les savoirs académiques et les savoirs pratiques : un rôle pour les ONG de services ?* Echos du COTA, septembre 2005, n°108, p. 20-22.

TROUBE C., 2006, *L'humanitaire en turbulences : Les ONG face aux défis de la solidarité internationale*. Edition Autrement. 250 p.

VACHON M., 2005, *Voyages au bout de l'humanitaire*, Paris, La découverte, 347 p.

VERHAGEN K., 1991, *Auto Développement ? Un défi posé aux ONG*. L'Harmattan, 1991.

YALA A., 2005, *Volontaire en ONG : l'aventure ambiguë*, Paris, Editions Charles-Léopold Mayer, 237 p.

YARO G.J., 1998, *De l'évangélisation au développement local. Spécificité des ONG d'inspiration protestante au Burkina Faso*. In *ONG et développement* sous la direction de DELER J.P., FAURE Y.A., PIVETEAU A., ROCA P.J., pp.143-154.

ZIMET J., 2006, *Les ONG : De nouveaux acteurs pour changer le monde*. Paris, Autrement, 80p.

THEMES DE LA DECENTRALISATION ET DE LA COOPERATION **DECENTRALISEE**

BAKO-ARIFARI N. & LAURENT P.J. (dir)., 1998, *Les dimensions sociales et économiques du développement local et la décentralisation en Afrique au Sud du Sahara*, Bulletin APAD, (15), pp 9-20.

BIDAN NIGNAN F., YIRDON DABIRE J.E. & SAWADOGO B., *Au Burkina-Faso, la décentralisation s'applique d'abord aux villes*. Telescope, vol. 11, n° 3, juin 2004.

BRUNET F., 1997, *La décentralisation en Afrique subsaharienne*. Paris : Secrétariat d'Etat à la Coopération, 72 p.

BOLAY J.C., 2000, *Renforcement des compétences urbaines et décentralisation : le programme « Villes moyennes » au Burkina Faso*. In *Urbanews* (2), pp. 1-2.

CLAUZEL J., 1997, *La décentralisation en Afrique*, Cahiers africains d'administration publique hors série, pp. 19-25.

C.N.D., 1994, *Avantage, implication et condition de réussite de la décentralisation*, Ouagadougou, CND.

C.N.D., 1998, *Textes d'Orientation de la décentralisation (TOD)*, Ouagadougou, Imp. SEDIMA.

DESCROIX S. & LELOUP C., 2002, *Organiser l'évaluation d'une action de développement dans le Sud : un guide pour les ONG du Nord*. Bruxelles : COTA, 82 p.

GUIDE ENCYCLOPEDIQUE, 2006, *Créer et gérer une association 1901*. Le Particulier. 226p.

HUSSON B., 2000, *La coopération décentralisée, légitimer un espace public local au Sud et à l'Est*, Transverses, (7, juillet 2000), 18 p.

JACOB J.P., 1991, *Entre décentralisation et désengagement. Principes et problèmes de l'auto-organisation paysanne en Afrique*, in KWAN KAÏ HONG éd.. *Jeux et enjeux de l'auto-promotion. Vers d'autres formes de coopération au développement*, P.U.F., Paris, pp. 41-48.

JAGLIN S. & DUBRESSON A., 1999, *Décentralisation et gouvernance urbaine en Afrique subsaharienne : la fragmentation est-elle inéluctable ?* Communication à la 9^{ème} Conférence générale de l'EADI : Paris 22-25 septembre 1999, 18 p.

M'BACK, NACH C., 2001, *La décentralisation en Afrique : enjeux et perspectives*, Afrique contemporaine, n°199, juillet-septembre 2001, pp. 95-114.

MINOZZI L., 1997, *Appui à la coopération décentralisée: un atlas exemplaire*. Le Courrier ACP-UE (165), pp. 59-60.

OLIVIER DE SARDAN J.P., 2006, *Quelques réflexions autour de la décentralisation comme objet de recherche*, Le bulletin de l'APAD, n°16, *Décentralisation, Pouvoirs sociaux et réseaux sociaux*, 15 novembre 2006.

OUATTARA M., *La décentralisation au Burkina Faso : concepts, enjeux, place et rôle des acteurs*, Ouagadougou, CND, p 6.

OUEDRAOGO H. M.G., 2003, *Decentralisation and Local Governance: Experiences from Francophone West Africa*, Public Administration and Development, vol. 23, no 1, February 2003.

SMOKE P., 2003, *Decentralisation in Africa: Goals, Dimensions, Myths and Challenges*, *Public Administration and Development*, vol. 23, no 1, February.

TOTTE M., 2003, *De la gestion par les résultats à la gestion par l'impact suivi des ONG ?* Echos du COTA , décembre 2003, n°101, p. 8-12.

YAMEOGO D., 1994, *Etude de base sur l'état de la décentralisation au Burkina Faso : décentralisation à partir de sources des projets de l'Etat et des ONG*, Ouagadougou, CND.

REVUES ET PERIODIQUES

ACHILI L., HEJOAKA F., 2005, *Les associations dans la réponse à l'épidémie VIH/Sida au Burkina Faso*. *Revue Face à face-UB2 Sociétés, Santé, développement*, n°7, juin 2005.

APAD, 1991, *Pourquoi une association euro-africaine pour l'Anthropologie du changement social et du Développement ?*, Juin 1991, Bulletin de l'APAD, n°1, Marseille, pp. 3-6.

ARCHAMBAULT E., BARRAT P., BEUCORPS M. (De), BETTATI M. et BRAUMAN R., *L'humanitaire sans frontières : l'avancée d'une cause. ONG, médias : l'humanitaire malmené par le politique*, Projet, n° 237, 1994, 132 p.

ARGYRIS C., 1998, *Les individus sont guidés par le désir d'apprendre*. *Cahiers des Sciences humaines*, mars-avril 1998, n°20, pp. 60-62.

BA M., 1995, *Acquis et limites des ONG en Afrique de l'Ouest* in *Le Courrier ACP-UE*, n°152, juillet-août 1995: pp. 69-70.

BARRETEAU D., KEDREBEOGO G., 1997, *Inventaire et dynamique des langues au Burkina Faso* , Actes du premier colloque international sur les langues « gur » (Ouagadougou, 3-7 mars 1997), *Cahiers voltaïques* n°2, pp. 17-22.

BARRETEAU D., YARO Y., 1997, *Lecture des statistiques scolaires du Burkina Faso* (Année 1994-1995), Ouagadougou : Orstom-UERD, Les études et documents de l'UERD, n°2, nov. 1997, 95 p.

BAUX S., 2002, *L'école et l'équité*. *Ouaga Focus*, n°4, mars 2002, Ouagadougou, UERD, p.2.

BAUX S., 2004, *Les inégalités face à l'école au Burkina Faso : Analyse comparative des déterminants de la scolarisation en milieu urbain, semi urbain et rural*. Colloque international : Le droit à l'éducation, quelles effectivités au Sud et au Nord, 9-12 mars 2004. Université de Ouagadougou.

BEAUCHEMIN C., SCHOUMAKER B., 2004, *La migration vers les grandes villes au Burkina Faso. Le développement des régions d'origine a-t-il un impact ?* Document de Travail n° 21, Décembre 2004, Université catholique de Louvain, Département des sciences de la Population et du Développement, 35 p.

BERRY S., 1989, *Social institutions and access to resources in African agriculture*, Africa, n°59, pp.41-55.

BIERSCHENK T., 1988, *Development projects as Arenas of Negotiation for Strategic Groups. A Case Study from Bénin*, Sociologia Ruralis, vol 28, n°2/3, Assen, pp.146-160.

BONNAL J., 1995, *Participation et risques d'exclusion. Réflexions à partir de quelques exemples sahéliens*. Participation populaire, n°9, FAO, Rome, 91 p.

BOUJU J., 1995, *Anthropologies parallèles : description d'une procédure d'Enquête Anthropologique Rapide*, Bulletin de l'APAD, 9, Marseille, pp. 77-86.

BOURDARIAS F., 2003, *ONG et développement des élites*. Journal des anthropologues, pp.94-95.

BREEMER H. (Van Den), BERGH R & VERMEIJ M.J., 1994, *Anthropologie et foresterie sociale : une exploration théorique*, Bulletin de l'APAD, 7, Marseille, pp.59-72.

BRUCHAUS E.M., 1994, *Les organisations non gouvernementales en Afrique*, in Développement et Coopération, n°1, janvier-février 1994, pp. 8-12.

BRUNEL S., 2003, *A quoi servent les famines ?*, Institut français de géopolitique, mai 2003.

BRUNEL S., 2003, *Les ONG et la mondialisation*, conférence UTLS, Le Monde, 22 juillet 2003, www.lemonde.fr

BURKINA FASO, 1998, *Rapport sur le développement humain durable*.

BUTURO J., 1994, *NGOs, Democracy and Sustainable development in Africa*, Voices From Africa, n°5, June 1994, pp. 29-36.

CALLAMARD A. & KENT R., 2004, *Les ONG toujours en retard d'une catastrophe*, Le Monde Diplomatique, octobre 2004, pp. 24-25.

CARNEY, J.A., 1992, *Peasant Women and Economic Transformation in The Gambia*, *Development and Change*, vol. 23, n°2, pp. 67-90.

CHAUVEAU J.P., 1995, *Farmer strategies. The history and utility of a multi-disciplinary concept in Francophone development studies*, The Rural Extension Bulletin, n° 7: pp. 24-28.

COUSSY J., 1991, *Economie et politiques du développement*, in Les Afriques politiques, COULON Ch. et MARTIN D.C., éd.. La Découverte, Paris: pp. 123-140.

D'AFRIK H., 2006, *Habitat et urbanisation galopante. De graves menaces à Ouaga et Bobo*, Extrait du Pays n°3724, 9 octobre 2006.

DARRE J.P., 1994, *Introduction : L'agriculture par exemple* ; in Pairs et experts dans l'agriculture, T.I.P., pp. 7-11.

DARRE J.P., 1994, *Le mouvement des nonnes, avec Bakhtine et quelques agriculteurs*, in Pairs et experts dans l'agriculture, T.I.P., pp.15-19.

DARRE J.P., LE GUEN R. & LEMER Y B., 1989, *Changement technique et structure professionnelle locale en agriculture*. In *Economie Rurale*, n° 192-193.

DEJOU F., BOTTE R., BOUTRAIS J., & SCHMITZ J. (dir.), 2001, *Figures peules*, Paris, Éditions Karthala, 1999, Cahiers d'études africaines, p. 162.

www.etudesafricaines.revues.org

DEVERIN Y., KAWADA J., 2002, *Genèse et dynamique de la royauté : les Mossi méridionaux (Burkina Faso)*. Paris, L'Harmattan, Cahiers d'études africaines, p. 181.
www.etudesafricaines.revues.org

DEZALAY Y., GARTH B., 2005, *Les ONG au service de la mondialisation? Connivence des élites internationalisées*, Le Monde Diplomatique, juin 2005, pp. 30-31.

DOZON J.P., 1991, *Le dilemme connaissance/action : le développement comme champ politique*. Bulletin de l'APAD, n° 1, Marseille: pp. 14-17.

FALL A.S. & LERICOLLAIS A., *Light, rapid rural appraisal: Des méthodologies brillantes et légères ?*, Bulletin de l'APAD, 3 : pp. 9-15.

FANCELLO S., OTAYEK R., 2002, *Dieu dans la cité : dynamiques religieuses en milieu urbain ouagalais*, Talence, Centre d'Etudes d'Afrique noire, 1999, 168 p, Cahiers d'études africaines, p.165

www.etudesafricaines.revues.org

FOWLER A., 2000, *Beyond Partnership : Getting Real about NGO Relationships in the Aid System*, in IDS Bulletin, Vol. 31, n°3, 2000, pp. 1-13.

FREUDIGER P., JACOB J.P., NAUDET J.D., 1999, *Stratégies et instruments du développement à l'échelle locale : Examen comparatif à partir du cas burkinabè*, février 1999. Transverses n°4. 21 p.

GASTELLU J.M., 1978, *Mais où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique ?*, AMIRA, note n° 26, Paris, pp. 99-122.

GAYE M., 1987, *Etat, coopératives et paysans : l'expérience sénégalaise*. Revue CEDRES, XXI.

GENTIL D. & MERCOIRET M.R., 1991, *Y-a-t-il un mouvement paysan en Afrique noire?*, Revue Tiers-Monde, XXXII, n°128, pp. 867-886.

GIRAUT F., 1999, *Les racines et le réseau : les petites villes dans la transition territoriale Ouest-africaine. Villes et campagnes dans les pays du Sud : géographie des relations*. CHALEARD J.L. et DUBRESSON A. (eds). Paris, Karthala, pp. 207-236.

GUENDA I., 2005, *Le Burkina Faso traque les ONG bidon*. In L'express, n°50, 3 p.

GUÈYE A.P., DIENG M., 1994, *Le diagnostic institutionnel et la méthodologie de développement institutionnel : l'expérience du projet d'appui aux ONG/USAID au Sénégal*, Bulletin de l'APAD, n°8, Marseille, pp. 92-102.

JACOB J.P., 1998, *L'enlisement des réformes de l'administration locale et milieu rural africain. La difficile négociation de la décision de décentraliser par les Etats et les intervenants externes*, Bulletin de l'Apad n°15, pp. 119-137.

JAGLIN S., 2001, *Des ONG dans les villes africaines : le partenariat, un outil d'autoreproduction ?*, Revue Mouvements, n°13, janvier-février 2001, pp. 119-126.

LACHAUD J.P., 1994, *Marché du travail et exclusion sociale en Afrique francophone : quelques éléments d'analyse*. Documents de travail. Bordeaux, Centre d'économie du développement, 25 p.

LACHENMANN G., 1988, *Development Policy and Survival Strategies in the Zone Lacustre in Mali*, in Sociologia Ruralis, vol 28, n°2/3, pp. 182-198.

LAURENT P.J., 1993, *Un « mâle » nécessaire pour le programme de la Fédération Wend-Yam (Burkina Faso)*, Bulletin de l'APAD, 6, Marseille, pp. 19-24.

LE MONDE, 2005, *Géographie de la générosité*, Le Monde 2, n°48, 15 janvier 2005, pp. 16-17.

LECOMTE B.J., 1993, *Les ONG, de l'intuition au système*. Economie et humanisme, juin 1993, n°325, p. 10-16.

LEFEVRE P., 1993, *Quelques réflexions sur la recherche méthodologique liée aux opérations de développement*. Bulletin de l'APAD, 6, Marseille, pp. 25-31.

LEFEVRE P. & KOLSTEREN P., 1994, *Le développement comme arène : implications pour l'évaluation des projets*, Bulletin de l'APAD, 8, Marseille, pp. 19-30.

LELOUP F., MOYART L. & PECQUEUR B., 2003, *Le développement local en Afrique de l'Ouest : Quelle(s) réalité(s) possible(s) ?*, Revue Mondes en Développement, Vol 31, n°124, pp. 95-99.

LENTZ C., 1988, *Why the Most Incompetent are on the Village Council ; Development Projects in an Indian Village in Ecuador*, Sociologia Ruralis, VOL XXVIII, N°2/3, pp. 199-215.

LEWIS J.P., 1979, *Coopération entre organismes publics et organisations non gouvernementales* in OCDE, Centre de développement. *Le rôle des ONG dans la coopération*

pour le développement. Bulletin de liaison entre les instituts de recherche et de formation en matière de développement, 1983, n°10, Nouvelle série, pp. 44-48.

LONG N. & PLOEG J.D., 1989, *Demythologising planned intervention : an actor perspective*, in *Sociologia Ruralis*, vol 29, pp. 227-249.

LONG N., 1994, *Du paradigme perdu au paradigme retrouvé ? Pour une sociologie du développement orientée vers les acteurs*. Bulletin de l'APAD 7, juillet 1994, pp. 11-34.

LUND C., 1995, *Competition over jurisdictions and political manoeuvres in Niger*, Bulletin de l'APAD, 9, Marseille, pp. 19-29.

MARTINELLI B., 1987, *Options techniques en questions : analyse et méthodes ethnologiques*, in *Les Cahiers de la Recherche-Développement*, n°14-15.

MONGBO R. & FLOQUET A., 1993, *Démarches de diagnostic rapide : expériences de participation au Bénin*, *Les Cahiers de la Recherche Développement*, pp. 49-60.

MORPHET S., 1996, *NGOs and the environment*, in P. WILLETS, *The conscience of the World*, London, Hurst & Company, pp. 116-147.

NAPON A., 2000, *Le pouvoir des mots en démocratie: L'exemple des journalistes en langues nationales des radios au Burkina Faso* dans *Iapétus*, bulletin de liaison scientifique afro-qubécois, Association internationale des études québécoises, automne 2000, pp. 99-108.

NEBIE O., 1996, *Dégradation du milieu et aménagement dans le Plateau Central, Burkina Faso*. *Berichte des Sonderforschungsbereichs 268, Band 7*, Frankfurt, 1996, pp. 149-176.

OLIVIER DE SARDAN J.P., BIRSCHENK T., 1994, *Enquête Collective Rapide d'Identification des conflits et des groupes Stratégiques*, Bulletin de l'APAD, 7, pp. 35-43.

OLIVIER DE SARDAN J.P., 1993, *Le développement comme champ politique local*, Bulletin de l'APAD, 6, Marseille, pp. 11-18.

OLIVIER DE SARDAN J.P., 1995, *Anthropologie et développement : Essai en socio anthropologie du changement social*, APAD-Karthala, Paris. 221 p.

OUDET M., 2005, *Allons-nous assister, impuissants, à l'ethnocide, voire au génocide des éleveurs traditionnels, les Peuls ?*, Koudougou 16 janvier 2005, 3 p.

PESCHE D., 1995, *Pour la construction d'un champ du développement rural*, Bulletin de l'APAD, 9, Marseille, pp. 41-45.

PIROTTE G., PONCELET M., 2002, *Les ONG et l'éveil des sociétés civiles en Afrique subsaharienne. Echos d'une recherche portant sur les organisations non gouvernementales en milieu urbain à Cotonou et Lubumbashi*. Autrepart, n°23.

PONCELET M. & PIROTTE G. (2002 b.), *Eveil des sociétés civiles en milieu urbain et organisations non gouvernementales : Cotonou et Lubumbashi*, Autrepart, n°23, pp. 73-89.

POLIAK C.F., 2003, *L'humanitaire ou le management des dévouements*, Le Monde Diplomatique, juin 2003, p. 30.

POUGET C., DIALLO Y., SCHLEE G. (dir.), 2000, *L'ethnicité peule dans des contextes nouveaux. La dynamique des frontières*. Paris, Karthala, 2000, 255 p., Cahiers d'études africaines, p. 166, 2002.

RAFFOUL M., 2000, *Des initiatives locales pour une autre mondialisation : la coopération décentralisée, nouveau champ de la solidarité internationale*. Le Monde Diplomatique, juillet 2000, pp. 22-23.

RAMONET I., 2005, *Après le tsunami*, Le Monde Diplomatique, 7 janvier 2005, 3 p.

ROY A., *Les périls du tout humanitaire*, Le Monde Diplomatique, octobre, pp. 24-25.

REVUE GRAIN DE SEL, 2004, *Maîtriser l'aide pour arriver à nous en passer*, Inter-Réseaux, n°26, mars 2004, Collection GRAP.

RYFMAN P., 2002, *La transformation des ONG dans la Société civile internationale*, in les Cahiers de la Solidarité, CRID, octobre 2002, p. 13-17.

SAWADOGO J.M., 1997, *Le Burkina Faso protégé ses sols fragiles*. In Revue Afrique Relance, Nations Unies, Ouagadougou, 4 p.

SCHWEIGMAN C., 2003, *La sécurité alimentaire : Opportunité et responsabilité ou illusion de l'acteur exclusif*. Center for Development Studies, CDS Research Report n°19a. Université de Groningen. Pays-Bas, 28 p.

SCHOUMAKER B., DABIRE B., et al, 2004, *La collecte de biographies communautaires pour l'analyse des déterminants contextuels des comportements démographiques. L'expérience d'une enquête au Burkina Faso*. Les travaux de l'UERD, n°14, 38 p.

SIMONNOT C., 2002, *Question autour de l'humanitaire*. Revue Médecine Tropicale, 2002, n°62, pp. 422-424.

SMILIE I., 2002, *La montée de l'ONG transnationale*. In CONOIR Y. & YERNA G. (dir), *L'action humanitaire du Canada*. Montréal. Les Presses de l'Université de Laval.

STARK O., (1986), *Les recherches portant sur les migrations dans campagnes vers les villes dans les PVD : état de la question et perspectives. Le village et le bidonville : rétention et migration des populations rurales d'Afrique*. HAVET J. (ed). Ottawa, Presses universitaires d'Ottawa / IDIC, pp. 63-78.

TANDON Y., 1990, *Un point de vue africain sur les ONG étrangères en Afrique : leurs et succès*. Revue Propeace, n°2, p. 61, décembre 1990.

TARRY S. 2003, *Démystifier la présence des ONG dans les opérations de paix*. Revue militaire canadienne.

TODARO M., 1997, *Urbanization, unemployment and migration in Africa : theory and policy*. Population Research Division, Working Papers, n° 104, New York, Population Council.

UPHOFF N., 1993, *Grassroots organizations and NGOs in Rural Development : Opportunities with Diminishing States and Expanding Markets*, World Development, vol 21, n°4, pp. 607-622.

VINEL V., 2000, *Etre et devenir Sikoomse. Identité et initiation en pays moaaga (Burkina-Faso)*, Cahiers d'Afrique Noire, p 158.

RAPPORTS D'ACTIVITES

A.C.D.I., 2003, Cahier de la Coopération canadienne au Burkina Faso. Ouagadougou, 80 p.

A.F.V.P., 1984, Rapport annuel d'activité. Délégation de l'AFVP en Haute Volta. Ouagadougou. p. 6.

A.F.V.P., 2004, Rapport d'activités. Ouagadougou, Janvier 2005.

A.R.F.A., 2001, Evaluation à mi-parcours du second programme triennal de l'association pour la Recherche et la formation en agro-écologie.

ATD QUART MONDE, 2002, Rapport moral. Ouagadougou, 22 p.

BANQUE MONDIALE., 1988, *Les organisations non gouvernementales (ONG) au Burkina Faso*. Rapport préparé pour le compte de la Mission Résidente de la BM. Ouagadougou : Banque mondiale.

BROEDERLIJK DELEN., 2003, Développement rural au Burkina Faso. BROEDERLIJK DELEN Sahel, Ouagadougou.

B.S.O.N.G., 1991, Rapport annuel d'activités. Ouagadougou.

B.S.O.N.G., 1996, *Contribution des ONG au développement économique et social*. Période du plan quinquennal 1991-1995, bilan physique et financier. Ouagadougou : Ministère de l'économie et des finances. Direction générale de la Coopération. 330 p.

B.S.O.N.G., 1996-2005, Rapport annuel d'activités. Ouagadougou.

BERTHOUD O., 2001, *Entre compassion, chiffres d'affaires et solidarité, les ONG de coopération du Nord et le développement social du Sud*. Bulletin de Medicus Mundi Suisse, n°80, avril 2001.

CAPO M., CLAPPERS J., SCHAEFFER J., SORE S., 2005, *Renforcement des capacités des communes urbaines au Burkina Faso : Approche et expériences du programme d'appui à la décentralisation de la SNV/BF*, SNV, mai 2005.

CATHWEL., 2001, Rapports d'activités.

CATHWEL., 2002, Rapports d'activités.

CATHWEL., 2003, Rapports d'activités.

CATHWEL., 2003, *Projet de sécurité alimentaire et de gestion des ressources naturelles*. Evaluation finale. Mars 2003. Ouagadougou. 46 p.

COMITE DE LIAISON DES ONG DE DEVELOPPEMENT AUPRES DE L'UNION EUROPEENNE (CLONGD-UE), *L'avenir de la Convention de Lomé*, Document de position des ONG de développement européennes, Bruxelles : CLONGD-UE, septembre 1997, doc pub/9705/ft, 25 p.

COMITE DE LIAISON DES ONG DE DEVELOPPEMENT AUPRES DE L'UNION EUROPEENNE (CLONGD-UE), Solidarité 2000, Alliance contre la pauvreté à l'ère de la mondialisation, Conférence européenne, Bruxelles, 23 et 24 avril 1998, Bruxelles : CLONGD-UE, 1998, 11 p.

COMITE DE LIAISON DES ONG DE VOLONTARIAT (CLONG VOLONTARIAT), *Le volontariat français de solidarité internationale à l'heure européenne*, Paris : CLONG Volontariat, 1997, 10 p.

COMITE DE LIAISON DES ONG DE VOLONTARIAT (CLONG VOLONTARIAT), *Le CLONG Volontariat et l'Europe*, Paris : CLONG Volontariat, 1997, 3 p.

COMITE DE LIAISON DES ONG DE VOLONTARIAT (CLONG VOLONTARIAT), *L'évolution du volontariat et les attentes des associations*, Paris : CLONG Volontariat, 1998, 2 p.

COMITE DE LIAISON DES ONG DE VOLONTARIAT (CLONG VOLONTARIAT), Note récapitulative sur la proposition de proclamer 2001 Année Internationale des Volontaires, Paris : CLONG Volontariat, 1997, 2 p.

COMITE DE LIAISON DES ORGANISATIONS DE SOLIDARITE INTERNATIONALE (CLOSI) ET COORDINATION SOLIDARITE URGENCE DEVELOPPEMENT (COORDINATION SUD), *Assises de la Coopération et de la Solidarité Internationale : résolutions et propositions des associations françaises de solidarité internationale*, Paris : CLOSI/Coordination SUD, octobre 1997, 15 p.

COMITE DE LIAISON DES ORGANISATIONS DE SOLIDARITE INTERNATIONALE (CLOSI) ET SERVICE DE LIAISON NON GOUVERNEMENTAL DES NATIONS UNIES (NGLS), *Rapport de la consultation entre les ONG françaises et les agences des Nations Unies*, Paris CLOSI/NGLS, 1993, 12 p.

COMMISSION DES AFFAIRES ECONOMIQUES, 2001, *Contribution du Burkina Faso sur le rôle des organisations non gouvernementales actives dans le domaine du développement*. Rapport de commission, janvier 2001.

D.E.D., 2006, Rapport d'activités Burkina Faso, 20 p.

D.G.C.I., 2002, *La coopération belge au Burkina Faso*. Ministère des affaires étrangères et de la Coopération internationale. 39 p.

DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE., 2002, Rapport statistique.

D.S.O.N.G., 2005, Synthèse du Rapport annuel d'activités. 10 p.

EAU VIVE., 2001, Revue « Eau Vive Actualités », n°28, décembre 2001, p 6.

ENEE G., 2004, *La Coopération décentralisée et l'intervention des organismes de développement du département de la Manche au Burkina Faso*. Rapport d'activités 1/3, Conseil Général de la Manche, 80 p.

ENEE G., 2005, *La Coopération décentralisée et l'intervention des organismes de développement du département de la Manche au Burkina Faso*. Rapport d'activités 2/3, Conseil Général de la Manche, 83 p.

ENEE G., 2006, *La Coopération décentralisée et l'intervention des organismes de développement du département de la Manche au Burkina Faso*. Rapport d'activités 3/3, Conseil Général de la Manche. Décembre 2006. 79 p.

F.A.O., 1992, *Participation populaire au développement rural: le plan d'action de la FAO*, Rome.

F.A.O., Etude sur les phénomènes de marginalisation et d'exclusion de groupes sociaux dans les processus de développement ruraux participatifs, à partir de trois études de cas au Sénégal

FAURE Y-A., 1996a, *La gestion institutionnelle de l'aide reçue*. In COBEA/FASEG/ORSTOM. *L'efficacité de l'aide française au Burkina Faso*. Rapport provisoire : ministère de la Coopération, p 49-74.

F.N.G.N., 2003, Rapport d'activités, Ouahigouya, Juin 2003. 25 p.

FREUDIGER P., 1997, *Etudes comparatives de six expériences en matière d'appui au développement local en milieu rural au Burkina Faso*, Ministère de la coopération/IUED, 81p.

GUIAO K., 1995, *Population et développement dans la province du Kadiogo*. Ouagadougou, Ministère de l'économie et des finances, INSD (Institut National des Statistiques et de la Démographie).

HANDICAP INTERNATIONAL, Rapports annuel d'activités au Burkina, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005.

HUNGER PROJECT, 2002, *La stratégie des epicentres du Hunger Project en Afrique : Fondation d'une mobilisation efficace au niveau de la base*. Mars 2002.

ILE DE PAIX, 2000, *Fada n'Gourma, notre antenne au Sahel*. Rapport d'activités, TOL v48, Septembre 2000.

I.N.S.D., 2001, Statistiques au Burkina Faso.

I.N.S.D., 2003, Enquête démographique et de santé.

I.N.S.D., 2003, Enquête burkinabè sur les conditions de vie des ménages.

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION, 2005, Monographie des provinces du Burkina Faso.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, 2003, Rapport d'activités, MAHRH.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES, 2000, *Poverty Reduction Strategy Paper*, Ouagadougou, Burkina Faso.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DE BASE ET DE L'ALPHABETISATION (M.E.B.A.), *Plan décennal de développement de l'éducation de base*, 2000/2009, Ouagadougou, 97 p.

M.E.B.A., 2003, Rapport annuel d'activités.

NICOLAS H., 2004, *Les associations locales à Bobo Dioulasso*. Rapport de stage Comptabilité-gestion, GIP-ESTHER/PREMIS-BB, 27 septembre 2004.

OUEDRAOGO M., 1994, *Politique et développement agricole au Burkina Faso : le rôle des ONG*. Rapport d'activités. Février 1994, ORSTOM, Ouagadougou.

OUATTARA S., 1998, *Les cultures biologiques défient le roi coton*. Rapport d'activités. Centre de Recherche pour le Développement International, décembre 1998, 3 p.

OXFAM BELGIQUE, *Rapport d'évaluation du plan d'action 1998-2002 pour le Burkina Faso*. 21 mai 2002, 76 p.

PARTICIP, 1999, *Evaluation des projets d'hydraulique en cofinancement avec les ONG en Afrique*. Rapport final de synthèse, février 1999, 108 p.

PHARMACIENS SANS FRONTIERES, 2002, rapport annuel d'activités. 12 p.

PLAN BURKINA, *Bulletin trimestriel de PLAN*, n°6, Octobre-novembre-décembre 2002. 16 p.

PLAN BURKINA., 2005, Rapport d'activités, Ouagadougou. p. 12.

RECIF/ONG, 2004, Rapport des sorties terrain. Ouagadougou. 20 p.

S.P.O.N.G., 2000, *Annuaire des organisations non gouvernementales au Burkina Faso*. Edition 2000.

S.P.O.N.G., 2001, *Implication des ONG au processus de décentralisation au Burkina Faso*, Rapport de synthèse du forum : Quelles perspectives pour une contribution effective des ONG ?, Ouagadougou, mars 2001, 55 p.

TRAORE K., 1997, *La télédétection comme moyen d'appui à la planification des ressources en eau (cas du Sud Ouest du Burkina Faso)*, Ministère de l'eau, Direction régionale de l'Hydraulique, Bobo Dioulasso, Burkina Faso. Actes de l'atelier international, FAO, 1997.

SITES INTERNET

LES COLLECTIFS D'ONG ET ORGANISATIONS INTERNATIONALES

-

ACDI

www.acdi.ca

APC

www.apc.organisation/

Réseau mondial d'ONG

Banque Mondiale

www.worldbank.org

CDTM 34

www.globenet.organisation/ritimo

Le réseau d'information du Tiers Monde : 40 centres de documentation et d'information sur les réalités des pays du Tiers Monde.

CLONG Volontariat

www.clong-volontariat.org

Coordination Sud

www.coordinationSud.org

Crid

www.crid.asso.fr

European Council on Refugees and Exiles (ECHO)

www.europa.eu.int:comm/echo

GTZ

www.gtz.de

HCR

www.unhcr.ch

OMS

www.who.int/home-page

PAM

www.wfp.org

PANOS

www.panos-ao.org

Forim

www.forim.net

LES ONG DE L'ETUDE

-

ABBEF

www.abbef.org

ABPAM

www.abpam.org

ADD

www.add.org

ADRA

www.adra.org

AEAD

www.aead.org

Africare

www.africare.org

Afrique Verte

www.afriqueverte.org

AFVP

www.afvp.org

AMP

www.aamp.org

Aquadev

www.aquadev.org

ATD Quart Monde

www.atd-quartmonde.org

AVOB

www.courantsdefemmes.free

Broederlijk Delen

www.broederlijkdelen.be

Cathwel

www.crs.org

CEAS

www.ceas.ch

CECI

www.ceci.ca

CREDO

www.credo.bf

Croix-Rouge

www.croix-rouge.fr

DED

www.ded.de

Eau Vive

www.eau-vive.org

Diobass

www.diobass.com

DSF

www.dsf.org

Emmaüs International

www.emmaus-international.org

Enfants du Monde

www.edm.org

Family Care International

www.familycareintl.org

GRAF

www.graf.org

Handicap International

www.handicap-international.org

Hymne aux enfants

www.nonoma.org

Iles de Paix

www.ilesdepaix.org

Jeremi

www.jeremira.org

La Brique

www.labrique.org

LWR

www.lwr.org

Médecins du Monde

www.medecinsdumonde.org

Naturama

www.naturama.org

Ocades

www.caritasafrica.org

ODE

www.ode.ca

Oxfam

www.oxfam.org

Peuples Solidaires

www.peuples-solidaires.org

Pharmaciens Sans Frontières

www.psfci.org

Plan International

www.plan-international.org

PSI

www.psi.org

Recif/ONG

www.recif.bf

Réseau Afrique 2000

www.reseauafrique2000.org

Réseau Afrique Jeunesse

www.afriquejeunesse.africa-web.org

Sahel Solidarités

www.sahelsolidarité.bf

Save the Children Fund

www.savethechildren.org.uk

Save the Children US

www.savethechildren.org

Sentinelles

www.sentinelles.org

SNV

www.snvworld.org

SOS Sahel Solidarités

www.sossi.africa-web.org

Témoignages de missions humanitaires

www.ia.France.com

Terre des Hommes

www.tdh.ch

Tin Tua

www.tintua.org

Tree Aid

www.treeaid.org

Water Aid

www.wateraid.org

Yam Pukri

www.yam-pukri.org

LES RESEAUX D'ONG

-

Les organisations humanitaires

www.ia.France.com/ONG.

Le réseau d'information du Tiers monde

www.globenet.org

Relief Web

www.reliefweb.int/w/rwb.nsf

Réseau mondial des ONG

www.apc.org

Voluntary Organisations in Cooperation in Emergencies (VOICE)

www.oneworld.org.voice

BANQUE DE DEVELOPPEMENT ET INSTITUTIONS FINANCIERES

-

Banque africaine de développement

www.afdb.org

Banque mondiale
www.worldbank.org

Processus de transfert mondial des savoirs et les études de cas
<http://www.reducingpoverty.org/>

Fond monétaire international
[http : www.imf.org](http://www.imf.org)

INSTITUTS DE RECHERCHE

-

Centre économique pour l'Afrique(CED)
www.ced.Montesquieu.u.Bordeaux.fr

Centre de documentation Tiers monde de Montpellier
www.globenet.org/ritimo/cdtm34

Institut de recherché pour le développement
www.ird.fr

Center for International Développement Harvard University
www.cid.harvard.edu

Haut conseil de la Coopération Internationale
www.hcci.gouv.fr

Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social
www.unrisd.org

OCCURRENCES RELATIVES AUX ONG

-

Ces occurrences souvent issues des grandes organisations internationales, notamment des Nations Unies, présentes de plus en plus dans le jargon des ONG, se retrouvent régulièrement portées au sein des discours de celles-ci dans les différentes communications ou dans les rapports d'activités et les évaluations. Volontairement « techniques ou intellectuelles », elles contribuent à apporter aux ONG des « précisions » sur les actions et des gages de sérieux, de rigueur et de professionnalisme aux yeux des donateurs mais représentent sans doute une dépendance inconsciente de l'aide.

Animateurs endogènes : Le choix des animateurs s'avère déterminant quant à leur représentativité au sein des projets de développement. On les affuble du mot endogène car ils sont sensés être issus du terroir et donc connaître la langue et les pratiques des populations visées. Pour les ONG, ces animateurs sont sensés être un gage d'efficacité supplémentaire. « Ces animateurs ont dû passer de projets directifs et techniciens à des projets « participatifs »²⁹¹. Ils parlent le français du Burkina. Ils ne parlent en revanche pas « le langage-projet » qu'ils maîtrisent avec les bénéficiaires pour son manque de pertinence.

Appui institutionnel : Il faut des règles du jeu claires sur les rapports institutionnels et la possibilité pour les bénéficiaires d'influer sur elles, de les modifier ou de les refuser. Faute de clarification de ces règles, le flou sur les attentes réelles ou supposées des intervenants peut être sources de conflits internes [Laurent et Mathieu, 1994]. S.Benoit ajoute : « cette appui n'est pas exempt de risque. Si l'aide extérieure prend en charge le fonctionnement des structures paysannes, celles-ci peuvent se retrouver dans une situation de dépendance quasi-irréversible²⁹² ».

Appréciation de l'impact d'un projet : Mise en perspective générale des interventions de développement et de ses effets dans le temps. C'est la situation issue de l'ensemble des changements significatifs et durables, négatifs ou positifs, prévus ou imprévus dans la vie et

²⁹¹ Seignobos C., 2001, Les mots du développement. Histoire du développement du Nord Cameroun), HDR, Université Paris I, Panthéon-Sorbonne, p.53.

²⁹² Benoit S., 2000, Autonomie et dépendance des OP au Sahel. Revue Autrepart (13), 2000, pp.127-143.

l'environnement des bénéficiaires. Cette étude paraît légitimer pour beaucoup d'organismes du développement leur engagement.

Développement Durable : De nombreuses ONG spontanées et de fausses ONG (dirigées par des hommes politiques ou de grandes entreprises) apparaissent. Ces ONG puissantes et hétérogènes issus de courants alter mondialistes militent contre le FMI, l'OMC, la Banque mondiale, les Etats et les ONG de défense de l'environnement. Celles-ci pour la plupart anglo-saxonnes vont imposer le concept de développement durable. Les quatre principales étant : les Amis de la Terre, Sierra club, Greenpeace le fonds mondial pour la nature (WWF).

Selon S. Brunel, géographe, le développement durable est en théorie une synthèse parfaitement équilibrée entre trois domaines complémentaires. L'économie, d'abord : il faut produire de la richesse pour assurer aux hommes de meilleures conditions de vie. Le social, ensuite : il faut redistribuer ces richesses et agir de façon équitable pour permettre de lutter contre la pauvreté et de diminuer les inégalités, facteur de violence et d'instabilité politique. Enfin, l'environnement : il faut agir en respectant les écosystèmes de façon à ne pas compromettre l'avenir. S'ajoute à ces trois domaines une quatrième dimension, transversale, celle de la solidarité entre les générations.

Le développement durable est donc en principe l'alliance des trois M : il recense les manques et les misères de l'humanité (problèmes de la faim, de l'accès à l'eau potable, de la santé, de la grande pauvreté...) pour proposer des moyens à mettre en oeuvre afin de les pallier. Il s'est imposé petit à petit dans les discours internationaux à partir des années 1990, pour devenir au fil du temps un concept de plus en plus glouton. Aujourd'hui, tout est décliné sur le mode durable, même l'entreprise, le tourisme ou l'agriculture²⁹³.

Femme-ressource : Les groupements féminins apparaissent de plus en plus « courtisés » par les ONG, véritables solutions pour ces dernières. Parmi ces groupements, quelques femmes, généralement alphabétisées ou maîtrisant davantage le projet deviennent les interlocutrices privilégiées des ONG sur les sites d'intervention.

Groupe vulnérable : Certaines catégories de populations sont davantage confrontées aux risques. L'objectif des ONG est de cibler ces populations et de les impliquer au sein des projets. Ces groupes constituent également des vecteurs de fonds intéressants pour les ONG qui peuvent ainsi « jouer sur la corde sensible des donateurs » comme les enfants des rues, les handicapés, les orphelins, etc.

²⁹³ Brunel S., ONG et développement durable. Notes prises lors de la conférence du FIG de Saint-Dié.

Groupements Naam : Fondé en 1967, le groupement a son siège national à Ouahigouya tandis que son champ d'action couvre quasiment tout le Burkina. Cette organisation compte plus de 2500 Unions européennes, sans distinction d'âge ni de sexe. Il vise l'amélioration des conditions de vie de la population rurale et paysanne en particulier. Pour ce faire, il se présente comme une structure d'encadrement des paysans, fondé sur l'esprit et les valeurs traditionnelles de solidarité et d'entraide²⁹⁴.

Méthode zaï : Durant les années 80, des paysans de la région de Ouahigouya et de Gourcy (Nord Ouest du Burkina) se sont intéressés à l'amélioration de cette technique traditionnelle de préparation du sol qui consistait à faire des trous avec un petit aménagement pour récupérer l'eau de ruissellement, puis d'y semer des grains de mil ou de sorgho. L'apport de matière organique dans les trous avant plantation, le choix des variétés adaptées, le traitement des semences, l'apport complémentaire d'engrais complètent cette technique.

Organisation faïtière : Les organisations paysannes ont connu une restructuration ayant conduit à la disparition des groupements villageois au profit de sociétés coopératives et groupements mieux structurés à la base suivant les filières de production conformément à la loi coopérative n°014/99/AN du 15 avril 1999 mais surtout plus homogènes dans la composition des membres (important pour la caution solidaire en cas d'engagement notamment le crédit).

Le processus s'est poursuivi avec la mise en place des organisations faïtières et la naissance de la Confédération Paysanne du Faso (CPF). La confédération fait actuellement office de porte parole des Organisations Paysannes reconnues sous la loi coopérative n°014/99/AN et comprend actuellement cinq faïtières (UNPCB, Fepa/B, FNJPAF, FEB, FenaferB).

Plaidoyer : Promotion et défense d'une cause. Les principaux concepts permettant d'étudier ce travail de représentation communautaire ont été développés dans la langue anglaise, le plus important étant celui d'*advocacy* signifiant littéralement se faire l'avocat d'une cause. Le rôle de l'avocat étant de plaider une cause, les ONG traduisent de plus en plus ce terme par plaidoyer. La représentation communautaire ou plaidoyer désigne donc un ensemble d'actions permettant d'influencer les politiques d'un gouvernement.

Renforcement des capacités : Toute intervention conçue soit pour renforcer, soit pour créer des forces sur lesquelles les communautés pourront s'appuyer pour contrer la vulnérabilité causée par leur situation. Le Fonds pour la Promotion des études préalables, des études transversales et des

²⁹⁴ Répertoire des mouvements sociaux, 2003.

évaluations (F3E) utilise volontiers cette rhétorique : « Le renforcement de la capacité collective requiert d'un programme d'appui spécifique dont le contenu est défini sur la base d'un diagnostic de la capacité de l'organisation à mener à bien son projet institutionnel »²⁹⁵.

²⁹⁵ F3E, 2002, Assurer la continuité d'une action. GRET, septembre 2002. 105 p.

TABLE DES TABLEAUX

-

Tableau n°1 : Population des zones d'interventions observées : Un territoire hétérogène	p.28
Tableau n°2 : Evolution et projection du milieu urbain burkinabè de 1975 à 2006	p.31
Tableau n°3 : Evolution du nombre de cas de sida recensés au Burkina de 1986 à 2000	p.68
Tableau n°4 : Niveau de développement en 2001	p.76
Tableau n°5 : « Carte d'identité » des ONG confessionnelles de l'étude	p.133
Tableau n°6 : ONG de l'étude dont le personnel est inférieur à cinq personnes	p.146
Tableau n°7 : ONG de l'étude dont le personnel est supérieur à cinquante personnes	p.151
Tableau n°8 : Nombre de salariés et de volontaires français à l'AFVP	p.154
Tableau n°9 : ONG françaises de l'étude et nombre de personnel	p.161
Tableau n°10 : Personnel des ONG américaines de l'étude	p.163
Tableau n°11 : Personnel des ONG britanniques de l'étude	p.164
Tableau n°12 : Personnel des ONG canadiennes de l'étude	p.164
Tableau n°13 : Personnel des ONG suisses de l'étude	p.165
Tableau n°14 : Personnel des ONG belges de l'étude	p.166
Tableau n°15, 16, 17, 18 : Personnel des ONG espagnoles, italiennes, néerlandaises, allemandes de l'étude	p.167

Tableau n°19 : ONG burkinabè et le secteur de la santé	p.170
Tableau n°20 : ONG françaises et le secteur de la santé	p.172
Tableau n°21 : ONG américaines et le secteur de la santé	p.174
Tableau n°22 : ONG canadiennes et le secteur de la santé	p.176
Tableau n°23 : ONG suisses et le secteur de la santé	p.176
Tableau n°24 : ONG belges et le secteur de la santé	p.177
Tableau n°25 : Les autres ONG de l'étude intervenant dans le secteur de la santé	p.177
Tableau n°26 : Les ONG nationales et le secteur de l'éducation	p.186
Tableau n°27 : Les ONG françaises et le secteur de l'éducation	p.189
Tableau n°28 : Les ONG américaines et le secteur de l'éducation	p.189
Tableau n°29 : Les ONG canadiennes et le secteur de l'éducation	p.191
Tableau n°30 : Les ONG suisses et le secteur de l'éducation	p.192
Tableau n°31 : Les ONG italiennes et le secteur de l'éducation	p.192
Tableau n°32 : Les ONG nationales et l'hydraulique	p.195
Tableau n°33 : Les ONG françaises et l'hydraulique	p.197
Tableau n°34 : Les ONG américaines et l'hydraulique	p.199
Tableau n°35 : Exemple d'actions concrètes d'une ONG en matière d'hydraulique villageoise : Données quantitatives des réalisations en eau potable et en assainissement de « Plan Burkina » en 2005 dans ses provinces d'intervention	p.200

Tableau n°36 : Les ONG britannique et le secteur de l'hydraulique	p.201
Tableau n°37 : Les ONG suisses et le secteur de l'hydraulique	p.201
Tableau n°38 : Les ONG nationales et la promotion rurale	p.204
Tableau n°39 : Les ONG françaises et la promotion rurale	p.207
Tableau n°40 : Les ONG américaines et la promotion rurale	p.208
Tableau n°41 : Les ONG internationales et la promotion rurale	p.210
Tableau n°42 : Les ONG nationales et l'environnement	p.214
Tableau n°43 : Les ONG françaises et l'environnement	p.218
Tableau n°44 : Les ONG américaines et l'environnement	p.219
Tableau n°45 : Les ONG britanniques et l'environnement	p.221
Tableau n°46 : Les ONG canadiennes et l'environnement	p.222
Tableau n°47 : Les ONG suisses et l'environnement	p.222
Tableau n°48 : Les ONG nationales et le renforcement des capacités	p.225
Tableau n°49 : Les ONG françaises et le renforcement des capacités	p.228
Tableau n°50 : Les ONG américaines et le renforcement des capacités	p.230
Tableau n°51 : Les ONG britanniques et le renforcement des capacités	p.231
Tableau n°52 : Les ONG canadiennes et le renforcement des capacités	p.231
Tableau n°53 : Les ONG suisses et le renforcement des capacités	p.232

Tableau n°54 : Les ONG espagnoles et le renforcement des capacités	p.233
Tableau n°55 : Les ONG belges et le renforcement des capacités	p.234
Tableau n°56 : Les ONG néerlandaises et le renforcement des capacités	p.238
Tableau n°57 : Les ONG allemandes et le renforcement des capacités	p.239
Tableau n°58 : L'origine des fonds des ONG de l'étude	p.251
Tableau n°59 : ONG de l'étude dont le budget est inférieur à 10 millions de FCFA	p.261
Tableau n°60 : ONG de l'étude dont le budget est supérieur ou égal à un milliard de FCFA	p.265
Tableau n°61 : L'engagement des ONG de l'étude entre 2003 et 2005 dans le Sahel burkinabè	p.275
Tableau n°62 : Nationalité des ONG de l'étude intervenant dans les quatre provinces du Nord	p.275
Tableau n°63 : Les interventions des ONG de l'étude entre 2002 et 2005 sur le plateau central	p.284
Tableau n°64 : Population par grande zone d'étude en 2001	p.287
Tableau n°65 : Attraction de la capitale sur les ONG de l'étude	p.289
Tableau n°66 : Les interventions des ONG de l'étude entre 2002 et 2005 dans l'Est du pays	p.292
Tableau n°67 : Les interventions des ONG de l'étude entre 2002 et 2005 dans le Nord du pays	p.302
Tableau n°68 : Les interventions des ONG de l'étude entre 2002 et 2005 dans l'Ouest et le Sud Ouest du pays	p.312

Tableau n°69 : Les ONG retenues dans leurs zones d'intervention respectives	p.325
Tableau n°70 : Récapitulatif de l'étude de terrain entre janvier 2002 et août 2006	p.361
Tableau n°71 : Typologie des outils de communication utilisés sur le terrain	p.451
Tableau n°72 : Nombres de centres Tin Tua et effectifs d'apprenants	p.459
Tableau n°73 : Synthèse des difficultés rencontrées par le DSONG	p.478
Tableau n°74 : Les ONG environnementales au Burkina Faso : un phénomène récent	p.508
Tableau n°75 : Attraction de la capitale sur les ONG de l'étude	p.527
Tableau n°76 : Les structures intervenant uniquement en zone urbaine	p.531
Tableau n°77 : Les ONG intervenant en zones urbaine, semi urbaines et rurales	p.534
Tableau n°78 : Les autres ONG présentes sur les zones d'intervention des ONG de l'étude	p.546

TABLE DES FIGURES

-

Figure n°1 : Un territoire au cœur de l’Afrique de l’Ouest	p.19
Figure n°2 : Migration des isohyètes 600 mm, 800 mm et 1000 mm au cours des cinquante dernières années au Burkina Faso	p.21
Figure n°3 : Densité de population par province en 2003	p.25
Figure n°4 : Le taux d’urbanisation par province en 2003	p.29
Figure n°5 : Les principales ethnies du Burkina Faso	p.39
Figure n°6 : Distribution des implantations des 100 ONG de l’étude et ethnies	p.47
Figure n°7 : Un espoir...le barrage de Ziga	p.63
Figure n°8 : Evolution des structures de soins à Ouagadougou entre 1960 et 2003	p.71
Figure n°9 : L’indice de développement humain par province en 2001	p.77
Figure n°10 : Evolution de l’IDH au Burkina de 1975 à 2002	p.78
Figure n°11 : La société civile	p.82
Figure n°12 : Les groupements naam	p.95
Figure n°13 : Découpage de l’espace d’étude en cinq zones géographiques	p.99
Figure n°14 : Distribution par grande zone géographique des actions des 100 ONG de l’étude	p.101
Figure n°15 : Répartition spatiale des interventions des 100 ONG de l’étude	p.103

Figure n°16 : Nombre d'intervention des ONG de l'étude par habitant et par province	p.104
Figure n°17 : Evolution du nombre d'ONG au Burkina de 1985 à 2003	p.107
Figure n°18 : L'OCADES et son réseau développé	p.128
Figure n°19 : Les ONG confessionnelles : L'association Evangélique d'Aide au Développement	p.137
Figure n°20 : Règlement interne de l'ONG chrétienne « La Brique »	p.142
Figure n°21 : Organigramme de l'ONG « Sentinelles »	p.147
Figure n°22 : Exemple d'intervention d'une micro ONG : Les Puisatiers	p.149
Figure n°23 : Organigramme de l'ONG « Cathwel »	p.153
Figure n°24 : Distribution spatiale des interventions des 100 ONG dans le secteur de la santé et le secteur social	p.169
Figure n°25 : Evolution de la scolarisation des enfants burkinabè entre 1980 et 2000	p.183
Figure n°26 : Distribution spatiale des actions des ONG de l'étude dans le secteur de l'éducation	p.184
Figure n°27 : Nombre d'intervention des 100 ONG de l'étude par province et taux de scolarisation	p.185
Figure n°28 : Exemple de communication autour de l'ONG « Les Puisatiers » et son engagement dans l'hydraulique villageoise dans le village de Sanon au Nord Ouest de Ouagadougou	p.198
Figure n°29 : Distribution spatiale des ONG interventions des 100 ONG dans le secteur agricole	p.203
Figure n°30 : Distribution spatiale des ONG interventions des 100 ONG dans le secteur de l'environnement	p.213

Figure n°31 : Critères de réussites d'un reboisement par les bénéficiaires de Cathwel	p.220
Figure n°32 : L'intervention de Broederlijk Delen au Burkina Faso	p.237
Figure n°33 : Oxfam International	p.247
Figure n°34 : « Les plus pauvres comme partenaires »	p.264
Figure n°35 : Découpage de l'espace d'étude en cinq zones géographiques	p.269
Figure n°36 : Densité de barrages au Burkina Faso	p.277
Figure n°37 : Des ONG de l'étude centralisées autour du siège à Fada n'Gourma	p.298
Figure n°38 : Exemple d'un espace de concentration d'ONG : le Yatenga	p.301
Figure n°39 : Le Burkina vu...par l'ONG Cathwel	p.330
Figure n°40 : « Développer sans abîmer »	p.332
Figure n°41 : Les différents terrains de l'enquête	p.338
Figure n°42 : Enquêtes auprès de neuf groupements	p.356
Figure n°43 : La rhétorique des grands bailleurs internationaux au Burkina Faso : Résultats clefs du PNUD-Burkina Faso 2001-2005	p.363
Figure n°44 : Questionnaires réalisés auprès des populations bénéficiaires	p.376
Figure n°45 : Exemple d'un projet original : « Projet élève et mouton »	p.388
Figure n°46 : L'intervention du CECI sur les sites maraîchers de la province de l'Oudalan	p.429
Figure n°47 : Questionnaires employés par l'enquête	p.431

Figure n°48 : Qu'est ce que le marketing social ?	p.493
Figure n°49 : La personnalisation du projet : la cas de Pim à Gorom Gorom	p.496
Figure n°50 : Exemple d'une ONG environnementaliste : Naturama	p.509
Figure n°51 : Le communicationnel d'une grande ONG au Burkina Faso : Africare	p.522
Figure n°52 : Exemple de communication de Plan International autour du parrainage	p.523
Figure n°53 : Evolution de la population de trois principales villes du Burkina entre 1990 et 2005	p.526
Figure n°54 : Répartition des sièges des 100 ONG de l'étude dans les centres urbains du pays	p.528
Figure n°55 : Evolution de la population rurale et urbaine au Burkina depuis 1996	p.530
Figure n°56 : Distribution des interventions des 100 ONG de l'étude par province et l'Indice de Développement Humain	p.557
Figure n°57 : Exemple d'une « mue d'ONG » : ACORD	p.562
Figure n°58 : Rencontre entre agriculteurs français et sahéliens	p.566
Figure n°59 : La SNV au Burkina Faso : Du développement rural à l'appui à la décentralisation	p.570

TABLES DES PHOTOGRAPHIES

-

- Photo n°1** : Siège de l'ONG « Coordination pour un Développement Durable (COPROD) au centre de Ouagadougou (juillet 2006) p.102
- Photo n°2** : La représentation des ONG au Burkina : Des sièges visibles dans la capitale p.110
- Photo n°2 (bis)** : La représentation des ONG au Burkina : Des sièges visibles à Bobo-Dioulasso p.112
- Photo n°3** : Répercussions des difficultés financières d'une ONG sur ses conditions d'encadrement et de scolarisation : L'exemple de l'Association Burkinabè pour la Promotion des aveugles et des Malvoyants (août 2006) p.263
- Photo n°4** : L'échec d'un ouvrage de la FNGN : le barrage de Soumiaga (janvier 2005) p.378
- Photos n°5** : Méthode zaï : Constitution des poquets à Tougué environ trois mois avant les premières pluies (Yatenga, mars 2004) p.380
- Photos 6 et 7** : périmètre irrigué et puits à corde aménagés avec l'ONG FNGN à Soumiaga (janvier 2005) p.381
- Photo n° 8** : Une des réalités des actions des ONG : La participation des enfants aux travaux : Ici la collecte de moellons initiée par la FNGN près de Soumiaga p.385
- Photo n° 9** : Action de scolarisation de Développement Sans Frontières à Gosséré (janvier 2005) p.386
- Photo n° 10 et 11** : Périmètre irrigué près du barrage et aménagements d'un des huit bacs d'approvisionnement en eau à Dalpélog (février 2005) p.391
- Photo n°12** : Apport de graines de maïs, tomate, gombo, oignons par l'animateur de l'OCADES aux bénéficiaires dans le village de Laye (février 2005) p.396
- Photo n°13 et 14** : Exemples de deux forages sur la commune de Kari : une

pompe volenta fonctionnelle et un second forage détérioré et inutilisable (juin 2006)	p.403
Photo n°15 : Le centre d'Accueil de Kari (CAK) : une infrastructure d'alphabétisation (juin 2006)	p.405
Photo n°16 : Un des rares digues aménagées à Passakongo malgré le manque de moellons (juin 2006)	p.407
Photo n°17 et 18 : Séance d'animation auprès de personnes handicapées dirigée par l'animatrice d'ADD à Orodara (mars 2005)	p.409
Photo n°19 : Construction d'un nouveau siège du CIDI à Dissin (juillet 2006)	p.415
Photo n°20 : Exploitation rizicole à Dissin appuyée par le CIDI mais concurrencée par l'importation de riz asiatique (juillet 2006)	p.417
Photo n°21 et 22 : Exemple de bouli appuyé par l'ONG CECI sur la commune de Gorom Gorom	p.430
Photo n°23 : Exemple de préservation de site arboré par l'ONG ARFA : Bosquets de l'espoir à Napaliangou (février 2005)	p.436
Photo n°24 : Production de plants en pépinières à Boudangou (janvier 2004)	p.439
Photo n°25 : Autre activité biologique appuyée par l'ARFA : L'apiculture (janvier 2004)	p.440
Photo n°26 et 27 : Aménagements hydrauliques sur le périmètre irrigué et sur le village de Koadifagou	p.446
Photo n°28 : L'enclavement de la province de l'Oudalan : Radier inondé sur la piste Gorom Gorom/Dori au début de l'hivernage (juin 2006)	p.467
Photo n°29 : CEBNEF appuyé par Aide à l'Enfance Canada à Bobo-Dioulasso (avril 2005)	p.536

TABLE DES MATIERES

-

AVANT PROPOS	p. 4
REMERCIEMENTS	p. 5
AXE DE LA THESE	p. 6
INTRODUCTION GENERALE	p.8
PARTIE I- LE BURKINA ET LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, UN TERRAIN D'ÉTUDE PRIVILEGIÉ AU SEIN D'UN CONTEXTE DIFFICILE	p.16
CHAPITRE I : UN PAYS DE TRANSITION PAUVRE AUX SPECIFICITES SOCIO SPATIALES : LA COEXISTENCE DE PLUSIEURS BURKINA	p.17
<i>1- Des espaces géographiques singuliers</i>	p.19
a- Un pays de transition aux régimes climatiques variés	p.19
b- Un couvert végétal hétérogène	p.21
c- Un territoire inégalement peuplé et une croissance démographique urbaine et rurale	p.24
d- L'enclavement et le phénomène des migrations : une réalité plus ou moins marquée selon les provinces	p.33
<i>2- Un espace multi culturel (religion, ethnies, habitat)</i>	p.36
a- Un pays multiethnique	p.36
b- Une diversité linguistique : L'importance des intermédiaires et de la traduction	p.51

c- Les ONG au sein d'un champ spirituel contrasté	p.55
3- <i>Des régions aux potentialités de développement disparates (infrastructures, activités, culture/élevage)</i>	p.61
a- Un accès à l'eau inégal	p.61
b- Une zone cotonnière en essor	p.65
c- Une situation sanitaire contrastée	p.65
4- <i>Des indicateurs économiques et sociaux variables selon les provinces</i>	p.72
a- Caractéristiques du développement humain durable au Burkina	p.72
b- Des indices de développement inégaux selon les provinces	p.75
CHAPITRE II : LE BURKINA FASO, PAYS DES ORGANISATIONS DU DEVELOPPEMENT	p.81
1- <i>Concept de société civile en Afrique sahélienne</i>	p.81
2- <i>Les ONG au Burkina : Notions empiriques variées</i>	p.85
a- Définition et choix de l'objet de l'étude	p.85
b- Rapide historique du mouvement associatif et caritatif international	p.89
c- Enjeux pour les associations locales au Burkina	p.92
3- <i>Contexte de l'émergence des ONG au Burkina et rôle de l'Etat</i>	p.96
a- Identification des facteurs de l'arrivée des ONG au Burkina	p.96
b- Répartition spatiale des ONG	p.99
c- Stabilité politique et panorama associatif en effervescence	p.105
4- <i>Les ONG au Burkina : Une exemplarité dans le champ du développement africain ?</i>	p.109

a- La représentation des ONG au Burkina : Des acteurs visibles sur le terrain	p.109
b- Un nombre toujours croissant dans un champ de la solidarité toujours plus vaste	p.113
c- Entre compétition et concurrence : Quand les ONG « professionnelles » côtoient les ONG « amateurs »	p.116
d- La question du partenariat et du risque d'instrumentalisation	p.118
Conclusion de partie	p.122

PARTIE II- LES ONG DE L'ETUDE : UNE REPRESENTATION KALEIDOSCOPIQUE

p.123

CHAPITRE III : LA DIVERSITE DES ORGANISATIONS DE L'ETUDE : ESSAI D'UNE TYPOLOGIE AUTOUR DE CENT ONG

p.125

1- Constat d'un panorama éclectique

p.126

- | | |
|--|-------|
| a- Les ONG liées à un réseau international | p.126 |
| b- Les associations locales devenues ONG | p.129 |
| c- Les ONG confessionnelles de l'étude | p.133 |

2- Taille et personnel : Des ONG à des échelles différentes

p.144

- | | |
|--|-------|
| a- Un constat au Burkina Faso : La prolifération des micro ONG | p.144 |
| b- Les « mega ONG » | p.150 |
| c- Vers une augmentation du personnel local | p.154 |

3- Statut et nationalité

p.157

- | | |
|---|-------|
| a- Conditionnalité au statut d'ONG au Burkina | p.157 |
| b- Les ONG internationales | p.159 |

**CHAPITRE IV : UNE INTERVENTION MULTIFORME ARTICULEE
AUTOUR D'ACTIVITES TRES VARIEES** p.168

1- Des volets d'activités multiples p.168

a- La santé, un domaine prépondérant des ONG de notre étude p.169

b- Le domaine de l'éducation p.182

c- Le domaine de l'hydraulique villageoise p.194

d- La promotion rurale p.202

e- Le domaine environnemental p.211

f- Une activité transversale : le renforcement des capacités des
organisations de base p.224

2- Un nombre de plus en plus important d'ONG aux « projets intégrés » p.240

CHAPITRE V : DES ACTEURS AUX BUDGETS VARIÉS p.246

*1- Une condition importante à tout processus de développement : la
mobilisation des ressources financières* p.247

2- Les ONG et les fonds alloués : Un sujet tabou ? p.258

3- Des ONG à deux vitesses p.260

a- Des ONG aux financements modestes p.261

b- Des ONG aux capacités de dépenses importantes p.265

CHAPITRE VI : UNE REPARTITION SPATIALE INEGALE DES ONG	p.269
<i>1- La zone sahélienne de l'étude et la province de l'Oudalan</i>	p.270
a- Données géographiques : Un espace aux fortes contraintes climatiques	p.270
b- L'organisation sociale de la zone : Une région agro pastorale	p.271
c- L'action des ONG dans le Nord : d'un foisonnement d'actions d'urgence à un nombre relativement limité de projets de développement	p.273
<i>2- Le Plateau Central, formidable concentrateur des ONG</i>	p.282
a- Une zone fortement dégradée nécessiteuse d'aide extérieure	p.283
b- Le plateau Mossi : accentuation de la pression démographique sur un espace très hiérarchisé	p.286
c- Ouagadougou : une ville centralisatrice des sièges sociaux des ONG	p.289
<i>3- Fada n'Gourma et la région Est</i>	p.290
a- Un espace en marge ?	p.290
b- Une pénurie des acteurs du développement malgré des indicateurs économiques faibles	p.291
c- Vers une augmentation des « ONG environnementales »	p.296
<i>4- Ouahigouya et le Nord Ouest</i>	p.299
a- Les particularismes du milieu	p.299
b- Une forte mobilisation des ONG : Le Sahel aux portes de Ouagadougou	p.301
c- ONG et influence politique à Ouahigouya	p.307
<i>5- Bobo Dioulasso et le Sud Ouest (Région des hauts Bassins et des cascades)</i>	p.309
a- Un milieu privilégié ?	p.309
b- Déplacement des ONG vers les provinces de l'Ouest : une tendance durable ?	p.311
Conclusion de partie	p.319

**PARTIE III- L'APPROCHE TERRAIN ET L'IMPACT: DES
ONG VERS LES POPULATIONS BENEFICIAIRES** p.321

**CHAPITRE VII : METHODES ET APPROCHES AU SEIN DE NOTRE
ETUDE DE TERRAIN** p.323

- 1- *Réflexions sur le choix et l'identité des ONG retenues :
La représentativité de l'échantillon* p.323
- 2- *L'engagement des ONG au Burkina* p.329
- 3- *Actions suivies au niveau de l'espace étudié* p.338
 - a- Le terrain du Yatenga p.339
 - b- Enquêtes dans la province du Kadiogo (Plateau Central) p.342
 - c- Le terrain de l'Ouest et du Sud Ouest p.346
 - d- Le terrain sahélien du Nord p.354
 - e- Le terrain de l'Est p.357

**CHAPITRE VIII : ANALYSE ET CRITIQUE DES INTERVENTIONS DES
ONG DE L'ETUDE** p.365

- 1- *La vision de l'ONG et son approche quant à ses projets de développement* p.365
- 2- *La représentation des bénéficiaires : une vision sous estimée* p.370
- 3- *Une efficacité des ONG en question* p.374
 - a- Les ONG du Yatenga p. 377
 - b- Les ONG du Kadiogo p. 389
 - c- Les ONG de l'Ouest et du Sud-Ouest p. 403
 - d- Les ONG de l'étude au Nord du Burkina p. 428
 - e- Les ONG de l'Est p. 436

CHAPITRE IX : ETUDES COMPARATIVES DES OPERATIONS DES ONG	p.449
<i>1- La dynamique des ONG de l'étude dans les actions de développement au niveau local : mêmes finalités mais démarches différentes</i>	p.450
a- Les actions aux effets mesurables	p.452
b- Les actions aux effets non mesurables	p.455
<i>2- Les ONG nationales et internationales : Différenciation des approches et des Impacts</i>	p. 456
a- L'approche des ONG burkinabè	p. 457
b- L'approche des ONG internationales	p. 460
Conclusion de partie	p. 463

**PARTIE IV- LA POLITIQUE DES ONG ET LEUR EVOLUTION
DANS LE PAYSAGE DE « L'AIDE BURKINABE »** p. 471

**CHAPITRE X : CONTRAINTES ET LIMITES DES ACTIONS DES ONG
REPERTORIEES : QUE FONT-ELLES POUR LES DEPASSER ?** p. 473

<i>1- Les handicaps des ONG</i>	p. 474
a- Le milieu associatif au Burkina : La « confrontation » d'une multitude d'acteurs	p. 474
b- Une mise en réseau et une coordination insuffisantes	p. 475
c- Vers une professionnalisation délicate des acteurs	p. 483
d- Problème du temps et de la pérennité des actions (« Des ONG qui ont l'heure, des bénéficiaires qui ont le temps ! »)	p. 486
<i>2- L'échec</i>	p. 490
a- Perception de l'échec par l'ONG	p. 490

b- ONG et bénéficiaires	p. 495
c- Les échecs observés in situ	p. 500
<i>3- Des domaines d'activités privilégiés et des « effets de mode</i>	p. 502
a- Une continuité dans les activités toujours prioritaires	p. 502
b- Emergence de nouveaux volets : vers un phénomène de mode ?	p. 504
<i>4- Les critères de l'évaluation, l'audit de l'ONG et les bureaux d'études</i>	p. 513
a- L'évaluation faite par l'ONG	p. 513
b- Le rôle des prestataires	p. 518
<i>5- Contraste des interventions entre zones urbaines et zones rurales</i>	p. 524
a- Des besoins différents	p. 525
b- Une visibilité des projets contrastée	p. 529

**CHAPITRE XI : DEMARCHES A ADOPTER POUR VALORISER
LES SYNERGIES DES ONG DES L'ETUDE**

p. 538

1- L'appropriation des projets par les populations locales	p. 539
2- La coordination au centre du débat non gouvernemental	p. 544
3- Vers un abandon de « l'amateurisme »	p. 550
a- Un nombre toujours croissant d'ONG professionnelles	p. 550
b- Le rôle de l'Etat	p. 553

CHAPITRE XII : LES TRANSFORMATIONS DES ONG AU BURKINA : DES ONG AUTREMENT	p. 556
1- Constat d'une réalité	p. 556
a- Eviter l'atomisation continue du personnel de l'ONG et des activités à travers le territoire tout en autonomisant les bénéficiaires	p. 558
b- L'importance du cycle du projet	p. 560
c- L'importance de la zone d'intervention	p. 563
2- Vers une autonomisation des acteurs à la base : « S'efforcer de devenir inutile »	p. 564
3- Le renforcement de la position des ONG dans le processus de décentralisation	p. 567
Conclusion de partie	p. 573
CONCLUSION GENERALE	p. 576
INDEX DES SIGLES	p. 582
BIBLIOGRAPHIE ET SITES INTERNET	p. 585
OCCURRENCES RELATIVES AUX ONG	p. 630
TABLE DES TABLEAUX	p. 634
TABLE DES FIGURES	p. 639
TABLE DES PHOTOGRAPHIES	p. 643

Considéré par toutes les institutions internationales comme un des pays les plus pauvres au monde, le Burkina Faso constitue depuis les années 70 un terrain privilégié pour l'action des ONG. Espace de transition enclavé, diversifié et multiculturel, menant une politique favorisant l'ouverture aux coopérations et aux bailleurs de fonds internationaux, il est régulièrement considéré par les observateurs comme « le pays des ONG ». A l'ère de l'urgence au Sahel a succédé, depuis vingt ans, l'ère des projets de développement et de la coopération décentralisée, influencés par les discours des donateurs internationaux, et planifiés en concertation avec les bénéficiaires. Ces derniers sont alors devenus, selon les ONG, de véritables partenaires. Or, souvent mal canalisée et très peu coordonnée sur le territoire, cette orientation de l'aide se matérialise par une mauvaise répartition géographique, renforçant des inégalités sociales sur le terrain. Les bénéficiaires ont des pratiques et des parcours de vie qui n'obéissent pas nécessairement aux mêmes logiques que celles des décideurs. Ces projets continuent de profiter à une minorité d'intermédiaires et semblent atteindre avec difficulté les plus indigents. De plus, si les ONG apparaissent variées dans leurs formes, les domaines d'interventions demeurent stéréotypés et conçus en fonction de modèles et financements occidentaux.

Cette étude identifie les principales organisations, analysant leurs réussites et leurs échecs. En outre, elle met en évidence la représentation du « phénomène ONG » à travers ses différents acteurs, ses multiples formes d'engagement ainsi que son évolution au sein du paysage non gouvernemental.

Mots clefs : ONG, Sahel, espace enclavé, bailleurs de fonds, projets de développement, bénéficiaires, inégalités, courtiers du développement, domaines d'intervention, Burkina Faso.

NGOs' DYNAMIC IN BURKINA-FASO : THE ISSUE OF THEIR ACTUAL EFFECTIVENESS

Looked upon by the International Institutions as one of the poorest countries in the world, especially since the periods of drought in the 70s and the 80s, Burkina-Faso, as a Sahelian area, has been for the last 30 years a special land for NGOs' actions. Multicultural, diversified, but also landlocked country, Burkina-Faso tries to be as open as possible to the Voluntary Services Overseas, and to any backer and sponsor. Here are the reasons why it is usually called « the NGOs' country ».

After emergency measures and sporadic actions, for twenty years has taken place a real organisation, with long-term development projects and Voluntary Services Overseas, dealt by the International donors' points of views, but planned with beneficiaries. As a consequence, many NGOs think that, nowadays, beneficiaries became real partners. Nevertheless, as the development aid is too often poorly funnelled and not very coordinated, it leads to a bad geographical distribution and inequalities in the country. The different inhabitants have everyday habits and customs that may be very different from the ones and the wishes of the decisions-makers. Therefore, the intermediaries are often the only ones who benefit by those "development programs", that aren't to the destitute advantages. In fact, if the NGOs look like being efficient and various, their interventions are still stereotyped and made from occidental ways and points of views.

This study presents the main NGOs, analyses their achievements and their failures. It also explains the "NGOs phenomena" through its members, ways of acting and evolution in an non-governmental statement.

Keywords : NGOs, Sahel, landlocked country, sponsors, development programs, beneficiaries, inequalities, intermediaries interventions, Burkina-Faso.

Discipline: Géographie physique, humaine, économique et régionale. Centre de Recherche sur les Espaces et les Sociétés, Université de Caen, Esplanade de la Paix, 14000 Caen.